LIBRARY OF PRINCETON
OCT 28 1955
THEOLOGICAL SEMINARY

DB209
.D39
V. 2

LES

PREMIERS HABSBOURGS

LA DÉFENESTRATION DE PRAGUE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Huss et la guerre des Hussites (couronné par l'Académie française). Leroux, Paris, 1878.

Histoire des littératures slaves, de Pypine et Spasovitch, traduit du russe. Leroux, Paris, 1881.

LE PUY-EN-VELAY. — IMPRIMERIE MARCHESSOU FILS.

LIBRARY OF PRINCETON
OCT 28 1955
THEOLOGICAL SEMINARY

FIN DE L'INDÉPENDANCE BOHÊME

II

LES PREMIERS HABSBOURGS

LA DÉFENESTRATION DE PRAGUE

PAR

ERNEST DENIS

Ancien élève de l'École normale supérieure, Professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux.

PARIS

ARMAND COLIN ET Cie, ÉDITEURS

5, RUE DE MÉZIÈRES, 5

1890

Tous droits réservés

LIVRE PREMIER

FERDINAND Ier

CHAPITRE PREMIER

Établissement de la dynastie autrichienne en Bohême

Les Habsbourgs. — Premières relations avec la Bohême. — Maximilien Ier et les mariages autrichiens. — Les partis en Bohême en 1526; élection de Ferdinand Ier. — Son caractère, sa politique : le roi et les diètes; les assemblées provinciales et les villes; chute de Pachek et de Lev. — Proclamation de l'hérédité de la couronne. — L'armée et les finances; la Chambre royale. — Premier essai d'une administration centrale autrichienne.

Les trois groupes, slave, magyar et allemand, par la réunion desquels s'est formé l'État autrichien, présentent un certain parallélisme dans le développement des lignes les plus générales de leur histoire, et à diverses reprises pendant le moyen âge ils ont été soumis à des influences analogues; jusqu'au XVIe siècle cependant, ils avaient eu une existence absolument indépendante. Profondément différents déjà par la langue et par la race, ils avaient derrière eux, au moment où ils acceptèrent un maître commun, une longue et dramatique carrière, pendant laquelle s'était éveillée et trempée leur conscience nationale.

Les conséquences qu'à eues sur les destinées de l'Autriche

la manière dont elle s'est constituée, ont été signalées depuis longtemps; Montesquieu, après bien d'autres, remarquait que l'on craignait toujours « de voir les diverses pièces de la monarchie tomber les unes sur les autres », et le développement de ce thème est devenu depuis une sorte de lieu commun. Il y a quelque temps, un grand historien, M. Albert Sorel, reprenait cette thèse avec sa lucidité et sa vigueur ordinaires : — la grande cause de faiblesse de l'Autriche, dit-il, c'est qu'elle n'est pas une nation, et qu'on ne voit pas comment elle pourra le devenir; il faut que la nation et l'État se forment ensemble, comme cela est arrivé en France, ou que l'État forme la nation, comme cela s'est produit en Prusse; mais les Habsbourgs n'ont le loisir d'imiter ni les Capétiens ni les Hohenzollern. Ils ont sous leur autorité trop de peuples, et surtout ces peuples étaient déjà trop mûrs quand ils ont renoncé à leur indépendance.

Le contraste est grand, en effet, à ce point de vue entre la France et l'Autriche : celle-ci s'est constituée « par assimilation », celle-là, « par agglomération »; ici de vastes royaumes qui se donnent librement et qui, protégés par les siècles de liberté et de gloire qu'ils ont derrière eux, entendent conserver leur autonomie et ne pas se perdre dans une monarchie nouvelle; là, des provinces, peu étendues en général et peu populeuses, qui tombent sous la domination des Capétiens après une longue période d'incertitude et d'anarchie, dans laquelle se sont usés leur esprit de résistance et leur individualité. Et, comme le fait observer très justement encore M. Sorel, presque toute la politique intérieure et extérieure de l'Autriche se trouve déterminée par ces conditions premières de son existence : les difficultés qu'elle rencontre à gouverner des peuples toujours prêts à une scission dès qu'elle relâche les liens qui les retiennent ensemble, son indifférence administrative, son impuissance offensive, — parce que les intérêts et les passions de ses sujets sont souvent dissemblables, — et sa singulière vitalité, parce que sa force est disséminée dans toutes les parties de son empire et qu'aucun coup ne l'atteint au cœur.

Elle appartient, s'il est permis de parler ainsi, à la catégorie des êtres inférieurs, lents à se mouvoir, mais d'autant plus résistants, et que l'on coupe en tronçons sans que la vie disparaisse.

Cette conception de l'Autriche est classique: c'était celle de la vieille diplomatie française, et nos hommes d'État avaient assez d'intérêt à la bien connaître pour que leur opinion unanime ait grande chance d'être exacte. En général, d'ailleurs, en histoire les idées traditionnelles sont justes, et il y aurait une grave outrecuidance à s'inscrire en faux contre une théorie qui a pour elle de si nombreux défenseurs et que confirme l'observation des événements contemporains.— Peut-être cependant doit-il être permis de remarquer que l'on risque de fausser la vérité en la marquant trop nettement.

Les Habsbourgs, en même temps qu'ils obtenaient les couronnes de saint Étienne et de saint Venceslas, devenaient les chefs du saint Empire romain germanique ; une branche de leur famille gouvernait l'Espagne et ces provinces de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin inférieur, que Louis XI n'avait pas réussi à enlever à l'héritier de Charles le Téméraire. Ils parurent ainsi sur le point de réaliser le rêve de domination universelle qui avait hanté tous les Empereurs. La liberté de l'Europe fut défendue contre eux par la France, que leurs possessions enserraient de tous les côtés, et la lutte des Habsbourgs et des Capétiens est restée le plus grand fait de l'histoire politique moderne. Les imaginations en furent fortement frappées; de là une tentation toute naturelle d'antithèse : on opposa les deux États, l'un né d'un effort lent et continu, dont l'unité a été déterminée par les conditions géographiques, et dont l'énergie physiologique est d'autant plus forte que sa grandeur n'est que le résultat d'une évolution naturelle; l'autre, né brusquement, du hasard des événements, sans autre raison d'être que l'ambition heureuse d'une famille, à la merci de tous les accidents. — Le contraste est réel, il est frappant, mais il admet quelques nuances. Il n'est pas douteux ainsi qu'il existe un pa-

triotisme autrichien, bien que souvent combattu et voilé par les tendances des diverses nationalités, et de même, il n'est pas complètement exact de prétendre que la formation de l'État autrichien a été purement fortuite et imprévue.

Le Danube, après avoir terminé la première partie de sa course, traverse, au sortir du plateau de Bavière, une contrée accidentée que resserrent au nord les monts de Bohême et au sud les contreforts des Alpes Noriques. La plaine de Vienne, de beaucoup la plus importante de cette région, s'ouvre d'une part sur la vaste dépression hongroise et, de l'autre, sur la vallée de la Morava (March); plus au sud, les affluents du Danube, la Drave et la Save, rattachent à la plaine hongroise les provinces montagneuses de la Styrie, de la Carniole, de la Carinthie et même du Tyrol, réunies de très bonne heure à la Haute et Basse-Autriche. Les monts de Moravie de leur côté, peu élevés et doucement inclinés, créent entre la Moravie et la Bohême une frontière plus géographique que réelle, et, bien qu'elle appartienne au bassin de l'Elbe, la Bohême est par sa configuration générale plutôt attirée vers le Danube que vers la mer du Nord. Cette attraction fut accrue par l'extermination des tribus slaves de l'Allemagne septentrionale et par les relations étroites qui s'établirent entre les Tchèques de Moravie et de Bohême. Sans doute, les conditions géographiques n'imposent pas aussi nettement ici l'unité que dans certains autres pays, mais il n'est guère contestable qu'elles ont contribué à préparer et ensuite à maintenir le rapprochement des divers peuples qui ont confondu leurs destinées sous le sceptre de Habsbourgs.

Les nations modernes n'ont réussi à conserver leur indépendance que lorsqu'elles étaient assez populeuses pour braver leurs voisins ou qu'elles étaient protégées par une situation tout à fait exceptionnelle. Pas plus que les Magyars, les Tchèques n'étaient ni assez bien défendus par la nature ni assez nombreux ou assez barbares pour défier les invasions ou les dédaigner. Sans cesse menacés par l'Allemagne, ils sentirent de bonne heure la nécessité d'alliances

extérieures : les exigences mêmes de l'indépendance nationale habituèrent peu à peu et indirectement les esprits à accepter des rois étrangers,—ce qui devait entraîner la réunion de divers États sous un même maître. Les dynasties particulières favorisèrent ces obscures pensées de confédération, parce qu'elles furent incapables d'assurer à leur sujets l'ordre au-dedans et la sécurité au-dehors. Les progrès incessants des Musulmans rendirent enfin inévitable la concentration de toutes les forces des Chrétiens de l'Europe orientale.

L'erreur serait grave de supposer que ces considérations générales ont entraîné le vote des électeurs de Ferdinand Ier; nous montrerons le contraire, et il suffit pour prouver qu'il n'en est rien de rappeler que les Tchèques conseillaient à l'Archiduc de ne pas briguer la couronne de Hongrie : la défense de ce pays, disaient-ils, entraînerait des frais qui grèveraient inutilement la Bohême. Ils ne pensaient nullement d'ailleurs abdiquer, en le nommant, la moindre parcelle de leurs libertés. Mais, de même que toutes leurs résistances n'empêchèrent pas le fait accompli de porter ses fruits et qu'ils ne réussirent pas à conserver leur autonomie, il est évident qu'ils subissaient, sans le savoir et sans le vouloir, la pression de la situation générale. L'élection de Ferdinand Ier n'eût pas eu lieu si elle n'avait pas été dans la logique des événements, et l'union n'aurait pas duré si elle n'avait été conforme aux conditions historiques et géographiques. Les hommes furent les instruments inconscients d'une force supérieure.

De très bonne heure, de nombreuses tentatives s'étaient produites pour former un grand État dans le bassin moyen du Danube. Sans remonter au premier empire de Moravie qui au IXe siècle, sous Rastislas et Svatopluk, avait compris avec la Moravie, la Bohême et la Pannonie, Otakar II, au XIIIe siècle, avait soumis la Styrie, la Carinthie et l'Autriche, et après la victoire de 1278, Rodolphe de Habsbourg, le fondateur de la puissance de sa maison, avait légué à ses héritiers un plan de conquête qu'ils ne de-

vaient jamais complètement oublier depuis. Dès la première heure, ils crurent toucher au but. Le fils de Rodolphe, Albert, moins avisé et plus pressé que son père, fut un moment maître de la Hongrie et de la Bohême (1306). L'entreprise était prématurée; le pouvoir des Habsbourgs dans leurs nouvelles provinces était encore chancelant; les princes de l'Empire, inquiets et jaloux des progrès de la la nouvelle dynastie, ne montrèrent aucun empressement à soutenir Albert; il périt assassiné quelque temps après (1308), et l'on put croire pendant plus d'un siècle que, si la vaste monarchie entrevue par Rodolphe se réalisait, ce serait en dehors de ses successeurs et contre eux.

Tandis, en effet, que la Bohême et la Hongrie, sous les Luxembourgs et les Angevins, traversaient une très brillante période de leur histoire, les Habsbourgs, engagés dans des luttes difficiles, retombaient dans une demi-obscurité. La couronne impériale leur avait échappé; leurs possessions patrimoniales les exposaient à des conflits incessants avec les cantons helvétiques, et leurs défaites retentissantes affaiblissaient leur prestige, alors même qu'elles n'atteignaient pas sérieusement leurs forces. Rodolphe I^er^ et Rodolphe IV, (le prince le plus remarquable qu'ait produit la dynastie au XIV^e^ siècle), avaient interdit de diviser les domaines de la famille; mais les jalousies égoïstes et les tendances de l'époque furent plus fortes que les règlements et l'intérêt de la Maison : les frères de Rodolphe IV se partagèrent ses états, et les diverses lignes Albertine, Léopoldine et Ernestine, semblèrent quelque temps, comme la plupart des dynasties allemandes, près d'user leur ambition dans des querelles sans grandeur. Comme la loi de Rodolphe n'avait pas été formellement abrogée, les divers princes avaient conservé un certain droit d'intervention dans les affaires de leurs parents; bien loin de diminuer les inconvénients du morcellement, ces souvenirs de l'ancienne unité n'étaient qu'une nouvelle cause de conflits. Les querelles perpétuelles des princes eurent très vite pour effet, d'autre part, de compromettre leur autorité intérieure. Au début, les

Habsbourgs, possesseurs d'immenses propriétés, avaient été des maîtres respectés et obéis, et leur pouvoir s'exerçait sans autre concours que celui de leur conseil privé. Vers la fin du XIVe siècle, leurs ressources, épuisées par des guerres fort onéreuses, ne suffisaient plus aux dépenses qu'augmentait l'entretien des diverses cours ; ils furent obligés de s'adresser à leurs sujets, et, comme toujours, leur dépendance financière entraîna bientôt leur dépendance politique. Les désordres et l'affaiblissement de la prospérité matérielle sollicitèrent en même temps et justifièrent l'intervention des États ; les diètes devinrent les arbitres des souverains, et, avant de songer à étendre leurs frontières, les ducs d'Autriche eurent en quelque sorte à soumettre de nouveau leurs propres provinces ; ils n'avaient même pas à compter ici sur les haines de classes qui, dans la plupart des autres pays, favorisèrent les progrès de la monarchie : les bourgeois n'étaient pas moins intéressés à défendre les libertés publiques que les prélats et les nobles à côté desquels ils siégeaient dans les diètes.

Ces causes de décadence furent, en partie, compensées par la durée de la dynastie, qui créa entre les souverains et les sujets des liens indestructibles, par la situation géographique du pays qu'ils gouvernaient, par son unité ethnographique et par l'appui moral que trouvèrent les Habsbourgs dans l'Empire germanique, dont l'Autriche constituait l'avant-garde vers le Sud-Est. Même au moment de son plus grand affaiblissement, c'est-à-dire dans la première partie du XVe siècle, l'Allemagne ne renonçait pas à l'espérance d'étendre sa frontière vers l'Est, de même qu'au milieu des soucis mesquins qui paraissaient les absorber, les successeurs de Rodolphe n'oubliaient pas que leur famille avait dû sa puissance à la défaite d'Otakar et des Slaves. En attendant que l'occasion leur permît de reprendre les projets d'Albert Ier, ils étendaient peu à peu leurs domaines, se préparaient au rôle que leur réservait l'avenir ; la fortune finit toujours par entendre ces persévérantes et ardentes supplications.

Trois princes, en moins d'un siècle, relevèrent l'Autriche et en firent une grande monarchie. Le premier, le moins connu, Albert V, l'empereur Albert II, était peut-être le plus remarquable. « Homme d'action plus que de paroles », nous dit Sylvius, « bon quoiqu'il fût allemand, écrit le chroniqueur bohême, hardi et pitoyable », il rétablit l'ordre dans ses domaines immédiats, épousa la fille de Sigismond, et, après la mort de son beau-père, fut élu roi des Romains (1438) ; depuis lors la couronne impériale ne devait plus cesser d'appartenir aux Habsbourgs jusqu'à la fin de l'ancien Empire germanique (1806). Albert, reconnu roi de Bohême et de Hongrie, réussit un moment à constituer ainsi, nominalement sinon de fait, un vaste État slave-hongrois-autrichien. Il avait de grands projets, voulait rattacher plus étroitement les royaumes que le hasard lui avait livrés, pensait à fonder une véritable monarchie : tous ces desseins furent détruits par la peste qui l'enleva à 42 ans (1439).

L'empire qu'il n'avait guère fait que rêver et entrevoir, ne lui survécut pas. Son fils, Ladislas le Posthume, ne fut roi que de nom ; après sa mort, la Bohême élut Podiébrad ; la Hongrie, Mathias Corvin, et tout fut à recommencer. Frédéric III, le successeur d'Albert II, qui, pendant plus d'un demi-siècle, porta les destinées de l'Empire et de l'Autriche, eut un règne fort agité, et la fortune lui fut longtemps sévère. Instruit, pieux sans fanatisme, de mœurs exemplaires et de goûts simples, il fut le spectateur plutôt que l'acteur des événements qui marquèrent sa longue vie. Il unissait à beaucoup d'inertie et d'indécision un vif sentiment de ses droits et une confiance absolue dans l'avenir de sa Maison. Il laissait aller les choses, s'en remettait au temps et à l'imprudence de ses adversaires du soin de réparer ses échecs, pliait souvent, ne cédait jamais, sans colère contre les faits, sans rancune contre les hommes. Il pensait que tout arrive et que nous ne pouvons pas grand'chose sur la destinée ; il n'avait point d'amour-propre, ce qui le préservait au moins des entêtements irréparables, ou plus exactement son orgueil

était trop profond pour se croire atteint par des accidents futiles. Chassé de ses états, errant, misérable, sa foi restait entière, et il faisait respecter en lui la grandeur future de sa race. Il se consolait des tristesses du présent en inscrivant partout, sur ses livres, sa vaisselle, ses diamants, son tombeau, les cinq lettres fatidiques A E I O U (Austriæ est imperium orbis universi), que l'on trouve alors pour la première fois. Il ne manquait pas d'imagination, mais l'usait en dehors des affaires [1]. Il finit par lasser le malheur. Son fils, Maximilien, épousa Marie de Bourgogne; lui-même survécut aux autres princes de sa famille, et les diverses provinces autrichiennes se trouvèrent de nouveau réunies. L'Autriche propre, la Carinthie, la Carniole, la Styrie, Trieste, les domaines du Frioul et de l'Istrie, le Tyrol, le Vorarlberg, les possessions de Souabe et d'Alsace, formaient un vaste demi-cercle à peine interrompu et qui enserrait toute la Haute-Allemagne; dans tout l'Empire, il n'était pas une seule dynastie qui pût essayer de lutter désormais avec les Habsbourgs. Mais ce n'était pas du côté de l'Ouest que se tournait surtout leur ambition; leurs possessions allemandes étaient leur base d'opérations contre les Magyars et les Slaves.

Quelle était l'importance des résultats acquis, on en eut la preuve sous son successeur. Depuis le règne de Maximilien Ier, l'histoire de l'Autriche commence à se confondre avec l'histoire générale de l'Europe : pas de grands événements qu'il n'y soit mêlé ou de guerres qu'il n'y intervienne. Il a été le plus populaire des Habsbourgs, et cette popularité, — bien qu'elle tînt surtout à certaines qualités secondaires, sa tournure, ses exploits de chasseur, sa bravoure extraordinaire, sa familiarité, ses largesses, — n'était pas absolument usurpée. Il n'avait guère de son père qu'un certain sens pratique, grâce auquel il sortit sans perte des plus fâcheuses aventures, et une confiance joyeuse et inébranla-

1. Astrologue et alchimiste convaincu, il passait « pour un grand sorcier » et dans sa chambre, la nuit, on voyait et on entendait « des choses étonnantes et effrayantes. »

ble dans l'avenir; de sa mère, Éléonore de Portugal, il tenait l'imagination ardente, les passions impétueuses et mobiles : Ferdinand d'Aragon disait de lui que quand il avait pensé à une chose, il croyait qu'elle était faite. Il se trouva, en résumé, que les fantaisies de son imagination furent dépassées par la réalité, et qu'en mariant son fils à Jeanne d'Aragon, il avait préparé cette immense monarchie de Charles Quint qui menaça si longtemps la liberté de l'Europe.

Mais l'Empire d'Occident ne suffisait pas à Maximilien; comme beaucoup de ses contemporains, comme Charles VIII, il aimait fort les romans de chevalerie et ne désespérait pas de les mettre en action. La croisade contre les Turcs et la reprise de Constantinople obsédaient son imagination, et cela le ramenait aux traditions de ses ancêtres. Le meilleur moyen d'arrêter les Ottomans et de les refouler n'était-il pas de mettre la main sur la Bohême et la Hongrie? L'Empereur sentait bien que les acquisitions de ce côté seraient plus solides, plus durables, plus réellement utiles; aussi, dans le décousu de sa vie, ne cessa-t-il jamais de suivre d'un œil attentif les événements de Prague et de Pesth.

La situation de ces deux royaumes était si troublée que toutes les espérances étaient permises. Même après la naissance du fils de Vladislas, les princes voisins continuaient à considérer le trône de saint Etienne et de saint Venceslas comme vacant; la succession des Jagellons leur semblait ouverte.

Ces ambitions inquiétaient tous ceux qui, en Bohême ou en Hongrie, avaient encore quelque souci de l'indépendance nationale, mais les luttes de classes et les rivalités personnelles absorbaient toujours plus l'attention de la plupart des hommes politiques, et Maximilien trouva dans l'indifférence de tous et la connivence de quelques-uns de précieux auxiliaires. Le traité de Presbourg (1491) portait qu'en l'absence d'héritiers mâles de Vladislas, la couronne de Hongrie reviendrait à Maximilien ou à ses descendants; il avait été ac-

cepté par les États (1492) et confirmé par diverses conventions postérieures contre lesquelles la diète n'avait soulevé aucune objection. Les prétentions des Habsbourgs sur la Hongrie étaient par conséquent très nettement établies en droit: mais le parti national avait réussi à faire voter par les États que tous les étrangers seraient exclus du trône; il était peu disposé à se préoccuper des parchemins, et depuis longtemps Jean Szapolyai briguait la couronne.

En Bohême, la situation était moins nette encore. Divers actes avaient, au XIV^e^ siècle, reconnu aux Habsbourgs un droit éventuel de succession au trône; mais ces conventions, et en particulier le traité d'héritage conclu en 1364 entre Rodolphe d'Autriche et Charles IV, avaient été complètement abolies en 1463, lorsque l'empereur Frédéric III, en retour de l'appui que lui avait prêté Podiébrad, lui avait remis tous les documents qui pouvaient menacer l'indépendance tchèque. Maximilien ne négligea rien pour créer aux Habsbourgs de nouveaux titres, en faisant épouser à un prince de sa maison la fille de Vladislas, Anne. Dès 1506, une convention, signée à Vienne, réservait la main d'Anne à Ferdinand, alors âgé de trois ans. Ce traité resta sans doute secret, et de nombreux compétiteurs se présentèrent, les ducs de Bavière, Jean Szapolyai. Le mariage d'Anne était devenu une question de politique européenne; une ambassade française vint à Prague, probablement pour battre en brèche les prétentions des Habsbourgs [1].

Une opposition plus redoutable pour Maximilien était celle du roi de Pologne, Sigismond, qui convoitait pour lui-même la Hongrie ou voulait tout au moins empêcher qu'elle ne fût réunie à l'Autriche; il s'était rapproché du parti na-

1. Rézek, les traités de Vienne, Tchas. tchesk. M. 1881, p. 389. Comparez sur les prétentions des Habsbourgs et l'élection de Ferdinand les autres articles de Rézek (Tchas. tch. M. 1882); Liske, Der Congress zu Wien, (Forschungen, VII), et, Des polnischen Hofes Verhæltniss zur Wahl K. Karls V., dans le Sybel's histor. Zeitschrift, 1866; Gluth, die Wahl Ferdinands I zum K. von Bœhmen, dans les Mittheil. des Vereins f. Gesch. der Deutschen in Bœhmen, XV; — C'est à partir de 1526 que commence une publication capitale pour l'histoire du XVI^e^ siècle, *Les diètes bohêmes* (en tchèque), éditées sous la direction de Gindely.

tional magyar et avait épousé en 1512 la sœur de Szapolyai, Barbara. Maximilien arma contre lui les Teutoniques et les Russes, mais les Teutoniques avaient cessé depuis longtemps d'être redoutables, et les Russes furent complètement défaits en 1514. En même temps, la victoire de Szapolyai sur les paysans hongrois révoltés augmentait son influence, et dans plusieurs assemblées de comitats, on parlait ouvertement de l'élever au trône. Dans ces conjonctures périlleuses, Maximilien réussit à gagner deux des conseillers les plus influents de Sigismond, Tomitsky et Chidlovetsky; celui-ci a avoué lui-même qu'il avait reçu de l'Empereur plus de 80,000 florins. Barbara était morte, Sigismond suivit docilement l'avis de ses ministres et se rapprocha de Maximilien; ce dernier en profita pour triompher des dernières résistances de Vladislas, qui, d'ailleurs, flatté par les propositions des Habsbourgs, n'avait guère été retenu jusque-là que par l'affection très vive qu'il ressentait pour son frère, le roi de Pologne.

Cuspinien, l'ambassadeur de Maximilien, déployait une grande activité; on décida qu'une entrevue aurait lieu à Presbourg (1515) entre l'Empereur et les rois de Bohême et de Pologne; Maximilien, arrêté comme d'habitude par des difficultés financières, ne vint pas, mais son absence n'empêcha pas la conclusion d'un traité par lequel il s'engageait à ne pas secourir les Russes et les Teutoniques; en retour, le fils de Vladislas épousait Marie d'Autriche, et Anne, Ferdinand; ce traité fut modifié par la convention de Vienne (20 mai 1515), mais sans que les articles nouveaux en altérassent le sens général. Le mariage d'Anne et de Ferdinand fut célébré par procuration en 1516 et accompli en 1521.

L'obstination de Maximilien avait trouvé sa récompense. Quelle situation faisait cependant ce mariage à son petit-fils, si la couronne de saint Vesceslas devenait vacante? Il créait sans doute à Ferdinand des présomptions favorables; mais lui constituait-il en lui-même un véritable droit? La Bulle d'or de Charles IV (1356) avait établi qu'à défaut

de postérité masculine, la couronne revenait aux filles, mais cette disposition était depuis tombée en désuétude, et les Jagellons, qui n'étaient arrivés au trône que par la violation de cette loi, n'étaient pas autorisés à en réclamer le bénéfice. L'on n'était pas même d'accord sur le sens qu'il convenait de lui attribuer. C'est ainsi que les États tchèques, appliquant au droit politique les coutumes juridiques civiles, prétendaient que les filles mariées et dotées renonçaient par cela même à toute revendication ultérieure, et Vladislas avait accepté cette interprétation : lorsqu'il avait obtenu de la diète la promesse de reconnaître sa fille comme héritière du royaume dans le cas où son frère mourrait sans enfant, il s'était engagé en retour à ne pas la marier sans l'avis et le consentement des États. Le mariage d'Anne avec Ferdinand ne pouvait ainsi avoir d'autre effet juridique que de lui faire perdre tous ses droits à la Couronne, s'il n'avait pas été approuvé par la diète.

La diète tchèque avait-elle connu et accepté les traités de Presbourg et de Vienne ? La question a été l'objet de très longues discussions, et la lumière n'est pas encore absolument faite, en ce sens que nous n'avons aucune preuve formelle et directe du consentement des États ; M. Rézek a du moins établi qu'ils n'avaient pas ignoré les négociations de Presbourg et de Vienne, que leurs représentants n'en avaient pas été écartés, et qu'aucune protestation ne s'était élevée contre l'union de l'héritière du royaume et du petit-fils de Maximilien. Dans ces conditions, il ne semble guère plus possible de mettre en doute les droits d'Anne à la succession de Vladislas, et les prérogatives de la diète n'allaient qu'à « accepter » l'époux de la reine. Tout au plus est-il permis de dire que le parti oligarchique avait voulu se ménager un moyen de procédure, en ne pas approuvant solennellement le mariage.

A la mort de Maximilien (1519), l'attention des Habsbourgs fut absorbée quelque temps par les affaires d'Allemagne, d'Italie et de France. Les craintes qu'avait longtemps inspirées la santé de Louis, s'étaient peu à peu

dissipées; les deux frères, Charles et Ferdinand, avaient quelque peine à se mettre d'accord sur le partage de leur héritage, et Ferdinand, qui avait été le favori de son grand-père maternel, Ferdinand d'Aragon, et qui avait été un moment soupçonné d'avoir des prétentions sur l'Espagne ou même sur la couronnne impériale, ne pouvait pas s'intéresser beaucoup aux ambitions *autrichiennes,* tant qu'il ignorait si l'Autriche même lui reviendrait. Les troubles qui éclatèrent dans la Basse-Autriche prouvèrent bientôt à Charles-Quint qu'il risquait de compromettre la fortune de sa Maison, s'il s'obstinait à conserver sous son autorité immédiate tous les domaines qu'avaient réunis ses ancêtres; il avait trop d'affaires sur les bras aussi pour suivre d'assez près les questions orientales: par le traité de Worms (1521), confirmé et complété par le traité de Bruxelles (1522), il laissa à Ferdinand la Haute et Basse-Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, l'Istrie, le Tyrol, le Vorarlberg et les domaines de Souabe et d'Alsace, — en somme, toutes les possessions allemandes de Maximilien. Les Habsbourgs d'Espagne et les Habsbourgs d'Autriche, bien que longtemps étroitement unis, n'en formèrent pas moins dès lors deux branches distinctes, et, tandis que les premiers défendaient les intérêts de leur puissance dans l'Ouest et le Sud, les seconds tournèrent plus spécialement leur attention vers l'Europe centrale et orientale.

Pendant les années suivantes, Ferdinand continua cependant à s'occuper moins de la Bohême et de la Hongrie que de l'Allemagne qu'il gouvernait au nom de son frère, et de l'Italie que François I^er^ disputait à Charles-Quint. Il avait réussi sans trop de difficultés à rétablir son autorité dans ses provinces immédiates et cruellement réprimé les tentatives d'usurpation des États, mais ses succès ne satisfaisaient pas son imagination aventureuse. Plus tard, l'expérience modéra son ardeur et lui inspira un sens plus juste des réalités politiques, mais il était bien le petit-fils de Maximilien et le frère de Charles-Quint; sa fantaisie se plaisait aux vastes plans et aux desseins chimériques. Il

essaya de décider son frère à lui abandonner la couronne impériale; surtout il suivait avec passion les événements d'Italie et sollicitait l'investiture du Milanais [1]. Même l'invasion de Soliman en Hongrie et la prise de Petrovaradin, ne le décidèrent pas tout de suite à renoncer à ses projets : il partit non pour Vienne, mais pour Innsbruck, et lorsque, dans les premiers jours de septembre, il reçut la nouvelle du désastre de Mohacz et les lettres désespérées de sa sœur Marie qui demandait des secours, ce ne fut pas sur la frontière de Hongrie qu'il dirigea Freundsberg à la tête de forces importantes, mais sur la Lombardie [2]. Cependant, lorsque de nouvelles lettres lui eurent appris la mort de Louis, il songea aussitôt à faire valoir ses droits sur sa succession et partit pour Linz, où il était plus à portée de suivre les événements. La plus grande partie de la Hongrie était déjà entre les mains des Turcs; le moindre retard pouvait lui coûter ce qui restait encore du royaume des Jagellons.

Ferdinand avait envoyé à Prague un agent retors et très au courant des affaires bohêmes, Jean Mrakech de Noskov. Il ne lui avait donné que des instructions générales, se réservant de modifier son plan de campagne suivant la tournure que prendraient les événements; il était assez mal informé de l'état de la question, comptait appuyer ses droits sur le traité de 1364 et n'avait dans tous les cas aucun doute sur la valeur de ses titres. Il ne comptait pas solliciter une élection, mais faire reconnaître son autorité. Ses chargés d'affaires s'aperçurent bientôt que son acceptation par les États n'irait pas sans de sérieuses difficultés et que, pour ne pas tout compromettre, ils seraient obligés sans doute à bien des concessions.

Bien que les règnes de Vladislas et de Louis fussent de nature à décourager les plus robustes ambitions et que la tâche de gouverner un peuple qui depuis longtemps avait

1. Baumgarten, Gesch. Karl's V. II, 201, 571.
2. *Id.*, p. 572.

désappris l'obéissance, parût assez peu digne d'envie, les candidats au trône de Bohême foisonnaient. L'électeur de Saxe et son fils, l'électeur de Brandebourg, se targuaient de leurs alliances de famille avec les anciens souverains bohêmes ; le roi de Pologne, Sigismond, faisait appel aux sentiments slaves, si puissants alors, et aux traditions qui faisaient de l'alliance polonaise un des articles fondamentaux du programme national ; des agents français tâtaient le terrain et cherchaient à Prague une revanche de l'échec de Worms. Au bout de quelques semaines, la plupart des compétiteurs reconnurent que leurs chances de succès étaient à peu près nulles, et, s'ils ne renoncèrent pas tout de suite à leurs espérances personnelles, ils songèrent surtout à adoucir leur défaite en empêchant la nomination de Ferdinand. A la suite de la bataille de Pavie, une partie de l'Europe s'était coalisée contre Charles-Quint ; comme il arriva si souvent au XVI^e^ et au XVII^e^ siècle, les ennemis des Habsbourgs cherchaient des alliés contre eux en Bohême et en Hongrie. Ils appuyèrent, bien que trop mollement, la candidature des ducs Louis et Guillaume de Bavière.

Les remords patriotiques qu'avait un moment provoqués parmi les Tchèques la nouvelle du désastre de Mohacz, en admettant leur sincérité, n'avaient pas été de longue durée, et les divers partis en présence se hâtèrent de mettre l'occasion à profit pour fortifier leur situation et réduire définitivement à merci leurs adversaires. Ce qui prouve la gravité du mal dont souffrait le pays, les crises décisives qui auraient dû réveiller le patriotisme, déchaînaient les cupidités et les haines.

Aux vieilles dissensions une question d'héritage avait ajouté une nouvelle cause de division et partagé en deux camps la noblesse. Au mois d'octobre 1523 était mort le vieux Pierre de Rosenberg, le complice dévoué de Lev de Rozmital. La Maison de Rosenberg était la plus illustre et la plus puissante de la Bohême ; ses chefs, maîtres de presque tout le sud du royaume, étaient « les premiers justiciers

après le roi », et marchaient à la tête des hauts fonctionnaires et du tribunal suprême; d'après un règlement sanctionné par Charles IV, les domaines de la famille ne devaient jamais être divisés, mais étaient gérés en son nom par *l'administrateur* des Rosenberg. En dépit des traditions de sa race, Pierre, qui n'avait pas de fils et dont les relations avec la plupart de ses héritiers étaient plus que froides, avait distribué entre diverses personnes une partie de ses possessions et avait légué à Lev d'importantes propriétés. Les neveux de Pierre protestèrent contre un testament qui ruinait leur famille et en demandèrent l'annulation à Louis; Lev de son côté essaya d'obtenir du Tribunal du Pays un jugement favorable. Les Seigneurs d'abord, puis le royaume tout entier, prirent parti dans le débat. Ceux des nobles qu'indignait l'avidité de Lev ou qu'inquiétaient ses projets, les Frères et les Utraquistes avancés qu'irritait son intolérance et qui suivaient avec angoisse les négociations engagées avec la cour de Rome, les partisans de l'autorité royale qui espéraient une revanche du coup de main par lequel il avait si rapidement détruit l'effet des résolutions de 1523, se prononcèrent contre lui. Il eut pour lui la plupart des Chevaliers et presque toutes les villes, habituées à suivre l'impulsion de Prague où dominait sans conteste son allié Pachek de Vrat. A la suite d'une anarchie d'un demi-siècle, il n'y avait même plus de partis en Bohême, si l'on entend par ce mot l'union de tous ceux qu'auraient dû grouper des intérêts communs ou des principes semblables; ce n'était plus qu'une poussière de factions, et le hasard des évènements déterminait les coalitions les plus étranges.

Il était trop évident que Lev, qui disposait d'une forte majorité dans deux Curies et qui comptait dans l'Ordre même des Seigneurs de très nombreux et très puissants amis, serait le maître de l'élection, en ce sens du moins que personne ne serait accepté pour roi contre sa volonté. Il eut l'idée de donner une sanction légale à l'autorité souveraine qu'il exerçait, et le souvenir de Georges de Podié-

brad flotta certainement devant ses yeux. Il ne manquait pas de gens en Bohême qu'attristait la pensée d'élever au trône un Allemand ; le royaume n'était-il pas assez riche pour ne pas mendier les subventions de l'étranger? Malheureusement, dans ce parti national, les avis étaient fort partagés ; à Lev, on opposait Charles de Münsterberg et Vojtiech de Pernstein : la jalousie des Seigneurs n'aurait jamais consenti à reconnaître l'autorité souveraine d'un de leurs égaux, et les richesses de Lev, quelque considérables qu'elles fussent, ne lui permettaient pas d'acheter toutes les consciences. Il eût peut-être réussi à obtenir la majorité dans la diète, mais le parti des Rosenberg eût répondu à ce choix par un soulèvement; il crut plus aisé et plus sûr de faire un roi que de le devenir.

Les ducs de Bavière étaient les adversaires naturels des Habsbourgs : ils avaient cherché à obtenir de Vladislas la main de sa fille ; évincés dans leurs espérances de ce côté, ils n'avaient pas perdu courage et avaient en Bohême des amis nombreux et sur le dévouement desquels ils croyaient avoir le droit de compter, parce qu'ils le payaient largement. Leurs chances de succès étaient singulièrement accrues par les préventions que recontrait la candidature de Ferdinand.

Cet Allemand, mâtiné d'Espagnol, déplaisait par sa naissance, par ses alliances, par son caractère ; élevé dans des idées d'une piété étroite et fort mal vu des Luthériens de l'Empire, respecterait-il les libertés religieuses des Utraquistes et accepterait-il les changements que méditaient les plus hardis d'entre eux? Maître de possessions nombreuses et éloignées, il sacrifierait les intérêts du royaume à ses ambitions personnelles ; Prague cesserait d'être une capitale, et la Bohême serait réduite au rang de province. Il passait pour énergique, jaloux de son autorité, presque cruel ; singulier gardien pour les prérogatives de la diète et les privilèges des Ordres que ce prince qui avait si sévèrement réprimé les tentatives d'opposition en Autriche! Toutes ces causes d'hostilité se résumaient dans un grief :

Ferdinand ne sollicitait pas les suffrages des États, mais prétendait faire consacrer par eux son droit héréditaire.

Il avait envoyé à Prague une nouvelle ambassade composée de Georges de Puchheim, de Louis de Polheim, de Jean de Stahrenberg et de Nicolas Rabenhaupt, et bien que ceux-ci n'avançassent qu'avec beaucoup de prudence et de réserve, leurs instructions avaient certainement transpiré et elles avaient éloigné de l'Archiduc tous les indécis. Les États rencontreraient-ils jamais une meilleure occasion pour mettre au-dessus de toute contestation leur droit d'élire le souverain? C'eût été folie que de la laisser échapper. Et comment abdiquer un si précieux privilège! La période électorale était à peine ouverte, et déjà de tous côtés les promesses et les présents pleuvaient. Lev de Rozmital, aussi peu disposé que les autres seigneurs à faire fi de ces avantages, suivit le courant; forcé de renoncer à ses espérances personnelles, il se rallia au candidat dont l'attitude était la plus humble et qui serait le moins dangereux après l'élection.

Les Bavarois, Guillaume et Louis, eurent le tort de croire le succès assuré; l'affaire avait été bien préparée, elle était bien engagée, mais, au dernier moment, ils n'agirent ni avec assez de rapidité ni avec assez d'énergie. Ils ne parvinrent même pas à se mettre d'accord sur le nom de celui d'entre eux qu'ils présenteraient aux suffrages de la diète, lui laissèrent le choix; une candidature anonyme n'a jamais provoqué beaucoup d'enthousiasme! Ils avaient envoyé en Bohême, dès la première heure, des agents qui avaient trouvé un entremetteur très actif dans un marchand praguois, d'origine bavaroise, Michel Karg, et un guide intelligent et sûr dans Brzétislas de Chvihov, le véritable chef du parti bavarois; ils déployaient beaucoup de zèle, multipliaient les promesses, mais ils manquaient un peu d'autorité : l'ambassade officielle arriva trop tard, à peine quelques jours avant le vote. Les ambassadeurs de Ferdinand avaient plus de surface ; fort bien renseignés par les Rosenberg et Adam de Hradets, ils témoignèrent d'une habileté

supérieure, raffermirent les hésitants, ramenèrent les dissidents, surent répandre peu à peu l'opinion qu'il valait mieux traiter avec le concurrent le plus puissant et que les Habsbourgs étaient plus en mesure que les Wittelsbach de récompenser les services qu'ils recevraient.

L'animation à Prague était extrême, et les esprits fort excités; la diète s'ouvrit le 18 octobre 1526. Les ambassadeurs de Ferdinand, sur l'invitation de leurs conseillers bohêmes et sans même attendre les instructions de leur prince, avaient pris une résolution hardie, ne parlaient plus des droits de l'Archiduc, ne contestaient pas les pouvoirs électoraux des États. Bien leur en prit, car la diète dans une première résolution déclara que la couronne était vacante et que le souverain serait élu par la libre volonté des représentants du Royaume; puis elle chargea une commission de préparer les *Pacta Conventa* qui lieraient le nouveau souverain.

Elles étaient fort rigoureuses, ces conventions. La question religieuse ne joua pas un très grand rôle dans les discussions; les États se bornèrent à demander que les libertés de l'Église nationale fussent maintenues; la majorité n'était pas d'ailleurs favorable aux Luthériens, et elle pria le nouveau roi d'interdire sévèrement le mariage des prêtres et les attaques contre la Vierge Marie et les Saints. Les Ordres se montrèrent en revanche très préoccupés de faire sanctionner par la loi toutes leurs récentes usurpations politiques : le souverain ne prendra le pouvoir qu'après avoir prêté serment à la constitution; il résidera dans le royaume, et, s'il est obligé de s'absenter, remettra l'autorité aux gouverneurs désignés par la diète; les fonctions publiques ne seront confiées qu'à des nationaux, et le souverain n'aura pour conseillers dans les affaires bohêmes que des Bohêmes; les hauts dignitaires ne pourront être destitués que de l'aveu du Grand Conseil; aucun sujet du royaume ne sera traduit devant un tribunal étranger; le roi n'essayera pas de faire élire et couronner son successeur de son vivant. Les Seigneurs n'entendaient pas d'ailleurs soumettre leurs de-

mandes à l'approbation du prince qu'ils choisiraient, mais, en vertu de leur pouvoir souverain, ils firent inscrire dans les Tables du Pays les résolutions de la diète et leur donnèrent ainsi force de loi.

Les ambassadeurs des candidats ne discutaient rien, acceptaient tout, rivalisaient de complaisance : les Bavarois finirent par s'engager à payer les dettes du royaume, puis à entretenir aux frais de la Bavière une armée pour défendre la Bohême, si elle était menacée. Les Autrichiens, débordés, manifestèrent une belle pudeur : de telles offres étaient inconvenantes, ils n'avaient pas supposé que la couronne fût à l'encan et qu'une élection fût une enchère [1]. Les Bavarois étaient pleins de confiance : il en coûterait à leur prince 300,000 florins, mais le succès était certain.

En réalité, ils perdaient du terrain; — les autres adversaires de Ferdinand avaient conservé trop longtemps leurs illusions; même à l'heure décisive, ils n'appuyaient pas sans arrière-pensée la candidature du duc de Bavière : les Français en particulier semblent n'avoir pas mis beaucoup d'entrain à le soutenir [2]. Leurs hésitations servaient les Autrichiens. Ils se réservaient pour les négociations particulières, avaient deviné très vite que la plupart des seigneurs étaient beaucoup plus sensibles à la promesse de quelques milliers de florins qu'à toutes les considérations générales. Mrakech gagna d'abord Vojtiech de Pernstein, puis s'attaqua directement à Rozmital, s'engagea au nom de Ferdinand à lui conserver ses charges et ses prérogatives; l'Archiduc ne garderait pas rancune à ceux qui s'étaient opposés jusqu'alors à sa nomination, payerait même à Lev 50,000 florins que ce dernier affirmait avoir prêtés à Vladislas. L'affaire fut conduite avec beaucoup de mystère et d'habileté. Lev, qui aurait eu quelque peine à justifier sa défection et que tous ses amis n'auraient peut-être pas suivi, obtint que l'élection fût renvoyée à un comité chargé de choisir entre

1. Rézek, Gesch. der Regierung F.s I in Bœhmen, Prague 1871, p. 61.
2. Baumgarten, II, p. 578.

supérieure, raffermirent les hésitants, ramenèrent les dissidents, surent répandre peu à peu l'opinion qu'il valait mieux traiter avec le concurrent le plus puissant et que les Habsbourgs étaient plus en mesure que les Wittelsbach de récompenser les services qu'ils recevraient.

L'animation à Prague était extrême, et les esprits fort excités; la diète s'ouvrit le 18 octobre 1526. Les ambassadeurs de Ferdinand, sur l'invitation de leurs conseillers bohêmes et sans même attendre les instructions de leur prince, avaient pris une résolution hardie, ne parlaient plus des droits de l'Archiduc, ne contestaient pas les pouvoirs électoraux des États. Bien leur en prit, car la diète dans une première résolution déclara que la couronne était vacante et que le souverain serait élu par la libre volonté des représentants du Royaume; puis elle chargea une commission de préparer les *Pacta Conventa* qui lieraient le nouveau souverain.

Elles étaient fort rigoureuses, ces conventions. La question religieuse ne joua pas un très grand rôle dans les discussions; les États se bornèrent à demander que les libertés de l'Église nationale fussent maintenues; la majorité n'était pas d'ailleurs favorable aux Luthériens, et elle pria le nouveau roi d'interdire sévèrement le mariage des prêtres et les attaques contre la Vierge Marie et les Saints. Les Ordres se montrèrent en revanche très préoccupés de faire sanctionner par la loi toutes leurs récentes usurpations politiques : le souverain ne prendra le pouvoir qu'après avoir prêté serment à la constitution; il résidera dans le royaume, et, s'il est obligé de s'absenter, remettra l'autorité aux gouverneurs désignés par la diète; les fonctions publiques ne seront confiées qu'à des nationaux, et le souverain n'aura pour conseillers dans les affaires bohêmes que des Bohêmes; les hauts dignitaires ne pourront être destitués que de l'aveu du Grand Conseil; aucun sujet du royaume ne sera traduit devant un tribunal étranger; le roi n'essayera pas de faire élire et couronner son successeur de son vivant. Les Seigneurs n'entendaient pas d'ailleurs soumettre leurs de-

mandés à l'approbation du prince qu'ils choisiraient, mais, en vertu de leur pouvoir souverain, ils firent inscrire dans les Tables du Pays les résolutions de la diète et leur donnèrent ainsi force de loi.

Les ambassadeurs des candidats ne discutaient rien, acceptaient tout, rivalisaient de complaisance : les Bavarois finirent par s'engager à payer les dettes du royaume, puis à entretenir aux frais de la Bavière une armée pour défendre la Bohême, si elle était menacée. Les Autrichiens, débordés, manifestèrent une belle pudeur : de telles offres étaient inconvenantes, ils n'avaient pas supposé que la couronne fût à l'encan et qu'une élection fût une enchère [1]. Les Bavarois étaient pleins de confiance : il en coûterait à leur prince 300,000 florins, mais le succès était certain.

En réalité, ils perdaient du terrain; — les autres adversaires de Ferdinand avaient conservé trop longtemps leurs illusions; même à l'heure décisive, ils n'appuyaient pas sans arrière-pensée la candidature du duc de Bavière : les Français en particulier semblent n'avoir pas mis beaucoup d'entrain à le soutenir [2]. Leurs hésitations servaient les Autrichiens. Ils se réservaient pour les négociations particulières, avaient deviné très vite que la plupart des seigneurs étaient beaucoup plus sensibles à la promesse de quelques milliers de florins qu'à toutes les considérations générales. Mrakech gagna d'abord Vojtiech de Pernstein, puis s'attaqua directement à Rozmital, s'engagea au nom de Ferdinand à lui conserver ses charges et ses prérogatives; l'Archiduc ne garderait pas rancune à ceux qui s'étaient opposés jusqu'alors à sa nomination, payerait même à Lev 50,000 florins que ce dernier affirmait avoir prêtés à Vladislas. L'affaire fut conduite avec beaucoup de mystère et d'habileté. Lev, qui aurait eu quelque peine à justifier sa défection et que tous ses amis n'auraient peut-être pas suivi, obtint que l'élection fût renvoyée à un comité chargé de choisir entre

1. Rézek, Gesch. der Regierung F'.s I in Bœhmen, Prague 1871, p. 61.
2. Baumgarten, II, p. 578.

distinguer en lui la qualité maîtresse, non la plus saillante, il semble bien que c'était la prudence, comprise dans le sens le plus élevé du mot, cette pleine possession de soi-même qui laisse à l'homme d'État la libre disposition de ses forces dans toutes les circonstances, — lui permet de tirer le meilleur parti possible d'une situation, parce quelle n'est jamais imprévue. Frédéric III avait espéré et entrevu la grandeur de la maison d'Autriche, Maximilien l'avait préparée, Ferdinand l'établit sur des bases indestructibles. La famille des Habsbourgs a eu de plus hardis capitaines et de plus brillants politiques; elle n'a pas peut-être produit de plus grand souverain : aucun n'a eu plus d'action sur l'avenir de la dynastie et n'a plus contribué à fixer le caractère de la race [1].

Jusqu'à la dernière minute la partie était restée douteuse et la joie des ambassadeurs de l'Archiduc fut grande; mais les conditions qu'avait mises la diète à son élection gâtèrent quelque peu le plaisir de Ferdinand. L'heure était décisive : l'avenir de son règne dépendait de l'attitude qu'il prendrait dès les premiers jours; il jugea la situation avec une remar-

1. C'est à partir de 1527 que commencent les rapports des Ambassadeurs vénitiens, publiés par Fiedler, dans les Fontes rerum austriacarum, zweite Abtheilung, Band XXX. Sur Ferdinand, voir le rapport de Contarini 1527; Ferdinand a alors 24 ans, « e superbo, avido de honor, desiderosso de cosse grande » (p. 3); rapport de Mocenigo (1548), p. 54 : Ferdinand est le frère de l'Empereur, mais on pourrait l'appeler son fils ou même son vassal, tant est grand et profond le respect qu'il lui montre. Il ne lui parle qu'avec les signes de la plus extrême vénération, ne décide et ne fait rien sans son aveu. L'Empereur a pour lui une affection extrême. Comme un jour le roi disait à son frère qu'il était devenu blanc, celui-ci lui répondit que ses cheveux avaient blanchi à cause des pensées et des travaux qu'il avait acceptés pour l'amour qu'il lui portait à lui et à ses fils. Chose curieuse que cette parfaite entente de deux frères, si différents d'habitudes et de caractères : « dico, che come maggior conformità di volere forse non si ritrova hoggidi fra dui altri fratelli, cosi ne anco maggior disparità di natur et di costume » (p. 55). Mocenigo exagère certainement l'opposition; en dépit des apparences, il y a entre les deux frères d'importantes ressemblances. Dans les mémoires de Nicolas Datchitsky de Heslov, un portrait du roi dans ses dernières années, « petit, sec, la bouche fendue, un peu voûté, les yeux assez grands, la parole extrêmement rapide, l'esprit haut, colère, rancunier » (I, p. 85). Les Mémoires de Datchitsky, qui constituent une source très précieuse pour le XVI[e] siècle, ont été publiés à Prague en 1878 par Rézek. Vers la même époque le rapport de Soranzo (1563), Fiedler, p. 214 : « è d'animo temperato et più presto inclinato alla pace che alla guerra. »

quable netteté et fit face au péril avec autant de fermeté que de prudence [1].

Le vote du 24 octobre n'avait pas écarté tous les périls : l'élection n'était qu'une présomption ; tant que le roi n'avait pas été couronné et n'avait pas reçu le serment de fidélité de ses sujets, le choix de la diète n'était pas irrévocable. Les Bavarois, atterrés d'abord par une résolution qui trompait toutes leurs prévisions, n'abandonnaient pas la partie ; leurs partisans étaient exaspérés de la trahison de Lev, et Lev lui-même se demandait s'il n'avait pas été dupe : une nouvelle palinodie n'aurait pas effrayé sa conscience. La situation politique générale était favorable aux Bavarois ; ils comptaient sur la France, sur Clément VII, l'adversaire implacable des Habsbourgs, sur les Hongrois et leur chef, Jean Szapolyai, que la diète de Presbourg venait d'élire roi (décembre 1526).

Mais Ferdinand était un redoutable partenaire, impétueux et prudent, actif et réfléchi ; aucune faute de ses ennemis ne lui échappait. Les seigneurs tchèques, toujours exclusifs et peu désireux de partager le butin qu'ils espéraient, n'avaient pas appelé à la diète d'élection les représentants de la Silésie, de la Lusace et de la Moravie. En admettant que les termes de la Bulle d'or prêtassent à l'équivoque, les Bohêmes, avec un peu d'intelligence et d'ouverture d'esprit, auraient compris tous les dangers d'une pareille résolution ; en traitant les Provinces Annexes comme des fiefs et non comme de véritables membres de la Couronne, ils les jetaient dans les bras de leurs ennemis. Les déclarations patriotiques des Moraves cachent mal les colères que provoquait, fort justement du reste, une pareille

1. La bibliographie des ouvrages relatifs à Ferdinand Ier est très étendue parce que la plupart des écrivains ne séparent pas sa vie de celle de son frère. Le travail considérable de Bucholtz, Gesch. der Regierung Ferdinand's des ersten, 9 vol. 1831-1838, ne peut être consulté qu'avec quelque précaution. On lira toujours avec grand profit le chef-d'œuvre de Ranke, Deutsche Gesch. im Zeitalter der Reformation. Consulter pour les premières années du règne de Ferdinand l'excellente Histoire d'Autriche de Huber, dont le tome III malheureusement, le dernier paru, s'arrête au commencement de 1527 (Gotha 1888).

attitude, et l'unité du pays en était sérieusement compromise.

Ferdinand exploita ces rancunes et ces ressentiments; les Moraves reconnurent Anne comme leur souveraine héréditaire et Ferdinand comme leur prince légitime. L'Archiduc avait toujours été sûr des Lusaces et de la Silésie : ici surtout, les passions nationales triomphèrent facilement des inquiétudes religieuses, et le prince allemand fut accueilli à cœur ouvert. Cette scission, celle de la Moravie surtout, n'en était pas moins pour les Tchèques un coup imprévu et terrible : leur position vis à vis de Ferdinand était forte parce qu'ils avaient pour eux la loi, ou, dans tous les cas, croyaient et paraissaient l'avoir; la défection des provinces, qui proclamaient dans Anne l'héritière de Vladislas, donnait prise sur eux, en mettant en question le droit d'élection qu'ils avaient revendiqué [1]; leur résistance, s'ils la poussaient jusqu'au bout, prenait désormais un air d'insurrection, et une partie des sujets du Royaume marcherait contre eux derrière Ferdinand.

Le roi leur facilita la retraite, promit de demander à la cour de Rome l'autorisation pour les Utraquistes de communier sous les deux espèces, n'insista pas pour faire proclamer les droits héréditaires d'Anne à la couronne, reconnut même qu'il avait été élu par la libre volonté des États. Quand les autres demandes de la diète lui furent soumises, il se tint sur la réserve, protesta de sa ferme résolution de respecter les libertés du pays; mais certains des articles qu'on lui proposait lui semblaient des innovations, d'autres

1. L'attitude des Tchèques était d'autant plus impolitique qu'au moment où l'élection de Ferdinand allait faire entrer la Bohême dans une vaste association, il eût été nécessaire de rattacher plus étroitement entre elles les diverses provinces de la Couronne. Un parti l'avait compris et avait invité les Silésiens et les Moraves à des délibérations communes, mais l'outrecuidance et la sottise l'emportèrent et les conférences annoncées ne furent jamais ouvertes. Les délégués partirent furieux, et l'on aperçut bientôt l'effet de leur colère. En Silésie, les plus mécontents allèrent même jusqu'à rappeler le traité d'Olomouts et prétendirent qu'ils ne relevaient pas de la Bohême, mais de la Hongrie. (V. Rézek, Nouvelles études sur l'élection de 1526, dans les Abhandl. der K. bœhm. Ges. der Wissens., 6e suite, t. XI, p. 4-11).

étaient dangereux ou impraticables; il n'était pas juste de les lui imposer ainsi, sans même lui permettre d'exposer son opinion; on s'entendrait à Prague. Les délégués de la diète s'en retournèrent fort déconcertés : toutes ces promesses vagues, ces réserves, ne leur disaient rien qui vaille.

Qu'importait à l'Archiduc? Il savait que les États, trop engagés désormais et isolés, n'iraient pas jusqu'à une prise d'armes. Arrivé à Prague avec sa femme au commencement de 1527, il indiqua plus nettement ses objections. On voulait qu'il ne consultât dans les affaires bohêmes que des conseillers tchèques : il y avait cependant des questions dans lesquelles se trouvaient intéressés les divers peuples qu'il gouvernait, et il serait utile qu'il eût auprès de lui des hommes au courant de la situation générale. — Il ne pourrait enlever leurs charges aux grands fonctionnaires du pays qu'avec l'approbation du Conseil Royal : mais n'était-ce pas les affranchir des lois et les pousser à la tyrannie? Et s'ils abusaient de leurs fonctions pour ruiner et opprimer le pays, quelle arme aurait-il contre eux? — Pourquoi défendre au roi de demander que l'on couronnât son fils de son vivant? La liberté de la diète n'en était en rien diminuée.

Les États se récrièrent, ergotèrent, puis se soumirent en rechignant. Le roi sortit ainsi complètement victorieux de cette première passe [1]. Dès le début, il avait clairement marqué la voie qu'il comptait suivre : entre ses mains, la royauté ne péricliterait pas, il ne la laisserait pas transformer en un pouvoir nominal et électif, mais il s'efforcerait de lui rendre l'autorité qu'elle avait perdue entre les faibles mains des Jagellons, et, en même temps, il travaillerait à rapprocher plus étroitement les diverses provinces que la fortune lui avait livrées, à les soumettre à une administration commune.

On ne saurait guère contester que l'œuvre que se proposait Ferdinand ne fût conforme aux tendances générales du

1. Il est juste de constater que Ferdinand était soutenu par une fraction des nobles, l'ancien parti national qui désirait fortifier le pouvoir royal.

siècle : partout les institutions féodales disparaissent et les organismes politiques modernes se constituent. Elle était d'ailleurs nécessaire en face des progrès de l'invasion turque. Accomplie avec le concours des États, limitée de manière à ce que les libertés politiques et l'indépendance nationale du pays n'en fussent pas atteintes, elle eût été heureuse et féconde. Les Seigneurs ne surent ni se résigner à une transformation fatale ni s'y opposer avec la vigueur nécessaire. Ils ne réussirent pas à l'empêcher, et leur résistance ne servit qu'à la rendre plus violente et plus radicale. L'issue de leur premier engagement avec les Habsbourgs n'était pas d'un bon augure : quand cependant trouveraient-ils des conditions aussi favorables? La leçon ne fut pas perdue pour Ferdinand : les derniers événements lui avaient appris qu'avec de la fermeté et de la douceur, à condition de ne pas brusquer les choses, il amènerait les diètes à bien des concessions : son règne tout entier ne fut que la continuation et le développement de la même politique, modérée, tenace, et les résultats qu'il en obtint dépassèrent toutes les prévisions.

Ce n'est pas assez pour apprécier comme il convient le mérite supérieur de Ferdinand que de se rappeler l'état de la Bohême au moment où il fut élu roi et la profonde décadence de la royauté; il faut songer aux difficultés extérieures au milieu desquelles il se débattit toute sa vie. On est tenté quelquefois, quand on étudie son règne par le menu, de l'accuser d'incohérence et de légèreté : en réalité, cette incohérence lui est le plus souvent imposée par les circonstances, et sa légèreté cache beaucoup de suite et d'obstination.

Pour le moment, il avait à disputer la Hongrie à Szapolyai qui, pour soutenir ses prétentions, s'était jeté dans les bras des Turcs et avait reconnu la suzeraineté de Soliman : pendant toute sa vie, sans autre secours que les maigres subsides que votaient de temps en temps les diètes germaniques, il dut soutenir l'effort des Musulmans, arrivés alors à l'apogée de leur puissance. En 1529, Vienne fut en grand

péril, et jusqu'en 1562, les provinces autrichiennes furent exposées presque chaque année à l'invasion : les Magyars, pour l'indépendance desquels il combattait, redoutaient et détestaient leur défenseur plus que les Infidèles ; pour obtenir quelque répit, il fut réduit non seulement à renoncer aux deux tiers de la Hongrie, mais à payer au Sultan un tribut très lourd. Les affaires d'Allemagne ne lui causaient pas moins de tourments. Il fut élu Roi des Romains en 1531, mais les Catholiques n'obéissaient guère à ses ordres, et les Luthériens, dont le nombre grandissait sans cesse, bravaient ouvertement ses décisions. La Réforme pénétrait dans ses domaines héréditaires et ajoutait à tous les anciens éléments de désordre un nouveau et redoutable ferment d'agitation.

Les premières années furent dures : Ferdinand était sans cesse par les chemins, courant de province en province, sollicitant partout des secours qu'on lui marchandait et qui, arrivant trop tard, ne servaient à rien. En Bohême en particulier, les difficultés étaient extrêmes : pas de ressources régulières ; des immenses domaines de la couronne, quelques parcelles à peine avaient échappé par hasard à l'avidité des seigneurs ; des dettes énormes et des créanciers exigeants ; ni argent, ni crédit, ni administration. La plupart des revenus étaient engagés, les autres se perdaient en route et n'enrichissaient que les grands officiers. Les mines de Koutna-Hora, si productives, longtemps le trésor des rois de Bohême, sont un curieux exemple du gaspillage et du désordre financiers : les fermiers prospéraient, le faux monnayage était ouvertement pratiqué, les dépenses dépassaient les recettes, et le prince ne recevait rien [1].

1. Sur les mines, v. les Mémoires de Datchitsky, *passim*. Sur la situation financière, v. l'Instruction de Ferdinand à la Chambre des Finances (25 mars 1527), dans les *Archiv für æsterr. Gesch.*, t. 66, p. 281. L'honneur d'avoir attiré l'attention sur le gouvernement de Ferdinand revient avant tout à M. Rézek ; il a publié de nombreux articles dans les diverses revues de Bohême, entre autres : *Einige Beitræge zu den bœhm. Landtags-Akten vom Jahre 1526 bis 1534*, dans les *Sitz. Ber. der K. bœhm. Ges. der Wiss.* 1876, p. 138, et la *Réforme de la Chambre royale* (en tchèque), même recueil 1881. Sur l'administration de Ferdinand et les commencements de la monarchie

Le roi, de mœurs régulières, la main facile, mais nullement prodigue pour lui-même, n'avait pas d'argent pour payer ses serviteurs ; il lui arriva, à lui ou à sa famille, de manquer des objets les plus nécessaires.

D'un souverain il n'avait que le nom : il s'était engagé en 1526 à ne pas enlever aux Grands Dignitaires les charges qu'ils détenaient. Si bien que les règnes de Vladislas et de Louis se continuaient en fait ; les seigneurs ne tenaient aucun compte des ordres du prince : n'était-il pas leur créature ? Lev de Rozmital, grand burgrave, plus tard capitaine général, était plus puissant que jamais. Il avait deviné Ferdinand et le redoutait : aussi, il restait sur ses gardes et recherchait des alliances qui, en cas de conflit, lui permettraient de défier la colère du roi. A Prague, son complice, Pachek de Vrat, regardait comme non avenus les décrets de la cour. Les Bavarois n'avaient pas tenu rancune à Lev, avaient peut-être recommencé à lui fournir de l'argent ; il était en relations suivies avec tous les adversaires de Ferdinand, les Protestants d'Allemagne, les Hongrois. En 1528, on levait ouvertement des soldats en Bohême pour Jean Szapolyai ; le bruit courait dans l'Empire qu'une insurrection allait éclater, et le roi ne l'évita qu'à force de modération et de sang-froid.

Jamais le désordre n'avait été plus grand : luttes des seigneurs entre eux, des Chevaliers et des Seigneurs, des nobles et des villes. Les ligues particulières se multipliaient : chaque Ordre, menacé, ne comptant que sur lui-même pour défendre ses privilèges, avait ses assemblées, ses chefs, ses soldats. Tout le pays était en armes. Les brigands pullulaient, infestaient les routes. Les diètes, très

autrichienne, il a paru depuis quelque temps d'assez nombreux travaux : les deux plus importants, parmi les ouvrages récents, sont : Rosenthal, *Die Behœrdenorganisation K. Ferdinand's I,* dans les *Archiv für œsterr. Gesch.*, t. 66, Vienne 1887, et Fellner, *Zur Gesch. der œsterr. Centralverwaltung* dans les *Mittheil. des Instituts für œsterr. Geschichtsforschung,* 1887. On trouve de très curieux renseignements sur l'administration en Bohême pendant cette période dans le travail que nous avons déjà cité de M. Bohuslas Rieger, *Les districts et leur organisation en Bohême.*

fréquentes, n'aboutissaient pas : dans une seule année, en 1531, il y en eut six, sans compter un congrès des villes. Hostiles au roi et tumultueuses, peu nombreuses, indifférentes au bien public, elles entretenaient l'agitation, se séparaient le plus souvent sans avoir rien décidé, ou leurs votes restaient lettre morte.

Peu à peu cependant et assez vite, sans mesure retentissante, par le simple effet d'une résolution obstinée et d'une intelligence claire, la situation se modifie. La royauté se dégage des entraves étroites dans lesquelles on a prétendu l'enfermer, écarte ses adversaires les plus dangereux, rallie les bonnes volontés qui s'offraient, et reprend la direction du pays. Bien que le dernier terme de l'évolution qui commence à ce moment ait été le triomphe de l'absolutisme et que Ferdinand ait très habilement dès lors supprimé celles des institutions qui auraient pu devenir avec le temps le fondement des libertés publiques, il n'est guère possible de voir dans le duel engagé entre les Seigneurs et le roi la lutte du despotisme et de la liberté : si on a parlé quelquefois à ce propos de l'Angleterre et des Stuarts, c'est qu'on s'est laissé tromper par des apparences de pure forme, et rien, du moins dans cette période, ne justifie ces rapprochements; il ne s'agit en réalité que de savoir si la Bohême aura un gouvernement ou continuera à se débattre au milieu de l'anarchie. Ferdinand en général respecte les droits acquis, les anciens privilèges, tient la main seulement à ce que les traités ne soient pas interprétés contre lui et à ce que les nobles n'empiètent pas encore sur les pouvoirs de la royauté. Contre les États, il défend la Constitution, sinon telle que l'ont faite des usurpations récentes, du moins telle qu'elle résulte des textes authentiques. Sa modération conservatrice, son souci de la légalité expliquent ses succès [1].

1. Dans ses relations avec les diètes, Ferdinand a grand soin de s'appuyer toujours sur les anciennes lois; il s'oppose à leurs demandes, « parce que c'est une chose qui n'existait pas auparavant, mais qui s'est introduite récemment, contre les usages et les bonnes et anciennes habitudes »; il les invite à ne pas se laisser entraîner « à des choses nouvelles et jadis inconnues », etc. V. les diètes bohêmes, I, 450, 452, 453, etc.

Les États protestaient, murmuraient, mais les prétextes nécessaires de révolte leur manquaient. La Charte n'était pas violée, au moins dans sa lettre. Le pays d'ailleurs ne les aurait pas suivis. Ferdinand justifiait son pouvoir par ses services, rendait à la royauté son rôle naturel de protectrice de l'ordre public. Comme tous les princes qui ont eu le sens du gouvernement, il avait le goût de la justice. Pendant son premier séjour un peu prolongé en Bohême, dans l'hiver de 1529 à 1530, il assista en personne, avec un zèle infatigable, aux séances du tribunal suprême : il ne savait pas le tchèque, se faisait traduire les pièces mot à mot. Toutes les fois qu'il revint, il montra la même application; il aimait à se nommer « le chef et le sommet du droit, le juge de paix suprême ». Il voulait que les juges ne tinssent aucun compte ni de la naissance ni de la fortune, et des exemples rigoureux avertirent les nobles que personne n'était au-dessus de la loi. Dès lors les guerres privées n'avaient plus de raison d'être : sous quel prétexte conclure des alliances particulières, puisque chacun trouvait aide et protection dans la justice royale? Une des premières résolutions qu'il demanda à la diète fut l'interdiction des ligues [1]. La guerre civile avait été jusqu'alors l'ultima ratio : ceux à qui déplaisait un vote des États ne s'y soumettaient pas; on s'acheminait insensiblement vers le liberum veto : Ferdinand proclama le principe fondamental de toute organisation sociale, le devoir de la minorité de s'incliner devant la majorité : « les décisions sur lesquelles le grand nombre et deux Ordres se sont accordés, le petit nombre et le troisième doivent se diriger d'après elles [2]. »

Grâce à ces mesures, l'agitation se calma. Au bout de quelques années de règne, Ferdinand constatait avec une légitime fierté « que jamais la Bohême n'avait été plus calme et les routes plus sûres ». Avec la sécurité, le commerce reprit, la prospérité revint : précieuse garantie d'ordre public. De même qu'auparavant l'anarchie, en ruinant

1. 1528, Diètes boh. I, 270.
2. 1538, Id. p. 453.

le pays, créait sans cesse de nouveaux éléments d'agitation, la richesse intéressait la population au maintien de la paix. Ferdinand n'aurait pas mieux demandé que d'aller plus loin dans cette voie de réparation : sa bienveillance naturelle souffrait de la situation des paysans soumis au servage, et il sentait en même temps combien l'exercice de l'autorité royale était gêné et restreint par la puissance des seigneurs sur leurs hommes. Dans ses provinces autrichiennes, il avait adouci le sort des paysans ; en Bohême de même, il essaya de supprimer au moins les abus les plus odieux de la servitude. Ce fut sur son inspiration que la diète de 1531 décida que les serfs désireux de se consacrer aux études ne seraient pas retenus par leurs maîtres. Il lui était impossible de modifier radicalement l'ordre de choses qu'avaient établi des lois solennelles ; il essayait au moins de s'attribuer une sorte de médiation entre les nobles et leurs laboureurs, accueillait les plaintes des paysans, les protégeait ; les serfs s'agitaient çà et là comme à l'aurore d'une ère nouvelle ; les protestations acrimonieuses des seigneurs témoignent de leurs inquiétudes.

Ferdinand était un politique fort avisé, mais ce n'était pas un grand homme ; il ne dépassait pas les idées de son temps. Il voulait modérer le servage et l'adoucir, non le supprimer. Pour y réussir d'ailleurs, il n'eût fallu rien moins qu'une révolution, et il n'avait rien d'un révolutionnaire. Les lois féodales ne lui déplaisaient pas, il suffisait de savoir s'en servir, et il était passé maître dans l'art de transformer la constitution en la respectant.

Les diètes offraient au monarque un excellent terrain d'action. Grâce à l'égoïsme des nobles et aux rivalités des classes, il était toujours sûr d'y trouver des alliés. Il avait protesté dès la première heure contre leur omnipotence : la loi devait sortir de l'accord préalable du roi et des États, et c'était une flagrante usurpation que de prétendre faire inscrire dans les Tables du Pays des décisions qui n'auraient pas été sanctionnées par le souverain. Sans refuser aux députés le droit d'initiative, il veilla, comme le voulaient

les traditions, à ce que l'on discutât d'abord les propositions royales. Cela suffit presque pour écarter sans débat toutes les réclamations qui lui étaient désagréables. Lorsque la diète avait voté l'argent qu'il demandait, il déclarait la session close; si l'opposition était en forces, ses affidés prolongeaient les débats jusqu'au moment où, découragée, à bout de ressources, elle s'émiettait et leur laissait le champ libre. Les plus opiniâtres ne résistaient pas à quelques avertissements ou à l'offre de quelque charge lucrative. A une époque où les communications étaient difficiles et où les nouvelles se répandaient lentement, lorsque un demi-siècle de guerres civiles et de corruption politique préparait les esprits à toutes les palinodies, cette pression tour à tour insinuante et énergique avait de merveilleux effets. « Les Bohêmes, écrivait un inconnu au moment de l'élection de 1526, ont nommé Ferdinand; ce n'est pas là un roi comme Vladislas, auquel on dit : tu es notre chef, obéis-nous. » La prédiction se réalisait; le souverain étendait sa juridiction, resserrait les liens de vassalité [1]; les nobles se plaignaient d'être moins bien traités que leurs paysans : ils ne contestaient pas à ceux-ci le droit de tenir des assemblées, et le roi ne voulait pas leur permettre de convoquer une diète sans son autorisation.

Cette question de la libre réunion des États se rattachait à une autre, plus grave encore, celle des *assemblées provinciales*. Aucun des succès de Ferdinand n'eut de plus lointaines conséquences que celui qu'il remporta sur ce point, aucun ne fait plus grand honneur à son habileté et à sa

1. Nous lisons dans un chroniqueur tchèque contemporain, à propos de l'élection de Ferdinand : « On racontait de ce roi qu'il aimait la justice et détestait l'iniquité. Aussi était-il pénible à beaucoup de Bohêmes d'entendre parler de son avènement, surtout à ceux à qui déplaisaient la justice et l'ordre, mais il était le bienvenu des bons, de ceux qui avaient soif de justice; les choses étaient telles, en effet, que beaucoup n'osaient plus lever la tête à cause de la trop grande injustice de ceux qui avaient le pouvoir en mains. Beaucoup s'étaient habitués à avoir un prince auquel ils faisaient faire ce qu'ils voulaient et qui n'avait que le nom de roi sans réalité et sans puissance. Et Dieu envoya ce roi qui portait l'épée pour l'honneur des bons et la honte des méchants ».

prudence, en même temps que la faiblesse de la résistance que lui opposèrent les seigneurs donne une très médiocre idée de leur perspicacité.

Le vice fondamental de la constitution tchèque était son caractère purement oligarchique. Tout ce qui mettait en relations plus intimes le pays et les diètes et tendait à élargir la base du gouvernement des États, diminuait les chances d'une réaction monarchique; les prérogatives des nobles seraient devenues inattaquables si elles s'étaient confondues avec les libertés de la nation, et le souverain n'eût pas aussi facilement bravé la majorité si elle avait représenté autre chose qu'elle-même. Or, pendant les dernières années de Vladislas, nous avons constaté le commencement d'une évolution qui, si elle n'eût pas été brusquement arrêtée, aurait modifié très heureusement les institutions.

Comme nous l'avons indiqué alors en effet, l'anarchie avait développé la vie locale, et les assemblées de districts avaient hérité de quelques-uns des devoirs que désertait le souverain. Par la force des choses, directement ou par leurs représentants, elles avaient pris en main une partie de l'administration publique. En même temps, elles devenaient des centres très actifs de politique : on y promulguait les résolutions des États, mais aussi on les discutait, on y préparait le programme des sessions suivantes, et l'usage s'introduisait peu à peu d'envoyer aux diètes des délégués qui, entretenus aux frais de l'assemblée, assistaient régulièrement aux débats et représentaient la province. Déjà, à diverses reprises, quand il s'était agi de votes importants, les districts avaient été invités à élire des députés, et le « Parlement » ne se regardait pas toujours comme constitué, tant que tous les cercles du royaume n'avaient pas désigné leurs mandataires.

Bien qu'on n'en fût encore sans doute qu'aux tâtonnements, il est facile de découvrir au milieu des essais incohérents et incertains qui se poursuivent dans le royaume pendant le premier quart du XVI^e^ siècle, un effort très réel pour organiser un véritable gouvernement représentatif. Que

ces efforts se continuassent, que ces essais réussissent, et rapidement les diètes générales devenaient moins mobiles et moins malléables, plus tenaces, plus conséquentes, plus sages aussi et plus fermes à la fois, parce qu'elles s'inspireraient de l'intérêt public et seraient bien réellement l'organe du pays légal. — Ferdinand devina le danger qu'il y avait là pour son pouvoir. Dès 1528, il défendit de réunir les assemblées provinciales sans l'autorisation du roi : à diverses reprises, les États protestèrent, mais il fut sourd à toutes les instances : c'était, répondait-il, une coutume nouvelle et qui ne servait qu'à faire perdre du temps et à ralentir l'expédition des affaires [1]. Lui-même ne les convoqua guère que par exception et fort rarement. Les réclamations des seigneurs se renouvelèrent, et la libre réunion des « communautés provinciales » ne cessa pas d'être un des articles essentiels de leur programme ; ils ne soutinrent pas cependant leurs revendications sur ce point avec l'inflexible énergie qui eût été nécessaire pour triompher des préventions de Ferdinand et qu'eût justifiée la gravité de la question. Ils ne comprirent pas que de la solution qui surviendrait dépendait tout l'avenir du pays ; peut-être même, quelques seigneurs, inquiets de l'influence que le régime représentatif aurait rapidement assurée aux délégués des assemblées provinciales, ne virent pas sans une certaine satisfaction un changement qui rendait à la haute noblesse une prépondérance incontestée dans la direction générale des affaires. Comme d'habitude, ils sacrifièrent l'avenir à un étroit esprit d'égoïsme. La constitution des Jagellons, quelque médiocre qu'elle fût, cachait encore un germe de vie : Ferdinand l'aperçut et le détruisit. Désormais, il n'y avait plus place en Bohême que pour le despotisme ou l'anarchie oligarchique : pendant tout le XVI^e^ siècle, elle oscilla entre ces deux périls, jusqu'au jour de la catastrophe dernière.

Restaient les Villes qui, elles aussi, représentaient un élément démocratique, redoutables encore en dépit des luttes

1. Rieger, p. 149-153.

au milieu desquelles s'usaient leurs richesses et leurs forces et des défaites qu'elles avaient essuyées. C'était contre elles que s'était brisée jadis la puissance de Sigismond et, tout récemment, celle des Jagellons ; en ce moment même, Pachek de Vrat tenait en échec le roi. — Ici encore Ferdinand fut servi par les fautes de ses adversaires.

Les souffrances auxquelles le triomphe de l'absolutisme condamna la Bohême sont telles qu'on éprouve une involontaire sympathie pour tous ceux qui ont combattu la royauté, pour Pachek en particulier ; il y a dans la vie de ce tribun qui, sorti de rien, était devenu, à force d'audace et de talent, le représentant des libertés municipales, et qui, sans autres armes que sa parole, arrêtait le souverain, quelque chose de prestigieux qui explique l'admiration de certains historiens. Malheureusement, un examen impartial des faits montre que le tribun avait mérité sa chute et que ses fautes ou ses crimes facilitèrent et justifièrent le triomphe de la monarchie. La liberté n'est durable que si elle est fondée sur la justice, et ce n'était pas la justice qui régnait à Prague avec Pachek ; victorieux, il abusait de son triomphe sans scrupule comme sans pitié. — En n'admettant que sous bénéfice d'inventaire les accusations dont ses ennemis ont chargé sa mémoire, sans vouloir tenir pour prouvées les exactions dont on l'accuse, il n'en demeure pas moins qu'il avait chassé de la ville tous ceux qui lui étaient suspects et qu'il refusa toujours de leur permettre de revenir. Son pouvoir dans la cité ressemblait beaucoup moins à celui d'un bourgmestre qu'à celui d'un tyran dans les anciennes républiques grecques. Une véritable terreur pesait sur Prague : les expulsions et les confiscations se multipliaient, quelques personnes dénoncées comme hérétiques et dont le principal crime était sans doute de déplaire au parti dominant, furent envoyées au bûcher. En même temps, Pachek bravait les lois du royaume et représentait, comme Lev, l'anarchie bien plus que la liberté. Abandonné par ses alliés nobles, il fut chassé du conseil de la cité, sollicita vainement l'autorisation de finir obscurément ses jours dans cette

ville qu'il avait si longtemps gouvernée, et mourut en exil peu de temps après sa chute (1533 [1]).

Ferdinand, en même temps qu'il supprimait les diètes provinciales, avait ordonné que les assemblées communales ne seraient plus désormais réunies que de son consentement (1528) [2] : il n'accorda son autorisation que dans des cas nettement déterminés [3]. — Les Conseillers, soustraits ainsi à la surveillance quotidienne du peuple, rappelés par le sous-chambellan au respect de l'autorité royale, n'opposèrent plus au souverain qu'une résistance timide et inquiète : l'âge héroïque de la bourgeoisie tchèque est passé, elle est dès lors à la remorque des autres Ordres, et on a quelque peine à reconnaître dans les chefs hésitants et apeurés des Villes les successeurs de ces fiers tribuns qui avaient tenu tête aux nobles et pour lesquels les bourgeois « avaient souvent plus de respect que pour le roi. » Ferdinand acheva de briser l'influence de Prague en séparant de nouveau la Vieille et la Nouvelle-Ville ; toute tentative de réunion serait à l'avenir punie de mort.

Après Pachek, ce fut le tour de Lev. Ferdinand connaissait ses intrigues avec les Bavarois ; dès qu'il fut assez sûr du terrain, il accepta sa démission (février 1530) : depuis lors cet homme qui, pendant près d'un quart de siècle, avait dominé toute l'histoire de la Bohême, se perd dans l'oubli. La destitution de Lev, car il est impossible de voir autre chose dans cette démission acceptée, était légale, elle fut sans doute accueillie avec joie par les nombreux ennemis qu'il avait poussés à bout : elle n'en portait pas moins un coup grave aux institutions oligarchiques ; les hauts fonc-

1. C'est peut-être dans ces dernières années qu'apparaissent le mieux ses qualités d'esprit, sinon de cœur. Dès 1528, le roi avait séparé les deux villes de Prague et destitué Pachek : pendant deux ans, celui-ci balance encore l'autorité royale et réussit à empêcher le retour de Hlavsa. Ferdinand, très catholique, n'avait pas hésité à soutenir les exilés, suspects d'hérésie ; il s'agissait avant tout pour lui de faire reconnaître son pouvoir.

2. Diètes bohêmes, I, 270.

3. Privilèges de Prague, I, p. 362. Les conseils auront le droit de convoquer l'assemblée dans les cas où son intervention est nécessaire « et qui ne peuvent entraîner ni dangers ni troubles ou conspirations. »

tionnaires qui, à l'époque des Jagellons, avaient cessé en réalité d'être les serviteurs du roi pour devenir les représentants de la diète, étaient désormais avertis qu'ils avaient un maître et que leur sort dépendait de lui ; en général, ils ne l'oublièrent pas et s'attachèrent à ne pas attirer sa colère. De même, dans les provinces, les capitaines de cercles, dont les assemblées provinciales tendaient peu à peu à usurper la nomination, furent désormais toujours nommés par le roi, et, s'ils ne cessèrent pas pour cela d'être des officiers du pays et conservèrent même la confiance de la noblesse, ils n'eurent plus du moins la même indépendance [1].

Les diètes ne servaient plus qu'à enregistrer les volontés royales : la chose en est arrivée à ce point, écrit un contemporain, Sixt d'Ottersdorf, que deux ou trois personnes décident dans les assemblées, et même le roi, avec ses conseillers allemands et italiens, examine les propositions et supprime ce qui lui est désagréable. L'abus est tel que depuis de longues années et presque pendant tout le règne, il n'y a pas eu une seule diète qui ait été convoquée pour le bien public, on ne les réunit que pour leur demander de l'argent, des contributions, des aides. — A quelle docilité en étaient réduits les nobles, la diète de 1545 le prouva.

Ferdinand, dans la charte du 13 décembre 1526, avait très explicitement reconnu qu'il devait son élection uniquement au libre choix des États [2]. Mais il s'était attaché à affaiblir peu à peu le sens de sa déclaration. Lorsque les Bohêmes lui avaient demandé d'accepter officiellement l'interprétation qu'ils donnaient à la Bulle d'or et de limiter aux filles non mariées le droit de succession au trône, il s'était dérobé : il ne convenait pas à un roi de Bohême de modifier une décision impériale. Il profitait de l'attitude des Moraves et d'une certaine obscurité de la langue juridique pour se nommer tour à tour roi élu et roi accepté, quelquefois

1. Rieger, p. 170, 173.

2. *Status et communitas illius regni non ex aliquo debito, sed... eam electionem eligentes, nos in regem Bohemiæ ex libera et bona voluntate ipsorum hoc fecerunt.* — Cité par Kalousek, *Droit d'État boh.*, p. 198.

dans le même document, de façon à provoquer une certaine confusion. Le 21 juin 1541, un épouvantable incendie éclata à Prague et détruisit la plus grande partie de la Mala-Strana [1] et le château royal : les Tables du Pays, (les archives publiques et privées de la Bohême), furent dévorées par les flammes. La diète essaya de réparer le désastre et de reconstituer autant que possible les documents disparus. Ferdinand jugea l'occasion bonne : il demanda aux États de revenir sur la décision en vertu de laquelle il avait été librement élu et de reconnaître le droit héréditaire de sa femme. En fait, le changement était insignifiant, — mais il atteignait les Seigneurs dans une de leurs prétentions constantes, celle de transformer la monarchie en royauté élective, et, de plus, que valaient les anciennes chartes, si les privilèges les plus solennels étaient ainsi mis en question ? L'Assemblée était déjà très mal disposée : les impôts étaient lourds, les passions religieuses fort excitées. Les États n'osèrent pas cependant repousser la proposition royale.

Qu'il ne fallût pas toujours compter sur de semblables aubaines, Ferdinand ne se le dissimulait pas. Aux périodes de prostration succéderaient des périodes de révolte : il n'avait à ce propos aucune illusion, mais pensait qu'il est toujours plus aisé de maintenir que de conquérir, et, prévoyant le combat, s'arrangeait pour le livrer dans de bonnes conditions. Le signe des véritables hommes d'État est que les obstacles mêmes leur servent pour arriver à leurs fins. Le péril turc et la nécessité de veiller en même temps aux intérêts fort compliqués et souvent très divergents de ses diverses provinces semblaient favoriser contre lui l'oligarchie tchèque : le roi sut au contraire trouver dans ces difficultés une force et un point d'appui.

Les États bohêmes avaient beau se désintéresser toujours plus de la politique extérieure, les nécessités de la situation leur imposaient certains sacrifices. Ils auraient

1. Le Petit-Côté. On appelait ainsi la cité qui s'était construite sur la rive gauche de la Vltava (Moldau).

volontiers abandonné les Hongrois à leur destinée, mais les frontières du royaume étaient déjà menacées par l'invasion musulmane. Le roi ne les convoquait pas une seule fois sans leur demander des secours : ils se lamentaient, protestaient contre les charges qui devenaient en effet écrasantes, et, de guerre lasse, cédaient. Les recrues que fournissait la Bohême étaient médiocres, quelques bons cavaliers, d'excellents soldats du génie, mais des fantassins peu disciplinés [1] ; ce n'était pas le courage qui manquait aux Tchèques, mais l'habitude de la guerre et une bonne organisation militaire ; ils formaient de redoutables bandes de partisans, mais leurs bataillons improvisés ne résistaient pas au choc des Turcs. Les levées se faisaient mal ; aucune règle uniforme : les uns donnaient des hommes, les autres se rachetaient ; les États se réservaient une certaine autorité sur l'armée, exigeaient que le roi ne nommât les chefs que sur leur avis [2]. Ce n'était pas avec ces milices féodales qu'on arrêterait les Ottomans. Aussi Ferdinand préférait-il beaucoup obtenir de l'argent pour entretenir des mercenaires.

Double avantage: l'armée qu'il formait ainsi était bien à lui, n'obéissait qu'à ses ordres ; pourvu que la solde fût payée, elle marchait où on l'envoyait et combattait ceux qu'on lui désignait. Ce n'était pas des troupes hongroises ou tchèques, mais une armée autrichienne : contre les rébellions possibles, ces soudards sans religion et sans patrie étaient l'instrument passif de la volonté du souverain. On a dit très justement que l'Autriche était une diplomatie plutôt qu'un État ; elle était dès lors aussi, elle est encore surtout une armée.

Et, en même temps, l'entretien de cette armée entraînait la création de finances régulières. Avant Ferdinand, les dépenses publiques étaient en général couvertes par les revenus des domaines de la Couronne ou les redevances

1. Fiedler, Ambass. vénit., p. 205 et 234.
2. Rieger, p. 204 et sq.

que le prince imposait à ses sujets immédiats, juifs, bourgeois, etc.; dans quelques cas spéciaux seulement la diète votait des aides extraordinaires. Ce qui était jusqu'alors l'exception, devient désormais la règle. Non sans doute en principe. Le droit des États de voter l'impôt, et par conséquent de le refuser, n'est pas mis en question; ils ont la précaution de demander presque chaque fois au souverain une déclaration qui confirme leurs franchises sur ce point : leur vote ne formera pas un précédent, l'avenir est réservé. Mais le fait n'en subsiste pas moins : l'impôt n'a plus d'extraordinaire que le nom; renouvelé chaque année, il passe peu à peu dans les mœurs; le refuser devient une mesure grave et un symptôme d'insurrection. A ce point de vue, l'œuvre de Ferdinand à Prague n'est pas sans quelque analogie avec celle de Charles VII en France : avec une armée régulière et une taille permanente — au moins en fait, — la Bohême cesse d'être un royaume féodal et se dégage des traditions du moyen âge.

Les impôts étaient très lourds : les renseignements que nous possédons sur l'état économique du pays prouvent que les plaintes continuelles des Assemblées étaient des plus légitimes, et cependant ils ne couvraient pas les dépenses. Les ambassadeurs vénitiens constatent que Ferdinand serait un des plus puissants souverains du monde si l'argent ne lui manquait pas: malheureusement ses revenus ne sont ni assez élevés ni assez réguliers [1]. Les diètes votaient toujours des sommes à peu près égales, mais elles refusaient de s'engager pour une longue période; elles marchandaient aussi : de là des retards, des incertitudes. L'administration financière était très mauvaise; le roi, par impuissance ou par faiblesse, fermait les yeux : tous ceux qui étaient mêlés au maniement des deniers publics s'enrichissaient rapidement. Par suite, des déficits perpétuels : il arrivait sans cesse que les traitements des serviteurs du

1. Ambass. vénit., p. 210 et 211. Cp. le rapport de Michele en 1564. La situation n'avait pas changé.

prince, la solde des troupes, n'étaient pas payés. Pour suppléer à la générosité du Parlement ou faire face à des dépenses imprévues, on avait recours à l'emprunt: de là, la naissance d'une classe nouvelle, les créanciers du roi, personnellement intéressés à ce que son pouvoir ne fût pas contesté et à ce qu'on ne lui refusât pas les subsides qu'il réclamait. Ces créanciers, qui n'étaient pas toujours volontaires, étaient sans doute peu nombreux, mais, à une époque où les droits politiques n'appartenaient qu'à une élite, cet appoint n'était pas indifférent : les villes en particulier, qui étaient souvent forcées de consentir à des avances ou de prêter au roi leur caution, devenaient par là solidaires de la monarchie, et ces considérations pécuniaires calmaient un peu leur ardeur d'opposition.

La transformation financière qui s'accomplissait peu à peu, servit enfin de prétexte et d'occasion à la création d'une administration qui ne releva que du roi et étendit peu à peu son influence sur de très nombreuses affaires. Les États avaient conservé le droit, non seulement de voter l'impôt, mais de le percevoir, et Ferdinand ne le leur contesta pas en général. Comme cependant des abus et des retards se produisaient fréquemment, il essaya par divers moyens d'attirer de plus en plus sous sa surveillance la levée de l'impôt, et la perception en fut confiée assez souvent soit aux capitaines de cercles qu'il nommait, soit même à des collecteurs particuliers qu'il désignait [1]. Cette intervention devint presque la règle quand les États remplacèrent l'impôt sur le capital qui ruinait le pays par un impôt sur la bière : de 1546 à 1564 cette taxe est perçue par des collecteurs royaux qui relèvent de la Chambre royale et ne sont pas même toujours des Bohêmes [2]. Les Assemblées protestèrent souvent contre une innovation qui était certainement contraire à la constitution et réussirent quelquefois à reprendre la nomination des percepteurs,

1. Ainsi en 1537; *Diètes boh.*, I, 410-12.
2. V. Rieger, p. 197.

mais les rois ne renoncèrent plus à leurs prétentions et il était facile de prévoir que le dernier mot ne resterait pas à la diète, d'autant plus que les aides ordinaires, c'est-à-dire celles qui devaient être payées lors du couronnement du roi ou quand il mariait ses enfants, étaient perçues par les employés royaux.

En général, le souverain avait la libre disposition de l'impôt : plusieurs votes de la diète indiquent bien quelques velléités de se réserver un contrôle supérieur, mais les nobles n'obtinrent ni même ne poursuivirent très énergiquement la spécialisation des subsides accordés au souverain. De plus, Ferdinand, à peine arrivé au trône, avait repris la libre disposition des revenus de la Couronne sur lesquels les seigneurs avaient mis la main pendant le règne de Vladislas. Comme les anciens « officiers royaux » avaient été peu à peu transformés en « fonctionnaires du pays » et que le souverain ne pouvait plus compter sur leur dévouement absolu et leur soumission complète, il créa de toutes pièces une administration nouvelle qui ne dépendit que de lui et qui, confondant ses destinées et celles du prince, mit toute son ardeur à étendre les attributions de l'autorité monarchique.

Aucune institution n'exerça sur l'avenir du pays une action plus efficace que la *Chambre des Comptes* ou *Chambre royale;* elle fut instituée dès 1527, c'est-à-dire au lendemain même de l'élection de Ferdinand : un haut conseiller de la Chambre, qui reçut en 1547 le titre de président, assisté de quatre conseillers, eut la direction des finances royales avec les pouvoirs les plus étendus; les membres de la Chambre furent choisis avec beaucoup de soin parmi les hommes qui avaient donné au roi des preuves de leur dévouement, et ils ne trompèrent pas les espérances que le souverain avait placées en eux : Henri Hlozek de Zampach, Plankner de Kynzberg et Christophe Genndorf tracèrent la voie à leurs successeurs et firent école; en face des États, ils représentèrent les théories absolutistes, ne travaillèrent pas avec moins d'ardeur que les légistes en France

à substituer un régime autoritaire aux institutions libérales et oligarchiques. Le *Maître du Trésor* fut la cheville ouvrière de la nouvelle organisation.

La Chambre royale fut plusieurs fois modifiée, mais chaque changement eut pour but d'élargir et de fortifier son action : elle eut sous ses ordres un personnel nombreux, absorba les officiers de finances qui avaient d'abord conservé, au moins en partie, leur indépendance, étendit sur toutes les provinces de la Couronne sa compétence d'abord limitée à la Bohême proprement dite. Chargée de veiller à la bonne administration et au développement des revenus du roi, il n'y avait guère de questions dans lesquelles elle ne fût autorisée à intervenir; elle préparait les propositions qui étaient ensuite soumises à la diète, contrôlait la gestion des élus préposés à la perception de l'impôt, veillait à l'entretien des châteaux royaux comme à la fabrication de la monnaie, poursuivait la reconstitution du domaine, cherchait les moyens de rendre aux mines leur prospérité disparue; sous prétexte de défendre l'intérêt du fisc, elle réclamait une sorte de surveillance sur les tribunaux, jugeait au contentieux, connaissait des procès dans lesquels les parties habitaient les domaines royaux. Elle eut ses représentants dans les cours suprêmes, chercha à y faire prévaloir les théories juridiques romaines, et ses délégués trouvèrent des complaisants dans ceux qu'avait gagnés l'habile générosité du prince ou qui comptaient sur sa victoire pour ramener la Bohême à l'Église catholique [1]. Les sous-chambellans, habilement choisis, acceptèrent la direction de la Chambre et mirent au service de la royauté toute l'influence qu'ils possédaient sur l'administration munici-

1. Le rôle de la chambre royale et l'habileté persévérante de Ferdinand ont été mis en relief avec une grande netteté par Tchélakovsky, (L'office de sous-chambellan en Boh., p. 45-53). L'instruction royale du 25 mars 1527 est très intéressante, non seulement à cause des renseignements qu'elle renferme sur la situation financière du royaume, mais aussi parce qu'elle montre avec quelle précision le roi avait dès lors conçu son plan de réorganisation. Elle a été publiée par Rézek (Ferdinand I, p. 162) et par Rosenthal, p. 281. Les ordonnances de 1530 et de 1548 marquent les progrès accomplis et le développement de l'administration monarchique.

pale : Georges de Gerstorf en particulier (1540-1558) fut l'exécuteur docile de tous les ordres de la cour, et les diètes perdirent en fait le bénéfice de la révolution qui avait transformé en « charge du Pays » l'office de sous-chambellan.

Si l'on songe à ce qu'était la royauté à l'avènement de Ferdinand, on est véritablement stupéfait des progrès réalisés en quelques années. Usant avec une singulière finesse de la négligence et de la faiblesse des diètes, il avait créé une armée, des finances, une administration ; les hauts fonctionnaires, qui jadis attiraient à eux l'autorité suprême et repoussaient dédaigneusement toute intervention du souverain, étaient annulés ou gagnés ; le pouvoir du prince s'exerçait dans les domaines les plus divers, et ses agents faisaient pénétrer sa volonté dans les provinces les plus lointaines. Et cette transformation, qui était une véritable révolution, elle avait été conduite avec tant de ménagements et de réserves qu'elle n'avait provoqué ni révoltes ni émeutes, tout au plus quelques murmures. A peine la diète avait-elle présenté quelques observations sur la compétence judiciaire que s'attribuait la Chambre royale ou sur le choix des personnes qui la composaient. Ferdinand avait répondu d'abord ironiquement, par des allusions aux succès financiers du gouvernement précédent ; puis, comme les seigneurs insistaient, il leur avait opposé une fin de non-recevoir hautaine : « Quant à nos revenus royaux, nous trouvons inconvenant que quelqu'un s'avise d'intervenir et veuille nous prescrire de quelle manière nous devons les administrer. » Les nobles n'avaient pas osé répliquer et, jusqu'en 1547, les textes ne nous ont conservé aucune trace de nouvelle velléité de résistance.

Un point surtout provoquait leurs murmures : parmi les membres de la Chambre, plusieurs étaient des étrangers, ce qui était certainement contraire à l'esprit, sinon à la lettre de la constitution. Mais toutes les représentations se brisaient devant la volonté du roi. Non seulement les doléances des Parlements à ce propos n'obtinrent pas satisfaction, mais, à chaque réorganisation de la Chambre, la pensée du

roi devient plus évidente : il veut exclure l'élément national. Dès 1530, quelques-uns des nouveaux conseillers ne savent pas le tchèque, et l'allemand est dès lors la langue de l'administration financière. C'est que la Chambre bohême n'était, dans l'intention de Ferdinand, que l'organe d'une institution centrale, la Chambre de Vienne, de laquelle devaient ressortir toutes les questions de finances et qui imprimerait aux chambres provinciales une direction commune. En même temps, en effet, qu'il travaillait à relever dans ses différents États le prestige de la Couronne, il s'efforçait de les rattacher plus étroitement entre eux, cherchait à transformer l'union personnelle en union réelle, voulait dégager de cette coalition fortuite et instable de royaumes autonomes un organisme politique. Par là, plus encore que par le hasard qui avait fait de lui le successeur de Louis Jagellon, Ferdinand mérite d'être appelé le fondateur de la monarchie autrichienne, et, jusqu'à Marie-Thérèse, aucun de ses successeurs n'a eu une conscience aussi claire du but à atteindre.

Sans doute, les résultats seront longtemps encore discutés et médiocres. Au XVI^e^ siècle l'idée de l'État naît à peine : ses droits et ses attributions sont mal déterminés; les privilèges des villes, la puissance patrimoniale des seigneurs enferment dans d'étroites limites le pouvoir du monarque; il est probable que la souveraineté absolue revendiquée par les nobles sur leurs domaines était pour quelque chose dans l'hostilité de Ferdinand contre les diètes et dans son désir de briser ces coalitions de suzerains : ils lui sont moins odieux encore par le contrôle qu'ils réclament sur l'ensemble des affaires que parce qu'ils ne lui permettent pas de pénétrer jusqu'à la masse même de la population. Mais, sur ce point, ses prétentions sont trop contraires aux idées généralement acceptées, et tous ses efforts pour atteindre directement les sujets par delà les propriétaires restent vains; l'autorité des nobles sur leurs hommes survivra longtemps même à l'influence des diètes. — Bien longtemps aussi après Ferdinand, la Bohême continue à former un royaume

absolument autonome, au moins en principe : non-seulement les diètes conservent avec le vote de l'impôt une influence décisive sur toutes les questions de politique générale, mais les tribunaux sont souverains, leurs arrêts, sans appel, et aucun habitant ne peut être cité devant une cour étrangère; dans l'intérieur du pays, les grands fonctionnaires seuls exercent régulièrement l'autorité, et, dans toutes les affaires graves, le dernier mot appartient aux États. L'indépendance de la Bohême est si bien établie qu'elle survit même en partie à la guerre de Trente Ans; elle ne disparaîtra réellement que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Il importe donc de se tenir en garde contre des exagérations auxquelles des préoccupations contemporaines ne sont pas toujours étrangères; mais, ces réserves faites, il n'en est pas moins certain que, dès le règne de Ferdinand I^er, se dessine la révolution qui aboutira sous Joseph II et réduira alors la Bohême à n'être plus qu'une province de la monarchie autrichienne. La force des choses travaillait ici avec les souverains : l'union permanente avec les États voisins impliquait pour chacun des membres de l'association une sorte d'abdication, elle entraînait presque fatalement la création d'institutions centrales qui, par leur existence seule, alors même qu'elles étaient purement consultatives et que leur autorité n'était pas officiellement acceptée, réagissaient sur les constitutions particulières et menaçaient l'autonomie des divers royaumes.

Dans une certaine mesure, les tendances centralisatrices, dont le roi et ses agents devinrent les instruments, étaient favorables à la Bohême : elles neutralisaient en effet l'esprit de morcellement et de division qui avait si fâcheusement relâché les liens qui rattachaient à la Couronne les provinces annexes. Le roi, qui n'éprouvait pas une tendresse bien vive pour les Tchèques, les soutint cependant en général contre les Silésiens et les Moraves : la compétence de la Chancellerie bohême fut étendue à tout le royaume; la surveillance de la Chambre aulique tchèque s'exerça sur les

finances de la Lusace, de la Silésie et de la Moravie; dans certains cas, les procès des provinciaux furent évoqués devant les tribunaux de Prague; Ferdinand créa en 1548 une haute Cour d'appel, pour juger en dernier ressort les affaires qui relevaient en première instance des tribunaux municipaux, et il s'efforça d'établir entre les diverses provinces une certaine unité juridique.

Ces mesures, fort mal accueillies dans les provinces, particulièrement dans les pays allemands, la Silésie et la Lusace, donnèrent une âpreté nouvelle aux rancunes passées : elles contribuèrent indirectement par là à fortifier le pouvoir royal, en rendant plus difficiles les insurrections générales, en même temps qu'elles servaient de préface à des modifications plus profondes.— La soumission plus étroite des Silésiens et des Moraves aux Bohêmes n'était aux yeux des Habsbourgs qu'une étape; le but dernier était la fusion de leurs divers royaumes en une seule monarchie et l'établissement d'un régime unitaire.

Ferdinand reprenait ici l'œuvre entrevue et essayée par Maximilien. Les variations et l'agitation un peu brouillonne de Maximilien ne doivent pas, en effet, nous empêcher de saluer en lui le véritable créateur de l'organisation politique autrichienne. — Sous Frédéric III, les institutions féodales étaient encore toutes puissantes; non seulement l'autorité du prince était très faible et le pouvoir presque tout entier concentré dans la main des États, mais les diverses provinces jouissaient d'une indépendance à peu près complète, et la personne du souverain était le seul lien qui existât entre elles. Sous son successeur, un sérieux effort fut tenté pour modifier cet ordre de choses.

La France, arrivée à l'unité beaucoup plus vite que les royaumes voisins, a été l'éducatrice du reste de l'Europe; l'administration royale, telle qu'elle a été créée par les Capétiens, a fait le tour du monde avant le drapeau tricolore, et il serait intéressant de montrer de siècle en siècle le régime féodal perdant peu à peu du terrain devant les théories modernes qui avaient trouvé en France leur première

et leur plus complète application, jusqu'au moment où, sous l'influence de la Révolution, se termine le changement commencé par les successeurs de Hugues Capet. Lorsque les Valois s'étaient établis dans les provinces flamandes, ils y avaient importé le système d'administration française, et ce fut dans ses domaines de Flandre que Maximilien, héritier des ducs de Bourgogne, apprit à connaître les institutions qu'il entreprit d'acclimater en Autriche. Le Conseil du roi et les diverses sections, politique, financière et judiciaire, qui s'en étaient détachées, avaient été l'instrument des rois de France dans leur lutte contre la féodalité : les Habsbourgs eurent aussi leur Conseil royal qui servit des desseins analogues, représenta en face des traditions nobiliaires séparatistes l'idée de l'État moderne, et prépara l'unité du gouvernement et du pays.

Maximilien n'avait guère que tracé un peu vaguement le programme; Ferdinand l'exécuta dans ses lignes essentielles. Le *Conseil aulique* fut à la fois une haute-cour de justice et un grand conseil de gouvernement. Le roi songea d'abord à étendre sa compétence aux royaumes de Bohême et de Hongrie : mais l'usurpation eût été trop flagrante, et l'opposition qu'aurait provoquée une entreprise aussi radicale, eût facilement dégénéré en insurrection. L'action du Conseil, pour être indirecte, n'en fut pas moins profonde : « Nous ne voulons pas, dit Ferdinand dans son instruction de 1537, qu'il y ait aucune différence entre les membres du Conseil à cause du pays dont ils sont, ce ne sont pas les représentants du pays, mais nos conseillers et nos serviteurs » [1]. Rien n'était plus opposé aux idées des nobles d'alors, et rien aussi ne pouvait contribuer davantage à fondre dans un même ensemble les diverses parties de la monarchie, que cette concentration de l'autorité dans une assemblée qui, nommée par le roi et ne dépendant que de lui, s'élevait au-dessus de tous les intérêts et de tous les souvenirs

1. Cité par Rosenthal, p. 68.

particularistes et n'avait d'attention que pour la grandeur de la maison régnante.

La principale différence entre le système administratif du moyen âge et celui des pays modernes consiste peut-être dans la substitution de la répartition logique des affaires à leur répartition géographique. Tandis qu'à l'origine les mêmes agents exercent tous les pouvoirs sur un territoire assez limité, la réunion de vastes territoires sous des administrateurs communs entraîne bien vite la division du travail et sa spécialisation. Sous Ferdinand, à côté du Conseil aulique qui est le grand conseil de gouvernement et dont les fonctions sont surtout administratives et judiciaires, trois autres conseils ont dans leurs attributions la politique extérieure, la guerre et les finances [1]. Le *Conseil privé* est le plus haut auxiliaire et comme le confident du roi : il y appelle les hommes auxquels il réserve sa plus entière confiance; là se discutent les questions les plus graves et se prennent les résolutions décisives. Le grand Chancelier de Bohême fait ordinairement partie du Conseil privé; cela seul suffirait pour marquer combien la situation s'est modifiée : tandis qu'auparavant la politique du royaume, dirigée par des fonctionnaires qui ne relevaient que de la diète, était absolument autonome, maintenant elle est conduite, au moins en fait, par un conseil étranger dans lequel son représentant n'a qu'une part modeste d'influence : était-ce bien d'ailleurs des intérêts particuliers du royaume que s'inspirerait désormais le Chancelier de Bohême?— Il continuait bien sans doute à être un fonctionnaire du pays; mais la force des choses devait faire de lui le « serviteur et le confident » du souverain.

La *Chambre aulique* de Vienne fut un véritable ministère des finances de la monarchie : les Chambres des comptes de

1. Il est évident que les attributions ne sont pas, dès le premier jour, fixées avec une précision absolue. Le Conseil aulique peut être consulté sur la direction politique générale, la Chambre aulique a des pouvoirs judiciaires étendus, etc. On sait que, de même, en France et jusqu'à la veille de la Révolution, la compétence des divers Conseils du roi varia sans cesse et ne fut jamais très nettement délimitée.

Prague et de Pesth subirent sa direction et reçurent ses instructions : Ferdinand avait déjà posé en principe la solidarité des provinces qu'il gouvernait, déclaré qu'elles étaient tenues de s'entr'aider; il ne mit pas moins de fermeté à établir qu'il avait le droit de confier à une seule administration la défense et la représentation de ses intérêts, « car tout est la chose d'un même maître », et, comme la mission de la Chambre aulique ne se bornait pas à empêcher les malversations et à contrôler les comptes, mais allait aussi à augmenter par tous les moyens les ressources du trésor, elle intervint dans les questions les plus diverses. Enfin, dans les dernières années de son règne, en 1556, Ferdinand complèta son œuvre en instituant le *Conseil de guerre,* dont le nom indique suffisamment la compétence.

Encore une fois, nous sommes au XVI^e^ siècle et non pas au XIX^e^; il serait absurde de vouloir parler déjà de centralisation : il convient de se rappeler que la Bohême conserve ses diètes, ses fonctionnaires, ses tribunaux, ses lois; mais, il n'en est pas moins vrai qu'un grand changement s'est accompli : Ferdinand a indiqué au moins les grandes lignes d'un régime qui n'est déjà plus l'union personnelle, mais se rapproche d'une organisation fédérative : — l'indépendance des royaumes n'est pas menacée, mais certaines affaires, politique extérieure, armée et finances royales, tendent à échapper aux diètes particulières; le Conseil privé, le Conseil de guerre et la Chambre aulique sont la première amorce des ministères communs, tandis que le Conseil et la Chancellerie auliques, dont l'action est au début beaucoup plus limitée par les institutions nationales, devront lentement, sans violence et par une pression constante, diminuer les différences administratives et juridiques qui créent encore un abîme entre les divers États soumis aux Habsbourgs.

A ces ministères communs, s'il est permis de se servir dès lors de ce mot, devait correspondre un Parlement commun. Comme en général Ferdinand ne réussissait à obtenir des diètes les votes qu'il désirait que s'il assistait en per-

sonne à leurs délibérations, il était réduit à courir sans cesse de pays en pays pour enlever les votes. La tâche était lourde : il essaya d'obtenir des diètes particulières qu'elles déléguassent, dans certains cas, leurs pouvoirs à des représentants qui délibéreraient en commun ; il espérait que dans ces réunions les jalousies et les rivalités s'effaceraient et que de ce rapprochement naîtrait un patriotisme autrichien, qui rendrait les sacrifices moins lourds et les efforts plus productifs. Il se heurta sur ce point à une résistance invincible : ce fut un grand malheur. L'oligarchie tchèque, avec son ordinaire médiocrité d'intelligence politique, ne sut pas saisir le moyen d'opposer une barrière infranchissable au despotisme monarchique. Ces assemblées générales auraient été certainement une garantie à la fois pour les libertés politiques et pour l'indépendance nationale ; rapprochés dans un même esprit, solidaires de leurs destinées, Hongrois, Allemands et Slaves auraient sans doute oublié leurs rancunes et se seraient entendus pour ne faire au souverain que les sacrifices indispensables à l'État ; le développement de l'unité autrichienne aurait pu se concilier ainsi avec le maintien de l'autonomie de chacun des royaumes. Seulement, il fallait pour cela admettre la nécessité d'un minimum de concessions, et un certain esprit de sacrifice était nécessaire : les Tchèques se condamnèrent à tout perdre parce qu'ils se refusèrent à rien abandonner.

La première tentative pour créer un parlement commun autrichien est de 1530. L'opposition en Bohême était fort excitée ; la diète, encore sous l'inspiration de Lev de Rozmital, repoussait les demandes de subsides : si les frontières du royaume étaient menacées, elle saurait les défendre ; sinon, elle n'enverrait de secours aux Hongrois que lorsqu'on lui fournirait la preuve incontestable que le Pape, l'Empereur, la France et les autres princes chrétiens mettaient aussi des troupes en campagne. Aussi, quand Ferdinand demanda à la diète d'envoyer des représentants à Linz pour s'y concerter avec les délégués des autres États

sur les moyens d'assurer la défense contre les Turcs, la majorité refusa net : ce serait compromettre les libertés du pays; si les autres diètes voulaient envoyer des députés à Boudiéovitse, elle ne refuserait pas d'écouter leurs propositions, mais l'assemblée entendait se réserver le dernier mot. « Certes, entre tant que cette bande florisse, écrivait à Ferdinand sa sœur Marie, il n'est pas possible que vos affaires peuvent bien aller » [1].

Ferdinand revint à la charge en 1537 : les Hongrois et les Autrichiens le soutenaient, les Silésiens et les Moraves n'étaient pas éloignés d'entrer dans ses vues; les Tchèques opposèrent à sa proposition une fin de non recevoir. L'année suivante, le roi renouvela sa demande avec plus d'insistance, fit intervenir les ambassadeurs de Venise et du Pape, les députés des autres pays : le succès ne fut pas plus grand; les Chevaliers en particulier se montraient intraitables. Cependant les progrès des Turcs les décidèrent à quelques concessions. Soliman avait occupé toute la Hongrie entre la Theiss et le Danube, une garnison turque avait pris possession de Bude, l'émotion était extrême en Europe : les Tchèques acceptèrent, plus ou moins sincèrement, l'idée de délibérations communes avec les représentants des autres pays; ils refusèrent seulement d'envoyer leurs députés à Linz, ce qui était certainement leur droit; le roi décida les autres délégués à venir d'abord à Koutna-Hora, puis à Prague (1541); malgré les difficultés qui se produisirent, l'utilité de ces assemblées plénières fut clairement démontrée par l'événement, mais l'épreuve ne fut pas renouvelée. A diverses reprises, la question revint sur le tapis; les Tchèques ne voulaient toujours pas aller à Vienne ou à Linz; les représentants des autres provinces ne refusaient pas moins obstinément de se rendre à Prague; le roi, fatigué et désespérant de triompher de ces mauvaises volontés réciproques, finit par se lasser. L'unité de la monarchie, si

1. V. Rézek, les États tchèques et la politique extérieure, dans la Revue tchèque, Osviéta, 1882, p. 5.

elle se réalisait jamais, se ferait sans les États et contre eux.

Cet échec partiel met en lumière les difficultés que rencontrait Ferdinand et permet d'apprécier à leur juste mesure les rares qualités qui, seules, lui permirent d'accomplir les fort importantes réformes qu'il mena à bonne fin. Ne soyons pas cependant trop sévères pour les seigneurs tchèques : leur résistance, bien que leur intransigeance ait été funeste, s'explique tout naturellement ; les sacrifices qu'on sollicitait d'eux étaient de telle nature qu'un patriotisme quelque peu susceptible ne s'y résigne jamais qu'avec tristesse, et l'abnégation qui eût été nécessaire froissait les sentiments les plus respectables et les préjugés les plus enracinés. Ils avaient un vague pressentiment que la voie dans laquelle on les poussait les menait à une demi servitude ; malheureusement, ici comme toujours, leur perspicacité n'était pas assez claire ni leur résolution assez virile. Certaines conséquences d'une situation sont inéluctables : du jour où l'on avait accepté pour roi Ferdinand, il était vain de prétendre maintenir la Bohême dans un isolement absolu, et le seul moyen que son autonomie ne disparût pas complètement, était de s'avouer qu'elle devait désormais être limitée.

En général d'ailleurs, les craintes des seigneurs, qui ne visaient encore qu'un avenir éloigné, n'étaient pas partagées par la masse de la population. Parmi les nobles, l'ancien parti patriote, bien qu'il commençât à se tenir sur la réserve et que le roi dépassât quelque peu ses espérances, savait en somme gré au souverain d'avoir relevé l'autorité et sauvé le pays de l'anarchie. Ferdinand, en dépit de ses qualités supérieures et bien qu'il s'y efforçât, ne fut jamais populaire : il était trop besogneux, trop absorbé par des travaux multiples, exigeait trop d'argent pour ces éternelles guerres hongroises qui ne rapportaient ni honneur ni profit ; il fut toujours un étranger, sachant à peine quelques mots de bohême. Mais, si on ne l'aimait pas, on lui était reconnaissant de l'ordre rétabli, de la bonne justice maintenue, de la prospérité réelle du pays. Peu à peu, des liens

solides se nouaient entre les sujets et le prince, la dynastie étrangère prenait racine. Il était permis à ce moment d'envisager l'avenir avec confiance. Les plus désastreux effets de la domination des Jagellons étaient réparés : pourquoi la Bohême ne se développerait-elle pas en paix sous une monarchie assez forte pour mettre fin aux discordes civiles et dominer les compétitions, assez contenue par les lois pour que les libertés publiques n'eussent rien à craindre de la volonté des souverains? Pourquoi, tout en conservant sa langue, ses lois, ses traditions, ne trouverait-elle pas dans son union avec les pays voisins, une garantie de sécurité et d'influence? Après tant de souffrances et de troubles, n'avait-elle pas le droit d'espérer un avenir plus calme?

Qu'eût-il fallu pour cela? D'abord, que la royauté n'essayât pas d'abuser de sa victoire et, après avoir arrêté les empiètements des États, qu'elle consentît à respecter leurs légitimes prérogatives; puis, que la diète renonçât sans arrière-pensée à quelques-unes de ses revendications et se résignât à un rôle de contrôle et de modération; en d'autres termes, il était nécessaire que l'état de guerre ouverte ou sourde, qui avait mis aux prises jusqu'alors les principaux facteurs de l'autorité, fît place à une bonne volonté réciproque. Malheureusement, c'était là un rêve à peu près irréalisable; non seulement parce que les intérêts ne désarment guère et qu'il est dans la nature des choses qu'une lutte engagée ne se termine que par l'écrasement complet d'un des combattants, mais surtout parce que cet apaisement aurait exigé une confiance qui n'existait d'aucun côté.

Le grand malheur de la Bohême, à cette période décisive de son histoire, fut qu'elle ne put pas aimer ses souverains parce que ceux-ci ne l'aimèrent pas. Lorsqu'une dynastie est nationale et qu'elle a grandi avec le pays, le chef et les sujets se sentent solidaires, et, en dépit de tous les malentendus, un dévouement commun à la patrie noue entre eux des liens indissolubles. Sortis du même sol, nourris des mêmes pensées, poursuivant le même but, animés des mê-

mes passions, combattant les mêmes ennemis, la conscience d'une destinée commune suffit d'habitude à rendre les conflits moins acerbes et les réconciliations plus sincères. Mais, entre les Tchèques et leur maître d'occasion, quels souvenirs venaient adoucir les dissentiments? Ferdinand ne comprenait pas leur langue, n'avait pas la même foi; leurs plus illustres héros n'étaient à ses yeux que des insurgés ou des bandits. Son gouvernement était juste et ses lois utiles, seulement ce qu'il cherchait, ce n'était pas le bonheur de la patrie, mais les moyens d'accroître au dehors sa propre influence personnelle : les Tchèques n'étaient qu'un instrument de sa gloire, le savaient et s'en irritaient. Le roi, de son côté, froissé de cette froideur qu'il jugeait injuste, irrité des défiances qu'il rencontrait, s'entourait d'étrangers et creusait ainsi entre lui et ses sujets l'abîme qu'il eût fallu combler. Par une conséquence cruelle de la situation, le dévouement au pays paraissait une sorte de trahison envers le souverain, et celui-ci ne s'estimait pas sûr de l'autorité tant qu'il n'avait pas la nation à ses pieds.

Aussi, tandis qu'il aurait dû trouver ses auxiliaires les plus dévoués dans les masses populaires, intéressées au maintien de l'ordre public et qui, comme cela se passa par exemple en France, semblaient devoir être les alliées du roi contre la noblesse, c'était précisément de ce côté qu'il se heurtait à une sorte d'aversion invincible. L'opposition venait moins des Seigneurs que des Chevaliers et des Bourgeois : plus difficiles à atteindre, moins accessibles aux séductions individuelles, avec des idées plus simples, une intelligence plus bornée et un instinct plus vif de conservation, ils suivaient avec une irritation croissante le développement d'un système politique dont tout le poids retombait sur eux, qui blessait leurs sentiments les plus ombrageux et les plus intimes, et dont ils ne comprenaient pas la nécessité. Ferdinand n'ignorait pas ces dispositions : toutes les fois qu'il s'était trouvé en présence, non plus de quelques oligarques, mais du gros de la nation, il avait senti cette répulsion sourde, et les mesures par lesquelles il avait

fondé son pouvoir et qui avaient surtout frappé les villes et la petite noblesse, telles que l'interdiction des assemblées provinciales et des assemblées communales, avaient naturellement accru le mécontentement. C'était de ce côté qu'une insurrection était à craindre bien plutôt que du côté des Seigneurs.

Une rupture ouverte eût été cependant sans doute évitée si aux questions politiques n'étaient venues se mêler les questions de dogme. Avec les théories dominantes à cette époque, Ferdinand ne devait pas se tenir pour véritablement roi tant qu'il n'avait pas imposé sa foi à ses sujets. Menacés dans leurs croyances, attaqués dans les libertés religieuses qu'ils avaient si chèrement achetées, les Tchèques essayèrent de secouer le joug qui peu à peu s'appesantissait sur eux. L'attachement aux doctrines utraquistes ou réformées était surtout vif dans les classes inférieures : nouvelle raison pour qu'elles s'emparassent de la direction de l'opposition. Au moment de la crise décisive, en 1547, le mouvement partit en effet des sectes radicales et populaires, et la haute noblesse ne s'y rallia qu'assez timidement, pour l'abandonner très vite. Grâce aux sourds dissentiments qui affaiblirent l'insurrection, la royauté n'eut pas grand peine à l'étouffer, et après sa victoire, elle écrasa dans l'Église et dans l'État les éléments démocratiques dont elle n'avait pas su ou pas voulu obtenir l'appui. Les Seigneurs livrèrent à sa vengeance les Frères Bohêmes et les villes, mais avec eux disparurent l'honneur et la force de la nation.

CHAPITRE II

LA DÉFAITE DES VILLES

Hus et Luther. — La Réforme allemande en Bohême. — Mathias l'hermite et les premiers disciples de Luther. Cahéra. — La tactique des Protestants tchèques. — Coup d'État de 1524. — Transformation de l'Utraquisme. Orthodoxes et Progressistes. Attitude de Ferdinand. Mystopol. — L'Unité : ses progrès. Premiers rapports avec Luther. Loukach. — Les Protestants de l'Empire et les Tchèques. — La ligue de Smalkalde. Union des villes et confédération de Prague. — Bataille de Mühlberg. — Attitude des seigneurs; ruine des privilèges municipaux.

Les progrès de la royauté en Bohême pendant la première partie du règne de Ferdinand avaient été singulièrement facilités par la réunion de divers États sous l'autorité d'un même souverain. Le moment vint aussi où les adversaires du roi cherchèrent des alliés au-dehors. Le temps n'était plus, en effet, où les Tchèques hérétiques étaient au ban de l'Europe.—« Telle était la haine des Allemands pour les Tchèques et les Moraves, écrit le chroniqueur Bartoch, que c'était pour eux une souffrance d'entendre même prononcer le nom de Bohême; ils le prouvaient par des outrages, des injures, les condamnaient à l'enfer, inventaient des guerres et autres mauvaises choses. Mais alors Dieu tout-puissant daigna susciter un savant moine, Martin Luther, qui fit connaître aux peuples étrangers sa vérité et sa loi, et dans les contrées allemandes qui nous entourent, les habitants, depuis si longtemps défavorables et hostiles aux Tchèques et aux Moraves, furent convertis par lui à la Communion sous les deux espèces; par là, grâce à Dieu, il amena ces Allemands à de meilleurs sentiments et ils conçurent de l'amitié pour les Moraves et les Tchèques. »

Le changement que signale le chroniqueur quelques années à peine après la rupture de Luther et de Rome, s'ac-

centua peu à peu et modifia profondément la situation de la Bohême : menacés par un même adversaire, tous ceux qui s'étaient séparés de l'Église, se rapprochèrent. Sans doute, l'union dogmatique des Luthériens et des Utraquistes ne fut jamais absolue, et les haines de races, qui subsistaient sourdement, empêchèrent ordinairement une entente cordiale entre les Germains et les Slaves; mais, du moins, les Tchèques savaient que, de l'autre côté des montagnes, l'opinion leur était favorable. Dès ce moment, les hétérodoxes bohêmes firent entrer dans leurs calculs des éléments étrangers nouveaux et tentèrent de profiter des difficultés que le Protestantisme créait un peu partout aux Habsbourgs, tandis que les Luthériens ou les adversaires de la maison d'Autriche s'habituèrent à compter sur leur diversion. L'histoire de la Réforme bohême cesse donc à partir de cette époque d'être purement locale ; la lutte des rois et des Protestants tchèques n'est plus qu'un épisode de la guerre européenne engagée entre la papauté et les doctrines nouvelles, entre la monarchie universelle de Charles-Quint et les Bourbons.

L'Allemagne était depuis fort longtemps agitée par un esprit de révolte contre la domination pontificale et la parole de Hus n'y tomba pas sans écho. Lorsque le Réformateur traversa la Franconie et la Souabe pour se rendre à Constance, il fut surpris des sympathies qu'il rencontra sur sa route, et la nouvelle de sa condamnation provoqua dans quelques cercles une douloureuse émotion. Plus tard, les prédications taborites répondaient trop bien aux idées démocratiques et socialistes, fort répandues alors dans l'Allemagne du Sud, pour passer inaperçues : les radicaux tchèques conservent longtemps l'espérance d'entraîner le reste du monde chrétien, et « les lettres des hérétiques », écrites en allemand, éveillent ça et là une fermentation qui inquiète à diverses reprises les représentants de la Curie [1]. Les communautés vaudoises, très nombreuses à cette

1. Sur la propagande hussite en Allemagne, v. Haupt, *Die religiösen Sekten in Franken vor der Reformation* (1882) et *die Husitische Propa-*

époque dans les contrées voisines de la Bohême, avaient préparé le terrain à l'hérésie, et pendant longtemps on suit à la trace à travers diverses provinces de l'Empire comme un courant hussite,—plus ou moins altéré. Il importe cependant de ne pas exagérer l'importance de faits curieux, mais isolés : en général, la Réforme tchèque resta purement nationale, et les rancunes séculaires qui divisaient les Slaves et les Germains opposèrent un obstacle insurmontable aux progrès de la doctrine hussite. Non seulement des milliers de croisés répondirent à l'appel des papes contre les révoltés, mais la littérature allemande contemporaine témoigne d'un fanatisme très ardent ; les satires, les sermons, les poésies populaires, comme les traités des théologiens, accablent les Tchèques d'injures et de railleries ; une des plaisanteries qui reviennent le plus souvent est qu'il faut faire rôtir l'oie bohême [1]. Les ravages des bandes taborites et les désastres des armées germaniques rendirent les rancunes plus atroces, et ceux même qui attaquaient en Allemagne les abus de l'Église s'attachèrent soigneusement à séparer leur cause de celle des Hussites.

L'hérésie tchèque, bien qu'elle ait compté un certain nombre de partisans dans l'Empire, n'y exerça donc qu'une influence très secondaire sur le développement de l'esprit anti-catholique. Il ne semble pas non plus que la doctrine de Hus ait eu une action sérieuse sur Luther. Les écrivains protestants, désireux de créer à la croyance nouvelle une sorte de légitimité, ont relevé avec soin tous les faits qui tendraient à établir une étroite relation entre les deux grands ennemis de Rome. Ils ont rappelé qu'André Prolès, vicaire-général de l'ordre des Augustins, mort en 1503, ne voyait pas dans Hus un hérétique, et que Grivenstein, l'un des maîtres de l'Université de Vittenberg, blâmait

ganda in Deutschland, dans le *Hist. Taschenbuch de Raumer* (1888). Haupt met très clairement en lumière ce qu'il y eut de sérieux et de fécond dans la Réforme tchèque, mais il exagère un peu l'action qu'elle exerça en Allemagne. Cp. Goll, *La nouvelle littérature sur les Vaudois* (1887, p. 23).

1. Hus en tchèque signifie oie.

ouvertement la sentence du concile de Constance; Luther lui-même, peu de temps après son entrée au couvent, tomba par hasard sur un recueil des sermons de Hus, et, après les avoir parcourus, se demanda avec angoisse comment un tel homme avait été condamné. En somme, tous ces menus détails n'ont pas grande signification; il n'est pas certain que Luther ait connu l'opinion de Prolès, et quant aux sermons de Hus, ils appartenaient sans doute à la première période de sa vie et ne contenaient probablement rien qui pût inquiéter l'orthodoxie la plus scrupuleuse; dans tous les cas, ce n'est certes pas là que le moine allemand a puisé l'idée première de sa théologie.

On a beaucoup abusé du mot de précurseurs de la Réforme : c'est une lourde erreur de voir des ancêtres directs de Luther dans tous ceux qui, d'une manière ou de l'autre, ont été en lutte avec Rome; — mais cette erreur est fort ancienne. De très bonne heure ainsi se répandit la légende de la prophétie de Hus. Le martyr de Constance avait annoncé la venue de Luther : brûlez l'oie, avait-il dit; dans cent ans vous entendrez chanter le cygne, et celui-là, il faudra bien que vous le supportiez [1].— La veille du jour où Luther afficha ses thèses sur les indulgences, raconte une autre légende, Frédéric le Sage aperçut en songe le moine écrivant sur les portes de l'église; sa plume était si longue qu'elle touchait à Rome la tiare du pape et que la couronne roulait par terre, et c'était une des plumes de l'oie brûlée à Constance. Des gravures nous représentent Luther allumant sa torche au bûcher de Hus. — Toutes ces prédictions sont naturellement postérieures à la rupture définitive de Luther et de Rome, et de fait, pendant les premiers incidents, ce sont les adversaires du Réformateur, non ses partisans, qui essayent de confondre sa cause et celle de l'hérétique condamné par un concile œcuménique. Le plus redoutable adversaire avec lequel il se soit mesuré dans

1. La légende s'appuie sur une lettre de Hus écrite de sa prison à ses amis de Bohême; mais, en réalité, ses paroles s'appliquaient aux amis qu'il avait laissés à Prague. V. Palatsky, *Documenta,* p. 33.

cette période, Jean Eck, est aussi celui qui insiste le plus vivement sur la ressemblance de certaines affirmations de Luther avec les doctrines rejetées par les pères de Constance : dans ses *Obélisques*, il appelle le moine de Vittenberg « un Bohême » et dans la célèbre discussion de Leipzig en 1519, il félicite ironiquement les Tchèques d'avoir conquis un pareil défenseur. — Le premier mouvement de Luther devant cette imputation fut un élan d'indignation et de révolte : jamais, répondit-il, schisme d'aucune sorte ne m'a plu ou ne me plaira; les Bohêmes ont eu tort en se séparant de l'unité catholique de par leur autorité privée. L'après-midi cependant, tout en continuant à blâmer l'hérésie, il reconnut que parmi les articles enseignés par Hus quelques-uns étaient véritablement conformes à la vérité chrétienne et évangélique et que l'Église n'avait pas le droit de les condamner [1]. A ces mots, une agitation extrême se manifesta dans l'assemblée et Eck triompha bruyamment : la révolte était dévoilée, et il croyait dès lors tout danger conjuré; tous ceux qui avaient été abusés par l'enseignement de Luther se détourneraient avec horreur dès qu'ils apercevraient en lui le disciple de Hus. — Ce sont encore des défenseurs de la papauté qui, un peu plus tard, affirment que l'hérésiarque est né ou a été élevé en Bohême et qu'il se préparerait à y chercher un refuge.

Assez longtemps Luther au contraire ne sut pas très bien lui-même quelle attitude il prendrait vis-à-vis des Utraquistes. A la suite de l'extrême émotion provoquée par l'incident de Leipzig, il avait étudié d'un peu plus près la doctrine et la vie du martyr de Constance; l'ardeur et la fermeté de sa foi, la dignité de sa vie, le courage avec lequel il avait affronté la colère du concile et le bûcher avaient fait sur lui une profonde impression. « Jusqu'à présent, écrivait-il quelque temps plus tard à Spalatin, sans le savoir, j'ai enseigné et défendu toutes les opinions de Hus ; sans le savoir,

1. Goll, L'opinion de Luther sur Hus, dans le *Journ. du musée boh.*, 1880, p. 67.

Jean Staupitz les a enseignées; bref, nous sommes tous Hussites sans le savoir; mais bien plus, Paul et Augustin sont des Hussites. » Dans son important traité de la Captivité de Babylone, il prend nettement parti en faveur des Tchèques : « S'il faut nommer hérétiques et schismatiques impies les uns ou les autres, ce ne sont pas les Grecs et les Bohêmes, c'est vous, Romains, qui l'êtes »; — et dans sa réponse à Eck : « A Leipzig, dit-il, je n'avais pas encore lu Jean Hus; sans cela ce n'est pas quelques-uns des articles condamnés à Constance que j'aurais défendus, mais tous, comme je le fais maintenant que j'ai lu le livre de Hus, d'une si haute raison, si noble, si chrétien et tel qu'il n'en a pas été écrit de pareil pendant quatre siècles ». En 1521, il comparait Hus à Saint Jean.

Mais, à côté de ces déclarations, d'autres témoignaient encore d'une certaine hésitation. Tout en blâmant la conduite du pape qui avait violé le sauf-conduit accordé à Hus, il regrettait que les Tchèques n'eussent pas supporté cette injure avec une résignation chrétienne. « Je ne veux pas défendre l'erreur de Hus, écrivait-il, bien que ma raison n'ait rien aperçu d'erroné en lui. Je ne veux pas non plus honorer en lui, comme les Bohêmes, un saint et un martyr. » Il y avait à ces incertitudes une double cause : d'abord, dans les premiers temps, alors que Luther ne s'était pas encore résigné à une révolte ouverte, il ne voulait pas faire le jeu de ses adversaires; mais surtout, et l'étude des livres de Hus le confirme de plus en plus dans son opinion, la théologie incomplète et inconséquente des Utraquistes ne satisfaisait pas sa science et sa logique ; il admirait leur courage, mais s'étonnait qu'ils se fussent décidés à un schisme pour des questions secondaires et de pure forme : le Calice est utile, mais à elle seule la Communion sous les deux espèces ne justifie pas la révolte contre l'Église. « Hus, disait-il dans les dernières années de sa vie, a arraché quelques ronces de la vigne du Seigneur, il a attaqué les vices du clergé et du pape; moi, le docteur Martin Luther, j'ai attaqué toute la doctrine enseignée par

le pape et je l'ai renversée. » Il mettait le doigt sur la plaie secrète de l'Utraquisme, sur la cause de sa faiblesse et de sa décadence : on ne triomphe d'une religion qu'en fondant une religion nouvelle, et c'est ce que n'avait ni vu ni voulu le Hussitisme. En dépit de toutes les tentatives de rapprochement, un malentendu sépara toujours les Protestants allemands des Réformés tchèques, des Frères bohêmes surtout qui représentaient plus directement sur ce point la tradition hussite : moins instruits, moins conséquents, moins hardis aussi, ceux-ci restèrent les disciples du Christ plutôt que les élèves de Luther; ils acceptèrent en principe la doctrine de la Justification par la foi, mais l'important pour eux fut, après comme avant, de bien vivre et non de bien croire.

Ces divergences passaient inaperçues pour la foule : l'opinion se répandait que Luther était en quelque sorte l'exécuteur testamentaire de Hus. Les abus de l'Église romaine avaient provoqué depuis longtemps la formation d'un parti qui, fort indifférent au dogme, poursuivait surtout l'affranchissement de l'Allemagne du joug romain et la confiscation des domaines du clergé ; de très nombreux pamphlets prêchaient la guerre aux prêtres. A ce moment, cette faction radicale avait pour principaux représentants Ulrich de Hütten et le chevalier de Seckingen : comment n'auraient-ils pas songé à l'exemple que leur avaient donné les bandes taborites? Hütten, dans un de ces dialogues qui agitaient si vivement l'opinion, n'hésita pas à faire l'éloge de Zizka et le proposa pour exemple aux chevaliers allemands. Les adversaires de Luther de leur côté s'appuyaient, pour le condamner, sur le concile de Constance; c'était le continuateur de Wiclif et de Hus que la Sorbonne avait déclaré hérétique. A la diète de Worms, ce qui entraîna la décision de l'Empereur, ce fut le refus de Luther d'abandonner ceux de ses articles qui avaient été rejetés par l'Église Universelle [1]. Il avait d'ailleurs offert un nouveau prétexte aux

1. Les textes ont été réunis par Goll, op. cit., p. 70 et sq. Cp., sur l'influence du Hussitisme en Allemagne, Bezold, *Gesch. der deutschen Reformation*, dans la collection Oncken, 1886, p. 124 et 277.

accusations en se prononçant pour le rétablissement de la Communion sous les deux espèces.

Les Bohêmes suivaient avec une très vive attention les événements qui se produisaient à leurs portes. Un organiste de Prague, nommé Jacques, assistait à la discussion de Leipzig : était-ce un simple hasard ? — Luther eut une entrevue avec lui, lui témoigna le désir de mieux connaître Hus. A peine revenu en Bohême, Jacques rapporta ses paroles, et bientôt arrivèrent à Vittenberg des livres et des lettres enthousiastes, dans lesquels on engageait le moine à poursuivre courageusement l'œuvre à laquelle il s'était dévoué.

A ces relations toutes personnelles succèdent bientôt des rapports officiels. Dès 1520, dans sa lettre, si célèbre, à la noblesse allemande, Luther insiste sur la nécessité de créer à côté de l'Église nationale allemande une Église nationale bohême et indique les moyens de rétablir la paix religieuse en donnant satisfaction aux Utraquistes. A ce moment, il admettait encore la possibilité d'une entente avec Rome, mais il reconnut bientôt son erreur.

Il envoie aux États tchèques, en 1522, une lettre dans laquelle il exprime son admiration pour Hus et sa sympathie pour les Tchèques ; l'année suivante, dans une lettre aux Praguois, il développe tout un plan d'organisation : Pourquoi s'entêter à demander l'ordination de leurs prêtres aux hommes qui ont envoyé Hus au bûcher et excommunié Podiébrad ? Là est la source de tous leurs maux ; ils sont inondés de mauvais prêtres qui répandent les mauvaises mœurs et les doctrines erronées : le proverbe ne dit-il pas qu'un Allemand qui mérite la corde est assez bon pour faire un prêtre bohême ? Le seul moyen de remédier à ces désordres est de secouer définitivement le joug du pape : chaque commune élira ses pasteurs et ceux-ci choisiront leurs chefs [1].

Quand on connaît la lamentable décadence de l'Utraquisme, la médiocrité de sa doctrine et la faiblesse de son

1. *De instituendis ministris ecclesiæ ad claris. senatum Pragensem*, 1523.

organisation, l'étroitesse d'esprit de ses chefs, leur obstination sotte qui se prenait pour de la fermeté, leurs hésitations qu'ils nommaient sagesse et politique, on ne s'étonne pas du peu de résistance qu'il opposa aux progrès du Protestantisme. Dès que cette ombre d'Église fut en présence d'une véritable Réforme, assez audacieuse pour avouer le but qu'elle poursuivait, assez profonde et assez large pour servir de point de départ à une véritable renaissance morale et intellectuelle, elle s'évanouit. Il ne faut pas nous laisser tromper par les mots : l'Utraquisme subsiste jusqu'à la bataille de la Montagne Blanche, mais le nom seul demeure et recouvre des croyances et des besoins nouveaux; les Calixtins ont cessé d'être les disciples de Hus pour devenir ceux de Luther; le Consistoire, qui représente les anciennes traditions, perd rapidement le peu d'autorité qu'il avait conservée, et ses décrets ne sont plus qu'une stérile protestation contre une révolution déjà terminée. En somme, ce qui surprend, ce n'est pas que l'Utraquisme officiel ait été emporté, c'est qu'il ait opposé quelque résistance et enrayé un moment le mouvement qui entraînait les dissidents vers Vittenberg ; mais cela s'explique moins par sa force intrinsèque que par l'appui imprévu que lui prêtèrent les Catholiques.

Au début, rien ne parut devoir arrêter les progrès de la doctrine luthérienne; la Réforme, dans ses premières années, s'élance à la conquête du monde avec une incomparable ardeur de jeunesse; devant cet entrain, cette confiance, l'Église catholique fléchit sur tous les points. Là où s'écroulent de solides institutions, comment résistera cette construction mal équilibrée que les Calixtins n'ont jamais réussi à mettre complètement sur ses pieds? A côté des psalmodies mélancoliques de leurs piètres curés, avec quel éclat d'airain résonne la trompette de Saxe?

Avant même que l'on connût les idées de Luther, la lutte qu'il engageait contre l'autorité romaine avait eu son contre-coup en Bohême : une agitation extrême, — obscure dans son but, — s'était emparée des esprits. Les

rancunes contre la papauté, longtemps oubliées au milieu de soucis plus cuisants, se rallumaient et débordaient dans un flot de gravures et de pamphlets. On traduisait, on répandait à profusion des satires qui couraient le monde depuis un quart de siècle, la Vérité de Marsile Ficin, divers traités de Pic de la Mirandole contre les vices du clergé romain, des dialogues d'Érasme, une conversation de saint Pierre et de Jules II qui essayait en vain d'obtenir l'entrée du paradis.

La plupart de ces traités sont antérieurs à Luther, et il est difficile d'apercevoir dans cette polémique trace de préoccupation dogmatique; — bien plutôt une recrudescence de l'ancienne piété, le réveil des espérances séculaires, des désirs de réforme universelle. La Bohême s'était heurtée jadis à la haine et à la guerre, mais maintenant l'Allemagne elle-même venait à elle et s'associait à son œuvre : l'heure allait enfin sonner où la loi du Christ serait véritablement rétablie sur la terre. Mais pour cela, ne fallait-il pas commencer par corriger les abus dont souffrait l'Église utraquiste, et pour convertir le monde, le plus urgent n'était-il pas de se convertir soi-même? Le contraste entre la sainteté poursuivie et la conduite des fidèles et des prêtres avait toujours attristé les âmes généreuses; l'enthousiasme nouveau rendait plus intenses les désirs de rénovation et les scandales plus odieux. La Bohême n'était-elle pas l'apôtre de Dieu, et lorsque son maître l'appelait à la moisson, serait-elle indigne de prendre part au travail? — Ces ardeurs obscures, ces fièvres, s'incarnèrent dans un de ces mystiques qui semblent avoir pour mission de remuer les âmes et de les ouvrir aux idées nouvelles. De même que Hus, Luther eut ses précurseurs dans le royaume; le plus actif fut Mathias l'hermite.

C'était un pelletier, originaire de Zatets : « poussé par l'esprit », il s'était retiré dans la solitude et avait vécu pendant six ans sur une montagne, adonné tout entier aux macérations et à la méditation. En 1519, sa conscience lui ordonna d'aller combattre « les vices et les injustices,

les abus et les péchés qui se commettent contre la loi et la volonté du Seigneur. » Au mois d'août, il arriva à Prague avec quelques disciples et commença à prêcher [1]. Bientôt l'affluence fut si grande et l'enthousiasme si vif que le clergé de la ville s'émut; il réussit à obtenir des magistrats l'interdiction de ces sermons; mais cette apparence de persécution exalta le zèle de Mathias et de ses fidèles. Comme la salle de réunion avait été fermée, il prêchait partout, dans les rues, sur les quais, sur les ponts, dans les auberges, toujours prêt à répandre la bonne nouvelle et entouré d'une foule enthousiaste, tour à tour recueillie et bruyante. « Jadis, disait-il, à Sodome, à Gomorrhe, à Sébora, à Ninive, dans toutes ces villes qui ont été consumées par le feu de l'enfer, les péchés publics n'étaient ni aussi nombreux ni aussi épouvantables qu'aujourd'hui, dans ces jours de l'Antéchrist, dans ces temps terribles où les vices se sont multipliés plus que le sable de la mer et la poussière de la terre. La famine a sévi, puis l'abondance est revenue : mais quand finira la disette dont souffrent les âmes? Comment, dira-t-on, les âmes souffrent, lorsque tout regorge de prédicateurs, de prêtres, de docteurs et de livres! — Qu'importe? A quoi sert-il de prêcher, de lire, de connaître la volonté de Dieu? — Ce qu'il faut, c'est exécuter cette volonté; sans cela les âmes souffrent de la faim et de la soif. Certes, les prêtres ne manquent pas; mais que poursuivent-ils? La gloire de Dieu? Le salut de leur âme et celui de leur prochain? — Non, mais les honneurs et la gloire de ce monde, une vie de volupté et de débauche. Ce sont des démoniaques et de faux prophètes, et leur exemple est un objet de scandale et une cause de corruption. Aussi que de hontes! des banquets dans lesquels les convives versent la boisson dans leur estomac et la rejettent ensuite à leurs pieds, souillant

1. *Le notaire Bartoch*, p. 160. Cp. *Les anciennes chroniques tchèques*, p. 435. « Cette même année, vers la Saint Martin, vinrent à Prague du désert quelques personnes pieuses, et parmi eux Mathias l'hermite. Il commença à prêcher et les auditeurs allèrent vers lui, — d'abord en petit groupe —, mais ensuite toujours plus nombreux; car les prêtres n'étaient pas d'une vie exemplaire, et le peuple désirait toujours des prédicateurs bons et nobles. »

tous les coins de leurs ignobles vomissements; des paresseux qui recherchent les longs sommeils, les vêtements souples, les bains prolongés par lesquels ils préparent leur corps à l'impureté et à l'adultère; partout le désordre et la violence, les riches arrachant aux pauvres leur argent et leurs biens, leur enlevant les misérables vêtements qui les couvrent et le pain quotidien, pour assouvir leur soif de bien-être et de luxe. Dieu ne tolèrera pas longtemps ces crimes. Repentez-vous, amendez-vous, car les temps sont proches [1]. »

Pour bien comprendre l'action de Mathias sur les esprits, il faut se rappeler que Prague était alors une commune démocratique et que le pouvoir appartenait aux assemblées populaires : aucun terrain n'aurait pu être plus favorable pour ces déclamations où l'enthousiasme mystique se mêlait de revendications socialistes et dans lesquelles résonnait comme un écho des révoltes taborites ; allait-on revenir au temps où, au commencement de la guerre hussite, le moine Jean établissait une sorte de despotisme démagogique et puritain? Mathias ne renfermait pas son activité dans les murs de la capitale, allait prêcher dans les villes voisines, mais revenait toujours, et les prêtres utraquistes n'osaient pas lui imposer silence ; il dédaignait leurs ordonnances et ils reculaient devant les mesures extrêmes qui eussent peut-être abouti à une insurrection. La peste qui dévasta la Bohême en 1520 accrut sa popularité; elle fit des milliers de victimes, trois cents prêtres ; beaucoup y virent l'accomplissement des prophéties de l'hermite, et, frappés d'épouvante, songèrent à se rapprocher de Dieu ; il montra un réel dévouement, apportant aux malades ses consolations et ses prières, indifférent au danger; sa charité était inépuisable ; il n'avait pour vivre que des aumônes et partageait ce qu'il recevait avec les prisonniers et les pauvres. Sur quelques points il se rapprochait de la doctrine luthérienne, parlait avec respect ou sympathie du Réformateur

1. *Lettre de Mathias aux Praguois*, 1519.

allemand, mais ce n'était pas un théologien; avec plus d'enthousiasme que de science, il mêlait dans son enseignement des idées assez incohérentes; sur la Communion il se rapprochait beaucoup plus des Frères, à ce qu'il semble, que de Luther. Plus tard, il entra en relations assez étroites avec l'Unité, finit par fonder avec Jean Doubtchansky de Habrovany une secte nouvelle, les Habrovanites ou les Frères de Liletz (mons liliorum); elle eut des destinées assez agitées, et ne survécut que peu de temps à Mathias. Les Habrovanites niaient la présence réelle et n'avaient pas de caste sacerdotale : « Il n'y a qu'un seul prêtre, qui est Christ », prêchait déjà l'hermite à Prague [1]. En somme, par la tendance générale de ses prédications, comme par la nature de son esprit, Mathias était surtout le continuateur des Taborites, et il appartient à l'ancienne école plutôt qu'à la nouvelle : il prépara les voies à la Réforme luthérienne, mais il n'en fut pas réellement l'introducteur en Bohême.

Au milieu de la prostration morale du parti utraquiste, quelques prêtres avaient toujours représenté une tendance un peu moins timide. C'est ainsi qu'en 1513, un curé de Prague, Jean Mirouch ou Miroch, avait publié sur la Communion des enfants et l'obéissance à la papauté deux traités dans lesquels il s'écartait sur plusieurs points essentiels de la doctrine catholique et utraquiste. C'était déjà presque un vieillard, mais l'âge n'avait point amorti son zèle. Quelques curés de Prague, inquiets de l'influence de Mathias, se joignirent à lui; le meilleur moyen d'arrêter cette fermentation dangereuse n'était-il pas de donner satisfaction aux légitimes besoins de la foule? Venceslas Rozdialovsky, le prieur du collège de Charles, Podouchka, curé de l'église du Tyn, formèrent avec Miroch le noyau d'une opposition progressiste, à laquelle se rallièrent bientôt quelques autres prêtres. En 1519, ils entrèrent en relations avec Luther et lui écrivirent pour le féliciter de son courage et l'exhorter à poursuivre son œuvre bénie : « Ce que Hus a été autrefois

1. Jiretchek, Manuel.

en Bohême, tu l'es en Saxe, lui disaient-ils ; veille et combats dans le Seigneur. » Dès ce moment, on commença dans quelques églises de Prague à prêcher la foi nouvelle : L'université de Wittenberg avait bien vite attiré un certain nombre d'étudiants tchèques, heureux d'être enfin relevés de l'ostracisme qui jusqu'alors les avait tenus éloignés des grands centres d'études étrangers : ils revenaient dans le royaume fort épris des doctrines du maître et devenaient les intermédiaires naturels entre la Bohême et la Saxe.

Parmi eux, un descendant d'une famille de chevaliers, d'origine silésienne, dont une branche s'était établie en Bohême vers le milieu du xv^e^ siècle, Sobek de Kornitse Bourian, inspira quelque affection à Luther, traduisit plusieurs de ses écrits [1], et se consacra jusqu'à sa mort à la fusion des hérésies tchèque et allemande. Très énergique, doué de hautes qualités d'esprit, très sincère dans ses convictions, il donna une direction précise aux aspirations progressistes jusqu'alors assez flottantes et rattacha réellement au mouvement germanique tout le groupe des mécontents tchèques [2]. Déjà la Bohême était en pleine fièvre : les églises retentissaient d'anathèmes et d'accusations réciproques ; les fidèles, comme le clergé, se divisaient en deux camps, les pamphlets répondaient aux satires et les rues résonnaient de chansons qui paraissaient toujours assez spirituelles si elles étaient assez violentes ; des discussions, on passait quelquefois aux coups, et la ville était pleine de ces rumeurs et de ces agitations qui précèdent toujours les grandes perturbations.

Le Consistoire se défendait : en 1519, il avait condamné plusieurs articles de foi soutenus par Miroch et ses amis, mais sa position était ambiguë, son autorité faible et son

1. Réponse de Luther à l'Empereur (1521) : De la liberté chrétienne ; De l'élection des véritables serviteurs de l'Église (1523), etc.

2. V. sur l'action de Bourian pendant les premières années, Bartoch p. 9 et sq. ; sur les luttes provoquées par l'introduction des doctrines luthériennes, v. les *Anciennes chroniques tchèques*, p. 446, 449, 453, 455, 459, etc.

courage médiocre; il sentait le terrain trembler sous ses pieds, et tout lui paraissait également dangereux, l'inaction qui favorisait les progrès de ses ennemis et une intervention qui risquait de déchaîner la tempête. Déjà les progressistes recrutaient hors de Prague d'assez nombreux adhérents et quelques seigneurs se prononçaient pour eux. L'administrateur, Mathieu Korambous, qui représentait dans toute son étroitesse l'Utraquisme orthodoxe, dut céder la place à Chichmaneck, moins compromis dans la résistance, et les auxiliaires que lui donnèrent les États furent presque tous choisis parmi les ecclésiastiques plus ou moins favorables à Luther (1520).

La poussée lente et continue des réformateurs tchèques était interrompue de temps à autre par l'arrivée de quelques aventuriers étrangers qui, ne connaissant pas la situation, essayaient de brusquer les choses et semaient l'inquiétude par leur exubérance. Le plus célèbre de tous ces turbulents apôtres fut Thomas Münzer, le futur prophète des Anabaptistes. Il avait prêché d'abord à Zatets, et son éloquence intempérante avait attiré sur lui l'attention ; quelques nobles l'appelèrent dans la capitale. Partout où il passait, il laissait comme une traînée de fanatisme : à la suite de ses sermons, la foule enivrée se jetait sur les cloîtres, dévastait les églises, détruisant les images et brisant les statues. Excès qui avaient aussitôt pour effet d'écarter les timides et les hésitants.

Des lettres de Luther, qui arrivèrent bientôt après, réparèrent le mal. Elles avaient été apportées par un jeune homme intelligent, très alerte et qui devint un moment le chef du parti protestant bohême. Originaire de Zatets qui a fourni à la Réforme tant de martyrs et d'apôtres et qui avait toujours été une des forteresses du radicalisme, Gallus Cahéra sortait d'une pauvre famille : son père était boucher. Après avoir terminé ses études à l'Université de Prague, il avait reçu les Ordres et avait été appelé à l'importante cure de Litomierzitse. Besogneux, sans convictions, sans moralité, un de ses adversaires — et avec qui

n'eut-il pas maille à partir dans sa carrière accidentée! — prétend qu'il avait l'âme de Claudius et les mœurs de Catilina, et le doyen de la faculté de philosophie nous dit que ce coq (Gallus) n'avait pour plumes que des perfidies et des fraudes [1]. Il commit de véritables escroqueries : en 1526, un orfèvre l'accusa devant le recteur de l'Université de détenir des coupes d'argent qu'il ne voulait pas payer ; condamné, Cahéra ne tint aucun compte du jugement, enleva le registre officiel, détruisit l'arrêt et brava deux ans l'Université et la loi [2].

Très avisé, le nez au vent, Cahéra flaira vite dans le Luthérianisme une mine à exploiter ; à Litomierzitse, il n'avait eu besoin que de quelques mois pour semer la discorde et la haine ; ses paroissiens finirent par se réunir contre lui et le chassèrent honteusement de la ville ; il se réfugia à Vittenberg et y séjourna quelques mois. Beau parleur, insinuant, recommandé par Bourian, il s'avança si bien dans les bonnes grâces de Luther, que celui-ci écrivit sur ses conseils la fameuse lettre aux Praguois, et fit de lui un chaleureux éloge. Il joua si habilement de ses relations que, malgré sa jeunesse et les bruits fâcheux qui couraient sur son compte, à la mort de Chichmanek, les États, qui voulaient accentuer un peu leur politique, le nommèrent Administrateur et curé du Tyn (1523). Il parut justifier sa rapide promotion par son ardeur ; dans ses sermons, il attaquait avec une extrême vivacité la tradition catholique et exposait les doctrines nouvelles ; ses ennemis l'accusaient de rêver un schisme, au bout duquel il entrevoyait sa nomination par les États à l'archevêché de Prague : il avait assez d'ambition pour avoir conçu ce plan et assez d'entregent pour réussir, si la fortune ne se lassait pas de lui être propice.

On est trop souvent tenté de se représenter le Protestan-

1. Cité par Jiretchek, Rukoviet.

2. Sur Cahéra et les débuts de la Réforme en Bohême, v. Rézek, *Mémoires sur les troubles de Prague en 1524* (en tchèque) dans les *Abhandlungen der K. bœhm. Ges. der Wiss.*, VI[e] Folge, 2, p. 8 et sq.

tisme comme formant, dès les premières années, une Église absolument indépendante et nettement séparée de l'Église catholique. En réalité, il fallut de très longues années pour que la foule de ceux qui acclamaient Luther se rendît compte de l'importance de la révolution qui s'accomplissait et s'avouât qu'elle était sortie de l'ancienne communion des croyants. Si l'on étudie ce qui se passe alors dans la plupart des provinces qui deviennent ensuite protestantes, on s'aperçoit que, dans l'opinion générale, la Réforme n'est pas un schisme, mais une transformation de l'ancienne organisation religieuse : les chefs officiels ont manqué à leurs devoirs, ils n'ont pas voulu ou n'ont pas su écarter les abus contre lesquels s'indigne depuis si longtemps la conscience chrétienne; d'autres s'en chargeront. Le clergé a été corrompu par ses richesses et a oublié la parole du Sauveur : la direction reviendra aux laïques. Mais personne n'admet que, pour obtenir ces changements secondaires et en quelque sorte individuels, une révolution soit nécessaire; pendant de longues années, on poursuit une réconciliation, on croit à un compromis. Les progrès du Protestantisme furent même déterminés en partie par ces espérances optimistes : beaucoup eussent reculé devant une révolte, ne voulaient qu'adresser à la papauté une sorte de mise en demeure. Les questions de dogme ne jouèrent certainement pas dans cette première période un rôle prépondérant : une doctrine n'a toute sa force et sa précision que lorsqu'après s'être transmise d'âge en âge, elle a été consacrée par le temps, et est devenue un préjugé. Au XVI^e^ siècle, les croyances variaient de ville à ville, une multitude de nuances et d'interprétations établissaient une chaîne ininterrompue entre les orthodoxies de Rome et de Wittenberg; de là, la conviction que même sur le terrain scientifique une entente n'était pas impossible.

Nous avons un curieux exemple de cette longue persistance des idées modérées et conciliantes, qui seules expliquent bien des particularités de l'histoire du Protestantisme primitif, dans ce qui se passe au sein d'une des provinces

du royaume bohême, la Silésie. La Réforme y pénétra de très bonne heure et entraîna fort vite la très grande majorité des habitants ; mais il s'écoula près d'un quart de siècle avant qu'ils s'avouassent le sens et la portée de leur choix. Le schisme s'accomplit par degrés, fort lentement, avec beaucoup de prudence; non seulement les protestants prétendent fort longtemps ne pas se séparer de l'Église, mais les prêtres mêmes, très mécontents sans doute des décrets qui menacent leurs richesses ou limitent leur influence, ne traitent pas les dissidents en révoltés et ne les retranchent pas de la communion des fidèles ; jusque vers 1550, alors que la plupart des cures sont occupées par des pasteurs mariés, l'évêque de Breslau est toujours en titre le chef de tout le clergé de la province [1].

Les événements se déroulèrent en Bohême dans des conditions analogues ; la doctrine de Luther, qui d'ailleurs ne se présenta pas dès le premier jour avec une rigueur absolue, n'y fut connue que peu à peu, et si les seigneurs et les villes se rapprochèrent du Protestantisme, la justification par la foi n'en fut certes pas la principale raison. La lutte s'engagea entre deux sentiments et deux tendances et non entre deux confessions, ou plutôt les différences de caractères et de natures qui existent à l'état latent dans toutes les sociétés et toutes les religions et qui s'étaient à tant de reprises déjà manifestées parmi les Hussites, trouvèrent de nouveaux éléments et comme de nouveaux prétextes dans la profession de foi de Wittenberg. Les uns, plus timorés, respectueux de la tradition, demeurèrent attachés aux anciens rites et aux cérémonies consacrées; les autres, plus hardis et plus logiques, se rallièrent avec joie aux doctrines allemandes. Ce qu'ils voyaient surtout dans cette évolution, c'était le moyen de sortir d'une situation fausse et de se soustraire à une sujétion

1. Ces faits ont été mis clairement en relief par M. Grünhagen, Gesch. Schlesiens, II, p. 5. L'immense service que le concile de Trente rendit à l'Église romaine fut de « rompre le pont » entre l'hérésie et l'orthodoxie ; ce n'est que vers 1560 aussi que les progrès de la Réforme sont arrêtés.

qui, pour être nominale, n'en était pas moins une cause perpétuelle de difficultés et de scandales; tout au plus est-il permis de dire que le caractère relativement modéré et conservateur de la Réforme allemande en facilita l'extension, en rassurant les consciences. Adversaires et partisans de Luther prétendaient d'ailleurs également être les fidèles disciples de Hus, et ils avaient en somme raison. Sans doute, en effet, Hus, tel que nous le révèlent ses écrits, aurait condamné avec indignation les conséquences que l'on tirait plus ou moins rigoureusement de ses paroles; mais, en proclamant en fait les droits de la conscience individuelle, il avait ouvert la voie à toutes les revendications, et la rénovation morale qu'il avait poursuivie était impossible si l'on ne rompait pas avec les timidités où l'on se traînait depuis un siècle.

Les progressistes n'avaient pas seulement un intérêt moral, mais un intérêt matériel évident à se donner pour les héritiers réguliers des Hussites. Jusqu'au triomphe de la réaction catholique, en effet, bien que la grande majorité de la nation se soit en réalité convertie au Protestantisme, il n'est jamais question en Bohême de Luthériens, mais d'Utraquistes ; on conserve le nom après avoir abandonné la chose. C'est que les Réformés ne veulent pas se laisser dépouiller des avantages qu'assure toujours une possession séculaire. L'ancienne Église nationale, quelque imparfaite que fût son organisation, n'en constituait pas moins un cadre commode et une force qu'il eût été imprudent d'abandonner à des adversaires. La lutte qui s'engagea sur ce point en Bohême n'est pas sans analogie avec celle qui s'est produite en France entre les Protestants, Orthodoxes et Libéraux; en se réclamant également des anciens Calvinistes, dont les premiers maintiennent les dogmes et les seconds l'esprit, ils s'efforcent de conserver les avantages d'une constitution acquise et d'une consécration officielle. — L'Utraquisme avait conquis dans l'État une situation légale, les Compactats faisaient partie intégrante des privilèges du pays, tandis que la loi interdisait

au contraire et punissait les nouveautés et les hérésies. Tout l'effort des Luthériens allait donc à s'emparer du Consistoire en le recrutant parmi les hommes favorables aux doctrines de Wittenberg et à couvrir leurs usurpations des privilèges reconnus à l'Utraquisme. Les ennemis de la Réforme percèrent bien vite à jour cette tactique et répondirent par une manœuvre analogue : les souverains devinrent les protecteurs de la foi nationale et mirent toute leur autorité au service de l'ancienne hérésie, qu'ils avaient si longtemps combattue, afin de s'opposer au progrès des opinions plus radicales.

La politique des Protestants tchèques leur était en quelque sorte imposée par la situation, mais elle eut d'assez graves inconvénients. La Réforme allemande n'a pas eu en général pour résultat immédiat d'améliorer beaucoup les mœurs et d'élever les âmes. D'où vient cette stérilité morale relative? — Sans doute de causes diverses et nombreuses : le caractère du chef lui-même, le plus admirable par le cœur et par le génie de tous les grands agitateurs de cette époque, mais — et peut-être par cela même, — plus large, moins exigeant, plus *humain*; les idées qu'il propage et cette *liberté chrétienne* qu'une interprétation étroite ramenait à une sorte de résignation au péché; le rôle trop grand des seigneurs et la prédominance des intérêts matériels; les habitudes générales de l'Allemagne, viciée par une trop longue anarchie. Quoi qu'il en soit, le Protestantisme luthérien n'a pas imprimé aux âmes une secousse très vigoureuse vers le bien : les héros qu'il a suscités sont rares, et plus encore les saints; à ce point de vue, il est certainement très inférieur au Calvinisme comme au Hussitisme.

En se propageant dans l'Elbe supérieur, il ne s'améliore pas. Non seulement ses missionnaires les plus en vue, Cahéra, Mystopol, ne sont que des aventuriers sans conviction et sans valeur, mais l'Église qu'ils fondent se ressent toujours de cette origine douteuse. Les Luthériens tchèques montrent toujours plus d'ambition que de dévouement et moins de fermeté que d'intolérance; leurs chefs sont plus

avides d'honneurs que de martyre. Entre eux et les catholiques, l'historien n'ose pas prendre parti, tant le but poursuivi par les deux adversaires est semblable et les armes pareilles; tant que dure le combat, il faut un certain effort pour se rappeler qu'en somme et malgré tout, les Luthériens sont les champions, — bien indignes, — de la liberté et du progrès; la sympathie ne leur revient qu'aux jours d'épreuves.

Les Protestants tchèques subissent certainement la fatalité du milieu et du temps : l'enthousiasme religieux s'était usé, les âmes s'étaient abaissées dans des querelles mesquines et la sève nouvelle ne rajeunit pas cet organisme trop épuisé. Mais, la nécessité où ils se crurent de revêtir les haillons de l'ancienne Église, contribua encore à leur amoindrissement moral. Obligés de dissimuler sans cesse, de se réfugier dans la duplicité et l'équivoque, ils laissèrent dans cette misérable politique une partie de leur dignité et de leur courage. Ils n'osèrent jamais avouer leur foi, — encore serait-il plus juste de dire qu'ils n'eurent jamais de confession précise et complète. Le malheur de certaines situations est que les cœurs médiocres s'y plaisent et que les âmes nobles s'y altèrent. Il y eut chez eux trop de calcul et pas assez d'élan, trop de restrictions mentales et d'intrigues. De la secte religieuse ils n'eurent guère que l'intolérance; à tous les autres points de vue, ils ne furent jamais qu'une faction.

Les événements semblèrent d'abord les favoriser. Louis Jagellon, d'après des traditions fort douteuses, n'aurait pas été hostile à la Réforme; dans tout les cas, les hommes auxquels il confia le gouvernement de Prague lors du coup d'État de 1523, Hlavsa, Sobek, etc., étaient en général gagnés aux idées nouvelles et le grand burgrave Jean de Wartenberg les encourageait. Dans une assemblée des États utraquistes (1524), des changements très graves furent acceptés : la messe, maintenue en souvenir des souffrances du Christ, était simplifiée; elle serait célébrée en tchèque; l'exposition de l'hostie n'était plus exigée et les

messes votives étaient interdites; on rejetait la tradition comme règle de la foi, les écrits de Hus et des autres docteurs ne feraient autorité que s'ils étaient conformes à l'Écriture. Cahéra avait demandé que l'on permît le mariage des prêtres, mais sa proposition avait été, sinon repoussée, du moins ajournée [1]. On comptait sur la bonne volonté des administrateurs pour accentuer peu à peu la transformation, mais le pas accompli était décisif : si aucun incident ne survenait, l'Utraquisme avait vécu.

Ces modifications visaient surtout les pratiques et les cérémonies du culte. — L'émotion fut extrême à Prague. Le peuple y était resté très formaliste : « Sa superstition et son idolâtrie, écrit un Bohême à cette époque, sont plus folles encore et plus incorrigibles que celles des Romains [2] ». Par une contradiction qui n'est pas très rare, à un complet libertinage d'esprit et à une mobilité absolue de croyances il joignait un attachement passionné aux formes consacrées. Les passions religieuses avaient été exaspérées par les discussions et les variations des dernières années. L'instinct national de la foule était froissé par l'introduction d'une religion allemande et voyait dans les nouveaux rites une injure à la mémoire de Hus. Les ambitions lésées exploitèrent ces dispositions.

Les nouveaux conseillers progressistes, nommés par le roi, gardaient de leur origine quelque impopularité. L'ancien administrateur, Korambous, qui avait dû céder la place aux partisans de Luther, avait été un des promoteurs de la réunion en une seule commune des diverses cités praguoises : il y a trois personnes dans la Trinité, avait-il dit, et un seul Dieu; Dieu n'a pas créé trois mondes, mais un seul; pourquoi ne pas imiter les desseins de la Providence? — Ces souvenirs étaient habilement rappelés par les partisans de Pachek.

En face de ces manœuvres, les progressistes se mon-

1. Gindely, *Gesch. der bœhm. Brüder*, I, p. 170.
2. Georges de Pisek, cité par Palatsky, V, 2, p. 458.

trèrent à la fois tracassiers et timides ; aussi, au moment des élections, leurs adversaires leur enlevèrent les principales fonctions. Les vainqueurs nommèrent une commission chargée d'interpréter les vingt articles acceptés par la dernière réunion utraquiste : les anciennes cérémonies furent rétablies, les processions, l'exposition de l'hostie, l'élévation du Saint-Sacrement. Cahéra s'était aperçu aussitôt de la saute du vent et il avait retourné son manteau : « Dans ses actions et dans ses paroles, il ne s'occupait que de plaire au peuple. » Aux reproches de ses amis, aux plaintes de Luther, il répondait qu'il n'était allé trouver le moine que pour le percer à jour et le mieux combattre. Pour donner des gages à ses nouveaux alliés, il rappelait Korambous et les exilés, chassait de la ville ceux des prédicateurs qui persistaient à propager les doctrines protestantes, flattait les Catholiques, visitait les chanoines et était devenu un des entremetteurs les plus convaincus d'une entente avec Rome [1]. Son but n'avait pas changé, et c'était bien toujours l'archevêché de Prague qu'il visait, mais maintenant il espérait l'obtenir du pape.

Les progressistes conservaient cependant encore des positions importantes, et les orthodoxes ne se sentaient pas sûrs du terrain. Le 8 août 1524, ils firent prévenir le bourgmestre, Briktsi de Litchko, que des rassemblements se formaient dans la Petite-Ville et que des troubles étaient à craindre. Briktsi de Litchko convoqua le Conseil pour prendre les mesures nécessaires, mais les rapports de police ne signalaient aucun désordre, et les conseillers rassurés se séparèrent sur le champ.

Les chefs du parti conservateur n'avaient pas paru ; ils répandirent le bruit que les inquiétudes du bourgmestre n'étaient qu'un prétexte et que le véritable but de la réunion avait été de préparer un coup d'État, le massacre de ceux qui ne voulaient pas abandonner la religion de leurs

1. V. les documents publiés par Rézek, *Abhandl. der K. bœhm. Ges. der Wissensch.*, VI^e Folge, II^es B. (*Chronique d'un inconnu*, p. 13 et sq., p. 22 et sq.).

pères. La populace, travaillée par les agents de Pachek, courut à l'Hôtel-de-Ville; à la tête des plus exaltés, Zika Vanitchkovitch, le complice de Pachek, envahit la salle du conseil, prononça un très violent réquisitoire contre les complices de Luther et fit saisir les principaux membres du groupe protestant. Ni l'intervention de Charles de Münsterberg ni celle même du roi ne les sauvèrent de l'exil. L'hermite Mathias avait écrit à Cahéra une lettre très éloquente et très dure; il fut jeté en prison et n'en sortit, après un an de détention, que pour être expulsé [1].

Toutes les nouveautés furent sévèrement interdites et une véritable terreur pesa sur la ville. Cent ans plus tard, les Catholiques n'eurent qu'à remettre en vigueur les décrets qu'avaient édictés contre les progressistes les complices de Pachek. — Les habitants de Prague furent tenus de confesser devant les magistrats la foi calixtine; ceux qui refuseraient seraient expulsés. A l'avenir, quiconque ne pourrait pas prouver qu'un prêtre reconnu par le Consistoire avait régulièrement béni l'union de ses parents, serait regardé comme adultérin et ne serait admis dans aucune corporation. Tous ceux qui avaient reçu deux fois le baptême seraient marqués au visage avec un fer rouge et chassés [2]; peine de mort contre ceux qui répandraient des doctrines étrangères.

Ce qui rend plus exécrables encore ces résolutions, c'est qu'elles n'avaient même pas l'excuse du fanatisme. « Avec ces fidèles disciples du Christ, écrit un contemporain, on était toujours assez bon chrétien, si l'on finançait; dès que l'on refusait de payer, l'hérésie était patente. Pour inspirer la terreur, ils sévissaient contre les pauvres, les expulsaient honteusement de la ville, les marquaient d'un fer rouge, les envoyaient même au bûcher [3]. » De fait il y eut quelques exécutions.

1. *Chronique de Bartoch*, p. 161. La lettre de Mathias a été reproduite dans le *Vybor*, II, p. 128.

2. Cet article visait les Frères chez lesquels l'habitude de rebaptiser les néophytes se conserva, au moins en partie, encore quelques années.

3. Cité par Palatsky, V., 2, p. 472.

Cahéra brava plusieurs années l'indignation de tous les honnêtes gens et la haine du roi; enfin en 1528, il reçut l'ordre de quitter la ville dans la journée et la Bohême dans les six jours. Ses sympathies religieuses rapprochaient bien Ferdinand du parti de Pachek, mais il lui importait avant tout d'apaiser les esprits et de se débarrasser d'agitateurs insolents. Lamentable fin de tant de beaux rêves! Chassé de Misnie où le duc Georges refusa de le recevoir, renvoyé de Nuremberg, sans amis, sans honneur, Cahéra échoua dans la petite ville d'Ansbach, se maria et mourut aubergiste.

Malgré l'indignité morale des représentants de l'ancien Utraquisme et bien que leur domination n'eût pas été de longue durée, cet intermède avait été très fâcheux. Maîtres de Prague et disposant de la majorité dans le Consistoire, les Progressistes auraient entraîné sans difficulté le gros de la nation, et la transformation n'eût provoqué ni lutte ni scandale. Au contraire, la capitale leur échappa pour longtemps : les anciennes traditions y étaient très vivaces; les rois d'ailleurs la tinrent de court, elle fut dès lors hésitante, divisée, et n'apporta au Protestantisme qu'une adhésion pleine de restrictions et de réserve. Sa neutralité ou sa timidité affaiblirent beaucoup l'ardeur et l'audace des novateurs, en même temps que l'hostilité du Consistoire les jetait dans une situation fausse et les mettait en quelque sorte hors la loi. Les progrès de la Réforme ne furent pas arrêtés, mais la révolution se fit au hasard, sans programme, sans plan, et, au lieu de régénérer l'Église nationale, accrut encore la confusion et l'anarchie.

Assez vite cependant la foi nouvelle faisait son chemin. Tout concourait à la propagande des doctrines luthériennes, les sentiments élevés et les considérations mesquines, les plus misérables et les plus nobles passions. — Dans la disette de prêtres — qui était le mal chronique de l'Utraquisme, — on avait ordonné tous les candidats, d'où qu'ils vinssent, maîtres d'écoles, anciens employés, aventuriers; leur moralité était médiocre et leur ignorance, extrême [1].

1. Sur l'état du clergé utraquiste, v. Borovy, *Actes et Lettres des consistoires catholique et utraquiste*, (Prague, 1867-1874). Les lettres du consis-

Pour la plupart de ces prêtres de hasard le latin était une gêne : ils le remplacèrent avec enthousiasme par le slave et l'allemand. Leur instruction théologique était si faible qu'ils adoptèrent souvent les dogmes nouveaux sans se douter qu'ils se séparaient du Catholicisme : on en vit qui prêchaient purement et simplement les sermons de Luther, n'y entendent pas malice.— Beaucoup de communes étaient fort embarrassées quand il s'agissait de remplacer leur curé ; leurs appels désespérés au Consistoire ne recevaient pas de réponses, c'est à grand peine s'il parvenait à pourvoir les postes les plus importants ; elles accueillirent sans examen les moines défroqués qui arrivaient d'Allemagne, fort embarrassés de leur liberté et heureux de trouver un morceau de pain. Quelles étaient les mœurs de ce clergé interlope et abandonné à lui-même ? On le devine. — On espérait qu'en supprimant le célibat, on supprimerait la principale cause des scandales, et plus d'un bourgeois songeait qu'il avait des filles à marier. — Sur les frontières, les relations fréquentes avec l'Allemagne, la communauté de langue et de race favorisaient la propagande. Quelques-unes des villes qui avaient résisté au Hussitisme avec une énergie farouche, furent les premières à appeler des pasteurs luthériens. — Ailleurs l'éloquence de Luther, le courant général, la magie des mots. Çà et là, dans les masses populaires surtout, l'enthousiasme religieux assoupi se ranimait ; les vieilles formules, négligées par les Utraquistes, réveillaient au fond des cœurs les espérances si longtemps caressées : la liberté de la parole de Dieu, le retour à l'Église du Christ, l'Évangile, il n'en fallait pas tant pour exalter les âmes naïves et tendres.

Sous l'influence de ces causes si nombreuses et si diverses, le feu gagne de proche en proche avec une extrême rapidité. Sans résistance, le Protestantisme envahit les villes l'une après l'autre, Tchesky-Brod où, dès 1518, les vieilles cérémonies sont abolies ; Litomierzitse, où lève la semence jetée par Cahéra ; Troutnov, où, en 1524, le nouveau curé amène sa

toire utraquiste sont ordinairement en tchèque, celles du consistoire catholique en latin ou en allemand. C'est une source précieuse pour la connaissance de la situation religieuse en Bohême sous le règne de Ferdinand.

femme; Zitava, où maître Laurent Heidenreich prêche la pure parole de Dieu; puis, un peu plus tard, très rapidement, Boudjéovitse, Tachov, Kolin, etc. [1]. Lors de la prise d'armes des Protestants tchèques, en 1547, cinq villes seulement ne prennent pas part à la révolte, Plzen, Boudjéovitse, Most (Brüx), Ousti (Aussig) et Cheb; encore, parmi ces dernières, la plupart sont déjà fortement entamées par l'hérésie et plusieurs passent bientôt au Protestantisme [2]; lorsque le Catholicisme ou l'Utraquisme se maintiennent, ce n'est que grâce à la vigilance des rois.

Dans les campagnes, le mouvement n'est ni moins rapide ni moins général, tout au plus est-il moins spontané et moins sincère; la part du calcul est plus grande, l'adhésion des fidèles, moins volontaire. Les seigneurs saisissent l'occasion pour soumettre plus complètement les prêtres à leur autorité ou pour usurper les bribes des domaines ecclésiastiques qui ont échappé à leur cupidité; le manque de candidats réguliers leur sert de prétexte, et ils trouvent d'excellents chapelains dans les moines fugitifs ou expulsés de leurs couvents, qui arrivent ahuris, désorientés, prêts à exécuter sans discussion tous les ordres qu'ils reçoivent. Chez quelques nobles, assez rares, l'évolution a des motifs plus purs, une piété sincère, le dégoût d'une confession formaliste et vide, un patriotisme clairvoyant; mais aucun, quel que soit le mobile de sa résolution, ne craint de dépasser ses droits en forçant ses serfs à changer de religion.

La liberté de conscience est sortie des luttes qui ont suivi

1. V. Frind, *Die Kirchengesch. Bœhmens*, t. IV, p. 106 et sq. M. Frind était chanoine de Prague et il n'a aucune sympathie pour les Luthériens. Il tire des faits qu'il apporte des conclusions un peu trop générales et ne tient pas surtout assez compte des circonstances au milieu desquelles grandit la Réforme tchèque. Mais son livre est digne d'attention et il est incontestable qu'on ne saurait plus aujourd'hui s'en tenir aux vagues apologies des écrivains protestants.

2. A Ousti, une des dernières villes qui se soient ralliées à la Réforme, les partisans de Luther sont si nombreux en 1562 que les sous-chambellans ordonnent de n'admettre et de ne tolérer dans la cité aucun prêtre luthérien. Ordonnance d'ailleurs qui n'arrête pas ni même ne ralentit le progrès de l'hérésie. Cp. Wolkan, *Beitræge zu einer Gesch. der Reform. in Bœhmen;* — I : *Das Dekanat Aussig*, Prague, 1886, p. 4.

la Réforme, mais elle n'est pas une conséquence directe du Protestantisme. Le sujet doit suivre le maître : *cujus regio, ejus et religio;* le principe est appliqué avec la même rigueur et la même tranquillité d'âme par les Luthériens et les Catholiques. Trois familles seigneuriales enlèvent au Catholicisme tout le nord du royaume.

Que cela ne se passât pas toujours sans quelques tiraillements, il est permis de le supposer. Les paysans, condamnés ainsi à abandonner leur foi traditionnelle, ne se résignent pas toujours de bonne grâce, refusent de paraître à l'église et vont dans les paroisses voisines assister aux cérémonies auxquelles ils sont habitués; quelquefois même ils se réunissent dans les champs et dans les forêts pour prier Dieu à leur guise [1]. On en a conclu que le triomphe de la Réforme fut moins réel qu'apparent, qu'il se conserva d'importantes minorités catholiques qui accueillirent comme une délivrance la réaction du XVII^e^ siècle.— Dans des termes aussi généraux, l'exagération est évidente. Si la conduite des seigneurs éclaire d'une lumière brutale les conséquences du servage et prouve quelle pauvre idée on avait alors de la liberté et de la dignité humaines, il faut se garder de pousser au noir le tableau. Les documents ne parlent ni de supplices ni d'expulsions en masse ou de procès, et c'est outrager la vérité que de comparer l'établissement du Protestantisme à la victoire des Catholiques après 1620. La conscience moderne est devenue exigeante, et elle est justement choquée par un régime qui accordait à une poignée de nobles le droit d'imposer son credo à la masse du peuple, mais il y a des degrés dans la tyrannie, et au XVI^e^ siècle, il ne saurait être question de tyrannie, — tout au plus de pression morale. L'exemple des villes indique clairement la tendance dominante des esprits; les paysans, comme les bourgeois, virent en général dans l'introduction du nouveau culte une espérance de progrès matériel et moral; ils acceptèrent, sans grand enthousiasme, mais sans répugnance, le change-

1. Frind, p. 115. Ailleurs, le seigneur s'adressait aux convoitises, partageait entre ses hommes les domaines ecclésiastiques. Wolkan, p. 4.

ment qu'on leur imposait. — Peut-être cependant, si l'action du Protestantisme sur les âmes fut aussi peu profonde, cela tint-il en partie à ce que les fidèles n'avaient guère été que les spectateurs de la révolution; et s'ils ne retrouvèrent pas contre les soldats de Ferdinand II l'héroïsme des compagnons de Zizka, c'est parce qu'on les avait habitués à laisser à d'autres le soin de disposer de leur sort et de leurs âmes.

Il est juste aussi de se rappeler que la Réforme, entravée dans son développement par les persécutions et les guerres civiles, fut supprimée avant d'avoir produit ses fruits les plus savoureux. Dans la vie si courte et si orageuse qui lui fut accordée, l'influence qu'elle exerce sur les fidèles apparaît de plus en plus salutaire, à mesure qu'elle pénètre plus profondément les cœurs : dans les trois grandes crises de son existence, en 1547, 1575 et 1618, les combattants qui s'arment pour la défendre restent médiocres en général, mais le nombre de ses martyrs s'accroît et la valeur morale de ses partisans s'élève, — et que sont trois quarts de siècle pour une religion et un peuple! Il est probable que si le destin avait moins parcimonieusement mesuré la durée au Protestantisme tchèque, il se serait toujours plus dégagé de ses impuretés, et l'histoire, souvent tentée d'être sévère pour lui, risquerait d'être injuste si elle ne se rappelait sans cesse qu'il a sombré dans la tourmente avant que les germes féconds de liberté et de dignité individuelle qu'il renfermait n'eussent atteint leur complet développement.

Pour le moment, l'invasion des croyances luthériennes ne contribuait certes pas à améliorer la situation matérielle et morale du pays. Jamais la confusion n'avait été plus grande. La nomination à un grand nombre de cures de prêtres mariés ou étrangers avait encore affaibli l'autorité du Consistoire. Aucune hiérarchie ne subsistait, aucune règle commune. La manière même dont s'accomplissait la révolution, par degrés, à petites doses, augmentait le désarroi; les communes ne se convertissaient pas d'un seul coup au Protestantisme, mais peu à peu abandonnaient telle ou telle cérémonie, modifiaient certaines formules; les changements

sont si bien ménagés qu'il est souvent impossible de dire à quel moment une paroisse cesse d'être utraquiste et devient évangélique. De village à village, le culte et la foi variaient. Les prêtres, venus d'un peu partout, se rattachaient aux groupes les plus divers. Après les disciples de Luther, vinrent ceux de Zwingle, puis de Calvin, sans compter les représentants de toutes les sectes qui pullulaient [1]. Un ambassadeur vénitien, vers le milieu du XVI[e] siècle, compte qu'il y a en Allemagne soixante-dix sectes protestantes; de tout cela, dit-il, résulte une telle confusion que, la majorité des habitants ayant traversé cinq ou six croyances, beaucoup, ne sachant où s'établir ni que croire, ont fini par ne plus rien croire du tout. Ce libertinage religieux a détruit chez eux le respect des lois et des princes [2].— Le chaos était plus inextricable encore en Bohême.

Pour sortir de cette situation intolérable, les progressites, à peine débarrassés de Cahéra, essayèrent de remettre la main sur le Consistoire. Les anciens Utraquistes, pour se défendre, se rapprochèrent des Catholiques, mais tous leurs efforts auraient été vains s'il n'eussent trouvé dans le roi un protecteur inattendu.

Ferdinand était un fervent catholique. Giacomo Soranzo nous dit qu'il entendait deux messes par jour, se confessait et communiait dix fois par an, suivait une procession tous les vendredis [3]. Il avait rapporté d'Espagne une foi quelque peu belliqueuse; mais l'expérience, sans altérer ses convictions, modéra son zèle. Il n'avait rien d'un fanatique. D'ailleurs, il n'y a pas de princes fanatiques à cette époque. On est trop tenté de transporter dans le passé les idées du présent, de supposer par exemple que, dès les premiers jours, la Réforme a soulevé des colères furibondes et des haines irréconciliables. Il n'en est rien; pas plus que les Protes-

1. Chaque seigneur, dit Rézek, faisait ce qu'il voulait sur ses domaines, en particulier réglait à sa guise le service religieux, et les prêtres de même. *Hist. du mouvement religieux parmi le peuple*, Prague, 1887, I, 13.

2. Fiedler, p. 190.

3. Id., p. 215. 1563. L'âge avait peut-être un peu accru la dévotion de l'Empereur.

tants, les Catholiques ne croyaient à une rupture irréparable et ils mettaient une extrême bonne volonté à chercher un *modus vivendi*. N'est-ce pas le moment où des cardinaux ne sont pas éloignés d'admettre la justification par la foi ? — Quelques concessions secondaires, la suppression des abus les plus scandaleux, auraient ramené nombre de dissidents ; beaucoup d'ecclésiastiques, et non des moindres par le rang, la science et la vertu, demandaient au pape de sauver par quelques sacrifices l'unité chrétienne. La séparation n'est définitive qu'après le concile de Trente, lorsque, sous l'influence des Jésuites, l'Église a repoussé tout changement, refusé aux laïques le droit de s'immiscer dans son gouvernement, défini rigoureusement le dogme et accentué les différences qui éloignent d'elle les mécontents. C'est aussi à ce moment qu'elle fait tête à la révolte, reprend la direction des âmes, anime ses partisans d'une sainte fureur et arme pour le bon combat quelques princes de l'Europe. Chez les souverains de la première partie du XVI^e^ siècle, aucune trace de cet enthousiasme de croisés et de cette férocité impassible qui distinguent certains de leurs successeurs. Ceux même qui ne trahissent pas la papauté, hésitent longtemps, négocient, et la conviction religieuse n'est pas toujours la cause déterminante de leur mobile fidélité. — Les moyens violents leur répugnent. A Augsbourg, le margrave Georges de Jægendorf dit à Charles-Quint qu'il portera sa tête sur l'échafaud plutôt que de renoncer à la parole de Dieu : pas de têtes, cher prince, lui répond amicalement l'empereur, pas de têtes [1].

Comme son frère, plus que lui même, Ferdinand était hostile à toute pensée de guerre à outrance ; la confession proposée par Mélanchton à la diète d'Augsbourg avait produit sur lui une impression très favorable. Les scrupules d'orthodoxie ne le touchaient guère, et le zèle qu'avaient étalé Pachek et Cahéra pour réconcilier les Utraquistes et la Curie ne les avait pas protégés auprès de lui.

1. Ranke, Deutsche Gesch. im Zeitalter der Reformation, III, 258.

La possession incontestée de l'autorité entraîne presque toujours chez les adeptes d'une religion une certaine indifférence dogmatique et quelque scepticisme : le péril seul et la lutte créèrent peu à peu l'intolérance et la passion, et il y fallut assez longtemps. Philippe II sera catholique avant d'être roi, Ferdinand était surtout un souverain. Seulement, il advint que la politique et l'intérêt de son pouvoir le rejetèrent toujours plus du côté de Rome.

D'abord, par affection, par devoir, par calcul, il était solidaire de son frère. En Allemagne, l'Empereur se heurtait sans cesse aux résistances des Protestants ; qu'il s'agît des Français ou des Turcs, les Réformés lui refusaient des secours — quand ils ne conspiraient pas avec ses adversaires. L'entente des Habsbourgs avec la Curie n'était pas toujours cordiale, mais Ferdinand ne pouvait songer à rompre avec elle ; il avait trop besoin de son appui moral et de ses subsides. Dans un pays où l'union du prince et du clergé n'avait jamais été sérieusement troublée, tout affaiblissement de la puissance ecclésiastique atteignait le souverain. La Réforme avait fait des progrès très rapides en Hongrie et en Autriche ; quels étaient ses plus énergiques représentants ? — Les chefs de l'opposition, les seigneurs, qui y voyaient surtout un moyen d'accroître leurs richesses et leur influence. La royauté n'avait certes aucun avantage à ce que les domaines ecclésiastiques fussent usurpés par les nobles ou à ce que le pouvoir qu'ils exerçaient sur leurs serfs fût encore accru par l'autorité qu'ils s'arrogeaient sur les pasteurs.

Il est donc très naturel que Ferdinand ait cherché à s'opposer à la révolution qui s'accomplissait sous ses yeux. En Bohême sa ligne de conduite était toute tracée : il userait, en religion, des procédés qui lui avaient si bien réussi en politique, il respecterait les traités en les interprétant à son profit, interdirait toute innovation suspecte. Il se plaça sur le terrain des Compactats, s'abrita derrière la Constitution, se donna comme le protecteur de la loi et de la religion nationale contre ceux qui ne gardaient de l'Utraquisme que l'étiquette. Manœuvre fort habile : non seulement, les pro-

gressistes apparaissaient dès lors comme des révolutionnaires, mais le roi ralliait à lui les timides, les modérés, et grossissait d'un appoint fort important la poignée de Catholiques qui, réduits à leurs seules forces, n'auraient pas été de taille à soutenir la lutte.

A la diète de 1537, il indiqua très nettement la position qu'il comptait prendre : il y a beaucoup de désordres, dit-il, dans les affaires de la religion ; beaucoup se donnent pour Utraquistes et ne sont en réalité pas plus utraquistes que catholiques,— et il demandait aux États d'observer les Compactats comme il s'engageait à les faire respecter lui-même. La majorité de la diète accueillit avec une froideur marquée cette ouverture [1]. Que nous importent les Compactats? dirent quelques seigneurs ; ce n'est pas sur eux que nous voulons nous régler, mais sur la parole de Dieu. Le projet que les États proposèrent au roi pour rétablir l'ordre dans l'Église tchèque, loin de préparer une réconciliation avec Rome, aurait laissé libre carrière à la propagande protestante. Ferdinand partit fort mécontent, mais la guerre avait recommencé avec Soliman, difficile et malheureuse, et pendant qu'il était absorbé par les affaires de Hongrie, les Luthériens poussèrent leur pointe.

Depuis plusieurs années, ils avaient nommé dans le Consistoire des prêtres favorables aux nouveautés. En 1541, ils choisirent pour administrateur le curé de Saint-Nicolas, Jean Mystopol, dans l'énergie duquel ils avaient pleine confiance. C'était un nouveau Cahéra ; imprudent et lâche, inconsistant et agité, sans conviction sincère et sans talent réel, il compromit sa cause par ses excès de zèle, la discrédita par son intolérance et la trahit au jour du danger. En attendant, instrument très souple, toujours prêt à prendre l'initiative des mesures que désiraient les seigneurs. En 1543,

1. Gindely, Gesch. der bœhm. Brüder, I p. 241 et sq. Cp. la lettre célèbre de Ferdinand à Jaroslas de Pernstein : on l'accuse d'avoir violé les libertés religieuses du pays ; c'est une calomnie, mais il y a des gens en Bohême et en Moravie qui ne croient ni à Dieu ni aux sacrements ni à la résurrection des morts. Il ne peut pas les tolérer dans ses États, pas plus qu'il ne tolère les erreurs des adeptes de Luther ou de Zwingle (Bucholtz, IV, 458).

Mystopol réunit le clergé utraquiste et lui soumit diverses questions : la messe est-elle un sacrifice? Convient-il d'invoquer les saints? Sommes-nous sauvés par la foi ou par les œuvres? — L'ancien culte national gardait encore dans le clergé d'assez nombreux représentants; le parti conservateur était conduit par des chefs énergiques, l'abbé du couvent d'Emmaüs, le doyen de Kourzim, Bartochek, le curé de Saint-Gall surtout, Paul Bydzovsky, qui depuis plusieurs années poursuivait les hérétiques de ses dénonciations et qui avait même été suspendu de ses fonctions à cause de l'intempérance de son zèle [1]; ils comptaient sur l'appui du roi, très mécontent de cette convocation du clergé dont il n'avait même pas été averti. Un reste de respect pour le passé, l'espèce de brutalité aussi avec laquelle les questions avaient été posées, arrêtaient la majorité. Elle déclara que la messe n'était pas un sacrifice, mais sur les deux autres points, bien que les Luthériens fussent visiblement les plus nombreux, elle hésitait. Mystopol appela à son aide les laïques. On écarta les questions de dogme, mais on vota la suppression des cérémonies d'institution humaine, — la messe, les processions, l'exposition du Saint-Sacrement, les prières pour les morts, l'invocation des Saints, etc.

Le roi refusa d'approuver les résolutions de l'assemblée; lorsqu'on les lui présenta il se contenta d'envoyer en réponse une copie des Compactats. — Mystopol résolut de ne pas célébrer la procession habituelle de la fête de Hus. Le roi ordonnerait-il une cérémonie que condamnait l'Église? et s'il n'intervenait pas, la brèche était ouverte. Ferdinand vit le piège : il se souciait peu du concile de Constance, beaucoup de ses propres droits; Mystopol, obligé de conduire la procession, soulagea sa colère dans une déclamation virulente : il fut cité devant le roi en compagnie d'un de ses séides, Venceslas Mitmanek. — C'était aussi un agité, qui avait vu bien des pays et traversé bien des confessions. Il avait quitté l'Unité pour le Protestantisme, heureux,

1. Jiretchek, Rukoviet.

nous dit un de ses ennemis, d'échapper, sous prétexte de liberté chrétienne, à une sévère discipline. Après avoir couru le monde, il était revenu à Prague, avait accepté l'Utraquisme et avait été nommé membre du Consistoire. Il ne manquait ni d'aplomb ni d'instruction, se rappelait à propos ses premières croyances : c'était le Frère qui parlait en lui, et non le Luthérien, quand il disait à Ferdinand que les souverains ont pour mission de défendre leurs sujets contre les ennemis du dehors, et non de guider leur foi, « qu'ils ont été désignés par Dieu pour régler les affaires temporelles, et non les spirituelles [1]. » Le roi écoutait, ne discutait pas : il savait qu'il aurait son tour. Les seigneurs qui avaient lancé Mystopol en avant, jugèrent bientôt que le jeu devenait dangereux et quittèrent la ville; le conseil de Prague fut renouvelé, et les membres suspects de connivence avec l'Administrateur, écartés. Mystopol n'avait aucun goût pour le martyre : abandonné, il se résigna, promit de ne plus prêcher avant d'y avoir été de nouveau autorisé; Mitmanek fut exilé. Encouragé par son facile succès, Ferdinand ordonna de ne pas tolérer plus longtemps les prêtres mariés. Les Utraquistes orthodoxes étaient radieux, et dans les églises leurs curés accablaient d'éloges le monarque juste et sage que Dieu avait suscité pour confondre l'erreur.

Il fut bientôt visible cependant que si les Protestants n'étaient ni assez forts ni assez hardis pour accomplir leurs plans ambitieux, il n'était pas non plus aisé de leur enlever le terrain conquis. Les nobles, sur leurs domaines, ne tenaient aucun compte des ordres du roi; à Prague, l'opinion publique était très émue; les hostilités continuaient en Hongrie et le moment était mal choisi pour risquer une insurrection. Autour de Ferdinand, si quelques hommes, par conviction ou par calcul, étalaient un grand zèle, beaucoup redoutaient de rouvrir la période des guerres civiles. Lorsque deux partis religieux subsistent longtemps côte à côte, les modérés, les sceptiques, les poltrons arrivent assez vite

1. Gindely, I, p. 273.

à l'idée de tolérance. Même parmi les Catholiques, des voix autorisées recommandaient l'indulgence. Ferdinand s'arrêta, permit à Mystopol de recommencer à prêcher, protesta de son respect pour les libertés religieuses du pays.

En somme les deux partis conservaient leurs positions. Dans ces premières escarmouches, ils avaient tâté leurs forces : ni les uns ni les autres ne s'étaient engagés à fond, parce qu'ils avaient senti que leurs adversaires ne céderaient pas, et l'enjeu était trop grave pour risquer la bataille au hasard. Les progressites savaient désormais à quoi s'en tenir : pour arriver à leurs fins, ils ne comptaient plus que sur la violence ; les Catholiques et les anciens Utraquistes auraient derrière eux toutes les forces dont disposait la royauté restaurée. Leurs échecs les avaient aigris plus qu'effrayés : aux causes nombreuses de mécontentement contre le roi, une autre s'était ajoutée, plus cuisante. Entre le souverain qui n'acceptait de réformes que celles qui seraient approuvées par la papauté, et les États qui songeaient surtout à s'affranchir définitivement de Rome, aucune transaction possible. Conflit redoutable et déplorable parce qu'il entraînait fatalement la rupture de la nation et du souverain, qu'il condamnait celui-ci à n'être que l'instrument d'une minorité ! Que l'on suppose Henri IV s'obstinant à imposer le Protestantisme à la France. La question ainsi posée, il fallait que le roi ou le peuple succombât ; il n'y avait de solution possible qu'un changement de dynastie ou l'extermination des hérétiques, c'est-à-dire de la nation.

Malgré leurs griefs légitimes, les Luthériens n'étaient pas très belliqueux. La direction parmi eux appartenait aux seigneurs, qui n'avaient pas grand chose à craindre pour le moment et que leur foi assez tiède n'aveuglait pas sur le danger des aventures. Des vœux, des résolutions et des choix désagréables à Ferdinand, la nomination à leurs cures de prêtres mariés : soit ; les précédents les y autorisaient et les risques étaient faibles. Mais ils n'entendaient pas se mettre en lutte ouverte avec le souverain, comptaient sur le temps et le hasard, redoutaient les imprudences dont les

conséquences pouvaient être incalculables. Les villes seraient plus volontiers allées de l'avant : elles se jugeaient invincibles; dans ces insurrections anonymes d'ailleurs, la responsabilité se divise et n'effraye plus personne : mais elles étaient contenues par les conseillers nommés par le roi et qui s'appuyaient sur d'importantes minorités catholiques ou utraquistes. En somme une révolte restait improbable, tant que les évènements extérieurs ne tenteraient pas trop vivement les progressistes.

Alors même que les nouvelles du dehors encouragèrent les Protestants, les plus empressés à engager le combat ne furent pas les Luthériens, mais l'autre fraction des hétérodoxes tchèques, les Frères de l'Unité.— Elle prend réellement alors la direction du combat contre la réaction et joue un rôle très supérieur à celui que semblerait devoir lui attribuer le nombre relativement faible de ses fidèles.

L'Unité, — et cela s'explique par ses origines son développement et le but qu'elle se proposait, — n'a pas eu de doctrine théologique complète et systématique. Grande cause de faiblesse! Dans ces questions capitales, la précision et la profondeur sont les conditions nécessaires de toute propagande ; les fidèles ne confient pas volontiers leur salut aux prêtres qui ne leur paraissent pas sûrs de la vérité. Cause aussi de mobilité et de variations : sur certains points, souvent très graves, la croyance des Frères hésite, change quelquefois complètement d'une génération à l'autre; il arrive que la nomination d'un nouvel évêque indique presque l'acceptation d'un autre Credo. De là une singulière facilité à subir les influences étrangères; sous l'action d'Augusta, vers le milieu du siècle, peu s'en fallut qu'ils ne se confondissent complètement avec les Luthériens, et si Blahoslas réussit à sauver en fait l'indépendance de son Église, au point de vue du dogme elle continue à être à la remorque des autres sectes protestantes.

On se tromperait cependant à supposer que, dès le com-

mencement, les Frères professent les idées luthériennes qu'ils acceptent en partie plus tard. En réalité, il y avait entre eux et le moine de Wittenberg des différences profondes : les plus apparentes, le maintien des sept sacrements, le célibat des prêtres, le second baptême qu'ils imposaient à leurs néophytes, n'étaient pas les plus sérieuses. La justification par la foi, telle que l'enseignait Loukach, était en réalité beaucoup moins éloignée de la tradition catholique que de Luther; sur l'Eucharistie, il s'entendit avec les Protestants suisses et français, non avec les allemands. Sous ces divergences dogmatiques se cachait une sorte d'incompatibilité essentielle : en dépit de toutes les concessions, les Frères et les Luthériens seront toujours séparés par une méfiance instinctive; au moment même où ils combattent côte à côte, ils ne triomphent pas d'une aversion involontaire. Les chefs de l'Unité ont la vague conscience qu'ils représentent autre chose que le Luthérianisme; ils poursuivent un autre but, recherchent d'autres bénédictions.

Mais, en même temps, ils ont l'esprit curieux et l'âme généreuse : ni jalousie ni amour-propre; ils n'ont jamais prétendu former à eux seuls l'Église, être les uniques dépositaires de la vérité. Ils suivent avec sympathie tout ce qui se passe au dehors, essaient de nouer des relations avec ceux qu'anime une même bonne volonté, rêvent de rétablir l'unité chrétienne dans une sorte de libre confédération des âmes. Trait caractéristique de leur histoire — et touchant : ces pauvres gens, fort ignorants, par noblesse de cœur et par humilité, deviennent les égaux des humanistes, s'élèvent au-dessus des préjugés et des haines de partis ou de races. Plus tard, cette largeur de pensée, très contraire aux habitudes des Luthériens, les éloigne de ces derniers et les rapproche des Calvinistes. Mais au début, elle les poussait vers Luther. — Le gros des fidèles, toujours assez indifférent au dogme, n'apercevait pas très bien la gravité des points sur lesquels il était en désaccord avec lui, suivait avec une attention émue les efforts de ces nouveaux ouvriers du Seigneur. Quelques-uns, un peu imprudem-

ment, se mirent en relations avec Luther, se rendirent à Wittenberg, en rapportèrent des livres. Des désillusions se produisirent vite. Le spectacle qu'offrait l'Allemagne dans ces années d'ébulition était peu édifiant; les jeunes gens qui revenaient de Saxe manquaient souvent de modération, parlaient de l'Unité « comme d'une secte monastique dégénérée dont la discipline était contraire à l'Évangile », voulaient substituer aux anciennes règles la liberté chrétienne. Cependant un parti actif, sinon nombreux, demeurait partisan d'une union étroite avec les Protestants; l'humilité des Frères en matière de spéculation théologique facilitait la propagande étrangère, et telle était alors la force d'impulsion et de conquête de la Réforme naissante que l'Unité eût probablement été emportée par le courant, qu'elle eût au moins été affaiblie par un schisme, si Loukach n'eût opposé au mouvement son autorité reconnue et son inflexible constance.

Envoyé en Italie pour étudier les diverses communautés religieuses, Loukach en était revenu un peu désenchanté (1498): ils ont plus de raison de se joindre à nous, disait-il, en parlant des adeptes des autres sectes, que nous de nous joindre à eux [1]. Depuis son triomphe sur le Petit-Parti, il avait renouvelé l'Unité, lui avait donné une doctrine, avait fixé dans des traités fort nombreux les principes de sa foi; jusqu'au moment de sa disparition, elle vécut de son esprit. Ses progrès, il les regardait comme son œuvre, en était fier à juste titre. Cette Église, sur laquelle Dieu avait si visiblement étendu sa bénédiction, l'abandonnerait-il à la division et à la ruine? Quitterait-il le terrain solide où il l'avait placée pour s'associer aux chances douteuses d'une révolution qui n'avait encore ni constitution ni programme arrêté? Sa résolution fut vite prise: sans colère, sans violence, avec tous

1. Müller, *Die deutschen Katechismen der Bœhm. Brüder*, Berlin 1887, dans les *Monumenta Germanica pædagogica*, IV, p. 39.— C'est le plus important travail qui ait paru depuis longtemps sur l'histoire des Frères; la question des rapports de l'Unité et de Luther en particulier a été étudiée par M. Müller avec autant de finesse que d'érudition.

les ménagements nécessaires pour ne pas irriter Luther [1], il marqua très nettement les différences dogmatiques des Frères et des Allemands, prit position, non pas en face de l'armée protestante, mais en dehors d'elle, réclama pour l'Unité une indépendance absolue. En même temps que dans des écrits aussi nombreux que variés il maintenait les dogmes anciens, il agissait, réunissait les prêtres, les rappelait à l'observation des règles consacrées, écartait les suspects, calmait les impatients. Jusqu'à sa mort (1528), il dirigea d'une main ferme le troupeau qui lui était confié.

Le mouvement qu'il avait contenu avec quelque peine, reprit avec une nouvelle force dès qu'il eut disparu; les Frères se rapprochèrent peu à peu de la Réforme et abandonnèrent sur la plupart des points importants leurs croyances particulières; mais les efforts de Loukach n'avaient pas été stériles. La première heure était passée, celle des entraînements irréfléchis et des sacrifices qui eussent abouti à une abdication et ressemblé à un suicide. L'Unité, alors même qu'avec Augusta elle devient presque complètement luthérienne, n'en conserve pas moins avec une vigilante jalousie ses coutumes, ses rites, sa vie propre; elle s'unit au Protestantisme, mais sans se confondre avec lui. Faut-il s'en réjouir? — La conversion pure et simple des Frères à la Réforme eût simplifié la question religieuse, en eût rendu la solution plus aisée, eût assuré sans doute aux hétérodoxes tchèques l'alliance des Réformés allemands, supprimé des causes de division dont profitèrent les Catholiques. Mais n'était-il pas nécessaire d'autre part qu'une secte, protégée par sa minorité même, conservât au milieu de la corruption morale universelle, les idées de dévouement et de sacrifice? Une Église luthérienne aurait-elle produit un Boudovets et un Ziérotyn, un Blahoslas et un Coménius? Et cet impérissable monument de la langue tchèque, la Bible de Kralitse, quels autres l'auraient élevé? En face des Luthé-

1. Ceci me paraît avoir été établi d'une façon désormais incontestable par Müller, p. 40-42.

riens, la mission des Frères fut de représenter une tendance à la fois plus libérale et plus sérieuse, une foi plus intime et plus large. Quoi qu'il en soit et à quelque jugement qu'on s'arrête, — que, plus préoccupé de l'issue des événements, on déplore l'obstination des Frères ou que, plus frappé de ce qu'ils ont ajouté au patrimoine d'honneur de la nation, on se félicite de leur constance, — un point est hors de doute, c'est l'influence décisive que Loukach a exercée sur les événements. C'était un homme puissant par l'action et par la parole, nous dit un de ses plus illustres successeurs, fidèle, laborieux, savant, et tel qu'il n'y en eut jamais un autre dans l'Unité. Dans cette communion de saints, il nous apparaît en effet comme une exception : il n'a ni la simplicité d'âme et la chaleur de cœur d'un Kheltchistsky ou d'un Grégoire, ni la grâce et le charme d'un Blahoslas ; sa vie n'a pas été traversée par les tragiques aventures qui coupent de dramatiques épisodes l'histoire d'Augusta, mais il joint aux qualités de l'homme de gouvernement la logique et la fermeté de vues d'un théologien. Il a été deux fois le sauveur de l'Unité, lorsqu'il l'a arrachée à l'influence du Petit-Parti dont les scrupules la condamnaient à une éternelle médiocrité sinon à une prompte décadence, et lorsqu'il l'a protégée contre l'apostasie.

Le successeur de Loukach, Martin Skoda, n'avait ni ses talents, ni son autorité. Aussi les progrès du parti luthérien parmi les Frères reprirent-ils bientôt. Il y avait là tout un groupe de jeunes gens, impétueux, instruits, auxquels pesait la vie presque contemplative à laquelle se plaisaient les premiers fidèles. Une fièvre de prosélytisme se réveillait chez eux à la vue des succès miraculeux de la Réforme. Le monde était à conquérir : le laisserait-on à d'autres, peut-être moins dignes? Resterait-on toujours sous le coup des décrets de persécution? Les nobles qui avaient jusqu'alors protégé l'Unité sans se rallier à elle, encouragés par l'exemple des princes allemands, confessaient publiquement leur foi ; ils apportaient dans la Société un esprit nouveau, moins humble, plus belliqueux, soutenaient ceux qui voulaient se

rapprocher de Luther. Les rapports officiels avec le chef de la Réforme allemande, interrompus pendant les dernières années, recommencèrent.

Dans le groupe avancé se distinguait dès lors un homme qui allait être pendant un demi-siècle le chef de l'Unité, Jean Augusta. Au synode de 1531, simple prêtre, il se fit l'interprète de tous ceux qui désiraient une action plus hardie et une orientation nouvelle; le Conseil se composait en grande majorité d'amis et d'auxiliaires de Loukach : Augusta déclara qu'il était nécessaire de lui infuser un sang plus jeune, et, avec une franchise qui scandalisa plus d'un fidèle, il posa sa candidature et celle de ses amis. La majorité se déclara en sa faveur; les principaux chefs des jeunes, Benoît Bavorinsky et Jean Cornu (en bohême Roh, en allemand Horn) furent élus membres du conseil étroit; le nouvel evêque, Augusta, s'établit à Litomychl, qui devint à ce moment la capitale de l'Unité et prit la tête du mouvement.

Étrange successeur de Kheltchitsky! plein d'idées, d'ardeur, de courage, ses adversaires mêmes éprouvent pour lui un respect involontaire et une secrète sympathie, mais sa turbulence, son indiscipline, son entêtement inquiètent et troublent souvent ses ouailles. Les premiers évêques des Frères sont des saints; Loukach est un théologien, Augusta est un chef de parti. Blahoslas, qui ne l'aimait guère, — il y avait entre eux, plus que le souvenir de luttes pénibles, une différence radicale de tempérament, — le dépeint d'un mot admirable : « c'était une âme thémistocléenne » ; rien ne saurait mieux rendre cet ensemble de qualités brillantes et dangereuses, grâce auxquelles les Frères sous sa direction allaient devenir un moment les représentants les plus en vue de l'hérésie tchèque et être exposés à de si cruelles épreuves.

Nous avons de lui deux portraits, assez semblables : visage pâle, front élevé; la bouche est fine, les yeux étincellent; toute cette physionomie respire l'intelligence et l'énergie. Il s'était formé seul, avait conquis à force de labeur et de souf-

rances son instruction et sa foi : fils d'un chapelier, il avait essayé tout d'abord de continuer le métier de son père ; il avait été élevé dans l'Utraquisme, mais il se sentait appelé à d'autres destinées, et cette doctrine timide et bâtarde ne le retint pas longtemps. Il avait la passion des grandes choses et se plaisait aux situations difficiles, parce qu'aucune ne dépassait son courage ou ne déroutait sa confiance ; prompt aux revirements, avec une imagination vive et plus de hardiesse que de persévérance, les nouveautés l'attiraient. Son activité n'allait pas toujours sans agitation et il lui arrivait de prendre ses désirs pour la réalité. Il supposait volontiers aux autres la fièvre qui le brûlait et parvenait souvent à la leur communiquer. Aucun travail ne rebutait son zèle, aucune souffrance ne triompha de ses convictions, son âme était assez haute pour tous les périls et pour toutes les ambitions. Il y avait en lui de l'aventurier et de l'apôtre ; tous ceux qui l'approchaient subissaient son prestige ; sous la plume de ses contemporains, amis ou ennemis, son nom revient avec des apparences d'obsession. De petite naissance, il imposa aux plus illustres seigneurs un respect presque timide : il ne se contenta pas d'être le directeur de leur conscience, il voulut être l'inspirateur de leur politique et y réussit. Il n'avait jamais fait d'études régulières : il n'en fut pas moins un remarquable écrivain, un très grand polémiste surtout, friand de la lame, prompt à la riposte, aussi incapable de trouble que de mesure. Qu'il écrive ou qu'il agisse, ce qui domine en lui, ce sont les qualités d'inspiration : aussi son éloquence était-elle célèbre. Il s'était proposé Luther pour modèle, et Blahoslas, qui les avait entendus tous les deux, nous dit que jamais orateurs ne furent plus semblables ni discours plus saisissants. Les images, l'élocution, les gestes, tout s'unissait pour accroître l'effet : l'auditeur était emporté par le torrent de cette parole. Blahoslas, dont le goût était plus délicat et qui préférait des qualités plus moyennes, éprouvait quelque regret à constater l'émotion produite par ces discours redondants et surchargés, la partageait cependant.

Ce n'est pas seulement comme orateur qu'Augusta fait songer à Luther. Malheureusement, les forces dont il disposait ne répondaient ni à la grandeur de ses desseins ni à la nature de son esprit. Pour parler son langage, c'était un aigle égaré parmi des colombes. En dépit de toutes les transformations qu'elle avait déjà traversées, l'Unité avait gardé de son origine un caractère indélébile : c'était un petit troupeau de chrétiens timides, paisibles, qui bornaient leurs désirs à une vie silencieuse et recueillie, et quel paradoxe de vouloir faire une Église militante de cette secte qui enseignait la crainte du siècle et de la science ! De là, une opposition latente entre le chef et les soldats, qui énerve l'action et rend la défaite inévitable; l'évêque le plus extraordinaire qu'ait produit l'Unité, est celui aussi qui l'a lancée dans les pires misères. Et cependant, tel est le prestige des vanités terrestres, même pour les cœurs les plus détachés du monde, que les Frères conservèrent longtemps comme une obscure tendresse pour l'homme qui avait déchaîné sur eux la plus terrible persécution et dont le triomphe eût été la ruine même de leur Église [1].

Augusta savait nettement où il allait. Il voulait tirer l'Unité de l'état de sujétion et d'humilité politique où elle continuait à végéter et qui, croyait-il, ne répondait plus à ses forces réelles, lui donner la direction de tout le mouvement religieux bohême. Il comptait pour cela sur l'appui des théologiens étrangers et songeait à le mériter par d'importantes concessions dogmatiques ; les Frères rallieraient dès lors à eux tous ceux que ne satisfaisait plus l'Utraquisme, et, forts à la fois de leurs alliances étrangères et de l'adhésion de la majorité du peuple, contraindraient le roi à accepter

1. Sur Augusta, v. outre les travaux indiqués déjà, Fiedler, *Todtenbuch der Geistlichkeit der bœhm. Brüder*, dans les *Fontes rerum Austriacarum, Scriptores*, t. V, (Vienne 1863) et les *Quellen zur Gesch. der bœhm. Brüder, vornehmlich ihren Zusammenhang mit Deutschland betreffend*, éditées par Gindely, même collection, *Diplomataria*, t. XIX, Vienne 1859. — L'auteur du *Todtenbuch* est probablement Blahoslas; au contraire la Vie d'Augusta,— publiée en 1837 par Choumavsky et qui comprend surtout le récit de la captivité d'Augusta, — est sans doute l'œuvre de son compagnon, Bilek, et non celle de Blahoslas. (V. Goll, *Journal du Musée bohême*, 1877, p. 327 et sq).

la liberté de la parole de Dieu. Le plan n'était pas chimérique; Boudovets et Ziérotyn le reprirent, mais ils le modifièrent et ne conçurent pas surtout pour l'Unité de si téméraires ambitions; sous sa forme primitive et dans les cir constances actuelles, il était singulièrement dangereux et téméraire.

Il fut mis en œuvre avec un peu de hâte et quelque fracas. Le Conseil suprême de l'Unité, appliquant à Loukach ses propres principes, déclara que ses écrits n'avaient d'autorité qu'autant qu'ils étaient conformes à l'Évangile, la seule règle de la foi. A l'aise désormais vis-à-vis de la tradition, Augusta et ses amis modifièrent l'ancienne confession de manière à la rapprocher insensiblement de la confession d'Augsbourg : l'habitude de soumettre les néophytes à un second baptême, qui depuis assez longtemps tendait à tomber en désuétude, fut formellement abandonnée; le célibat des prêtres fut maintenu, mais non plus comme une règle imposée par les évêques, comme une épreuve volontairement acceptée par les ministres de Dieu; sur les sacrements, la justification par la foi, la communion, la doctrine des Frères fut si profondément transformée que Luther n'éprouva plus aucun scrupule à approuver leur symbole [1]. En 1538, il écrivit en tête de leur confession une préface très élogieuse; les longues discussions qui avaient précédé cette publication et auxquelles avaient été mêlés les théologiens les plus éminents de l'Allemagne, Mélanchton, Juste Jonas, Bugenhagen,

1. L'entente des Frères et de Luther repose encore souvent sur une confusion. Ainsi dans la confession de 1535, la doctrine des Frères sur la grâce semble absolument luthérienne : « ils enseignent que les hommes sont justifiés par le Christ à cause de Sa miséricorde, que le salut et la rémission des péchés nous sont accordés sans que nos œuvres et nos mérites y soient pour rien. Ils enseignent que Sa mort seule et Son sang suffisent pour abolir et expier tous les péchés de tous les hommes! — *Pergunt docendo sola fide seu fiducia in Jesum Christum justificari homines sine aliis eorum studiis meritis et operibus.* — Si l'on va au fond des choses, on s'aperçoit sans peine que les deux partis se sont mis d'accord sur une équivoque; les Frères entendent en effet par la foi, non pas comme Luther la conscience de la réconciliation accomplie par le Christ en dehors de l'homme, mais le sentiment subjectif de l'union avec le Sauveur. Ils reviennent ainsi par un détour à leur opinion réelle et à leurs préoccupations morales. C'est aussi l'opinion de Criegern, *Comenius als Theolog,* p. 204.

etc., lui donnent un caractère officiel. « Après de nombreux entretiens, écrit Luther, j'ai trouvé qu'ils confessaient notre foi, avec des mots un peu différents [1]. » Vers la même époque, Augusta envoyait des délégués aux principaux représentants du Protestantisme occidental et ils en rapportaient les plus vifs encouragements : Capito, Bucer, Calvin, leur écrivaient pour les féliciter de leur fidélité à la parole du Christ. Depuis lors les relations entre les Calvinistes et les Frères deviendront toujours plus intimes.

Les Frères sortaient brusquement de l'isolement où les avait renfermés jusqu'alors l'indifférence dédaigneuse de l'opinion, faisaient figure dans le monde; des princes lisaient leurs catéchismes et les approuvaient, Georges de Brandebourg, Frédéric de Saxe; Luther les sacrait en quelque sorte ses collaborateurs : « Soyez les apôtres de la Bohême, comme nous sommes ceux de l'Allemagne, avait-il écrit déjà à Loukach; travaillez pour Christ en vous soumettant aux conditions dans lesquelles vous êtes placés, nous ferons de même. »

Augusta, fort des approbations qui lui venaient ainsi de l'étranger, déployait une extrême activité. Il combattait les Habrovanites, pour dégager les Frères de tout soupçon de

1. Sur ces rapports de Luther et des Frères, v. Müller, p. 212 et sq. Pour les confessions des Frères, on trouvera des renseignements précis dans Schweinitz, Appendice B. — V. aussi Zezschwitz, *Die Katechismen der Waldenser und der Bœhmischen Brüder*, Erlangen 1863, p. 152. Il y a encore bien des points obscurs, — et qui ne seront jamais éclaircis, parce qu'ils tiennent moins à l'absence de documents qu'à une certaine duplicité inconsciente des Frères. Par bonne volonté et esprit de conciliation, par tradition aussi et ignorance, les Frères pendant le XVI^e^ siècle varient sans cesse d'opinion. Ils veulent se concilier les bonnes grâces à la fois des Luthériens et des Calvinistes ; de là bien des contradictions. C'est le côté faible de l'Unité, l'inconsistance de la pensée qui tient moins du calcul que d'une certaine médiocrité scientifique. Un exemple frappant suffira. En 1573, un délégué déclare solennellement devant la Faculté de Wittenberg : Toutes les choses que Luther ou d'autres de vos prédecesseurs ont signalées dans nos confessions et ont blâmées, ont été supprimées de celle-ci. — Et en 1575, dans une lettre officielle des Frères à Bèze, nous lisons : Bien que nous ne nous soyons pas servis de formules équivoques « cependant Luther a interprété nos croyances comme si elles étaient conformes à sa pensée, *par sa faute et non par la nôtre.* » — Aucune justification ne saurait prévaloir contre ces paroles.

connivence avec les sectes ultra-radicales, et attaquait avec furie le clergé utraquiste : manœuvre nécessaire peut-être, puisqu'il s'agissait de prouver à tous que l'Unité seule en Bohême était digne de mener à bien l'œuvre du Christ,—fort imprudente aussi. Sur son inspiration, les Frères se départaient de leurs habitudes de réserve; ils semblaient provoquer la persécution en bravant ouvertement les décrets qui les mettaient hors la loi et qui, pour n'être pas appliqués, n'étaient pas abolis; leur propagande très active attirait à eux de nombreux adhérents : pour la première fois, ils ouvraient une église à Prague (1544); en 1540, une grande assemblée réunissait à Mlada-Boleslas les chevaliers et les seigneurs affiliés à l'Unité. Augusta y consacrait les diacres et les prêtres avec une orgueilleuse ostentation et prenait pour texte de son sermon le passage significatif de l'Écriture où il est question du remplacement de Judas par Mathieu.

L'agitation des Frères n'inquiétait pas seulement les Utraquistes. Leurs ennemis prétendaient que dans leurs conciliabules, il était question de déposer Ferdinand : pures calomnies sans doute! Qui oserait affirmer pourtant que les seigneurs qui soutenaient Augusta et qu'irritaient les empiètements du roi, n'ont pas caressé par moments l'idée de venger à la fois la cause de Dieu et leurs propres outrages? L'attitude des dissidents avait radicalement changé : jadis, ils s'inclinaient sous l'oppression; maintenant, ils relevaient la tête, dénonçaient l'injustice, sollicitaient la protection des lois. En 1535, ils remirent à Ferdinand une profession de foi : elle avait été signée par douze seigneurs, 33 chevaliers; les événements d'Allemagne avaient édifié le roi des Romains sur le sens réel de ces confessions — ainsi présentées à la pointe de l'épée. Elle avait été apportée par Conrad de Krajek; c'était le plus fougueux auxiliaire d'Augusta, le véritable chef laïque de l'Unité. L'entrevue fut orageuse : Nous voudrions bien savoir qui vous a poussé à adopter cette foi; le diable vous a séduit. — Non pas le diable, sire, mais Notre-Seigneur Jésus-Christ. Ferdinand, que secouaient de brusques accès de colère, éclata : De quoi vous mêlez-

vous? Vous n'êtes ni pape, ni empereur, ni roi, croyez ce qui vous plaira, que nous importe? Allez en enfer, qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse? Mais ce que nous ne permettrons pas, c'est que vous vous réunissiez pour continuer toutes vos farces; voilà ce que nous ne permettrons pas, dussions-nous y perdre notre couronne. Et assez de discussion comme cela [1]! — Quelque temps plus tard cependant, le roi revient à des dispositions moins hostiles; vis à vis d'eux aussi, le moment ne lui semblait pas venu de s'engager à fond, mais il ne leur pardonnait pas, et il se rappelait qu'il n'aurait pour les frapper qu'à tirer de l'oubli le décret de la Saint-Jacques.

La majorité de la diète le soutiendrait contre eux, il en était sûr : à ce moment même, elle l'excitait contre les Frères, les poursuivait de ses dénonciations. La haine sourde qui avait toujours animé les Utraquistes contre l'Unité, avait été réveillée par les attaques d'Augusta. Ah! il traitait leurs prêtres d'avares, d'ivrognes, de voleurs, de simoniaques : on saurait lui fermer la bouche! Lamentable spectacle que ces divisions que ne justifie désormais aucune différence dogmatique essentielle : en réalité, Mystopol, comme Augusta, ne poursuivait-il pas une alliance étroite avec les Luthériens? Ce qui séparait les deux partis, c'étaient de vieux souvenirs, des colères qui survivaient aux causes qui les avaient provoquées, un aveugle esprit d'exclusion, la rivalité banale de deux Églises qui se disputent les âmes; et cette misérable concurrence s'aggravait de motifs secondaires, haines personnelles, affaires d'intérêt ou de vanité qui mettaient aux prises les seigneurs ou les prêtres des deux partis. Vétilles qui laissent dans les âmes d'inoubliables rancœurs! Lorsqu'au dernier moment, sous le coup d'une nécessité évidente, l'union se conclut entre les deux grands groupes hérétiques de la Bohême, elle est précaire, pleine de sous-entendus : elle se dissout à la première défaite, et elle n'aurait pas survécu à la victoire.

1. Gindely, *Gesch. der bœhm. Brüder*, I, p. 236.

Le petit troupeau d'Augusta commençait à s'effarer : tout ce bruit, ces polémiques bruyantes, ces haines qu'ils sentaient monter autour d'eux, ne troublaient pas seulement les courages, mais inquiétaient les consciences. Les Frères gémissaient d'être compromis dans des hasards pour lesquels ils n'étaient pas faits. Aucune secte n'a jamais moins eu le goût et le talent de la propagande. Coménius, qui a tant aimé son Église et qui la connaît si bien, insiste sur ce point : « Ils s'occupaient plus d'être bons que d'être instruits, de maintenir entre eux la paix, l'union et le bon ordre que d'attaquer les autres. — Ils avaient plus de dons de Dieu qu'ils ne pouvaient en montrer ou en communiquer. De là aussi leur timidité : même dans les communes dont les patrons leur étaient dévoués, ils ne voulaient pas fonder des églises officielles, se contentaient des auditeurs qui leur venaient d'eux-mêmes [1]. » — Les Frères, dit un autre de leurs écrivains, sont de petits poulets qui piaillent; Luther et les autres sont de bons coqs. — Cette réserve, cet effroi des responsabilités,—qui provient, non d'une lâche pusillanimité, mais du sentiment de leur indignité devant Dieu,— cette simplicité d'âme qu'épouvante le bruit du monde, ont quelque chose de touchant et de véritablement chrétien. « Depuis l'époque des apôtres, aucune Église n'a plus ressemblé aux églises apostoliques que celle des Frères. » Quelle que soit l'authenticité de cette parole que Coménius prête à Luther, elle nous donne la sensation très exacte de la réalité : comme les compagnons de Jésus, ils ont le cœur droit et l'esprit court, et ils s'étonnent et s'effrayent du Saint-Paul qui a surgi au milieu d'eux. Il y a là comme un trait de tempérament qui subsiste à travers toutes les variations dogmatiques : Loukach et Augusta ont abandonné l'enseignement de Kheltchitsky et parlent de lui avec une nuance de dédain; il n'en est pas moins le père véritable, celui dont l'Unité a reçu ses traits caractéristiques, la

1. Coménius, Quelques questions sur l'Unité; cité par Zoubek, *Journ. du Musée boh.*, 1885, p. 4.

moelle de ses os. Pour connaître une Église, ce n'est pas assez de savoir ce qu'elle enseigne : les idées, quelles qu'elles soient, se déforment suivant les esprits où on les verse. Conçue dans les jours de fatigue et de terreur qui suivent la révolution hussite, la secte des Frères a gardé de sa naissance une marque indélébile et comme une susceptibilité nerveuse : elle a produit des héros, mais sa véritable vocation reste le martyre. Le type dans lequel elle s'incarne, ce n'est pas Boudovets ou Ziérotyn, c'est Coménius : mobile, ouvert à tous les progrès, docile à toutes les inspirations, il subit toutes les influences sans en être atteint; dès la première heure, dit M. Zoubek, il est si déterminé et si caractérisé que ses transformations ne modifient que la forme et non la substance de son être intellectuel. De même pour son Église. Elle n'a jamais perdu la grâce de son baptême.

Les protestations, d'abord isolées, devenaient plus nombreuses. Au synode de Boleslas, en 1546, la fraction antiluthérienne était en majorité. Des défections éclatantes affaiblissaient le parti d'Augusta : Jean Cornu éclata en sanglots, demanda pardon à Dieu d'avoir oublié qu'il avait révélé sa vérité aux Frères. L'évêque lui-même était troublé dans sa conscience; il avait espéré que, si l'Unité acceptait de Luther une foi plus précise, les Allemands lui emprunteraient de leur côté sa discipline ecclésiastique; — Luther s'excusait, invoquait les nécessités de la lutte : il fallait avant tout triompher de la Curie. Une nouvelle entrevue à Vittenberg avait été froide, en dépit de la cordialité apparente; le dernier mot d'Augusta sonnait comme une menace : si les réformateurs attachaient toute leur attention au développement scientifique et négligeaient la vie pratique, un grand mal s'en suivrait. Plût à Dieu, ajoute Coménius, qu'il eût été faux prophète. Bien peu d'années s'écoulèrent, en effet, avant que le formalisme théologique étouffât l'esprit de liberté évoqué par Luther et que les espérances nées de la renaissance religieuse fussent compromises par l'indiscipline et l'absence d'organisation. En même temps, l'hostilité de Mystopol et des Utraquistes exaspérait Au-

gusta. Il eut un moment de découragement. Comment lutter d'ailleurs contre le courant général ! Il changea subitement d'attitude, étala une grande admiration pour Loukach, vanta ses sermons, ses livres, insista sur la nécessité du célibat des prêtres. Quelle était dans cette brusque palinodie la part de la conviction ? La fin de la vie de l'évêque montre du moins qu'il n'abandonna pas pour longtemps ses projets : il préférait pour l'Unité une moindre autonomie et une plus grande influence.

Au moment même où se produisait dans l'Unité ce revirement anti-luthérien, les événements politiques se précipitaient ; le repentir des Frères était tardif ; tous d'ailleurs ne le partageaient pas. Les nouveau-venus, recrutés en général parmi les chevaliers et les seigneurs, n'étaient pas disposés à jeter l'épée ; les conciliabules avec les princes étrangers continuaient, et si l'on n'y préparait pas, du moins l'on y discutait des éventualités que tout le monde prévoyait. La bataille, si souvent ajournée entre le Catholicisme et l'hérésie, était imminente : les Bohêmes, Utraquistes ou Frères, assisteraient-ils dans une lâche neutralité à une lutte dont l'issue les touchait de si près ?

A la veille de la tempête, le monde se recueillait. Un grand silence s'était fait. Rassasié de victoires, obligé de détourner contre les Perses une partie de ses armées, Soliman avait laissé à Ferdinand un morceau de la Hongrie et signé avec lui un armistice (1545), qui fut bientôt transformé en paix (1547). Le traité de Crespy, conclu avec François I^er^ (1544) rendait à l'Empereur la libre disposition de ses forces : il vieillissait, il ne pouvait plus guère ajourner la tâche devant laquelle il avait reculé jusqu'alors, l'écrasement des rebelles. Tant que les Protestants n'étaient pas soumis, tous ses succès étaient à la merci d'un hasard. Leur défaite livrait le monde aux Habsbourgs.

Depuis longtemps les Luthériens prévoyaient l'attaque et organisaient la défense. Lorsque Charles-Quint les invita à envoyer leurs représentants au concile qui allait se réunir à Trente (1545), il fut évident pour tous que l'heure déci-

sive avait sonné. Les négociations traînèrent, mais aucun des deux partis ne désirait sincèrement la paix : ils voulaient gagner du temps pour terminer leurs préparatifs. Enfin, le 20 juillet 1546, l'Empereur mit au ban de l'Empire l'Électeur de Saxe, Jean Frédéric et le landgrave Philippe de Hesse, et, pendant que les évêques d'Italie et d'Espagne se rendaient à Trente, les mercenaires italiens et espagnols traversèrent les Alpes pour marcher à la conquête de l'Allemagne.

La campagne militaire de Charles-Quint avait été précédée d'une campagne diplomatique fort bien conduite. Au moment du danger les Protestants s'étaient divisés : intimidés ou gagnés, quelques-uns de leurs princes s'étaient déclarés neutres ou même avaient pris parti pour l'Empereur, — parmi eux Maurice de Saxe, à qui Charles-Quint avait promis pour prix de sa défection l'Électorat de Jean-Frédéric. Les ennemis de Charles cherchèrent au dehors les secours qui leur manquaient en Allemagne. Déjà Ferdinand levait une armée pour soutenir son frère : le meilleur moyen d'arrêter cette diversion était de lui susciter des difficultés dans ses propres États.

Les hérétiques bohêmes s'étaient habitués à se regarder comme solidaires des Protestants d'Allemagne, et le péril des Saxons ne les laissait pas indifférents. L'Électeur ne négligea rien aussi pour entraîner l'opinion ; les pamphlets, fort nombreux, répandus alors dans le royaume, étaient en général imprimés en Saxe ou même dans le camp de Jean-Frédéric [1]. Un parti s'agitait en sa faveur : l'occasion était propice pour conquérir la liberté religieuse et faire expier à Ferdinand ses usurpations ; ne la saisirait-on pas ? L'inaction n'était-elle pas la plus dangereuse des résolutions ? Si les Catholiques l'emportaient en Allemagne, quelle destinée menaçait la Bohême ?

L'opinion générale était certainement fort mal disposée

1. V. sur ces pamphlets, un article de Jos. Jiretchek, dans le *Journ. du Musée bohême*, 1875, p. 95.

pour Ferdinand, mais le mécontentement irait-il jusqu'à la révolte ? — Il était permis d'en douter. Il était visible, dans tous les cas, que tous les Ordres et tous les partis religieux n'apporteraient pas à l'opposition le même dévouement et le même entrain. Les Seigneurs étaient assez peu belliqueux : sans doute, les empiétements du souverain leur étaient fort désagréables et ils avaient encore sur le cœur le recès qu'il leur avait extorqué et qui déclarait la royauté héréditaire ; mais, il y avait parmi eux nombre de catholiques et de grands officiers ; leurs droits essentiels n'étaient pas menacés, au moins immédiatement, et ils ne se souciaient guère de se lancer dans les hasards de la guerre civile pour conjurer un péril lointain et douteux. — Les Chevaliers, plus prompts aux résolutions extrêmes et très mécontents, étaient en partie contenus par leur alliance séculaire avec les Seigneurs et paralysés par la suppression des diètes provinciales qui rendait difficile toute coalition. Les villes au contraire, qui soutenaient depuis plusieurs années une lutte sourde mais continue contre les représentants de l'autorité royale, accueillirent avec empressement le prétexte qui s'offrait de secouer un joug odieux [1]. Naturellement, il ne s'agit ici que d'une classification générale, et les circonstances, le tempérament, les idées religieuses en particulier, modifiaient dans tel ou tel sens les résolutions individuelles. Le gros des anciens Utraquistes soutenait le roi : leur ambition se bornait au maintien des Compactats, convaincus, à très juste titre, que Ferdinand ne songeait pas à interdire le Calice, ils voyaient dans les papistes des auxiliaires et non des ennemis. Les Utraquistes progressistes, encore tout émus de leur polémique avec l'Unité, étaient fort indécis, tiraillés entre leurs sympathies pour Vittenberg et la crainte des conséquences de la révolution qui, s'ils étaient vaincus, les livrait aux Catholiques et, s'ils étaient victorieux, ne profiterait peut-être qu'aux Frères. Parmi ces

1. Sur cette lutte des villes et des officiers royaux, v. Tchélakovsky, *La charge de sous-chambellan*, p. 53.

derniers enfin, les nobles, obéissant à l'impulsion d'Augusta et le dépassant quelquefois, appelaient de tous leurs vœux le combat pour la liberté et la foi; l'élan donné ne pouvait plus être arrêté, mais la masse des fidèles commençait à mesurer l'abîme au bord duquel on les avait conduits et ils ne suivaient leurs chefs qu'avec défiance et tristesse [1].

La situation des adversaires de Ferdinand était en somme mauvaise; ils ne pouvaient sans imprudence abandonner les Protestants d'Allemagne, mais ils n'avaient aucune raison précise à alléguer de leur défection; leur révolte était gratuite. Ils faisaient à la royauté un procès de tendance. Qu'ils en eussent le droit, ce n'est guère contestable, mais ils étaient forcés de prendre l'offensive, et cela éloignait nécessairement d'eux une grande partie de la nation. Dès le premier jour il fut évident que les Bohêmes, ahuris au milieu de toutes ces complications intérieures et extérieures, ne sauraient ni se résigner à l'inaction ni combattre avec vigueur [2].

Jean-Frédéric de Saxe et Philippe de Hesse avaient écrit aux États, assemblés à Prague au mois de juillet 1546, pour leur exposer les motifs de la guerre et solliciter leurs secours. Il était déjà trop tard : la majorité des Seigneurs, gagnée par Ferdinand, avait voté tout ce qu'il avait proposé : sous le prétexte, fort invraisemblable, d'une invasion turque, il avait obtenu d'abord l'autorisation d'ordonner dans le royaume une levée en masse; puis, par une interprétation des plus étranges des conventions qui liaient la Bohême

1. Ils avaient été exposés, ces dernières années, à quelques tracasseries, mais leur liberté religieuse n'avait pas été sérieusement menacée.

2. La principale source pour l'insurrection de 1547 est le récit de Sixte d'Ottersdorff : *Actes ou Mémoires des deux années de troubles, 1546-47.* Sixte était à ce moment-là chancelier de la ville de Prague, il fut très intimement mêlé aux événements, et il a inséré dans son récit de nombreuses pièces officielles qui en font surtout la valeur. Il appartenait au parti Utraquiste modéré, mais il avait des amis parmi les Frères. Le livre de Sixte n'a pas été publié, mais Tieftrunk l'a utilisé pour son travail : *Révolte des États tchèques contre Ferdinand Ier* (en tchèque, Prague 1872).

et la Saxe, il avait décidé les États à conclure un traité d'alliance avec Maurice de Saxe.

Triomphe plus apparent que réel. Les Chevaliers n'avaient approuvé le traité qu'après bien des hésitations, et les villes avaient absolument refusé leur consentement. Les Seigneurs avaient passé outre : les bourgeois n'avaient pas le droit d'intervenir dans ces questions internationales ! Jamais Ferdinand n'avait eu la main plus agile : tourner la constitution, faire gouverner le pays par une minorité, il excellait dans cette haute prestidigitation. Il arrive cependant toujours un moment où la fiction s'évanouit.

Kadan était le point fixé pour la concentration des milices. Seulement elles n'arrivaient pas. Le roi envoyait sommations sur sommations. Les plus timides finirent par se résigner : quelques bandes se réunirent lentement, mécontentes, mal armées. Les chefs, très hautains, demandaient des explications : Où est l'ennemi ? D'où viendra l'invasion ? Dans les cercles où les Frères étaient nombreux, l'opposition était plus hardie : le district de Boleslas, un de leurs centres principaux, refusa d'envoyer ses hommes. Ce fut bien pis quand le roi voulut mettre l'armée en mouvement. Les soldats étaient travaillés par des émissaires protestants : ce n'était pas la Saxe que menaçait Ferdinand, mais la Bohême ; les Tchèques détruiraient-ils de leurs propres mains les libertés de la patrie ? Quelques bataillons refusèrent de quitter Kadan ; d'autres, de franchir la frontière. Devant cette mauvaise volonté générale, le roi finit par donner congé à cette armée inutile (fin de 1546).

Maurice avait conquis d'abord la plus grande partie de la Saxe, mais Jean-Frédéric était revenu de l'Allemagne du Sud, et Maurice, vivement pressé par des forces supérieures, réclamait des renforts. Ferdinand demanda des troupes à Prague. — Grand embarras des Conseillers. Ils craignaient la colère du roi, mais que faire ? Personne ne voulait marcher contre l'Électeur « qui, avec tous ses sujets, reçoit le corps et le sang du Sauveur sous les deux espèces et sur ce point, comme sur les autres, suit avec les Bohêmes

la doctrine du Christ. » S'ils avaient ordonné des levées, on ne leur aurait pas obéi : « Ceux qui sont dans le Conseil, répondit-on au roi, n'ont d'autre supériorité que celle qu'ils tiennent de leurs fonctions mêmes ; aussi ne leur est-il pas possible d'envoyer leurs égaux à la guerre, car chacun pourrait leur répondre qu'il ne partira pas, mais leur demander de donner l'exemple[1] ». La fiction savamment entretenue par Ferdinand s'évanouissait : le peuple des villes refusait de subir plus longtemps la volonté de magistrats qui ne le représentaient pas.

Le roi se décida à une mesure extrême. Le 12 janvier 1547, il ordonna une nouvelle levée en masse ; tous ceux qui ne paraîtraient pas au jour fixé (24 janvier) à Litomierzitse, seraient punis de mort et leurs biens confisqués. Cette fois, les masques étaient bas : la constitution était violée, il se mettait hors la loi. La levée en masse ne pouvait en effet être autorisée que par la diète, à moins de péril national et d'invasion imminente, et il était évident à cette heure que ce péril n'existait pas. Les raisons par lesquelles il essayait de motiver son décret, le manque de temps, l'urgence, n'avaient aucune valeur. En réalité, il voulait se passer des États, parce que leur vote était au moins fort incertain.

Est-il possible même qu'il se soit fait de grandes illusions sur les forces que lui fournirait cette levée en masse? Quelques historiens ont vu dans le décret du 12 janvier une provocation calculée. Les événements de l'année précédente avaient convaincu Ferdinand que l'insurrection serait incertaine et timide ; dès qu'elle ne l'effrayait plus, il devait la désirer, parce qu'elle lui donnerait l'occasion de modifier la constitution. On a quelque peine à admettre cette hypothèse assez odieuse, et le caractère de Ferdinand ne comporte guère des dessous aussi compliqués. Il est certain sans doute que son attitude fut étrange au début de l'insurrection : il la laissa se développer, l'encouragea presque

1. Sixte d'Ottersdorf, cité par Tieftrunk, p. 62.

par son inaction. Mais cette inaction ne s'explique-t-elle pas par les soucis que lui causaient les affaires d'Allemagne? Dans le silence absolu des documents, la plus stricte justice ordonne d'écarter des insinuations infamantes.

Un assez grand nombre de cercles avaient envoyé leurs contingents à Litomierzitse, mais les scènes de l'automne dernier recommencèrent; les chefs refusaient de marcher sans un ordre de la diète et demandaient qu'elle fût convoquée sur le champ. Les explications et les promesses de Ferdinand ne les apaisaient pas. De guerre lasse, le roi permit de nouveau à ceux qui ne voulaient pas le suivre de se retirer. Quelques volontaires catholiques et utraquistes se joignirent à ses troupes régulières, il avait levé quelques milliers de mercenaires avec les subsides qu'avaient payés divers seigneurs; il entra en Misnie. Pour le moment, il s'agissait de l'Électeur; il saurait bien punir plus tard ceux qui lui avaient refusé leur concours.

Dans le pays, la fermentation gagnait de proche en proche. Les bruits les plus sinistres circulaient; les condottieri qui traversaient le royaume, répandaient l'alarme par leurs menaces : après le tour des hérétiques et des rebelles allemands, ce serait celui des Bohêmes; on se baignerait dans le sang du peuple tchèque, et l'on aurait pour rien les maisons des Praguois, leurs femmes et leurs filles [1]. Les bourgeois répondirent à ces menaces par des actes. « Si nous obéissions à un ordre qui a été publié sans le consentement de la diète, objectaient-ils aux sommations de Ferdinand, et si nous nous soumettions à ses prescriptions, non seulement nos libertés, mais celles du royaume entier seraient en péril, et nous tous, membres des trois Ordres de ce royaume, nous serions dans une position plus mauvaise que celle des paysans dont les seigneurs n'exigent, ne peuvent et ne doivent exiger que ce qui est fixé dans les contrats » [2]. Ferdinand essayait de réveiller les haines séculaires contre l'Allemagne : « Jadis,

1. Sixte d'Ottersdorf, cité par Tieftrunk, p. 65.
2. *Id.* p. 67.

disait-il dans ses proclamations, quand les Allemands menaçaient le royaume, enlevaient une ville ou le moindre village, vos ancêtres étaient debout pour défendre le pays; aussi leur renommée était grande, et tout le monde les redoutait comme le diable; mais vous, maintenant, personne ne vous craint; vous êtes comme de vieilles femmes qui avez peur de votre ombre, et quelle honte pour vous si vous abandonnez votre seigneur! » Ces déclamations tombaient dans le vide; il était trop visible qu'elles ne reposaient sur rien de réel; ce n'était certes pas du côté de Jean-Frédéric qu'était le danger.

Les habitants de Prague, auxquels l'énergie de leurs Conseillers n'inspirait qu'une médiocre confiance, avaient pris en main le gouvernement de la commune : à l'avenir, les questions importantes ne seraient plus discutées par le conseil, mais l'on sonnerait la grosse cloche pour convoquer l'assemblée, et rien ne serait résolu sans sa volonté. Par une dérogation plus hardie encore aux ordres royaux, les délégués de la Vieille et de la Nouvelle-Ville de Prague se réunirent, et, considérant que la séparation des deux cités avait été la principale cause de leur faiblesse et de la ruine de leurs libertés, ils conclurent une étroite alliance (10 février 1547), promirent de se soutenir dans toutes les circonstances. Les autres villes étaient invitées à se joindre à Prague pour défendre leurs privilèges menacés. L'appel fut entendu. Parmi les villes royales, cinq seulement, Boudjéovitse, Plzen, Ousti, Most et Cheb, refusèrent d'adhérer à la ligue.

Les Praguois avaient eu soin de déclarer que l'alliance n'était pas dirigée contre le roi, mais ces vaines formules de soumission dissimulaient mal leurs intentions. En réalité, la révolution était ouverte. Lorsque Ferdinand, un peu plus tard, reprochait aux États d'agir « comme si le royaume n'avait eu ni seigneur ni maître », il n'exagérait pas. Ceux qui auraient voulu modérer le mouvement avaient été bientôt débordés. Les pamphlets étaient toujours plus violents; les assemblées, plus tumultueuses; les orateurs, plus

hardis. L'agitation était accrue par l'arrivée des seigneurs qui revenaient de Litomierzitse, encore tout échauffés du succès partiel qu'ils avaient remporté sur le roi. Les plus ardents parmi eux étaient les Frères; au premier rang, Guillaume Krzinetsky de Ronov, dont l'éloquence réchauffait tous les cœurs; si la Bohême eût compté beaucoup de fils aussi dévoués et aussi courageux, le roi n'eût pas eu aussi facilement raison de l'insurrection [1]. Il décida les nobles présents dans la capitale à s'unir aux Praguois (16 février), et les États furent convoqués pour donner au mouvement une consécration officielle.

Ferdinand interdit la réunion de la diète; mais la fortune favorisait l'Électeur de Saxe; on ne tint aucun compte de sa défense et l'assemblée s'ouvrit au mois de mars. Les chefs des mécontents avaient préparé une série de demandes qui devaient être soumises aux États et qui forment comme le programme du parti national. — Les Utraquistes seront libres de se réunir et d'organiser leur Église. Les procès ne seront plus évoqués devant le Tribunal aulique et la Chambre royale, et les tribunaux ordinaires connaîtront même des affaires dans lesquelles le roi ou le trésor sont intéressés; leurs décisions seront sans appel et aucun habitant du royaume, riche ou pauvre, ne sera cité devant une juridiction étrangère; personne ne sera poursuivi que suivant les formes légales. Les ligues particulières ne seront plus interdites. Le roi ne pourra pas faire couronner son fils de son vivant; les privilèges et les prérogatives des divers Ordres seront rétablis et respectés; les collecteurs d'impôts seront responsables devant la diète; la Chambre royale sera composée exclusivement de Bohêmes. Le roi nommera les membres de la Cour suprême sur la présentation des assemblées provinciales, et les grands dignitaires

1. Ronov semble avoir été un orateur remarquable. Voir sur les débats des diètes à cette époque, le tome II des *Sniemy tcheské,* (1546-1557), Prague 1880. C'est avec un profond regret que nous supprimons le détail si curieux des discussions et les renseignements pittoresques que nous fourniraient les documents de cette période. Sur l'alliance des Seigneurs et de Prague, v. *Diètes Bohêmes,* t. II, p. 118, 120, 123.

sur une liste de quatre membres dressée par les États. Les assemblées communales et les diètes provinciales se réuniront librement. — Les articles relatifs à la convocation et à l'autorité des États sont particulièrement importants : quand le roi voudra convoquer une diète, il indiquera d'avance les questions qu'il compte lui soumettre, de façon à ce que les Ordres des divers districts puissent se concerter et désigner les délégués chargés de les représenter; les sessions ne dureront pas plus de quinze jours, les négociations secrètes et personnelles seront interdites et toutes les affaires se traiteront publiquement, les députés auront le droit d'initiative et leurs propositions devront être mises à l'ordre du jour; le vote de la majorité ne pourra pas être annulé par l'opposition de quelques grands officiers, et si ceux-ci refusent d'inscrire dans les registres publics les résolutions des États, l'inscription sera requise par les autres fonctionnaires et elles recevront ainsi force de loi; si une diète paraît nécessaire et que le roi ne la convoque pas, les capitaines de cercles, d'accord avec les Praguois, fixeront le jour où elle devra s'ouvrir [1].

Toutes les fois ainsi que la royauté traverse une éclipse, les mêmes désirs se reproduisent. Les demandes des États en 1547 ne diffèrent sur aucun point essentiel de la capitulation qu'ils prétendront imposer à Rodolphe II, et que réclamaient-ils en somme de Ferdinand qu'ils n'eussent obtenu des Jagellons? Jamais peut-être cependant le programme des adversaires de la royauté n'a été à la fois plus net, plus pratique et plus large. La royauté était annulée et le pouvoir suprême revenait à la diète; non seulement elle se réunissait librement et avait l'initiative et le vote suprême de la loi, mais elle s'attribuait une influence souveraine sur la nomination des fonctionnaires, mettait la main sur le pouvoir exécutif. Les États avaient enfin compris la véritable cause de leurs récents échecs : aux anciennes assemblées tumultueuses et mobiles, ils substituaient un véritable

1. *Diètes bohêmes*, II, p. 151 et sq.

parlement, composé des délégués des assemblées provinciales et qui restait par leur intermédiaire en communion avec le pays. Les Ordres s'affranchissaient un moment de leurs préoccupations mesquines, sacrifiaient leurs ambitions personnelles à l'intérêt suprême de la patrie : un vent de liberté soufflait, les idées démocratiques reparaissaient. Cela seul révélerait l'influence prépondérante des villes et des Frères.

Mais que valent les programmes sans les hommes! Il était plus aisé de protester contre les lois de Ferdinand que de secouer le souvenir des vingt dernières années : beaucoup avaient déjà le pli de la servitude. Dans la réunion des Trois Ordres, des dissidences se produisirent. Jean de Pernstein, le chef des Utraquistes progressistes, se sentait dépassé : ni le roi sans les communes, disait-il, ni les communes sans le roi ne peuvent bien marcher. Beaucoup étaient assaillis par les mêmes doutes. Ils n'avaient pas envisagé les conséquences extrêmes de leur action : mis en demeure de prendre les armes pour soutenir leurs droits, ils se troublaient. Entre leur serment de fidélité au roi et leurs sympathies religieuses, ils ne se décidèrent pas à choisir, attendirent les événements. Les plus clairvoyants d'entre les nobles se demandaient à qui profiteraient les modifications introduites dans la constitution, éprouvaient quelque honte d'être traînés à la remorque des bourgeois. Les Utraquistes se méfiaient des Frères. Dans le comité directeur, quatre membres sur huit appartenaient à l'Unité : n'était-ce pas un scandale? Parmi les Frères eux-mêmes, plus d'un s'étonnait du rôle qu'ils avaient pris : était-ce à eux de tirer l'épée? N'étaient-ils plus les disciples de Celui qui a dit que son royaume n'était pas de ce monde?

Les États avaient voté la levée d'une armée : le commandant fut Pflug de Rabenstein qui ne manquait ni d'expérience ni de courage, mais qui n'avait ni assez d'autorité pour obtenir de la diète des résolutions décisives, ni assez d'initiative pour y suppléer. Les troupes arrivaient lente-

ment, sans enthousiasme : chefs timorés et soldats médiocres! Les manifestes éloquents ne compensaient pas la faiblesse des effectifs. L'immense majorité de la noblesse avait pris parti contre Ferdinand : 1,738 chevaliers ou seigneurs avaient apposé leur signature sur le parchemin de l'alliance ; mais il semblait que cet effort eût épuisé leur courage. Aucun secours n'arrivait des provinces annexes : triste châtiment d'une politique égoïste. Les Moraves, satisfaits de la liberté religieuse dont ils jouissaient, ne bougeaient pas ; les Silésiens étaient dans une de leurs crises fréquentes d'exaspération contre les Slaves ; leur zèle pour la Réforme ne se manifesta que par la lenteur avec laquelle ils envoyèrent leurs contingents à Ferdinand. Seules, les villes de Lusace fournirent quelques renforts à Jean-Frédéric.

Que les Protestants montrassent un peu de décision, et le roi était en grand péril. L'intervention de Pflug, quelque médiocre que fût son armée, aurait eu des conséquences incalculables. L'Électeur le suppliait d'agir. Charles-Quint s'était avancé jusqu'à Cheb ; Ferdinand et Maurice se mirent en marche pour le rejoindre. Une attaque combinée des Tchèques et des Saxons présentait de sérieuses chances de succès. Pflug ne voulut pas avancer sans un ordre écrit des directeurs, et ceux-ci, pris de tardifs scrupules, le refusèrent. Le roi fut ainsi libre d'opérer sa jonction avec son frère sans avoir été sérieusement inquiété. — Le sort des rebelles était fixé. Un mois plus tard l'Électeur était complètement défait à Mühlberg et fait prisonnier (21 avril). Non seulement il n'avait reçu aucun secours des Tchèques, mais c'était pour avoir laissé trop longtemps une partie de son armée sur la frontière de la Bohême, où le retenaient ses négociations avec les États, qu'il avait été coupé d'une partie de ses troupes et obligé d'accepter la bataille avec des forces inférieures (1547).

La nouvelle du désastre de Mühlberg éclata comme un coup de foudre au milieu de la diète qui venait de se réunir à Prague (18 avril). Les plus hardis, ceux qui étaient trop compromis pour espérer leur grâce, essayèrent bien de

relever les courages, obtinrent quelques votes énergiques. Vaines démonstrations qui ne trompaient personne. Tant qu'ils étaient ensemble, les députés se grisaient de leur éloquence et prenaient des poses héroïques; dès qu'ils se retrouvaient seuls, ils retombaient dans leurs tergiversations et leurs terreurs. Les nouvelles se pressaient, sinistres: Jean-Frédéric avait renoncé à l'Électorat en faveur de Maurice, et il n'avait pas même reçu la liberté pour prix de son abdication; Philippe de Hesse, pressé par des forces supérieures, s'était rendu à discrétion. L'Allemagne était aux pieds de l'Empereur, la Réforme écrasée, le Catholicisme triomphant : Charles-Quint se préparait à tourner ses armes contre les Tchèques; dans la lutte imminente quelles chances de succès restaient aux rebelles! Déjà Ferdinand entrait dans le royaume à la tête d'une armée impériale et arrivait à Litomierzitse. Il y convoquait les États moraves et silésiens qui accoururent aussitôt, tout agités d'une joie secrète à la pensée des malheurs qui menaçaient leurs maladroits voisins. Qu'opposerait-on à Ferdinand? — L'armée de Pflug? — Elle n'existait plus; les soldats s'étaient éparpillés sans attendre les ordres de la diète.

Ferdinand avait le sens très fin de la réalité des choses et le succès ne l'enivrait pas. Il savait que la fortune aime les audacieux, trahit vite aussi les imprudents. La victoire qu'il avait remportée était brillante, et il comptait l'exploiter, mais il ne voulait pas la compromettre par des exigences intempestives. Les Tchèques, imprudents, divisés, timorés, avaient mérité une sévère leçon; — il fallait craindre, en les poussant à bout, de rendre leur désespoir redoutable.

D'autant plus que l'Allemagne était encore frémissante, surprise plus que domptée : de ce côté, l'avenir réservait aux triomphateurs de tristes étonnements, et le roi, moins optimiste que son frère, le pressentait. Il ne faut pas croire d'ailleurs que, dès cette époque, les idées de monarchie absolue fussent généralement répandues; un système n'at-

teint que lentement sa formule dernière ; les souverains du XVI^e^ siècle sont les précurseurs, non les fondateurs de la monarchie de droit divin. Ils entendent limiter les libertés publiques, non les supprimer. Philippe II lui-même ne poursuit pas la ruine des anciennes coutumes : à plus forte raison, Ferdinand. Il n'était pas cruel, et une guerre d'extermination d'où la Bohême serait sortie ruinée et dépeuplée, l'aurait épouvanté : — ce sont des extrémités auxquelles un fanatique seul tel que Ferdinand II se résigne ; — et pour arracher le Calice aux Utraquistes ou aux nobles leurs privilèges, une guerre d'extermination eût été nécessaire.

A quoi bon d'ailleurs ? Une longue expérience des diètes avait convaincu le roi que, bien maniées, elles étaient une gêne plutôt qu'un obstacle, et quant aux Utraquistes, quelques modestes concessions les décideraient sans doute à se soumettre à Rome. Le plus sage était de ménager ses coups et de réserver ses rigueurs à ceux avec lesquels toute entente était évidemment impossible. Qui avait-il trouvé sans cesse devant lui ? Les villes et les Frères. Ferdinand les haïssait non pas seulement à cause de leur résistance passée et de la part éminente qu'ils avaient prise à l'insurrection, mais parce qu'il devinait en eux un élément de régénération pour le pays. Les idées démocratiques qu'ils représentaient l'effrayaient comme un inconnu redoutable, bien plus que l'opposition oligarchique. Ce fut sur eux qu'il épuisa sa colère.

Il ordonna aux seigneurs et aux chevaliers de se rendre dans son camp de Litomierzitse et promit l'amnistie à tous ceux qui répondraient à son appel et prouveraient qu'ils n'avaient pris part à la révolte que par crainte ou par entraînement. Presque tous obéirent, rivalisèrent de servilité pour pallier leurs torts, promirent de se retirer de la ligue et de soutenir le roi contre ceux qui persisteraient dans l'insurrection. Le roi, si débonnaire vis à vis des nobles qu'il recevait même à merci un des orateurs les plus en vue de l'opposition progressiste, Jean de Pernstein,

montrait au contraire les dispositions les plus hostiles aux villes. Leurs députés n'avaient pas été mandés à Litomierzitse. Une délégation des Praguois ne fut pas reçue. Ils écrivirent au roi une lettre très humble : il ne leur répondit qu'en faisant avancer ses troupes ; elles occupèrent les hauteurs qui dominent la ville et les quartiers situés sur la rive gauche de la Vltava. La population passait par des alternatives énervantes de surexcitation et d'abattement. Le petit peuple voulait se défendre ; dans les cercles voisins, la population, exaspérée par les pilleries des bandes espagnoles et italiennes, prenait les armes, parlait d'aller au secours de la cité sainte du Hussitisme. Une imprudence pouvait aboutir à un épouvantable malheur. Ferdinand semblait chercher un prétexte pour donner une leçon à la capitale : je ne commencerai pas, avait-il dit aux envoyés de Prague, et les miens ne commenceront pas ; mais si vous commencez, tant pis pour vous, la fin sera mauvaise. — Et quel succès attendre d'une tardive levée de boucliers ! Les modérés décidèrent la commune à se soumettre au roi sans condition (juillet 1547 [1]).

Il fut impitoyable. Les Praguois durent renoncer à la ligue et remettre tous les documents qui s'y rapportaient, livrer leurs armes et leurs munitions, abandonner au monarque les biens communaux et tous les revenus de la cité ; ils s'engagèrent à payer un impôt permanent sur la bière, renoncèrent à tous les privilèges qu'ils tenaient des anciens princes. Jusqu'en 1547, Prague formait une sorte de république et l'autorité royale y était étoitement limitée : les chartes nouvelles lui enlevèrent la plupart de ses prérogatives. — Auparavant le roi seul, lorsqu'il était présent dans le royaume, nommait les Conseillers de la commune, et même alors il était lié en partie par les présentations que lui faisaient les conseillers sortants, ne pouvait désigner que des Utraquistes ; désormais, le conseil du roi choisit en toute liberté les magistrats. Les assemblées générales furent

1. Tieftrunk, p. 261.

interdites à moins d'autorisation spéciale. Les plus importantes questions d'administration intérieure furent soustraites à la compétence des autorités municipales et réservées au roi. Un officier royal, « le capitaine de la ville », eut la direction de la haute police, présida le conseil et veilla à ce qu'il ne votât aucune résolution contraire à la volonté du souverain. Un « juge royal » représenta dans le tribunal les intérêts du prince. Jusque-là, on en appelait de la plupart des justices urbaines au tribunal de la Vieille-Ville de Prague; ses pouvoirs furent transférés à une nouvelle cour, le *Tribunal du château de Prague*, d'où ressortirent les justices municipales de Bohême, de Silésie et de Moravie. Les bourgeois enfin furent atteints dans leur fortune par l'interdiction d'acquérir des biens libres et la suppression des corporations [1].

Désormais, dépouillée de ses immenses domaines, ruinée par des impôts onéreux, privée de ses ressources les plus nécessaires, Prague cessait d'être la métropole du royaume, le centre de la bourgeoisie bohême, l'inspiratrice et l'exemple des autres cités. Sans doute, par la suite, l'arrêt qui l'avait frappée, fut adouci sur certains points; elle recouvra quelques-uns de ses domaines, — Ferdinand voulait sa soumission, et non sa ruine; seulement il avait calculé ses coups assez habilement pour qu'une restauration complète fût impossible. Prague ne perdit jamais toute l'importance que lui assuraient sa population, sa richesse et les souvenirs de son histoire; — mais les jours de gloire et de puissance sont à toujours passés pour elle : elle suit les révolutions, elle ne les conduit plus. Elle s'attriste ou se réjouit des événements, elle s'y mêle quelquefois, elle ne les domine pas. Amère était la douleur de ceux qui voyaient ainsi ruiner en un jour de malheur l'œuvre de tant de générations : « Nous avons vu ces temps dont la colère de Dieu avait menacé et épouvanté nos prédécesseurs, écrit Sixte

1, V. Tchélakovsky, *Les privilèges des villes de Prague,* Introduction, p. XXXIII, et *Privilèges,* nos 235-236.

d'Ottersdorf. Si Dieu tout puissant, disaient-ils, voulait prolonger notre vie, nous ne voudrions pas rester encore dans ce monde; dans la dernière épidémie, nous avons entendu de jeunes et innocents enfants qui disaient à leurs parents : vous pleurez sur nous, mais dans peu d'années telles seront les épreuves qui fondront sur vous que vous préféreriez être morts que vivants, si le choix vous était donné. Ce qu'ils prédisaient par l'inspiration divine, ce que beaucoup de saintes gens ont consigné dans leurs récits, nous l'avons vu de nos yeux, et notre affliction et notre désespoir ont été grands [1]. » Le malheur qui accablait Prague atteignait en même temps le royaume tout entier. Depuis lors il porte aux flancs comme une blessure toujours saignante, qui paralyse tous les efforts et épuise peu à peu l'organisme social. Trois siècles s'écouleront avant que le peuple tchèque réussisse à reconquérir sa capitale, et du jour seulement où il l'aura retrouvée, datera sa résurrection.

Les autres villes ne furent pas traitées avec plus de clémence. Elles furent frappées d'amendes énormes, condamnées à livrer leurs armes, à abandonner au roi leurs domaines et leurs octrois, payèrent un impôt sur la consommation du vin et de la bière. Les conseillers municipaux furent nommés par le sous-chambellan et responsables devant lui [2]. D'ailleurs les pouvoirs du sous-chambellan passèrent en fait à la Chambre royale, elle eut ses représentants dans les villes, les *juges* et les *procureurs* qui s'arrogèrent la haute direction des affaires politiques ou judiciaires. Les procès des bourgeois furent jugés en appel par le Tribunal du château, qui était dans une étroite dépendance du roi. — « Depuis 1547, écrit un historien du XVII^e^ siècle, Péchina de Tchechorod, les villes, déchues de leurs privilèges et de leurs richesses, ne purent et ne peuvent encore élever aussi haut la tête qu'elles le faisaient auparavant, de telle sorte que la défaite de cette insurrection est à propre-

1. *Sixte,* Vybor, II, p. 1379.
2. Les communes conservent cependant une certaine influence sur le choix de leurs conseillers.

ment parler la défaite des communes. » M. Tchélakovsky, un des érudits qui ont le plus contribué à reconstituer l'histoire municipale de la Bohême, arrive à des conclusions analogues : « Tout ce que poursuivait la noblesse depuis l'époque de Vladislas était désormais une réalité. L'autonomie communale, politique, administrative et judiciaire, avait été si réduite que Ferdinand II ne trouva guère moyen d'aller plus loin... Les théories de Rendl triomphaient : les villes n'étaient plus qu'une dépendance de la Chambre aulique, la chose du roi [1]. »

Sous Maximilien et Rodolphe II, une ère un peu plus favorable s'ouvrit pour les villes. La cour, dès qu'elle les redouta moins, leur devint aussi moins hostile; elle ne demandait pas mieux que de favoriser leurs progrès matériels. Leur situation était encore infiniment supérieure à celle des villes seigneuriales, et les cités sujettes ne reculaient pas devant les plus lourds sacrifices pour obtenir le titre de commune royale. Mais elles restèrent dans la dépendance étroite du souverain et elles ne retrouvèrent ni leurs richesses ni leur autonomie ni leur influence. Les princes ne rencontrèrent plus devant eux ce Tiers-Ordre qui avait été jusqu'alors l'élément le plus actif et le plus redoutable de l'opposition, et dans les diètes, ils purent en général compter sur le vote de ses députés. Ferdinand, en dépit des sollicitations des nobles, avait rendu en effet aux villes leur voix à la diète, mais ce n'était plus un droit qu'elles exerçaient; elles étaient tolérées, « par une grâce spéciale du prince », et à condition qu'elles se règleraient en tout sur sa volonté [2]. Et de fait, alors même que l'opinion publique était le plus hostile aux mesures proposées, comment les délégués de la bourgeoisie, choisis par le roi et dépendant de lui, auraient-ils songé à se prononcer contre lui? A l'avenir par conséquent, sur les trois voix des États, une fut en général acquise au monarque. De plus enfin, tandis que jus-

1. *L'office de Sous-Chambellan*, p. 59.
2. Privilèges accordés à Prague, 28 sept. 1547.

qu'alors l'intervention des communes intéressait dans une certaine mesure l'opinion publique au maintien des droits de la diète, désormais les luttes qui s'engagèrent dans les États laissèrent le peuple indifférent et ne furent plus qu'un duel entre le prince et une poignée d'oligarques. Et que pouvaient les nobles, ainsi toujours plus isolés? — A ce point de vue, la ruine des libertés municipales prépare celle des libertés publiques; la révolution de 1621 n'est que la suite et le dernier mot de celle de 1547. Ainsi, écrit Sixte d'Ottersdorf, nos péchés ont mérité que par une perfide et frauduleuse machination, toutes les forces du royaume de Bohême aient été détruites; voilà où la discorde et la funeste inconstance ont amené les nôtres.

Les nobles n'avaient rien fait pour adoucir le sort des bourgeois. En réalité, ils étaient ravis. Le roi exécutait leur programme. Sans doute la Chambre royale, accablée de dettes, vendrait la plupart des domaines confisqués : on les aurait à bon compte; merveilleuse aubaine qu'un marché qui vous enrichit aux dépens de rivaux orgueilleux! — Les juges, les capitaines royaux, où les recruterait-on? Parmi les chevaliers et les seigneurs. Excellente occasion pour caser les jeunes gens. Qui jugerait en dernier ressort les procès des bourgeois?— Des nobles. Qui surveillerait l'administration municipale? — Des nobles. Lorsqu'un seigneur voudrait vendre son domaine, il ne pourrait plus être acquis par des bourgeois, et l'on serait débarrassé d'une désagréable concurrence. Ce que l'on avait vainement essayé de conquérir pendant vingt ans de guerre, on le recevait en présent du roi, après une tentative de révolte mal conçue et mal dirigée.

Cette félicité fut sans doute un peu troublée par les événements qui suivirent. Ferdinand avait promis une amnistie, mais il y a toujours moyen d'interpréter une promesse.

S'il n'était pas partisan des exécutions en masse, il pensait que quelques exemples seraient un sujet de réflexions salutaires. Dans les villes, la terreur régnait. Le chancelier de Prague, Sixte d'Ottersdorf, jeté dans un cachot infect, n'é-

chappa à la mort qu'à grand peine, sur les prières des seigneurs moraves; nombre de bourgeois, des plus estimés, étaient en prison; beaucoup furent battus de verges ou frappés d'énormes amendes : « Et à cette époque, écrit le chroniqueur, il y eut des larmes et des lamentations. Plusieurs avaient été condamnés à payer plus qu'ils ne possédaient; ils le prouvaient, offraient de céder tous leurs biens; les exécuteurs du roi n'entendaient rien et les faisaient aussitôt conduire à la Tour. Et beaucoup, songeant que la fortune qu'avaient amassée leurs ancêtres par de lents et pénibles efforts et qu'ils espéraient transmettre à leurs enfants, ils devaient, pour ainsi dire, la sacrifier au diable d'un seul coup, tombaient dans une grande douleur et mouraient, perdant ainsi à la fois leur vie et leurs biens. »

Il ne fallait pas pourtant que les nobles se crussent au-dessus de la vengeance du roi. Quelques-uns des plus compromis, Pflug, Krzinetsky, etc., avaient pris la fuite; ils furent condamnés à mort et leurs biens confisqués. Vingt-six autres, qui s'en étaient remis à la clémence du roi, furent internés dans leurs châteaux, dépouillés de la plupart de leurs propriétés; les domaines qu'ils conservèrent ne furent plus des alleux, mais des fiefs. Si l'on ajoute à ces confiscations celles qui avaient frappé les villes, on se rendra compte de l'immense perturbation matérielle qui suivit l'insurrection de 1547. La liste des domaines qui tombèrent dans les mains du roi s'allonge sans cesse. Au tableau déjà fort imposant dressé par M. Tieftrunk, M. Rézek en ajoute plus de quatre cents qui n'avaient pas été inscrits dans les Tables officielles, et il n'évalue pas à moins de douze millions (valeur actuelle) le prix de vente des biens confisqués [1]. A ce point de vue aussi, les événements de 1547 annoncent l'immense spoliation qui suivra la bataille de la Montagne-Blanche.

Jusqu'à ce moment, la situation financière du souverain

1. Rézek, Zur Gesch. der Konfiskation vom Jahre 1547, dans les *Sitz. Ber. der K. Bœhm. Ges. d. Wiss.*, 1876, p. 138.

était fort difficile; les dettes énormes des Jagellons lui créaient des embarras inextricables. En dépit des impôts fort lourds [1] et des efforts de la Chambre, les guerres incessantes avec les Turcs absorbaient toutes les ressources, et les engagements du Trésor s'étaient accrus plutôt qu'ils n'avaient diminué. Les confiscations modifièrent, très heureusement pour les Habsbourgs, cet état de choses. L'affaire fut fort bien conduite au point de vue commercial. Le principal honneur en revient au secrétaire du roi, Florian Griespeck de Griespach, un des agents les plus actifs de l'autorité royale; dans cette occasion, son zèle était aiguisé par ses rancunes : les insurgés l'avaient condamné à la prison, il se vengeait. Quelques domaines furent restitués, — contre indemnité, — les plus mauvais, ceux qui ne trouvaient pas acheteur: on avait pris le grain, on rendit la paille, dit un contemporain. Les autres furent mis en vente, mais peu à peu, de façon à ne pas avilir les prix; les grands domaines furent morcelés pour solliciter les acquéreurs. — Sous Maximilien et Rodolphe II, on vendait encore des propriétés confisquées en 1547. Sans doute le gouffre du déficit ne fut pas comblé et les embarras financiers continuèrent, mais moins obsédants, et le roi disposa de ressources supérieures à celles de tous ses prédécesseurs.

Ce fut au milieu de l'émoi et de la consternation générale que se réunit l'assemblée convoquée par Ferdinand pour écouter les griefs des seigneurs. La veille de l'ouverture, quatre personnes furent exécutées sur la place des Hratchany (22 août 1547). La diète en a conservé le nom de diète sanglante. Au nombre des victimes était le juge aulique, Jacques Fikar de Vrat. Tout le recommandait à la clémence du souverain, son âge, (il avait 70 ans), l'estime

1. C'était une des causes du mécontentement général. Les chiffres que nous connaissons sembleraient prouver une diminution constante de la fortune publique sous le règne de Ferdinand: elle serait de plus d'un septième de 1529 à 1544, ce qui est d'autant plus étonnant que le rétablissement de l'ordre avait dû profiter à la prospérité publique; la principale cause de cette diminution devrait certainement être cherchée dans les impôts. Il est vrai que les statistiques du xvi[e] siècle ne méritent pas une confiance absolue.

générale qui l'entourait, les services qu'il avait rendus au roi, son orthodoxie; il ne s'était mêlé à l'insurrection que pour calmer les esprits, avait invité les Praguois à se soumettre; pendant la crise, il n'était même pas dans la ville. Ce fut précisément le crime qu'il expia par sa mort. « C'était un officier royal, disait la sentence qu'on lut sur l'échafaud, lié au roi par un serment spécial; il ne s'est pas conduit selon sa promesse, n'a pas instruit son maître de ce qui se passait, a même quitté la ville au moment décisif. » Les fonctionnaires étaient avertis; leur chef comptait non seulement sur leur soumission, mais sur leur vigilance et leur dévouement; toute hésitation était une défection, et toute négligence, un crime.

Les États, ainsi prévenus, enregistrèrent sans discussion toutes les propositions royales. Tous les points en litige furent tranchés en faveur du souverain : les ligues privées, interdites sous peine de mort; la compétence des tribunaux royaux, étendue; l'hérédité de la couronne dans la famille des Habsbourgs, de nouveau proclamée; il fut établi que la nomination des hauts fonctionnaires et des membres de la cour suprême appartenait au roi seul et que les autres fonctionnaires de la cour n'avaient que voix consultative; les diètes générales et provinciales ne se réuniraient que sur la convocation du roi. Toutes les usurpations préparées par vingt ans d'une politique avisée et persévérante étaient ainsi solennellement acceptées par la diète; elle avouait sa défaite et s'inclinait devant la fortune de son adversaire. La royauté était hors de pages. Rien n'empêchera plus désormais Ferdinand de soutenir l'Empereur, écrit l'ambassadeur vénitien en 1548, « parce qu'il a absolument soumis le royaume de Bohême [1]. »

Restait cependant encore la question religieuse. Tant que l'autorité du pape n'était pas reconnue en Bohême, celle du roi paraissait menacée et douteuse. Victorieux de l'opposition politique, Ferdinand avait les mains libres vis à vis de

1. *Fiedler*, p. 163.

l'hérésie. Pour être plus ancienne qu'en Allemagne, serait-elle plus invincible? — Il se heurta de ce côté à des difficultés qu'il n'avait pas complètement prévues et son succès fut moins complet qu'en politique, — moins apparent surtout : car, c'est bien en somme à lui que revient l'honneur d'avoir engagé sérieusement la lutte contre la Réforme tchèque, réorganisé les forces catholiques dans le royaume, rendu possible le succès futur de l'Église romaine.

CHAPITRE III

FERDINAND ET L'HÉRÉSIE

La fin du règne. — Politique religieuse. — Persécution des Frères ; captivité d'Augusta. — L'Unité en dehors du royaume ; ses progrès arrêtés en Bohême. — Les Utraquistes ; nouvelle tentative de réconciliation avec Rome. — Progrès de la Réforme et conversion des Tchèques au Protestantisme. — Ferdinand et le Concile de Trente. Le pape autorise la communion sous les deux espèces. Décadence du Hussitisme officiel. — Premier réveil du Catholicisme. L'archevêque Prus de Mohelnitse. Les Jésuites à Prague. — Mort de Ferdinand (1564); grands résultats de son règne.

Le 18 septembre 1547, Ferdinand sortait de la cathédrale où il avait entendu la messe, lorsque des délégués du chapitre catholique et du consistoire utraquiste se présentèrent à lui et le supplièrent de protéger ses fidèles sujets contre les machinations des Picards, la cause de toutes les divisions et de tous les malheurs du royaume ; les Utraquistes avaient à leur tête Mystopol. Sans conscience, sans idées, sans pudeur, accessible à toutes les séductions et à toutes les terreurs, inférieur même à Cahéra dont il n'avait ni l'intrigue ni les hautes ambitions, Mystopol est un de ces misérables types de versatilité et de bassesse morale que produisent les époques bouleversées par les révolutions et les Églises rongées par l'indiscipline et les variations. Il avait été luthérien, il le redevint ; pour le moment, il avait peur, prêt à toutes les palinodies pour conjurer l'orage qu'il prévoyait. Et quelle joie s'il détournait la tempête sur les Frères ! Il les détestait ; cette jalousie était peut-être la seule passion sincère qu'il y eût en lui.

Ferdinand l'estimait à son prix, mais il lui était commode de s'en servir. Il n'avait pas besoin d'être excité contre les Frères. Lors de son élection, ils l'avaient, il est vrai, pré-

féré au duc de Bavière; mais s'en souvenait-il encore? Et d'ailleurs ce vote, déjà fort ancien, recommandait à sa clémence quelques hommes, ne protégeait pas le parti tout entier.

Quels étaient les griefs du souverain contre les Frères? — Très divers : leurs institutions démocratiques; leurs croyances, qu'il connaissait mal, mais qui, bien plus que celles des Luthériens, scandalisaient sa foi [1]; leur intransigeance, qui rendait impossible toute réconciliation avec Rome. Tout récemment, ils avaient fourni à la révolte ses orateurs les plus hardis et ses soldats les plus nombreux, et maintenant encore il sentait chez eux une sourde résistance. — Ce n'était pas là un simple hasard. Comme les Calvinistes et au contraire des Luthériens qui s'enfermaient dans leur credo et dédaignaient ou suspectaient tout ce qui n'était pas leur propre Église, les Frères s'efforçaient de maintenir le caractère international de la Réforme. Leurs relations fréquentes avec les pays étrangers, les voyages de leurs missionnaires, leur disposition à chercher leur instruction au loin, effrayaient le roi comme une menace de trahison. Il éprouvait vis-à-vis d'eux une défiance analogue à celle de Louis XIV vis-à-vis des coreligionnaires des Hollandais. Avait-il si grand tort? — Pendant tout le XVI^e^ siècle, les Frères n'ont-ils pas presque toujours servi de trait d'union entre les mécontents tchèques et les Protestants du dehors?

Surtout, il n'avait pas à craindre, en les frappant, de mécontenter la masse de la nation, qui les voyait toujours avec une certaine défaveur.— Pour les atteindre, nul besoin n'était de violer les libertés publiques. Les promesses de Ferdinand relatives à la liberté religieuse ne s'appliquaient qu'aux Utraquistes. Le 8 octobre 1547, il renouvela le

1. La doctrine des Frères sur l'Eucharistie a très souvent varié, mais ce qui ressort des définitions un peu alambiquées de Loukach, ce n'est certes pas la présence réelle. Or, pour les Catholiques, la négation de la présence réelle constituait une impiété et un blasphème. En 1547, les Frères s'étaient beaucoup rapprochés de la doctrine de Luther, mais non sans ambiguïté et sans restrictions mentales.

mandat de Vladislas qui les mettait hors la loi, et, en 1548, un second édit, arrivé d'Augsbourg, en ordonna l'application rigoureuse : les assemblées des Frères étaient sévèrement interdites, leurs prêtres seraient mis en prison, leurs églises remises à des curés catholiques ou utraquistes. Des commissaires royaux durent tenir la main à ce que les nouveaux règlements fussent appliqués partout [1]. Avant de quitter la Bohême, Ferdinand avait confié le gouvernement à son fils préféré, l'archiduc Ferdinand. Par son zèle pieux et par sa soumission à la papauté, l'archiduc semble annoncer au milieu de cette génération de politiques l'arrivée prochaine de tendances et d'idées toutes différentes : entre ses mains les intérêts catholiques ne péricliteraient pas, et son père n'avait à redouter de lui ni négligence ni faiblesse.

Aussitôt les prêtres utraquistes se jetèrent avec une joie féroce et stupide sur la proie qu'on leur abandonnait. « Dans leur vie privée, dit un des témoins de la persécution, Jean Tcherny, c'étaient des gens perdus de vices, des adultères, des menteurs fieffés, des ivrognes; ils se vantaient d'être les plus dignes auxiliaires du roi. Ni les capitaines ni les prêtres catholiques n'ont sur la conscience pareille tyrannie, pareils outrages, pareils mensonges; personne ne nous a poursuivis de telles menaces et de tels tourments que cet impudent clergé calixtin qui, pour sa part, ne respectait ni les lois humaines ni les lois divines et avait perdu toute honte. Ils étaient infatigables à présenter des réquisitoires au roi, à l'archiduc, aux conseillers royaux [2] ». Accusation d'autant plus grave que Tcherny n'est pas un déclamateur : seul l'excès de l'indignation et de l'amertume a triomphé ici de sa modération et de son calme habituels [3]. Mystopol avait composé pour les Frères qui demanderaient à rentrer

1. Le mandat d'Augsbourg a été publié par Gindely, p. 511.
2. Le texte de Tcherny a été publié par Gindely, I, p. 516.
3. Les Actes du Consistoire utraquiste confirment malheureusement trop bien ce témoignage de Tcherny : cp., p. 215, la lettre du Consistoire à quelques villes pour savoir si les églises des Frères ont été fermées; voir aussi p. 220, 231, 238, etc.

dans l'Église utraquiste une formule d'abjuration dans laquelle il avait entassé les déclarations les plus humiliantes; il prenait sa revanche des pamphlets de Loukach. Il avait dressé des listes de suspects pour que personne ne pût se dérober; il excitait ses subordonnés par tous les moyens.

Comme il arrive toujours, hélas! dans ces crises, dont une des plus lamentables conséquences est de solliciter les passions viles et méprisables, les rancunes les plus basses et les cupidités les plus ignobles se couvraient du manteau de la foi. Les dénonciations étaient accueillies sans examen; quiconque était dénoncé comme Picard, était dépouillé de ses biens, emprisonné, soumis à d'horribles tortures. Quelques officiers cherchaient à force de rigueurs à se signaler à la faveur du roi; l'histoire a conservé, pour le flétrir, le nom d'un de ces bourreaux, Chejnoch, le capitaine de Litomychl. Aux funérailles d'un des membres de l'Unité, on avait, suivant la coutume, chanté des psaumes : seize bourgeois furent arrêtés, conduits à Prague et enfermés dans la Tour Blanche; on les jeta dans un cachot infect où se déversaient toutes les immondices du château; l'air était si empesté que l'on regarda comme un héros l'administrateur de l'évêché qui les y visita. Pendant six mois, ils supportèrent leurs atroces souffrances avec une admirable résignation; à la fin six d'entre eux, brisés, presque inconscients, abjurèrent; les autres, non pas plus courageux peut-être, mais plus forts, persistèrent, et un favori du roi, un médecin, finit par obtenir pour eux l'autorisation de quitter le royaume [1].

Dans toutes les communautés régnaient la désolation et la terreur, le service divin était suspendu, les prêtres, en fuite, traqués d'asile en asile. Malgré leurs exhortations et leurs exemples, les défections se multipliaient : parmi les prosélytes les plus récents, tous n'avaient pas la ferme piété des premiers croyants; plus d'une fois, l'exemple de la lâcheté vint des seigneurs. Non seulement les nobles utra-

1. Schweinitz, p. 270.

quistes exécutaient sur leurs domaines les ordres du roi, mais les anciens protecteurs de l'Unité l'abandonnaient, refusaient de recevoir les prêtres expulsés, fermaient les églises, interdisaient les réunions. Le seigneur de Pernstein, par une prompte soumission à Ferdinand, était parvenu à sauver ses immenses domaines : c'était une consolation et une espérance pour les Frères, toujours très nombreux dans ces régions de Pardoubitse et de Kounvald, le berceau de leur Église ; mais quel fond faire sur Pernstein, — mobile, apeuré, se débattant au milieu d'embarras d'argent? Pour quelques faveurs, il vendit ceux qui comptaient sur lui, les abandonna à leurs persécuteurs. Les confiscations avaient livré au roi les centres les plus anciens et les plus prospères de l'Unité, Litomychl, Tournov, Brandys, Mlada-Boleslas, etc. Les coups n'avaient pas été portés d'une main moins sûre que contre les villes. Elle était atteinte au cœur même de sa puissance : le siège de ses évêques, le lieu de réunion ordinaire de ses synodes étaient entre les mains des prêtres utraquistes ; ses plus célèbres « maisons », (sbor, doum), le Mont-Carmel et le Mont des Oliviers, étaient fermés [1].

Le roi voulait, semble-t-il, effacer jusqu'au souvenir d'une secte détestée. Il se défiait des conversions, les exécutions en masses lui répugnaient, et les mœurs publiques, fort adoucies, ne les auraient pas supportées. Au mois de mai 1548, il ordonna aux Frères de Litomychl, Bydzov, Chloumets, Tournov et Brandys sur l'Elbe de quitter le royaume dans l'espace de six semaines. Les habitants de Litomychl sollicitèrent un répit : on le leur refusa. Un millier d'émigrants environ prirent le chemin de l'exil, premières victimes de ces lamentales exodes qui se renouvellent si souvent pendant le XVI^e^ et le XVII^e^ siècles. Que de tristesses ! Les liens d'amitié et de famille brisés, la maison paternelle aban-

1. Le Mont-Carmel se trouvait à Mlada-Boleslas ; c'était un ancien couvent de Franciscains. Toute la vie de l'Unité se concentrait dans ses maisons ou églises ; on y célébrait le service divin, on y instruisait les enfants, on y préparait les candidats au sacerdoce, les pasteurs et les diacres y habitaient, on y recevait les hôtes. Le Mont des Oliviers était à Litomychl.

donnée, les fortunes péniblement acquises ruinées, les périls du voyage, et par dessus tout, le regret poignant de la patrie! Et où aller? Quels pays ne fermeraient pas leurs frontières à ces hôtes suspects? — Et pourtant, au milieu de ces angoisses, le courage des proscrits ne faiblissait pas. Conduits par leurs prêtres, ils croyaient voir devant eux la nuée du Seigneur qui guidait son peuple dans le désert : « Nous étions portés sur les ailes de l'aigle », a dit l'un d'entre eux [1]. Quelque opinion que l'on professe sur l'Unité, les lacunes de sa doctrine ou la timidité de sa pensée, quelle que soit l'influence qu'elle a exercée sur les destinées de la Bohême, ces exilés souffraient pour une des plus nobles causes qui aient jamais passionné l'humanité, la liberté de conscience, et c'est au milieu de l'affliction qu'éclataient vraiment leurs vertus sublimes et les dons que le Seigneur avait répandus à profusion sur eux. La douleur, cette épreuve souveraine des individus et des groupes, leur fut toujours favorable. Augusta s'était trompé en voulant faire d'eux des combattants; leur rôle était plus haut : ils étaient les confesseurs de la foi, l'Église triomphante.

Un assez grand nombre de leurs prêtres avaient été arrêtés; mais, soit que le roi tînt peu à ce maigre butin, soit que ses ordres n'aient pas toujours été exécutés avec beaucoup de zèle, mal surveillés, ils s'échappèrent ou même furent remis en liberté. On recherchait au contraire très activement Augusta.

L'évêque s'est toujours défendu du dangereux honneur d'avoir été un des principaux instigateurs de l'insurrection de 1547 : c'était une *bêtise* que de le rendre responsable de la conduite des Frères; il n'était pas leur chef, mais un simple évêque; bien loin de les exciter à la révolte, il avait prévu dès le premier jour l'issue déplorable du mouvement et s'était employé pour retenir ses amis. — Que valent ces protestations? Il est assez difficile d'en juger. Tout mauvais cas est niable, et, si les documents confirment sur certains

1. Cité par Schweinitz, p. 281.

points le témoignage d'Augusta, sur d'autres sa plaidoirie paraît assez peu convaincante. Ses adversaires exagéraient sans doute un peu son action en le représentant comme une sorte de pape, mais ses talents, son énergie, la hardiesse de sa politique lui valaient une autorité très supérieure à celle d'un simple évêque. On le vit bien par la suite : prisonnier, plus tard même diminué par son apostasie et ses imprudences, alors qu'un esprit nouveau a pénétré l'Unité, à lui seul, il tient le conseil en échec et lui inspire une sorte de terreur. Parmi les seigneurs les plus compromis dans la révolte, plusieurs étaient de ses amis intimes, et il est également difficile d'admettre qu'il n'ait pas connu leurs projets ou qu'ils n'aient pas tenu compte de ses observations. L'Unité avait ordonné un jeûne solennel et des prières pour la victoire des États : faut-il admettre que ce fût à l'insu d'Augusta ou sans son aveu? Ses voyages à Wittenberg, sa visite au duc Frédéric à Liegnitz en 1546 avaient sans doute pour principal objet des questions religieuses, mais la religion n'était-elle pas intéressée à la chute de Ferdinand ?

En présence de l'extrême obscurité des faits, le doute doit profiter à l'accusé, mais les apparences expliquent les soupçons du roi. Il voulait frapper dans l'évêque moins l'hérétique que le traître. Les Utraquistes attisèrent sa colère, et l'attitude d'Augusta, très digne et qui forme un honorable contraste avec la lâcheté universelle, l'exaspéra encore. L'évêque gardait son sang-froid au milieu de l'anéantissement général, osait écrire au roi pour le supplier de ne pas traiter les Frères avec une si cruelle injustice; il n'avait pas quitté les environs de Litomychl, offrait asile aux proscrits, relevait les courages, envoyait de l'argent aux captifs. Protégé par des dévouements inaltérables, il bravait ses ennemis. Le capitaine Chejnoch usa contre lui d'une ruse infâme. Il raconta à un des Frères qu'il était bourrelé de remords, il avait besoin d'être éclairé; Augusta refuserait-il de venir conférer avec lui? Il promettait un sauf-conduit. Après quelques hésitations, l'évêque, entraîné par son humeur aventureuse, convaincu sans doute aussi qu'il devait tout tenter

pour être utile aux siens, accepta ; il donna rendez-vous à Chejnoch dans une forêt. Quelques affidés se jetèrent sur lui ; on arrêta en même temps un de ses disciples, Jacques Bilek. Les deux prisonniers furent conduits à Prague. La captivité de Bilek dura treize ans, celle d'Augusta seize ans [1].

Les premiers temps furent épouvantables. A diverses reprises on épuisa sur eux la science des bourreaux : on enduisait les flancs d'Augusta de poix, on y mettait le feu, puis avec des tenailles, on arrachait des lambeaux de chair brûlante ; on le suspendait à un croc, la tête pendante, le corps chargé de pierres. On ne s'arrêtait que lorsqu'on craignait de le voir expirer. Les plaies, laissées sans traitement, s'envenimèrent ; elles répandaient une odeur infecte. Les grands officiers, même l'archiduc, se lassaient, pris de honte et de pitié. Le roi s'obstinait, envoyait des ordres impitoyables, voulait arracher à l'évêque l'aveu de sa trahison, le nom de ses complices ; il tenait à voir clair, à saisir tous les fils de cette conspiration — qui peut-être n'avait jamais pris corps, s'était bornée à de vagues espérances, à des conversations. Le silence d'Augusta était une suprême bravade qui le poussait à bout. Il laissait à ses agents le choix entre trois procédés : priver absolument de sommeil le prisonnier ; l'attacher sur un banc, la tête pendante, pendant un ou deux jours et de temps en temps lui mettre sur la nuque un gros scarabée enfermé dans une coquille de noix ; lui donner pendant plusieurs jours une nourriture très épicée sans le faire boire.

Ces projets, qui font plus d'honneur à l'imagination de Ferdinand qu'à sa sensibilité, ne furent pas appliqués ; lorsque sa lettre arriva, les deux prisonniers avaient été transportés au château de Krzivoklat. Pendant plusieurs années, ils furent condamnés à l'internement cellulaire le plus épouvantable : pas de visites, pas de sortie, pas même de

1. La source principale pour l'histoire de cette captivité est la *Vie d'Augusta*, attribuée à Blahoslas, mais en réalité œuvre de Bilek.

lumière. Plus de deux ans après seulement, ses amis réussirent à faire parvenir à l'évêque quelques lettres, et depuis lors, malgré quelques incidents fâcheux, ses relations avec les Frères du dehors ne furent jamais plus interrompues pour longtemps. Peu à peu d'ailleurs la colère du roi s'était usée, sinon apaisée; il repoussait toujours les suppliques qu'on lui présentait pour obtenir la liberté d'Augusta, mais il ne s'en occupait plus guère. Peu à peu de légers adoucissements avaient été apportés au sort des captifs. En 1560, lorsque l'archiduc Ferdinand amena au château sa femme, la belle Philippine Welser, fille du célèbre banquier d'Augsbourg, la jeune princesse eut pitié de leurs souffrances, et quelques rayons d'espérance brillèrent à leurs yeux. La liberté qu'ils entrevoyaient ainsi, ils l'achetèrent cependant par de terribles combats et par des souffrances morales pires encore peut-être que les tortures des années précédentes.

Comment un homme, déjà assez avancé en âge, de santé débile, a-t-il résisté à de semblables épreuves, si prolongées ? — Ce qui confond l'imagination, c'est qu'elles n'aient altéré ni la vigueur de sa pensée ni la fougue de ses espérances. Il sortit de prison tel qu'il y était entré, et sa confiance n'en fut pas plus atteinte que son courage ébranlé.

A peine sa captivité avait-elle été un peu moins dure qu'il s'était remis au travail. Il composait des hymnes religieux, assez médiocres du reste; ce fut toujours un pauvre poète : les négligences qui passaient inaperçues dans ses sermons, sont plus choquantes dans ses vers; surtout, il manque de souffle et d'envolée; son esprit, précis et un peu sec, n'admet ni le vague ni le sublime; ses cantiques nous déconcertent par leur sécheresse dogmatique; ce sont des instructions versifiées, et nous n'y sentons pas l'élan d'une âme qui s'élève vers son Dieu, mais le calcul d'un théologien qui craint de s'éloigner du dogme consacré. En les composant, en effet, il poursuit un but pratique : répandre parmi les Frères ses croyances, les préparer à cette union plus étroite avec les Luthériens qu'il n'avait jamais complètement abandonnée, dissiper peu à peu les préjugés qui l'avaient

brusquement forcé, au synode de 1546, d'ajourner son œuvre.

Dans la même pensée, il mettait la dernière main à un long ouvrage, la Somme, qu'il avait commencé avant son arrestation. Le secret de ses relations au dehors fut révélé, son cachot fouillé, tous ses manuscrits confisqués. Ce nouveau revers ne l'ébranla pas, et, dès qu'il le put, il reprit son œuvre. Il prétendait remplacer dans le service divin la lecture de l'évangile et de l'épitre par celle d'un des chapitres de cette Somme où seraient exposés et expliqués les principaux articles de foi. Espérance chimérique! En dehors même de toutes les objections de détail, comment les Frères auraient-ils consenti à substituer aux instructions du Sauveur l'enseignement d'un homme, quelque grand qu'il fût? Comment des paysans, des ouvriers auraient-ils trouvé dans un commentaire théologique le pain de l'âme dont ils avaient faim? La Somme, présentée au synode, fut froidement accueillie : Augusta en eut quelque surprise et un peu de dépit. Ses souffrances, son long isolement avaient aigri son caractère, naturellement impérieux et brusque. Les gages de dévouement qu'il avait donnés ne méritaient-ils donc pas le respect et quelque reconnaissance?

De sa prison, il entendait continuer à diriger l'Unité, n'admettait pas que son autorité fût contestée ou diminuée, s'opposait même à ce que l'on élût de nouveaux évêques. En vain, le Conseil essayait-il de lui ouvrir les yeux sur les dangers que créait son attitude : les collègues d'Augusta dans l'épiscopat étaient morts; avec lui, les communications étaient difficiles, à la merci d'une dénonciation. Et qu'arriverait-il s'il venait à mourir? Laisserait-on interrompre la tradition maintenue depuis les premières années de l'Église? Faudrait-il, comme à l'époque de Grégoire, recourir à des consécrations irrégulières et qui paraîtraient suspectes. — Il était sourd à toutes les remontrances : sa fantaisie se plaisait à ce rôle d'un chef qui commande du fond de son cachot et son ambition prévoyante se ménageait les moyens de réaliser ses rêves. Le Conseil de l'Unité, mal-

gré sa conviction intime, cédait,—par piété, par respect pour le dévouement du martyr, par une vague inquiétude aussi des résolutions extrêmes dont il le jugeait capable. Peu à peu cependant, cette obstination provoquait des commentaires acerbes, la soumission devenait plus revêche. Les années s'écoulaient et le temps accomplissait son œuvre incessante de transformation; les jeunes gens supportaient avec plus d'impatience ce joug d'un maître qu'ils n'avaient pas connu; comme Augusta jadis, ils réclamaient leur droit à la vie et à l'action. Ainsi se préparait la rupture qui met fatalement aux prises à un moment donné les exilés et le gros de leur parti. L'histoire n'a pas de spectacle plus douloureux que celui de ces conflits où les adversaires semblent également coupables, les uns entêtés et égoïstes, les autres oublieux et ingrats. En réalité, il n'y a pas de coupables, mais des victimes d'une des lois générales qui régissent l'humanité, la lutte pour la vie. C'est une loi naturelle aussi que toutes les fins soient mélancoliques : mieux eût valu pour Augusta et pour sa gloire qu'il fût mort en prison, entouré de l'auréole du martyre. Ces dernières années du moins, dans lesquelles il fut pour l'Unité un sujet d'inquiétude et quelquefois de scandale, éclairent d'une lumière crue son caractère,—avec ses remarquables qualités de chef de parti et ses médiocres vertus de chrétien.

Sur un point du moins, il ne se trompait pas : il conservait intacte sa confiance dans l'avenir de l'Unité. Le premier choc avait été rude : on suppose, sans preuves bien précises, qu'elle avait perdu la moitié de ses adhérents. Mais, bientôt, une éclaircie ranima les espérances.

Ferdinand voulut essayer d'étendre à la Moravie le régime de la Bohême. Les Moraves, dans leurs rapports avec lui, avaient été à la fois beaucoup plus fermes et plus prudents que les Tchèques : leurs privilèges étaient plus précis; l'autorité des diètes, mieux établie. Le Hussitisme, peut-être parce qu'il était venu du dehors, s'y était adouci, ne prétendait pas à la domination, et, se contentant de la tolérance, ne la refusait pas aux autres confessions. La Moravie

passait en Allemagne pour le pays du monde où la liberté de conscience était le plus complète : les sectes les plus diverses vivaient en paix côte à côte ; tous les proscrits s'y réfugiaient, à l'abri des persécutions ; les Catholiques avaient pris leur parti de ce régime et l'évêque d'Olomouts ne s'en indignait plus. Bien que le pouvoir fût concentré entre les mains d'un très petit nombre de familles, la paix religieuse intéressait le pays tout entier à la défense des libertés publiques, et les villes et les paysans étaient reconnaissants aux seigneurs de la protection dont ils les couvraient contre les fanatiques. Un grand apaisement s'était fait. Les nobles, moins nombreux qu'en Bohême, étaient moins divisés, plus soucieux des intérêts généraux, meilleurs ménagers des destinées publiques dont ils avaient la garde. Pendant le règne de Ferdinand, leur éloignement aussi les avait protégés contre les usurpations royales : moins menacés, ils n'avaient pas songé à la révolte et n'avaient donné aucun prétexte à la réaction.

Le roi pensa cependant que le châtiment des Bohêmes les aurait effrayés. A la diète de Brno, en 1550, il se plaignit des progrès de l'hérésie : il avait promis de respecter les Compactats, il s'en souvenait ; mais qu'avaient de commun avec les Utraquistes tous ces disciples de Luther, de Zwingle ou de Calvin, ces Turcs, ces Anabaptistes, ces hétérodoxes de toute provenance et de toute couleur qui pullulaient dans le pays ? Il demandait que les choses fussent remises dans l'état où elles étaient en 1526 ; il saurait bien punir les rebelles, s'il y en avait. — Le capitaine général de Moravie, Venceslas de Loudanits, lui répondit au nom des États ; il ne nia pas les changements dénoncés par Ferdinand, s'en félicita : la bénédiction de Dieu avait dissipé l'erreur et l'ignorance ; il supplia le roi de ne pas s'opposer à la volonté céleste et de ne pas empêcher le libre exercice de la religion. « Nous tous, continua-t-il, nous n'abandonnerons pas une lettre de nos croyances, et, pour ma part, je livrerais ma tête avant que de trahir ma foi. La Moravie sera en feu et se laissera réduire en cendres plutôt

que de subir la violence à ce point de vue ». Est-ce là votre opinion? demanda-t-il aux seigneurs. — Des applaudissements enthousiastes éclatèrent. Ferdinand ordonna à ceux qui voulaient lui obéir de passer de son côté; sept personnes seulement se levèrent. Loudanits tira alors de sa poitrine le serment prêté par le margrave et le lut au milieu de l'émotion générale. Le roi sortit furieux : de son palais, il vit les États qui escortaient respectueusement le capitaine pour le remercier de son courage. Avant de se séparer, les Moraves avaient voté une sorte de déclaration des droits qui s'ouvrait par cette fière parole : Le margraviat de Moravie est un pays libre [1].

Regardez-les, avait dit Ferdinand en les voyant défiler, on dirait un troupeau de cochons; si vous en avez attaqué un, vous les avez tous sur vous. Le capitaine a un cortège plus brillant que le mien, ce qui est la preuve d'une conspiration contre moi [2]. — Sans doute ce trait d'esprit le calma. Risquer une révolte? — Il n'y songea pas. Il laissa aller les choses. Il lui en coûtait cependant : les décrets contre l'Unité perdaient une grande partie de leur efficacité dès qu'ils n'étaient plus appliqués dans tout le royaume. Beaucoup de seigneurs possédaient des domaines à la fois en Moravie et en Bohême; poursuivraient-ils très vivement ici les cérémonies qu'ils toléraient là-bas? Les prêtres, traqués de trop près, franchissaient aisément la frontière, et de leur retraite envoyaient à leurs ouailles leurs traités et leurs sermons. Les ordonnances royales enfin perdaient ce caractère de rigueur et de généralité qui seul inspire le respect et la crainte.

Les nouvelles que les Frères recevaient du dehors relevaient aussi leur courage. Les proscriptions, loin de nuire à l'Unité, l'avaient propagée; les exilés laissaient sur leur passage comme une traînée de lumière; de nouvelles églises s'étaient formées,— en Prusse, en Pologne surtout. Des ma-

1. Chloumetsky, p. 77.
2. *Récit d'un contemporain*, cité par Gindely, I, note 85, p. 517.

gnats, les riches seigneurs d'Ostrorog, les avaient accueillis sur leurs biens, avaient protégé leurs débuts; quelques-uns finirent même par se convertir. Dans ces provinces, travaillées sourdement par des missionnaires luthériens ou calvinistes, agitées d'un sourd besoin de renaissance religieuse, ces émigrants, qui parlaient une langue si voisine du polonais, avaient été les meilleurs des apôtres; la pureté de leurs mœurs, la dignité de leur vie, leur résignation, leur héroïsme modeste, leur attachement à l'Évangile, avaient touché bien des cœurs. Sigismond II Auguste n'était ni un souverain très respecté ni un catholique très fervent; ses mandats, mal obéis, vite oubliés, ne gênaient guère la propagande des Frères; il parut un moment que l'Unité servirait de ralliement à tous les désirs de réforme, que tous les éléments d'opposition se concentreraient autour d'elle.— Ces espérances n'eurent pas de lendemain : les querelles dogmatiques arrêtèrent vite les progrès du Protestantisme en Pologne; d'ailleurs, elle était trop étroitement unie à l'Église romaine, lui devait trop, pour se séparer du Catholicisme; le mouvement réformateur n'y fut qu'une fièvre d'éruption, ne pénétra pas l'organisme social. Pour le moment, ces succès d'une heure, grossis encore par la renommée, étaient accueillis avec enthousiasme par les Frères de Bohême. Que peuvent les supplices sur des cœurs qui sont sûrs de la protection céleste? Ferdinand n'était plus à leurs yeux que l'exécuteur involontaire des volontés de Dieu, ses cruautés servaient au progrès de la vérité; — qui aurait encore songé à déserter une légion si ouvertement bénie?

Dès qu'ils furent un peu revenus de la consternation causée par la bataille de Mühlberg, les chevaliers et les seigneurs tchèques de leur côté n'exécutèrent plus qu'avec une extrême tiédeur les ordres du roi. L'opinion publique, sans avoir pour les Frères une très grande sympathie, ne soutenait pas Ferdinand. Mystopol et ses collègues étaient fort discrédités; leur zèle était suspect. C'est un lieu commun que la violence ne peut rien contre les idées, — et c'est une

sottise;—mais, pour que la violence produise ses pleins effets, certaines conditions sont nécessaires; lorsque Louis XIV révoquait l'édit de Nantes, son autorité était incontestée et il s'appuyait sur une organisation ecclésiastique très serrée, un clergé instruit et convaincu, une population fanatique; en Bohême, en dehors de la volonté du roi, la réaction catholique à ce moment ne s'appuyait sur rien. Si bien peu de personnes se souciaient de mourir pour leur foi, rares aussi étaient celles qui voulaient tuer pour elle; les prêtres, très dépendants des patrons, peu instruits, aux convictions assez obscures, se lassèrent vite d'une surveillance qui leur créait mille embarras. On n'exigea plus que les Frères assistassent aux cérémonies catholiques ou utraquistes, l'on ferma les yeux sur leurs réunions secrètes. Un peu plus tard, çà et là, quelques églises se rouvrirent; les prédicateurs fugitifs revenaient; les timides se rassuraient, demandaient à être réconciliés, faisaient pénitence de leur apostasie.

L'Unité avait le bonheur de posséder à ce moment une cohorte de pasteurs admirables, tels qu'ils suffiraient pour illustrer une secte, Tchervenka, Jean Tcherny, Georges Israël, pour ne citer que les plus connus, et parmi eux, tout jeune encore, mais destiné à les dépasser tous, une des âmes les plus nobles, un des esprits les plus éclairés qu'ait produits la Bohême au XVI^e^ siècle, Jean Blahoslas. Personne n'a pris autant de part à la réorganisation de l'Église ébranlée; comme Kheltchitsky, Loukach et Augusta, il devait à son tour la transformer à son image et la marquer de son empreinte; il fut le dernier des grands évêques de l'Unité libre. Si l'on compare au clergé utraquiste ces hommes, leur vie, leurs œuvres, leurs talents, leurs vertus, on ne s'étonne plus que les Frères aient refusé de renoncer à leur organisation particulière et de se perdre dans le marais de l'Église officielle. Aucun de ces prêtres n'avait la supériorité de génie ou l'éloquence fougueuse d'Augusta; Blahoslas lui-même, qui lui est si supérieur par tant de côtés, qui surtout est bien plus profondément imbu de l'esprit de l'Unité et pénétré de ses traditions, est loin au point de vue purement humain de lui être comparable. Mais ils

avaient, avec moins d'audace et d'éclat, plus de prudence, de sagesse et de mesure; Dieu les avait comblés en particulier des dons les plus nécessaires dans cette période de réparation : le courage que rien ne lasse, la foi que rien ne trouble, la patience que rien n'irrite, la connaissance des hommes, l'invincible douceur. Si les blessures se fermèrent aussi vite, l'honneur leur en revient tout entier.

Les synodes, sous leur direction, avaient recommencé à se réunir; les ruines étaient grandes, l'œuvre de restauration — délicate, et, pour surcroît, ce n'était pas seulement Ferdinand qu'ils rencontraient devant eux, mais leur propre chef, Augusta. En 1553, après de longues et vaines supplications, désespérant de le fléchir, ils passèrent outre et le Synode, sans son consentement, nomma évêques Jean Tcherny et Tchervenka; l'année suivante, une nouvelle chapelle fut ouverte à Mlada-Boleslas.

Ferdinand essaya bien de s'opposer à cette résurrection si rapide. De nouveaux édits rappelèrent les anciens, la persécution recommença. Feu de paille qui brille plus qu'il ne brûle!

En réalité, le roi n'avait plus la même confiance; il sentait désormais que, si l'Église romaine devait jamais ressaisir la direction en Bohême, il y faudrait de lents efforts et des luttes prolongées; la vieillesse commençait à paralyser son activité; usé par tant de travaux, mécontent des dispositions de son fils, inquiet des projets de Charles-Quint qui voulait ménager à Philippe la couronne impériale, il se rapprochait des Protestants allemands, et sa foi prudente remettait volontiers à d'autres le devoir d'engager contre l'hérésie une guerre sans merci : symptôme caractéristique, dans le décret qui renouvelait les vieilles ordonnances contre les Frères, il ne visa ni Mlada-Boleslas ni le seigneur de Krajek, le confident et l'appui de leurs évêques, le plus ferme défenseur de l'Unité [1].

1. Au mois de mars 1554, le seigneur Ernest de Krajek reçoit un mandat très sévère du roi contre les Picards : leurs églises seront confisquées et tous ceux qui toléreront leurs assemblées, sévèrement punis. Le lendemain même de l'arrivée de l'édit a lieu l'inauguration solennelle de la nouvelle

Lorsqu'un synode se réunit à Slezan, en Moravie (1557), pour célébrer le jubilé de l'Unité, l'avenir s'annonçait favorable. En dépit des orages, Dieu avait béni la semence jetée par Kheltchitsky. Si, en Bohême, les lois rigoureuses étaient toujours en vigueur et si Augusta était encore retenu en captivité, l'Église morave était prospère et les nouvelles de la Pologne et de la Prusse orientale remplissaient les cœurs de reconnaissance et d'orgueil. Un grand nombre de nobles bohêmes, moraves ou polonais, assistaient à la réunion, plus de cent prêtres, — parmi eux les pasteurs les plus vénérés, Tcherny, Tchervenka, Blahoslas. D'importantes résolutions furent prises : c'est à ce moment que se termine réellement le travail de reconstitution qu'avait rendu nécessaire la tourmente de 1548 ; les synodes suivants développèrent les principes qui avaient été posés à Slezan.

Deux nouveaux évêques furent élus, Israël et Blahoslas. Israël, l'apôtre de la Pologne, eut sous sa direction spéciale les communautés de Pologne et de Prusse [1]. Par la force des choses, les églises de Moravie furent aussi peu à peu confiées aux soins particuliers d'un des évêques, et, sans que la question ait jamais été tranchée par un texte formel, l'Unité se divisa en trois provinces, polonaise, morave et bohême ; la discipline fut ainsi mieux assurée, la surveillance plus rapide, en même temps que l'autorité universellement reconnue des synodes et du Conseil suprême empêcha toute scission et maintint la complète conformité de croyances et de rites. — Les dangers auxquels l'ardeur un peu inconsidérée d'Augusta avait exposé l'Unité, sa rébellion, peut être aussi l'influence des Calvinistes, décidèrent les Frères à modifier leur constitution ; elle revêt réellement alors un caractère démocratique, qui était d'ailleurs dans la logique

église de Mlada-Boleslas. En même temps, Krajek et de nombreux seigneurs écrivent à l'archiduc Ferdinand pour protester contre l'accusation d'hérésie, sans nier du reste leur attachement à l'Unité. A la fin de 1554, arrive un nouvel édit qui maintient les rigueurs précédentes pour toute la Bohême, mais non pour les domaines de Krajek. Gindely, I, p. 371 et sq.

1. Synode de Slezan, *Décrets des Frères*, p. 184 ; confirmé par l'assemblée de Boleslas, 1558, p. 185.

de ses principes. La direction de l'Église appartient à la réunion des évêques et non à un d'entre eux [1], et ils ne peuvent prendre aucune résolution grave qu'après avoir consulté le Conseil; élu par le synode, le Conseil représente l'ensemble des fidèles et il devient non seulement l'autorité suprême, mais le pouvoir exécutif, le centre de la vie et de l'action [2].

Les Frères montraient toujours un très grand zèle pour maintenir la discipline qui avait fait leur gloire et leur force, mais ils s'affranchissaient de ce qu'il y avait eu jusqu'alors d'un peu étroit dans leur vertu; ils avaient charge d'âmes, leurs progrès leur imposaient des devoirs nouveaux et ils les acceptaient, non sans quelque inquiétude, mais sans faiblesse. Pendant longtemps, ils s'étaient défiés des docteurs, avaient condamné ou dédaigné les hautes études; l'influence des Calvinistes avait peu à peu modifié leurs idées sur ce point. Ils envoyaient leurs jeunes gens aux Universités étrangères, se pénétraient des méthodes humanistes; tous ne regardaient déjà plus comme une impiété de s'occuper des choses de l'esprit pour elles-mêmes et en dehors de l'application au dogme [3]. Leurs prêtres avaient toujours été des polémistes très féconds; ils vont devenir des écrivains distingués. Dans ce XVI^e^ siècle que l'on nomme le siècle d'or de la littérature tchèque — et à certains égards ce titre est justifié, — rien ne saurait être comparé, pour la pureté et l'élégance du style, l'abondance du développement, l'ampleur de la période, aux ouvrages de Blahoslas. L'attachement des Frères à leurs traditions éveille chez eux le goût de l'histoire et ils fondent d'admirables archives qui leur assurent à tout jamais la reconnaissance de la pos-

1. « Il y a quatre évêques, et non un seul, une sorte de pape ». (Synode de Slezan, *Décrets*, p. 183).

2. V. les résolutions de Przerov, 1562 : *Décrets*, p. 208. C'est une véritable ordonnance administrative qui règle les devoirs et les droits du Conseil, des évêques et du Juge. Les évêques sont absolument dans la dépendance du Conseil; en général, l'élément laïque tend à tous les degrés à prendre une part de plus en plus grande dans la direction de l'Église.

3. Nous reviendrons plus loin sur cette importante question.

térité. — Ils s'efforcent de concilier le respect du passé et l'esprit de progrès, sacrifient celles de leurs institutions qui leur paraissent décidément contraires aux tendances générales du Protestantisme; mais, s'ils consentent à des sacrifices volontaires, ils repoussent toute intrusion qui menacerait leur individualité. — Les Luthériens leur reprochaient amèrement le célibat de leurs prêtres : depuis longtemps, ils s'étaient départis de toute rigueur sur ce point; quelques scandales les décidèrent à aller encore un peu plus loin. En 1570, tout en maintenant avec l'apôtre la supériorité du célibat, ils reconnaissent officiellement à leurs prêtres le droit de se marier [1]. En général d'ailleurs, leur clergé est admirable; une discipline prévoyante le protége contre les tentations de l'esprit ou de la chair : personne n'est autorisé à publier des psaumes ou des traités qu'après les avoir soumis au Conseil; les évêques instruisent les jeunes gens, les surveillent, les guident, et quand, après une longue instruction, ils ont été jugés dignes d'être consacrés prêtres, la même affection vigilante les entoure, les encourage, les soutient dans l'épreuve. La persécution, en éliminant quelques éléments douteux, avait relevé le niveau moral des pasteurs, stimulé la piété des fidèles, rapproché plus intimement les ecclésiastiques et les laïques. A une époque de mœurs médiocres, ils étaient les justes dont les vertus rachètent les fautes des autres.

La tentative de Ferdinand aboutissait à un résultat complètement opposé à ce qu'il avait espéré : l'Unité sortait de l'épreuve plus unie, plus confiante, pleine de vie et d'activité. Le seul effet réel de la crise, — assez indifférent, — avait été de déplacer le centre de sa puissance et de diminuer l'importance de la province bohême au profit de la province morave. Il n'avait plus été possible de laisser les archives à Litomychl ou à Mlada-Boleslas; Przerov (Prérau), Prostiéjov (Prossnitz), Évantchitse (Eibenschütz) surtout, qui fut la résidence ordinaire de Blahoslas, devinrent les nouvelles

1. *Décrets*, p. 231.

capitales de l'Unité, le lieu de réunion ordinaire des synodes ; quelques grandes familles moraves, celle des Ziérotyn en particulier, mirent désormais leur influence au service de la secte et reprirent le rôle de patronage exercé jadis par les Krajek et les Kostka de Postoupits.

La persécution avait eu cependant une autre conséquence, plus lamentable : elle avait infligé à la Bohême des pertes sensibles. Non pas que les émigrants fussent très nombreux ; mais, dans ces crises, rien n'est plus inexact que de mesurer le dommage subi au chiffre des exilés : les victimes sont l'élite de la nation, ceux qui refusent de sacrifier leur conscience à leurs intérêts, et les ressources morales du peuple tchèque étaient trop réduites à ce moment pour qu'il fût permis de les prodiguer ; dans certaines conditions de pauvreté physiologique, la moindre saignée est dangereuse. — Et ceux qui avaient préféré l'apostasie à l'exil, y avait-il grand profit à les avoir soustraits à la discipline morale de l'Unité et à en avoir fait des hypocrites ou des sceptiques ?

Lorsque Ferdinand avait lancé les décrets de persécution contre les Frères, la destruction de l'Unité n'était dans sa pensée qu'un engagement d'avant garde, le prélude de la bataille sérieuse qu'il comptait bien engager plus tard contre tous les dissidents, les progressistes, ceux qui dissimulaient mal sous l'uniforme de l'Utraquisme les idées luthériennes. Il les ramènerait au vieux Credo, les enfermerait dans les Compactats comme dans une prison ; la Curie ne refuserait pas ensuite à son heureux défenseur quelques concessions secondaires qui faciliteraient la réconciliation des Hussites et de l'Église et permettraient de clore enfin cette fastidieuse révolte. Une des premières mesures du roi, après sa victoire de 1547, avait été de supprimer la liberté de la presse : un bourgeois de Prague, Barthélemy Nétolitsky, obtint le droit exclusif d'imprimer des livres, et aucun ouvrage ne dut sortir de ses presses qu'après avoir reçu le

visa de l'Administrateur [1]. Deux ans plus tard, Nétolitsky partagea son privilège avec un bourgeois de la Vieille-Ville, mais le Consistoire continua à exercer une haute surveillance sur tout ce qui se publiait. Un marchand, dénoncé pour avoir colporté des livres prohibés, fut flagellé à travers les rues de Prague ; à cette occasion, on fouilla les boutiques des libraires ; tous ceux chez qui furent saisis des livres suspects, furent sévèrement punis.

Les administrateurs utraquistes avaient sollicité eux-mêmes les rigueurs du roi contre les sectateurs des hérésies étrangères ; Ferdinand ne voulut pas laisser à leur bonne volonté le temps de se refroidir. Les conditions imposées par Charles-Quint aux Réformés d'Allemagne dans l'Intérim d'Augsbourg lui paraissaient offrir une excellente base de conciliation. Il venait d'autoriser dans ses états autrichiens la communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres ; en 1540, il proposa au Consistoire de Prague douze articles relatifs à la transsubstantiation, la messe, les saints, les jeûnes, les prières pour les morts, etc. Ils condamnaient toutes les nouveautés qui s'étaient peu à peu glissées dans le pays et proclamaient avec une extrême précision la doctrine catholique : la fête de Hus serait supprimée, la communion utraquiste, maintenue, mais les prêtres auraient soin d'enseigner au peuple que chacune des deux espèces renfermait le corps et le sang du Sauveur. — Le Consistoire était prêt à toutes les reculades ; les objections misérables qu'il présenta sur quelques points ne servent qu'à éclairer sa médiocrité d'esprit et de cœur ; il demandait que l'on remplaçât le mot de transsubstantiation par celui de transmutation, que l'on n'interdît pas la communion des enfants : « c'est une affaire de grande importance, et puis l'on y est

1. Frind, *Die Kirchengesch. Bœhmens,* IV, p. 130. Le choix de Nétolitsky est assez étrange : il avait, il est vrai, abandonné l'Unité, mais il avait des relations suivies avec les chefs de la faction progressiste ; il avait même été arrêté parce qu'on supposait que des placards qui visaient le juge aulique sortaient de ses presses. — On trouve des détails intéressants sur la politique de Ferdinand vis à vis de la presse dans Wiesner, *Denkwürdigkeiten der œsterr. Zensur* ; Stuttgard, 1847.

habitué ». Plus habiles que convaincus, ces pasteurs simoniaques, inquiets de leur situation, s'efforçaient avec une mesquine finesse de dissimuler leur défection en défendant quelques-uns des usages qui tenaient le plus au cœur du peuple. En réalité, il n'était pas possible qu'ils se fissent la moindre illusion sur les intentions du roi : sous prétexte d'interpréter les Compactats, on les réduisait à rien ; ce n'était pas de Luther seulement qu'ils se séparaient, mais des grands docteurs hussites ; ils reculaient au-delà des conventions d'Iihlava. Ils ne présentaient d'ailleurs leurs objections qu'avec la plus extrême modération, avaient grand peur de déplaire au souverain, n'insistaient pas : pour les décider à de nouvelles concessions, il suffisait de leur dire que la réconciliation avec Rome n'était possible qu'à ce prix ; tout au plus leur courage alors se haussait-il jusqu'à proposer que l'on renvoyât la décision aux États. Singuliers directeurs de conscience et étranges chefs d'Églises ! Et ils s'étonnaient ensuite que les nobles et les villes ne tinssent aucun compte de leurs ordres. — Ils poussèrent le ridicule plus loin, se prirent d'enthousiasme pour l'œuvre qu'on leur imposait, se déclarèrent prêts à mourir pour leur foi [1]. On ne leur en demandait pas tant. La satisfaction de Ferdinand fut à peine troublée par l'opposition de l'Université dont les professeurs étaient en majorité luthériens et qui repoussa le credo qu'il lui avait présenté. Mais que valait l'opinion de l'Université ? Toutes les tentatives de restauration avaient échoué, et elle n'avait pas plus d'influence que d'élèves. Il ne s'agissait plus que d'obtenir de la diète qu'elle enregistrât les résolutions du Consistoire, et le roi ne prévoyait de ce côté aussi aucune difficulté sérieuse.

Depuis l'échec de l'insurrection, les nobles paraissaient avoir pris leur parti de leur défaite. Au commencement de 1549, ils avaient ainsi accepté pour roi, sur la demande de Ferdinand, son fils Maximilien, et les Pacta Conventa qu'ils

1. Sur ces négociations du Consistoire et de Ferdinand, v. *Actes du Consist. Utraq.*, nos 431, 438-439.

en avaient obtenus se distinguaient par leur modération de ceux qu'ils avaient demandés en 1526. Ils avaient cédé entre autres sur un point capital : Maximilien devait séjourner autant que possible en Bohême, ou, du moins, si des raisons graves ne le lui permettaient pas, à proximité du royaume ; — Vienne n'était pas très loin : en réalité, ils abandonnaient les titres de Prague à être la capitale de la monarchie. Les craintes des patriotes se réalisaient : la Bohême *avait le sort de la Croatie*, elle se résignait à une sorte d'abdication, devenait en fait une province de l'État autrichien. Ces seigneurs qui sacrifiaient les plus précieuses et les plus anciennes prérogatives du royaume, oseraient-ils braver le mécontentement de leur maître à propos de quelques définitions théologiques !

Mystopol présenta le symbole voté par le Consistoire et le défendit avec une chaleur de néophyte (déc. 1549). Son éloquence ne toucha guère ses auditeurs. Au grand scandale du roi, la diète témoignait beaucoup de mauvaise volonté : les doctrines luthériennes avaient pénétré les esprits plus profondément qu'on ne le supposait. A propos de la communion surtout, les nobles montraient une répugnance absolue à accepter la formule romaine. Mystopol, furieux, contesta aux laïques le droit d'interpréter l'Évangile : et puis d'ailleurs, sur quoi se fondaient leurs objections ? N'étaient-ils pas liés par leurs promesses ? L'article qu'on leur proposait n'était pas contraire aux Compactats. — Mais, comme dix ans plus tôt, ce rappel aux anciens traités dont personne ne voulait plus, ne servit qu'à aigrir la discussion. — Où est-il fait mention des Compactats dans l'Évangile, s'écria Christophe de Vrzesovets ; tenons-nous en à la Bible et laissons de côté toutes ces inventions humaines. — La séance fut levée au milieu d'une extrême émotion.

Par dépit, peut-être pour mériter la reconnaissance du roi, Mystopol commit quelques excès de zèle. Il essaya de créer dans la ville une certaine agitation contre les États : ils trahissaient l'Utraquisme, étaient menés par les Picards.

Ces perfides insinuations ne restèrent pas sans effet sur une partie de la populace, mais surtout elles irritèrent les seigneurs. La majorité n'avait pas vu sans un peu d'inquiétude la hardiesse de Vrzesovets; l'imprudence de Mystopol les poussa à bout. Dans une nouvelle séance, l'Administrateur prononça un véritable réquisitoire contre ceux qui voulaient repousser les douze articles : partout des sectes dangereuses se répandaient, les églises étaient désertes, les cures abandonnées : où était le salut, sinon dans une réconciliation avec le pape? Quel autre remède à la disette de prêtres que la nomination d'un archevêque qui consacrerait les ministres utraquistes? Une réforme était urgente, et lourde serait la responsabilité de ceux par la faute de qui elle échouerait. — Tant d'aplomb et d'insolence soulevèrent une réprobation générale. — C'est vous qui vous êtes éloignés de nous, s'écria le sous-chambellan; oui, un changement, une réforme sont nécessaires, mais c'est vous qui devez vous améliorer et vous joindre de nouveau à nous. — Symptôme grave qu'un officier de la couronne prît ainsi parti contre l'Administrateur et le roi. — Tous les prêtres n'avaient pas accepté sans angoisse le symbole nouveau, beaucoup n'avaient cédé qu'à la pression exercée sur eux par Mystopol; l'opposition inattendue de la diète délia les langues. Le doyen de Koutna-Hora, dont les sentiments progressistes étaient bien connus, donna le signal; il releva vivement les paroles du sous-chambellan : oui, une réforme est nécessaire de notre côté, et pour ma part, j'y consens volontiers. Que tous ceux qui sont de mon avis me suivent. — Une vingtaine d'ecclésiastiques abandonnèrent l'Administrateur et se prononcèrent en faveur de l'opposition. Le coup était manqué; Ferdinand se hâta de proroger l'assemblée. Mystopol sortit vite de sa consternation, et, pour se faire pardonner par les Protestants sa défection, — par un revirement, qui ne fut pas le dernier, — il commença à prêcher contre les erreurs et les superstitions du papisme.

Ferdinand était moins prompt à s'abandonner. La surprise avait échoué, mais il comptait prendre sa revanche en

détail. Les Compactats étaient la loi du pays : il la respectait, bien qu'elle ne lui plût guère ; pourquoi n'obligerait-il pas les nobles à obéir comme lui à la constitution ? A quoi bon consulter les États ? Isolés, les seigneurs seraient moins hardis que réunis. Les membres du chapitre catholique lui avaient demandé sa protection « contre les prêtres insoumis et leurs patrons ». Divers mandats particuliers rappelèrent à un certain nombre de nobles qu'il leur était interdit de tolérer sur leurs domaines les prêtres mariés ou ceux qui n'avaient pas été régulièrement consacrés. Une fois que le terrain eut été ainsi préparé, un décret général ordonna d'expulser du royaume tous les curés qui n'avaient pas été ordonnés selon les rites romains. Plus de deux cents pasteurs furent chassés de leurs églises ; une commission composée des Administrateurs utraquistes et catholiques fut instituée à Plzen sous la présidence de l'archiduc Ferdinand, et les seigneurs qui n'avaient pas obéi au rescrit royal furent cités devant elle. Ils devaient comparaître avec les prêtres suspects, ceux-ci étaient soumis à un examen rigoureux, et s'ils étaient reconnus coupables, livrés à l'administrateur et punis [1].

Ces mesures ne produisirent pas tout l'effet qu'en avait attendu le souverain. Elles étaient paralysées en partie par la dissolution toujours plus avancée du parti utraquiste. Au moment même où il était vivement soutenu par le roi, la décomposition continuait ; les prêtres que nommait le Consistoire, n'avaient aucune autorité ; mal surveillés, exposés aux tentations, ils tombaient dans les erreurs de leurs prédécesseurs ; souvent l'Administrateur ne trouvait pas de candidats pour remplacer les prêtres expulsés ; les cures restaient vacantes. Dans les villages que les ordres de Fer-

1. L'appel du Consistoire au roi est de 1549 ; divers mandats particuliers furent lancés en 1552 et 1553 ; le mandat général d'expulsion est du 8 janvier 1554. La même année commence à fonctionner la commission de Plzen. Les actes du Consistoire utraquiste renferment toute une série de documents qui prouvent un effort très énergique pour rétablir la discipline et l'unité de foi dans le clergé qui relevait nominalement de lui. Voir aussi les *Actes du Consistoire catholique*, nos 676, 699, 700, 703, 705, 706 et 707.

dinand avaient privés de leurs pasteurs, des prédicateurs nomades, des maîtres d'écoles, quelquefois des ouvriers lisaient l'Évangile, prêchaient la parole de Dieu, et la foule des fidèles se pressait autour d'eux, tandis que les prêtres réguliers demeuraient isolés et inactifs. Le plus souvent les citations de la commission de Plzen n'avaient aucune suite; les prévenus sollicitaient des délais, entassaient les moyens de procédure; personne ne prenait bien au sérieux les résolutions royales, c'était un grain qu'il fallait laisser passer.

La résistance des Luthériens tchèques n'était pas aussi imperturbable que celle des Frères : leurs croyances étaient incertaines, leurs traditions mal établies, leur clergé surtout trop mêlé, et on ne rencontrait pas dans leurs rangs cette foi absolue et cet esprit de renoncement que fortifient les épreuves. Bien qu'il y ait quelque exagération à prétendre que le Catholicisme était en progrès visible [1], il est probable que les mesures de Ferdinand auraient produit à la longue des résultats appréciables, mais à condition d'être soutenues avec beaucoup de persistance. Et précisément à ce moment des embarras nouveaux détournaient ailleurs son attention.

Du côté de l'Orient, des événements graves s'accomplissaient. A la mort de Jean Szapolyai (1540), ses partisans avaient proclamé roi son fils, Jean-Sigismond, contrairement au traité signé jadis entre les deux compétiteurs au trône de Hongrie, d'après lequel le royaume devait revenir au dernier survivant. Ferdinand avait voulu maintenir ses droits par les armes, mais Soliman était intervenu et avait mis la main sur la plus grande partie de la Hongrie, tandis que Jean-Sigismond conservait la Transylvanie sous la suzeraineté du sultan. Le pouvoir appartenait en réalité à la mère de Jean-Sigismond, Élisabeth, et à un des plus anciens et des plus habiles ministres de Szapolyai, Martinuzzi. Politique supérieur et homme d'état à larges vues, Martinuzzi avait conçu le projet de restaurer l'unité hongroise, morcelée

1. Frind, « la soumission des sectes était dans la meilleure voie », p. 130.

depuis la mort de Louis l'Enfant. C'était ce but qu'il avait poursuivi en servant Szapolyai; mais que pouvait-il avec Jean-Sigismond? D'ailleurs, il n'aimait guère la mère du jeune prince, et elle le haïssait. Plus attaché au pays qu'à la dynastie, il avait engagé depuis quelques années des négociations secrètes avec Ferdinand, et elles aboutirent en 1551 à un traité par lequel Jean-Sigismond, en échange de diverses compensations, abandonnait la Transylvanie aux Habsbourgs. Élisabeth, incapable de résister à la fois à ses ennemis intérieurs et extérieurs, se soumit à la force, et Martinuzzi prit au nom de Ferdinand le gouvernement de la province. C'était une déclaration de guerre à Soliman. Les hostilités s'ouvrirent aussitôt et elles continuèrent, presque sans interruption, jusqu'à la paix de 1562. Appuyée par les Turcs, Élisabeth rétablit son autorité en Transylvanie, et y conserva le gouvernement jusqu'à sa mort.

Il est bien évident que Ferdinand n'avait pas été libre de repousser l'occasion qui s'offrait à lui, mais les événements de Hongrie lui enlevaient tout loisir de continuer sa lutte avec les progressistes tchèques. Avant de convertir les Protestants, il fallait repousser les Turcs, et le moment était mal choisi pour blesser les seigneurs bohêmes quand on sollicitait d'eux des soldats et des subsides.

En même temps, les affaires d'Allemagne prenaient une tournure assez inattendue. Les difficultés avaient surgi d'abord du côté où on le prévoyait le moins. Une des causes de la révolte religieuse et de ses très rapides progrès avait été l'impéritie de la cour romaine, qui, depuis la fin du XV^e^ siècle, avait presque complètement oublié son rôle de directrice du Catholicisme pour s'absorber dans les intrigues italiennes, et avait sacrifié les intérêts généraux de la Chrétienté à l'extension de sa puissance temporelle. Léon X et Clément VII en particulier avaient été bien moins des papes que de petits souverains féodaux, et ils s'étaient bien plutôt préoccupés de maintenir l'équilibre dans la Péninsule que de ramener ou de soumettre les hérétiques. Paul III, fort inquiet des succès de Charles-Quint, avait appris avec un

très mince enthousiasme la défaite des princes de l'Empire, et tout le monde connaissait ses négociations avec la cour de France, dont il approuvait et encourageait la politique anti-autrichienne. Henri II, pour lutter contre l'Empereur, cherchait naturellement à s'appuyer sur les Réformés. Paul III ne l'ignorait pas et s'y résignait. Beaucoup moins reconnaissant du zèle que déployaient les Habsbourgs contre les Protestants qu'irrité de leur ingérence dans les questions religieuses, non seulement il avait refusé de sanctionner les concessions qui avaient paru nécessaires au vainqueur de Mühlberg, mais il avait nettement rompu en visière avec l'Empereur et transporté à Bologne le Concile de Trente. Devant la colère de Charles, le pape, abandonné par les alliés sur lesquels il comptait, ne persista pas longtemps dans cette attitude intransigeante ; mais l'effet moral était produit et il ne fut même pas effacé par l'avènement de Jules III, très hostile à la France et plus complaisant aux Habsbourgs. Il y avait entre l'Empereur et le pape une opposition de principe et telle que les meilleures volontés réciproques ne suffisaient pas à la supprimer. A divers moments, les Réformés trouvèrent ainsi dans les pontifes des alliés indirects, mais fort utiles. Et quelle était l'autorité des mesures édictées en matière de foi, lorsqu'elles n'étaient pas sanctionnées par les gardiens naturels de l'orthodoxie!

Très froidement accueilli par les Catholiques, l'Intérim avait provoqué chez les Protestants une véritable indignation. Le désastre de Mühlberg les avait plongés tout d'abord dans une sorte de consternation, mais avec la réflexion le courage leur était revenu. A la diète d'Augsbourg en 1550, lorsque Charles-Quint renouvela ses ordres et en exigea plus impérieusement l'exécution, leur irritation s'exprima si vivement qu'il fut certain dès lors pour tous les juges clairvoyants qu'on n'obtiendrait leur soumission qu'après une nouvelle campagne. Le succès en était fort douteux. Les Réformés avaient subi des pertes sérieuses, mais, sans compter les secours qu'ils espéraient du dehors, l'immi-

nence du péril avait étouffé les anciennes divisions : l'Électeur de Brandebourg, divers autres princes, Maurice de Saxe surtout, se rapprochaient de leurs coreligionnaires, et ceux-ci étaient tout disposés à leur pardonner leur défection. Quand la guerre éclata en 1552, toute l'Allemagne protestante répondit à l'appel de Maurice; l'Empereur faillit être enlevé à Innsbruck, et le Concile de Trente se dispersa.

Les Protestants tchèques, instruits par la dernière algarade, ne cédèrent pas à la tentation d'intervenir et, quand l'Électeur de Brandebourg, Albert de Kulmbach, pénétra en Bohême et mit le siège devant Cheb, les États utraquistes accordèrent sans discussion à Ferdinand l'armée qu'il réclamait contre les envahisseurs. Jusqu'à quel point cependant compter sur leur dévouement, si l'ennemi s'avançait plus loin? Il n'était pas prudent de mettre à une trop longue épreuve ce loyalisme de fraîche date. Les Habsbourgs préférèrent concentrer toutes leurs forces contre la France que les Protestants abandonnèrent dès qu'elle leur eut reconquis leur liberté. La Convention de Passau, 1552, confirmée dans ses stipulations générales par la paix d'Augsbourg en 1555, laissa aux Réformés tous les territoires qu'ils occupaient et autorisa sur leurs domaines l'exercice du culte luthérien [1].

La paix d'Augsbourg a été, jusqu'en 1618, la base du droit public allemand. Si ses stipulations un peu vagues ne mettaient pas au-dessus de toute discussion la liberté de conscience, elle consacrait l'échec définitif des tentatives par lesquelles on avait essayé jusque-là de prévenir la rupture de l'unité chrétienne. La plus grande partie de l'Empire échappait à la Papauté, et le souverain, que ses intérêts non moins que ses convictions désignaient comme le protecteur du Catholicisme, avouait son impuissance et abandonnait ses projets de restauration. Dans le duel du moine de Wittenberg et du monarque sur les états duquel le soleil ne se

1. Ferdinand n'était pas alors en très bons termes avec son frère qui désirait faire élire Philippe roi des Romains, et Charles-Quint le soupçonna de complicité avec les mécontents.

couchait pas, le moine l'emportait : la victoire demeurait à l'esprit sur la force, à la parole sur l'épée. Aucune des deux parties ne se méprit sur la portée de l'événement. Cet échec dernier annulait tous les succès d'un règne jusqu'alors si éclatant et si heureux ; tous les projets de domination universelle s'évanouissaient en fumée ; cet empire européen, qui n'était que la représentation temporelle de l'unité catholique, n'avait plus même de raison d'être, dès que la Chrétienté se morcelait. Ce n'est certes pas un des moindres services que Luther ait rendus à la civilisation que d'avoir soufflé sur toutes les chimériques visions que se transmettaient les héritiers du titre de Charlemagne, en même temps qu'en brisant l'Allemagne en deux camps irréconciliables, il délivrait pour longtemps le monde slave et latin du spectre de l'invasion germanique. Charles-Quint jugea la situation sans faiblesse ; le mal était irréparable. Il était trop âgé pour recommencer une nouvelle vie, trop fier pour signer de ses mains sa défaite ; une seule ressource lui restait, il abdiqua. Que valaient ses couronnes dès qu'elles ne lui permettaient pas d'imposer à tous ses lois absolues ? Un mois après la paix d'Augsbourg, il cédait à son fils aîné, Philippe, le gouvernement des Pays-Bas, et quelque temps plus tard l'Amérique, les possessions italiennes et l'Espagne. — Le besoin d'espérance est inné au cœur de l'homme : peut-être songea-t-il que là où il avait échoué, son successeur réussirait ; qui sait si ce qui lui avait manqué à lui-même n'était pas cette foi inflexible et cette âpre conviction qu'il pressentait dans son fils ? Aussi aurait-il voulu lui transmettre la couronne impériale. Ferdinand, roi des Romains depuis plus de vingt ans, se prêtait mal à un projet de renonciation que goûtaient aussi très peu les Électeurs [1]. Après deux ans de pourparlers, Charles-Quint s'avoua vaincu, et Ferdinand fut proclamé Empereur à Francfort en 1558.

1. V. sur le projet espagnol, Lanz, *Papiers d'état pour l'histoire de Charles V* et *Correspondance de Charles V*, t. III, passim. Contre Philippe, Ferdinand s'était rapproché des Électeurs protestants, et il observa fidèlement les clauses du traité d'Augsbourg.

Ferdinand avait l'esprit plus souple que son aîné et l'imagination moins bouillante; les déceptions l'abattaient moins et il ne songea pas à abdiquer. Mais il avait un sens trop vif des réalités pour ne pas avoir aperçu sur le champ les suites qu'entraîneraient dans ses domaines immédiats les succès des Protestants en Allemagne. Depuis quelque temps déjà, on le soupçonnait à Madrid de modérantisme, on l'avait accusé de ne pas désirer très vivement la défaite des princes rebelles, et, dans tous les cas, il n'était pas disposé à sacrifier ses droits et ceux de son fils à la victoire du Catholicisme. L'Empire lui paraissait valoir quelques concessions. Aussi, à partir de cette période, bien que sa conduite ne semble pas beaucoup varier, certains indices avertissent l'observateur attentif du changement qui s'est opéré dans son esprit. Il ne modifie pas radicalement l'allure de sa politique, mais il ajourne ses desseins et met désormais à les poursuivre infiniment plus de réserve et de lenteur. Il veut toujours rétablir l'unité religieuse en Bohême, mais il ne partage plus les illusions qu'avait éveillées son facile succès de 1547. Il s'est aperçu qu'à pousser trop avant il provoquerait une insurrection qui, dans les circonstances actuelles, serait fort périlleuse et qui, dans tous les cas, coûterait beaucoup de sang; l'aventure lui paraît trop lourde pour ses vieilles épaules. Sa piété, toujours très vive, n'a d'ailleurs rien de sombre; dans son long séjour en Allemagne, le fanatisme que lui ont inoculé ses précepteurs espagnols, s'est peu à peu usé; les difficultés que lui ont opposées les papes, lui ont laissé quelque rancune. En ce moment même, la tiare n'appartient-elle pas à Paul IV, farouche ennemi des novateurs, mais plus farouche ennemi des Habsbourgs, et qui refuse même de reconnaître son titre impérial? L'âge aussi, s'il n'a pas sensiblement affaibli ses facultés actives, a diminué son impétuosité belliqueuse; sa volonté est plus flottante, sa confiance dans les ministres qui l'entourent, plus abandonnée, sa bienveillance naturelle dégénère en une sensibilité sénile qui ne supporterait pas les exécutions rigoureuses. Il désire surtout désormais évi-

ter les grosses affaires et finir dans une tranquillité relative un règne fort agité et bien rempli. Il conserve les positions conquises, mais il passe de l'offensive à la défensive, satisfait s'il empêche ses adversaires d'occuper une trop forte situation. Tout en maintenant ainsi les décrets contre les Frères et en s'efforçant d'enrayer le mouvement luthérien, il ne combat plus de ce côté qu'avec une certaine mollesse.

En revanche, dans les quartiers d'hiver qu'il a pris, il reconstitue son armée et prépare les forces à la tête desquelles ses successeurs marcheront à l'assaut. Si la victoire en effet a été disputée et incertaine, la cause en est beaucoup moins, il le sait, à la vigueur de la défense qu'à la faiblesse de l'attaque. Cette Église catholique, à laquelle il prétendait ramener la nation, qu'a-t-elle fait pour lui faciliter la tâche? Il faut avant tout reformer ses cadres, lui rendre la confiance dans ses propres destinées, l'esprit de sacrifice et de foi. Quand l'édifice sera restauré, alors seulement il sera utile que le pouvoir séculier intervienne pour y pousser le peuple, — par la persuasion si c'est possible, par la force si c'est nécessaire. Les deux frères, Charles et Ferdinand, étaient à la fois très semblables et très différents; on s'en aperçoit clairement dans ce dernier épisode de leur vie. Tous les deux, ils avouent que la fortune ne les seconde plus et, en joueurs avisés, ils passent la main; la réserve qu'observe dès lors Ferdinand est bien une sorte d'abdication; mais, moins emporté que son frère, moins friand aussi de coups de théâtre éclatants, il se réserve de préparer l'entrée en scène de son successeur. Il assiste avec une indifférence apparente au réveil de l'hérésie : qu'on ne s'y trompe pas pourtant, c'est précisément à ce moment-là que des mesures fort habilement combinées assurent la résurrection du Catholicisme; à elle seule, par exemple, l'introduction des Jésuites dans le royaume compense largement les progrès momentanés des Luthériens.

Les succès des Protestants d'Allemagne et la paix de Passau et d'Augsbourg avaient rendu toute leur confiance aux Progressistes tchèques et, dès 1555, les États nommè-

rent un Consistoire dont la majorité était composée de Luthériens avérés ; au même moment l'Unité commençait à se réorganiser. Sur tous les points, l'hérésie relevait la tête ; la propagande, un moment suspendue, reprenait plus audacieuse que jamais. Dans les villes où le Protestantisme s'était déjà introduit, il rallie la majorité des habitants, pénètre dans les Conseils, prend officiellement possession de la cité ; les églises sont peu à peu enlevées au culte catholique, la messe est modifiée ou supprimée, les ordres du Consistoire utraquiste ne sont plus respectés. Les magistrats municipaux usent de tous les moyens pour se débarrasser des prêtres qui leur sont suspects ; dans le pays entier se poursuit contre le clergé officiel une guerre d'escarmouches dont les épisodes sont infiniment variés, mais dont le résultat ne change guère.

Un exemple. — Dans une petite ville qui dépendait de Litomierzitse, à Karbitse, les fidèles, gagnés à la Réforme, étaient fort ennuyés qu'un prêtre utraquiste vînt toutes les trois semaines célébrer la messe dans leur bourg : il était dans son droit et semblait inexpugnable. Les habitants imaginent un procédé fort ingénieux. Toutes les fois qu'arrivait le curé, on lui faisait fête, on l'invitait à un banquet ; en vain essayait-il de se soustraire à tant d'honneurs, on le traînait au festin ; puis, on le dénonçait au Consistoire : il passait ses journées à table, sa conduite était pour tous un objet de scandale. Le pauvre diable était mandé à Prague, les réprimandes pleuvaient sur sa tête ; il finit par ne plus revenir. Alors, les conseillers de Karbitse se désolèrent, leurs âmes étaient affamées de la parole de Dieu ; ils demandèrent un directeur à leurs voisins de Litomierzitse ; ils auraient eu mauvaise grâce à ne pas être satisfaits de celui qu'on leur envoya, puisqu'il enrichit la commune de treize enfants [1]. — Ordinairement, on ne se mettait pas tant en frais d'imagination : les prêtres cédaient facilement à une douce pression, se mariaient volontiers, introduisaient dans les cé-

1. *Frind*, p. 110.

rémonies les changements que désiraient leurs ouailles.

Dans les villes où le Catholicisme avait résisté plus longtemps, le changement était plus apparent encore. L'attitude de Plzen, Boudjéovitse, Most, Ousti et Cheb en 1547, prouve que jusqu'à ce moment elles étaient demeurées réfractaires à l'hérésie; en vingt ans, tout change. En 1561, un pasteur protestant prend possession de la principale église de Cheb; en 1562, les hérétiques et les ministres évangéliques sont si nombreux à Ousti que les sous-chambellans croient nécessaire d'intervenir,—fort inutilement du reste; au bout de quelques années, la ville rompra toutes relations avec le Consistoire et passera officiellement à la Réforme [1]. Deux villes en tout restent catholiques, Plzen et Boudjéovitse : mais, perdues au milieu d'un pays complètement gagné au Protestantisme, leur défection n'est plus qu'une question de temps. Déjà l'ennemi est dans la place. A Plzen, on n'observe pas les fêtes consacrées, et les habitants veulent prescrire à leurs curés certaines innovations dans le service divin, la messe, la confession. A Boudjéovitse, les Protestants sont ensevelis en terre sainte; réprimandé, le prêtre qui a assisté aux cérémonies s'excuse par les menaces dont il a été l'objet, les ordres des magistrats [2]. Le zèle du nouvel archevêque de Prague n'enraye pas plus le mal que les ordonnances royales. Les règlements sur l'imprimerie ne sont plus observés et les livres hérétiques sont répandus partout. En 1562, un certain Gelastus, prêtre utraquiste zélé, veut en quelque sorte forcer la main au souverain et réveiller sa surveillance endormie; d'accord avec quelques-uns de ses collègues, il cite devant le Tribunal du roi une

1. Wolkan, *Beitræge zu einer Gesch. der Reform. in Bœhm.*, p. 4, 9 et sq. Dans cette région de Ousti, Teplitse et Kroupka (Graupen), écrit le jésuite Jean Miller, l'hérésie a fondé une série de nids et souillé de son venin tant de disciples, — comme en général l'ivraie grandit vite et facilement, — que, en quelques années, on trouva dans les villes, les villages et les bourgs plus de mauvais que de bons chrétiens.

2. Borovy, *Antonin Brous de Mohelnitse* (Můglitz) *archevêque de Prague*, (en tchèque), p. 114; Prague 1873. Les travaux de M. Borovy constituent une des plus précieuses contributions à l'étude de la situation religieuse en Bohême à la fin du XVI[e] siècle.

trentaine de prêtres, et parmi eux les titulaires des plus importantes cures de Prague ou des principales villes. L'hérésie est partout, dit-il dans son acte d'accusation, à l'Université où presque tous les professeurs enseignent les doctrines luthériennes, dans le Consistoire qui trahit la cause qu'il est chargé de défendre, dans les conseils municipaux, à la diète, parmi les grands officiers. En général, ceux qu'il dénonçait ne contestent pas les paroles qu'on leur reproche, et Ferdinand n'ose même pas les condamner, ajourne sa décision, ne protège pas sans peine Gelastus contre les représailles [1].

Et les villes dans lesquelles se propageait ainsi ouvertement l'hérésie, étaient sous la surveillance immédiate des capitaines royaux, encore sous le coup de la terreur de 1547. Par ce qui se passait dans leurs murs, on devine sans peine ce que se permettaient les seigneurs. Il n'est pas possible d'entrer dans le détail infini des incidents, mais les actes du Consistoire et les Missives de l'archevêque permettent d'affirmer que dans les vingt années qui s'écoulent de 1555 à 1575 la Bohême se convertit réellement au Protestantisme : alors s'accomplit définitivement la transformation commencée de 1525 à 1545 et interrompue pendant une dizaine d'années.

Les seigneurs ont moins de scrupules encore que les bourgeois : tous les moyens leur sont bons pour chasser les curés qui leur déplaisent, injures, menaces, confiscations, violences même. — Le curé de Rokytsany se plaint qu'on a voulu le forcer à sonner la cloche et à dire la messe pour la fête de Hus, « le patron de la Bohême » ; à plusieurs reprises, il a couru risque de la vie. D'ordinaire, les choses ne prennent pas une tournure aussi tragique : les nobles se contentent de mettre la main sur les revenus ecclésiastiques, confisquent les biens du curé, encouragent les paysans à ne pas payer les dîmes, leur partagent même quelquefois les domaines de l'église. Les curés

1. Gindely, I, p. 466

protestent, écrivent à l'Administrateur catholique ou utraquiste, sollicitent l'intervention de leurs chefs; ceux-ci ne la refusent pas, s'adressent au seigneur ou transmettent au roi les doléances qui se multiplient. — A quoi bon? Que peut faire le souverain même en dépit de sa bonne volonté? Parmi les fonctionnaires auxquels il renvoie l'affaire, beaucoup approuvent les faits qu'on leur dénonce, sont plus ou moins ouvertement complices du changement qu'ils ont la mission de punir. Les capitaines de cercles, les seuls dont l'action eût pu être efficace, sont arrêtés par des scrupules constitutionnels; les droits de la noblesse leur tiennent plus à cœur que les intérêts de la religion, et ils sont trop imbus des préjugés de leur caste pour contester à leurs amis de la noblesse les prérogatives que leur reconnaît l'usage. Le pire qui puisse arriver aux seigneurs dénoncés, c'est qu'on ouvre une instruction judiciaire contre eux. Que leur importe? Ils ne manquent pas d'excuses ou de prétextes, font défaut, obtiennent des ajournements : presque toujours l'affaire est renvoyée, c'est-à-dire enterrée. Tranquilles de ce côté, ils reprennent l'œuvre à laquelle les sollicitent à la fois leurs intérêts et leurs convictions, et les malheureux curés expient par de nouvelles tracasseries l'insolence de leurs plaintes. S'ils persistent à maintenir les anciens rites, les outrages redoublent, le service divin est suspendu, les presbytères transformés en étables [1].

Bientôt les prêtres, découragés, renoncent même à implorer la protection impuissante de leurs supérieurs, s'arrangent pour plaire aux patrons, deviennent les instruments dociles de la propagande hérétique. Les populations suivent, s'habituent aux nouvelles doctrines sans s'en apercevoir, n'ont pas même conscience de la défection où on les conduit. Si elles montrent quelque mauvaise volonté, le seigneur ne les ménage pas plus qu'il ne ménage le curé : à Eula, la commune est encore catholique, mais n'ose pas

1. Borovy cite un assez grand nombre de détails caractéristiques. (L'archevêque Brous de Mohelnitse, p. 134 et sq).

l'avouer « par crainte des punitions »; à Leukendorf, les habitants refusent très énergiquement de recevoir le pasteur luthérien qu'on veut leur imposer, mais le maître n'a pas plus souci de leur mécontentement que des remontrances de l'archevêque.

Presque partout d'ailleurs les novateurs ont pour eux le courant général; les cas sont très rares où il leur est nécessaire de recourir à la violence. Les actes de pression sont curieux parce qu'ils jettent une vive lumière sur l'état des mœurs à cette époque et qu'ils montrent les limites de l'autorité royale, incapable, — non seulement de ralentir le développement de l'hérésie, — mais même de protéger les Catholiques contre l'injustice; mais il convient de n'en exagérer ni le nombre ni la portée [1]. En face de l'Utraquisme en pleine décomposition et du Catholicisme, dont la réorganisation commence à peine et qui ne représente pour la masse du peuple qu'une superstition détestée, il suffit que le monarque se relâche un peu de sa sévérité pour que les forces qui entraînent le peuple vers le Protestantisme produisent tout leur effet. Dans les grandes familles dont la fidélité à la cour de Rome avait traversé sans faiblesse l'insurrection hussite, des défections retentissantes éclatent. Sur la frontière de l'Allemagne, les seigneurs sont presque tous gagnés à Luther. Dans la petite noblesse, parmi les Chevaliers, les Catholiques et les Utraquistes ne forment plus qu'une exception presque négligeable.

Ferdinand ne paraît pas s'être ému outre mesure de ce flot qui menaçait de tout emporter. — Mieux valait laisser l'inondation s'étendre que de lui opposer des digues qu'elle aurait renversées. Peut-être aussi pressentait-il qu'il serait

1. Les écrivains protestants, lorsqu'ils ne se contentent pas de considérations générales et entrent dans le détail des faits, sont bien forcés de reconnaître que les nobles ne professent pas un grand respect pour la liberté de conscience. Les actes des deux Consistoires et les documents officiels sur lesquels s'appuient les récits de Borovy et de Frind ne laissent aucun doute sur la réalité de ces abus de pouvoir. Mais de leur côté les Catholiques tirent des exemples qu'ils apportent des conclusions trop générales. Le mot de persécution dépasse ici infiniment la mesure; il y a çà et là une pression un peu brutale, mais elle est presque toujours inutile.

moins difficile d'extirper l'hérésie que d'arrêter ses conquêtes. Accomplie au hasard, sans plan, suivant le caprice des individus, la Réforme bohême souffrait d'un mal incurable, l'incertitude et la confusion des doctrines. Sans doute, la très grande majorité des hérétiques tchèques se réclamait de Luther ; — dans les provinces du nord en particulier, les Luthériens étaient si nombreux que, dès 1545, ils avaient leurs surintendants particuliers. Mais ils étaient fort peu unis, rongés par les mêmes divisions qu'en Allemagne ; orthodoxes et libéraux, disciples de Flacius ou d'Osiander, se poursuivaient ici d'acerbes accusations comme dans l'Empire. Le clergé luthérien se recrutait au hasard : quiconque était allé à Vittenberg ou avait passé quelques mois en Allemagne était jugé digne d'une cure. — Médiocres directeurs de consciences que ces théologiens improvisés, qui commettaient les plus lourdes erreurs et tombaient dans les plus choquantes contradictions ! Il était rare que les pasteurs qui se succédaient dans une chaire ne prêchassent pas des doctrines différentes.

A côté des Luthériens, les diverses sectes hétérodoxes avaient continué leur propagande. Dans les provinces du centre, les disciples de Zwingle et de Calvin étaient assez nombreux, et leurs succès étaient favorisés par la nouvelle orientation de l'Unité qui s'éloignait de Luther en même temps que d'Augusta et inclinait vers les théologiens suisses et français. Les Anabaptistes, fort nombreux en Moravie en dépit des vexations de toutes sortes, étaient au contraire très rares en Bohême, mais Schwenkfeld [1] y comptait des partisans, spécialement dans les districts limitrophes de la Silésie. En dehors enfin de ces sectes classées, d'autres

1. Schwenkfeld, 1490-1561. Partisan dévoué des idées réformatrices, il se sépara de Luther sur la question de la communion. C'est un des plus nobles cœurs et des plus grands esprits qu'ait produits la Réforme. Il protestait contre toute tyrannie, aussi bien celle de Luther ou de Zwingle que celle du pape, réclamait la liberté chrétienne, « non celle de la chair, mais de l'esprit et de la conscience ». Par certains côtés de sa doctrine et par l'importance qu'il attachait à la pureté de la vie, il rappelait les Frères. V. Kadelbach, *Gesch. Schwenkfelds und der Schwenkfelder* (Laubau, 1860).

groupes se formaient, mal définis, sans autre raison d'être que l'ignorance ou l'exaltation de quelque prédicateur, les prétentions pédantesques d'un seigneur; elles disparaissaient aussitôt, non pourtant sans laisser dans le pays une nouvelle cause d'inquiétude et de confusion.

Par suite, au milieu de cette ébullition générale, rien de stable et de solide. Tous les progrès restaient précaires tant que les hérétiques n'avaient ni symbole commun ni constitution régulière. Ferdinand et les progressistes le comprenaient également; de là l'âpreté avec laquelle ils se disputaient la nomination du Consistoire. C'était une des clés de la situation, et le roi était bien décidé à la conserver.

Il s'arrangea pour la mettre une bonne fois à l'abri de toute surprise. Dès 1553, l'archiduc Ferdinand avait attiré son attention sur l'appui qu'apporterait à sa politique un Consistoire dévoué à la défense des intérêts catholiques, et il lui avait proposé de déposer de son autorité privée l'Administrateur et d'en installer un autre. Le roi recula : depuis 1517, les États avaient exercé en toute liberté le droit de nommer le Consistoire, il n'osa pas empiéter aussi ouvertement sur leurs prérogatives. Il fut plus hardi en 1562. On lui présenta une liste d'administrateurs dont les tendances luthériennes étaient connues [1]; il refusa de les confirmer, et, sans consulter les États, en désigna d'autres [2]. Les États s'indignèrent, rappelèrent les coutumes, leur longue possession. Ferdinand, suivant son habitude, négocia : l'affaire était grave, elle exigeait une mûre réflexion, à son prochain voyage, il leur annoncerait sa résolution définitive; loin de lui d'ailleurs la pensée d'empiéter sur les privilèges des seigneurs; qu'ils lui montrassent un titre, un décret, et il s'inclinerait. — Ils n'en avaient aucun, et il le savait; aucune ordonnance n'avait sanctionné leurs prétentions; comme

1. Parmi eux se trouvait Mystopol, qui avait réussi à rentrer en grâce auprès des Protestants; les autres avaient été choisis parmi les prêtres accusés d'hérésie par Gelastus.

2. Borovy, *Die Utraquisten in Bœhmen*, p. 8. — Tomek, *L'administration de l'Église utraquiste* (Tschas. tschesk. Musea, 1848).

d'habitude, ils n'avaient pas songé à mettre leur droit au-dessus de toute contestation. Ferdinand ne revint jamais en Bohême, et ses successeurs, en dépit de toutes les réclamations, conservèrent dès lors la nomination du Consistoire. C'est là un de ces coups d'État de détail qui abondent dans le règne de Ferdinand, un nouvel exemple de la finesse avec laquelle il modifiait la Constitution sans la violer ouvertement; il possédait au suprême degré l'art d'interpréter le silence des lois et de ménager les transitions. En 1562, soit parce qu'il n'avait pas sous la main des hommes éprouvés, soit, ce qui paraît plus probable, pour déconcerter l'opposition des nobles et enlever tout prétexte à leurs plaintes, les prêtres qu'il avait choisis pour composer le Consistoire lui étaient fort suspects, aussi enclins à l'hérésie que ceux dont il avait refusé d'approuver l'élection. Mais les hommes passent, les institutions demeurent. L'important était que les Protestants restassent sans organisation et sans chef. Le jour venu, le Consistoire serait une arme précieuse contre eux. Les Compactats, sous lesquels ils dissimulaient leurs erreurs, on s'en servirait alors pour les sommer de se soumettre à la Papauté. En somme, si on n'avait pas réussi à empêcher les Luthériens d'entraîner la majorité de la nation, du moins ils étaient hors la loi, la tolérance dont ils jouissaient était temporaire et précaire, et leur situation n'était pas sans quelque analogie avec celle des Frères, toujours sous le coup d'un mandat d'expulsion; pas plus que ceux-ci, la Constitution ne les reconnaissait et ne les protégeait.

*
* *

Ferdinand avait pendant ce temps, — non sans peine, — obtenu de la Papauté les concessions qu'il jugeait indispensables pour ramener à l'Église catholique le gros de l'armée hérétique. Il avait toujours été convaincu qu'une réconcilia-

tion avec les dissidents n'était pas impossible et qu'il était sage d'accepter certaines de leurs demandes plutôt que de s'exposer à les jeter dans un schisme irréparable. Il partageait sur ce point l'opinion de tous les princes contemporains, et ses récentes désillusions après l'Intérim de 1548 ne l'avaient pas guéri de ses espérances obstinées. Il ne cessait de poursuivre la Curie de ses représentations, souvent très vives, la suppliait d'autoriser le Calice, non seulement en Bohême, mais dans tous les pays impériaux. Il se heurtait à une extrême mauvaise volonté. Après une assez longue période d'hésitation, la Papauté avait repris confiance dans sa mission; les attaques avaient réveillé la foi des anciens temps, et avec la foi était revenue l'inflexibilité théologique. La Société de Jésus pénétrait dès lors l'Église de son esprit, et les tendances pacifiques et conciliantes étaient de moins en moins en faveur. Paul IV, fanatique à courte vue, fort mal disposé pour les Habsbourgs, accueillait toutes les demandes par un non-possumus absolu, et les décrets du Concile de Trente avaient rendu extrêmement improbable, sinon absolument impossible, une entente avec les Protestants.

Les résultats immédiats de cette obstination ne furent pas très heureux pour l'Église, et les progrès effrayants de la Réforme inquiétèrent bientôt les rois catholiques; Philippe II et Henri II de France ajournèrent leur querelle et, par le traité de Câteau-Cambrésis, s'unirent pour combattre l'hérésie (1559). Comment arrêter le mal? Les expulsions et les auto-da-fé n'y suffiraient pas si l'on ne donnait en même temps satisfaction aux légitimes réclamations de la conscience populaire. D'où était sortie la révolte? — Des abus. Il fallait l'atteindre dans sa racine.

Paul IV venait de mourir, fort heureusement pour l'Église, et il avait été remplacé par Jean-Ange de Médicis, qui prit le nom de Pie IV (1559). Aimable, savant, Pie IV avait été forcé sous le pontificat précédent de quitter Rome pour fuir la colère de Paul qui détestait en

lui ses tendances modérées et son affection pour les Habsbourgs; il disait hautement qu'il fallait ramener les Allemands par la douceur, et il avait été élu sans doute parce qu'il représentait une politique toute différente de celle de son prédécesseur [1]. Ferdinand crut le moment venu de renouveler sa requête et chargea une commission de préparer un mémoire fort détaillé, assez modéré dans la forme, très radical dans le fond, qui dut être présenté officiellement au Concile. L'Empereur réclamait non seulement de profondes réformes dans les habitudes romaines et les mœurs du clergé, mais la communion sous les deux espèces, le mariage des prêtres, la célébration du service divin en langue vulgaire, la suppression des jeûnes [2]. Les princes catholiques allemands appuyaient l'Empereur, et les ambassadeurs français devaient au nom de Catherine de Médicis déposer des propositions analogues.

Les choses, cependant, n'allèrent pas aussi facilement qu'on l'avait supposé. Pie IV, en dépit de toute sa bonne volonté naturelle, n'avait ni le désir ni le pouvoir de rompre avec le parti catholique intransigeant qui formait la véritable force de l'Église. Depuis qu'il était pape, il envisageait la situation à un point de vue un peu différent : il n'eût satisfait Ferdinand qu'en s'aliénant à jamais Philippe II, et il est bien certain qu'entre la cour de Vienne et celle de Madrid, l'hésitation n'était guère possible pour lui. — D'autant plus qu'il savait bien que l'Empereur finirait toujours par céder : déjà ne l'avait-il pas amené à permettre que le Concile se réunît de nouveau à Trente et non dans une ville d'Allemagne, comme Ferdinand l'avait d'abord exigé?

Les historiens modernes sont en général sévères à ce

1. Il disait « qu'il fallait accorder aux Allemands le Calice et le mariage des prêtres ». Sur les rapports de Ferdinand et du Concile de Trente, voir, outre les ouvrages généraux, Reimann, *Unterhandlungen Ferdinands I mit Pius IV.*, (*Forsch. z. deutsch. Gesch.* 1866;) et Sickel, *zur Gesch. d. K. von Trient* (Vienne, 1872).

2. Cp. Sickel, *Archiv f. œsterr. Gesch.* B. 45 (1871), et Reimann, dans les *Forsch.* 1868.

propos pour le roi de Bohême, l'accusent de maladresse et d'inconstance ; il avait derrière lui tout le Nord de l'Europe et cependant il n'obtint rien des Pères, passa sous les fourches caudines de la majorité italienne et espagnole. Il me semble qu'il y a quelque injustice dans ces reproches. Peut-être eût-il été possible, avec un peu plus de fermeté, d'éviter certaines humiliations et de sauver les apparences ; mais, dans aucun cas, le résultat n'aurait pu être sensiblement différent de ce qu'il fut. Non seulement, en effet, l'entente entre les cours française et autrichienne ne fut jamais cordiale, mais surtout Ferdinand, dans ses négociations avec le Concile et le Pape, avait une infériorité évidente : il ne songeait pas à se séparer de l'Église, n'avait aucun goût pour le rôle d'Henri VIII, et ses protestations les plus vives perdaient toute leur force parce qu'on était sûr qu'il ne se résignerait jamais à une rupture. Pie IV le ménageait même moins que Catherine de Médicis, parce qu'il l'estimait davantage, n'admettait pas qu'il fût capable d'une défection. Le Pape et l'Empereur étaient d'accord sur le but, la restauration de l'Église catholique ; ils ne différaient que sur les moyens : or, qui ne voit que dans ces conditions c'était à l'Église à prononcer en dernier ressort? Son protecteur temporel en serait toujours réduit à se soumettre avec plus ou moins de bonne grâce.

L'accueil que firent les évêques au memorandum de Ferdinand ne laissait aucun doute sur les dispositions de l'assemblée ; l'Empereur n'osa même pas soutenir ses conclusions, s'excusa ; il bornait désormais son désir à obtenir la Communion sous les deux espèces. La question était déjà venue devant le Concile en 1551. Les Pères avaient fixé la doctrine catholique sur l'Eucharistie, mais ne s'étaient pas prononcés sur le Calice. Non pas que l'opinion de la majorité fût douteuse, mais elle avait été arrêtée par les réclamations de l'ambassadeur de Charles-Quint, le comte de Montfort ; au moment où l'on attendait l'arrivée des Protestants, fermerait-on la voie à toutes les négociations? Un certain nombre de prélats n'étaient pas éloignés d'ail-

leurs d'admettre une transaction sur ce point. Parmi les légats qui présidaient maintenant le Concile, le cardinal de Mantoue, qui reconnaissait volontiers la nécessité de quelques réformes, était enclin à donner, autant que possible, satisfaction à l'Empereur ; le cardinal Hosius d'autre part était trop au courant des affaires d'Allemagne pour ne pas voir que certains sacrifices étaient indispensables. Les représentants de la Bavière et de l'archevêque de Salzbourg défendirent aussi la Communion sous les deux espèces.

Certains arguments produisirent quelque impression sur l'Assemblée : après tout, il ne s'agissait pas d'un article de foi, mais d'une coutume introduite assez récemment dans l'Église et qu'elle était toujours libre de modifier. Non seulement le Concile de Bâle avait permis aux Hussites de communier sous les deux espèces, mais à Chypre, en Crète et dans les provinces vénitiennes, six cent mille Grecs-Unis conservaient le Calice. Les envoyés impériaux, l'évêque de Fünfkirchen, Georges Drascovics et le nouvel archevêque de Prague, Prous de Mohelnitse, ne montrèrent pas une grande habileté. Pendant longtemps, ils s'étaient payés de vaines excuses, avaient laissé traîner l'affaire en longueur. Quand ils s'aperçurent qu'ils avaient été joués, ils voulurent prendre leur revanche, exigèrent qu'on mît la discussion à l'ordre du jour. Le cardinal de Mantoue les avertit de leur imprudence : la majorité était hostile ; mieux valait patienter quelques jours ; les évêques français étaient en route, ils les soutiendraient. Les envoyés du roi refusèrent de rien entendre. Prous qui porta tout le poids de la discussion, n'avait pas l'oreille de l'Assemblée. Sa grande taille, sa piété sincère, la dignité de son caractère, son éloquence commandaient le respect, mais les évêques italiens qui disposaient de la majorité, lui reprochaient sa hauteur et son indépendance. Il avait été le défenseur très ardent, presque intempérant, dit Pallavicini, des droits des évêques contre la puissance pontificale ; c'était un prélat du xv^{e} siècle, égaré dans une réunion où dominaient des tendances absolument opposées à celles de Constance et de Bâle. Il

parla aux évêques « comme un maître », et son discours véhément lui aliéna tous les indécis. Les Espagnols, qui auraient pu savoir gré à Prous de son attitude vis-à-vis de la Curie, étaient, d'autre part, nettement hostiles au principe même de la proposition, assez mal disposés pour Ferdinand qui prétendait décider des choses « qui n'appartiennent qu'à Dieu ». Dans les discussions antérieures, les jésuites Lainez et Salméron avaient insisté sur le danger que l'on courait à présenter la doctrine de l'Église comme mobile et incertaine : le seul moyen de vaincre l'hésésie était de lui résister sans faiblir; si on entrait dans la voie des transactions, où s'arrêterait-on? L'Archevêque de Grenade, dont l'autorité était grande, essaya d'écarter la demande de Ferdinand par la question préalable; l'affaire avait été déjà jugée, à quoi bon y revenir? En dépit de tous les efforts des légats, quarante-huit prélats seulement votèrent pour l'autorisation du Calice, tandis que cinquante-deux la repoussaient et que soixante-cinq demandaient que l'on renvoyât la décision au Pape. Le cardinal de Mantoue proposa alors au Concile de recommander au Pape le vœu de l'Empereur, mais soixante-dix-neuf voix contre soixante-neuf se prononcèrent pour la négative. Simonetta, qui passait pour le dépositaire de la volonté pontificale, réussit cependant à obtenir du Concile une sorte de désaveu, et une forte majorité vota purement et simplement le renvoi à la Cour pontificale (17 sept. 1562) [1].

Ferdinand fut fort irrité de cet échec, et le Pape craignit un moment que sa mauvaise humeur ne le poussât à quelque violence. Il s'était rendu à Innsbruck pour suivre de plus près la marche du Concile, se plaignait de ses lenteurs, de sa servilité : peut-être l'Italie et l'Espagne ne désiraient-elles pas la réforme de l'Église, mais l'Allemagne ne supporterait pas la continuation de l'ordre de choses existant. Les ambassadeurs français le pressaient de transférer le Concile dans une ville d'Allemagne. — A quoi eût abouti

1. Philippson, *West-Europa im* XVI^en^ *Jahrh.*, p. 143.

cet éclat! Les Luthériens ne se fussent certainement pas contentés des maigres satisfactions qu'on leur proposait, et tout ce bruit eût fini par une prompte reculade; le seul effet probable d'une rupture momentanée avec l'Église eût été d'augmenter la force de l'hérésie. Les alliés mêmes de Ferdinand, après l'avoir mis en avant, l'auraient-ils suivi, et était-il prudent de se lancer dans une pareille aventure sans autre appui que le cardinal de Lorraine? Le nouveau légat pontifical, Morone, et le jésuite Canisius, qui avait gagné la confiance de l'Empereur, était initié aux délibérations les plus secrètes et fournissait aux négociateurs romains de précieux renseignements, lui montrèrent sans peine les dangers du coup de tête où on l'excitait. Quel grief sérieux avait-il contre le Pape? Si ses demandes avaient été écartées par la majorité des évêques, les légats ne les avaient-ils pas très franchement appuyées? Que ne s'adressait-il directement à la Curie? — L'Empereur, assez embarrassé déjà de son rôle d'opposition, cherchait une occasion de se concilier les bonnes grâces de Pie IV, pour qu'il acceptât sans difficulté l'élection de Maximilien comme roi des Romains. Il se lança dans la voie qu'on lui proposait et affecta désormais d'autant plus de complaisance pour la papauté qu'il n'espérait plus que d'elle seule les concessions désirées. Une ambassade partit pour Rome et soumit au Pape les vœux de l'Empereur : la communion sous les deux espèces serait autorisée, les prêtres mariés conserveraient leurs femmes, et là où les pasteurs réguliers feraient défaut, des laïques pourraient être désignés pour célébrer le service divin. Ferdinand insistait très vivement sur la nécessité de ces mesures : elles ramèneraient les égarés et « formeraient l'utile commencement de cette restauration de la paix et de l'unité de l'Église si longtemps attendue et désirée en vain [1]. »

La réponse de la Curie ne satisfit guère la cour de

1. Frind, *Urkunden über die Bewilligung des Laienkelchs in Bœhmen unter K. Ferdinand.* Prague, 1873, p. 11.

Vienne; débarrassé du Concile, le pape ne songeait plus à modifier sur quelques points essentiels la coutume catholique. — Pie IV avait toujours cependant regardé la communion sous les deux espèces comme une question de pure forme et sans réelle importance. Aussi, sur ce point, accueillit-il aisément la requête des ambassadeurs allemands. On nous a assuré, disait-il dans un bref du 16 avril (1564), que parmi les Catholiques beaucoup éprouvent une telle passion de recevoir le Calice qu'ils ont été entraînés à se joindre aux dissidents qui, pour les admettre parmi eux, les ont forcés à renoncer à leur véritable foi, et que d'autres sont prêts à les suivre dans leur défection. Pour éviter ces scandales, il consentait à ce que les archevêques de Salzbourg et de Prague permissent dans leurs diocèses la communion utraquiste. — Sur tous les autres points, Pie IV demeura inflexible, et l'autorisation même du Calice fut entourée de restrictions qui en atténuaient singulièrement la portée : tous ceux qui se présenteraient pour recevoir la communion sous les deux espèces feraient profession de foi catholique et abjureraient leurs erreurs [1].—Les Hussites avaient toujours relevé comme une calomnie et une injure l'accusation d'hérésie : obtenir d'eux une abjuration était impossible. Ferdinand essaya de tourner la difficulté, voulut régler par une ordonnance royale les conditions et les rites de la communion utraquiste. Le texte du règlement qu'il envoya à Prague est curieux, moins peut-être parce qu'il témoigne de la passion avec laquelle il poursuivait la restauration de l'unité catholique et de la confiance que lui inspiraient encore les mesures de conciliation, que parce qu'il montre quelle autorité s'attribuaient alors les princes en matière de foi et par quelle confusion d'idées ils se croyaient tenus de persécuter les dissidents. Le décret du roi de Bohême est un véritable texte théologique ; sans doute, dit-il, il n'appartient pas aux princes séculiers de statuer sur les questions spirituelles ; en sa qualité d'Empereur cependant,

1. *Id.* p. 14.

il est le premier-né de l'Église, son avocat et son défenseur suprême, et comme un évêque du dehors. — A ce titre, il gourmande et encourage les prêtres, fixe les rites et le dogme, trace aux directeurs la conduite qu'ils devront suivre, entre dans les détails les plus minutieux, tranche les difficultés, prescrit comment sera porté le calice, comment le vin sera versé et conservé, etc. [1]

Ferdinand avait surtout recommandé aux prêtres de ne pas décourager les bonnes volontés, mais de faciliter le retour des égarés en évitant les subtilités théologiques ou les cérémonies humiliantes. En dépit cependant de toute sa bonne volonté, son ordonnance parut encore de nature à mécontenter les Utraquistes. Le Chapitre catholique de Prague s'effraya : les intentions du souverain étaient louables et les termes de l'ordonnance excellents en eux-mêmes, mais il fallait tenir compte des circonstances et ménager la transition : dire aux Bohêmes que chacune des espèces renfermait le Christ tout entier avec sa divinité, son âme, son corps et son sang, que l'Église a le pouvoir de modifier la forme extérieure des Sacrements, c'était heurter les préjugés les plus enracinés et supprimer tous les effets attendus de l'autorisation pontificale.

Le bref de Pie IV fut enfin lu solennellement dans la cathédrale de Prague (23 juillet 1564). La lettre par laquelle l'archevêque en avertit l'Empereur, est pleine des plus joyeuses espérances : la publication en tchèque aura lieu le dimanche suivant; il a l'intention de parcourir ensuite le royaume, en particulier les districts de Zatets et de Litomierzitse pour y distribuer la communion sous les deux espèces; les Utraquistes n'auront plus désormais aucun prétexte pour persister dans leur isolement; aussi espère-t-il que l'Empereur ne tardera pas à publier un nouvel édit, corollaire nécessaire de la bulle du 16 avril, par lequel tous les prédicateurs hérétiques seront chassés du royaume; la réconciliation de la Bohême et de Rome sera ainsi ac-

1. *Id.*, p. 24.

complie [1]. — Le même jour l'Empereur mourait à Vienne (1564).

Aurait-il signé le mandat que sollicitait l'archevêque? Ce mandat lui-même aurait-il été exécuté et le roi eût-il amené le parti utraquiste, c'est-à-dire la grande majorité de la nation, à se contenter des pauvres concessions qu'il avait arrachées à la papauté? — Le contraire semble infiniment probable. L'Empereur mort, les radieuses perspectives un moment entrevues s'évanouirent aussitôt. Dans les pays voisins, on reconnut bientôt la vanité et même les dangers d'une innovation qui troublait les consciences, détruisait l'unité mystique du Corps du Christ, fomentait la révolte en lui accordant une apparence de victoire [2]. Dès 1571, le duc Albert de Bavière interdit la communion sous les deux espèces. En Bohême, le principal résultat de la bulle de 1564 fut de jeter un peu de désarroi parmi les Catholiques : un certain nombre demandèrent le calice et cette infraction aux anciens usages ne fut souvent que le début d'une apostasie. Quant aux Utraquistes, ils persistèrent dans leur opposition [3]. L'archevêque Prous de Mohelnitse maintint le décret, un peu par point d'honneur. Son successeur le laissa tomber en désuétude ; lorsqu'en 1587, on lui demande d'autoriser la communion sous les

1. *Id.*, p. 36,

2. Les raisons qui rendaient dangereuse l'autorisation de la communion utraquiste sont résumées avec beaucoup de précision dans une pétition du jésuite Paul Thurn, 1622 : c'est le manteau sous lequel se cachent les hérétiques ; elle n'a été permise par le pape que malgré lui ; les vrais croyants sont scandalisés et les dissidents, encouragés ; il est plus difficile de ramener à la vérité catholique ceux qui communient sous les deux espèces que les hérétiques avérés, etc. (Frind, p. 43).

3. C'est l'opinion de Frind et de Gindely. Borovy est d'un avis opposé et il cite une lettre curieuse de l'archevêque au cardinal Gabriel Palæoto, dans lequel Prous se félicite des résultats obtenus : L'usage *indifférent* de la Communion, écrit-il, rapproche toujours plus les esprits divergents, retient jusqu'à un certain point les indécis dans le devoir de l'unité, relève les coupables, ramène les égarés..... Ceux que nous avons reçus de nouveau dans l'Église ne sont pas rares, tant laïques qu'ecclésiastiques. (L'archev. Brous, p. 51). — Seulement la lettre est de 1565, et l'effet de la bulle commençait à peine à se faire sentir. Le témoignage de Prous est suspect en pareille matière, et les événements postérieurs ne laissent suivant moi aucun doute sur les résultats très peu favorables de l'autorisation du Calice.

deux espèces à Litomierzitse, il refuse : mieux vaut ne pas introduire de nouveauté, mais s'en tenir à la tradition. L'expérience avait échoué.

Il était facile de le prévoir. Quand, au concile de Trente, les ambassadeurs de Ferdinand déclaraient que les Hussites ne se séparaient de l'Église que parce qu'ils communiaient sous les deux espèces, ils se faisaient, volontairement ou non, de graves illusions. Que d'autres divergences au contraire! La communion des enfants, l'obligation et non l'autorisation du calice, les différences de rites, sans compter les habitudes invétérées d'indépendance. L'attitude du Consistoire, quand l'archevêque lui envoya la bulle du 16 avril, lui donna un avant-goût des déboires qui l'attendaient : les prêtres refusèrent de la recevoir, « par crainte des seigneurs ». Et que dire des Pseudo-Luthériens qui formaient dès lors les neuf dixièmes du parti prétendu utraquiste? Pour les ramener au Catholicisme, il eût fallu de tout autres mesures, ou plutôt, il y avait désormais en présence deux factions irréductibles. Cent ans auparavant, à l'époque de Podiébrad, la bulle de Pie IV aurait probablement inauguré une ère d'apaisement, mais les concessions tardives n'ont jamais servi qu'à encourager les insurrections. C'était comme une réédition, plus timide, de l'Intérim d'Augsbourg, une tentative désespérée du parti catholique modéré qui s'était usé à poursuivre cette chimère, une réconciliation avec l'hérésie. A quoi avaient-ils abouti, sinon à énerver la défense, et n'étaient-ils pas en partie coupables par leurs hésitations et leurs négociations intempestives des succès prodigieux du Protestantisme? L'événement donnait raison contre eux aux intransigeants et aux fanatiques. L'Église qu'ils avaient compromise, les violents la sauvèrent.

Au prix de quelles convulsions et de quels massacres cependant! C'est devant cette vision sanglante qu'avait reculé Ferdinand. — Il n'avait rien d'un Ferdinand de Styrie ou d'un Maximilien de Bavière : il se croyait lié par ses serments, même quand il les avait prêtés à des hérétiques; il aimait et favorisait les Jésuites, mais il les avait

connus trop tard, son éducation était déjà terminée, son tempérament formé, et ils ne l'avaient pas guéri de quelques vieux préjugés : en religion comme en politique, il se défiait des moyens radicaux et il n'oubliait pas pour ses devoirs de chrétien ses engagements de souverain. Vers la fin de sa vie cependant, il est facile d'apercevoir en lui un changement assez sensible, il ne croit plus lui-même très sincèrement à la possibilité d'une entente entre les dissidents et les orthodoxes et il ne la poursuit plus que par acquit de conscience, avec un scepticisme découragé. Les derniers événements l'ont éclairé, l'attitude des Luthériens comme celle des Pères. Une nouvelle génération apporte dans la vie politique des passions plus fougueuses et des idées moins chancelantes. Lui-même a subi l'influence de la transformation qui s'accomplit autour de lui. L'âge a réveillé les impressions de foi ardente de ses jeunes années, les Jésuites l'entourent et le dominent; ses anciennes tentatives d'arbitrage lui causent quelque remords. Il est trop vieux pour modifier du tout au tout sa ligne de conduite, mais il ne repousse plus aussi complètement la nécessité d'une guerre d'extermination contre l'hérésie, et s'il ne songe pas à l'entreprendre, du moins la prépare-t-il. — Les mesures par lesquelles il inaugura la reconstitution du parti catholique tchèque furent aussi fécondes qu'avaient été stériles les essais de pacification : deux surtout, la restauration de l'archevêché de Prague et l'introduction dans le royaume de l'Ordre des Jésuites.

Depuis qu'au commencement des guerres hussites l'archevêque Conrad de Vechta avait passé à l'hérésie, le siège archiépiscopal de Prague était resté vacant. Les Tchèques n'avaient jamais réussi à faire agréer leurs candidats par la Curie, et les évêques que la Cour pontificale avait essayé d'imposer à la Bohême avaient bientôt renoncé d'eux-mêmes à des fonctions aussi désagréables que vaines. Depuis plus d'un siècle et demi, les fonctions d'archevêque étaient ainsi remplies par des administrateurs élus par le chapitre. Les Catholiques étaient privés de leur chef naturel au moment

où ils auraient eu plus que jamais besoin d'une direction unique et ferme. Les administrateurs avaient été en général des hommes de bien, animés d'une très sincère piété, et ils avaient mis tout leur zèle à maintenir les fidèles dans l'obéissance et le clergé dans la pratique des vertus canoniques : mais leur dévouement ne suppléait pas complètement à l'autorité qui leur manquait. Ils étaient réduits à recourir sans cesse à l'obligeance des évêques voisins, leur demandaient d'envoyer les Saintes-Huiles, de consacrer les églises, d'accorder la confirmation à leurs catéchumènes et l'ordination à leurs prêtres. A ce point de vue surtout, la nécessité de recourir à une autorité étrangère constituait une gêne cruelle : les candidats catholiques étaient condamnés à de longs et pénibles voyages, souvent exposés à des rebuffades. Pour beaucoup de prélats, tout ce qui venait de Bohême était suspect; trompés plus d'une fois par les Utraquistes, ils se défiaient. Ces difficultés de toutes sortes décourageaient les vocations, alors qu'on avait déjà tant de peine à recruter des ouvriers pour travailler à la vigne du Seigneur. La vacance du siège métropolitain semblait de plus créer une sorte d'égalité entre les fils soumis de l'Église et les révoltés. Le Consistoire d'en bas ne consentirait jamais à reconnaître la suprématie du Consistoire d'en haut : seul un archevêque rendrait quelque vigueur à l'action catholique et inspirerait quelque respect aux Utraquistes.

Ferdinand ne décida cependant la cour de Rome à nommer un archevêque de Prague qu'après d'assez longues négociations. La grosse difficulté était de lui assurer des revenus honorables : presque tous les biens de l'archevêché, jadis fort riche, avaient passé dans des mains étrangères et le pape craignait d'exposer à de pénibles humiliations un de ses plus hauts représentants. Les sollicitations et les promesses de l'Empereur triomphèrent enfin des scrupules pontificaux [1]. Le candidat désigné était Henri Scri-

1. Une des craintes de la Curie était de paraître confirmer la confiscation des domaines ecclésiastiques. Peut-être aussi le souvenir de la défection de Conrad de Vechta entrait-il pour quelque chose dans la réserve des papes.

bonius de Horchov, qui depuis 1556 administrait le diocèse de Prague. Précepteur de l'archiduc Charles, le père de Ferdinand II, il avait toute la confiance de la famille royale. Sa science, son éloquence, la sincérité de sa foi lui avaient valu le titre d'oracle du chapitre ; bienveillant et affable, il ne comptait pas un ennemi ; le roi n'aurait pu désirer un auxiliaire qui entrât mieux dans ses vues et dont le dévouement éprouvé à l'Église fût plus prudent et plus charitable. Sous sa direction, des progrès sensibles avaient été déjà accomplis, les abus les plus criants, supprimés ; les Catholiques réconfortés saluaient l'aurore d'une ère nouvelle ; avec Scribonius commence réellement l'œuvre de restauration continuée après lui par les Prous, les Médek et les Harrach. Il refusa d'être à l'honneur après avoir été à la peine, ne voulut d'autre récompense de ses travaux que le droit de mettre au service du nouvel archevêque son expérience et son autorité [1].

Ferdinand proposa alors à la Curie un homme qu'il avait appris depuis longtemps à estimer et à aimer, Antonin Prous de Mohelnitse. Descendant d'une bonne famille d'origine morave, Prous, éloquent, instruit, avait le goût des tâches difficiles : c'était un enthousiaste. En 1542, il avait demandé à accompagner comme aumônier l'armée qui marchait contre les Turcs ; curé à Cheb, il avait défendu pied à pied le terrain contre l'invasion du Protestantisme. Ferdinand, après l'avoir choisi pour directeur, l'avait nommé conseiller privé, puis évêque de Vienen. Le pape, que l'attitude de Prous au Concile et son indépendance disposaient assez mal en sa faveur, céda cependant aux instances répétées de l'Empereur, et, le 5 septembre 1561, il fut confirmé archevêque de Prague. Le choix était heureux et Prous justifia la confiance du souverain : au milieu de difficultés inouïes et telles qu'elles pouvaient abattre les plus fermes courages, son dévouement ne faiblit pas et sa foi n'eut pas de défaillance ; les succès immédiats ne furent pas très visibles, et

1. V. Borovy, Antonin Brous, p. 8 et sq. — Frind, IV, p. 132 et sq.

comment en aurait-il été autrement? Mais il ouvrit la voie à ses successeurs et rendit possible leur victoire.

A lui seul cependant et réduit à l'appui du clergé national, il n'eût réussi à rien. Mais le roi lui avait fourni des collaborateurs admirables : quelques années plus tôt, il avait appelé en Bohême l'Ordre des Jésuites. Ici, comme dans l'Europe entière, ils allaient être les plus habiles et les plus vaillants apôtres du relèvement de l'Église.

Le pontificat de Paul IV (1555-1559) marque le moment de l'apogée du Protestantisme. En 1558, un ambassadeur vénitien estime qu'un dixième à peine des Allemands est encore soumis à la Papauté. Non seulement ceux des pays germaniques qui sont aujourd'hui protestants, appartiennent dès lors, aux doctrines nouvelles, mais encore les provinces méridionales et occidentales, reconquises plus tard en partie par le Catholicisme, sont autant de foyers d'hérésie. Dans les domaines des Habsbourgs, en dépit de la bonne volonté de Ferdinand, en Autriche et en Hongrie, les nobles sont presque tous protestants et les mesures les plus rigoureuses n'arrêtent pas les progrès de la Réforme dans les villes. Les peuples scandinaves ont été des premiers à se séparer de Rome. Là même où l'autorité de l'Église a longtemps paru le mieux assise et le plus solidement fondée sur l'histoire et le caractère des populations, son pouvoir est mis en question ; en Pologne, sous Sigismond-Auguste, les Luthériens et les Calvinistes se disputent sa succession. Le tableau n'est guère plus favorable si l'on tourne les yeux vers l'Europe occidentale. La Suisse et les Pays-Bas sont en grande partie protestants, l'Écosse a été convertie par Knox, et l'Angleterre, schismatique depuis Henri VIII et exaspérée par les cruautés de Marie la Sanglante, confond ses destinées et celles de la Réforme. En France, une grande partie de la noblesse est gagnée par la contagion, et la reine Catherine hésite entre la messe et le prêche. Jusqu'à l'Espagne et à l'Italie où le mouvement d'opposition gagne de proche en proche et où des foyers d'invasion semblent annoncer l'explosion prochaine et générale du mal.

Les prévisions les plus pessimistes sont naturelles, le flot grossit sans cesse, l'insurrection va emporter les dernières barrières : encore un effort, et de ce pouvoir pontifical devant lequel pliaient les peuples et les rois, un souvenir seul subsistera.

Les causes de cet effondrement sont très diverses, mais aucune n'avait plus facilité le triomphe des adversaires de la Curie que ses propres tergiversations et l'espèce de résignation inerte dans laquelle elle s'était renfermée. L'attaque l'avait surprise dans toute l'ivresse abandonnée de sse récents triomphes. Victorieuse des redoutables et hautaines assemblées du xv^e^ siècle, forte de la connivence chèrement achetée des souverains temporels, elle croyait n'avoir plus qu'à jouir de ses succès, et, dédaigneuse de ses adversaires, s'absorbait dans le culte des lettres et des arts ou la chimérique poursuite de conquêtes territoriales. Pendant longtemps, les prédications de Luther ne réussirent pas à la distraire de travaux plus aimables ; les querelles dogmatiques paraissaient assez insignifiantes et saugrenues à des hommes épris de l'idéal humaniste : avant que les Léon X et les Clément VII sussent très exactement ce dont il s'agissait, la moitié de l'Europe leur avait échappé. Il n'était pas très facile, d'ailleurs, d'organiser la résistance. Les mêmes raisons qui déterminaient la levée de boucliers contre Rome, expliquent qu'elle ait à peine essayé de se défendre. Elle n'aurait combattu avec quelques chances que si elle eût opposé à ses ennemis un programme précis et une armée disciplinée, un credo et un clergé : mais, dans ce cas, la révolte ne se serait pas même produite. Ce qu'on lui reprochait, en effet, n'était-ce pas l'ignorance et la corruption de ses prêtres et la prépondérance qu'elle accordait aux intérêts matériels sur les questions religieuses? Quels auxiliaires que ces clercs qui n'avaient le plus souvent cherché dans les Ordres qu'un prétexte pour satisfaire doucement leurs vices ! Et les gardiens mêmes de la foi, les évêques et les papes, élégants, aimables, spirituels, étaient-ils assez sûrs de la vérité pour maintenir envers et contre tous l'infaillibilité

de l'Église et l'immutabilité du symbole? Quand deux religions sont aux prises, la victoire appartient nécessairement aux plus religieux, c'est-à-dire non pas à ceux dont la doctrine est la plus pure, mais à ceux dont la conviction est la plus absolue. Les papes avaient contre eux l'incontestable supériorité intellectuelle qu'ils possédaient sur leurs ennemis.

Le fanatisme cependant est contagieux; l'avantage qu'il procure à un parti ne saurait ainsi jamais être que passager, parce qu'il provoque une réaction dont la violence est en proportion directe des passions qu'il a mises en jeu. La foi assoupie se réveilla, dès qu'elle fut contestée. Le Catholicisme avait tenu dans le passé une trop grande place, il était trop intimement uni à l'âme des peuples, il représentait un trop noble effort de la spéculation pour être dépossédé sans coup férir. Quelques uns des abus les plus scandaleux avaient cessé du jour où une secte nouvelle avait revendiqué la direction de la Chrétienté. Surveillé, le clergé avait rompu avec ses habitudes de laisser-aller et de négligence, et peu à peu, gagnant de proche en proche, un souffle de piété et de foi avait couru dans la hiérarchie tout entière. Quand le péril est grave, un instinct de conservation appelle aux postes éminents les plus intrépides et les plus ardents au combat. Sur le trône pontifical, les théologiens remplacèrent les humanistes, et les beaux esprits eurent pour successeurs des ascètes. Les soldats, mieux dirigés, coururent à la mêlée avec plus d'impétuosité, et leur courage à son tour ne toléra plus chez leurs généraux de faiblesse ou de transaction. Il s'établit entre tous les représentants de l'Église cette série d'actions et de réactions, qui se produisent toutes les fois qu'une nation, un parti ou une religion sont engagés dans une guerre de vie ou de mort; tous les combattants furent emportés d'un même élan irrésistible.

Entraînée par la masse des croyants et les entraînant, la Papauté reprit une vigoureuse offensive, et quelques années suffirent pour modifier radicalement la situation. Au Con-

cile de Trente, le Catholicisme prouva qu'il avait en lui assez de vitalité pour ne pas reculer devant les réformes nécessaires, mais ces réformes, loin de faciliter une entente avec les rebelles,—comme l'espérait l'indécision de ceux qui avaient plus de bonne volonté que de clairvoyance, — n'aboutirent qu'à marquer plus nettement la rupture, fortifièrent l'autorité pontificale et donnèrent au dogme la précision et la rigueur qui lui manquaient. Le clergé se tranforma et fut soumis à une discipline inflexible, l'indépendance des Églises nationales disparut, les divergences de rites furent condamnées sans appel. — Les Protestants se croyaient maîtres du terrain, et ils s'aperçurent que la bataille commençait à peine. Ils ne se doutaient pas encore de l'importance du Concile de Trente qu'ils étaient déjà chassés de toute l'Europe méridionale ; Philippe II mettait au service de la foi menacée ses troupes, ses trésors et l'implacable obstination d'un génie dans lequel s'incarnait le fanatisme espagnol, trempé dans des siècles de croisades. A son appel, la défense s'organisa partout. Dans beaucoup de pays, les conquêtes du Protestantisme avaient été plus bruyantes que réelles ; l'élan des premiers jours s'était épuisé, des querelles intestines le rongeaient. C'était au tour des assaillants d'être surpris, et ils furent vivement ramenés en arrière.

Dans la lutte désormais ouverte entre le Protestantisme et le Catholicisme, et qui s'est continuée jusqu'au jour où l'apparition des idées philosophiques a, sinon réconcilié les diverses sectes chrétiennes, du moins détourné leur colère contre un nouveau et plus redoutable ennemi, les véritables organisateurs de la victoire furent les Jésuites. Les haines qui les poursuivent, la terreur presque mystique qu'ils inspirent, sont justifiées par les faits. On peut en parler sans haine et sans amour, mais non sans admiration ou sans épouvante. S'il est vrai de dire que c'est du Concile de Trente que date la rénovation du Catholicisme, il n'est pas douteux que sans leur influence l'œuvre du Concile n'eût pas été ce qu'elle fut, que seuls ils tirèrent des résolutions de Trente tout ce qu'elles renfermaient et qu'ils

fournirent à la papauté le cadre de l'armée dont elle avait besoin. « Les machinations de Satan sont inépuisables, dit l'historien de la Société, mais elles sont déjouées par la bonté divine. Pour éteindre la sainte religion et perdre une foule innombrable d'âmes, l'ennemi du genre humain avait inventé de séduire un moine et de le pénétrer de son horrible esprit. Ce fut un moine qui défit l'ouvrage d'un moine. Pour que la sagesse de Dieu ne parût pas inférieure à la ruse du serpent, il fallait opposer aux nouvelles bandes d'infidèles de nouveaux bataillons de croyants »[1]. Bataillons du Christ, armée de Dieu, soldats de la foi, les expressions militaires reviennent avec une sorte d'obsession sous la plume des écrivains de la Compagnie, et c'est bien une machine de guerre qu'avait créée Ignace de Loyola, la plus redoutable qui ait jamais été inventée pour le triomphe d'une idée. Sans volonté, détaché de tout lien terrestre, le jésuite est le plus discipliné des lansquenets comme le plus fougueux des apôtres et le plus héroïque des martyrs. Aucune tâche n'est trop ingrate à ses yeux, ou aucun devoir trop périlleux. Comme toutes les légendes, la légende du jésuite, telle qu'elle hante l'imagination populaire, est ridicule si on veut l'appliquer à tel ou tel personnage, mais vraie d'une vérité générale et profonde si on l'étend à la Société tout entière. En dépit des Provinciales, les jésuites sont personnellement de fort honnêtes gens ; quand on les rencontre dans l'histoire comme dans la vie, on éprouve volontiers pour eux de l'estime, souvent une certaine sympathie, quelquefois une respectueuse admiration. Modestes, instruits, de bonne compagnie, leur dévotion est sincère et souriante, leur piété, indulgente et aimable : moins durs aux autres qu'à eux mêmes, ils comprennent le monde et le dédaignent en le dominant ; nul n'a su mieux qu'eux être des pêcheurs d'âmes, et ils ont conservé de leur fondateur la grâce irrésistible et le talent d'être tout à tous.

Et cependant, au moment même où l'on ressent le plus

1. Orlandini, *Historia Societatis Jesu*, pars prima, 1.

vivement le charme de toutes ces qualités séduisantes, un étrange sentiment d'inquiétude envahit l'âme : ils sont en dehors de l'humanité. A la fois par le but qu'ils se sont proposé et par les procédés qu'ils y ont employés, ils ont justifié toutes les accusations et toutes les colères. Certains dévouements, pour être sublimes, n'en sont pas moins contre-nature. Ils ont renouvelé le crime d'Origène, se sont mutilés de leurs propres mains. Ils ont abdiqué leur conscience et ont voulu imposer à l'humanité le même effroyable renoncement. De là, leur force, mais aussi leur échec définitif. Leur victoire eût condamné le monde à une éternelle enfance, aussi n'ont-ils rien fondé ni rien produit, ni un livre, ni un monument, ni une œuvre. Mais, pendant deux siècles, ils ont tenu tête à l'avenir. Comme à leurs yeux la seule faute irréparable était la révolte contre l'Église, tous les procédés leur étaient bons pour étouffer l'esprit d'imprudence et de libre recherche. Leur implacable douceur entassait sans remords les cadavres, quand les massacres étaient nécessaires pour rétablir l'autorité.

Nulle part, leur action n'est aussi admirable à la fois et épouvantable qu'en Bohême. Quand ils y sont arrivés, le parti catholique n'existait plus, découragé encore plus qu'affaibli par les désertions ; ils l'ont refait de toutes pièces, réorganisé, l'ont réchauffé au feu qui les brûlait ; puis, après avoir préparé le combat avec autant d'adresse que de persévérance et d'abnégation, ils ont engagé l'action avec une conviction que n'effrayaient pas plus les dangers que les cruautés. Victorieux, ils ont abusé de la victoire sans remords et sans pitié, chassé du pays les hérétiques obstinés, courbé les autres sous un joug de fer. Pendant un siècle et demi, toute recherche a été proscrite, tout travail intellectuel, suspect ; ils ont réalisé aussi complètement qu'au Paraguay leur idéal de gouvernement, et c'est miracle si la nationalité tchèque n'a pas expiré sous leur tyrannie. Non pas cependant qu'ils eussent contre la Bohême quelque haine : loin de là. Ils l'aimaient au contraire, mais comme l'œuvre qu'ils avaient pétrie de leurs mains et à condition qu'elle

répétât docilement l'hymne de soumission qu'ils lui apprenaient.

Ferdinand fut un des premiers souverains à pressentir les destinées futures de la Compagnie. L'Ordre avait été approuvé par le pape depuis quelque dix ans (27 sept. 1541), lorsqu'il demanda à Loyola de lui envoyer quelques moines. Le véritable fondateur de la mission allemande fut Canisius. Assistant de l'évêque d'Augsbourg au concile de Trente, puis professeur et recteur de l'Université d'Ingolstadt, réservée à une si grande célébrité, fort avisé, très fin, ambitieux, il gagna les bonnes grâces de l'Empereur qui l'attira à Vienne et le nomma prédicateur de la cour [1]. Telle était la confiance de Ferdinand en lui qu'il insista longtemps pour lui faire accepter l'évêché de Vienne. Ignace refusa de se priver d'un serviteur précieux, mais permit à Canisius d'administrer le diocèse pendant un an; en réalité, ses fonctions se prolongèrent quatre années. Ferdinand avait donné aux Jésuites de Vienne le couvent des Carmélites, deux chaires à l'Université, leur confiait d'importantes missions diplomatiques; ils avaient créé un collége pour les fils des familles nobles, et leur action s'étendait peu à peu.

Malgré tout, il semble que le séjour de Vienne plaisait peu à Canisius : un champ nouveau d'activité s'ouvrit bientôt pour lui.

Le chapitre de Prague et l'abbé de Broumov (Braunau) demandèrent à Ferdinand d'appeler les Jésuites en Bohême. De tous les maux dont souffrait le Catholicisme dans le royaume, les plus graves et les plus fâcheux étaient l'ignorance des prêtres et l'indifférence des fidèles. Or, le principal but des Jésuites était précisément de relever le niveau intellectuel et moral du clergé et de former par l'éducation

1. Canisius était né à Nimègue en 1520. Élève de l'Université très orthodoxe de Cologne, il avait été initié à l'Ordre par le Père Le Fèvre, avait beaucoup contribué à maintenir Cologne dans la religion catholique. Cp., outre les histoires générales, Lang, *Gesch. der Jesuiten in Baiern* (Nurenberg, 1819,) et, pour les rapports de Ferdinand et de la Compagnie, Drüffel, *Briefe und Akten*. Charles-Quint était au contraire assez mal disposé pour les Jésuites qui lui avaient fait une très vive opposition lors de l'affaire de l'Intérim.

une nouvelle génération capable de réparer les fautes de ses aînés. A côté de leurs maisons de profès, c'étaient des colléges qu'ils fondaient, et non des cloîtres. Canisius partit pour Prague, afin de reconnaître le terrain. Il fut assez mal accueilli : à la porte ce chien, lui criait-on, nous avons l'oie qui veille pour nous. Il calma cependant les craintes des Utraquistes : ils ne viendraient pas fomenter de nouvelles querelles, mais seulement répandre la science; tous les Bohêmes n'avaient-ils pas intérêt à ce que les pasteurs du peuple fussent mieux pénétrés de leurs devoirs? — On leur avait désigné pour demeure le célèbre cloître de saint Clément, dans la Vieille-Ville, à quelque distance du pont de Charles IV. Il avait compté jadis 150 moines et les Dominicains y avaient dirigé des écoles longtemps prospères; ruiné et en grande partie détruit pendant les guerres hussites, il n'abritait plus que le prieur et deux religieux. Malgré l'activité avec laquelle les travaux de restauration furent poussés, les Jésuites n'en prirent possession qu'en 1562; l'énorme construction qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de Clementinum ne s'éleva d'ailleurs que peu à peu, à mesure que leurs succès et les libéralités de leurs partisans leur permirent d'étendre leur établissement primitif [1].

L'administrateur Scribonius avait supplié Canisius de lui envoyer des moines qui parlassent le bohême comme l'allemand : à cette condition seulement ils acquerraient quelque influence. Leurs chefs le savaient bien; mais ces missionnaires, connaissant le tchèque, où les recruter? Ferdinand avait bien envoyé à Rome, en 1551, neuf jeunes Bohêmes pour y terminer leurs études religieuses; il n'y avait plus de place dans le Collège germanique qui venait d'être ouvert : Ignace les recueillit dans sa propre maison, les pénétra de son esprit; ils entrèrent tous dans la Société et devinrent les champions de la foi et les instituteurs de la génération qui triompha en 1621. Mais leur éducation était loin d'être terminée et, pour le moment, force était bien de

1. Sur l'introduction des Jésuites en Bohême, v. Frind, IV, p. 372.

se contenter de ce qu'on avait. A la place de science, du moins la foi fit des miracles.

Malgré les injures des premiers jours, l'impression que rapportait Canisius n'était pas défavorable. Il avait jugé la situation avec une pénétration qui lui fait grand honneur : le peuple de Prague communiait sous les deux espèces, mais, sauf cela, conservait les rites et les cérémonies catholiques, et quant aux hérétiques, ils manquaient de savants et n'étaient pas d'accord entre eux. Le terrain était plutôt plus favorable qu'à Vienne où la rebellion, plus jeune, était plus vivace et en communion plus intime avec le Protestantisme germanique [1]. — Cela ne signifiait pas que les confesseurs de la vérité n'auraient aucune épreuve à traverser. Les moines partirent d'Italie sous la conduite du recteur Cornélius Brogelmann. « Allez, leur avait dit le pape, comme des brebis au milieu des loups. N'ayez pas de crainte, Christ est à votre tête. Soyez prudents, ayez la simplicité de la colombe, et, si le bien public et la religion le demandent, n'hésitez pas à sacrifier votre vie dans le combat sacré [2] ». Le voyage à travers l'Allemagne fut pénible : on les insultait, on leur jetait des pierres, on voulait les forcer à faire gras les jours de jeûne. Enfin, le 18 avril 1556, Ils arrivèrent à Prague. Le collége de Prague appartenait à la province de Germanie ; en 1563, on créa une province autrichienne, dont le provincial résida à Vienne.

Ignace, mourant, s'était relevé de son lit d'agonie pour donner aux missionnaires ses derniers conseils : peu d'hommes ont eu au même degré le don de communiquer le feu divin à leurs auxiliaires ; l'enthousiasme qui les inspirait les soutint contre les défaillances, et, ce qui est plus rare, les préserva de toutes les fautes. Canisius avait demandé au directeur de l'Ordre de lui envoyer des hommes « armés d'une sainte patience, brûlants du désir de supporter beau-

1. *Ponebat suam Canisius operam Pragæ jucundius multoque lætius quam Viennæ, majoris spe fructus allectus.* Le peuple tchèque... *ad honestum ac rectum suo propensus ingenio.* Orlandini, p. 268.
2. *Id.*, p. 399.

coup pour semer maintenant avec des larmes et récolter un jour avec joie. » Les Jésuites apportaient deux convictions qui les rendaient invincibles : ils étaient sûrs qu'ils possédaient la vérité et sûrs que l'avenir leur appartenait ; les déboires ne les attristaient pas, l'abondance de la moisson compenserait la lenteur des travaux [1]. Nous possédons sur les premiers temps de leur séjour à Prague les Mémoires d'un jésuite, écrits avec une évidente sincérité ; c'est un document infiniment curieux et touchant. Jetés au milieu d'un pays dont ils ne connaissaient rien et dont ils ignoraient la langue, ils avaient contre eux, outre les préventions des hérétiques, la jalousie des autres Ordres et la suspicion de presque tout le clergé catholique dont ils troublaient la quiétude. Pour se maintenir d'abord, se créer des relations, s'assurer des ressources, il fallut des prodiges. Aucune autre Compagnie n'a apporté au service d'une cause un pareil ensemble de qualités contradictoires : c'étaient des mystiques actifs, des politiques enthousiastes, des apôtres diplomates ; à aucune époque on n'a admiré dans un même corps une semblable association de science à un degré suffisant de profondeur et de simplicité communicative, de renoncement et d'ambition, d'humilité et de pompe, d'inflexibilité et de souplesse. Pas une âme dont ils ne trouvassent la clé. Leur grande supériorité était d'offrir un refuge assuré aux consciences si longtemps tourmentées par les doutes et assoiffées de repos. Avec eux, plus de discussions et d'obscurités : ils apportaient une doctrine claire, précise, arrêtée dans ses moindres détails. Quelle tentation pour la paresse et l'ignorance humaines ! Pour faire son salut, on n'avait qu'à s'abandonner entre leurs mains. Le catéchisme qu'avait composé Canisius à Vienne était admirable, avec ses questions si bien enchaînées, ses réponses concises qui ne laissaient place ni l'erreur ni à l'équivoque. On compte par centaines les rééditions qu'il eut et par centaines de mille les âmes qu'il ramena à Rome. Les Jésuites s'inspi-

1. *Id.*, p. 368.

raient de ce modèle, qu'il suffisait de modifier dans certains détails secondaires pour qu'il fût approprié à toutes les circonstances.

A peine arrivés à Prague, ils avaient commencé leur œuvre d'enseignement, ouvert un gymnase et une académie. Les professeurs manquaient, les élèves étaient rares, aussi l'organisation était-elle fort incomplète. Le gymnase avait six classes... sur le papier; les trois classes de grammaire étaient réduites à une, la classe de rhétorique chômait de temps en temps. A l'académie, embryon de la future Université catholique, les études supérieures étaient représentées par un professeur de théologie, auquel se joignit un peu plus tard un professeur de philosophie. Ce qui pressait le plus, c'était de gagner à la Compagnie des protecteurs, de retenir dans l'obéissance et la foi les seigneurs catholiques, chez lesquels des symptômes de défaillance se manifestaient, d'assurer un meilleur recrutement du clergé. Dès 1556, les Pères inaugurèrent un *Convict des nobles* [1]; l'archiduc Ferdinand y envoya ses pages; en 1559, les deux fils du duc Ernest de Bavière y faisaient leur éducation. Ce haut patronage entraîna la noblesse; quelques-uns des grands fonctionnaires confièrent leurs enfants aux Pères, et bientôt la mode s'en mêla. En 1573, Grégoire XIII, pour reconnaître les services de la Société, fonda le séminaire des élèves pontificaux, où douze jeunes gens, pris en général dans la noblesse, étaient entretenus aux frais de la Curie; les boursiers, soumis à la même règle que les élèves du Collége germanique à Rome, se destinaient au sacerdoce et ils furent la pépinière où se recrutèrent les chefs de l'Église tchèque. Une autre fondation, la maison des Pauvres, d'où sortirent les simples prêtres, avait été ouverte en 1559, mais elle fut fermée quelques années plus tard, faute de ressources, et ne fut définitivement installée qu'en 1580 [2].

Si l'on en croit les Jésuites, leurs établissements scolaires

1. *Convictus* ou *Contubernium nobilium.*

2. Pour tous les détails relatifs au rôle des Jésuites dans l'enseignement, v. Tomek, *Gesch. der Prager Universitæt,* p. 160-172.

conquirent très vite une réputation qui dépassa même les limites du royaume et excita la jalousie des universités protestantes. A certains points de vue, leur orgueil est justifié par les faits : les professeurs de l'ancienne Université, sans revenus, sans élèves, soumis à des règlements surannés, surchargés d'ingrats travaux administratifs, ne témoignaient pas toujours d'un zèle très vif et les exemples qu'ils donnaient étaient quelquefois peu édifiants. Chez les Jésuites, les leçons étaient plus régulières, la discipline plus exacte. Si l'on étudie cependant les choses de près, on s'aperçoit vite qu'ils s'entendaient surtout à amuser leurs élèves et à jeter de la poudre aux yeux des parents ou du public. Tout était calculé pour l'apparat. L'année scolaire n'était qu'une succession de fêtes dont les apprêts ravissaient d'aise les jeunes gens et dont l'éclat trompait les spectateurs. On répète volontiers qu'ils ont été les premiers pédagogues du monde, et cela est vrai si l'on entend par là que personne n'a mieux pratiqué l'art de s'insinuer dans l'âme de leurs élèves et de leur dissimuler les ennuis de la science. On s'instruisait chez eux, comme on faisait son salut, sans effort et sans souffrance. Un jour, c'était la procession du Saint-Sacrement; sur l'autel, des enfants, couronnés de fleurs, des ailes aux épaules, entonnaient un cantique sur le signal du maître. Toutes les fêtes servaient de prétexte à des cérémonies semblables, tableaux vivants, déguisements, chants et danses. On représentait la Cène, la Passion, les souffrances du Christ dans le jardin de Gethsémané. Peu à peu, ils s'enhardirent : après les pantomimes, les mystères. En 1558, leurs étudiants représentèrent une véritable pièce : l'Église et son autorité sur les peuples ; en 1559, le combat de la Chair et de l'Esprit ; en 1560, l'Europe ou l'instabilité des choses humaines ; les années suivantes, la chute de Saül et le couronnement de David, la résurrection du Sauveur, saint Venceslas martyr ; ce dernier mystère, joué en 1567, était en tchèque[1] . Des milliers de spectateurs assistaient à

1. Il convient de remarquer que les Jésuites suivaient l'exemple qui leur avait été donné par l'Université utraquiste. Le goût du théâtre tendait alors

ces représentations, quelques-uns ne ménageaient leurs railleries ni aux acteurs ni à leurs maîtres; la masse ne comprenait rien à tout ce latin, mais s'enthousiasmait au bel ordre du spectacle, à la musique, à la mise en scène, aux défilés et aux combats [1]. Et pour les élèves quelle griserie que ces fêtes, avec les répétitions qu'elles exigeaient, les applaudissements de la foule, les félicitations des grands personnages, les dîners qu'on leur offrait! La vie scolaire tout entière n'était qu'une perpétuelle mise en scène. En 1559, pour la Pentecôte, les Jésuites organisent une grande cérémonie, les élèves prononcent des discours latins et grecs, célèbrent les sept dons du Saint-Esprit dans des vers macaroniques, tchèques, allemands, italiens, latins, grecs et hébreux : ils n'avaient pas deux ans d'études! Tous les dimanches, un élève de rhétorique récite devant ses camarades une poésie ou un discours. Le samedi, l'école s'ouvre aux parents, et, devant eux, sous la direction des professeurs, des discussions s'engagent sur les sujets les plus difficiles : chaque enfant étale son érudition, déploie ses grâces. A la fin de l'année, une joûte oratoire plus solennelle se termine par une distribution de prix.

Dans tout cela quelque chose d'artificiel, de peu sérieux, et comme une odeur de mensonge. En somme, les élèves n'apprennent pas grand'chose. Les parents s'étonnent de leurs progrès rapides en latin. Les professeurs, ne parlant pas le tchèque, leur serinaient quelques mots, quelques phrases. Que prouvait ce baragouin? Les Jésuites n'inspirent pas à leurs disciples le goût et le respect de la science, ne cherchent ni à ouvrir leur esprit ni à former leur raison. C'est un indice peu favorable que les écrivains qui sortent

à se répandre, et les élèves étaient les acteurs ordinaires. Les brimades (examen patientiæ) étaient ordinairement accompagnées d'une représentation. En 1539, on joua, dans le collège de Charles, Suzanne, et telle était l'affluence que les galeries faillirent s'écrouler. La pièce fut reprise en 1543, avec un tel succès que les étudiants durent donner une nouvelle représentation au palais royal devant Ferdinand et Anne. Jiretchek, *Les anciennes pièces de théâtre en Bohême,* dans les *Pamatky staré literatury tcheské,* t. III.

1. On trouve de très curieux détails sur ces représentations dans la *Chronique tchèque-morave* (en tchèque), vol. IV, par Korzan, p. 198 et sq. — Prague, 1881.

de chez eux en Bohême soient si rares et si médiocres. Il n'est pas jusqu'à l'ancienne Université, malgré sa décadence, qui ne leur soit infiniment supérieure; les études y sont plus graves, les méthodes plus élevées. Quel de leurs pieux humanistes soutiendra la comparaison avec Mathieu Kollin? Entre leur recteur Brogelmann, qui fait la chasse aux âmes, et Bachatchek qui n'est animé dans ses efforts pour relever l'instruction que par le culte de la vérité et du beau, il y a tout un abîme.

Ils se bornent à orner la mémoire, introduisent le déplorable système des morceaux choisis, destiné à une si longue fortune; tout ce qui risque de provoquer la réflexion, les épouvante. Ils mutilent l'antiquité; à ces merveilleuses littératures grecque et latine, ces grandes émancipatrices où s'est allumé l'humanisme, ils ne demandent que des procédés de rhétorique. Aucun auteur classique n'est lu d'un bout à l'autre; à peine si quelques discours de Cicéron trouvent grâce devant leurs yeux. Leur foi flaire partout des dangers. En 1559, ils proscrivent de l'école un livre d'Érasme, *De copia verborum*, non que l'œuvre en elle-même soit suspecte, mais parce que l'auteur n'est pas en odeur de sainteté. L'étude du grec est très négligée, l'histoire et les sciences, absolument écartées. Le professeur de philosophie ressasse les vieilles définitions scolastiques, le professeur de théologie explique le Livre des Sentences de Pierre Lombard. Les jeunes gens qu'on leur confie, ils veulent en faire non des savants et des hommes, mais des fils dociles de l'Église. La musique, les cantiques, les commentaires religieux, la récitation du catéchisme, les exercices de piété absorbent la plus grande partie du temps. Les élèves communient tous les dimanches, quelques-uns deux fois par semaine. On développe chez eux cette dévotion mystique qui a de tout temps fleuri dans l'Ordre. Dans les églises, dans la rue, certains de ces jeunes gens ont des visions : Jésus, la Vierge leur apparaissent; les professeurs écoutent tous ces récits, en mènent grand bruit. L'idée de miracles incessants, la croyance à l'intervention divine dans tous les incidents de

la vie, dans les examens, pénètre ces âmes tendres, destructrice de toute conception scientifique du monde et de la morale. Dans la vie comme dans la science, l'important est de sauver les apparences, d'éviter le scandale : les étudiants sont admirablement dressés, très respectueux pour les Pères, d'une politesse pleine d'onction, leur attitude au service divin est un sujet d'édification, les cœurs simples sont émus de leur voir suivre la procession, les yeux baissés : le diable n'y perd rien, et les documents contemporains prouvent que cette vertu de surface ne résiste guère aux tentations [1].

Les Jésuites ne se confinaient pas dans leurs colléges : ils attaquent la société par tous les côtés à la fois; en même temps que professeurs, ils sont prédicateurs, aumôniers, missionnaires, écrivains, que sais-je? Pendant les premiers temps de leur séjour à Prague le petit troupeau fidèle se désagrégeait encore à vue d'œil; on prétend qu'en 1559 un seul prédicateur utraquiste avait converti cinq cents Catholiques. Ces désertions en masse étaient faiblement compensées par les quatorze prosélytes qu'avaient ramenés les Pères [2]. Malgré tout, ils gardaient bonne contenance, cherchaient à frapper l'imagination populaire, célébraient les cérémonies du culte avec une pompe depuis longtemps oubliée, visitaient les prisons, encourageaient les condamnés et obtenaient leur grâce quand ils se convertissaient. Les vendredis et les dimanches, deux d'entre eux allaient dans les hôpitaux, et, après avoir prodigué leurs soins aux malades, les catéchisaient. Ferdinand leur avait confié en 1562 la censure des ouvrages imprimés et ils s'acquittaient de leurs fonctions « consciencieusement ». Ils encourageaient leurs pénitents à leur livrer les ouvrages suspects et les brûlaient en grand apparat. Déjà on les recherchait comme confesseurs; ils avaient l'oreille de la cour et l'archiduc Ferdinand suivait avec beaucoup de régularité et de dévotion les sermons de Blyssemius. Dans une ville où l'on ne par-

1. Tomek, *Gesch. der Prager Univers.*, p. 172.
2. *Mémoires d'un Jésuite*, publiés par Tomek, p. 203.

lait plus guère que tchèque, ces oraisons, en latin ou en allemand, ne s'adressaient qu'à une infime minorité et ils n'avaient pour auditeurs que ceux qui avaient le moins besoin de leurs instructions. Aussi, dès 1560, se mirent-ils tous à l'étude du tchèque, avec tant d'application qu'à la fin de l'année, l'un d'entre eux, Balthazar Pfarrkirchen, put entendre les Tchèques en confession.

Les difficultés ne manquaient pas. Leurs revenus étaient encore très faibles; la Chambre royale, toujours à court d'argent, payait fort irrégulièrement les subsides qu'elle leur avait promis; ils manquaient quelquefois des objets les plus nécessaires. En 1558, pendant un hiver très rigoureux, ils n'avaient pas d'argent pour chauffer la salle du collége; ils prièrent leurs élèves de demander à leurs parents quelques florins pour acheter du bois. Leurs ennemis affectèrent une belle indignation : — voilà, disait-on, la gratuité qu'ils avaient annoncée; en réalité, ils escroquent l'argent pour leurs propres besoins. L'archiduc lui-même s'émut, blâma leurs exigences : pourquoi s'adresser aux élèves lorsque le roi leur avait promis de les entretenir? La population était toujours sourdement hostile, accueillait toutes les dénonciations contre eux; on cassait leurs vitres, on les appelait fils de Judas. Au commencement, l'archiduc avait dû leur recommander de ne pas se montrer dans les rues pour éviter des scandales [1]. Les Utraquistes parlaient à haute voix dans leurs églises, s'approchaient de ceux qui se confessaient pour écouter; lors de l'exposition du tombeau du Christ, beaucoup circulaient autour de l'autel le chapeau sur la tête, raillaient ces cérémonies idolâtres. Quelques excès de zèle soulevaient des affaires désagréables. Les Utraquistes qui leur avaient confié leurs enfants, se plaignaient aigrement qu'on abusât de leur jeunesse pour les détourner de la foi de leurs parents. Les accusations n'étaient pas toujours très fondées, mais les ennemis des Pères les répétaient, ameutaient la foule

1. Borovy, L'archev. Brous, p. 145.

qui s'amassait devant leurs maisons et les poursuivait de ses vociférations. Le scandale fut plus grand encore quand leur professeur de théologie, Wolfgang, déclara hérétiques tous ceux qui regardaient la communion sous les deux espèces comme nécessaire au salut. Les exaltés ne parlaient de rien moins que de le mettre à mort; on ne les décida pas sans peine à se contenter de porter plainte auprès de l'archiduc; il est vrai que c'était enterrer l'affaire.

Les dix premières années s'écoulèrent dans ces luttes ingrates. Quelques dizaines de conversions douteuses constituaient le plus clair des bénéfices. Ferdinand Ier avait reconnu aux Jésuites le droit de conférer les grades universitaires (1562), et Grégoire XIII étendit plus tard ce privilège à tous leurs colléges (1571), mais, pour le moment, ils n'avaient encore qu'une cinquantaine d'élèves, et les candidats ne se présentaient pas. — Ils ne s'affligeaient pas de cette situation, et ils avaient raison : ils avaient pris pied dans le pays, s'y étaient créé des amitiés puissantes, avaient reconnu le terrain; les recrues leur arrivaient, leurs bataillons se complétaient, s'amélioraient aussi; qu'une circonstance favorable se présentât, ils seraient prêts, et, si elle tardait trop, ils trouveraient bien moyen de la faire naître. En religion comme en politique, l'œuvre de préparation, la seule possible à ce moment, avançait peu à peu. Ferdinand avait accompli sa tâche; ce serait à ses successeurs d'utiliser les forces qu'il leur léguait.

Depuis quelque temps, il s'affaiblissait; sa santé, jusqu'alors excellente, s'était altérée vers 1560 : il souffrait de la pierre, était affaibli par des accès de fièvre [1]. Le jeudi saint 1564, il voulut, pour obéir à la tradition, laver les pieds des pauvres, il fut pris d'un étourdissement. Les médecins essayèrent de lui cacher la vérité, mais sans le convaincre. Il traîna encore quelques mois et mourut le 25 juillet 1564.

1. Rapport de Giacomo Soranzo, Fiedler, p. 215.

Parmi les sujets de Ferdinand, écrivait peu de temps auparavant un ambassadeur vénitien, les Allemands aiment le roi et ne le craignent pas, les Tchèques ne l'aiment pas, mais le craignent « à cause des sévères châtiments qu'il leur a infligés lors de la dernière rébellion; cependant, cette crainte commence à s'atténuer » [1], les Hongrois ne l'aiment ni ne le craignent. Les envoyés de Venise, sous la forme un peu enveloppée qui leur est ordinaire, résumaient avec leur pénétration accoutumée les résultats caractéristiques du règne de Ferdinand. — Pendant la plus grande partie de sa vie, il n'avait été en Allemagne que l'exécuteur docile des volontés de Charles-Quint. Devenu Empereur sur le tard, après que son frère avait définitivement échoué à soumettre les Luthériens, il avait accepté de bonne grâce le fait accompli et les Allemands lui savaient gré de sa résignation et de sa tolérance. En réalité, c'était à la domination de l'Allemagne qu'il renonçait. Le Saint-Empire Romain-Germanique finit avec Charles-Quint; l'autorité du souverain, depuis longtemps minée par l'extension de la puissance des princes, ne pouvait plus être qu'un souvenir, du jour où la grande majorité des sujets se réclamait d'une autre foi; si les Électeurs protestants consentirent sans grande difficulté à donner leurs voix aux Habsbourgs, c'est que leur liberté n'avait plus rien à craindre. Les anciennes formules subsistaient, mais elles ne répondaient plus à rien. Le jour du couronnement, l'Empereur, la couronne sur la tête et le globe en main, recevait le serment de ses vassaux agenouillés; mais leur fidélité était aussi réelle que la suzeraineté du successeur de Charlemagne sur le royaume d'Arles ou l'Italie. Les contemporains ne se rendent jamais un compte très exact des révolutions qui s'accomplissent, et Ferdinand n'avait sans doute pas prévu les suites dernières de la paix d'Augsbourg. Il est incontestable du moins qu'il poursuivait dès lors un tout autre idéal que son prédécesseur. Non certes qu'il abdiquât

1. Rapport de Jean Michel, *id.* p. 239.

sans esprit de revanche, mais il comprenait vaguement que si les Habsbourgs devaient jamais rétablir leur autorité dans l'Empire, ce serait en conquérant l'Allemagne du dehors. A partir de 1555, le titre qui leur convient le mieux, c'est celui de Chefs de la maison d'Autriche; le sceptre impérial n'ajoute rien à leur puissance, quand il ne gêne pas leur action.

C'est là le premier résultat — et le plus grave — du règne de Ferdinand. Il déplace, comme l'axe de la puissance, l'ambition de sa famille, ou du moins il accepte et accentue le changement commencé déjà depuis des siècles. — Ainsi s'explique que la Bohême devienne le principal objet de son attention, comme c'est là aussi que sa politique produit ses plus remarquables effets. — Dans les provinces héréditaires, Autriche, Styrie, etc., en dépit des difficultés nouvelles suscitées par la Réforme, aucune résistance sérieuse n'était à craindre; les insurrections n'y furent possibles que par l'appui qu'elles rencontrèrent dans les pays voisins. Mais, dans les royaumes de Saint-Étienne et de Saint-Venceslas, les peuples, habitués à l'indépendance, supportaient avec peine le joug d'une dynastie étrangère; et cependant, seule l'union de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bohême mettait les Habsbourgs hors de pair et leur permettait de jouer un grand rôle au dehors. Leur puissance restait précaire tant qu'ils n'auraient pas transformé une alliance fortuite en une union définitive et établi solidement l'autorité royale. En Hongrie, la présence des Turcs qui occupaient la moitié du pays et qui étaient toujours prêts à offrir leur appui à l'opposition, rendait impossible tout essai sérieux de réforme. Ferdinand se contenta de sauver ce qui pouvait encore être conservé et de créer à ses successeurs des titres à la domination du Danube inférieur en soutenant contre Soliman une lutte inégale, mais courageuse.

En Bohême, le champ était libre. Héritier d'une situation très compromise, il réussit en quelques années à rendre à la royauté ses prérogatives les plus nécessaires, plia les nobles à l'obéissance, réduisit les diètes à être les agents

dociles de sa volonté, soumit les villes et supprima ceux des articles de la Constitution dont le caractère démocratique lui parut avec raison le plus menaçant pour l'avenir. La facilité avec laquelle la rébellion de 1547 fut écrasée montra quels progrès avaient été déjà accomplis, en même temps qu'elle fournit à Ferdinand l'occasion de pousser plus hardiment sa pointe. La Bohême ne cessa pas en apparence d'être un royaume autonome, mais elle fut dès lors enserrée dans les liens d'une administration centrale qui ne releva que du roi et elle déchut au rang de province. Dès ce moment, il n'y a plus de politique bohême, mais une politique autrichienne, d'armée tchèque, mais une armée impériale. Les ambassadeurs étrangers viennent à Prague quand la cour y séjourne, partent dès que le roi s'éloigne; les Bohêmes épuisent leur sang et leur or pour des causes qui leur sont indifférentes et quelquefois odieuses. Aussi, tandis que sous Charles IV, par exemple, ou Podiébrad, la cause du prince et celle de la nation sont indissolubles et que chaque victoire du souverain accroît l'importance de Prague, chaque succès de Ferdinand la rejette à un rang inférieur. Avec lui le peuple commence cette douloureuse étape qui, de défaite en défaite, le mènera à la servitude sous Ferdinand II, pour aboutir aux essais de germanisation systématique de Joseph II.

Quelle est, dans ce grand changement, la part propre du souverain et celle de l'époque et de la situation générale? — Il y a là une division presque impossible à faire. Toutes les révolutions qui affectent pour de longues périodes les destinées intimes d'un peuple sont la résultante d'une collaboration sourde de forces permanentes et d'actions personnelles. Il était fort difficile à ce moment que devant le nouveau groupement des puissances européennes et en face du péril toujours croissant qui menaçait du côté de l'Orient, la Bohême persistât dans son isolement. Les secousses terribles et prolongées par lesquelles elle avait passé, avaient énervé ses forces, les fureurs des partis avaient usé le patriotisme, les usurpations de l'oligarchie avaient rendu faciles

toutes les entreprises en rétrécissant outre mesure les bases du gouvernement. Ferdinand eut le mérite d'apercevoir où devaient être portés les coups décisifs et de frapper d'une main qui n'hésita pas. Il eut pour complices les Tchèques eux-mêmes, et si grande est dans ses succès la part de leurs fautes qu'ils ont presque perdu le droit de lui en garder rancune. Il n'en est pas moins vrai que, même en 1526, malgré les erreurs accumulées, il n'était pas défendu de rêver un autre avenir. Il n'eût pas été impossible à un souverain qui se fût appuyé sur les villes et eût développé les germes démocratiques de la Constitution, d'assurer par la liberté le relèvement de la Bohême. Mais il eût fallu pour cela que ce chef fût lui-même un Tchèque, grandi dans le culte des souvenirs nationaux et pénétré de l'esprit de la race. Ferdinand était un Habsbourg et, du jour où les Slaves l'acceptaient pour maître, ils se condamnaient à devenir les instruments d'une politique étrangère.

Moins heureux dans le domaine religieux, le roi n'avait réussi ni à ramener à l'obéissance les Utraquistes ni à empêcher les défections qui émiettaient leurs troupes au profit des Luthériens. Mais, même sur ce point et malgré les circonstances si défavorables, il avait remporté des succès qui, pour être surtout négatifs, n'en étaient pas moins considérables. Non seulement les Protestants restaient divisés et comme découverts, affaiblis par leur anarchie chronique et toujours sous le coup des reprises de la loi, mais la propagande des Frères avait été arrêtée, et le parti catholique se relevait sous la conduite de l'archevêque et des Jésuites. Sans doute l'avenir paraissait encore plutôt favorable aux Réformés, mais c'était déjà beaucoup que la victoire ne leur fût pas abandonnée sans combat et que la poignée de fidèles qui composait alors toute l'armée romaine, pût retrouver assez de forces ou d'audace pour accepter une suprême bataille. — La liberté religieuse cependant était à la fois la dernière franchise à laquelle s'intéressât encore dans une certaine mesure le gros de la population et la plus glorieuse des traditions nationales ; tout ce que le peuple

conservait encore de vigueur morale, il le consacra à la protéger. C'était comme la citadelle qui continuait la défense alors que la place était déjà aux mains de l'ennemi. Une victoire des Tchèques sur ce terrain mettait aussitôt en question toute l'œuvre de Ferdinand; leur défaite entraînait fatalement la ruine définitive des libertés politiques. Les règnes des successeurs immédiats de Ferdinand ne sont guère ainsi que des épilogues : il s'agit de savoir si les Tchèques auront leur revanche ou si sa politique sortira son plein effet. Ce n'est pas un médiocre éloge pour le fondateur de la dynastie que les fautes de ses enfants n'aient pas réussi à ruiner son œuvre.

LIVRE II

LES DÉBUTS
DE LA RÉACTION CATHOLIQUE

CHAPITRE I

LA DIÈTE DE 1575

Maximilien II : son enfance, son caractère et sa politique. Espérances et désillusions des Réformés. — Les partis religieux vers 1570. — Développement de l'Unité; luttes intérieures, incertitudes dogmatiques. Augusta et Blahoslas. — Les Luthériens. — Premiers efforts de restauration catholique : l'archevêque Antonin Prous de Mohelnitse. — La diète de 1575 : la Confession tchèque. Victoire incomplète et stérile des Protestants.

De son mariage avec Anne Jagellon, Ferdinand avait eu quinze enfants. A sa mort, treize étaient encore vivants, dix filles et trois fils. L'aîné, Maximilien, hérita de la Bohême, de la Hongrie, de la Haute et Basse-Autriche; Ferdinand, le cadet, qui avait longtemps gouverné la Bohême, reçut le Tyrol et l'Autriche antérieure; le dernier, Charles, la Styrie, la Carniole, la Carinthie, Goritse, Trieste et les possessions d'Istrie. — Pourquoi ce partage qui compromettait l'œuvre à laquelle Ferdinand avait voué sa vie? Faut-il l'attribuer à une de ces faiblesses dans lesquelles l'homme

se révèle chez le souverain, ou à un reste de défiance, sinon de rancune, contre son fils aîné, Maximilien?

Le père n'avait pas toujours été très satisfait de la conduite de ses enfants; dans les dernières années de sa vie, comme on suppliait l'Empereur de se ménager : « Ce n'est pas le travail qui me tue, répondait-il, mais le chagrin que me causent la mésalliance de Ferdinand et les idées religieuses de Maximilien. » — Ce dernier surtout avait été pendant longtemps séparé de son père par de très graves malentendus [1]. Il affectait volontiers des allures de prince héritier, se plaignait qu'on ne lui laissât aucune influence en Bohême, bien que les États eussent accepté son autorité, et que le pouvoir y fût toujours exercé par son frère; il jugeait sévèrement les ministres et blâmait la confiance absolue que leur accordait l'Empereur. — Au point de vue religieux surtout, il accueillait favorablement les idées nouvelles, s'entourait de personnes suspectes, tenait à distance les prédicateurs catholiques : pendant plusieurs années, il refusa de prendre part aux cérémonies romaines, préféra ne pas être couronné roi de Hongrie plutôt que de communier sous une seule espèce. Il recevait les délégués des sectes persécutées par son père, acceptait leurs pétitions et écoutait leurs doléances. Son prédicateur était un luthérien marié, Phauser, que Ferdinand chercha vainement pendant plusieurs années à ramener à des croyances moins hétérodoxes ou à éloigner de son fils. Phauser nous a laissé lui-même le récit d'une de ses conversations orageuses avec l'Empereur. Ferdinand commençait à discuter avec lui, puis, peu à peu, la colère le gagnait : il lui enjoignait de répondre et lui défendait de parler, l'appelait Antéchrist, monstre, vaurien, lui crachait à la figure; il vociférait en allemand, en latin, en italien, caressait son poignard, criait qu'il se

1. Maximilien eut même un moment l'idée, vers 1560, de fuir à l'étranger, pour se soustraire aux exhortations par trop pressantes de son père. Ce dernier, malgré tout, paraît avoir toujours conservé pour lui la plus vive affection. Cp. un très intéressant article de M. Reimann, *Die religiœse Entwickelung M. II in den Jahren* 1554-1564, dans la *Sybel's historische Zeitschrift*, t. XV.

laisserait écorcher vif avant de trahir l'Église, qu'il aimait mieux être damné avec le pape que sauvé avec Luther. — Bien qu'il faille sans doute rabattre quelque chose des paroles de Phauser, sot vaniteux qui ne mérite qu'une confiance modérée [1], ces violences, racontées au fils, les dénonciations des Jésuites, les obsessions de tous les ministres de la Curie, semblèrent longtemps ancrer de plus en plus le jeune prince dans ses résolutions et faillirent peut-être le pousser à quelque extrémité.

Un changement assez grave se produisit cependant dans la conduite de Maximilien, vers 1561. Il était question de son élection comme roi des Romains : mais Pie IV, malgré son dévouement aux Habsbourgs, n'avait pas dissimulé à Ferdinand que, pour consentir à cette élection, il exigerait des garanties formelles. — L'Empereur eut avec son fils un sérieux entretien, lui exposa la situation et les dangers au-devant desquels il courait ; lui-même, quelle que fût son affection pour Maximilien, ne le soutiendrait pas contre les Catholiques. Le jeune homme se soumit, jura de vivre et de mourir dans la Sainte Église romaine, comme ses ancêtres, assista désormais aux cérémonies religieuses, et, après son élection, promit obéissance et fidélité au pape et à l'Église (1562).

Ces déclarations satisfirent Pie IV et les Électeurs ecclésiastiques [2]. Les Protestants, malgré tout, gardèrent confiance en Maximilien [3]. Sa soumission n'allait pas sans réserves :

1. Je sais bien que ce n'est pas l'opinion de la plupart des historiens qui ont parlé de lui, mais ses discours et son attitude ne me paraissent pas mériter d'autre jugement.

2. M. Schwarz vient de commencer la publication de la Correspondance de Maximilien avec Pie V, (Paderbon, 1888). Les lettres parues postérieures, il est vrai, ne modifient sur aucun point essentiel les faits déjà connus.

3. La question de l'élection à l'Empire joue un très grand rôle dans la crise religieuse de Maximilien. Il avait été très irrité des efforts de Charles-Quint pour faire nommer roi des Romains son fils Philippe II, et c'est à ce moment que les contemporains commencent à parler plus nettement de ses tendances protestantes, tandis qu'auparavant il n'y est fait que quelques rares allusions. Ses relations intimes avec les Électeurs luthériens s'expliquent de même par le besoin de se créer un parti opposé à celui des Espagnols. Dès que ses inquiétudes disparaissent, son ardeur protestante diminue visiblement.

il réclamait toujours des réformes profondes, approuvait les demandes que Ferdinand adressait au concile de Trente et blâmait sa timidité et ses défaillances, refusait de communier sous une seule espèce [1]. Son règne allait-il inaugurer une ère nouvelle? Lorsque, en 1563, il se rendit en Silésie pour recevoir l'hommage de la province, les pasteurs lui dirent qu'ils avaient conservé toutes celles des cérémonies de l'ancienne Église qui pouvaient être maintenues sans idolâtrie : il les accueillit avec bonté, les encouragea à persévérer dans cette voie de modération, leur promit sa protection. Ses paroles retentirent au loin.

L'avenir ne réalisa pas ces espérances. La politique de Maximilien n'est pas sans doute inspirée par les mêmes idées que celle de son père, mais, en somme, elle n'est pas très sensiblement différente. Il ne persécute pas les Réformés, mais il est bien plus éloigné encore de les soutenir; son règne n'est pas une contre-partie du règne précédent, mais une suite, assez effacée et médiocre, comme la plupart des suites. Cela est surtout sensible à partir de 1569, c'est-à-dire lorsque, à la mort de Don Carlos, Maximilien commence à songer à la succession espagnole et éprouve par conséquent le besoin de se ménager les bonnes grâces de Philippe II. Auparavant, sans beaucoup d'audace, il a montré quelques velléités de réforme, essayé de réconcilier les Confessions ennemies, soutenu les solutions pacifiques et modérées : désormais, plus indifférent à l'Allemagne et dans l'espoir de devenir le chef de la maison de Habsbourg, il sacrifie à ses ambitions, sinon ses convictions, du moins ses doutes et, bien que ses sentiments intimes ne varient guère, il accepte docilement les instructions de l'Espagne et de Rome [2].

Aussi, les sympathies qui l'avaient d'abord accompagné, ne tardent pas à s'éloigner de lui. A l'origine, écrit l'ambas-

1. On trouve de curieux renseignements sur l'attitude de Maximilien dans les Mémoires de Castelnau, édition Le Laboureur, t. I et II, *passim*.

2. Maurenbrecher, K. M. II und die deutsche Reformation, dans la *Sybel's hist. Zeitschrift*, t. VII.

sadeur vénitien, on ne le craignait pas, mais on l'aimait; aujourd'hui le respect et l'amour qu'on lui portait diminuent chaque jour [1]. — Cette désaffection croissante l'affligeait, et il cherchait à reconquérir ses peuples par de pompeuses déclarations; mais comme elles ne répondaient à rien de réel, elles ne servaient qu'à accroître le mécontentement général, et on l'accusait de duplicité [2]. Le mot revient avec obstination sous la plume de tous ceux qui l'ont observé de près, et dans certaines circonstances décisives, il s'impose presque à nous. Il n'est pas cependant complètement exact. En réalité, il appartenait à cette catégorie d'hommes qui ont, avec plus de finesse dans l'esprit que de netteté, plus de bonne volonté que d'énergie. Il était de l'école nombreuse des trompeurs malgré eux, c'est-à-dire de ceux qui promettent plus qu'ils ne sauraient tenir. Son long séjour en Espagne et ses relations difficiles avec son père avaient déjà développé en lui un penchant à la ruse et le goût des petits moyens [3]; la contradiction des buts politiques qu'il poursuivait et de ses sentiments intimes exagéra toujours davantage ces défauts.

La désillusion croissante de l'opinion publique, l'enthousiasme qui avait précédé son avènement, remplacé par le doute et l'inquiétude et se changeant enfin en colère et en mépris, cette lamentable banqueroute d'un règne qui avait suscité tant d'espérances, cet avortement d'un esprit supérieur par certains côtés, mais que des lacunes irréparables condamnent à l'inaction, toute cette douloureuse tragédie morale nous est racontée dans les portraits successifs que nous tracent de Maximilien les ambassadeurs vénitiens. La déchéance fut cruelle pour un homme qui avait nourri de si hauts projets et s'était fait une habitude et un besoin de la sympathie générale.

1. Fiedler, p. 292. Les paroles de l'ambassadeur s'appliquent aux Allemands, mais elles ne sont pas moins exactes pour la Bohême.

2. *Id.*, p. 282 : on l'accuse d'être artificieux et d'avoir un langage peu en rapport avec ses sentiments... En paroles, il promet beaucoup... Il est très propre à faire commettre de grandes erreurs tant aux ambassadeurs qu'à tous ceux qui traitent avec lui.

3. V. le portrait que nous fait de lui Paolo Tiepolo, dans *Albéri*, III, p. 151.

Il se donnait cependant beaucoup de mal pour la conserver. Avec beaucoup de bonne grâce naturelle, simple, bienveillant, d'un abord facile et ouvert, il eût été, nous dit un de ses contemporains, d'un de ces mots profonds qui peignent un homme, un admirable courtisan : il se faisait tout à tous, se pliait à toutes les situations et à tous les caractères. Moins exubérant que son père, toujours maître de sa pensée, il semblait se livrer tout entier, étaler les replis les plus intimes de son cœur. Recevant tout le monde, accueillant toutes les objections, comprenant tous les sentiments et y abondant, il se croyait quitte envers ceux qu'il avait ainsi comblés de ses sourires. Il était de ceux qui préfèrent tout le monde, que leur bonne volonté universelle entraîne à des déclarations contradictoires et qui, s'imaginant de bonne foi avoir obligé tous ceux pour lesquels ils sont bien disposés, accusent volontiers d'ingratitude les sots qui les ont pris au sérieux et se plaignent niaisement d'être dupes.

La nature ne l'avait pas mal traité, bien que sa générosité envers lui eût été en somme plus apparente que réelle. Bien pris, de belle mine, le teint frais, les yeux vifs, un grand air de majesté répandu sur toute sa personne, la première impression était favorable, mais un examen plus attentif la corrigeait un peu. La taille était médiocre, les jambes grêles, la lèvre grosse et pendante, la santé surtout assez mauvaise. Il croyait avoir été empoisonné, était tourmenté par des palpitations et des oppressions terribles, il traîna longtemps un érysipèle à la jambe : toute fatigue lui était impossible. Plus tard, il souffrit d'un commencement de pierre, avec d'épouvantables maux de reins qui le tordaient pendant des trente ou quarante heures ; il en sortait brisé, anéanti. Mauvaises conditions pour soutenir de longs combats, suivre un plan longuement médité. Aussi, de très bonne heure, ce qui paraît dominer en lui c'est le découragement, la fatigue. Il se laisse vivre, ne conduit pas les événements. Après avoir si sévèrement jugé la confiance que son père plaçait dans ses ministres, il se repose aveuglément des soins du

gouvernement sur ses officiers, déclare qu'un roi ne saurait agir autrement.

Ses rêves fragiles se brisent au dur contact de la réalité. Sa première grande entreprise, sa guerre contre les Turcs, échoue misérablement : l'expérience lui suffit ; il abdique ses vastes pensées, sans même avoir le courage de rompre complètement avec elles. Par tempérament comme par réflexion, il désire la paix, il ne réussit pas à l'assurer. Il n'a que de nobles velléités. Chez certains hommes, et à ce signe on reconnaît les politiques de marque, les œuvres valent mieux que le cœur, chez Henri IV par exemple. Maximilien est un dilettante, épris de généreuses idées, qui, égaré dans le domaine de l'action, s'y compromet et s'y discrédite. A ce point de vue, il annonce le règne de Rodolphe II dont il a, avec moins de paresse et plus d'élévation morale, le goût des choses de l'art, l'intelligence ouverte et jusqu'à la passion des travaux mécaniques, mais aussi l'absence de volonté et l'indécision flottante. Lors même que les intérêts politiques ne l'eussent pas livré aux influences espagnoles, par faiblesse, par bonté d'âme, par désir de ne pas déplaire à une partie de ses sujets et de ne pas se créer des ennemis impitoyables, par largeur d'esprit et parce que, sur beaucoup de points plus avancé que ses contemporains, il ne prenait pas très au sérieux les questions dogmatiques qui les passionnaient, il ne serait pas sorti d'une politique d'expectative : il n'avait aucune des qualités nécessaires à un révolutionnaire, et sa timidité eût toujours reculé devant les responsabilités graves.

Quelles étaient ses opinions intimes en matière de foi? — Son premier maître, Wolfgang Severus, était en secret un disciple de Luther. Phauser, qui, dans la suite, fut plusieurs années son chapelain, était un protestant avéré, et on ne saurait nier que Maximilien a paru assez vivement attiré à cette époque vers le culte réformé. Mais qu'y avait-il dans ces velléités hérétiques de sérieux et d'affecté? Quelle part faire entre les besoins sincères de la conscience et l'inquiétude d'un jeune homme qui n'est pas fâché de se créer des

amitiés en dehors de son père? Si à un moment il se sépara presque ouvertement de l'Église romaine, il ne fit cependant jamais publiquement profession de foi protestante. La Réforme était déjà sortie de sa glorieuse période *d'orage et d'assaut,* n'avait pas conservé intact l'élan des premiers jours : les rivalités des sectes, le fanatisme des pasteurs et leurs subtilités dogmatiques déplaisaient au prince dont les conceptions idéales étaient souvent en cruelle contradiction avec la réalité. Dans ces conditions, les circonstances extérieures l'emportèrent : peu à peu il se départit de son opposition contre l'Église; les raisons plausibles ne manquaient pas à cette apostasie, et la transition fut si bien ménagée que Maximilien en sortit à son honneur.

Le courage chez lui ne fut jamais à la hauteur de l'esprit. Il n'était pas de force à soutenir la coalition des influences qui cherchaient à l'arracher à la perdition, ses frères, son père, pour qui, en dépit de quelques légers nuages, il avait une très vive affection, sa femme surtout; Marie d'Espagne, la sœur de Philippe II, adorait son mari, auquel elle donna dix enfants, et qui l'aimait lui-même beaucoup. Après tout, que lui demandait-on?— Un engagement négatif. — Maximilien, dont la nature inquiète se plaisait à une opposition modérée, sentait bien au fond qu'il reculerait toujours devant une rupture ouverte avec le Catholicisme. Le savant cardinal Hosius ne le convertit pas, mais lui apporta un prétexte pour couvrir sa palinodie. Quel avantage lui offrait la Réforme? Une union plus intime avec ses peuples; mais cette modeste espérance s'effaçait devant les brillantes perspectives que lui ménageaient adroitement les ambassadeurs du Pape et de l'Espagne. Tandis que, dans les autres pays, les questions de politique étrangère viennent en seconde ligne, parce que leur influence à l'étranger est l'effet naturel et presque involontaire du développement de leurs ressources intérieures, les chefs de la maison d'Autriche se sont toujours préoccupés davantage du dehors que du dedans; cela n'est pas moins vrai au XVI^e^ qu'au XIX^e^ siècle. Quelle n'eût pas été la puissance de Maximilien, disent quel-

ques écrivains contemporains, s'il se fût hardiment jeté à l'avant-garde, et, prenant la tête du parti protestant, eût rallié autour de lui toute l'Allemagne luthérienne? L'unité germanique eût été dès lors réalisée par lui; appuyé sur la reconnaissance des Réformés de l'Empire, sûr du dévouement de ses sujets immédiats, il aurait transformé l'Europe; il lâcha la proie pour l'ombre, le jour où, conduit par le Tentateur sur le sommet du Temple, il renonça à la vérité pour la puissance. — La chose n'est pas si évidente. Est-il bien certain que la sécularisation des biens ecclésiastiques eût profité surtout à l'Empereur? La Réforme était intimement liée à l'autonomie des princes et des seigneurs; leur reconnaissance aurait-elle été jusqu'à abdiquer leurs prérogatives entre les mains du protecteur de leur foi? L'Église catholique ne se fût certes pas résignée sans résistance à cette défection, sa défense eût été désespérée et l'issue des événements était au moins douteuse. Au moment où il était en pleine querelle avec son père, il avait tâté ses amis protestants pour savoir jusqu'à quel point il devait compter sur eux : ils avaient répondu par des conseils de prudence. Il se l'était tenu pour dit et s'était décidé dès lors à ne pas sacrifier à ces timides auxiliaires ses intérêts traditionnels.

Il n'aimait guère les Espagnols, se défiait de Philippe II qu'il soupçonnait d'aspirer à l'Empire; dans ses conversations avec les ambassadeurs, pendant lesquelles il révélait ses sentiments avec un laisser-aller un peu affecté, il le traitait assez durement; Philippe II le savait et ne le lui pardonnait pas. Mais les liens étaient si anciens et si intimes que des deux côtés on recula devant une rupture qui eût ressemblé à une guerre civile, et les intérêts communs étaient si nombreux qu'ils triomphèrent toujours de cette froideur réciproque. Philippe II était à la fois le cousin, le beau-frère et le gendre de Maximilien; ses armées étaient nombreuses, sa volonté implacable, ses trésors passaient pour inépuisables. Il eût été un ennemi redoutable. Sa riche succession valait bien quelques ménagements. Maximilien, pour gagner sa bienveillance, envoya en Espagne ses

fils Rodolphe et Ernest, ne parla plus de Philippe qu'avec respect, sollicita ses conseils, suivit ses indications. Les Protestants l'accusèrent de conspirer la ruine de la Réforme « avec le démon du Midi. » Leurs craintes étaient excessives comme l'avaient été jadis leurs illusions, et lorsque Maximilien s'offensait de ces suspicions, il n'avait pas tout à fait tort ; il conservait de sa jeunesse, avec une certaine largeur d'idées, l'horreur du recours à la force dans les questions de foi. « Les choses religieuses, écrivait-il encore en 1574, ne peuvent être décidées par l'épée : aucun homme noble, craignant Dieu et aimant la paix, ne soutiendra le contraire. C'est là ce que nous ont enseigné Christ et les apôtres. Leur épée était la prédication de la parole divine et une vie chrétienne. L'expérience devrait convaincre que la foi n'est pas vaincue par les supplices et les bûchers. Ces moyens ne me plaisent pas et je ne les approuverai jamais tant que Dieu ne m'aura pas enlevé la raison. Je veux pour ma part gouverner noblement, chrétiennement, avec la ferme assurance que Dieu m'accordera pour cela sa bénédiction, pour que je puisse rendre compte de mon administration devant les hommes et devant le Seigneur. » A plusieurs reprises, il essaya de gagner Philippe II à ses vues pacifiques. Comme toujours, les solutions logiques et violentes l'emportèrent sur les conseils timides d'une modération vacillante ; Maximilien, quelles que fussent ses véritables intentions, finit par subir, dans une certaine mesure, l'impulsion espagnole, et, s'il répugna toujours aux cruautés, il refusa aux Protestants les institutions qui les auraient mis à l'abri de toute réaction. Son règne fut ainsi, en définitive, favorable aux Catholiques malgré les progrès apparents de l'hérésie, parce que l'avenir demeura réservé. Il ajourna les conflits, ne sut ni les résoudre ni les supprimer.

Comme dans ces conditions aucun parti ne pouvait compter absolument sur le souverain, et qu'il n'avait ni la volonté ni la force d'imposer sa médiation aux factions ennemies, la royauté perdit rapidement une partie de la puissance qu'elle devait à Ferdinand Ier. Les nobles relèvent la tête,

les diètes deviennent tumultueuses. Mais, pas plus en politique qu'en religion, un changement décisif ne se produit. Si Maximilien cède en fait, il a la prudence de ne pas reconnaître officiellement les progrès de ses adversaires. C'est une sorte d'intérim, pendant lequel les partis s'organisent ; la crise éclatera sous le règne suivant.

*
* *

L'avènement de Maximilien avait provoqué parmi les Progressistes tchèques une très vive surexcitation. Les règnes qui se prolongent entraînent toujours une certaine fatigue : on était heureux du changement, on respirait, et tous ceux que menaçait l'intolérance de Ferdinand se plaisaient aux plus riantes imaginations. Ils s'aperçurent bien vite que le revirement, dans tous les cas, serait moins brusque qu'ils ne l'avaient supposé. Première désillusion : il leur fallait conquérir les concessions qu'ils pensaient devoir être acquises sans débat. La première déception passée, ils se reprirent à espérer. Maximilien prodiguait les bonnes paroles, recevait les députations des dissidents ; il avait autour de lui des intermédiaires très accueillants qui commentaient ses bonnes paroles, les accentuaient. Le rôle rempli jadis par le prédicateur Phauser était maintenant dévolu à un médecin, qui eut jusqu'à la fin l'oreille du maître, Crato de Crafftheim.

Né à Breslau en 1519, Crato était parti à quinze ans pour Wittenberg où il avait fait ses études. Il avait vécu dans l'intimité de Luther, et c'est avec ses souvenirs qu'ont été composés en grande partie les célèbres *Propos de table,* publiés par Aurifaber. Il avait rencontré dans la maison de Luther la plupart des Réformateurs, Mélanchton surtout, dont la douceur et la gravité firent une profonde impression sur son esprit. Comme sa faible santé ne lui permettait pas d'être professeur ou pasteur, il s'était consacré à la médecine, avait fréquenté les universités d'Italie,

et, de retour à Breslau, s'était marié dans une des riches familles de la bourgeoisie. Sa conduite pendant la terrible peste de 1550 dont il signala le premier le caractère contagieux, établit sa réputation, et il passa bientôt pour le meilleur médecin de l'Empire. En 1560, il fut nommé médecin de Ferdinand qui mourut entre ses bras; Maximilien le combla de titres et d'honneurs et il le consultait souvent.

Bien des points communs rapprochaient le malade et le médecin. Crato avait conservé dans ses lignes générales la doctrine luthérienne, mais le particularisme étroit et l'intolérante subtilité des successeurs du grand Hérétique le choquaient et l'irritaient. En relations suivies avec les savants et les écrivains les plus illustres de son temps, en correspondance avec le théologien Ursin et le célèbre philologue Camerarius, avec Calvin et Socin, Hubert Languet et Monau, il haïssait les sectes et leurs querelles, aurait voulu adoucir les rivalités et apaiser les colères qui divisaient les défenseurs de l'Évangile à la grande joie des Catholiques. Il voyait de près l'impression fâcheuse que produisaient ces divisions sur Maximilien à qui elles fournissaient une excuse vraisemblable pour couvrir ses reculades et s'en tenir au *statu quo*. Mais il prêchait dans le désert, et Maximilien, en face de ces Progressistes moins avides de conquérir la liberté religieuse que de se nuire les uns aux autres, retombait dans son inertie. La tolérance était peut-être la seule solution qui eût tenté sa faiblesse; du moment qu'il ne s'agissait que de remplacer une tyrannie par une autre, à quoi bon compromettre pour un résultat contestable des avantages matériels évidents ?

Les années passaient sans amener de modifications sérieuses en Bohême. On eût dit que Ferdinand n'avait pas cessé de régner, et les effusions de Maximilien n'avaient pas plus de sanction que lorsqu'il était prince régent. Il avait laissé d'abord le gouvernement du royaume à son frère Ferdinand, poursuivait avec la Curie les négociations entamées par son père pour ramener les hérétiques, sollicitait du pape le mariage des prêtres. Il ne venait toujours pas à

Prague. Les affaires d'Allemagne, une guerre nouvelle avec les Turcs, assez difficile et peu brillante, lui servaient à la fois de raison et de prétexte pour excuser son absence. Tout s'use cependant et il lui fallut bien un jour aborder la question.

En 1567, l'Empereur arriva à Prague et les États lui présentèrent leurs vœux. Ils demandèrent tout d'abord que les Compactats fussent rayés des Tables du Pays, c'est-à-dire, ne fussent plus garantis par la constitution. La leçon qu'ils avaient reçue sous le règne précédent n'avait pas été perdue : le serment par lequel les rois s'engageaient à respecter les Compactats n'était plus une garantie, mais une menace, depuis que le Hussitisme s'était si profondément modifié sous les influences luthériennes. Maximilien accueillit favorablement leur pétition, promit d'étendre également sa protection sur ceux qui communiaient sous les deux espèces et sur les Catholiques. Ainsi disparurent, sans discussion et sans éclat, cent trente et un ans après le traité d'Iihlava, ces célèbres articles arrachés avec tant de peine à l'absolutisme romain et qui avaient été si longtemps regardés comme le palladium de l'indépendance nationale. Rien ne marque mieux le changement accompli et combien ceux qui défendaient encore les anciennes traditions du Hussitisme orthodoxe étaient loin de représenter désormais la moyenne de l'opinion publique [1].

L'abolition des Compactats devait, dans l'esprit des Tchèques, inaugurer une politique de large tolérance. Malheureusement, à peine écarté d'un côté, le péril reparaissait de l'autre. L'Empereur exigea des États la promesse que l'on n'abuserait pas de sa bonté pour permettre l'introduction dans le pays de sectes hérétiques, l'on ne tolérerait que ceux qui acceptaient pour règle la parole de Dieu. — Dans ces

1. V. pour les relations de Maximilien et des Protestants de Bohême, en dehors des ouvrages indiqués plus haut, un très important article de Reimann, *Der bœhm. Landtag des J.* 1575, dans les *Forschungen zur deutschen Gesch.* 1863. M. Reimann a utilisé les dépêches du nonce du pape et elles jettent une lumière inattendue sur les événements.

termes, la restriction n'était pas gênante, et personne n'éleva d'objections contre ces réserves de style : qui donc ne se réclamait pas de la parole de Dieu ! — En réalité, Maximilien ménageait à ses successeurs un moyen de procédure, et la porte restait ouverte à l'arbitraire. Où commençait l'hérésie ? Étaient-ils couverts par l'Écriture, ces Anabaptistes dont le roi sollicitait l'expulsion auprès de la diète morave ? Et les Frères, contre lesquels on rappelait de temps en temps les mandats précédents ? Le jour où reviendrait sur le trône un souverain dont l'orthodoxie serait active, ces vagues formules ne lui fourniraient-elles pas un prétexte aussi commode de persécution que les Compactats ?

La diète fut moins heureuse encore sur un autre point. Elle avait supplié le roi de lui rendre la nomination du Consistoire ; c'était le seul moyen, le plus naturel au moins et le plus simple, de combattre l'anarchie religieuse et de constituer l'Église bohême. Les seigneurs furent fort marris de la réponse du souverain : l'affaire était importante, il convenait de l'étudier mûrement ; pour le moment, le temps pressait, le roi prendrait une résolution à son retour ; les États n'avaient qu'à montrer leurs privilèges ; si les textes étaient probants, ils étaient sûrs qu'on ne leur refuserait pas justice. — La réponse était digne de Ferdinand.

Il résultait de ce premier contact entre le monarque et les sujets que, si Maximilien n'avait aucun goût pour la persécution et était décidé à respecter les positions acquises, il faudrait lui forcer la main pour obtenir de lui de nouvelles et importantes concessions. Hésitant entre les vagues conseils de sa conscience et les tentations de la politique, sans vive sympathie pour Rome qu'il ménageait par calcul, sans malveillance pour les Protestants qu'il mécontentait, il se tirait d'affaire, comme les irrésolus, en s'en remettant aux circonstances. Aucun des partis ne comptait plus sur le roi, mais tous pensaient qu'on obtiendrait beaucoup de lui, en lui forçant la main. De là, le calme des années qui suivent cette première escarmouche. C'est un moment de concentration et de recueillement. L'apaisement apparent cache

un travail sourd et continu : les groupes se constituent, les alliances se nouent, les programmes se précisent. L'histoire, s'il est permis de parler ainsi, devient plus intime. Les sectes revêtent leur caractère définitif, les places se marquent; depuis lors, les situations respectives ne varieront plus guère et les Confessions ne subiront plus que des modifications secondaires.

Une sorte de coordination et de classement avait suivi le bouillonnement tumultueux provoqué par la Réforme. Sans doute, les credo variaient encore souvent de village à village et l'ignorance ou la présomption des patrons ou des pasteurs protégeaient d'assez nombreuses et singulières fantaisies. Peu à peu cependant, la plupart des irréguliers rentraient dans le rang, les doctrines les plus étranges disparaissaient, et la grande majorité de la nation se répartissait en un petit nombre de groupes très nettement distincts. Si on laisse ainsi de côté quelques Juifs, protégés tour à tour par la bienveillance besogneuse des souverains et la hautaine avidité des seigneurs, et quelques dizaines de communautés anabaptistes, qui rachetaient par leur piété, la simplicité de leur vie et leur ardeur laborieuse, leurs théories quelque peu hasardeuses, et qui, d'ailleurs, ne se rencontraient guère qu'en Moravie où les seigneurs leur vendaient fort cher leur tolérance, la foule des Bohêmes se groupait en quatre partis, réunis deux à deux par leurs tendances et leurs convictions; d'une part, les Utraquistes et les Catholiques, de l'autre, les Luthériens et les Frères. Le royaume reproduisait ainsi, avec des nuances qu'expliquent les traditions nationales, les grandes divisions que l'on constate alors dans tous les pays de l'Europe. Tandis que, en effet, les défenseurs des anciennes idées se divisaient en violents et en modérés, les mêmes nuances de tempéraments se traduisaient parmi les Protestants par l'opposition chaque jour plus accentuée des Luthériens et des Calvinistes; en Bohême, les Utraquistes correspondent aux Catholiques modé-

rés et les Frères aux Calvinistes. Comme cependant une des lois générales de l'histoire veut que la direction revienne aux caractères les plus énergiques et aux partis les plus accusés, les Catholiques intransigeants et les Protestants exaltés, bien qu'ils ne représentent qu'une faible minorité, finissent par entraîner dans leur orbite les Utraquistes et les Luthériens. Naturellement, ceux-ci ne suivent pas cette impulsion sans un certain mécontentement, de sorte que l'histoire se compose à ce moment d'une double série d'actions, très nettement séparées bien qu'elles réagissent les unes sur les autres : d'une part, la lutte des Protestants et des Catholiques, de l'autre, dans chacun des deux camps, les rivalités et les tiraillements des fractions particulières de chaque armée.

Les Utraquistes ressentaient quelque honte de leur rôle assez inattendu d'auxiliaires de la Papauté : il se rebiffaient, insistaient sur les différences qui les séparaient de Rome comme ils avaient cherché jadis à en atténuer la portée, prétendaient conserver leur autonomie : inutile défense et regrets superflus ! L'époque n'était plus des réticences, des révoltes timides et des programmes incolores; entre l'insurrection et la soumission, il fallait choisir, et peu à peu l'Utraquisme glissait à la soumission. Seulement, à mesure qu'il montrait plus de condescendance vis à vis de la Curie, il était abandonné par ses fidèles, et leur désertion toujours plus rapide le mettait à la discrétion des Catholiques. Le moment était proche où il ne lui resterait plus qu'à se résigner à une capitulation pure et simple. Déjà, il ne se maintenait plus que par une sorte de force d'inertie et par l'indifférence ou le calcul de ses rivaux.

En apparence, il gardait ses positions, conservait ses cadres : à sa tête, l'Administrateur et le Consistoire; au-dessous, les 45 doyens qui se partagent la surveillance de tout le clergé du royaume, tiennent la main à ce qu'on ne nomme aucun curé suspect : les prêtres s'engagent solennellement avant leur entrée en fonctions à obéir aux doyens, à ne pas s'écarter des doctrines de l'Église, à conserver les cérémonies habituelles. — En réalité, cette vaste organi-

sation n'est plus que le squelette d'un corps en dissolution. Souvent le souverain oublie de désigner les membres du Consistoire, les vacances ne sont pas comblées; à un moment, le conseil ne se compose plus que de trois personnes. Ses revenus s'amoindrissent sans cesse. Beaucoup de prêtres refusent d'en faire partie : ses ressources sont trop misérables, son crédit trop ruiné, sa situation trop difficile [1].

Sa clientèle est toujours plus restreinte. — Dans les villes, qui cependant depuis 1547 sont plus sérieusement soumises qu'auparavant à l'autorité royale, les décrets qui interdisent la nomination de pasteurs protestants n'arrêtent pas l'invasion des ecclésiastiques « de l'ordination de Leipzig. » Les communes ne tolèrent les curés envoyés par le Consistoire que s'ils consentent à renoncer au célibat et à supprimer les anciens rites. S'ils refusent, on retient leurs revenus, on les force d'entretenir à leurs frais les maîtres d'écoles ou les pasteurs luthériens. A Beroun, le conseil oblige le doyen à céder une partie de ses biens à un collègue protestant qu'il lui impose, lui défend d'attaquer la Réforme, tandis que le luthérien tonne en chaire contre l'Utraquisme, insulte et menace le délégué du Consistoire. Beaucoup de cités refusent nettement d'obéir à l'Administrateur : ce n'est plus un utraquiste, disent-elles, mais un catholique. Ordinairement, les prêtres calixtins préfèrent ne pas se brouiller avec leurs paroissiens, transforment la messe, n'exigent plus la confession; beaucoup se marient; à Prague, sous les yeux mêmes du Consistoire, la tonsure est abandonnée. A Schlan, le mariage des ecclésiastiques et le baptême de leurs enfants sont des fêtes publiques, célébrées aux frais de la commune. La formule de nomination adoptée par le Consistoire prouve le peu d'illusion qu'il conservait lui-même sur la valeur et la soumission de son

1. Sur la situation des Utraquistes, v. Tomek, *L'Administration du parti Utraquiste,* dans le *Tchas. tcheského M.;* Borovy, *Die Utraquisten in Bœhmen;* et ses monographies sur les archevêques Brous de Mohelnitse et Martin Médek; les Actes des Consistoires utraquiste et catholique, etc.

clergé : « En vertu de notre autorité, disait-elle, nous vous donnons et confirmons un tel pour doyen, afin que, dans l'état de célibat où il se trouve, d'après sa déclaration, et dans son inébranlable fidélité à la religion, aux anciens rites de la Sainte-Église et aux coutumes traditionnelles utraquistes, il se conduise fidèlement et donne un bon exemple de la vie pastorale. » Il intervenait quand un abus trop scandaleux éclatait, mais par acquit de conscience, bien convaincu d'avance qu'il n'obtiendrait rien. Un prêtre utraquiste, refusant de recevoir plus longtemps ses ordres, déclare qu'il reconnaîtra désormais l'autorité de l'archevêque, *parce que le Consistoire est trop abandonné :* l'Administrateur ne jugeait pas autrement la situation. « Dans les églises utraquistes, lisons-nous dans un de ses rapports, assez peu de personnes assistent au service divin ; les hérétiques tiennent librement et sans obstacle leurs réunions ; les villes n'écoutent ni les exhortations du Consistoire ni même les ordres de l'Empereur, comme s'il n'était pas leur César et leur prince, mais qu'elles fussent leurs propres maîtresses. » C'était bien pis dans les campagnes. Ici l'Administrateur n'essayait plus de lutter, et le nom même de l'Utraquisme disparaissait : deux ou trois seigneurs, une poignée de chevaliers, tel était le bilan de l'ancien parti national en dehors des villes royales.

Et d'ailleurs, avait-il encore quelque raison d'être? — Sur tous les points litigieux, il cédait peu à peu. Dès 1566, l'archevêque Antonin de Mohelnitse peut écrire que « l'Administrateur et le Consistoire se sont mis d'accord avec lui sur toutes les questions et qu'ils ont offert de renoncer à la communion des enfants. » La fête de Hus elle-même, le dernier souvenir de l'insurrection, tombe en désuétude : dans plusieurs calendriers officiels on la supprime ; quelques personnes s'indignent, mais, en général, on en plaisante ; plusieurs années s'écoulent avant qu'on en réclame le rétablissement.

Les Utraquistes n'auraient plus eu qu'un parti à prendre : se soumettre à l'Église ; le pape avait autorisé le Ca-

lice, ils conservaient sous la haute surveillance de l'archevêque une autonomie religieuse assez étendue; la raison leur commandait de se contenter de ce qu'ils avaient obtenu; les maigres variantes de rites ou de foi qui les distinguaient des Catholiques ne valaient certes pas que l'on persistât dans le schisme, et une sincère réconciliation avec Rome était pour eux le seul moyen de se relever du discrédit profond et mérité dans lequel ils étaient tombés. Malheureusement, ils persévéraient dans la révolte, après qu'ils avaient depuis longtemps perdu de vue l'objet de la révolution, ou plutôt, ce qui était pire, leur soumission rechignée était incomplète et hargneuse. Les souvenirs des anciennes luttes demeuraient vivaces, alors qu'on avait oublié jusqu'à leur cause. Même parmi les Utraquistes qui repoussaient les doctrines de Wittenberg, beaucoup nourrissaient pour la Papauté une haine secrète, voyaient dans l'archevêque un intrus. L'Administrateur craignait, en les mécontentant, de les jeter dans la Réforme. Dans ce parti si réduit, il y avait encore une droite et une gauche, que le Consistoire ménageait tour à tour. Lui-même ne renonçait pas volontiers à ses habitudes d'indépendance. Il implorait humblement l'appui de l'archevêque et de l'Empereur contre les dissidents, mais s'indignait qu'on lui fît payer les secours qu'il sollicitait. Tour à tour humble et superbe, il promettait tout et ne tenait rien, revenait sans cesse sur les concessions qu'il avait consenties, cherchait à reprendre en détail le terrain qu'il avait perdu, et, par ses équivoques et ses revirements, perdait toute autorité morale et mécontentait tout le monde.

Antonin de Mohelnitse, très fervent, appartenait encore à cette génération de prélats qui croyaient possible une entente avec les dissidents; Ferdinand avait eu en lui un auxiliaire sage et conciliant. Il pensait que le temps seul triomphe de préjugés séculaires et que la prudence et la longanimité apaisent bien des conflits. Dans ses relations avec le Consistoire, il mit, au début surtout, beaucoup de bonne grâce et de réserve, ne lui contesta pas le droit de

disposer librement des cures utraquistes, essaya de dissiper les malentendus et de faciliter les transitions. Sur certains points, cependant, il ne lui était pas possible de céder. Lorsque Ferdinand avait sollicité du pape la nomination d'un archevêque de Prague, son intention avait été de mettre fin à la division qui durait en Bohême depuis près d'un demi-siècle et qui n'avait plus désormais de raison d'être; il entendait donc que les Utraquistes s'inclinassent comme les Catholiques devant l'autorité suprême du métropolite; Maximilien, à ce sujet, ne différait pas d'opinion avec son père. Antonin ne dépassait par conséquent en rien ni ses devoirs épiscopaux ni la volonté des souverains quand il revendiquait un droit de contrôle sur les actes du Consistoire, prétendait une certaine surveillance sur ses nominations, attirait son attention sur des choix dangereux, l'invitait à révoquer les prêtres suspects; il lui demandait aussi de reconnaître sa haute juridiction et de ne pas s'opposer aux appels devant le tribunal de l'archevêché. Les Administrateurs, en présence de revendications qui étaient absolument justifiées, ne savaient à quel parti s'arrêter, craignant, s'ils rompaient en visière à l'archevêque, de s'attirer la mauvaise humeur du roi, d'autre part, retenus par la peur de mécontenter les États et par une fausse pudeur. Suivant les circonstances ou le caprice des personnes, ils passaient par les contradictions les plus étranges. En 1564, ils refusent d'entrer en rapport avec Antonin, et même de recevoir la bulle pontificale qui autorise la Communion sous les deux espèces; en 1565, la scène change : dans une réunion du clergé, ils ordonnent, sur l'invitation de Prous, de prononcer dans toutes les églises tchèques des prières publiques pour appeler la bénédiction de Dieu sur les armées impériales, et, — comme quelques assistants s'émeuvent, déclarent qu'ils ne connaissent pas l'archevêque, qu'ils n'ont pas à obéir à un prélat catholique, — les Administrateurs réfutent chaleureusement cette opinion, exposent la volonté de Ferdinand et très bruyamment font étalage d'obéissance. L'année suivante, nouveau revirement. Et cela conti-

nue ainsi, non seulement d'année en année, mais souvent de mois en mois et de semaine en semaine. Le calcul était maladroit; le seul moyen qu'eût encore le Consistoire de sauver une parcelle de son autorité, c'eût été de se rattacher étroitement à l'autorité régulière et sa mauvaise humeur intermittente révélait plus clairement sa faiblesse et augmentait son discrédit.

Ils avaient rêvé que l'archevêque serait une simple machine à ordination, qui les délivrerait enfin de la pénible nécessité d'aller mendier au loin pour leurs prêtres une consécration canonique dont ils ne croyaient pas pouvoir se passer. Leur déception fut amère quand, pendant les premières années de son séjour à Prague, Antonin refusa d'ordonner leurs candidats : le pape ne l'y avait pas autorisé. En 1565 cependant, il se départit de sa rigueur en faveur de douze jeunes gens qui avaient promis « d'obéir comme il convenait à leur évêque ». Mais la question n'était pas résolue pour cela : chaque fois les difficultés renaissaient, au grand ennui du prélat dont le roi et les magistrats de Prague sollicitaient l'indulgence, et à qui cependant ses devoirs envers l'Église et envers lui-même interdisaient de se plier au rôle qu'on voulait lui attribuer. La lettre dans laquelle il expose à Maximilien la situation, au début de son règne, marque avec beaucoup de force l'attitude singulière du Consistoire et ses secrètes visées : Sans cesse, écrit Antonin, il empiète sur mes droits, nomme des prêtres utraquistes aux postes qui jusqu'à présent ont toujours été occupés par des Catholiques. Dernièrement, ils m'ont présenté vingt-cinq jeunes gens et m'ont demandé de les ordonner : j'ai voulu les examiner, ils ont refusé. J'ai cédé pourtant, pour éviter des conséquences pires encore. Mais, lorsque j'ai eu conféré à ces candidats les Ordres mineurs, je me suis aperçu que leur inexpérience et leur incapacité étaient telles que, non seulement mes prêtres, mais tous les gens de ma maison en étaient scandalisés. Je leur ai adressé une longue exhortation, leur ai rappelé leurs devoirs : ils n'admettront à la Table Sainte que les fidèles purifiés par la confession,

— très négligée chez les Utraquistes, — ils combattront les mauvaises traditions, supprimeront la communion des enfants, non pas brusquement, ce qui serait impossible, mais peu à peu. Ils me le promirent. Deux jours après, voici que les administrateurs se plaignent, disent que je ne dois pas tourmenter leurs prêtres ; d'autres m'accusent d'avoir voulu détourner leurs curés de leurs devoirs. « Si je ne dois pas même savoir qui je vais consacrer, s'il faut que j'attende leur bon plaisir : consacre-moi celui-ci, puis cet autre, que je ne connais pas, qu'il m'est interdit d'interroger et d'examiner, ma conscience ne me le permet pas. » [1] — Et de fait, de 1567 à 1587, aucun candidat utraquiste n'est plus consacré par l'archevêque.

Jamais la disette de prêtres n'a été plus grande. Quelques jeunes gens réussissent à escroquer l'ordination à Olomouts, Breslau, Posen ou Passau. Mais l'on se défie toujours plus des Tchèques : depuis l'autorisation du Calice, ils n'ont plus de prétexte pour implorer la complaisance des évêques voisins. Après les petites cures, les grandes sont désertes. Les hérétiques n'ont plus besoin de chasser les curés utraquistes, ils occupent les postes vacants. Le Consistoire proteste pour la forme quand on usurpe les sièges dont il a le droit de disposer : en réalité, comment y pourvoirait-il ? Là où les paroissiens refusent d'accepter les pasteurs luthériens, le service divin est interrompu, « les enfants ne sont pas baptisés, les hommes meurent comme des bêtes. »

On prend au hasard tous ceux qui se présentent ; l'ancienne classe des *tributaires* reparaît, c'est-à-dire des prêtres auxquels l'on permet, moyennant une redevance, d'entretenir une concubine ; l'ignorance du clergé utraquiste est profonde, ses mœurs grossières ; le Consistoire ferme les yeux sur tous les scandales. Malgré tout, il ne parvient pas à combler les vides qui, chaque jour, éclaircissent les rangs de son petit troupeau. Au milieu de cette désolation, il s'adresse au pape, tâche d'émouvoir sa pitié. Vains efforts.

1. Borovy, *Antonin Brous de Mohelnitse*, p. 187.

La Curie est allée jusqu'au bout des concessions qu'elle juge possibles, quand elle a permis la Communion sous les deux espèces; elle n'ira pas plus loin. L'heure des tergiversations est passée : qui n'est pas avec l'Église, est contre elle; ne recevront l'ordination que ceux qui signeront les articles du concile de Trente. Devant cet ultimatum, l'Utraquisme se cabre. — Il y viendra. Lamentable agonie d'un parti qui avait eu ses jours de gloire! Elle se prolongera encore quelques années, il mettra près d'un demi-siècle à mourir. Mais, dès ce moment, affaibli par des désertions incessantes, discrédité par la médiocrité de ses prêtres, diminué par ses compromissions et ses inconséquences, l'Utraquisme n'est plus qu'un mot, un souvenir; il n'a jamais eu de programme, il n'a plus de partisans. Sa situation deviendra toujours plus fausse et plus intolérable à mesure que les passions seront plus ardentes et les programmes plus tranchés. Ballotté entre ses traditions et ses pusillanimités, il ne sait plus même pour qui il doit faire des vœux.

A première vue, la situation des Catholiques ne paraît pas beaucoup meilleure. Les espérances qu'avait placées Ferdinand dans la nomination d'un archevêque de Prague ne se réalisent pas. Les titulaires ont été choisis cependant avec beaucoup de tact et de perspicacité. En 1567, le nonce du pape félicite Antonin Prous de Mohelnitse « de ses vertus et des services insignes rendus par lui à la foi chrétienne », le remercie au nom du Souverain-Pontife, dont la seule consolation dans ces temps troublés est dans la pensée « que la religion ne manque pas d'apôtres courageux et indomptables »; — et ce ne sont pas là de simples formules de rhétorique. Antonin, à combattre les jésuites, a acquis une partie de leurs rares qualités. Fils soumis de l'Église, il était bon patriote, aimait la langue tchèque; les hérétiques bohêmes lui savaient gré, malgré tout, de respecter leur nationalité; il voulait les convaincre que le

souvenir des anciens combats n'avait laissé aucune colère dans le cœur des pontifes et que les Tchèques trouveraient en eux des guides et non des despotes. Son successeur, Martin Médek (1581-1590), n'avait ni le cœur aussi haut, ni l'esprit aussi ouvert; il n'était pas cependant indigne de sa grande situation; fort instruit, — il parlait cinq langues, — patient, modeste. Goutteux, souvent malade, il eut du moins le mérite de reconnaître dans Georges Berthold de Breitenberg l'homme le mieux fait pour continuer l'œuvre commencée et de le soutenir sans jalousie et sans faiblesse. Orateur et poète, Breitenberg, plus connu sous le nom de Pontanus, fut vicaire-général jusqu'à sa mort 1616, il avait été l'élève des jésuites, et personne ne les appuya avec plus d'habileté et de dévouement.

Pendant de longues années encore, tout ce zèle et ces talents s'usent en pure perte. Lorsque Prous avait accepté, après bien des hésitations, le grand honneur qu'on lui proposait, il n'ignorait pas les difficultés qu'il allait rencontrer; — il avait eu beau s'armer de courage, à plusieurs reprises le désespoir faillit s'emparer de lui. Tant de bonne volonté, des intentions si pures, un labeur de tous les instants, et quels résultats? — Aucun. Le sol est ingrat et la semence ne lève pas. A sa mort, en 1581, la situation ne s'est pas sensiblement modifiée; non seulement l'hérésie est plus insolente que jamais, mais, des maux dont souffre le Catholicisme, aucun n'est corrigé et la plupart ne sont pas atténués.

La détresse matérielle du clergé est extrême. L'archevêque n'a pour vivre que la pension que lui paye l'Empereur... de temps en temps. Le chapitre est si pauvre que souvent les prêtres refusent de renoncer à leur cure pour accepter une charge de chanoine; ses revenus ne lui permettent même pas d'entretenir la cathédrale dont quelques parties menacent ruine. Les rentes assignées aux divers autels sont retenues par les seigneurs sous les prétextes les plus futiles. Pour ne pas mourir de faim, les vicaires de l'église métropolitaine en sont réduits à vivre en communauté et demandent un supplément de ressources à la vente de la bière

qu'ils fournissent aux employés inférieurs. On devine par là le sort des prêtres de paroisses. A ce point de vue, les curés utraquistes n'ont rien à envier à leurs collègues catholiques. Les dîmes ne sont pas payées, les domaines ecclésiastiques sont confisqués; la plupart des prêtres déclarent qu'ils meurent de faim, n'ont pour vivre que les chiches aumônes de leurs paroissiens. A leur mort, le seigneur s'approprie leur maigre héritage; les décrets de Ferdinand qui leur permettent de disposer de leurs biens, sont sans cesse violés. Ceux des couvents qui n'ont pas été complètement démolis, ont été ravagés, leurs terres, usurpées; dans les maisons jadis les plus prospères végètent misérablement une dizaine de moines. De 1570 à 1580, la misère du clergé semble encore augmenter. Les confiscations continuent et la propagande des Jésuites n'a pas encore réveillé l'ancienne générosité des croyants. Lorsque, en 1586, Rodolphe demande à l'assemblée du clergé un emprunt de 12,000 florins, la consternation est générale : les abbés et les supérieurs des couvents supplient, les larmes aux yeux, qu'on les épargne, et les commissaires royaux, émus de leur détresse, consentent à ne rien exiger de ces pauvres religieux [1].

La suppression des biens ecclésiastiques était un des principaux points du programme hussite, un de ceux aussi qui avaient été le plus consciencieusement réalisés; la question était de savoir si cette spoliation avait eu les heureux résultats qu'en avaient attendus les Réformateurs. On s'apercevait un peu tard que, si la richesse excessive est dangereuse, la misère est plus corruptrice encore. Il faut de l'héroïsme pour braver un patron dont dépend le pain quotidien, et l'héroïsme n'est ni de tous les jours ni de tous les hommes. Le malheureux curé n'est plus qu'un serviteur à gages que l'on loue pour six mois et que l'on renvoie dès que ses services ont cessé de plaire. Chaque semestre, de longues files de prêtres, catholiques ou utraquistes, quittent leurs

1. Borovy, Antonin Brous, p. 130 et sq. Borovy, Médek, *passim*. — Sur la situation du clergé régulier, Tomek, la ville de Politse, p. 93.

paroisses, brutalement congédiés par un seigneur dont les exigences ont lassé leur patience, et s'en vont au hasard, tristement, au devant des mêmes souffrances et des mêmes opprobres.

Dans leur détresse, qui les soutiendra? — Leurs chefs? Mais ils n'ont ni crédit ni courage; ils ne connaissent pas leurs subordonnés, bien assez occupés à se défendre eux-mêmes. — Leur foi? Mais savent-ils seulement ce qu'ils croient et quelle est la doctrine de leur Église?—Grandis au milieu des divisions, ils se sont peu à peu habitués à l'erreur. Leurs consciences, émoussées ou faussées, sont accessibles à toutes les tentations, prêtes à tous les marchés, satisfaites des plus grossières compensations. Depuis plus d'un siècle le schisme domine, attire les esprits aventureux et les cœurs ardents, écrème à son profit la masse religieuse. Les vexations, trop connues, effrayent les vocations. Où se donne l'instruction?—A l'Université, où la plupart des professeurs sont luthériens. Aussi, combien sont misérables les serviteurs que l'Église recrute pour sa défense. Lorsque le nouvel archevêque passe en revue ses futurs auxiliaires, son courage défaille : c'est avec de tels soldats qu'il combattra le bon combat!

Beaucoup de prêtres font des dettes, négligent leurs fonctions, ne disent pas leurs messes; leurs mœurs sont grossières ou débauchées. En 1570, il y a à Kroumlov six prêtres mariés; on les relâche, quand ils ont promis de ne plus retomber dans leur péché. Les doyens ne tarissent pas en lamentations sur la conduite de leurs subordonnés, leur ivrognerie, les rixes où ils se commettent, les scandales qu'ils provoquent. Prenons au hasard le rapport d'un de ces doyens, celui de Most : le curé de Betchov, malade, incapable, néglige ses devoirs, ne songe qu'à gagner de l'argent, marie ses paroissiens sans observer les formalités régulières; — le curé de Teln, vaniteux, dépense 80 thalers par an pour sa toilette; — celui de Louzets court les auberges et exige un thaler pour chaque mariage qu'il célèbre; — le curé de Novosedlitse est un moine fugitif que le patron

a accepté à condition qu'il enseignerait la pure doctrine catholique : il ne tient pas ses promesses, refuse de distribuer la communion sous une seule espèce, introduit dans sa paroisse les cérémonies luthériennes, fait la fête avec les paysans, passe sa vie dans les cabarets, vend lui-même de la bière, et, révérence parler, fait chaque année un enfant à sa femme ; — le curé de Tchauch danse, est très fort à l'escrime, a le corps couvert de cicatrices, dit rarement la messe ; admonesté, il se tire d'affaire en niant tout ce qu'on lui reproche et persiste dans ses errements ; — le curé de Jirgétin scandalise ses ouailles en se promenant avec sa femme ; — un autre observe fidèlement les cérémonies catholiques, mais fréquente trop assidûment les brasseries et les cabarets ; il se promène armé de deux fusils, et c'est dans cet attirail militaire qu'il s'est présenté au doyen ; sa cuisinière est habillée comme une madame ; il a demandé aux notables d'être les parrains de son enfant et l'a fait baptiser avec pompe [1]. — Remarquez qu'il s'agit précisément des régions où le Catholicisme conserve ses plus nombreux adhérents, puisque dans les quinze cures du doyenné de Most, dix-sept cents personnes environ communient sous une seule espèce contre onze cents qui reçoivent la communion utraquiste. — Tous ces scandales et ces désordres ne se rencontrent pas seulement dans les petites paroisses : à Kadan, un prédicateur, moine fugitif, est ivre tous les jours. Quelquefois les chefs eux-mêmes, les doyens, donnent le mauvais exemple.

Le clergé régulier est pire. Les moines n'observent pas la règle de leur ordre, passent leurs journées au cabaret, se grisent, se donnent en spectacle. Souvent les prieurs sont les plus coupables. Ils maltraitent leurs paysans, exigent des redevances excessives, séduisent les filles, enlèvent les femmes. Dans le couvent des Carmes déchaussés de Tachov, en 1568, l'abbé, fantasque, ivrogne, rosse de coups les domestiques, frappe de verges le cuisinier, un vieillard,

1. Borovy, Antonin Brous, p. 210 et sq.

le fait attacher à une échelle et lui brûle les côtes avec une chandelle, parce qu'il a cassé un pot. Aucun Ordre n'est aussi gangrené que celui des Dominicains. Le Provincial, « tout adonné au luxe et à la mollesse », répand les fausses doctrines, écarte les prédicateurs orthodoxes, gaspille les revenus de l'Ordre. Le prieur du cloître de Sainte-Agnès à Prague, en 1567, vole le calice de l'autel, vend les domaines du monastère, est accusé d'inceste ; traduit en justice, il veut prendre la fuite, envoie en avant sa cuisinière, très suspecte, avec toute une voiture chargée d'objets volés au couvent. Trois ans plus tard, le nouveau prieur veut établir un cabaret dans le cloître, et il faut un ordre exprès de l'Empereur pour le lui interdire. La même année, les conseillers de Prague accusent quelques moines d'avoir volé six poutres déposées sur la rive de la Vltava : lorsque les juges arrivent pour procéder à une enquête, les Dominicains barricadent leurs portes, soutiennent un siège ; il faut percer la muraille, et les agents sont accueillis par des huées et des injures. Le vol est prouvé ; le visitateur déclare qu'il n'y est pour rien, s'excuse sur la misère des moines : d'ailleurs la rive de la Vltava leur appartient et ils ont le droit de prendre la dîme des objets qui y sont déposés ; — c'est un mensonge éhonté, et ils n'ont aucun titre de propriété [1]. Ils construisent sur un ancien cimetière de petites huttes, les louent fort cher à des vagabonds de la pire espèce qui souillent « et profanent le sanctuaire où reposent tant de braves gens ». Ils expulsent les honnêtes ouvriers qui logeaient dans leurs maisons et les remplacent par d'ignobles tavernes qui deviennent bientôt le rendez-vous des voleurs et des filles.

« L'Église menace ruine, écrit le doyen de Litomierzitse en 1570 ; voilà où nous ont conduits nos dissidences, nos divisions, nos colères, nos haines, nos désirs de vengeance. Autant d'hommes, autant d'opinions. Lorsque les bœufs tirent chacun de leur côté, le char n'avance guère [2] ».

1. *Id.*, p. 165.
2. *Id.*, p. 98.

Les renseignements que nous possédons sur l'épiscopat de Médek ne sont pas beaucoup plus édifiants : toujours la même disette de prêtres, les usurpations des seigneurs, la détresse matérielle et morale, l'ignorance des curés, leurs défaillances dogmatiques et morales, les scènes de scandale ordinaires, les rixes, l'ivrognerie, les mariages clandestins. Les prêtres ne portent pas le costume ecclésiastique, se promènent en armes, se battent avec leurs paroissiens, s'empoignent avec les prédicateurs utraquistes. A conduire ce troupeau, les plus fermes volontés s'usent rapidement; au bout de quelques années de fonctions, les doyens déclarent qu'ils sont à bout de forces, supplient l'archevêque de les relever d'une tâche trop lourde.

Les liens d'obéissance sont rompus depuis trop longtemps; les prêtres se sont habitués à une liberté sans limites et se cabrent contre toute discipline. Lorsque l'archevêque recommence les tournées d'inspection ou veut rétablir les réunions pastorales, presque tombées en désuétude, beaucoup de curés s'indignent, ne se rendent pas aux convocations.— L'exemple de la résistance vient d'en haut : l'évêque d'Olomouts refuse de reconnaître la suprématie d'Antonin Prous. Le chapitre de Prague ne renonce pas sans ennui à l'autorité qu'il a exercée pendant un siècle et demi; à diverses reprises, l'archevêque doit recourir à l'intervention du pape contre ses chanoines et ses doyens, « insolents, arrogants et rebelles », sans d'ailleurs que les ordres du Saint-Père produisent grand effet. Les autorités temporelles sont plus mal disposées encore; les seigneurs catholiques ne sont pas plus respectueux que les protestants des droits de l'Église, les plaintes d'Antonin contre des nominations fâcheuses, dans lesquelles l'intérêt de la religion n'a certainement aucune part, sont fort mal reçues et non avenues. Les rois ne ménagent pas les promesses : autant en emporte le vent! Les intentions de l'archevêque sont suspectées, ses moindres démarches interprétées dans le sens le plus défavorable; les États l'accusent auprès de Maximilien de vouloir introduire dans le royaume l'Inquisi-

tion : l'Empereur accueille leurs doléances et, plusieurs fois, interdit les visites pastorales. Sous Rodolphe même, lorsque Médek demande la permission de fonder un séminaire, on la lui refuse. De longues années s'écoulent avant que l'on ose appliquer en Bohême le décret du concile de Trente qui prescrit la tenue régulière de conciles nationaux.

Quand on examine la situation sans parti-pris, la conclusion s'impose; en dépit des efforts de Ferdinand et des premiers travaux des Jésuites, le Catholicisme tchèque de 1565 à 1580 était encore incapable de soutenir une attaque sérieuse. Que Maximilien se prononçât ouvertement pour la Réforme ou que la diète lui arrachât une reconnaissance formelle de la liberté religieuse, les anciens partis, catholique ou utraquiste, perdraient rapidement leurs rares fidèles, et la nation, ralliée tout entière au Protestantisme, retrouverait l'unité morale depuis si longtemps détruite. Il fallait se hâter seulement; l'heure était propice, l'imprudence serait grande à la laisser échapper. On aurait eu tort de conclure en effet de la désorganisation persistante du Catholicisme à sa désagrégation totale; déjà même, des observateurs perspicaces auraient aperçu au milieu de la décomposition apparente un sourd travail de reconstruction; si on laissait aux germes de résurrection le temps de grandir, bien des surprises étaient possibles, et l'avenir le prouva.

D'abord les circonstances générales, si longtemps défavorables à l'Église, se modifiaient visiblement. On épiloguera toujours sur les résultats du massacre de la Saint-Barthélemy ou des exécutions du duc d'Albe : en somme, de telles cruautés n'auraient pas été possibles vingt ans plus tôt et elles étaient un grave symptôme du réveil de la foi. La papauté avait des défenseurs implacables, furibonds, donc convaincus et décidés. Dans les pays mêmes où la Réforme, plus ancienne, était mieux établie, la réaction relevait la tête, le Protestantisme ne progressait plus ou déjà reculait. Le vent avait tourné; et quelle séduction exerce le succès sur les timides et les irrésolus, c'est-à-dire sur la foule! Du mo-

ment où la victoire est indécise, les défections s'arrêtent, les prudents se réservent, les timorés retrouvent au fond du cœur un reste de tendresse pour les croyances qu'ils allaient jeter par dessus bord.

Puis, ces heureuses nouvelles étaient comme une récompense anticipée pour ceux qui travaillaient le sol le moins propice; ils les saluaient comme un engagement du Seigneur. Ils se seraient lassés peut-être devant tant d'échecs successifs : ce qui se passait au loin retrempait leurs espérances. Ils jugeaient avec plus d'optimisme la situation, s'exagéraient un peu le résultat de leurs efforts, constataient qu'en dépit de toutes les difficultés, leur œuvre n'était pas stérile. Le tableau de la Bohême catholique à l'époque de Médek, nous l'avons dit, est navrant, mais il est cependant moins uniformément triste que dix ans plus tôt; çà et là quelques traits de lumière, moins rares et plus éclatants à mesure que nous avançons. L'autorité de l'archevêque est mieux assise, ses droits plus respectés; lentement les cadres se reforment; à côté des scandales, des exemples édifiants; des prêtres pieux, intègres, soumis; la discipline est plus régulière, l'opinion publique devient plus exigeante, l'instruction, plus précise. Une génération nouvelle arrive, d'une meilleure tenue morale, moins prompte aux palinodies, moins accueillante à l'erreur. Quelques seigneurs rompent avec les anciennes traditions, songent à leur salut plus qu'à leurs richesses; diverses confréries religieuses se constituent. Les Protestants avaient depuis longtemps leurs « sociétés littéraires » dont les membres s'engageaient à remplir fidèlement leurs devoirs envers Dieu et se proposaient d'augmenter l'éclat du service divin; à côté d'elles, se forment des sociétés catholiques. Çà et là une église s'élève, les anciennes sont réparées; pour la première fois depuis près de deux siècles, il commence à être question de fondations nouvelles.

Les Jésuites, après une période d'installation—fort courte, si l'on tient compte des embarras extrêmes de la situation, — sont en pleine activité. Je dois avouer, écrit Jean Cor-

raro en 1574, que la Chrétienté a de grandes obligations envers les bons pères ; ce que j'avais observé à diverses reprises en France, se vérifie aussi en Allemagne : « Notre religion catholique ne reçoit de personne à notre époque une plus grande chaleur que par leur science, leur bonté et leur extrême activité ; sans eux, elle serait en plus d'un endroit sinon complètement éteinte, au moins toute souillée, mais leurs travaux et leurs peines, leurs excellents exemples produisent sans cesse de si admirables fruits que non seulement les fidèles sont consolés et les incertains raffermis, mais aussi que beaucoup d'hérétiques sont ramenés à la vraie foi [1] ».

En Bohême, les résultats de leur labeur sont encore obscurs, non pas indifférents cependant. Ils continuaient leurs missions, d'abord dans les environs de Prague, puis dans le reste du pays, s'asseyaient dans les cabarets, essayaient de causer avec les paysans. Le devoir dictait, ils obéissaient, mais sans illusion ; les conversions qu'ils obtenaient ainsi, clair-semées, n'avaient aucune portée ; les paysans ne les comprenaient pas, se défiaient, quelquefois les recevaient à coups de pierres. D'autres procédés étaient plus féconds ; les adultes leur échappaient, mais ils commençaient à mettre la main sur une partie de la jeunesse, le nombre de leurs élèves augmentait progressivement. Les seigneurs catholiques s'habituaient à suivre leur direction : les Rosenberg, les Hradets, les Pernstein songeaient à fonder des colléges de Jésuites dans leurs villes, d'autres leur confiaient leurs enfants, appelaient leurs prédicateurs. Ils avaient pénétré en Moravie où ils avaient établi un collége à Olomouts (1566), un autre à Brno (1572). Les étrangers, les Italiens surtout, assez nombreux à Prague, se groupaient autour d'eux ; ils avaient créé pour eux la congrégation de l'Assomption, à laquelle s'affiliaient déjà quelques bourgeois tchèques. Les élèves envoyés par Ferdinand à Rome revenaient tout brûlants d'un saint enthousiasme. Depuis si long-

1. Fiedler, p. 324.

temps le Catholicisme s'effacait, laissant le champ libre à ses adversaires ; maintenant, ils provoquaient des discussions, réfutaient les livres des hérétiques, tâchaient de mettre de leur côté l'éloquence et l'érudition, en attendant d'y mettre la force. Comme la plupart d'entre eux venaient de l'étranger et ne faisaient dans le royaume qu'un assez court séjour, ils ne partageaient aucun des scrupules nationaux ; les prêtres indigènes les accusaient volontiers de faire fi des anciens usages, « de vouloir suivre en tout la règle de l'Eglise romaine ». Les chefs du Catholicisme n'auraient pu souhaiter des auxiliaires plus souples : l'exemple de leur obéissance passive touchait les autres prêtres ; ils enseignaient la soumission par leur conduite mieux que par leurs discours. Ils étaient en relations suivies avec les pays les plus divers ; aussi recevaient-ils l'impression du grand changement de l'opinion publique européenne, devenaient les agents d'une sorte de conspiration internationale. En 1577, un de leurs partisans déclara en chaire que le seul moyen de ramener au bien les Hussites était de les soumettre par les armes : le tumulte fut grand à Prague. On racontait que les Jésuites cachaient des armes dans leur cave, que des soldats y étaient rassemblés ; la foule s'ameuta, déjà on parlait de saccager leur maison, les conseillers durent envoyer à la hâte des gardes pour disperser la populace. Ces paniques, ridicules sous cette forme naïve, n'avaient-elles aucun fondement ? Ils désespéraient de convertir le pays, ils ne renonçaient pas à le conquérir. Ils voulaient compenser le nombre de leurs fidèles par la qualité, exerçaient leurs bataillons, les armaient pour la bataille prochaine ; une minorité, même faible, mais prête à tout, suffit à balancer la victoire ; il fallait seulement qu'elle fût bien en mains, assez fanatique pour sacrifier au triomphe de la vérité toutes les considérations de patriotisme ; ils choisissaient leurs auxiliaires un à un, attendant avec patience qu'une faute de leurs adversaires ou les conjonctures générales de la politique leur offrissent l'occasion qu'ils guettaient.

Le moment n'était pas encore venu cependant d'ouvrir les

hostilités; surpris en pleine voie de formation, ils étaient perdus. Aussi leur inquiétude fut-elle vive quand Maximilien prit le pouvoir. Ils se rassurèrent un peu quand ils le virent, pendant les premières années, repousser la plupart des vœux des dissidents. Mais l'Empereur était ondoyant et divers; après avoir si cruellement déconcerté les Protestants, ne reviendrait-il pas à ses premières amours? En 1570, la joie était vive parmi les Réformés, le bruit courait qu'il allait proclamer la Confession d'Augsbourg. Lorsque, l'année suivante, la diète, réunie à Prague au mois de mai, le supplia d'autoriser cette Confession, il hésita; l'archevêque et le chapitre parèrent le coup, mais non sans peine, et quelle surprise leur réservait l'avenir?

Malheureusement, les Luthériens et les Frères, qui représentaient les deux grandes fractions du parti progressiste, ne surent pas saisir l'occasion, et leurs inexpiables défiances fournirent aux Catholiques un sérieux argument pour peser sur l'indécision du monarque.

Les Luthériens formaient sans aucun doute la grande majorité de la population du royaume. Quelques historiens de l'Unité ont essayé de le nier, ils rappellent avec complaisance une parole du grand chambellan Jean de Waldstein. C'était un des rares fidèles de l'ancien Utraquisme : un jour, pour retenir les novateurs, il insista surtout sur le danger dont les menaçaient les Frères : « Les Picards nous dévoreront, les trois quarts du royaume leur appartiennent, particulièrement dans le cercle de Kralové-Hradets (Kœniggraetz) où ils fourmillent; la ville seule de Kralové-Hradets résiste encore un peu. » — Il serait plus qu'imprudent d'attacher quelque importance à cette boutade. Les listes, à peu près complètes, que nous possédons des nobles qui faisaient partie de l'Unité, témoignent que, vers 1575, un dixième environ des Chevaliers et un quinzième des Seigneurs se rattachaient aux Frères. Or, comme il n'est pas douteux qu'ils étaient relativement moins nombreux dans les villes, ils ne

représentaient pas dans tous les cas plus d'un dixième de la population totale. Leur nombre ainsi n'aurait guère que doublé depuis la fin du XV^e^ siècle, et on ne saurait s'en étonner beaucoup. S'ils n'avaient pas en effet été toujours persécutés, ils n'avaient jamais cessé d'être hors la loi et ils avaient traversé plusieurs crises violentes. Tenaient-ils d'ailleurs beaucoup à conquérir la majorité? Leur propagande était timide, la foule aurait brisé leur cadre trop étroit; leur Église n'était que le refuge d'une élite. A cause de cela aussi, leur influence était singulièrement plus grande qu'on ne le supposerait d'après le chiffre de leurs adhérents.

Les Luthériens au contraire valaient surtout par la masse. Ils avaient rallié le gros de l'ancien parti utraquiste, mais ils avaient hérité aussi de quelques-uns de ses vices. Chez eux, les opinions étaient variables et peu précises, les pasteurs, médiocres, les fidèles, indifférents, les habitudes d'insubordination, générales. Par suite des circonstances, non moins que par une conséquence naturelle de l'enseignement de Luther, la direction des affaires religieuses appartenait chez eux aux Nobles, et ce n'est pas aux arguments théologiques qu'ils étaient le plus sensibles. Très jaloux de leurs privilèges, ils défendaient la liberté de la parole de Dieu comme une de leurs prérogatives politiques: aussi les candidats au martyre étaient-ils rares dans leurs rangs. Ils avaient besoin d'être excités et guidés, mais leur orgueil ne s'y résignait pas, de même que la conscience timorée des Frères s'effrayait des concessions qui seules auraient désarmé les Luthériens. — Les deux grands groupes protestants n'auraient pu marcher unis que sur le terrain de la liberté religieuse; mais outre que, au XVI^e^ siècle, l'idée de tolérance n'était guère moins étrangère à la plupart des hérétiques qu'aux Catholiques, et que les Luthériens éprouvaient une invincible aversion contre certaines croyances de l'Unité, ils sentaient qu'ils n'obtiendraient de l'Empereur des concessions sérieuses que s'ils lui présentaient un programme nettement déterminé et accepté par tous les Réformés. Bien que Maximilien fût à divers points

de vue en avance sur son siècle, il y avait folie à supposer qu'il accorderait une sorte de blanc-seing à toutes les doctrines : la neutralité de l'État en matière d'opinion lui paraîtrait une sorte d'abdication et comme une sanction de l'anarchie. Il était donc indispensable que l'entente se fît, si l'on ne voulait pas perdre le bénéfice des dispositions conciliantes du prince, et, d'autre part, cette entente était à peu près irréalisable, parce qu'aucun des partis dissidents ne voulait faire à l'union les sacrifices nécessaires ; ou, plus exactement, ces sacrifices étaient impossibles, et, prises à part, les raisons des deux groupes en présence étaient à peu près irréfutables.

La question préoccupait tous ceux dont l'intelligence politique n'était pas complètement oblitérée par le fanatisme ; elle était agitée très vivement parmi les Frères, chez lesquels les habitudes de réflexion étaient plus répandues et qui, plus menacés par la persécution, avaient un intérêt évident à sortir de leur fausse situation.

La solution la plus simple eût été sans doute qu'ils acceptassent, au moins dans ses lignes générales, la Confession d'Augsbourg. Pourquoi ne pas revenir au plan d'Augusta, déjoué par les répugnances des Frères et interrompu par la malheureuse algarade de 1547 ? — L'évêque l'essaya. Il avait supporté sans faiblir les plus épouvantables tortures et plus de dix ans d'une atroce captivité. Mais l'ambition, la rancune et l'orgueil blessé eurent raison de sa constance. A la pensée que l'Unité s'était choisi d'autres évêques, que ses écrits étaient censurés, que les projets dans lesquels il voyait la condition du salut de la Réforme et sa propre gloire étaient à jamais abandonnés, il n'eut plus qu'une idée, sortir de sa retraite, confondre ses détracteurs. — En 1560, il adressa à l'archiduc Ferdinand et à sa femme, Philippine Welser, une demande en grâce ; on exigea une rétractation publique. Il recula, tergiversa, promit d'accepter la Confession utraquiste. Sa captivité se prolongea encore plusieurs années, plus douloureuses peut-être que les premières. Cette âme inflexible s'abaissait jusqu'au mensonge.

N'était-ce pas payer trop cher son droit de reprendre sa place que de l'acheter par une abjuration? Il but le calice d'amertume jusqu'à la dernière goutte, renvoyé des Jésuites à Mystopol, marchandant sa honte, pris de brusques écœurements; plusieurs fois, au dernier moment, le cœur lui manqua, il fut ramené dans sa prison. Enfin, en 1564, il fut relâché sans qu'on exigeât même de lui une profession de foi explicite; il avait promis seulement de ne plus prêcher.

Le péché n'en était pas moins blâmable et le scandale fut extrême parmi les chefs de l'Unité. Peut-être quelques-uns exagérèrent-ils un peu leur indignation; depuis longtemps, ils étaient las de l'arrogance d'Augusta, de la tyrannie qu'il affectait, ses récents ouvrages sentaient le schisme. Ils frappèrent un grand coup : Augusta fut d'abord relevé de ses fonctions épiscopales, puis, privé de ses pouvoirs sacerdotaux et exclu de l'Unité. La mesure était peut-être juste; elle était certainement cruelle. L'excommunié ne tint nul compte de la sentence du Synode, pas plus que des engagements qu'il avait pris vis-à-vis de l'archiduc Ferdinand. Il usait de tous les droits d'un évêque, ordonnait les prêtres, consacrait les églises, avec ostentation. Bravade coupable! Le régent provoqué ne se vengerait-il pas sur les Frères? Le Conseil de l'Unité, très mécontent, n'osait pas intervenir, paralysé par un respect involontaire, tremblant d'être désavoué par les fidèles : le martyr de Krzivoklat était devenu une sorte de personnage mythique. De nouvelles rigueurs auraient soulevé un mécontentement général, un schisme était possible. Le Conseil se résigna, rendit à l'apostat ses fonctions, et Augusta rentra en triomphateur.

Grisé par son succès, il poussa hardiment de l'avant; son but n'avait pas varié, c'était l'union étroite de l'Unité et des Luthériens, et, comme il n'avait aucune autorité dans le Conseil, il se créait des partisans contre lui parmi les fidèles, excitait leur défiance contre les docteurs, se couvrait de l'autorité de Loukach, dont il avait cependant si complètement répudié les opinions, mais qui, comme il le rappelait avec une habileté perfide, avait toujours mis ses disciples en

garde contre les savants. En 1570, l'opinion lui parut assez bien préparée pour risquer un pas décisif. Il avait terminé le livre qu'il composait dans les heures amères de la captivité et dans lequel il enseignait le dogme luthérien ; le Synode l'avait censuré, mais il comptait lui forcer la main ; il fit des avances à l'Administrateur utraquiste, le successeur de Mystopol, Martin de Miélnik, lui proposa un plan de réforme du Consistoire, que nous ne connaissons pas, mais qui devait sans doute lui ouvrir les portes du grand Conseil de l'Église réformée tchèque. Au dernier moment l'entente échoua. Pourquoi ? — L'Administrateur avait-il tendu un piège à l'évêque et espéré compromettre l'Unité dans une négociation imprudente? Les exigences d'Augusta furent-elles excessives?—Martin se vanta « d'avoir flairé le primat » dans ce fils de chapelier. — Au dernier moment, l'Administrateur fut-il abandonné par les Luthériens, aveuglés par leurs rancunes? Dans l'absence de documents, toutes les suppositions sont permises. Mais à quoi bon chercher? L'échec était inévitable. La réconciliation des deux grandes fractions du Protestantisme tchèque, en admettant qu'elle fût possible, ne pouvait qu'être compromise par ces manœuvres souterraines et ces procédés de conspirateur. Martin revint brusquement en arrière, attaqua l'Unité. Cette mauvaise foi désespéra et indigna Augusta ; il voulait publier les lettres qu'il avait échangées avec l'Administrateur, confondre l'impudent personnage, « qui avait deux langues dans le gosier ». Cette polémique retentissante eût encore accru le scandale, exaspéré les haines ; les collègues de l'évêque réussirent à le calmer, non sans peine.

Tout ce bruit n'était déjà que trop fâcheux; l'activité brouillonne de ce vieillard que la mort talonnait et qui se hâtait avec une fièvre maladive vers le pouvoir qui lui échappait, ses plans mal conçus, les échecs au-devant desquels courait son imagination fumeuse, les tiraillements qui énervaient l'action du synode, affaiblissaient l'Unité et troublaient la conscience des simples Frères. Ils suppliaient le Seigneur d'avoir pitié de ses enfants et de rendre la tran-

quillité à son Église. La conduite privée d'Augusta n'était pas non plus un sujet d'édification. Il est prudent de n'accueillir qu'avec une extrême réserve les renseignements que nous possédons sur la dernière partie de sa vie et qui nous viennent tous de ses adversaires; il est probable que, s'ils n'ont pas inventé les faits, ils les ont quelque peu exagérés et qu'ils n'ont pas toujours contrôlé avec beaucoup de soin les rumeurs accusatrices. Il est assez invraisemblable que ce vieillard, torturé par la maladie, usé par les souffrances, consumé par l'ambition, ait mené une vie de désordre et d'impureté. Il n'est guère douteux, en revanche, qu'il bravait les ordres du Synode, affectait dans ses vêtements et son train de vie un luxe contraire aux règles de la Compagnie, entassait de l'argent. Sa mort fut accueillie comme un soulagement (1572).

Déplorable avortement de qualités supérieures! Fin lamentable après une si glorieuse carrière. L'Unité n'a eu qu'un chef vraiment supérieur, et elle l'a renié,— et il ne lui était pas loisible d'agir autrement. Il avait trop vécu pour sa renommée. Non pas que la politique qu'il avait suivie dans ses dernières années fût bien sensiblement différente de celle qu'il avait toujours représentée, mais parce qu'avec l'âge, les défauts de son caractère s'étaient accentués et que le contraste s'était marqué entre son tempérament et celui de la secte qu'il prétendait diriger. Moins Frère que Protestant, diplomate plus qu'évêque, il n'eût pas hésité à rompre avec les traditions de son Église pour assurer l'avenir de la Réforme tchèque; au point de vue mondain, son succès était désirable, mais il était impossible; l'autorité d'un chef sur un parti ne va jamais jusqu'à le décider au suicide, et c'est au suicide qu'il voulait conduire l'Unité [1].

L'adversaire le plus redoutable d'Augusta et le véritable

1. Sur les dernières années d'Augusta, voy. Gindely, *Gesch. der bœhm. Brüder*, II, p. 52-73. M. Gindely, qui suit de très près les récits des Frères, me paraît en général trop sévère pour Augusta. Ses adversaires sauvèrent l'Unité, mais pour combien de temps! Et avaient-ils même des croyances si précises! — Cp. Jiretchek, Rukoviet, et Müller.

directeur de l'Unité dans cette période troublée avait été Blahoslas. Jamais peut-être deux hommes n'ont été plus différents. Blahoslas avait autant de douceur, de sagesse, de prudence qu'Augusta d'impétuosité et de décision; tandis que celui-ci était le jouet de ses illusions, celui-là jugeait les hommes et les choses avec autant de perspicacité que de froideur; enfin Blahoslas, qui connaissait mieux que personne le passé de l'Unité, s'était pénétré de son esprit, en partageait les faiblesses, en aimait jusqu'aux préjugés; les calculs de la sagesse humaine lui étaient suspects, et, bien qu'il ne fût ni orgueilleux, ni exclusif et fanatique, les transactions lui répugnaient, parce qu'elles sont toujours entachées d'une sorte de simonie. Né en 1523, à Przérov en Moravie, d'une famille honorable et pieuse, son éducation avait été très soignée; il avait étudié quelque temps à Bâle; de retour en Bohême, il se donna pour mission de répandre parmi les Frères le goût des lettres, et y réussit. Quand il lut le pamphlet dans lequel Augusta cherchait à rendre suspects les savants, il éprouva une si vive douleur « que c'est un miracle que son cœur n'ait pas éclaté », et il répondit par une philippique contre les ennemis de l'instruction qui est un curieux modèle de l'éloquence tchèque [1]. Dans toutes les grandes œuvres des Frères, le recueil de leurs hymnes, leur traduction de la Bible, leurs travaux historiques, la constitution de leurs archives, on retrouve son nom au premier rang. Lui-même était un écrivain remarquable. « De tous les ouvrages du XVI^e siècle, dit M. Gindely, il n'en est pas un seul qui, par l'élégance de l'exposition, la pureté du style, l'abondance du développement, soutienne la comparaison avec les siens. » Aucun écrivain n'a aimé d'un amour plus vif la langue tchèque, n'a travaillé avec une plus tendre application à la développer et à la perfectionner. Sa traduction du Nouveau-Testament, faite sur le texte grec, est justement admirée.— Malheureusement, on était arrivé à une de

1. *Philippique contre les ennemis des Muses,* 1567. Elle a été publiée dans le *Tchas. tch. M.*, 1861, et rééditée par Müller.

ces heures critiques qui demandent plus que beaucoup de bonne volonté et de droiture de cœur, — de la netteté dans l'esprit, de l'audace dans les résolutions, de la promptitude dans l'action, et Blahoslas n'était pas l'homme du moment. Son espoir ne dépassait pas le maintien du *statu quo;* sans passion et sans haine, il désirait à la fois se rapprocher des Luthériens et les redoutait; grand écrivain, mais non pas grand penseur ou théologien profond, ses théories dogmatiques flottaient un peu noyées dans une effluve de charité. Il voulait maintenir l'existence indépendante de l'Unité, mais sans se rendre toujours un compte très exact de ce qui constituait son individualité, et était exposé tour à tour à des compromissions dangereuses ou à des reculs excessifs. Rien de plus funeste dans des négociations que de ne pas savoir clairement où l'on va; on se condamne à être dupe et l'on est soupçonné de duplicité.

Les défauts de Blahoslas étaient surtout graves, parce qu'en lui s'incarnait l'esprit même de l'Unité. Les Frères ne méconnaissaient pas la nécessité d'une union plus intime avec les autres sectes réformées. En présence du réveil imprévu du Catholicisme, les Protestants éprouvaient partout le besoin de se rapprocher. C'est le moment où les diverses fractions du parti luthérien essayent de trouver une formule de concordat; l'Électeur palatin propose aux Églises réformées d'accepter une confession commune; partout les colloques se multiplient. En 1570, le synode de Sandomir en Pologne groupe toutes les sectes hétérodoxes dans une sorte de confédération, et les Frères signent le *credo* accepté par la majorité; les scrupules cèdent à la pression des Seigneurs. Le mouvement se propage en Bohême. Si le Synode n'avait pas osé sévir plus énergiquement contre Augusta, c'est que beaucoup de laïques l'approuvaient, se plaignaient des subtilités des docteurs; quelques nobles, sans s'arrêter aux représentations des évêques, engageaient de leur chef des négociations avec les Luthériens. A Létovitse, le seigneur forçait les Frères à s'unir aux autres Protestants? Pourquoi persister dans un isolement funeste? N'avaient-ils pas

soumis à Luther leur Confession et sollicité l'approbation des professeurs de Wittenberg? Les exilés de 1548 n'avaient-ils pas accepté la confession d'Augsbourg?

Parmi les prêtres eux-mêmes, plus d'un s'étonnait de l'attitude du Synode. Les Frères n'avaient jamais prétendu être les seuls dépositaires de la vérité.— L'Église militante, lisons-nous dans leur Confession de 1573, est la communion de tous les Chrétiens... Partout où l'on prêche une doctrine pure, où les sacrements sont distribués suivant l'institution du Sauveur, où les fidèles s'unissent au Christ dans l'amour et la foi, se trouve la véritable Église. Les Frères en font partie, mais ils ne la constituent pas à eux seuls.— « Nous n'avons aucun orgueil particulier, écrivent-ils encore, nous ne nous croyons pas sans péché, nous connaissons nos défauts et nos imperfections et nous sommes prêts à les corriger; nous ne dédaignons pas le bien que Dieu a produit ici et là, mais nous cherchons à le connaître, et nous sommes prêts à en profiter. Tout ce qui a été trouvé bon ailleurs, nous l'avons accepté, et nous l'avons fait nôtre. » Et ce n'étaient pas là de vaines paroles. Sans cesse, ils implorent les conseils et comme le visa des théologiens étrangers, se mettent à leur école. Dans leurs rapports avec les Protestants d'Allemagne ou de Suisse, ils apportent, non seulement beaucoup de condescendance, mais une sorte d'humilité, recherchent un patronage qu'on leur accorde d'assez mauvaise grâce et qu'ils payent très cher. Que de concessions n'ont-ils pas déjà faites! Ils ont laissé tomber le second baptême et le célibat des prêtres, modifié leur *credo*. En regard des changements accomplis, ceux qu'on leur demande sont presque insignifiants : pourquoi s'y refuser, lorsqu'ils assureraient à ce prix le triomphe du Protestantisme? — Quelle est leur mission dans ce monde, sinon de donner l'exemple de la pureté de la vie? Lorsque le polonais Lasitius visite leurs communautés, il est si touché du spectacle qu'elles présentent, qu'il entreprend d'écrire leur histoire : « Je vis parmi eux, dit-il, ce qu'Ignace, Justin et Tertullien racontent des premiers Chrétiens; il

me semblait être à Éphèse, à Thessalonique ou au milieu de quelque autre des Églises fondées par les premiers apôtres. » — Comme leur action serait plus efficace s'ils renoncaient aux particularités qui scandalisent les autres fidèles! Le devoir n'ordonne-t-il pas aux disciples du Sauveur de sacrifier leurs répugnances, quand le salut du monde dépend de leur bonne volonté et de leur condescendance?

La majorité des Frères ne se résigna jamais, cependant, à l'abdication dernière que l'on exigeait d'eux. Ils se répandaient en protestations, déclaraient sur tous les tons qu'ils ne demandaient que la concorde, faisaient l'éloge sans restrictions de la confession d'Augsbourg, affirmaient que leurs évêques ne se séparaient sur aucun point essentiel des théologiens de Wittenberg; puis, au dernier moment, quand on les pressait de passer des paroles aux actes, ils se dérobaient; ces mêmes hommes, si larges en principe, se butaient à des obstacles insignifiants. Les tentatives de fusion, sans cesse reprises pendant tout un siècle, échouèrent toujours. En Pologne, comme en Bohême, il y eut des coalitions momentanées, jamais d'entente durable et intime. Pas plus à l'époque d'Augusta qu'après sa mort, ce que l'on pourrait appeler le parti politique ne réussit à conquérir la majorité dans l'Unité. Les considérations les plus graves demeurèrent toujours vaines devant la résistance instinctive des fidèles. Au moment de l'avènement de Maximilien, les Frères s'étaient émus des bruits qui couraient sur les intentions de l'Empereur, et le synode de 1565 discuta longuement la Confession d'Augsbourg et l'attitude qu'il conviendrait de prendre si on voulait la leur imposer: l'Assemblée rappela les rapports amicaux qu'elle avait entretenus avec Luther et affirma chaleureusement sa sympathie pour les Réformés allemands, mais elle refusa d'adopter leur catéchisme. En 1571, le docteur Crato publia une brochure dans laquelle il invitait tous les dissidents à se rallier à la Confession d'Augsbourg; sa position près de l'Empereur et l'influence qu'il avait sur lui donnaient à sa dissertation un caractère semi-officiel; c'était comme une

invite du pouvoir et une déclaration des conditions que Maximilien mettait à la liberté religieuse. Cela n'empêcha pas Blahoslas de s'élever dans une réplique émue, sinon violente, contre l'apostasie qu'on lui proposait. Les Frères ne se départirent jamais de cette ligne de conduite. Leurs rapports avec les Luthériens restèrent ainsi toujours équivoques, embarrassés, et l'échec de toutes les négociations laissa chez ceux-ci une amertume d'autant plus profonde que la conduite des Frères était en contradiction flagrante avec leurs effusions. C'est une des pages douloureuses de l'histoire de Bohême. La sympathie s'éloigne des deux partis : la condamnation hésite entre les Luthériens, hautains, violents, intolérants, et les Frères, incertains et obstinés.

Plutôt que de condamner les gens, il faut pourtant essayer de les comprendre, et l'on s'aperçoit alors sans peine que les contradictions les plus inexplicables en apparence ont leur raison d'être, et que les hommes ne sont pas toujours responsables de leurs fautes [1].— Qu'il y ait eu dans l'attitude de Blahoslas et de ses amis une part de préjugé et d'irréflexion, un attachement peu raisonné à de vieilles habitudes, une horreur puérile du changement, il faudrait n'avoir aucune idée des corporations ou des assemblées ecclésiastiques en général pour en douter ou s'en étonner. Dieu nous a bénis à cette heure-là, pourquoi en changerions-

1. La plupart des écrivains qui ont retracé l'histoire des Luthériens et des Frères, sont très sévères pour les premiers.— Il ne saurait venir à l'esprit de personne de tenter la réhabilitation de ces seigneurs, si jaloux de leur liberté et si peu respectueux de celle d'autrui, dont les ambitions politiques se dissimulent mal sous les revendications religieuses. Mais tous les torts ne sont certainement pas de leur côté. Est-il juste d'abord de leur faire un grief de n'avoir pas eu l'idée de la tolérance telle que nous la comprenons aujourd'hui? Était-il surtout en leur pouvoir d'y convertir Maximilien ? Les Frères d'ailleurs, par leurs déclarations, avaient justifié des espérances qu'ils se refusèrent ensuite à réaliser, et leur opposition tatillonne les exposa très justement au reproche de duplicité. Sans doute, ils avaient parfaitement le droit de ne pas accepter la confession d'Augsbourg, mais ils avaient le devoir d'avouer nettement leur foi. Donner et retenir ne vaut. L'étude attentive des documents publiés dans le 3e volume des Diètes tchèques ne me paraît laisser aucun doute sur ce point; les membres de l'Unité montrent une étroitesse d'esprit et une indifférence aux intérêts généraux du parti protestant qui expliquent l'exaspération de leurs partenaires.

nous, répondait, il y a quelques années, un conseil de fabrique aux fidèles qui lui demandaient de mettre le service divin à dix heures, au lieu de midi. C'est dans un sentiment analogue, — et après tout respectable, — que les Frères attachaient tant d'importance à ce qu'on ne modifiât pas telle formule ou telle partie du costume sacerdotal. Les raisons d'utilité pratique qu'on leur donnait les effarouchaient : « Ils vivaient dans le monde, lisons-nous dans un de leurs hymnes, mais ne l'aimaient pas. Ils avaient leur pensée, leur âme, leurs désirs, là où se trouve l'éternelle félicité. Ils étaient ici comme en exil. Tous leurs soins s'attachaient à l'éternelle demeure, où, sans or et sans argent, toute âme est riche. » Par cela même, ils n'admettaient pas de commune mesure entre la vérité et l'intérêt séculier, et toute transaction leur paraissait une apostasie.

Il est probable cependant qu'ils se fussent dégagés de ces terreurs un peu mesquines, et il est certain qu'il s'était glissé dans leurs rangs assez de politiques avisés pour les y amener, s'ils n'avaient eu pour persister dans leur isolement des raisons plus sérieuses, — qu'ils sentaient confusément plutôt qu'ils ne les apercevaient clairement, mais qu'il est possible de dégager au milieu de l'ambiguïté de leurs déclarations.

On a trop longtemps expliqué par des causes extérieures et superficielles la division qui a, presque dès la première heure, scindé en deux fractions irréductibles le parti protestant européen. La vérité est que, parmi eux, les uns, choqués surtout des abus qui s'étaient introduits dans l'Église, ne s'étaient séparés de Rome que sur un petit nombre de questions; ils avaient en quelque sorte réduit le schisme à un minimum, et, à la rigueur, une réconciliation n'était pas absolument invraisemblable entre eux et la Papauté. La Curie n'a jamais poursuivi de la même haine les Luthériens et les Calvinistes, et les nuances de sa colère répondaient assez exactement à la réalité des choses. Vis-à-vis des Calvinistes, elle ne garda aucun ménagement, tandis que, vis-

à-vis des Luthériens, sa modération relative sembla toujours réserver la possibilité d'un compromis.

A la réflexion, cela s'explique.— Sans doute, il ne saurait s'agir ici ni de l'enseignement personnel de Luther ni de ce qu'est devenu plus tard, sous des influences multiples, le Protestantisme allemand, mais seulement des tendances générales et du caractère distinctif des diverses Églises Réformées au XVI^e^ siècle. Les idées de liberté de conscience, d'indépendance personnelle, de recherche individuelle, l'effort d'affranchissement en un mot que représente aujourd'hui le Protestantisme, était sans doute en germe dans la prédication de Luther, mais ses disciples immédiats ne l'y aperçurent certainement pas. La révolte allemande avait créé ainsi des besoins de libre piété, qu'elle ne satisfaisait pas et qui trouvaient au contraire leur aliment dans les sectes de l'Europe occidentale.

Les Frères représentaient précisément en Bohême des aspirations analogues à celles d'où était sorti le Calvinisme. Parce qu'ils n'avaient aucun fanatisme dogmatique, on les sommait de se soumettre à la Confession d'Augsbourg, mais cette soumission précisément leur était odieuse. Ils ne voulaient d'autre règle que l'Écriture, c'est-à-dire réservaient à chacun d'entre eux le droit de mettre un sens déterminé sous les paroles de l'Évangile, et un programme imposé, quel qu'il fût, était à leurs yeux un obstacle à la communion directe avec Dieu. On ne connaît pas un homme pour savoir les idées qu'il professe, et une Église quand on a énuméré ses Confessions; ce qui importe, c'est la déviation que subissent ces idées et ces Confessions dans les cœurs. Les habitudes de l'esprit et de l'âme, le caractère, le tempérament, signifient plus que les dogmes. La doctrine de la prédestination, dont la conséquence naturelle serait une résignation fataliste, n'a en rien diminué la vigueur morale des Calvinistes. Tandis qu'un programme trop nettement déterminé entraîne facilement quelque relâchement et que les Chrétiens, trop assurés de posséder la vérité, se reposent volontiers sur ce mol oreiller, la nécessité de se

créer sa foi entretient l'attention, élève les sentiments et se traduit dans la vie active par une vertu plus haute. Les Frères, au moment même où ils faisaient bon marché des divergences théologiques qui les séparaient de leurs coreligionnaires tchèques, avaient cependant ainsi les raisons les plus respectables pour refuser de se perdre dans une Église qui ne répondait ni à leur besoin de foi plus intense ni à leur idéal de croyance réfléchie et de pureté morale.

De cette opposition de principes dérivaient dans la pratique bien des divergences. Chez les Frères comme chez les Calvinistes, le caractère individualiste des doctrines se traduisait par l'organisation très démocratique des Églises, et ils étaient choqués à la fois par la très humble subordination des pasteurs luthériens prosternés devant les princes et par l'autorité excessive que s'attribuaient les ecclésiastiques sur les fidèles. Reconnaissant en fait plus encore qu'en principe le droit de chacun de suivre l'inspiration de sa conscience, ils voulaient entretenir avec les Protestants de tous les pays des rapports amicaux, et ils étaient froissés par la hauteur exclusive des Luthériens et leur présomption intolérante. Comme ils avaient toujours condamné l'emploi de la force en matière religieuse, ils n'étaient nullement séduits par la perspective d'une Église nationale, c'est-à-dire d'une religion d'État. Les persécutions intermittentes dont les menaçait le Catholicisme leur semblaient moins redoutables que la surveillance jalouse d'une secte protestante, contre l'envahissement de laquelle ils se seraient moins facilement défendus précisément parce qu'ils en étaient moins séparés.

Ils se seraient évité bien des accusations, sinon bien des difficultés, en avouant plus franchement leurs tendances calvinistes. Leurs relations avec les Français ou les Suisses avaient été, dès la première heure, plus cordiales et plus amicales qu'avec les Allemands. Depuis quelque temps, elles étaient devenues plus intimes encore, et, sur quelques-uns des points essentiels, ils s'éloignaient de Wittenberg et se rapprochaient de Genève. D'anciens souvenirs, les condi-

tions historiques et géographiques, une certaine tendresse de sentiment qui les poussait à se faire tout à tous, aussi leur médiocrité scientifique, l'impuissance de s'arrêter à un programme théologique et d'en accepter les conséquences, les empêchèrent de proclamer le vrai penchant de leurs cœurs. De là, des déclarations ambiguës, des explications embarrassées et contradictoires, une attitude fuyante et louche qui donnaient prise contre eux à la majorité.

L'opposition entre les Luthériens et les Calvinistes était si profonde qu'en tout état de cause une réconciliation complète eût été très peu vraisemblable, mais il eût été de l'intérêt des deux partis que la question fût plus nettement posée, et la rupture elle-même eût peut-être laissé des souvenirs moins cuisants, si les causes en avaient été mieux connues. La seule excuse des Frères, c'est qu'ils ne savaient pas clairement eux-mêmes à quel point ils étaient éloignés des autres Réformés tchèques.

Si Blahoslas avait vécu, a-t-on dit quelquefois, les événements auraient pris une tournure plus favorable et l'issue de la diète de 1575 eût été tout autre. Il avait assez d'autorité, de perspicacité et de sagesse pour contenir les siens sans les trahir et apaiser leurs rivaux sans leur rien abandonner d'essentiel. Il cherchait à faire mieux connaître l'Unité. Les Frères s'étaient jusqu'alors entourés d'une obscurité voulue, leurs réunions étaient le plus souvent secrètes, leurs livres circulaient sous le manteau ; Blahoslas blâmait cette timidité, voulait ramener l'opinion publique, et il y eût sans doute réussi, au moins en partie, parce qu'il avait toutes les qualités de cœur et d'esprit nécessaires à un apôtre de la paix.

Ce sont-là très probablement des illusions. Blahoslas n'avait aucun des talents d'un chef de parti ; la mort lui fut douce et lui épargna d'amères tristesses et peut-être des fautes. Sa santé avait toujours été mauvaise ; les fatigues et les incidents des dernières années, ses voyages multipliés et ses luttes contre Augusta, sa polémique avec Crato, ses travaux théologiques et littéraires avaient usé le reste de

ses forces; il consacra tous ses soins à préparer une édition latine de la Confession des Frères, puis il ne voulut plus penser qu'à l'éternité. Il écrivit à son fidèle disciple, Orlik, qu'il avait vu en songe deux colonnes qui s'écroulaient: Dieu lui avait révélé par là sa propre mort et celle de son collaborateur, de son ami dévoué, Tchervenka. Tchervenka mourut au mois de décembre 1569; Blahoslas traîna encore près de deux ans. Le 24 novembre 1571, « finit le guide et le père du peuple de Dieu dans l'Unité, un homme remarquable et grand, très pieux, travailleur depuis sa jeunesse, très bienveillant pour tous, un joyau précieux de notre Église et dont la renommée était répandue au loin parmi les autres peuples. Les jugements de Dieu sont insondables; mais il nous semble qu'il l'a rappelé trop vite auprès de lui [1] ». Avec Blahoslas disparaît le dernier des grands évêques qu'ait possédés l'Unité avant la persécution. Ses successeurs n'eurent ni une piété moins vive ni un dévouement moins sincère que leurs aînés; leur instruction est, sinon plus étendue, du moins plus complète et plus méthodique, mais leurs talents sont inférieurs à leur tâche, et la Communauté des Frères flotte sans direction et sans pilote au moment où les conjonctures auraient exigé le plus de sang-froid et d'habileté.

1 Ce sont les paroles du disciple de Blahoslas, Orlik; (Jiretchek, Rukoviet, p. 82). On peut consulter sur Blahoslas, outre les ouvrages généraux souvent indiqués, une intéressante biographie de Gindely, dans le *Tchas. tch. M.*, 1856, et un article de Slavik dans la *Osviéta*, 1873. Aucun des travaux publiés sur son compte ne saurait d'ailleurs être considéré comme définitif. Je ne me suis pas longtemps arrêté sur son histoire parce qu'elle n'a, au point de vue des événements généraux, qu'une importance relative. Blahoslas fut un grand cœur, non un grand homme. Le seul fait saillant de sa vie est sa lutte avec Augusta, et, sans compter que nous la connaissons mal, il n'est pas évident que son succès ait été très heureux pour la Bohême. Comme théologien, ce n'est ni un esprit créateur ni même toujours un esprit net. Depuis son épiscopat, l'Unité incline toujours plus vers le Calvinisme, mais le changement n'est ni assez hardi ni même toujours conscient. Blahoslas fut l'honneur de son parti, mais au point de vue humain, il ne soutient la comparaison ni avec Augusta ni avec Loukach.

*
* *

Depuis quelque temps, des symptômes manifestes annonçaient l'approche de l'orage. Maximilien fuyait la Bohême, ne s'occupait du royaume que pour solliciter des subsides, sacrifiait à sa politique dynastique les intérêts du pays. La guerre avec les Turcs, témérairement engagée et maladroitement soutenue, s'était terminée par un traité peu glorieux (1568), et l'on n'avait pas même les bénéfices de la paix. En dépit de la trêve et bien que l'on vantât la modération du sultan Sélim, il fallait sans cesse arrêter les incursions des Ottomans, construire de nouvelles forteresses en Hongrie, payer les garnisons; c'était un fleuve d'or par lequel s'écoulait toute la richesse de la Bohême. Et pour quelle récompense? — Les soupçons et l'insolence des Magyars. Il y avait là comme une illustration matérielle de la déchéance politique du pays, et le patriotisme des seigneurs redevenait ombrageux depuis qu'ils étaient atteints à l'endroit sensible.

Quand cela finirait-il? — Nulle espérance; on était lié pour toujours à cette damnée famille des Habsbourgs. Pourquoi n'avoir pas imité la prévoyance des Polonais? Ils élisaient leur roi, eux, étaient maîtres de leurs destinées. Et les souffrances matérielles, les blessures de l'orgueil national réveillaient ainsi les ambitions oligarchiques. L'occasion ne surgirait-elle jamais de prendre une revanche du désastre de 1547? L'absence du souverain, sa faiblesse, ses variations, relevaient peu à peu les courages; les sessions des diètes étaient plus houleuses, leurs votes plus douteux.

Sur quel terrain porter le débat? — D'instinct, les seigneurs choisirent le terrain religieux. Les raisons en sont évidentes. D'abord, la royauté était, depuis Ferdinand, fort redoutable et fort redoutée; il eût été dangereux de la provoquer en face. Maximilien défendrait moins vivement l'au-

torité de l'Église que son propre pouvoir, et l'enjeu était moins cher. Puis, l'on aurait ainsi l'approbation de la grande majorité du peuple, qu'une levée de boucliers eût laissée très indifférente, ou même hostile, si les nobles eussent révélé leurs secrètes visées. Enfin, la question religieuse était à l'ordre du jour de tous les pays, c'était la forme que revêtaient alors les éternelles rivalités politiques et sociales. On a accusé les seigneurs de s'être fait un manteau de l'Évangile pour cacher leurs ambitions et on les a traités d'hypocrites. C'est dépasser un peu la mesure. Les nobles étaient très sincères quand ils réclamaient — pour eux — la liberté de conscience, mais ils n'ignoraient pas que par là leurs prérogatives seraient étendues et le pouvoir royal diminué.

Peu à peu la fermentation augmentait, on discutait dans des conciliabules les moyens d'attaque, les divers partis se rapprochaient. A la diète de 1571, les meneurs s'étaient enhardis : rabroués par Maximilien, ils n'avaient pas répliqué, mais, malgré tout, ils n'étaient pas trop mécontents de leur essai. Ils avaient passé leurs forces en revue. Trois Utraquistes seuls avaient refusé de signer la pétition en faveur de la liberté de conscience.

Ils avaient obtenu de l'Empereur la promesse qu'il séjournerait plus souvent en Bohême. Cependant, en partie à cause des circonstances qui exigeaient sa présence au dehors, un peu parce qu'il ne se plaisait guère à Prague, au milieu des Tchèques, pour lesquels il n'éprouva jamais de sympathie, on ne le revit pas de plusieurs années. Chaque diète renouvelait ses doléances, recevait les mêmes excuses, toujours plus mal accueillies. Les avis venus de l'extérieur augmentaient le mécontentement. En Hongrie, les sectes les plus diverses jouissaient d'une complète indépendance ; Maximilien avait permis aux Seigneurs de la Haute et de la Basse-Autriche de célébrer le culte luthérien ; les provinces soumises à l'archiduc Charles avaient obtenu la même autorisation. Pourquoi cette exception au détriment de la Bohême? Le pays d'où était sortie la Réforme resterait-il le seul où la vérité fût proscrite?

Les mécontents espéraient avoir, sinon l'appui déclaré, du moins la neutralité bienveillante des Seigneurs catholiques qui n'avaient qu'une affection très modérée pour le roi. La diète de janvier 1574 choisit pour orateur Guillaume de Rosenberg; catholique, mais nullement fanatique, très riche, il présenta avec beaucoup de force les griefs des États; sa famille avait toujours été regardée comme la gardienne des droits de la noblesse. — Il rappela les engagements formels et répétés de Maximilien, et cependant la Bohême était toujours sans roi. Les questions les plus graves restaient en suspens, les intérêts les plus respectables, en souffrance. Rien n'avait été essayé pour assurer la défense du royaume et mettre sa frontière à l'abri d'un coup de main, rien pour rétablir la paix religieuse; les cures étaient désertes, les enfants n'étaient pas baptisés, et les fiancés étaient obligés de s'unir sans la bénédiction céleste; le roi ne se rappelait le pays que pour lui demander de l'argent; la misère était extrême [1].— Sur les instances d'Ernest, qui représentait son père auprès des États, la diète se montra cependant disposée à voter quelques subsides, mais elle mit à haut prix son consentement. L'Empereur promettrait de venir en personne à la prochaine diète : on y discuterait en premier lieu, et même avant les propositions royales, c'est-à-dire avant l'impôt, la question religieuse; comme il était à prévoir que les débats se prolongeraient, on convoquerait avant la réunion des États des diètes provinciales qui éliraient des représentants et leur alloueraient une indemnité de séjour. — On se rappelle que la véritable cause de l'impuissance des diètes était leur instabilité et leur isolement, et que Ferdinand avait porté aux Seigneurs le coup le plus perfide en interdisant la réunion des assemblées de districts. Au moment de la crise, les nobles voulaient mettre de leur côté les chances les plus sérieuses.

Leurs demandes indiquaient assez qu'ils étaient décidés à ne plus reculer, et, si elles étaient approuvées, elles pla-

1. *Diètes bohêmes*, Prague, 1886, t. IV, 1574-1576, p. 34-35.

çaient certainement la royauté dans une situation très difficile. Maximilien, nonchalant, eût tout promis, mais il voulait plus d'argent et un délai moins rapproché. Les États s'entêtaient, reprenaient leurs litanies de misère. A mesure que les négociations se prolongeaient, leur mauvaise humeur s'échauffait. Ils étaient fort mécontents du gouverneur, Ernest. Très jeune, fort inexpérimenté, tout frais émoulu d'Espagne, ses allures de jeune coq agaçaient les seigneurs et son fanatisme flambant neuf déplaisait aux Luthériens. De la Bohême, il ne savait rien, ni sa langue ni ses traditions, ni ses privilèges. Ses pouvoirs étaient fort limités ; sans cesse il fallait écrire à Vienne, les réponses traînaient : « Cela ne s'était jamais fait », disaient les nobles impatientés. Voilà cependant où aboutissait cette désastreuse indifférence qui avait livré la patrie à une famille étrangère! La lumière aveuglait les moins clairvoyants, l'irritation gagnait les plus pacifiques. A mesure qu'on échangeait des messages, les rangs des États s'éclaircissaient ; les désertions se multiplièrent à tel point que les quelques membres encore présents ne se crurent pas l'autorité nécessaire pour prendre une résolution, et la diète se dispersa sans avoir voté l'impôt [1].

Les incidents et l'issue de la diète de Janvier eurent quelque retentissement. Pour la première fois depuis 1547, l'opposition avait remporté une victoire qui, bien que négative, n'en était pas moins grave. Une nouvelle diète, réunie au mois de juin de la même année, fut cependant plus traitable. Maximilien s'était fait représenter cette fois, en même temps que par Ernest, par Rodolphe, son fils aîné et le futur roi de Bohême. Il se mit en frais d'éloquence : s'il exigeait de l'argent, c'était dans l'intérêt du pays : le royaume était ouvert, sans places fortes ; mieux valait porter la guerre chez l'ennemi que d'attendre l'invasion. Il promettait d'ailleurs de venir bientôt en personne et de séjourner à Prague jusqu'à ce que toutes les ques-

1. Diètes bohêmes, IV, p. 58.

tions en suspens eussent été réglées, en particulier la question religieuse. La diète, dans laquelle elles seraient discutées, fut fixée à la Saint-Martin prochaine. Les seigneurs, satisfaits, accordèrent l'argent demandé.

Le roi n'en voulait pas davantage. Les subsides touchés, il ajourna la diète promise. Ces atermoiements étaient puérils et maladroits. Les grands officiers lui représentaient le déplorable effet produit par ce manque de foi. Il faudrait bien tôt ou tard se retrouver en face de la diète : pourquoi l'aigrir par ces marques de défiance? Après divers ajournements, les États furent enfin convoqués pour le 21 février 1575.

La diète de 1575 est une des plus longues et des plus importantes de l'histoire de Bohême. Suspendue à deux reprises, au moment des fêtes de Pâques et à l'époque de la moisson, elle dura du 21 février au 27 septembre. Elle est extrêmement curieuse parce qu'elle nous montre les divers partis aux prises et nous permet de saisir sur le vif leurs procédés, leurs ambitions et comme le fond de leurs pensées. Grâce à l'admirable publication de MM. Gindely et Dvorsky, nous connaissons les débats jour par jour. Les actes officiels, les propositions royales et les réponses des États, le journal du chancelier de la ville de Prague, Sixte d'Ottersdorf, les récits et les lettres des Frères nous permettent de suivre, non seulement la marche générale des événements, mais les évolutions des divers groupes; les dépêches du nonce, publiées par Theiner [1], nous donnent en même temps au moins une idée, encore que fragmentaire, des intrigues diplomatiques et du rôle que jouèrent dans cette crise les influences étrangères. Et cependant, la lumière n'est pas encore complète sur tous les points; jamais, par exemple, le caractère ondoyant et divers de l'Empereur

1. Theiner, *Annales Ecclesiastici*, t. II. Les documents de Theiner ont été déjà utilisés par Reimann, *der bœhm. Landtag des Jahres 1575*, dans les *Forschungen zur deutschen Gesch.*, 1863. Reimann a modifié d'une façon très heureuse le récit de Gindely, et je ne puis le plus souvent que reproduire ses conclusions.

n'a posé à l'histoire de plus insoluble énigme. Quelles étaient aussi les intentions de derrière la tête des Luthériens, et quelle part de responsabilité dans l'échec final revient aux deux grandes fractions du parti protestant? La discussion reste ouverte et le restera sans doute toujours. Jamais les contradictions intimes qui affaiblissent les diverses sectes réformées n'ont été plus claires à la fois et plus troublantes, qu'à cette heure où les Luthériens, sous prétexte de liberté de conscience, poursuivent la domination, et où les Frères enveloppent de paroles onctueuses une volonté bien arrêtée de ne faire aucun sacrifice à l'union.

Les premiers jours se passèrent à s'organiser. La diète était encore très peu nombreuse. Parmi les membres élus par les assemblées provinciales, beaucoup avaient cru que leur mandat était périmé et n'avaient pas paru : on les invita à venir; on veilla à assurer le paiement des indemnités votées aux délégués, et ceux-ci promirent de ne pas s'éloigner avant le vote définitif. Il était évident que l'opposition avait un programme, des chefs, et qu'elle n'entendait pas se laisser jouer plus longtemps. Les propositions royales, dans lesquelles le roi demandait des subsides plus élevés que jamais, produisirent un assez fâcheux effet. Les États étaient bien résolus dans tous les cas à ne pas accorder un florin, tant qu'ils n'auraient pas reçu satisfaction.

Les débats s'ouvrirent réellement au mois de mars 1575. Les Protestants avaient pour leader le Grand-Juge du royaume Bohuslas Félix Hasistein de Lobkovits. La riche et nombreuse famille des Lobkovits était presque entièrement catholique, et quelques-uns de ses membres se sont illustrés par leur dévouement à l'Église; la branche même à laquelle se rattachait l'orateur des Luthériens ne s'était ralliée aux idées progressistes que depuis assez peu de temps; le plus connu, sinon le plus remarquable représentant de l'Humanisme en Bohême, le poète Bohuslas de Lobkovits, dont les ancêtres étaient les mêmes que ceux de l'orateur protestant, avait été, on se le rappelle, un disciple soumis de la papauté. Depuis lors,

les traditions littéraires s'étaient mieux conservées dans la famille que les convictions religieuses : les Lobkovits avaient le goût des choses de l'esprit, et le chef de la diète de 1575 favorisait les lettres, ne manquait pas lui-même d'une certaine culture. La plupart des historiens sont sévères pour lui, lui reprochent quelque étroitesse et trop de disposition à la fourberie; ces accusations ne sont pas absolument imméritées, mais il convient cependant de ne pas le juger exclusivement sur le témoignage des Frères, qui prennent quelquefois leurs soupçons pour la réalité. Il est certain que, dans les derniers jours, il fut saisi plusieurs fois en flagrant délit de fraude; mais l'espèce de préméditation haineuse dont on l'accuse contre l'Unité, est loin d'être établie, et sa conduite est en partie explicable par sa propre ignorance théologique, l'obstination de ses adversaires et la conviction où il était qu'ils servaient involontairement les secrets desseins des Catholiques. Le docteur du groupe luthérien était Venceslas Vrzesovits, qui avait malheureusement, avec beaucoup de lecture, peu d'intelligence. Ubiquitaire pour son propre compte, il fournissait ses collègues d'arguments contre les Frères; la rancune aiguisait sa clairvoyance et, quand il les accusait d'être calvinistes, il n'était pas déjà si loin de la vérité. Il soufflait ses colères au sous-chambellan, Michel Spanovsky, dont la violence ressemblait parfois à de l'éloquence. Ses préventions étaient d'ailleurs partagées par la très grande majorité des membres de la diète, où une très faible minorité seule avait un sentiment plus juste de la liberté de conscience et était disposée à reconnaître aux autres les franchises qu'elle réclamait pour elle-même.

Dans cette assemblée où se discutèrent les questions dogmatiques les plus abstruses et qui prit souvent les apparences d'un concile, les ecclésiastiques ne jouèrent aucun rôle. Cette singularité s'explique facilement. Qui consulter? le Consistoire? — Il était toujours plus discrédité, et c'était de lui précisément que l'on voulait s'affranchir. — Les prêtres des paroisses? — Ils étaient en général fort médio-

cres, très peu au courant des discussions contemporaines, et leurs opinions variaient souvent de cure à cure; et comment les seigneurs auraient-ils éprouvé quelque respect pour ces chapelains qu'ils nommaient et révoquaient à leur gré et auxquels souvent ils dictaient leur doctrine? — Restait l'Université; mais son influence était faible, et aucun de ses représentants n'avait assez de valeur ou d'autorité pour que ses avis pesassent de quelque poids dans la balance; on appelait les professeurs quand il y avait quelque travail spécial à expédier, un point à éclaircir, une Confession à rédiger, mais en se réservant toujours le droit de modifier leurs conclusions.

Une assemblée de nobles, assez ignorants, légiférant sur les dogmes, c'était bien le dernier mot de cette Réforme où les préoccupations temporelles avaient toujours occupé une place prépondérante. Mais ces procédés écœuraient les Frères dont la foi était plus sincère et qui laissaient en général à leurs prêtres le soin de décider les questions de foi. Les marchandages, les transactions, les concessions réciproques, les finesses et les équivoques, la souplesse avec laquelle les seigneurs modifiaient une formule pour faciliter le succès, tous ces tripotages, naturels et dans une certaine mesure légitimes quand il s'agit d'intérêts mondains qui ne peuvent être réglés que par une bonne volonté réciproque, les Luthériens ne s'en scandalisaient pas, parce qu'en somme ils faisaient une affaire; les Frères éprouvaient une insurmontable répugnance à compromettre dans ces louches aventures la parole de Dieu et même à se mêler individuellement à cette société frivole. On les jugeait rogues, hypocrites et bigots, et ils répondaient par des accusations de légèreté et d'immoralité impie. Même lorsqu'elles marchaient d'accord, les deux ailes de l'armée protestante nourrissaient mutuellement des sentiments très peu bienveillants, et leur attaque en perdait une grande partie de son élan.

Dans une réunion générale, Lobkovits avait tracé le programme de la diète : la doctrine réformée est née en Bo-

hême; de là elle s'est répandue en Allemagne où elle est arrivée à son expression complète et où elle a été confirmée par l'Empereur. C'est dans cette véritable et sainte religion, révélée par le Christ et ses apôtres, que nous désirons que le roi nous permette de vivre librement.

Il était vraisemblable cependant que Maximilien opposerait aux progressistes une objection préalable : il était lié par ses promesses, s'était engagé à respecter les Compactats et à maintenir la religion existante ; les modifications qu'on sollicitait de lui étaient contraires à l'Église romaine, il ne lui était pas possible de les approuver, il n'en avait pas le droit; ses sujets catholiques avaient sa parole et il ne violerait pas ses serments.

L'objection attendue tombait si l'on obtenait l'adhésion des Catholiques; aussi, avant de s'adresser au roi, Lobkovits pria-t-il ceux-ci d'appuyer la demande des Protestants. Beaucoup de seigneurs catholiques étaient encore assez tièdes dans leur foi; ils s'étaient peu à peu habitués à vivre à côté des hérétiques, avaient dans les rangs des dissidents des amis, des parents, avec lesquels ils étaient en fort bons termes. Ils étaient plus aristocrates encore que dévots, et la défaite de la royauté ne leur semblait pas achetée trop cher par quelques concessions religieuses. — Une minorité cependant parmi eux avait déjà subi l'influence de l'Espagne ou des Jésuites, et elle réussit à prévenir une défection dont il était impossible de calculer les effets. Elle aurait été entraînée elle-même si elle eût été abandonnée à ses seules forces, mais elle fut guidée et soutenue par les ecclésiastiques et par la Curie. Les suites du changement survenu dans la politique générale du Saint-Siège apparaissent ici avec une remarquable netteté.

Avertie des intentions des États, la Papauté avait pris ses précautions. Déjà lors de la précédente diète, Maximilien, l'archevêque et Rosenberg avaient reçu des brefs qui faisaient appel à leur piété et leur recommandaient la fermeté. Au commencement de l'année, Grégoire XIII écrivit de nouveau à l'Empereur, lui traçant un plan de conduite, lui

indiquant les raisons qu'il devait opposer aux sectaires. Le nonce, l'ambassadeur d'Espagne, qui connaissaient le roi et n'avaient qu'une confiance limitée dans sa constance, l'obsédaient de leurs représentations, attiraient son attention sur les dangers dont les Protestants menaçaient son autorité, cherchaient à le soustraire aux influences hétérodoxes. Le nonce se montrait surtout très inquiet des projets de réorganisation de l'Université.

Maximilien calmait ses appréhensions, l'accablait de bonnes paroles et, fort habile, lui inspirait une confiance qui n'était pas complètement méritée. En réalité, il était fort indécis et très ennuyé. Il voulait ménager Rome, Philippe II et les Électeurs ecclésiastiques. Il était en termes plus que froids avec les princes protestants d'Allemagne qui l'accusaient de les avoir trompés et qui avaient en 1570 repoussé ses propositions à la diète; s'il mécontentait aussi les Catholiques, il risquait d'être complètement isolé. D'autre part, il avait besoin d'argent, il voulait faire élire Rodolphe roi de Bohême, et comment y parvenir si les seigneurs tchèques s'obstinaient? Ses convictions intimes n'avaient pas sensiblement varié. Il était toujours assez mauvais catholique, mais ses sympathies protestantes s'étaient certainement refroidies. La violence lui avait toujours répugné et il n'était pas d'humeur à se lancer dans une guerre religieuse; la Saint-Barthélemy l'avait épouvanté, et il blâmait, bien qu'avec plus de modération dans la forme que jadis, les auto-da-fé du duc d'Albe; mais les rivalités des sectes réformées l'obsédaient et leurs discussions oiseuses l'impatientaient; au milieu des accusations et des dénonciations qu'elles se renvoyaient, il ne savait auquel entendre, et aucun de ces fanatiques ne lui semblait valoir autre chose qu'une banale approbation ou tout au plus un appui platonique. De plus il était malade, tenaillé par ces souffrances de la pierre qui laissent la volonté anéantie, la pensée vague et fuyante.

Pendant les rares intervalles de repos que lui laissaient les crises de son mal, il rêvait à la couronne de Pologne pour

lui-même ou pour l'un de ses fils. Il avait déjà été candidat à la mort de Sigismond II Auguste (1572) [1]; les Polonais lui avaient préféré le frère de Charles IX, Henri d'Anjou. Deux ans plus tard, celui-ci récompensait ses électeurs en s'évadant de son royaume comme d'une prison. Le trône ainsi de nouveau vacant, Maximilien se mit encore une fois sur les rangs. Son principal rival était Etienne Batory, prince de Transylvanie, que soutenait la Porte.

Les soucis du candidat augmentaient l'indécision du souverain. Il se souvenait que Blahoslas l'avait fait prévenir jadis de la fâcheuse impression produite chez les Polonais par ses rigueurs contre les Frères, et certes, à un moment donné, le vote des Protestants lui aurait apporté là-bas un appoint décisif. Mais leur bienveillance compenserait-elle l'hostilité de la cour pontificale? Grégoire XIII avait parlé d'excommunication, et on le savait homme à ne pas s'en tenir à la menace. Si la France, l'Espagne et Rome s'entendaient contre lui, sa déconvenue était certaine. Toutes ces réflexions aboutissaient à un même résultat : — les seigneurs tchèques choisissaient bien mal leur temps, c'était une complication fort désagréable dont il fallait tâcher de se tirer sans blesser personne. Ses promesses au nonce étaient donc très probablement sincères : il traînerait les choses en longueur et n'accorderait rien. Laisser passer l'orage, user les passions, l'ambition et la paresse lui dictaient les mêmes conseils. Ce fut aussi, semble-t-il, sa préoccupation la plus ordinaire pendant ces longs débats, au milieu d'assez nombreuses fluctuations et de retours imprévus qu'expliquent assez l'instabilité de son caractère, les influences diverses qui s'agitaient autour de lui, et un fonds de tendresse vague pour les idées progressistes. Suivant sa coutume ordinaire d'ailleurs, il ne parlait pas à tous le même langage et, sans mentir à proprement parler, nuançait ses déclarations de manière à plaire à ses divers interlocuteurs. Tandis ainsi qu'il

1. Sur les affaires de Pologne, v. le rapport de Tiepolo dans le t. IV d'Albéri. — Cs. aussi une monographie de Pilinski, *Das polnische Interregnum von 1572-73*.

insistait solennellement dans ses entretiens avec le nonce sur sa volonté de n'approuver aucune nouveauté, il disait à son médecin Crato qu'il n'avait jamais persécuté personne et qu'il n'irait pas commencer dans sa vieillesse. Ce n'était pas contradictoire : mais, traduites ensuite par Crato ou par le nonce, ces promesses devenaient difficiles à concilier.

Devenus en quelque sorte les arbitres de la situation par l'appel que leur avaient adressé les dissidents, les seigneurs catholiques furent assez ennuyés de la responsabilité qui leur était tout d'un coup dévolue. Ils ne voulaient pas désobéir au pape et auraient préféré ne pas irriter leurs collègues de l'assemblée. Ils demandèrent l'autorisation de discuter la question avec l'archevêque. Celui-ci arriva en grand cortège, suivi du chapitre, de trois abbés, de deux Jésuites ; les laïques étaient représentés par une cinquantaine de nobles et par les délégués de la ville de Plzen, la seule cité catholique qui eût des députés à la diète. Antonin de Mohelnitse fut très habile ; il connaissait ses auditeurs et la dose d'héroïsme qu'il devait en espérer. La question, leur dit-il, ne les regardait pas, ils n'avaient qu'à s'en remettre à l'Empereur, lui rappeler que si les Habsbourgs régnaient encore en Bohême, les Catholiques y avaient quelque peu contribué ; ils avaient toujours été les gardiens de son autorité, ils ne sollicitaient rien, avaient confiance dans sa loyauté et sa parole.—Maximilien qui n'aurait pas été fâché que les Catholiques, en s'unissant aux Protestants, l'eussent en quelque sorte couvert auprès du pape, accueillit avec beaucoup de froideur leur résolution, regretta très vivement la scission qui se produisait dans les États [1].

1. Les Frères exagèrent certainement les tendances favorables de Maximilien à l'égard des hérétiques. — Pendant les délibérations préalables, il aurait fait venir l'archevêque et se serait longuement entretenu avec lui : n'est-il pas responsable des retards ? Pour lui il veut que les partis s'accordent ; il ne peut être contre les Utraquistes : les Catholiques ont pour eux l'ordre de l'Église, les Utraquistes l'ordre du Christ. Il ne veut être ni contre l'Église ni contre le Christ, aussi serait-il heureux d'une entente (*Diètes tchèques*, p. 336).— Il est évident que ces paroles n'ont pas été textuellement prononcées, mais il est probable qu'elles traduisent fort exactement la pensée de l'Empereur et il est possible qu'il ait essayé d'empêcher l'intervention de l'archevêque.

Cette sorte de désaveu provoqua un moment de consternation parmi les Catholiques : déjà ils se voyaient menacés de terribles représailles. Ils cherchèrent à éluder la difficulté. Guillaume de Rosenberg demanda un nouveau délai pour ses amis : en attendant la réponse définitive des Catholiques, pourquoi ne commencerait-on pas à discuter les propositions royales? Les Évangélistes refusèrent assez sèchement; le piège était connu : on les croyait trop naïfs. Donnant, donnant; pas de charte, pas d'argent. — Poussés dans leurs derniers retranchements, les Catholiques finirent par répondre que, convaincus que les Utraquistes ne songeaient pas à s'écarter de leur ancienne foi, ils étaient résolus à respecter les traités existants et garderaient à leurs compatriotes l'amitié sincère dont ils ne s'étaient jamais départis. C'était une équivoque. — Quand, le lendemain, Lobkovits leur demanda de s'unir à la majorité pour solliciter de l'Empereur l'autorisation de transformer l'Église tchèque, ils refusèrent nettement [1].

Déçus de ce côté, les Évangélistes revinrent à Maximilien et lui demandèrent la permission de discuter entre eux les choses de la foi. Le roi la leur accorda, à la grande mauvaise humeur du nonce. Il s'excuserait fort longuement dans ses lettres au pape : son refus aurait soulevé un mécontentement universel; que risquait-on? Jamais les hérétiques ne s'entendraient et leur confusion en serait plus éclatante. Si, par impossible, ils tombaient d'accord, on aurait tout le temps d'intervenir; que le pape compte sur lui, il n'accorderait rien qui fût contraire aux intérêts de la religion. — Sa loquacité avait rassuré un peu le nonce, mais « après tout, disait-il, le diable est si rusé et si adroit qu'en de telles occasions il rend souvent facile ce que l'on regarde comme très difficile ». Aussi jugeait-il prudent de ne rien né-

1. V. dans les *Diètes bohêmes* une sorte de journal officiel de l'assemblée, IV, p. 311. Les Catholiques déclarent que la question ne les regarde pas, qu'ils ne se permettraient pas d'intervenir dans les affaires des Utraquistes. Cp. le *Journal de Sixte d'Ottersdorf*, id. p. 326. — Sur l'intervention de l'archevêque, v. Borovy, *Antonin de Mohelnitse*.

gliger, et il faisait flèche de tout bois, appelant à l'aide les seigneurs catholiques, les Vieux-Utraquistes, l'archevêque, l'ambassadeur d'Espagne, l'impératrice, les princes catholiques d'Allemagne, etc.

De ces auxiliaires, tous n'étaient pas très sérieux. Le nonce n'avait jamais fait grand fond sans doute sur le parti Vieil-Utraquiste, et, dans tous les cas, les premières séances de la diète l'auraient éclairé. Lorsque Lobkovits avait proposé de demander à l'Empereur la liberté de la confession d'Augsbourg, le grand chambellan, Jean de Waldstein, avait protesté. C'était comme une brusque évocation du passé, de passions éteintes et de préjugés remplacés : on eût dit un compagnon de Rokytsana égaré parmi les contemporains de Calvin. Jean de Waldstein confondait dans sa haine les novateurs et les Catholiques et il avait consacré sa vie, avec plus de d'entêtement que de bonheur, « à maintenir, développer et perfectionner le bon ordre du Christianisme ancien » ; du reste homme d'honneur, instruit, incapable de bassesse et digne de respect. Il fit lire, en réponse à l'allocution de Lobkovits, un discours très violent, dans lequel il dénonçait avec acrimonie les nouveautés qui pénétraient dans le royaume, demandait que l'on s'en tînt aux vieilles coutumes et attaquait la majorité avec beaucoup d'aigreur. L'estime personnelle que l'on avait pour le grand chambellan contint les murmures, mais sa diatribe fut accueillie avec une froideur marquée [1]. Sixte d'Ottersdorf, le chancelier de Prague, qui appartenait à peu près au même parti que Waldstein, avec moins d'intolérance, essaya d'adoucir son échec, en faisant déclarer que personne ne doutait de ses bonnes intentions; Waldstein reçut fort mal ces consolations et pendant plusieurs mois ne reparut pas aux séances. Les Vieux-Utraquistes ne comptaient guère parmi les nobles que quelques représentants. Ils étaient un peu plus nombreux parmi les députés des villes : de-

1. *Id.* p. 322. Jean de Waldstein avait essayé de réveiller les anciennes passions nationales contre la religion *allemande*, mais les vieilles haines étaient bien oubliées. — Cp. p. 393-94.

puis l'insurrection de 1547, elles étaient surveillées de très près par les officiers royaux dont la vigilance avait, sinon arrêté complètement, du moins retardé les progrès de la Réforme. D'ailleurs les conseillers municipaux, et par conséquent les députés, étaient triés sur le volet et choisis toujours parmi les plus modérés ; enfin, elles n'avaient pas oublié la terrible leçon que leur avait infligée Ferdinand : iraient-elles se compromettre de nouveau pour des nobles qui n'avaient abdiqué aucune de leurs prétentions et qui, dans cette même diète de 1575, n'épargnèrent pas leurs dédains aux bourgeois. Après quelques hésitations cependant, les communes suivirent les ordres privilégiés, sans grand entrain. Le Vieil-Utraquisme n'était pas plus puissant dans le pays que dans la diète. Quelques mois plus tard, le capitaine royal de la Vieille-Ville de Prague ayant essayé de provoquer une démonstration contre les États, il ne réussit pas, malgré une pression très énergique, à enlever le vote de l'assemblée qu'il avait convoquée, et trois bourgeois seulement se prononcèrent pour le maintien de l'ancienne foi.

De ce côté par conséquent, les Luthériens n'avaient rien à craindre. Le Consistoire se démenait beaucoup, suppliait l'archevêque, suppliait l'Empereur, ne recevait que des rebuffades. Il n'obtenait qu'à grand'peine une audience de Maximilien qui le renvoyait fort durement : vous n'êtes ni froids ni bouillants, éloignez-vous et laissez-moi en repos. — Pour employer le langage parlementaire moderne, le centre gauche avait été absorbé par la gauche proprement dite, mais en face de celle-ci, une extrême gauche, puissante par la valeur personnelle de ses membres et ses attaches au dehors, était plus redoutable et plus gênante, c'était l'Unité des Frères.

Parmi ceux-ci, une minorité, formée presque exclusivement de nobles, n'aurait pas mieux demandé que de faire cause commune avec les Luthériens, mais les ecclésiastiques étaient beaucoup plus rebelles aux concessions, et les prêtres jouaient parmi eux un rôle bien moins effacé que

dans le reste du parti progressiste [1]. Les directeurs de l'Unité étaient accourus à Prague pour surveiller les événements, Jacques le Grand, Jean de Javornitse, Tsiboulka, Streyts, Étienne, etc. Quelques-uns d'entre eux penchaient ouvertement vers le Calvinisme, la plupart avaient été mêlés aux débats dans lesquels on avait agité la question de savoir s'il convenait d'accepter la confession d'Augsbourg. Ils n'étaient nullement pris à l'improviste, connaissaient très exactement les différences qui les séparaient des Luthériens : leur siège était fait. Étienne avait été un des principaux collaborateurs de Blahoslas, presque tous les autres avaient combattu Augusta, et les souvenirs encore récents de ces conflits avaient laissé dans leurs âmes une certaine raideur méfiante. Le chef officiel de l'Unité, Jean Kalef, s'était acquis une grande autorité par son courage aux heures d'épreuve. C'était un fidèle serviteur de Dieu, dit l'annaliste. Il donna des preuves répétées de sa fermeté : deux ans plus tard, en 1577, il n'hésita pas à prononcer l'excommunication contre deux membres de cette famille de Krajek qui avait été la constante protectrice de l'Unité, l'avait en quelque sorte patronnée et introduite parmi les seigneurs ; Kalef ne fut arrêté ni par la reconnaissance ni par l'irritation des nobles. Ce juste ne reculait jamais devant son devoir, et on aurait vainement espéré de lui une réticence ou une faiblesse. Plusieurs fois pendant les négociations, les laïques se cabrent sous sa main trop rude, se plaignent de son intransigeance ; toujours cependant ils s'inclinent devant l'oint du Seigneur, et il conserve jusqu'à la dernière heure la haute direction de son groupe.

Cette attitude n'était pas pour déplaire aux Catholiques et ils attisaient de leur mieux les divisions des Évangélistes. Déjà en 1571, quand le bruit s'était répandu que les Frères s'étaient unis aux Luthériens, beaucoup avaient af-

1. Le récit des Frères, assez réservé cependant, indique très nettement ces divergences. Sans la résistance des évêques, l'union se serait faite, comme elle se fit plus tard, quand la direction de l'Unité eut passé aux nobles, lors des événements de 1609. — V. p. 405, 407, etc.

fecté une honnête pudeur : Comment! ces pieux disciples du Christ, qui avaient traversé tant d'épreuves sans faiblir, trahissaient maintenant la vérité! — Maximilien reprit le même jeu, usa très habilement de son médecin Crato, dont les bons rapports avec l'Unité n'avaient pas trop souffert de sa polémique avec Blahoslas. — Pourquoi se rallieraient-ils à la confession d'Augsbourg, alors que la leur était bien meilleure? Chez les Protestants d'Allemagne, il n'y a ni ordre ni discipline. Il insistait sur les différences dogmatiques : les Luthériens enseignent que le Corps du Sauveur existe dans la Communion avec le pain, vous que le Corps du Sauveur est le pain, et vous feriez cause commune avec eux! Dans quel intérêt? L'Empereur est fort bien disposé pour vous; plusieurs fois, il a loué votre *Credo*.— Et le bout de l'oreille perçait dans la conclusion, qui ne me paraît laisser aucun doute sur l'inspirateur et le but de ces exhortations : vous feriez bien mieux, au lieu de vous unir contre le roi à ses adversaires, de mériter ses bonnes grâces en ajournant toutes ces vaines discussions et en vous occupant des propositions du souverain [1].

Depuis 1571, où il exhortait si vivement les Frères à se rallier à la Confession d'Augsbourg, Crato avait quelque peu varié. Avait-il été converti par la réplique de Blahoslas? Ce serait un phénomène bien rare, et, quelque estime que l'on professe pour l'éloquence du savant évêque, l'hypothèse est invraisemblable. Il est possible qu'il se fût éloigné des Luthériens à mesure que prévalait chez eux une orthodoxie plus rigide; les sévérités de l'électeur Auguste de Saxe vis à vis des crypto-calvinistes lui avaient certainement déplu, et il souhaitait peu l'avènement d'un régime semblable en Bohême. — Le médecin de l'Électeur, Peucer, le gendre de Mélanchton, jeté en prison, fut retenu douze ans dans une très dure captivité. Crato, qui avait pour lui une sincère amitié, sollicita en vain à Dresde sa mise en liberté et Maximilien ne fut pas plus heureux. Je

1. *Rapports des Frères*, p. 396-398.

ne veux, parmi mes serviteurs, que des gens qui croient ce que je crois, avait dit l'Électeur. Je n'ai aucun pouvoir sur les consciences, réplique Maximilien, et je n'ai pas le droit de contraindre quelqu'un dans sa foi. — C'est mon dernier mot, riposte sèchement Auguste. — Ces incidents expliquent bien des réflexions. Dans tous les cas, la sincérité de Crato est hors de cause, il rapportait aux Frères, peut-être en les embellissant un peu, les paroles de l'Empereur.

Avait-il raison de les prendre à la lettre? — C'est autre chose. Maximilien, qui, d'après Crato, était si bien disposé pour les Frères [1], avoue à un autre moment qu'il n'a pas lu leur Confession, ne se rappelle même pas qu'ils la lui ont envoyée [2]. A peine débarrassé de la diète, il renouvelle les anciens décrets contre l'Unité [3]. En réalité, son principal désir était de ne pas mécontenter la cour pontificale, sans rompre ouvertement en visière aux Protestants tchèques. Le meilleur moyen pour cela était de les diviser, il lui serait alors aisé de trouver une fin de non-recevoir;

1. Dans une conversation à Znoym, raconte Crato, il a dit à l'Empereur : parmi tous ceux qui se sont séparés de l'Église romaine, je n'en trouve point qui me rappellent autant l'Église apostolique que les Frères, *Quæ faciem primitivæ Ecclesiæ repræsentaret.* — Moi non plus, répond l'Empereur, vous avez raison.

2. Le seigneur Jean de Ziérotyn avait obtenu une audience de l'Empereur; celui-ci l'emmène dans sa voiture : ainsi les Frères ont abandonné leur confession et se rallient aux Utraquistes! — Je ne sais rien de tout cela, Sire; au contraire, les Frères demandent à conserver leur *credo* et leur organisation. — Et que disent de cela ces messieurs de Prague? Ils se proclament les vrais Hussites et veulent aussi conserver leur religion. — Sire, les vrais Hussites sont les Frères, ceux que l'on nomme les Picards, ce sont eux qui, jusqu'aujourd'hui, ont conservé cette religion dans toute sa pureté, comme ils l'ont montré longuement dans la Confession et la préface présentées à V. M. — Les Picards ont donc une Confession? — Ils en ont une et V. M. l'a reçue, ainsi qu'un recueil de cantiques. — Je me rappelle bien le recueil de psaumes, mais pas la Confession; je l'aurais vue avec plaisir. — Un autre seigneur confirme qu'elle a été donnée; elle sera restée à Vienne. — C'est possible, dit l'Empereur, je n'ai aucun souvenir de l'avoir eue ou lue (p. 425).

3. Les Frères avaient l'âme naïve et l'illusion facile. Il m'est impossible de m'expliquer autrement les espérances qu'ils ont, à plusieurs reprises, placées dans Maximilien. Vers 1557, c'est-à-dire au moment de sa plus grande ferveur protestante, il est déjà fort mal disposé pour eux, tout Luthérien; plus tard, sa foi s'attiédit : est-ce une raison pour supposer qu'il se rapproche de la secte la plus radicale?

peu à peu la patience des nobles s'épuiserait, l'assemblée se séparerait, et l'on aurait gagné du temps. La majorité avait bientôt percé à jour cette tactique et voulait à tout prix ne pas fournir à Maximilien le prétexte qu'il attendait [1].

La réponse la plus topique aux reproches d'anarchie qu'on lui jetait toujours à la tête, c'était la rédaction d'une Confession commune que le roi serait bien obligé de sanctionner. Il n'y avait là rien de nature à effaroucher les Frères qui avaient toujours donné les plus grands éloges aux théologiens de Wittenberg. Malheureusement, dans leur ardeur ignorante, les Luthériens mirent les procédés contre eux : ils essayèrent d'emporter l'affaire de haute lutte, voulurent enlever le vote et étouffer les hésitations de l'Unité sous les cris de leurs affidés. La suite prouva qu'ils n'étaient pas aussi féroces qu'ils s'en donnaient la mine : sur les plus graves questions, ils modifièrent très profondément leur manière de voir; en somme, tous ces laïques se souciaient assez peu des subtilités théologiques et ne comprenaient même pas toujours très bien le sens des formules sur lesquelles on ergotait. Mais, sans compter que cette frivolité même et ces brusques revirements déplaisaient aux Frères, les concessions de la majorité, faites de mauvaise grâce et contestées lorsqu'elles semblaient acquises, ne triomphaient pas de leurs préventions. Il y avait de plus, parmi les seigneurs, un groupe très hostile à l'Unité et qui lui tendait un piège; Vrzesovits, Spanovsky et leurs amis, après avoir tenté de la rejeter complètement hors du parti protestant, ne cachaient pas leurs intentions malveillantes et leur dessein d'exploiter contre la minorité les libertés conquises. Les Frères s'exagéraient un peu cette aversion et

1. Si l'on se place à ce point de vue, — et tout l'ensemble des débats me semble l'exiger, la conduite des Luthériens vis-à-vis des Frères est beaucoup plus facile à expliquer et beaucoup moins odieuse. On raisonne toujours comme si les Luthériens avaient été les maîtres de la situation : en réalité, il n'en était rien, comme le démontra l'événement. Il fallait conquérir la liberté, et pour cela l'entente de tous les dissidents était nécessaire.

l'attribuaient à tort à l'ensemble des Luthériens. A demi Calvinistes, et s'en défendant, ils se sentaient dans une situation fausse, redoublaient d'exigences et reculaient à mesure que les autres avançaient; ils faisaient volontiers bande à part, négociaient directement avec l'Empereur, sans s'apercevoir qu'ils donnaient ainsi des armes contre eux à leurs ennemis. A leur intransigeance, les meneurs de diète répondirent par une perfidie, violèrent leurs promesses, falsifièrent les textes par deux fois : les Frères étaient sur leurs gardes, ils dénoncèrent le mensonge, s'indignèrent très justement de cette trahison. Une scission paraissait inévitable. La joie était vive dans le camp catholique. « Sans l'Unité, disaient-ils, ils n'arriveront à rien. » — Plutôt que d'accepter la responsabilité d'une rupture ouverte, les Luthériens subirent enfin les conditions des Frères. Le 18 mai, après des négociations qui avaient ainsi duré plus de deux mois, ils se rendirent auprès de Maximilien, pour lui soumettre le résultat de leurs délibérations.

Un projet de Confession, rédigé par deux professeurs de l'Université de Prague, Crispin et Pressius, avait été d'abord discuté par une commission de dix-huit membres, puis voté en réunion plénière après d'importantes modifications. C'est la célèbre Confession de 1575, connue sous le nom de Confession tchèque. Assez courte, elle a été composée sous la préoccupation visible d'éviter le plus possible les questions irritantes. C'est un mélange, souvent assez obscur et par moments contradictoire, de la doctrine luthérienne et de celle de l'Unité. Sur deux points essentiels surtout, la Communion et la Justification par la foi, l'influence des Frères est évidente. — Dans l'Eucharistie, le fidèle reçoit le vrai corps et le vrai sang du Sauveur.— C'était la doctrine de Mélanchton, mais elle se rapprochait singulièrement de celle de Calvin ; l'Université de Wittenberg signala aussitôt l'obscurité de l'article et l'interprétation sacramentaire qu'il permettait.— A propos de la justification par la foi, tout en maintenant l'action divine de la grâce, la Confession manquait aussi de netteté, et les explications dont elle

accompagnait le dogme, l'atténuaient visiblement. « La consécration, la nouvelle naissance de l'homme, se produit par la foi et par l'Esprit-Saint, lorsque, par la foi en Notre Sauveur Jésus, nous devenons participants au Christ et à tous ses mérites et sommes ainsi complètement justifiés devant Dieu ; alors, aussitôt et en même temps, par cette participation et cette communion en Jésus, se répand en nous, les membres vivants de son corps sacré, le Saint-Esprit qui nous consacre et nous régénère pour que nous commençions à être saints, et que, mourant à tous les mauvais penchants du corps, nous vivions en Dieu et nous nous avançions toujours plus dans cette sainteté primitive perdue par Adam et que nous réaliserons complètement un jour dans la vie éternelle [1]. » La foi seule sauve et le Christ n'exige pour se donner à nous que notre amour et notre espérance, mais cette foi n'est pas et ne peut pas être morte, « elle produit une nouvelle et éternelle vie, supprime tous les mauvais penchants..., et, comme il n'y a pas de feu sans chaleur ou de soleil sans rayons, il ne peut y avoir de foi véritable et de communion avec Christ sans régénération, sans amour et sans beaucoup de bonnes œuvres [2]. » Il n'y a de bonnes œuvres que celles qui viennent de la foi et sont le fruit du Saint-Esprit, les vertus de ceux qui n'ont pas la foi sont des péchés ; mais quiconque néglige les bonnes œuvres et s'abandonne au mal, écarte l'Esprit-Saint et ainsi écarte et chasse la foi, car il est impossible qu'il puisse invoquer Dieu avec confiance et espoir, d'un cœur joyeux et tranquille.

La plupart des seigneurs avaient voté les amendements proposés par les Frères sans en apprécier très exactement la portée, mais les Luthériens étrangers furent assez peu satisfaits de cette transaction où on aperçoit en effet si clairement les préoccupations morales et pratiques de l'Unité. Les Frères cependant refusèrent, même après ces modifi-

1. *Diètes bohêmes*, IV, p. 189.
2. *Id.*, p. 190.

cations, d'adhérer purement et simplement à la Confession tchèque, déclarèrent seulement qu'ils voulaient marcher unis avec les autres Protestants.

Cette entente extérieure suffisait à la rigueur pour que les Évangélistes forçassent la main au roi ; il n'était plus fondé à leur opposer leurs divisions intestines. En même temps que leur Confession, ils présentèrent au roi un projet de réorganisation ecclésiastique. A la tête de l'Église tchèque, un Consistoire, composé d'un Administrateur et de conseillers, serait nommé par les États ; il serait assisté de Défenseurs laïques élus aussi par la diète et qui auraient pour mission de le surveiller et de le protéger. Du Consistoire national relèveraient des consistoires provinciaux. La nomination des curés continuerait à appartenir aux patrons, mais elle devrait être approuvée par l'autorité ecclésiastique. Les prêtres seraient consacrés par l'Administrateur.

On nous a accusés, disait la pétition des États, de n'avoir pas tous la même foi ; dans toutes les choses essentielles les Frères sont étroitement unis avec nous ; nous ne voulons ni les opprimer ni les forcer à abandonner leur religion, mais, tous ensemble, nous supplions humblement Votre Majesté d'étendre sur nous tous sa main protectrice et de nous permettre de servir Dieu librement et publiquement suivant notre foi [1] (18 mai 1575).

Maximilien accueillit avec une bienveillance ironique les Évangélistes : ils avaient beaucoup travaillé, beaucoup noirci de papier ; ils lui accorderaient bien quelques jours pour réfléchir. — Suivant sa tactique ordinaire, il demanda l'avis du pape, de l'Électeur de Saxe, des Catholiques, du Consistoire utraquiste, de Jean de Waldstein ; il était assez inutile de solliciter des réponses bien connues d'avance, mais il y gagnait toujours quelques jours. Le Consistoire utraquiste et Jean de Waldstein attaquèrent avec véhémence les progressistes et dénoncèrent les rebelles qui voulaient enlever au roi la nomination du grand conseil de l'Église

1. *Id.*, p. 185.

tchèque : on ne s'en émut guère. La réponse des Catholiques, qui n'était pas beaucoup plus imprévue, était du moins fort habilement calculée pour produire quelque impression sur Maximilien : ils lui rappelaient ses serments, le suppliaient de ne pas compromettre son autorité par des concessions aux rebelles, et insinuaient discrètement que, si on les poussait à bout, ils pourraient tout comme d'autres refuser de délibérer sur les propositions royales [1]. Le pape ne demeurait pas inactif, multipliait ses brefs, s'adressait à tous ceux auxquels il supposait quelque influence, au duc de Bavière entre autres : celui-ci s'excusait, il ne connaissait personne en Bohême, les relations de ce royaume et de l'Empire germanique étaient très rares [2]. — Mais si la Curie n'avait pas de nombreuses accointances en Bohême, elle en avait en Pologne et en Allemagne.

Pris entre deux menaces, Maximilien ne répondait pas. Les jours passaient et rien n'arrivait. La situation cependant ne pouvait se prolonger. Les esprits se montaient rapidement. Les seigneurs des deux partis avaient amené leurs domestiques, quelques hommes d'armes : qu'une rixe éclatât entre les valets, et l'on aurait une bataille dans les rues. Les prédicateurs attisaient les passions : — un jour, l'Administrateur Dvorsky de Helfenbourg, secrètement converti au Catholicisme, mais qui, sur les ordres de l'archevêque, se donnait toujours pour Utraquiste, parce que sa situation lui permettait ainsi de rendre plus de services à la Curie ; un autre jour, maître Fronto de Plzen, qui, dans la cathédrale de Prague, comparait les Luthériens à la bête de l'apocalypse. Les Protestants se plaignirent avec aigreur, et, sans le respect qu'inspirait Guillaume de Rosenberg à tous les partis, on en fût peut-être venu aux mains. Les Évangélistes accusaient les Catholiques des plus noirs desseins. Les étrangers étaient nombreux à Prague, les Italiens surtout, qui formaient la clientèle spéciale des Jésuites : on

1. *Id.*, p. 213.
2. *Praesertim cum regnum sit illud a communibus imperii romani negotiis plane remotum.* Cité par Reimann, p. 267.

soupçonnait ces derniers de méditer une Saint-Barthélemy, on racontait que dans leurs sermons, ils vantaient le duc d'Albe. Une nuit, une cloche se mit à sonner; il est probable que le sonneur était ivre : aussitôt toute la ville fut en alarmes [1]. Les Catholiques renvoyaient accusations pour accusations, affirmaient que les Évangélistes préparaient un massacre et complotaient la déposition de Maximilien. Les Frères, qui voulaient, semble-t-il, prendre possession, tenaient publiquement leurs assemblées à Prague, au scandale d'une partie de la population, rouvraient solennellement à Mlada-Boleslas leur église, fermée sur l'ordre formel de Ferdinand Ier; beaucoup, même parmi les Protestants, les taxaient de précipitation et d'imprudence.

La majorité, lassée de la mauvaise volonté de la cour et à bout de patience, était décidée à ne plus rien ménager. Il y eut entre les délégués de l'assemblée et le roi une scène d'une violence inouïe : Lobkovits infligea à Maximilien un démenti formel [2]. Dans l'espérance que les passions s'amortiraient un peu, Maximilien donna aux Protestants quelques bonnes paroles et les envoya faire leurs moissons (6 juillet-16 août).

A la reprise des séances, l'Empereur, dont la santé s'affaiblissait visiblement, avait une nouvelle raison pour ménager les États, il voulait qu'ils reconnussent roi de Bohême

1. Gindely, *Gesch. der bœhm. Brüder,* II, p. 166.

2. Le fait est d'autant plus remarquable que Lobkovits était Grand-Juge du pays, c'est-à-dire titulaire d'une des premières charges. — *Journal de Sixte d'Ottersdorf,* p. 353. — Le récit des Frères est plus complet. L'Empereur, prétendait-on, s'était plaint de la longueur de la session ; le seigneur de Rosenberg excuse les États : la question en litige est grave et mérite d'être sérieusement étudiée. Maximilien proteste, il n'a jamais prononcé les paroles qu'on lui attribue : je m'en rapporte à vous, seigneur juge, m'avez vous entendu parler ainsi? — Oui, Sire, réplique par deux fois Lobkovits. — L'Empereur, très irrité et changeant de couleur, invoque le témoignage de ceux qui assistaient à l'entretien. Spanovsky, directement interpellé et tout tremblant, balbutie quelques paroles que personne n'entend. Lobkovits insiste. A l'avenir, reprend l'Empereur, il faudra donc que nous ayons des témoins (p. 443). — La question en elle-même n'avait pas grande importance et il est possible qu'il y eût eu quelque confusion, d'autant plus que le roi parlait fort mal le tchèque ; mais la scène est caractéristique. L'attitude des seigneurs catholiques n'était pas beaucoup plus respectueuse que celle des Évangélistes.

son fils aîné Rodolphe; mais il eût pensé acheter trop cher leur vote s'il s'était aliéné la Papauté. Il reprit ses manœuvres, accablant les Réformés de caresses et de compliments, rejetant ses réserves et ses lenteurs sur les Catholiques, s'excusant d'autre part auprès du nonce des promesses qu'on lui arrachait, se targuant de sa résistance et rassurant la cour de Rome sur ses véritables intentions, à grand renfort d'éloquence. Dans ses premières entrevues avec les Protestants après les vacances, il avait été très froid, sans doute pour rabattre un peu leurs prétentions et faciliter une transaction. Mais il était bien loin de vouloir les décourager complètement; il avait tout à craindre de leur mauvaise humeur, et s'ils se rebutaient, il serait le premier puni de leur désappointement : il n'aurait ni l'argent ni les votes qu'il attendait. Comme il tenait en même temps à couvrir sa responsabilité aux yeux du pape, à nettement établir qu'il avait eu la main forcée, il excitait en-dessous les Évangélistes et réussissait ainsi à regagner en partie leur confiance, ce qui devait les rendre plus traitables.

L'aventure était scabreuse et digne d'un siècle où les princes se vantaient presque tous d'être les disciples de Machiavel. La partie fut jouée par Maximilien avec une dextérité supérieure et telle que Catherine de Médicis ne l'eût pas désavouée; en somme, il arriva à ses fins, puisqu'il obtint de la diète ce qu'il demandait, sans rompre avec les Catholiques. Malheureusement, il y a quelque maladresse à être trop habile; il ne faut jamais bien longtemps pour que toutes ces finesses ne trompent plus personne et elles discréditent sans retour ceux qui y recourent. La royauté sortit de cette crise profondément affaiblie; les dissidents qu'elle avait dupés ne lui pardonnèrent pas leur déception, et les Catholiques qu'elle avait effrayés ne se souvinrent que de leurs terreurs. Elle demeura isolée au milieu des partis dont elle n'avait pas su être l'arbitre et dont elle devint le jouet. Dans cette lutte, où il n'y eut pas de vainqueurs, elle fut la véritable vaincue. La diète de 1575, quoique les seigneurs n'aient pas obtenu tout ce qu'ils demandaient, est bien ainsi

cependant la revanche de 1547 et elle annonce les humiliations de Rodolphe et de Mathias.

Le 21 août, Maximilien avait prévenu de ses intentions Bohuslas de Lobkovits : ma réponse ne plaira pas aux États, mais ne vous laissez pas troubler, soyez fermes et persévérants; je suis forcé d'agir ainsi par considération pour les Romains, mais si vous insistez, vous verrez [1]. — Le lendemain, il reçut les délégués de la diète : il lui était impossible, leur dit-il, d'approuver la nouvelle Confession ; ses serments ne le lui permettaient pas, elle était contraire à l'ancienne doctrine utraquiste. D'ailleurs, que servirait-il de l'autoriser, puisqu'on n'établirait même pas ainsi l'unité religieuse dans le royaume et que les Frères persistaient à former une Église séparée. A quoi bon enfin ces nouveautés? Les États n'avaient jamais eu jusqu'alors à se plaindre de lui et il n'avait persécuté personne; il ne commencerait pas maintenant. — Les Évangélistes n'auraient sans doute pas eu besoin de l'invitation indirecte qu'il leur avait adressée pour ne pas se contenter de cette réponse; ils réfutèrent les objections du roi et sollicitèrent une décision moins négative.

Maximilien adoucit bientôt son langage. Une seule chose lui répugnait, c'était une déclaration officielle, inscrite dans les Tables du Pays, et dont le retentissement et le caractère solennel eussent provoqué une rupture avec la cour pontificale [2]. Seule cependant, cette déclaration eût donné

1. P. 447.

2. Le jour de la Saint-Barthélemy, les principaux chefs des Évangélistes étaient réunis quand parut au milieu d'eux le président de la chambre aulique avec un message de l'Empereur. Il les suppliait de ne pas exiger une réponse publique et en présence de la diète : il reçoit sans cesse des lettres du pape qui le menace d'excommunication s'il accorde aux États ce qu'ils demandent; les rois d'Espagne et de France, ainsi que les Électeurs ecclésiastiques, lui représentent que ce qu'il aura accordé à la Bohême, les autres provinces le réclameront, ce qui provoquera un grand désordre; s'il persiste dans son refus, le roi d'Espagne promet de laisser deux importants royaumes à deux de ses fils, et les Électeurs ecclésiastiques, deux des plus grands évêchés ; si une réponse était faite publiquement et écrite, elle serait connue au dehors et les héritiers du roi perdraient les avantages attendus. Il veut accorder aux États ce qu'ils demandent et le leur confirmer de manière à ce que ni lui ni ses successeurs ne puissent nuire aux Utraquistes,

aux Protestants une sécurité complète, les eût mis à l'abri de tout retour de fortune et les eût tirés de la fausse situation dans laquelle ils se débattaient depuis longtemps. La sagesse la plus élémentaire leur commandait de ne pas céder sur ce point. — La diplomatie du roi triompha à la longue de leur prudence.

Plusieurs fois il réunit les membres les plus influents de l'opposition ; dans ces entretiens particuliers, il déployait toutes les ressources de son esprit, leur ouvrait son cœur : tout ce qu'ils désiraient, ils l'auraient ; seulement qu'on n'exigeât pas un engagement public, un document officiel. En même temps qu'il captivait ainsi les États et les enveloppait de ses paroles onctueuses, qu'il les inondait d'eau bénite de cour, il se vantait auprès du nonce de sa fermeté. L'ambassadeur du pape le félicitait, l'engageait à persévérer. L'Empereur recevait modestement ses compliments : je vous l'avais bien dit que tout irait bien ; seulement il faut des ménagements ; ce peuple ne doit pas être brusqué [1].

Les Réformés pressentaient l'énorme sottise qu'on leur conseillait. Ils réclamaient toujours un contrat, une charte : puisque le roi avait des motifs sérieux de ménager les puissances catholiques en ce moment, ils n'insistaient pas sur un engagement définitif ; qu'il leur promît seulement, — par écrit, — que leurs prêtres ne seraient pas inquiétés jusqu'à la prochaine diète et qu'on reprendrait alors la discussion.

et Rodolphe confirmera sa promesse, si bien que les Réformés n'auront rien à craindre sans que les étrangers aient aucune raison de plainte. Quant au Consistoire, on le laissera mourir de sa belle mort (p. 452). — Il n'y a aucune raison de ne pas croire ici à la sincérité de Maximilien et c'est en somme la solution sur laquelle on tomba d'accord. — Dans le message du président, il y a cependant un point obscur : l'Empereur offre de sanctionner ses déclarations « même par sa Majesté. » M. Gindely traduit par une lettre de Majesté, et il y aurait de ma part quelque témérité à contester sa traduction. Comment cependant concilier ces mots avec le contexte ? Faut-il croire que Maximilien ait commis une erreur qu'explique facilement son ignorance du tchèque ? Ou bien s'agit-il d'une lettre secrète, comme par exemple la déclaration de Podiébrad aux évêques ? Ce qui est certain dans tous les cas, c'est qu'il ne saurait être question d'un engagement officiel et public.

1. Reimann, p. 272.

— L'Empereur n'était pas éloigné d'entrer dans leurs vues ; il était de ces débiteurs qui se croient libérés lorsqu'ils ont reculé les échéances. — Les Catholiques, l'Administrateur, Jean de Waldstein au contraire, crièrent, se prétendirent trompés. Maximilien exploita leur intervention. Le 2 septembre, il fit venir Lobkovits et neuf membres des États, recommença ses doléances : ils voulaient une charte, mais alors ils n'avaient pas confiance en lui, et sa signature vaudrait-elle mieux que sa parole? — Ils suspectaient les intentions de ses fils? — Sans doute, ils sont catholiques, mais ils savent ce qu'ils doivent à leur père et ils n'iront pas contre sa volonté. Sur son âme, sur son honneur, qu'ils ne doutent pas de lui : si quelqu'un attaquait les Protestants, ils n'avaient qu'à s'adresser à leur souverain; il savait que la main de Dieu s'appesantit sur les rois parjures. — L'allusion à Charles IX était transparente, et elle ne passa pas inaperçue [1].

Les délégués ne résistèrent pas à ces torrents d'éloquence et ils entraînèrent le reste de la diète. Les promesses de Maximilien manquaient au moins de précision. S'appliquaient-elles à l'Unité? Le doute était permis, mais les Frères étaient conquis [2], et les Luthériens, assez mécontents du rôle qu'avaient joué leurs partenaires, faisaient bon marché de leur sécurité. Les anciennes rivalités de castes avaient reparu, les bourgeois se plaignaient fort justement des privilégiés et ceux-ci les traitaient d'insolents. Beaucoup de nobles étaient las de cette interminable session, presque tous étaient enchantés d'éviter une rébellion ouverte. Ils préférèrent ne pas aller trop au fond des choses. Une députation des Évangélistes se rendit auprès du roi

1. *Diètes bohêmes*, p. 460.

2. Vers cette époque se place une phrase curieuse de Maximilien. Un des membres du parti avancé rencontre Crato et lui annonce, tout heureux, les bonnes nouvelles qu'ils ont du Palais : Je le sais, répond Crato, car après le départ des États, j'étais auprès de l'Empereur et il m'a dit : Comment pourrais-je leur refuser, puisque je suis de la même religion, (cum ego sim ejusdem religionis), (p. 454). — De quelle religion, aurait-on pu demander? Dans tous les cas, la foi de Maximilien n'était certainement pas la foi vivante dont parlaient les Frères.

pour le remercier et quinze Défenseurs furent élus pour assurer la liberté du culte protestant [1]. Quelques jours après, Rodolphe était reconnu roi de Bohême. Les États ne songèrent même pas à faire modifier le serment du sacre : Rodolphe prit à témoin la Vierge et les Saints, ce que n'avait pas fait Maximilien, et reçut solennellement la communion en présence des Catholiques [2].

Les derniers jours de la session furent occupés par l'expédition de diverses affaires. Les Seigneurs votèrent une série de mesures destinées à augmenter leur influence sur le gouvernement ou à étendre leur domination sur leurs paysans. Les capitulations imposées à Rodolphe étaient déjà plus rigoureuses que celles qu'avait consenties Ferdinand pour Maximilien. D'autres décrets garantirent l'indépendance des tribunaux, interdirent aux étrangers le droit d'acquérir des propriétés foncières dans le royaume tant qu'ils n'avaient pas été naturalisés, réservèrent aux Tchèques exclusivement les charges de capitaine-général de la Silésie et de la Lusace, la principauté d'Opava, etc. Les dénonciations des serfs contre leurs seigneurs devinrent plus difficiles. Il fut interdit aux bourgeois sous peine d'amende de prendre à leur service les serfs qui ne leur présenteraient pas des lettres de congé régulières, et de recevoir ou de cacher l'argent ou les objets précieux qui leur seraient confiés par des paysans [3]. Ces derniers articles lésaient les intérêts des communes; comme on redoutait leur opposition, on ne les avait pas consultées. Les Praguois, très mé-

1. La déclaration purement orale de Maximilien se bornait en somme à une vague promesse de tolérance et à l'autorisation d'élire un certain nombre de défenseurs pour les choses de la foi, (p. 239); elle constatait en même temps les engagements qui liaient le roi vis-à-vis des Catholiques et maintenait implicitement le Consistoire.

2. Il est possible cependant que l'on eût supprimé dans la cérémonie du sacre la question traditionnelle : Veux-tu être le patron et le défenseur des Saintes-Églises et de leurs ministres? (p. 265), et le correspondant du duc de Bavière n'est pas absolument satisfait. Que de détails encore cependant qui auraient dû choquer et inquiéter les États!

3. Les décrets politiques de la diète de 1575 ont été publiés, dans les *Diètes bohêmes*, de la page 269 à la p. 300.

contents, demandèrent que l'affaire fût renvoyée à la prochaine session: les nobles passèrent outre [1]. Vis-à-vis des bourgeois comme des paysans ou du souverain, ils n'avaient rien abdiqué de leur orgueil; les leçons du passé étaient lettre morte pour eux [2].

Ils se consolaient par ces menus profits de leur déception réelle. A la nouvelle de l'entente des États et du roi, la joie avait été générale à Prague, l'ère des persécutions était close, un siècle nouveau naissait. En réalité, qu'y avait-il de changé? Quelques discours, quelques effusions; et puis? Jusqu'alors les Protestants n'avaient pas été en général persécutés, mais ils étaient hors la loi, toujours menacés, soumis nominalement à un Consistoire dont ils répudiaient les croyances, sans gouvernement régulier et sans discipline. Aucune des obscurités de la situation n'avait été écartée, aucun des périls, éloigné. — Le nonce du pape manifestant quelques inquiétudes, Maximilien le rassura : il voulait seulement laisser se développer et mûrir les choses telles qu'elles avaient été préparées par son père: le moment venu, il prendrait les mesures convenables ; il espérait que le séjour de Rodolphe en Bohême serait favorable au Catholicisme et ramènerait à la vraie religion beaucoup de dissidents. — Quelle que fût la sincérité de l'Empereur quand il parlait ainsi, il n'en disait pas moins la vérité. Et le pape ne fut pas trop exigeant, le félicita, lui représenta seulement que les hérétiques donnaient une autre version de ses paroles ; il serait peut-être à propos de démentir des rumeurs qui augmentaient leur audace; très adroitement, il attira son attention sur le mauvais effet que produisaient ces racontars en Pologne. Le souverain le calma : trop de hâte serait une imprudence, mieux valait laisser s'épuiser les passions en paroles, bientôt il ré-

1. *Journal de Sixte d'Ottersdorf*, p. 369.

2. *Id.*, p. 387. Ils contestèrent même aux bourgeois le droit de prendre part à la nomination de Rodolphe au trône. Ceux qui vous commandent, disaient-ils, sont pris parmi les deux premiers Ordres. — Ils en revenaient à la théorie de Rendl.

duirait au silence tous ces bavards. Les Jésuites résumaient très exactement la situation : tous les périls n'étaient pas écartés et ils étaient certes bien éloignés du but final, mais ils venaient très heureusement d'échapper à un grand danger. L'archevêque, Rosenberg, l'ambassadeur d'Espagne étaient du même avis : rien n'était compromis et on n'avait pas irrité les hérétiques, ce qui eût été très fâcheux avec un tel souverain [1]. Jamais la religion n'a été aussi gravement menacée, écrit au pape l'archevêque de Prague (17 septembre), « les monstres effroyables et toute la bande de la vermine souterraine et de la caverne infernale se sont élevés avec leurs traits empoisonnés et avec cette honteuse confession, ou plus exactement confusion, pour la ruiner complètement et définitivement, pour anéantir et détruire le reste de l'Église catholique. Et je croirais volontiers que tous les diables avec les nombreux hérétiques déjà morts avaient déserté l'enfer et avaient pris place dans quelques seigneurs bohêmes. Mais le démon en a été pour ses frais, car Votre Sainteté sait qu'en dehors de ce qui est depuis longtemps établi dans ce royaume, rien de nouveau n'a été introduit [2]. »

Le pape n'attendit pas longtemps les actes qu'il demandait à l'Empereur. Avant même de quitter la Bohême, Maximilien avait interdit l'impression de la Confession tchèque ; arrivé à Ratisbonne, il lança un mandat par lequel il ordonnait aux capitaines royaux d'appliquer rigoureusement les décrets de Vladislas et de Ferdinand contre les Frères, défendait aux villes royales d'introduire aucune nouveauté religieuse et leur enjoignait d'obéir aux ordres du Consistoire. Ce n'était dans sa pensée qu'un acte de politesse vis à vis de la cour romaine : quelques procès, quelques arrestations, il fallait autre chose pour restaurer l'Église romaine en Bohême, et le roi n'était ni d'âge ni de tempérament à commencer une guerre acharnée contre l'hé-

1. Reimann, p. 275.
2. Theiner, *Ann. Eccl.* II, p. 20.

résie. L'irritation fut vive pourtant parmi les Protestants. Les Défenseurs auxquels il n'était pas permis de remplir leur mission, résignèrent leurs pouvoirs et expliquèrent leur retraite dans une proclamation véhémente qui était presque un appel à l'insurrection. Voilà donc où aboutissaient tant d'espérances! Les événements de 1575 avaient été désastreux, désastreux pour la royauté qui n'avait su ni résister ni tenir ses promesses, désastreux pour les Réformés, qui, divisés et naïfs, avaient gâché la plus admirable situation, désastreux enfin pour le pays, condamné à se traîner toujours dans l'anarchie et les discordes religieuses. La destinée avait offert aux patriotes tchèques une suprême occasion de relever le royaume et de grouper tous les partis sous une autorité commune, acceptée par tous et sanctionnée par la Constitution; mais ils n'étaient déjà plus capables de l'effort nécessaire pour saisir ce retour de fortune. Après l'avortement de cette tentative mal conduite, satisfaits de la tolérance de fait dont ils continuent en général à jouir, se complaisant dans l'obscurité et le vague qui profitent à quelques seigneurs, imprévoyants et frivoles, ils assistent pendant plus d'un quart de siècle, sans que leur sottise s'en alarme, aux préparatifs de la réaction qui ne devait pas se contenter longtemps des succès négatifs qu'elle venait de remporter.

Maximilien n'obtint même pas la récompense de sa soumission à la cour romaine; le trône de Pologne lui échappa. Ce dernier déboire hâta sa fin. Les Catholiques redoutaient un scandale, craignaient qu'au dernier moment il ne s'avouât protestant. Ils réussirent à l'éviter, mais ils ne parvinrent pas à décider l'Empereur à recevoir les sacrements. L'évêque Lambert s'était glissé jusqu'à lui, « caché et déguisé ». Le mourant en manifesta quelque ennui : je ne l'avais pas demandé, dit-il. L'évêque l'exhorta à se rappeler les souffrances et la mort de Jésus-Christ « dont la grâce et la satisfaction dépassent tous les péchés de Votre Majesté. — Comment en serait-il autrement, répondit Maximilien. Quelques minutes après, il expirait, laissant au monde une dernière énigme (12 octobre 1576).

En face de cette tombe prématurément ouverte [1], les peuples ne se souvinrent plus que de leurs premières espérances. Maximilien ne les avait pas opprimés, il avait l'esprit large et l'âme douce : il eût fait un excellent monarque constitutionnel, mais sa volonté vacillante avait fléchi sous une responsabilité trop lourde, et le résultat de son règne était déplorable [2]. Il avait gaspillé en quelques années toute l'autorité lentement reconquise par Ferdinand, et il laissait à son fils un trône ébranlé et un pouvoir miné par des passions irréconciliables. Le jour des funérailles, le cortège se déployait dans les rues de la capitale avec une pompe inouïe : lorsqu'il arriva sur la principale place de Prague, des rumeurs sinistres passèrent à travers la foule; il était question de conspiration, de massacres : Rodolphe était blessé, mort. La panique s'empara des assistants, ils se sauvaient éperdus, se précipitaient dans les maisons : les ecclésiastiques quittaient leurs surplis pour ne pas attirer les regards, les prélats jetaient leurs crosses. Bien que la saison fût encore froide (mars), quelques fuyards se jetèrent dans la Vltava pour se dérober au péril; le calme ne se rétablit pas d'assez longtemps. — C'est comme la mise en scène de l'incertitude qui planait sur les destinées du pays et de l'inquiétude qui rongeait les âmes.

1. Nous avons d'assez nombreux récits des derniers moments de Maximilien; les détails varient quelque peu; le récit très détaillé de Dietrichstein que rapporte Gindely (II, p. 225-228), paraît le plus digne de foi, et, en somme, il prouve une volonté très claire de ne pas accepter les sacrements. L'évêque le presse de se réconcilier avec Dieu. — Je l'ai déjà fait. — Se repent-il de ses péchés? — Oui. — Meurt-il dans la religion catholique? — Oui. — Ce fut son dernier mot. — A-t-il été réellement prononcé et qu'en conclure?

2. Reconnaissons ses qualités personnelles, dit M. Maurenbrecher qui lui est plutôt favorable, ses bonnes intentions, avant tout sa tolérance libre de tout confessionalisme et très en avant de son temps; l'histoire cependant, impitoyable dans ses sentences et inaccessible à ces considérations personnelles, ne peut que prononcer une condamnation sans appel. A la fin de son règne, l'Allemagne était plus divisée que jamais, les partis politiques et religieux, plus émus. C'est de cette confusion qu'est sortie par une suite inéluctable la guerre de Trente-Ans (*Sybel's Hist. Zeitsch.*, VII, p. 380). — Et c'est aussi vrai de la Bohême que de l'Allemagne.

CHAPITRE II

LES PRÉLUDES DE LA RÉVOLUTION

Rodolphe II. — La Bohême dans les dernières années du XVI^e^ siècle. — I. Le Consistoire utraquiste. — Les Frères; leur activité littéraire : les cantiques; la Bible de Kralitse; Catéchismes et Confessions. Écoles. Rapprochement toujours plus marqué avec les Calvinistes. Influence morale et causes de faiblesse. — Les Luthériens : immense supériorité numérique, anarchie morale. — La réaction catholique; les Jésuites. Premières mesures contre l'hérésie. Diètes de 1585 et de 1603. — Venceslas de Boudova. — II. La Constitution : le roi et les diètes. Les paysans et les seigneurs. — Situation matérielle : les finances. — III. Les mœurs publiques. — La littérature. — L'indépendance nationale et l'immigration étrangère. — La guerre civile imminente.

La plupart des Luthériens sont aussi sévères pour Rodolphe qu'indulgents pour Maximilien, et leur sévérité est quelque peu excessive comme leur indulgence n'est pas toujours justifiée. En réalité, les défauts de Maximilien reparaissent chez Rodolphe, et si les conséquences en semblent plus fâcheuses, ce n'est pas toujours qu'ils soient beaucoup plus marqués. Dans les malheurs qui attristent son règne, le souverain a sans doute sa très large part de responsabilité, mais il convient d'ajouter que la situation dont il avait hérité était des plus difficiles; la tâche était autrement aisée de succéder à Ferdinand qu'à Maximilien. L'Europe centrale est de plus agitée, dans le dernier quart du XVI^e^ siècle, par une fièvre dont l'intensité s'accroît sans cesse jusqu'à l'épouvantable crise de la guerre de Trente-Ans. Les Catholiques qui, depuis 1555, ont secoué leur engourdissement, ne dissimulent plus leurs espérances de domination; exaspérés par leurs défaites, les Protestants, après une longue période de torpeur, se rassemblent pour un suprême effort : les passions arrivent à leur dernier

degré de violence et appellent les solutions extrêmes; au milieu de ces fureurs réciproques, les compromis et les tergiversations n'ont plus de raison d'être, et la politique de bascule qu'avait pratiquée Maximilien sans trop de peine, est condamnée à d'irrémédiables désastres. Pas plus que le fils, le père n'aurait sauvé l'État d'un naufrage au milieu de cette tourmente.

Nous ne voyons pas en effet que les procédés à l'aide desquels Rodolphe essaya de gouverner aient été très différents de ceux qui avaient à peu près réussi à son prédécesseur. Tout ce qu'il est juste de dire contre Rodolphe, c'est que les mobiles de sa conduite étaient d'ordre un peu inférieur. L'attitude de Maximilien et son inertie s'expliquent, au moins en partie, par une horreur instinctive des querelles religieuses et la vague intuition d'un régime de tolérance; Rodolphe ne désire pas la réconciliation des sectes, bien qu'il n'ait pas la fermeté nécessaire pour se mettre résolument à la tête de celle d'entre elles dont il poursuit le triomphe. Ses hésitations ont leur source, non dans la supériorité d'une intelligence qui a traversé bien des incertitudes et qui en a conservé un certain respect de la liberté, mais dans la médiocrité d'un courage que les luttes fatiguent et déconcertent. Cette différence essentielle entre le père et le fils venait moins de la nature que de l'éducation. Maximilien s'était développé surtout sous l'influence allemande, il avait respiré une atmosphère moins chargée de fanatisme. Rodolphe avait été élevé par les Jésuites; tout le prestige de leur art n'avait pas transformé en un soldat intrépide de la foi un prince sans courage et sans virilité; seulement, chez lui, si le cœur était faible, la conviction n'était pas chancelante. A ce point de vue, il sert comme de transition entre Maximilien et Ferdinand II, plus docile que celui-là, moins ferme que celui-ci.

Il croyait comme Philippe II que le devoir des souverains et leur intérêt étaient d'écraser l'hérésie et de supprimer cette liberté de conscience que leur avait imposée le malheur des temps. Rien de surprenant aussi à ce que son

arrivée au trône ait été accueillie par les dissidents avec une extrême défiance. Il trompa leurs craintes comme Maximilien avait déçu leur espoir. C'est que ce n'était pas assez d'une bonne volonté platonique pour ramener à l'Église une nation séparée de Rome depuis plus de deux siècles; il y fallait des qualités et des défauts qui lui manquaient également. Voluptueux plutôt qu'ambitieux, sa piété même était celle d'un dilettante. Comme son père, il aimait la musique, les arts, les femmes. L'instinct héréditaire s'était à la fois exagéré chez lui et affiné. Son goût était plus sûr, ses collections plus riches; mais, absorbé dans ses distractions, il n'apportait aux affaires ni attention suivie ni intérêt sérieux. Comme il était à la fois vaniteux et paresseux, il tenait surtout à l'apparence du pouvoir et en déléguait l'exercice à des conseillers souvent incapables ou improbes. Son indolence, plus encore que ses convictions, fit souvent de lui un jouet aux mains de quelques ministres fanatiques et il se jeta à leur suite tête baissée dans des conflits qu'il n'avait pas toujours prévus; l'extrême péril ne l'arrachait pas d'ordinaire à son indifférence, et les expédients désespérés que lui suggérait son imagination fantasque, mal combinés et mal soutenus, l'acculèrent à une irréparable catastrophe.

Son règne fut malheureusement assez long pour que ses défauts eussent le temps de produire tout leur effet, d'autant plus qu'ils étaient de ceux qu'aggrave la vieillesse. L'expérience apaise les violents et les années assagissent les agités; l'âge affaiblissait chez Rodolphe ses très médiocres facultés actives, précisément à mesure que les difficultés croissantes exigeaient une volonté plus sûre et une main plus ferme. Il sacrifia toujours plus le soin des affaires à ses distractions ou à ses plaisirs, s'entoura d'intrigants et d'aventuriers et demanda à l'astrologie ou l'alchimie l'oubli de ses déboires. Sa raison s'égara et il eut de véritables crises de folie qui quelquefois se prolongèrent des mois entiers. Le trône parut vacant : la tentation devint trop vive pour les mécontents qui voulaient secouer l'auto-

rité ou pour les ambitieux qui convoitaient le pouvoir.

A la même époque, dans l'Europe entière, Catholiques et Protestants étaient en armes. Les défenseurs de la foi n'attendaient qu'un prétexte pour ouvrir la croisade contre l'hérésie, et les Réformés, avertis par de brusques rafales de l'orage imminent, comprenaient la nécessité de mettre à l'abri de toute discussion leurs libertés religieuses et politiques; en présence de l'attitude de leurs adversaires, la plus élémentaire prudence leur ordonnait de faire sanctionner solennellement les promesses qu'ils avaient arrachées aux souverains et par lesquelles ceux-ci ne se considéraient pas comme liés. La tempête qui pesait sur l'Europe, creva sur l'Autriche, hâtée sans doute par les fautes de l'Empereur, mais aussi parce que les factions y étaient plus violentes, la situation plus tendue et plus incertaine,—parce que, de plus, les Habsbourgs, par position sinon par caractère, étaient les chefs de la coalition réactionnaire et que l'avenir du Protestantisme dépendait en grande partie de l'autorité qu'ils exerçaient sur leurs sujets immédiats. Les troubles qui remplissent la seconde partie du règne de Rodolphe ne sont ainsi qu'un épisode d'une crise universelle, et le début de la bataille décisive qui se livre au XVII[e] siècle entre les défenseurs et les adversaires de l'Unité romaine [1].

1. Il n'a paru aucun travail important sur Rodolphe II depuis la publication de l'ouvrage de Gindely, *Rudolf II und seine Zeit,* 2 vol. Prague, 1868. — Gindely me paraît en général un peu sévère pour Rodolphe, et surtout beaucoup trop favorable à Mathias. — Comp. sur Rodolphe, outre les études que nous signalerons plus loin, Khevenhiller, *Annales Ferdinandei* (à partir de 1578), Leipzig, 1716, 14 vol.; — *Rudolphi II Imper. epistolæ ineditæ,* publiées par Pace, Vienne, 1771. — Theiner, *Annales ecclésiastiques.* — Les mémoires de Duplessis-Mornay sont une source très précieuse pour l'étude de la politique protestante vers cette époque. On trouvera tous les renseignements bibliographiques nécessaires sur les événements d'Allemagne dans Stieve, *Die Verhandlungen über die Nachfolge Kaisers R. II.* Munich, 1879, et dans Bezold, *Kaiser R. II und die heilige Liga,* Münich, 1883.

I

Les premières années du règne furent en somme assez paisibles. L'échec réel de la diète de 1575 avait laissé parmi les Protestants une certaine fatigue. Les Défenseurs, sans autorité, avaient bientôt donné leur démission. A deux reprises, les États prièrent Rodolphe de leur restituer le droit de nommer le Consistoire utraquiste, mais leurs réclamations furent présentées avec beaucoup de timidité et facilement écartées [1]. La noblesse protestante paraissait décidément aussi incapable d'insurrection hardie que de soumission réfléchie; elle désirait par-dessus tout qu'on n'exigeât pas d'elle d'héroïsme. Pourvu qu'elle ne fût pas trop directement attaquée dans ses prérogatives, elle suivait les événements d'un œil indifférent, insoucieuse de l'avenir, satisfaite de la tranquillité momentanée dont elle jouissait, témoin impassible de la décomposition qui minait les forces vives du pays. Le train des choses continuait auquel on était accoutumé depuis tant d'années: les Catholiques s'organisaient, les Luthériens observaient avec une jalousie inquiète les progrès de l'Unité, les Frères hésitaient, l'Utraquisme finissait de mourir.

De celui-ci, il serait permis de ne plus parler, si, de temps en temps, les anciens projets de Ferdinand n'étaient revenus à la surface et si les ministres de Rodolphe n'avaient essayé de se servir du Consistoire pour combattre la propagande protestante. Il n'était plus qu'une machine de guerre dont jouaient les Catholiques et un fantôme qu'ils essayaient en vain de galvaniser. Le rôle qu'on lui imposait augmentait son impopularité et les Luthériens avaient plus de mépris et de haine pour les Administrateurs utra-

1. V. la réponse de Rodolphe aux demandes des États (fin juin 1584), publiée par Borovy, (Martin Médek archev. de Prague, p. 170).

quistes que pour l'archevêque. L'irritation était vive surtout contre lui dans les villes; presque toutes protestantes, elles étaient désagréablement surprises de temps en temps par les mandats royaux qui rappelaient les anciens édits, condamnaient les nouveautés et ordonnaient de remplacer les prédicateurs suspects par des prêtres régulièrement consacrés [1]. Le seul effet de ces mandats était d'entretenir dans le pays un sourd mécontentement et une constante incertitude sans profiter sérieusement à l'autorité du Consistoire. A Prague même, où sa clientèle avait toujours été plus fidèle et où la surveillance plus rapprochée de la cour contenait l'audace des novateurs, les Administrateurs subissaient de constantes avanies. Même les conseillers, choisis par le roi et courtisans timides du sous-chambellan, traitaient avec un sans-gêne hautain le chef de l'Église nationale, lui faisaient faire antichambre, daignaient à peine lui offrir un siège. A la procession du Saint-Sacrement, deux ou trois membres représentaient la municipalité : les employés assistaient des fenêtres à la cérémonie, en faisant des gorges chaudes. Aux autres processions, personne, sauf deux ou trois vieilles femmes, à demi-mortes [2]. — Dans les villes de province, la situation était pire encore : les magistrats ne communiquaient même pas aux conseils les lettres de l'Administrateur, supprimaient les anciennes cérémonies, refusaient de recevoir les prêtres que nommait le Consistoire, soutenaient ceux qu'il dénonçait, ne répondaient pas à ses demandes. Sûrs de trouver des protecteurs, les prêtres jetaient au panier ses citations et lui renvoyaient ses instructions sans les ouvrir. Dieu sait pourtant que ses prétentions étaient modestes : il n'exigeait ordinairement

1. 23 oct. 1584, mandat relatif aux hérétiques de Tabor (*id.*, p. 177); mandat du 23 mai 1586 : les autorités et les corporations devront prendre part aux processions. Mandats de 1584 et 1589 contre les Frères et les sectes, etc.

2. Les actes du Consistoire ne sont qu'une suite de lamentations : « Depuis le commencement, il n'a pas été traité avec autant de légèreté et de mépris que maintenant. » Actes du Consist. utraq., p. 181 ; cp. ses plaintes, p. 183, 185, 188, 191, 195, toutes de 1589.

des coupables ni rétractation ni pénitence, tout au plus une promesse de ne plus retomber dans les mêmes erreurs; pour plaire aux municipalités, il consentait à confirmer la nomination des curés qui lui étaient le plus justement suspects. Inutiles lâchetés : il n'obtenait même pas l'apparence de satisfaction dont il se fût contenté. En dehors des villes, son autorité était plus vaine encore : à peine çà et là une quinzaine de nobles entretenaient encore des relations avec lui. Sa juridiction n'était plus respectée par personne. Dans les questions qui avaient toujours relevé des tribunaux ecclésiastiques, dans les causes de mariage par exemple, les justices municipales s'attribuaient une compétence souveraine et ne tenaient aucun compte des lamentations de l'autorité ecclésiastique.

Ce malheureux Consistoire, abreuvé de mépris et de dégoûts, mendiait un appui de tous les côtés,—auprès du roi, des Catholiques, de l'archevêque, mais il ne récoltait partout que des déboires et on lui marchandait une indifférente et hautaine protection. Depuis 1571, il ne se composait plus que de quelques vieillards qui suppliaient le souverain de les relever d'un poste où ils ne rendaient aucun service; pendant de longues années, leurs plaintes n'eurent aucun écho. Quand Rodolphe eut enfin consenti à leur donner des remplaçants, le nouvel Administrateur, Venceslas Bénéchovsky, essaya à force d'humilité de mériter la bienveillance de l'archevêque, prêta serment d'obédience (1581) [1], accepta les décrets du Concile de Trente, « parce que le parti utraquiste ne se sépare en rien de ceux qui communient sous une seule espèce [2] ».—Que représentait-il dès lors et à quoi bon son existence? On le lui faisait comprendre. L'archevêque ne lui refusait pas sa haute bienveillance, mais à condition qu'il reconnût sans équivoque son autorité suprême; il avait pour lui non seulement la logique des événements, mais la volonté de Rodolphe, qui, tout en maintenant par po-

1. Et non 1580; cp. Borovy, *l'archev. Brous*, p. 196.
2. *Actes du Consist. utraq.*; Borovy, *l'archev. Médek*, p. 75.

litique le Consistoire, n'avait pour lui aucune sympathie, et le gros même des curés utraquistes qui, dédaigneux de leurs chefs naturels, cherchaient ailleurs des secours plus réels et une direction plus ferme. Ils en appelaient à l'archevêque des décisions qui les frappaient, lui soumettaient les cas difficiles. Le roi avait permis aux capitaines de cercles de nommer aux cures qui relevaient de lui des prêtres catholiques, lorsqu'il ne se présenterait pas de candidat utraquiste : les capitaines, sûrs que leur zèle ne déplairait point, dépassaient un peu leurs instructions. L'archevêque avait reçu la surveillance des domaines de la couronne (1581) : les candidats utraquistes s'adressaient à lui, l'Administrateur n'était pas consulté pour les nominations, n'en était pas même toujours avisé. Bénéchovsky ne prenait pas son parti de l'abdication complète que l'on exigeait de lui : bien rares sont les hommes qui renoncent à un commandement, même nominal. Les Utraquistes d'ailleurs devaient mourir dans l'impénitence finale, ils imploraient la protection de l'archevêque, mais criaient à la trahison si celui-ci prenait au sérieux leurs promesses d'obéissance. Les anciens démêlés recommençaient, et l'Administrateur s'attirait de vertes semonces; il ferait mieux, plutôt que de se mêler de ce qui ne le regardait pas, de surveiller avec un peu plus de soin les curés de Prague et des autres villes du royaume [1].

Il y aurait eu là, en effet, de quoi suffire à ses besoins d'activité. Ce que valait alors le clergé utraquiste, on le devine à voir ce qu'étaient les titulaires des principales charges; quelques-uns sont des types d'une joyeuse fantaisie. L'Administrateur avait un neveu, Mathias Bénéchovsky, plus connu sous le nom de Philonomos. Après avoir été précepteur, il essaya de l'agriculture, et eut pour maîtresse une certaine Salomé qui avait été chassée de Prague pour inconduite. L'agriculture ne lui réussissant pas, il eut l'idée d'entrer dans les Ordres et tâta l'opinion en publiant une traduction des épîtres de saint Ignace; dans la préface, il se

1. Lettre de l'archev. Martin. Borovy, *Médek*, p. 75.

lamente pieusement sur la corruption contemporaine : « L'union a disparu, la foi périclite; que sont devenues la discipline et l'obéissance aux autorités ecclésiastiques? » Ce gage de repentir lui valut la place de vicaire de l'Église de Vit; il étalait des sentiments très catholiques et gagna par là la faveur de l'archevêque, du légat, de la cour impériale même dont il flattait habilement les ambitions polonaises; il publiait de petits opuscules grammaticaux, des traductions sans valeur, et s'en targuait pour solliciter le priorat alors vacant du collége de Tous-les-Saints. Les maîtres du collége, peu flattés de l'honneur de l'avoir pour collègue, l'évincèrent en précipitant l'élection, et Mathias, après avoir essayé, sans succès, de contester la validité du vote, alla chercher fortune en Moravie (1579). Il fut nommé curé de Kourzim, eut bientôt maille à partir avec les autorités qui finirent par l'expulser de la ville, en appela de leur décision et ennuya tellement l'évêque de Brno qu'il fut mis en prison. De retour à Prague, il arracha une promesse de nomination au grand chancelier Vratislas de Pernstein. Il visait toujours son priorat, envoyait mémoire sur mémoire, énumérait ses titres, accablait les ministres de promesses de dévouement. Les maîtres consultés l'écartèrent encore sans pitié : sa candidature n'était pas sérieuse; était-il même Utraquiste? Dans tous les cas, il n'était ni étudiant, ni professeur de l'Université de Prague; il reconnaissait lui-même qu'il n'avait pas fait d'études régulières, promettait seulement de compléter son instruction après sa nomination. — Battu de ce côté, Mathias changea ses plans et, grâce sans doute à l'appui des Catholiques, fut nommé abbé du couvent d'Emmaüs. Le monastère d'Emmaüs ou cloître slave remontait à Charles IV et était une des plus célèbres fondations de la Bohême, la direction n'en était généralement confiée qu'à des ecclésiastiques distingués. A peine installé, le dévouement de Mathias à la foi catholique disparut et il ne songea plus qu'à passer gaiement son temps : il installa dans le monastère un jeu de quilles, un tir aux oiseaux, attira des compagnons que les scrupules ne gênaient pas plus que lui; puis, rejetant toute pudeur,

il céda Salomé à un tailleur et épousa en grande cérémonie la fille d'un cabaretier. Le cloître fut transformé en cabaret, avec une enseigne, de la musique ; les clients ne manquaient pas, mais l'argent allait grand train ; quand les recettes ne suffisaient pas, on vendait une coupe de bois [1]. L'archevêque et l'administrateur se plaignirent ; Mathias ne s'en inquiéta pas : il comptait sur la protection des conseillers. Cependant, le scandale était trop criant, et, en 1590, il fut déposé de ses fonctions et chassé du pays [2].

L'administrateur Venceslas Bénéchovsky était depuis longtemps fatigué de ses ingrates fonctions. Dès 1585, il suppliait qu'on acceptât sa démission : il avait perdu, disait-il, sa fortune personnelle et telle était sa détresse qu'il en était réduit à vendre ses habits. La frasque de son neveu lui avait enlevé le peu de courage qu'il conservait. — Mathias l'accablait d'injures, le dénonçait comme traître et renégat ; — il obtint enfin d'être remplacé en 1590. C'était un assez piètre chef que ce vieillard maladif ; du moins ses mœurs étaient-elles pures et ses intentions droites. Il eut pour successeur un ancien chanoine catholique, Fabien Rézek, qui trahit l'Église dont on lui avait confié les destinées, favorisa tour à tour au détriment des Utraquistes les Luthériens et les Frères, puis se réconcilia avec la cour romaine et mourut chanoine d'Olomouts. Les fidèles d'ailleurs se louaient volontiers de sa complaisance : avec de l'argent, on obtenait de lui tout ce qu'on voulait. Il en coûtait cher pour avoir des prêtres utraquistes : les municipalités devaient les faire venir souvent de fort loin, payer leur voyage, les envoyer à Prague où on les soumettait à un examen, — ils disaient une messe. Ce dernier voyage surtout causait aux bourgeois des transes fort vives ; il leur était arrivé si souvent que leurs candidats n'étaient pas revenus, empor-

1. Borovy, *Médek*, p. 95.

2. « Il fut chassé à cause de sa conduite peu exemplaire », dit par une amusante litote un texte contemporain. Cp. dans les *Mémoires archéologiques* (en tchèque), I, p. 198 un intéressant article de Krzizek sur le couvent d'Emmaüs. Sur Mathias Bénéchovsky, cp. Jiretchek, *Rukoviet*.

tant l'indemnité de route et les avances qu'ils avaient sollicitées. Avec Rézek, les dispenses s'accordaient facilement, pourvu qu'on sût trouver le chemin de son cœur. On s'explique aisément que ses complaisances aient excité quelque défiance. De fait, ceux qui l'avaient choisi n'avaient aucune illusion sur son compte et ils lui avaient donné pour assesseur Jean Paminondas, chargé d'observer tous ses agissements et de signaler à la chancellerie celles de ses mesures qui paraîtraient suspectes. Après deux ans de cette honorable mission, Paminondas reçut en récompense l'abbaye d'Emmaüs. Singulier Utraquiste : sa haine contre les novateurs était telle que plutôt que d'accepter un vicaire marié, il avait demandé un collaborateur catholique. Il répara les désordres de l'administration de Bénéchovsky, rendit au culte la chapelle de Saint-Venceslas; mais, quand il voulut supprimer la fête de Hus [1] et rétablir le rite romain dans l'Église Saint-Nicolas du Podskal, ses fidèles se soulevèrent; il n'échappa à la mort que par la fuite, revint quelques années plus tard, ne réussit pas mieux à se maintenir et fut peut-être empoisonné. Quant au successeur de Rézek dans les fonctions d'Administrateur, ce fut un prêtre marié [2]. La direction suprême oscillait ainsi des Luthériens aux Catholiques, et, au milieu de ces tiraillements, le vieux parti hussite s'éteint sans qu'il soit même possible de fixer le moment où il cesse d'exister.— Triste agonie déshonorée par les scandales et les hontes. Les textes ne permettent aucun doute sur l'ignominie du bas clergé hussite. Un des prêtres du cercle de Rakovnik accuse un couvreur d'avoir insulté sa femme; le couvreur, devant le tribunal, reconstitue la scène : la femme du prêtre était à l'auberge et s'y était si vaillamment conduite qu'elle ne se tenait plus debout; le couvreur la regardait en riant : tu as une pointe, lui dit-il. Le mari se fâche; de là, rixe et procès. — Les

1. « Cet abbé slave, chantait-on, a fait travailler dans sa vigne le jour de la fête de Hus; aussi doit-il à cause de cela souffrir dans l'enfer des peines éternelles. » (*Mémoires archéologiques*, I, p. 198.)

2. Peut-être veuf; Borovy, p. 104.

bourgeois de la ville de Rakovnik se plaignent d'un curé d'une paroisse voisine et de sa femme : ils guettent au passage les voitures de blé et d'avoine, les accaparent et s'enrichissent de la famine des autres. Un autre prêtre court les cabarets, se grise et se prend de querelle avec les passants, entre à main armée dans une maison, veut violer la femme et la fille [1]. Sans doute tous les prêtres utraquistes ne tombaient pas dans d'aussi déplorables excès, du moins les brebis galeuses étaient fort nombreuses parmi eux, et les meilleurs ne valaient pas grand'chose. Il n'y a pas une lettre du Consistoire qui ne renferme des reproches ou des plaintes, et par ce que nous avons dit de lui, nous ne sommes pas autorisés à l'accuser d'une sévérité excessive.

En face de cette lente et misérable dissolution, l'Unité arrivait au terme le plus éclatant de sa carrière, se dégageait de ses dernières traditions mystiques sans rien perdre encore de sa noblesse morale. — Sous l'influence de ses relations toujours plus fréquentes avec les Protestants occidentaux comme par l'effet du développement logique de ses doctrines, elle se rapprochait visiblement de l'organisation démocratique des Églises calvinistes et presbytériennes. L'autorité des évêques était toujours plus limitée par celle du Conseil suprême, et ce Conseil n'était lui-même que l'émanation des Synodes dont les réunions étaient fréquentes et l'action prépondérante. Parmi les Frères seuls en Bohême, la parole révolutionnaire de Luther, « tout homme est prêtre », était devenue une vérité, et, de même que les laïques rivalisaient avec les ministres de Dieu en vertu et en piété, ils partageaient avec eux la direction de l'Église.

En même temps les pasteurs s'affranchissaient des règles presque monastiques auxquelles ils avaient été si longtemps soumis. Le célibat des ecclésiastiques était tombé en désuétude et l'on comptait des prêtres mariés parmi les évêques ou les membres du Conseil étroit. Ils n'étaient plus

1. Winter, la ville de Rakovnik, *Journal du Musée boh.*, 1884, p. 236.

tenus comme jadis de se livrer à un travail manuel, et la plupart devaient à la générosité des fidèles des domaines et des revenus qui leur permettaient de se consacrer tout entiers aux devoirs de leur ministère. — Ces changements n'ont en rien diminué leur autorité. Leur instruction et leur dévouement assurent leur influence, et ils gagnent en considération et en affection respectueuse la part d'autorité officielle qu'ils ont perdue; ce sont les laïques qui gouvernent l'Église, mais ils dirigent les laïques. Le curé utraquiste ou luthérien est le chapelain du noble, à peine un peu mieux traité qu'un domestique: le pasteur des Frères est l'ami, le guide, le confident, le véritable porte-parole de Dieu, et les plus grands personnages s'inclinent pieusement devant lui.

Cette transformation avait cependant ses dangers. Le siècle pénétrait dans la maison du Sauveur. Plus l'Unité recrutait de nouveaux adhérents, plus il était à craindre qu'il ne s'y glissât quelques éléments impurs; il n'est pas sans exemple que les progrès intellectuels soient achetés par un certain abaissement moral. Il est probable que l'Unité n'aurait pas échappé au sort commun : la faiblesse humaine triomphe toujours de la sainteté des préceptes; une minorité se corrompt par cela seul qu'elle devient dominante. Déjà divers décrets indiquent un peu d'inquiétude des chefs, signalent quelque tiédeur dans la foi, un goût trop vif pour le luxe; çà et là des fautes plus graves, des légéretés ou même des adultères [1].

1. Depuis 1565 environ les Décrets des synodes semblent prouver une certaine tendance au relâchement, flétrissent l'ivrognerie, le jeu, la danse, les festins, le luxe des vêtements, les noces bruyantes, etc. (*Décrets*, p. 240). Ce qui est plus grave, c'est que quelques voix réclament l'indulgence, veulent composer avec la débilité de la nature humaine. Les mariages d'argent se multiplient, « des jeunes gens épousent de vieilles femmes, ou des jeunes filles des vieillards » (*id.*, p. 241). — Quelques cas d'adultère : l'Unité admettait que l'adultère entraînait la dissolution du mariage; le mari trompé pouvait chasser sa femme et se remarier (p. 245). Pour le mariage des prêtres, les Frères avaient eu un peu la main forcée par les scandales plus nombreux (p. 232 et 233). La conduite des pasteurs n'était pas toujours très édifiante (p. 256). Le synode de 1592 accuse un prêtre entre autres choses de se servir dans ses sermons sur les femmes de termes tels

En dépit de ces rares défaillances, l'Unité demeurait fidèle à ses origines et à sa mission; au milieu de la dissipation et de l'indifférence générales, elle était une admirable école de perfectionnement et de pureté et représentait, dans une génération rongée par l'égoïsme, le culte de l'idéal, le dévouement et le sacrifice. Elle offrait un refuge à toutes les âmes généreuses que froissaient ou indignaient les vices du temps et elle marquait de son empreinte indélébile ceux qui grandissaient sous son influence. « Ils vivaient dans l'obéissance des Saintes-Écritures et se souvenaient des apôtres, selon les exemples de leurs maîtres, Jean Hus et Kheltchitsky. Ils prouvaient l'unité et l'amour par les bonnes œuvres;.... modestes et patients, ils menaient une vie de vertu, de retraite, de support, de renoncement et de piété. Ils acceptaient mutuellement les avis, les conseils, les reproches, les punitions, et chacun avait à cœur les progrès et l'édification des autres [1] ».

Ces qualités de gravité et de réserve qui avaient toujours distingué les Frères, ce dédain des frivolités mondaines, ce noble effort pour réaliser ici-bas le royaume de Dieu qui donnent à l'Unité tout entière une physionomie si digne de respect, prennent un caractère incomparable d'élévation quand ils s'associent à une haute culture intellectuelle et

que beaucoup d'auditeurs scandalisés ont quitté l'église. Dans le synode de 1601, on discute la question de savoir si les prêtres condamnés pour adultère peuvent être réintégrés après avoir fait pénitence; le synode répond négativement, mais c'est déjà un symptôme fâcheux que la question soit posée. On se plaint que les étudiants et les candidats aux cures soient trop accessibles aux séductions mondaines et que les défections parmi eux ne soient pas rares (p. 264, 270). Les règles sur les métiers prohibés ne sont plus aussi strictement observées. En somme, il semble bien que l'Unité n'est pas restée complètement fermée au souffle de corruption qui flétrit les âmes à cette époque. Ce ne sont encore d'ailleurs que de très légers symptômes, plus inquiétants pour l'avenir que réellement graves. Le niveau moral parmi les Frères est toujours non seulement très supérieur à celui de leurs contemporains, mais absolument bon. Leurs adversaires ne leur adressent aucun reproche précis, se renferment toujours dans les mêmes déclamations vagues. Balbin ne formule contre eux d'autre accusation que l'instruction qu'ils donnaient aux femmes. Un jésuite, le père Alexandre, qui les voit de près, est frappé de leur discipline et de leur piété (Gindely, II, p. 492, note 96).

1. *Décrets*, p. 8.

sont transportés dans un milieu supérieur. Rien de plus admirable que les types de grands seigneurs formés à cette école; les idées démocratiques, fortifiées et épurées par l'Évangile, se maintiennent vivantes dans ce groupe et pénètrent ses chefs les plus illustres. Sous cette forte discipline, les âmes se trempent; une idée les domine, faire tout leur devoir. A toutes les heures du jour, ils se sentent sous l'œil de Dieu, sans autre volonté que la sienne, sans autre crainte que de mériter sa colère. Aucune épreuve ne les accable, aucun sacrifice ne les effraye. Boudovets de Boudov, Ziérotyn, pour ne citer que les plus illustres, — et combien n'en nommerait-on pas qui, dans une position moins en vue, appartiennent à la même famille spirituelle, — ont commis des fautes, pas une bassesse. On ne saurait leur comparer que quelques nobles calvinistes français qui joignent comme eux à un esprit supérieur une piété vivante et une admirable vertu. Ils sont l'honneur de leur peuple et il semble qu'ils auraient mérité d'être le rachat de ses fautes; ils en furent seulement les victimes expiatoires.

Le trait fondamental de la doctrine des Frères, c'est que chaque homme est responsable de son salut : le fidèle n'abdique pas sa volonté et sa conscience entre les mains d'un directeur qui répand sur lui les grâces divines; il doit s'élever par ses propres efforts jusqu'à la vérité et à la foi. — De là la nécessité de l'instruction. La Réforme tchèque, en affranchissant la conscience humaine du joug de l'Église, s'était préoccupée dès le premier jour de permettre à tous de puiser directement à la source de vie et de lire l'Évangile. Au début les écoles étaient rares, les méthodes mauvaises : les pasteurs et les pères de famille remplaçaient les instituteurs et le zèle suppléait aux connaissances. Balbin, plus tard, s'étonne de se voir interrompu au milieu d'un sermon par une vieille femme qui rectifie une citation inexacte de l'Écriture. Chez les Frères, l'habitude de la lecture était si répandue que leurs adversaires croyaient que le diable les instruisait : il suffisait, disait-on, qu'un paysan passât à l'Unité pour savoir lire, et, s'il se séparait

d'elle, il oubliait aussitôt ses lettres [1]. Les décrets rappellent souvent aux parents qu'ils ont le devoir d'instruire leurs enfants. Les jeunes filles lisaient aussi l'Évangile; les femmes devaient leur apprendre à lire, à coudre, à écrire, veiller « à ce que rien de mauvais ne pénétrât dans leur cœur. »

Pendant longtemps, les Frères s'en étaient tenus là, peu attirés par les hautes études qui leur paraissaient inutiles ou dangereuses. Ils demandaient à leurs maîtres moins de science que de piété. C'est avec la science, disaient-ils, et la piété monastique que les divisions ont pénétré dans l'Église [2]. Leurs prêtres, Loukach, Krasonitsky, etc., possédaient cependant dès lors une érudition étendue, mais ils semblent n'avoir pas compris les avantages qu'ils en tiraient, et la masse des fidèles confondait toujours l'ignorance et la simplicité de cœur. L'activité littéraire de leurs directeurs était pour beaucoup d'entre eux un objet d'inquiétude plus que d'édification : on renouvelait de temps en temps le décret qui interdisait aux prêtres de publier des livres sous leur nom ou de faire imprimer aucun ouvrage sans l'autorisation du Conseil; les travaux mêmes qu'ils approuvaient, ils ne les répandaient pas, les cachaient aux profanes, ne les distribuaient qu'aux fidèles [3]. Ils finirent par apercevoir les inconvénients d'une réserve qui prêtait à de nombreuses calomnies et s'affranchirent peu à peu d'une timidité que blâmaient tous les Protestants étrangers. Ils s'habituèrent vers 1540 à envoyer quelques jeunes gens terminer leurs études en Allemagne ou en Suisse, puis fondèrent des écoles secondaires en Bohême et en Moravie. On y enseignait surtout la parole de Dieu et il ne semble pas que les méthodes aient été très différentes de celles que l'on appliquait partout ailleurs, mais la discipline y était sans doute meilleure et le zèle des maîtres plus grand; bientôt la renommée de ces établissements fut telle que des Luthériens

1. Cp. Müller, p. 319.
2. V. la très curieuse réponse à Luther, 1523, publiée par Müller, p. 323.
3. Lorsque Sturm veut étudier leur doctrine, il a beaucoup de peine à se procurer leurs ouvrages, n'y parvient que par ruse.

et des Catholiques y envoyèrent leurs enfants, et qu'ils reçurent même des élèves des pays voisins [1]. Une école supérieure fut fondée à Évantchitse (Eibenschütz) ; on y enseignait le grec et l'hébreu, et on en confia la direction à un savant célèbre, Rüdinger ; il publia pour ses élèves une Paraphrase des Psaumes qui prouve qu'on s'y occupait d'exégèse. Les pasteurs recevaient une éducation spéciale très forte ; ils passaient ordinairement plusieurs années dans les Universités ; dès 1576, près de quarante étudiants sont ainsi à l'étranger pour se préparer au saint ministère [2].

Les écrivains avaient toujours été nombreux parmi les Frères ; on évalue à environ un tiers de la production littéraire totale de la Bohême au XVI[e] siècle le nombre des ouvrages composés par des membres de l'Unité, proportion considérable, si l'on songe qu'ils n'ont jamais sans doute formé plus d'un dixième de la population. De 1457 à 1620, nous ne connaissons pas moins de 150 auteurs sortis de leurs rangs et plus de 500 ouvrages composés par eux, et combien ont disparu au milieu de l'épouvantable tourmente qui suivit ! Chaque jour la liste grossit, et elle ne sera jamais complète [3]. A leurs imprimeries de Mlada-Boleslas (le Mont-Carmel), 1500, de Litomychl (le Mont des Oliviers), 1507, de Biéla, 1519, s'étaient ajoutées par la suite celles de Moravie, celle d'Évantchitse surtout, plus tard transportée à Kralitse, d'où sortirent les plus remarquables volumes qu'aient produits les presses de l'Unité. Les seigneurs

1. Les livres d'études étaient des catéchismes ou questions, des manuels de morale ordinairement inspirés d'Érasme, et l'Évangile, surtout depuis la publication de la Bible de Kralitse. C'était dans ces livres que les enfants apprenaient, avec le tchèque et l'allemand, le latin et le grec, quelquefois un peu d'hébreu. Les études grecques semblent avoir été poussées assez loin.

2. Müller, p. 335.

3. La proportion est relativement beaucoup plus faible de 1547 à 1620 que dans la période précédente ; cela s'explique surtout par la persécution et la disparition d'un assez grand nombre d'Églises. Les chiffres ne sont que très vaguement approximatifs. Jungmann attribuait à Loukach 25 ouvrages, Gindely en compte 80 ; Jungmann ne connaît que sept écrits de Blahoslas, Gindely 19 en 1856, 22 en 1858, sans compter une foule de dissertations, Jiretchek 28 ; Zoubek énumère 110 ouvrages de Komensky au lieu des 31 que citait Jungmann.

de Ziérotyn encourageaient les directeurs de leurs sympathies éclairées et les soutenaient de leur bourse. Quelques-uns des livres édités par Zacharie Solin, le plus grand imprimeur tchèque, soutiennent sans peine la comparaison avec les Elzévirs [1].

Les ouvrages des Frères se divisent en deux grandes catégories : religion et histoire. Les livres religieux sont des œuvres de polémique, des catéchismes, des cantiques, et des traductions de l'Écriture. On reconnaît là la merveilleuse aptitude de l'Unité à pénétrer l'âme jusqu'aux moelles, à ne négliger aucun moyen d'action; comme éducateurs, ils n'ont d'égaux que les Jésuites,—moins habiles, plus sincères, aussi maîtres dans l'art de s'insinuer et de s'emparer de l'être tout entier. Les catéchismes étaient de deux sortes, les uns plus développés, entourés d'un certain apparat d'érudition, destinés surtout aux étrangers et aux maîtres; les autres, beaucoup plus répandus, les petits catéchismes, courts, précis, simples, admirablement appropriés aux humbles de cœur qui y trouvaient une réponse à toutes les demandes, un guide sûr dans les heures de tentation et de doute [2].

Les cantiques donnaient satisfaction aux besoins de la sensibilité et de l'imagination. Au début, l'ascétisme des Frères condamnait la peinture et la musique; une des causes de leur séparation de l'Église romaine, c'étaient les coutumes idolâtres : les prières psalmodiées dans une langue étrangère, la pompe des cérémonies, les chants, les trompettes, tout le drame de la messe, les images et les ornements n'étaient à leurs yeux que de dangereuses distractions : l'œil et l'oreille étaient satisfaits, mais l'âme se détournait des choses éternelles. Peu à peu, ce rigorisme excessif était tombé. Il ne suffit pas à une doctrine de satis-

1. Dans toutes ses lettres, Charles de Ziérotyn, le chef de la noblesse protestante morave, faisait saluer Solin, et dans les circonstances délicates, il lui demandait de le représenter.

2. V. le petit catéchisme des Frères, édité par Müller, p. 276-315. Il serait curieux de rapprocher ce catéchisme de celui de Canisius.

faire la raison, il faut qu'elle parle au cœur; tous les sentiments de mélancolie et d'espérance, les élans vers Dieu, les cris de douleur et de joie eurent leur expression dans les cantiques. Les chants des fidèles remplacèrent les chœurs de prêtres et donnèrent au culte un profond caractère d'émotion et de poésie sans rien lui enlever de sa simplicité intime. « L'esprit religieux du peuple, dit un historien qui n'est pas suspect d'une tendresse excessive pour l'Unité, eut sa plus haute et plus complète expression dans ces psaumes qui élevaient jusqu'à Dieu l'âme du chanteur. Comme les anciennes épopées, ils sont moins l'œuvre des auteurs que celle de la collaboration de l'Église tout entière. Ils renferment l'histoire du développement religieux de la race. Ils étaient l'écho de la vie nationale de la Bohême; quand elle disparut, ils cessèrent [1]. »

Ces psaumes peuvent se répartir en deux classes. Les uns ont été ordinairement composés par les évêques, Loukach, Cornu, Mach [2], Israël [3] et Blahoslas; leur valeur littéraire et poétique est plus ou moins grande, mais ils se distinguent en général par leur recherche de la précision dogmatique; ce sont des paraphrases versifiées du catéchisme, ils sont divisés en chapitres dans lesquels on passe successivement en revue les principaux articles de foi. Les auteurs se préoccupent surtout d'instruire les fidèles et de pénétrer profondément leur esprit des connaissances nécessaires au salut; la science théologique y remplace assez incomplètement l'inspiration. Dans les autres, qui sont souvent anonymes, l'on admire par moments une

1. Chloumetsky, *Ziérotyn*, p. 267. La préface du Recueil de 1576 parle « de la composition des chants pieux par les serviteurs de Dieu et son peuple, suivant qu'il plaisait à l'esprit du Seigneur de souffler ». Cp. sur l'hymnologie des Frères, Crœger, *Gesch. der alten Brüderkirche*, 1866, t. II; Zahn, *Die geistlichen Lieder der Brüder in Bœhmen, Mœhren und Polen, in einer Auswahl, für eine Singstimme... eingerichtet*, 1875.

2. Mach ou Mathias Sion, nommé évêque en 1537, suivit les Frères exilés en 1548. Comme Augusta, il n'avait pas fait d'études régulières. Il mourut en 1551.

3. Israël fut le principal organisateur des Églises de l'Unité en Pologne. Il mourut octogénaire en 1588.

grâce, une fraîcheur, une sincérité et une verdeur de sentiment qui rappellent les plus charmantes et les plus touchantes des chansons populaires. A une époque où les poètes de profession sont si médiocres et si plats, on éprouve, au sortir de leur bavardage, une joyeuse surprise à lire ces strophes dans lesquelles se reflète l'âme slave, si ouverte aux impressions de la nature, si naïve et si tendre [1]. C'est à ces hymnes que s'appliquent très justement les paroles de Herder : ils sont pénétrés d'une simplicité et d'une piété, d'une ferveur et d'un esprit d'amour fraternel que nous ne devons pas espérer imiter, parce que les traits de caractère qu'ils traduisent ont disparu. — Ce n'était pas seulement dans le temple que l'on chantait les psaumes; ils faisaient partie de la vie même des fidèles; toutes les heures du jour, tous les travaux avaient leurs chants. « Vos églises, dit Rüdinger dans une préface dédiée à Ziérotyn, surpassent toutes les autres par le chant. Où entend-on aussi souvent les hymnes de louange, de reconnaissance, de prière ou d'instruction?... Quelle richesse merveilleuse! Votre dernier psautier renferme 743 cantiques, et combien n'ont jamais été publiés! Plus du double. Toute la congrégation chante et prend ainsi une part active au Service divin. Ce qui dans les psaumes hébreux semble défier toute imitation, a été admirablement imité dans vos hymnes. Mon émotion a été profonde quand je les ai écoutés pour la première fois... Et ces chants, on ne les entend pas seulement dans les assemblées publiques, mais dans le cercle de la famille, dans votre maison et dans celle des autres seigneurs, à la prière du matin et à celle du soir, avant et après les repas [2]. »

Le nombre des éditions des recueils de cantiques prouve quelle place ils tenaient dans le culte public et privé [3]. C'é-

1. Comp. l'hymne ravissant que cite Jiretchek dans son *Anthologie*, p. 313.

2. Cité par Schweinitz, p. 405.

3. On en compte quinze de 1505 à 1659, sans parler de très nombreuses éditions populaires.

tait le livre de chevet; aussi les publiait-on avec un soin extrême. Quelques-unes des éditions sont de véritables œuvres d'art. Celles de 1576 et de 1581 sont justement célèbres, mais bien d'autres sont remarquables; les miniatures, les arabesques, les lettres initiales témoignent d'un talent supérieur. La peinture, après une période de décadence, se relevait, et, tout en s'appropriant les procédés des Italiens ou des Allemands, conservait une originalité pleine de saveur. « Les recueils de cantiques bohêmes, écrit un savant archéologue, peuvent se comparer pour la beauté et l'excellence des peintures aux plus remarquables productions que conservent les musées de Vienne, Bruxelles, Milan ou Paris. Et nulle part ailleurs peut-être, rien ne saurait être comparé à la beauté, à l'ingéniosité et à la magnificence des lettres initiales [1]. » Les grands seigneurs payaient 25 ou 30,000 florins ces merveilleux exemplaires.

A côté des Recueils de cantiques, le livre que lisaient le plus les Frères était l'Écriture-Sainte. Il avait déjà paru en Bohême seize traductions de l'Évangile [2], lorsque les Frères chargèrent Blahoslas de traduire du grec le Nouveau-Testament; il y travailla de longues années et donna une œuvre infiniment supérieure à tous les essais précédents et des plus remarquables à la fois par la fidélité du sens et par l'élégance du style. Les Anciens, sur la prière des prêtres et de nombreux fidèles, entreprirent alors la traduction de la Bible tout entière. Elle fut préparée avec beaucoup de soin : on envoya à Wittenberg et à Bâle des jeunes gens qui y séjournèrent plusieurs années pour acquérir les multiples connaissances nécessaires à leur difficile travail. Plusieurs arrivèrent aux plus hautes fonctions de l'Unité et ont laissé un nom dans la littérature tchèque. Ils sollicitèrent le concours de deux hébraïsants, fort connus alors dans le monde scientifique. La direction supérieure appartint d'abord à André Étienne, puis à Isaïe Tsiboulka et

1. Votsel, les miniatures bohêmes du XVI[e] siècle, dans les *Mémoires archéologiques*, III, p. 241.
2. Deux étaient l'œuvre des Frères, l'une de Loukach.

à Jean Énéas. La nouvelle de leur projet s'était répandue et avait provoqué une certaine inquiétude parmi les Catholiques. L'évêque d'Olomouts avait obtenu de Maximilien un mandat qui défendait aux Frères de rien imprimer sans une autorisation supérieure; une loi de Rodolphe sur les imprimeries avait surtout en vue la Bible projetée. Ces difficultés ne les arrêtèrent pas; ils trouvèrent d'ailleurs un appui aussi généreux que sûr dans les seigneurs de Ziérotyn. Commencée à Évantchitse, la Bible fut terminée à Kralitse: on la désigne encore sous ce nom. Elle se composait de 6 volumes in-quarto, dont le premier parut en 1579 et le sixième, qui renferme la traduction du Nouveau-Testament par Blahoslas, en 1593. Le papier est solide, l'impression très soignée; sur les marges extérieures se trouvent les notes, sur les marges intérieures des renvois aux passages semblables et de courtes indications du sujet. Les Anglais n'eurent qu'un demi-siècle plus tard une traduction fidèle de l'Écriture; celles que possédaient les Italiens et les Français ne sauraient à aucun point de vue être comparées à l'œuvre originale des Frères, celle de Luther même lui est fort inférieure; « rares sont les peuples, dit très justement Komensky, qui ont entendu dans leur langue les apôtres et les prophètes parler dans un style aussi exact et aussi clair [1]. »

Le Commentaire, très développé et très intéressant, témoigne d'une érudition remarquable pour l'époque; les traducteurs connaissent non seulement les Pères de l'Église et les classiques grecs et latins, mais l'archéologie hébraïque; les renseignements historiques et philologiques sont nombreux et aussi exacts que le permettaient les connaissances scientifiques du siècle. Mais en même temps, les auteurs n'oublient jamais que leur premier devoir est d'élever les âmes vers Dieu, et la Bible de Kralitse est ainsi une mine précieuse d'indications sur l'état moral de la société

1. Cité par Chmaha, qui a publié sur la Bible de Kralitse trois importants articles, *Tchas. tchesk. M.* 1878.

contemporaine et sur les véritables croyances de l'Unité.

La forme est admirable. On a relevé çà et là quelques contre-sens, quelques négligences, on a reproché aux traducteurs de rendre quelquefois le même mot du texte grec ou hébreu par des mots différents; ce ne sont là en somme que des vétilles qui n'enlèvent rien à la valeur de l'ensemble. Komensky avait raison de dire que l'Unité n'avait pas été stérile puisqu'elle laissait au monde l'exemple d'une discipline très pure, d'une morale sans tache, et la Bible de Kralitse. Les Catholiques eux-mêmes, tout en accusant volontiers les Frères d'avoir altéré la parole divine, rendirent en général justice à ce grand effort. « Au témoignage de tous les savants, lisons-nous dans un traité de 1668 dont l'auteur est un Jésuite, dans aucun livre on ne trouve une langue plus belle, plus pure, plus réellement tchèque. Le style mérite d'être loué au delà de toute mesure. » Lorsqu'ils publièrent une traduction de la Bible, les Jésuites s'inspirèrent souvent du travail des Frères, et quand leur élève, le prêtre Faustin Prochazka, voulut corriger cette Bible de Saint-Venceslas, assez médiocre, il se rapprocha plus encore de la Bible de Kralitse et reconnut hautement les services rendus par l'Unité à la littérature tchèque. C'est que, chez les Frères, se maintenait l'esprit démocratique et qu'ils n'avaient pas perdu le contact avec le peuple; leurs études ne les avaient pas éloignés de la nation, et ils puisaient aux sources mêmes de la langue. Il y avait eu avant eux de grands écrivains, mais c'est de ce moment que date la langue classique. La Bible devint la lecture de tous, prêtres et laïques, seigneurs et serfs, riches et pauvres, on la citait sans cesse, on la savait par cœur et l'on y apprenait en même temps qu'à connaître la parole divine, à parler le pur et vrai bohême. On a comparé l'action de la Bible de Kralitse sur le tchèque à celle de la Bible de Luther sur l'allemand; peut-être n'est-ce pas encore assez dire, et depuis lors jusqu'à aujourd'hui, tous les grands écrivains tchèques se sont formés à cette école.

Les Frères semblent avoir eu conscience du rôle d'édu-

cateurs qu'ils étaient appelés à remplir; leur patriotisme, trop chrétien pour être belliqueux et exclusif, prend sa revanche sous cette forme littéraire. Leurs écrivains établissent les règles de la syntaxe et de l'orthographe, épurent et enrichissent le vocabulaire, et grâce à eux, la période atteint une ampleur, une majesté et une harmonie inconnues auparavant. Tous ceux qui tiennent une plume sont directement ou indirectement leurs élèves, et quels noms pourrait mettre le XVI^e^ siècle à côté de ceux de Blahoslas, Zierotyn, Boudovets, Komensky, Skala et Slavata, qui tous ont fait partie de l'Unité ou ont passé par les écoles des Frères ?

Leur influence ne s'exerce pas seulement sur la langue et sur le style; toute la production du siècle est imprégnée de leur esprit. La littérature du XVI^e^ siècle, où les œuvres d'imagination de quelque valeur sont si rares,—grave, avec un air d'austérité un peu froide, sans beaucoup de couleur et d'éclat, mais honnête et sérieuse, plus désireuse d'instruire que de plaire, — reflète la méthode et la pensée dominante de ces *jansénistes* qui ne songent qu'à faire leur devoir et non à étaler leurs grâces. Ce qui fait leur mérite littéraire, c'est la droiture de leur cœur. Ils n'écrivent que pour prouver quelque chose, réfuter une objection, rétablir les faits ou rappeler les traditions.

Dispersés, obligés de se cacher, en proie aux dénonciations et aux calomnies, les Frères étaient tenus à des précautions particulières pour conserver les mandements de leurs évêques, les résolutions de leurs synodes, le souvenir de leurs martyrs, en un mot tout ce qui constituait la personnalité de leur Église; aussi de très bonne heure ils eurent des archives dans lesquelles furent conservés tous les actes importants. Elles brûlèrent en 1546, furent reconstituées grâce surtout à Jean Tcherny et à Blahoslas, et furent continuées depuis lors avec beaucoup de soin. Les treize volumes in-folio de Herrnhut [1] et le volume qui est

1. Herrnhut, en Saxe, est le centre de la nouvelle Unité des Frères Moraves. Les émigrants moraves y trouvèrent asile sur les terres du comte Zinzendorf; aujourd'hui un millier d'habitants.

conservé au Musée Bohême sont une des plus précieuses sources de l'histoire tchèque au XVI[e] siècle [1]. La tentation était naturelle et louable de mettre en œuvre ces matériaux : aux compilateurs succédèrent les chroniqueurs, puis les historiens.

L'école historique tchèque avait produit au commencement du siècle une œuvre de premier ordre dans le récit du notaire Bartoch, qui nous a tracé un tableau si animé et si vivant de la rivalité de Pachek et de Hlavsa. Il n'avait pas eu de successeur. Le livre de Sixte d'Ottersdorf n'est qu'un recueil de documents sur la révolte de 1547. Depuis lors, l'histoire n'était plus représentée que par des humanistes qui parlaient latin en tchèque et jetaient sur les événements le voile nuageux de leur pompeuse rhétorique. Un écrivain cependant fait tache au milieu de cette école ampoulée et monotone, c'est le fameux Hajek de Libotchan. Les écrivains de la nouvelle école le traitent durement, et leur rancune est justifiée : il n'avait pas l'ombre de critique et il est l'auteur responsable ou le propagateur bénévole des sottes légendes qui ont, jusqu'à nos jours, défiguré l'histoire tchèque. Malgré tout, il ne manquait pas de talent; son récit est simple, clair, amusant; il s'est pénétré de l'esprit des anciennes chroniques, et, s'il est un guide détestable, il éclaire d'une vive lumière l'état intellectuel et moral de ses contemporains [2]. Il n'était pas suspect d'hérésie, et pendant

1. On les désigne ordinairement sous le nom de volumes de Lissa. Après l'incendie des archives de Litomychl en 1546, Tcherny et Blahoslas réunirent ceux des anciens souvenirs qu'ils purent recueillir. Lors de la ruine du Protestantisme en Bohême, la ville polonaise de Lissa devint le principal centre de l'Unité et c'est là que furent apportées les archives. Lissa fut détruite par les Polonais, dans la guerre contre la Suède, en 1656; elle se releva assez vite de ses ruines, mais ce fut un coup mortel pour l'Unité. En 1836, on trouva dans l'église de Saint-Georges 13 volumes qui furent acquis par les Frères Moraves au prix de 500 thalers. Les volumes de Lissa sont la principale source de l'histoire des Frères de Gindely; ils ont été étudiés aussi par Reichel, (*Zusætze und Berichtigungen zu Johannes Plitt Denkwürdigkeiten*, 1844), par Palatsky et par Goll.

2. Hajek († 1553) était un prêtre catholique; de mœurs douteuses et sans grand scrupule, il fut pendant presque toute sa vie en difficultés avec ses chefs. Quelques Utraquistes et quelques Catholiques n'en eurent pas moins la pensée de lui confier la rédaction d'une chronique qui devait être une ré-

les jours de tyrannie, lorsqu'il suffisait qu'un ouvrage fût écrit en tchèque pour être saisi et brûlé, lui seul trouvait grâce aux yeux des Jésuites. Les lecteurs se plaisaient à ce roman qui fourmille de détails pittoresques, et, grâce à lui, quelques noms et quelques légendes se conservèrent dans le peuple, dernières miettes de l'histoire nationale, faibles liens qui rattachaient le présent au passé. Par un de ces hasards étranges qui renversent toutes les prévisions, l'historiographe officiel maintint la mémoire vague des anciens jours d'indépendance, et si le souvenir des hérésiarques ne périt pas complètement, quelque honneur lui en revient, sinon quelque mérite. Ces services involontaires rendus à la nationalité tchèque plaident en sa faveur, et nous ne saurions lui refuser le bénéfice des circonstances atténuantes; en dépit de la meilleure volonté du monde cependant, il est impossible de voir un historien dans ce compilateur sans scrupule et sans goût.

Les véritables, les seuls représentants de l'historiographie tchèque au XVI^e^ siècle, il faut les chercher dans l'Unité. — Tchervenka [1] d'abord, imagination vive, esprit pénétrant, puis Tcherny [2], et surtout Blahoslas [3] dont les

ponse anticipée au travail que préparait un membre du parti progressiste, Martin Kouthen. Hajek reçut des États une mission officielle et il eut entre les mains des documents fort importants. Il était chargé d'une œuvre de polémique plus que d'une histoire ; lorsque son travail fut terminé, il fut révisé par une commission de censure qui raya impitoyablement tous les passages suspects. Peu lui importait d'ailleurs. La vérité était le moindre de ses soucis. Aucun homme, dit Palatsky, n'a été plus nuisible à l'histoire; il invente de toutes pièces et raconte en détail des événements qui n'ont pas eu lieu et il cite à l'appui des textes que personne n'a vus, pas même lui. C'est un tissu de mensonges, et cependant il a fait loi presque jusqu'à nos jours et la plupart des chroniqueurs suivants ne jurent que par lui.

1. Tchervenka, 1521-1569, fut le disciple de Loukach, dont il surpassa l'éloquence, et l'ami fidèle de Blahoslas qui lui rend aussi un éclatant témoignage; il travailla aux volumes 8 et 9 des *Archives des Frères*. Son œuvre historique principale est le — Récit de l'échec des hommes qui ont voulu s'opposer à l'œuvre de Dieu (1530-1545).

2. Tcherny, † 1565, eut l'initiative de la reconstitution des *Archives*. Le tome VII renferme ses Nouvelles historiques sur l'histoire de l'Unité de 1547 à 1552.

3. Nous avons déjà dit que la liste des ouvrages qui sont sortis de la plume de Blahoslas est encore loin d'être clairement établie. V. Goll, *Tchasopis* 1877, p. 325. — Aucune corporation ecclésiastique ou laïque, dit

Annales rachètent un plan médiocre par tant d'agrément, de conscience et de perspicacité; autour de lui se forma une véritable école historique, si remarquable, affirme un juge des plus compétents, qu'on chercherait en vain dans l'Europe entière à cette époque quelque chose d'analogue [1]. Le dernier représentant de cette école et le plus connu, non le plus remarquable, est le célèbre écrivain, Adam Daniel de Véleslavin, le grand imprimeur (1545-1599) [2]. Ce n'était pas un esprit supérieur; la plupart de ses ouvrages sont des adaptations ou des traductions, ses travaux personnels ne se distinguent ni par l'originalité ni par la profondeur, et la composition en est souvent défectueuse. Son « Calendrier historique [3] » témoigne de plus d'application que de critique; sa « Politique historique » est une adaptation du Livre des Souverains de Lauterbeck [4], mais il joignait à une sérieuse connaissance des littératures classiques une âme généreuse, l'amour du bien et un goût éclairé. Il fut le centre de tout le mouvement intellectuel de son époque: les écrivains trouvaient en lui un protecteur généreux et un conseiller sûr; tout ce qui a paru de savant et de docte en Bohême, sous le

Jos. Jiretchek, ne s'est occupée avec autant de soin de son histoire que l'Unité. — Lorsque tout ce qu'ils ont écrit sera connu, on verra qu'elle a plus fait pour l'histoire du XVI^e^ siècle que tous les savants tchèques et moraves d'alors réunis.

1. Jiretchek, *Développement de la prose historique tchèque aux* XVI^e^ *et* XVII^e^ *siècles. Tchasopis*, 1873.

2. Professeur à l'Université de Prague, il épousa la fille de l'imprimeur Mélantrich et lui succéda. Il appartenait secrètement à l'Unité et était un lecteur passionné de la Bible de Kralitse.

3. Le *Calendrier historique* fut publié à Prague en 1578 et 1590. C'est un tableau, jour par jour, des événements de l'histoire européenne. — Véleslavin a laissé de nombreuses traductions d'auteurs étrangers, ordinairement en collaboration. La plus célèbre est la traduction de l'histoire tchèque d'Æneas Sylvius, très curieuse parce qu'elle montre les progrès de la langue depuis les traductions précédentes. La partie la plus originale des travaux de Véleslavin se compose de ses préfaces. On a publié dans la *Bibliothèque de l'ancien tchèque*, t. II et IV, des extraits des principaux ouvrages de Véleslavin.

4. La « Politique historique » est une sorte de traité de morale politique. Elle renferme des renseignements intéressants sur l'époque de l'auteur. V. deux articles de Trouhlarz, dans le *Tchasopis* 1885. — Georges Lauterbeck, célèbre juriste et humaniste allemand, † 1578. Son *Regentenbuch*, souvent réédité depuis, parut en 1556.

règne de Rodolphe, dit Balbin, Véleslavin en fut l'auteur, le traducteur, l'inspirateur ou au moins l'imprimeur. Ses contemporains le nommaient l'archi-typographe. C'est surtout comme styliste qu'il a mérité de laisser son nom à cette période. Personne n'a été plus complétement maître de la langue, ne lui a donné plus d'ampleur, de sonorité et de majesté; personne aussi ne l'a aimée d'un amour plus sincère et n'a travaillé avec plus de zèle et de conscience à la perfectionner et à l'étendre [1]. Par une juste récompense des services de l'Unité, les littérateurs tchèques, au moment où la littérature nationale va disparaître, se groupent autour d'un de ses élèves et lui accordent ainsi un éclatant témoignage de reconnaissance et de sympathie.

Les vrais grands hommes de lettres à cette époque, ce ne sont pas d'ailleurs les auteurs de profession, mais les hommes d'action, ceux qui manient l'épée comme la plume, Boudovets et Ziérotyn, pour ne citer que les plus grands. Comme pour la conduite des affaires de l'Unité, le premier rang ici passe des prêtres aux laïques. Les récits et les discours de Boudovets [2], les Mémoires de Ziérotyn [3],—ses lettres surtout,—sont sans doute moins élégants et moins soignés que les préfaces de Véleslavin : qu'importe, si la langue ferme et sobre traduit avec vigueur une pensée vibrante de patriotisme et de foi. Ils ont tenu dans leurs mains les destinées du peuple aux heures décisives, et, si les circonstances et un lourd héritage de fautes accumulées

1. Le grand honneur de Véleslavin, dit Jiretchek, c'est d'avoir définitivement fondé la prose historique tchèque. — V. Novak, Véleslavin lexicographe, *Tchas.* 1885, p. 333.

2. Boudovets, né en 1547, décapité le 21 juin 1621. Il n'a pas été étudié encore comme il le mériterait. C'était surtout un orateur: sa principale œuvre historique est le récit des événements de 1608 à 1610. On trouve sur sa jeunesse et ses voyages d'intéressants détails dans deux articles de Jos. Const. Jiretchek, Boudovets à Constantinople, *Tchasopis* 1877.

3. Charles de Ziérotyn, 1564-1636, un des plus grands hommes de la Bohême, a été l'objet d'importantes publications. Les savants qui ont le plus contribué à fixer son histoire sont Brandl et Chloumetsky. Chloumetsky, *Carl von Zierotyn und seine Zeit* (1564-1615), Brno, 1862. Brandl a édité: Ses Mémoires sur la diète de 1612, (1864), ses Mémoires sur le Tribunal des Seigneurs, et ses Lettres (3 vol., 1870-72); M. Léger a publié dans la *Revue historique* quelques-unes de ses lettres relatives à Henri IV.

les ont écrasés, aucune situation n'a étonné leur courage ou dépassé leur génie; l'âme de la patrie s'est incarnée en eux et leurs écrits sont comme le testament de la vieille Bohême. C'est le legs suprême de l'Unité au pays, le couronnement du grand mouvement intellectuel qu'elle a inspiré et que les événements interrompent brutalement.

La justice ordonnerait de passer en revue les principales productions littéraires sorties des presses des Frères : mais ils n'écrivaient pas pour la gloire, et à quoi servirait cette énumération incomplète de livres? Ces noms inconnus s'effacent vite de la mémoire sans laisser aucune trace. Une impression du moins doit persister : c'est l'immense activité de l'Unité, son grand effort et ses nobles vertus. De toutes les sectes chrétiennes aucune peut-être n'a inspiré à ses membres un amour plus sincère du devoir, aucune n'a fait surgir des chefs plus admirables. Que leur manque-t-il? — L'intelligence, l'instruction, le courage, l'éloquence, Dieu les a comblés de ses dons. Aucun égoïsme ne flétrit leur activité, aucune mesquine ambition n'altère leur programme. Et cependant ils ont succombé. — Pourquoi? Que leur eût-il encore fallu pour forcer la victoire?

Sans doute, ils sont venus trop tard, la bataille était déjà trop engagée — et trop mal, les forces morales du pays, ruinées; ils ont subi la fatalité du passé et les fautes de leurs pères sont retombées sur eux et les ont écrasés.— Qu'on ne se hâte pas trop pourtant d'accuser l'immoralité du destin. Dans leur échec, ils ont leur part de responsabilité. Ils échouèrent pour la même raison qui empêcha toujours l'Unité d'entraîner la majorité de la nation. Elle avait beau se transformer extérieurement, elle n'en demeurait pas moins l'œuvre de Kheltchitsky; elle avait rejeté ses dogmes, elle conservait son esprit; comme au premier jour, l'idéal de ces disciples du Christ en esprit et en vérité était l'imitation des apôtres, la vie évangélique. Comment s'en étonner? N'était-ce pas là leur raison d'être, et les distinguerions nous aujourd'hui sans cela des diverses sectes protestantes? — Comment s'en plaindre? N'est-ce pas là l'origine de toutes leurs vertus?

De leur faiblesse aussi et de leur chute. — Ils étaient des exilés ici-bas, et leur vraie patrie, c'était la patrie future. La réalité des choses froissait leur conscience, les soins terrestres leur semblaient une distraction futile qui les détournait des pensées éternelles, les seules sérieuses; leur soumission à l'Évangile paralysait leur audace et ne leur laissait d'enthousiasme que pour le martyre. Dans les choses de la politique comme dans celles de la foi ou de la raison, ils ne s'affranchissent jamais d'une timidité inquiète. L'idée de leur salut les obsède et ils ont toujours peur de compromettre leur âme dans les aventures. Après de longs efforts, ils ont surmonté la terreur que leur inspiraient les études supérieures : ils ne s'élèvent jamais à l'idée de la science et de l'art, ils ne comprennent pas la recherche désintéressée du vrai et du beau. Ils ont des stylistes remarquables, des historiens distingués, des théologiens érudits; mais ils n'ont ni philosophe supérieur ni poète inspiré. Leurs auteurs sont consciencieux, honnêtes, on se plaît en leur compagnie, le talent est très répandu parmi eux, mais on en sent trop la limite : le respect et l'affection ne vont pas jusqu'à l'admiration. Jamais d'écart, mais aussi jamais d'élan. Le dernier en date de leurs grands hommes, non le moindre, Coménius, est un maître d'école, admirable il est vrai. Un pédagogue, voilà la suprême synthèse de l'Unité. Ses travaux, si nombreux, si curieux, si remarquables pour l'époque, où se révèle une âme si sincère, si noble, si éclairée et si aimante, nous choquent cependant sans cesse. On comprend à les lire la colère et le dédain d'Érasme pour ces Réformés qui, sous prétexte d'affranchir les âmes du joug pontifical, reforgeaient les fers à demi usés. Il y aurait une injustice criante à rapprocher les Frères et les Jésuites, leur morale si haute et si droite de la vulgaire habileté de ceux-ci; et pourtant les uns et les autres, qu'ont-ils retenu de l'Humanisme? — Surtout des formules. Je ne sais pour ma part si la victoire de l'Unité, en admettant qu'elle fût possible, n'eût pas été plus funeste aux progrès de la raison que la victoire du Catholicisme. Nulle part l'obsession théolo-

gique n'est plus visible que dans Coménius. Ce qu'il veut, c'est rendre ses élèves dignes de la vie future dont celle-ci n'est que la pénible initiation. Il craint même que la lecture des auteurs anciens ne soit contraire à l'esprit évangélique et il propose d'apprendre le latin dans des livres chrétiens composés à cette intention. On ne donne pas, dit-il, des fous pour précepteurs aux fils des princes, mais des gens honnêtes et graves, et les fils du Christ, auxquels est réservé l'héritage du monde, devraient avoir pour guides Plaute le bouffon, le sale et indécent Ovide, le crédule Pline, le vantard Cicéron, Aristote le querelleur? Il y a, m'objectera-t-on peut-être, bien de la sagesse dans ces écrivains. — Ceux qui parlent ainsi ne connaissent pas la vraie sagesse. C'est dans l'Écriture seule qu'on la trouve.— Mais, dans l'Écriture, nous n'apprenons que la théologie. — Erreur, c'est un des miracles du Saint-Esprit que l'on trouve dans la Bible, à côté de ce qui est nécessaire au salut, tout ce qui est nécessaire pour cette vie. Alsted [1] n'a-t-il pas tiré de la Bible les principes de tous les arts et de toutes les sciences [2]? — Eh bien non, et Coménius se trompe; il n'est pas vrai que la science n'ait d'autre but que de rechercher partout les traces de Dieu. On l'abaisse et on la nie, dès qu'on la réduit au rôle d'instrument [3].

Et, de même que la science, la vie a une valeur intrinsèque, et les Frères ne l'ont pas reconnu. Ce qui domine dans Coménius, c'est la tranquille espérance de se reposer bientôt dans la paix du Seigneur. Sa piété, dit M. Criegern, n'est ni luthérienne ni calviniste, elle a plus de rapports

1. Alsted, 1588-1638, philosophe et théologien. Son *Encyclopédie Biblique* (1642) jouit longtemps d'une très grande renommée.

2. *Grande Didactique*, chap. XXV. Dans ses divers écrits, Coménius revient sans cesse sur cette idée.

3. Les écrits de Coménius sont très nombreux, il n'est presque pas de question théologique qu'il n'ait abordée. Dans aucun on ne trouve quelque chose d'original; aucun point sur lequel il ait fait avancer la science. Cela s'explique en partie par le caractère encyclopédique de ses études, mais aussi parce que, dans la plupart de ses œuvres, il poursuit un but pratique déterminé. Criegern, *Johann Amos Comenius als theolog*, Leipzig 1881, p. 58. V. aussi Kleinert, *Studien und Kritiken*, 1878.

avec ce qu'on nomme le quiétisme [1]. Pour les Frères, la vie est un devoir, non une joie; la lutte ici-bas est la condition de la récompense future. — Mais, pour dominer le monde, il faut lui être supérieur, non lui être étranger, et pour subjuguer les âmes, la vertu n'est pas suffisante, s'il ne s'y mêle, avec un peu d'ambition, beaucoup de confiance et d'audace. Les Frères s'étaient fait un Dieu à leur image, qui ouvrait les bras aux hommes de bonne volonté; il y en a un autre dans l'Écriture, un Dieu de combat et de lumière, et celui-là ils n'osaient pas le contempler au milieu des éclairs dont il s'enveloppe.

Affaiblis déjà par ce découragement résigné et par une répulsion secrète à défendre avec les armes du monde la cause du ciel, les Frères étaient encore attristés par la suspicion qu'ils sentaient autour d'eux et qu'aggravait une nouvelle évolution dogmatique de l'Unité. Après la période luthérienne, ils traversaient maintenant une période calviniste. Attirés d'abord vers les Réformés de l'Ouest par des considérations extérieures, la simplicité du culte, la discipline rigoureuse, l'organisation démocratique des Églises, ils avaient peu à peu accepté la plupart des doctrines de Genève, en particulier au sujet de l'Eucharistie : c'était par là que se distinguaient entre elles les diverses sectes protestantes. Les vieilles accusations qui se transmettaient de génération en génération contre les Picards étaient ainsi devenues une vérité et aucune entente sincère n'était dès lors possible entre eux et la masse du parti progressiste tchèque. Ils le sentaient, et leur réserve s'en augmentait. Le malheur était grand pour eux, grand aussi pour toute l'armée des Protestants bohêmes : elle était comme décapitée, séparée par des dissentiments irréconciliables des hommes que tout désignait pour la commander.

A défaut des Frères, est-ce parmi les Luthériens qu'elle rencontrerait les guides nécessaires? — Leur propagande était heureuse. L'issue de la diète de 1575, encore qu'assez

1. P. 57.

peu satisfaisante, les avait servis. Le bruit des concessions impériales avait décidé les indifférents et les timides à se séparer du Consistoire, et c'étaient les Luthériens qui recueillaient presque tous les déserteurs de l'Utraquisme. — D'abord les seigneurs. Mais leur conversion entraînait vite celle de leurs paysans.

Si ceux-ci hésitaient, les nobles avaient des moyens de persuasion irrésistibles. Tel maître, telle religion, c'était la loi du temps, et les propriétaires qui protestaient contre elle quand le roi voulait la leur appliquer, l'imposaient sans scrupule à leurs serfs. Les plaintes de ces derniers, assez nombreuses, permettent d'affirmer que la liberté de conscience n'était au XVI^e^ siècle qu'un mot vide de sens, une de ces formules que les partis inscrivent sur leur drapeau, et qu'ils oublient aussitôt après la bataille. Çà et là, les prêtres catholiques étaient expulsés ou malmenés; les lamentations de l'archevêque ou les ordres de l'Empereur étaient pour eux une protection fort insuffisante [1]. Un fait donnera une idée des procédés des seigneurs et de l'état des esprits.

Dans le comté de Kladsko (Glatz), un certain Schmidt eut l'idée de forcer les paysans de Kœnigshain à se faire Luthériens : ils refusèrent avec beaucoup de fermeté; les rebelles furent dépouillés des charges municipales, frappés à coups de bâton, jetés en prison. Plusieurs moururent; on défendit d'ensevelir leurs cadavres en terre sainte. Le prieur du couvent des Augustins de la ville voisine essaya d'intervenir, et ses délégués prièrent Schmidt de ne plus inquiéter ces malheureux : il n'était ni prieur ni évêque. — Nous sommes catholiques, criaient les paysans, notre foi n'est pas autre que celle de notre seigneur le roi. — Oui, répondit Schmidt furieux, et si le diable emportait l'Empereur, vous voudriez aussi aller avec lui dans l'enfer. — Le pasteur lu-

1. V. Borovy, *l'Archev. Médek*, p. 110 et sq. Comme d'habitude, les écrivains catholiques sont très disposés à exagérer les faits et surtout à en tirer des conclusions excessives. Sans les suivre jusqu'au bout et tout en admettant que les griefs des prêtres sont souvent imaginaires, il serait puéril de les nier, et les passer sous silence, suivant l'exemple de trop d'écrivains protestants, c'est fausser la vérité.

thérien mêla au débat sa voix sentencieuse : Nous n'avons de seigneur que Jésus, Jésus et non l'Empereur. — Les paysans furent soumis à une captivité plus rigoureuse et ils ne recouvrèrent leur liberté qu'après avoir abjuré le Catholicisme [1]. — Et cela se passait sur un domaine royal! Et ce Schmidt était un officier de l'Empereur!

Les Catholiques menaient grand bruit de ces fâcheux scandales; une façon de légende commençait à se propager parmi eux : la nation était toujours secrètement dévouée à son ancienne foi, mais elle était opprimée par ses maîtres. « Le peuple est excellent, écrit le curé d'Oujezd. — Votre Éminence, écrit un autre, ne saurait croire à quel point le peuple d'ici est pieux et catholique. » — En réalité, il faut en rabattre. Le même curé d'Oujezd se voit délaissé par tous ses paroissiens : « ce peuple effréné et qu'un désir furieux pousse vers les prêtres irréguliers et toute liberté », déserte les cérémonies officielles et se presse aux sermons d'un tisserand; le curé signale le fait aux autorités municipales, on se moque de lui; ce sont les conseillers qui ont appelé le prédicateur hérétique. Le garde des forêts, officier royal, ne paie pas les dîmes, fait ses Pâques à l'église du tisserand [2].— Les lamentations officielles sur le malheur des paysans condamnés à l'hérésie servaient surtout à entretenir le zèle des Catholiques militants; plus tard, on voulut excuser par là les représailles. Pour le moment, la petite armée fidèle s'égrenait rapidement. En admettant même la sincérité de l'attachement des serfs à l'Église romaine, leur opposition n'avait ni consistance ni signification politique et dans les classes supérieures la proportion se modifiait rapidement au profit des Luthériens. Il ne convient pas sans doute de prendre à la lettre les déclarations d'Adam de Sternberg qui, à la diète de 1609, demandait des garanties pour les Catholiques, parce que les Protestants étaient trois cents fois plus nombreux. Les chiffres officiels montrent

1. *Id.*, 1583, p. 119, d'après le rapport du prieur à l'archevêque.
2. *Lettres du curé d'Oujezd,* citées par Borovy, p. 26, 108.

du moins qu'un quart seulement des Seigneurs était encore catholique, et un quatorzième à peine des Chevaliers. Dans l'ensemble des habitants, les Catholiques qui avaient longtemps formé un tiers de la population, n'en représentent bientôt qu'un dizième ou même un quinzième [1].

Malheureusement, cette supériorité numérique des Luthériens était compensée par leur extrême médiocrité morale. Là même où aucune violence n'avait été nécessaire pour introduire le culte réformé, les seigneurs n'avaient certes pas eu la pensée de consulter auparavant leurs serfs. De là un double inconvénient. Le mépris des droits des sujets entraîne chez les maîtres un certain amoindrissement de l'âme: qui ne respecte pas la conscience d'autrui, fait bon marché de la sienne; recourir à la force en matière de foi, c'est, dans une certaine mesure, admettre la légitimité d'une semblable méthode et s'exposer à des représailles. Parmi les seigneurs, la plupart des conversions avaient été déterminées par des considérations matérielles, mais les intérêts répugnent aux sacrifices et, au jour de la lutte suprême, ils paralysèrent la résistance. Les paysans n'avaient conservé dans le cas le plus favorable qu'un courage passif; leur résignation, souvent héroïque après la défaite, devait être impuissante à la prévenir. Les Luthériens n'avaient d'ailleurs ni organisation ni Confession ni clergé véritable. Comme chacun des nobles tenait plus à profiter des avantages de la Réforme qu'à assurer le triomphe de ses idées, ils négligèrent de reprendre et de terminer l'œuvre esquissée en 1575. Les curés n'avaient aucune influence, souvent aucune valeur, et nulle autorité ne maintenait l'unité de foi.

Le mal eût été médiocre si de cette confusion s'était dégagée l'idée de tolérance; en Moravie, où les dissidences

1. Cp. Gindely, *Geschichte des dreissigjaehrig. K.* I, p. 124. — Dvorsky, *Proportion des Catholiques et des Protestants en 1609*. Sur 232 seigneurs, 61 sont catholiques et, sur plus de 2,000 chevaliers, environ 140. Ces chiffres sont approximatifs, mais probablement exacts. A Prague, il y avait, en 1619, 50 églises non catholiques et 41 catholiques : mais parmi ces dernières, plusieurs étaient abandonnées et beaucoup n'étaient que des chapelles de monastères. (*Revue historique tchèque*, 1884, p. 280).

étaient aussi profondes et les sectes plus nombreuses encore, les diètes reconnaissaient à chacun le droit de faire son salut à sa guise et n'avaient de haine que contre les persécuteurs. En Bohême, par une malheureuse contradiction, la foi était en même temps moins sérieuse et plus exclusive : l'indifférence s'y faisait oppressive. C'était la suite presque inévitable de la manière dont s'y était développée la Réforme et du caractère féodal qu'elle avait affecté. Le rêve des seigneurs était une religion d'état, c'est-à-dire une de ces religions pour laquelle l'attachement est surtout objectif, que l'on pratique avec un certain scepticisme, mais que l'on tient à imposer aux autres. Il est difficile d'imaginer un contraste plus absolu avec les Frères. Ceux-ci étaient timides et héroïques, convaincus et humbles ; les Luthériens au contraire, tièdes et exclusifs, violents et prompts aux défaillances ; les premiers ne vivaient que par devoir et leur activité en devenait moins hardie et moins féconde ; les seconds, en écartant l'idée de devoir, supprimaient une des conditions nécessaires de la vie ; en somme, incapables également de conquérir le monde, les uns, parce qu'ils lui étaient trop étrangers, les autres, parce qu'ils lui étaient trop soumis.

La gravité des circonstances aurait dû éveiller l'attention des Protestants : ils ne semblaient pas apercevoir l'orage qui s'amoncelait à l'horizon. Un moment interrompue, vers 1575 [1], la réaction catholique européenne reprenait sa marche en avant. En France, en Allemagne, en Pologne, les Réformés perdaient du terrain : tous leurs nouveaux essais de propagande échouaient misérablement ; dans les pays où leur puissance paraissait le mieux établie, elle était ébranlée

1. La première période de l'action des Jésuites irait de 1560 à 1572 : restauration catholique en France, tyrannie du duc d'Albe dans les Pays-Bas, reprise des provinces de l'Allemagne méridionale, commencement de la réaction religieuse en Autriche et en Pologne. Ces succès provoquent une énergique résistance des Protestants vers 1575 et, pendant une dizaine d'années, ils disputent le terrain, souvent avec succès. L'assassinat du prince d'Orange, 1584, qui entraîne la soumission des provinces belges à Philippe II, marquerait le commencement d'un second assaut catholique qui aboutit à l'insurrection des Protestants d'Autriche et à la chute de Rodolphe.

par de brusques secousses et quelquefois renversée. Entraînés par le succès, les défenseurs de la Papauté redoublaient d'audace. Les doctrines les plus violentes l'emportaient. Sixte-Quint montait sur le trône de saint Pierre (1585-1590). En matière de religion, écrivait Juste Lipse, on ne peut admettre ni grâces, ni indulgence; la véritable indulgence, c'est de n'en avoir aucune : pour en sauver plusieurs, on ne doit pas hésiter à en sacrifier quelques-uns. — La plupart des docteurs contemporains ratifiaient ces conclusions. La piété étouffait l'humanité. La guerre était conduite avec méthode, suivant un plan préétabli; répandus partout, admirablement renseignés, les Jésuites dominaient le champ de bataille, retenaient et lançaient les troupes, désignaient le point qu'il fallait emporter et qui était la clé de la position. Pour le moment, l'avenir du Catholicisme dépendait de l'issue des événements en Autriche : que les hérétiques s'y maintinssent, et tout espoir était fermé, peut-être l'Europe perdue pour la Papauté. Aussi, à peine Maximilien disparu, l'Église s'efforçait-elle de reprendre le terrain perdu. Dans la Haute et Basse-Autriche, les Protestants étaient chassés des villes royales et menacés sur les domaines des seigneurs; dans les provinces que Ferdinand Ier avait léguées à son fils cadet, Charles, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, l'hérésie, un moment victorieuse, était rapidement refoulée, dès que l'élève des Jésuites, Ferdinand de Styrie, arrivait au pouvoir. Le cercle se resserrait autour de la Bohême. C'était le plus ancien et le plus redoutable centre d'opposition : les Jésuites se sentaient déjà assez forts pour porter l'attaque de ce côté. Ils avaient traversé sans désastre le règne de Maximilien; ils attendaient de celui de Rodolphe une éclatante victoire [1].

1. Il y a là, si je ne me trompe, un point très important; les Jésuites prirent l'offensive et ce furent eux qui donnèrent le signal des hostilités. Le fait n'est guère contestable si l'on étudie les événements en Bohême, mais la lumière éclate bien plus évidente encore si on les rapproche de ce qui se passait dans les autres provinces des Habsbourgs. Le plan d'attaque contre la Réforme s'y dévoile clairement. Quelques faits et quelques dates suffisent à le montrer : Rodolphe refuse de confirmer solennellement les promes-

Leur zèle avait déjà sa récompemse. En 1588, le nombre de leurs élèves dépassait 500, et 700 dix ans plus tard. Ils ouvraient de nouveaux colléges, à Kroumlov (1584), Khomoutov (1589), Jindrzichov-Hradets (1592), Kladsko, (1597). La Compagnie comptait deux cents membres en Bohême, tous actifs, pieux, soumis. Ils étendaient leurs missions, avaient leurs savants et leurs polémistes. Sous la conduite de cet incomparable état-major, les bataillons catholiques, encore peu nombreux, se reformaient; les prêtres étaient mieux choisis, plus instruits, contenus dans le devoir par une rigide surveillance. Dans une guerre, a dit un illustre penseur contemporain, la victoire revient toujours à celui qui la désire le plus vivement. Les Jésuites avaient sur les Luthériens l'avantage d'une conviction implacable et d'un dévouement imperturbable, comme ils avaient sur les Frères la supériorité de leur hardiesse et de leur habileté politiques.

Ce qui avait le plus manqué jusqu'alors aux Catholiques, les Jésuites le leur avaient apporté. Ils avaient le rare mérite de ne pas se payer d'illusions. Ils s'étaient très rapidement aperçus de certains de leurs échecs; convertir le peu-

ses faites par son père aux États de Haute et Basse-Autriche (1577 et 1578); il interdit l'exercice du culte protestant dans les villes de la Basse-Autriche (1578) et ferme l'église et l'école ouvertes dans la maison des États; il force les bourgeois à assister aux cérémonies catholiques, à se confesser et à communier (1580); Michel Khlesl mène l'affaire assez habilement pour qu'au bout de huit années, le Protestantisme ait complètement disparu de presque toutes les villes. Les seigneurs opposent une plus longue résistance; mais la révolte des paysans (1595-98) donne prise contre eux, et un grand nombre de cures sont rendues aux Catholiques. Les mesures de restauration sont étendues à la Haute-Autriche (1597-1600). — En Styrie et dans les provinces voisines, les États avaient forcé Charles à reconnaître le principe de la liberté religieuse; la réaction se prépare après la mort de Charles (1590), sous la régence de sa veuve, Marie. Lorsque Ferdinand prend le gouvernement, en quatre années (1597-1600), le Catholicisme, presque complètement anéanti, est partout rétabli, les églises protestantes fermées; les nobles, qui persistent dans l'hérésie, sont exclus de toutes les fonctions, et les défections éclaircissent rapidement leurs rangs. — Les historiens catholiques auront toujours quelque peine à contester ces faits. Leurs efforts pour démontrer que l'attaque vint du côté protestant semblent révéler d'ailleurs un bien curieux recul de l'idée religieuse. Les Jésuites ne rougissaient pas de leur œuvre et les timides apologies de leurs défenseurs actuels sont pour eux une injure. Nous condamnons leurs principes, mais ils se seraient condamnés bien plus sévèrement eux-mêmes s'ils ne les avaient pas appliqués.

ple, ils n'y songeaient plus. Le roi était bien disposé; ils comptaient bien que sa piété serait active, mais ils l'avaient vite jugé à sa valeur : son dévouement aurait des défaillances, et d'ailleurs sa puissance était fort limitée par les privilèges des seigneurs. C'étaient ceux-ci qui avaient introduit la Réforme et ils en étaient les plus redoutables soutiens : c'est par eux qu'ils songèrent à la ruiner. Le droit public faisait d'eux les arbitres de la foi de leurs sujets : pourquoi ne retournerait-on pas contre les Protestants les coutumes qui les avaient favorisés jusque-là?

Les Jésuites s'appliquèrent avant tout à gagner un certain nombre de nobles, secouèrent l'indolence de ceux qui étaient catholiques, mais dont la foi platonique assistait indifférente aux usurpations de l'hérésie. Par eux, ils comptaient remettre la main sur une partie du royaume, remplir de leurs séides les postes les plus importants, dominer le Conseil suprême; alors seulement, ils démasqueraient leurs projets, qui, révélés avant l'heure, auraient provoqué une levée de boucliers universelle et entraîné la ruine définitive du Catholicisme tchèque.

Ils gagnèrent d'abord les femmes. Depuis l'avènement des Habsbourgs, les relations avec l'étranger étaient fréquentes et les seigneurs se mariaient souvent en Italie ou en Espagne : le chancelier Vratislas de Pernstein avait épousé une espagnole, Marie, de l'illustre famille des Manriquez de Lara; Jean de Pernstein, une des parentes de Marie; Adam de Hradets, Guillaume de Rosenberg, bien d'autres encore, avaient pour femmes des étrangères. Ces espagnoles et ces italiennes, élevées dans des sentiments de piété mystique, étaient des auxiliaires admirables pour les Jésuites qui accrurent adroitement leur fanatisme. La mode s'en mêla. Marie Manriquez donnait le ton : bientôt les processions recommencent, — les pèlerinages et les cérémonies où la religion s'étale et où elle s'exalte. Plus que les dons ou les macérations, la conversion des hérétiques est agréable au Sauveur : les directeurs le rappellent à leurs pénitentes, et les maris ne résistent guère à cette douce et habile pres-

sion. Que de motifs d'ailleurs à faire valoir auprès d'eux : les faveurs de la cour, la revanche d'humiliations séculaires, le relèvement de leur autorité sur leurs domaines. Les Catholiques ne sont toujours sans doute qu'une infime minorité, mais ils compensent en partie leur infériorité numérique par leur cohésion et l'éclat des situations qu'ils occupent. La plupart des grandes familles historiques sont dès lors dévouées aux Jésuites ; les Rosenberg, les Lobkovits, les Hradets, les Pernstein, — pour ne citer que les plus illustres et les plus riches, — les appellent sur leurs terres, ferment les écoles hérétiques, chassent les prédicateurs luthériens, interdisent les cérémonies des Frères [1].

La transformation qui s'est produite dans les esprits se montre dans les rapports excellents qui s'établissent entre les nobles et l'archevêque. Ils sollicitent ses conseils, écoutent ses avis, prennent leurs précautions pour que leurs biens ne passent pas entre des mains hérétiques. Un noble reçoit les ordres, et le grand burgrave de Prague, Guillaume de Rosenberg, écrit à l'archevêque pour le prier d'ajourner la première messe du nouveau prêtre : il désire y assister avec quelques amis [2]. L'archevêque Médek fait transporter à Prague les reliques de saint Procope, et la vieille cité hussite voit se dérouler derrière la châsse du saint un long cortége d'illustres pénitents [3].

Vers 1584, les travaux d'approche sont terminés. Les Jésuites, appuyés sur l'administration et sur la fraction la plus

1. C'est surtout contre les Frères que sont dirigés les efforts des Jésuites pendant cette première période. Ils ne se jugent pas encore assez solidement établis pour s'en prendre aux Luthériens, travaillent à diviser leurs adversaires, excitent et exploitent la susceptibilité jalouse des Utraquistes. Contre les Frères aussi, ils concentrent toute l'action de leur polémique. Sturm, un des douze jeunes gens que Ferdinand Ier avait envoyés à Rome pour y être élevés sous les yeux de Loyola, publie contre eux en 1482 « la comparaison de la Foi », un des plus remarquables traités de polémique qui aient été écrits contre l'Unité. Sa modération relative, l'éloge qu'il faisait de la morale des Frères, de leurs qualités littéraires et de leur musique, rendaient plus graves ses autres accusations. Il parcourait le pays, provoquant ses adversaires à des discussions publiques, et elles n'étaient pas toujours sans résultat.

2. Borovy, *Médek*, p. 145.

3. *Id.*, p. 159.

riche et la plus considérée de la haute noblesse, se croient désormais en état de rompre en visière à leurs ennemis. Lorsque, à ce moment, les États revendiquent de nouveau le droit de nommer les membres du Consistoire, Rodolphe répond par une raillerie et aussitôt après il renouvelle les anciens mandats contre les Picards. L'émotion est grande, les Évangélistes voient dans la résolution royale une déclaration de guerre et se mettent sur la défensive : à la diète de 1585, l'orateur des Chevaliers fait ouvertement allusion à une insurrection.

Puis, brusquement, une nouvelle accalmie. — Les seigneurs protestants étaient de tempérament timide et ils éprouvaient une terreur salutaire des résultats possibles d'une prise d'armes. Tant qu'il ne surgirait pas un chef qui leur forçât la main, il y avait des chances pour que leur mécontentement s'évaporât en paroles. Bien qu'ils eussent le vague pressentiment des embûches qu'on leur tendait, ils refusaient d'admettre que leur cause fût solidaire de celle des Frères et des bourgeois. Malgré les réformes de Ferdinand I^er^ et les progrès de l'autorité royale depuis l'avènement des Habsbourgs, l'organisation administrative de la Bohême était encore à peine ébauchée ; les municipalités et à plus forte raison les seigneurs se réservaient de ne pas exécuter les ordres du souverain, quand ils leur étaient désagréables ; parmi les officiers royaux d'ailleurs, beaucoup, en particulier presque tous les agents inférieurs, étaient gagnés aux idées nouvelles. A quoi bon par conséquent une révolte? L'inertie suffisait pour réduire à néant toutes les résolutions belliqueuses du roi : Rodolphe de plus, bien que très catholique à ce moment, n'apportait pas beaucoup d'obstination à poursuivre ses plans ; il satisfaisait sa conscience en lançant des mandats contre les hérétiques, et son indolence, en les oubliant dès qu'ils étaient promulgués. Les Jésuites, qui le jugeaient à sa valeur, n'avaient aucune hâte de s'engager à fond avec un pareil chef.

Vers cette époque précisément, une série de morts leur enlevait les meilleurs de leurs adhérents. — Ils disparais-

saient à temps : leur piété avait ses heures de défaillance; protecteurs des Jésuites et non leurs disciples, ils n'appartenaient pas à l'école néo-catholique, trop modérés au fond, trop imbus des anciennes traditions, trop jaloux de l'indépendance nationale, unis aux autres seigneurs par des liens trop solides et trop multiples pour devenir jamais les dociles instruments d'une politique implacable. Il fallait à cette œuvre de fer et de sang des âmes pétries depuis la plus tendre enfance et dans lesquelles une discipline savante eût étouffé tout instinct de liberté et toute révolte du patriotisme. Quelques années s'écoulèrent avant que les nouvelles recrues, les futurs collaborateurs de Ferdinand II, les Martinits, les Lobkovits, les Slavata, entrassent en ligne. La fatalité, sur ces entrefaites, s'acharnait sur les Catholiques. L'héritier de Guillaume de Rosenberg, Pierre, le dernier représentant de cette antique famille, gagné par sa femme, passait à l'Unité et apportait aux Frères l'appui de richesses plus que royales et d'un nom que tous les Bohêmes avaient appris depuis des siècles à respecter [1]. Un des chefs catholiques les plus en vue, Georges de Lobkovits, fort habile, mais avide, agité et peu scrupuleux, compromis dans de fâcheuses intrigues, était dépossédé de ses charges [2], et le souvenir de ce regrettable épisode laissait dans l'esprit inquiet de Rodolphe une vague suspicion qui se changea, quel-

1. Nous aurons l'occasion de revenir avec plus de détails sur cette étrange et peu sympathique figure. L'archiviste de Pierre Vouk de Rosenberg, Venceslas Brzézan, a écrit sa biographie; c'est une précieuse source pour l'histoire du commencement du XVII[e] siècle et elle renferme de très importants renseignements sur l'état des mœurs et des esprits à cette époque. L'œuvre de Brzézan a été publiée par Marech, dans la *Starotcheska Bibliothéka,* vol. V, Prague 1880. Cs. aussi Rybitchka, les derniers Rosenberg, articles du *Tchas. tchesk. M.* 1880.

2. Les seigneurs et les chevaliers avaient conservé de la diète sanglante une extrême répugnance à se mettre en avant, mais si quelqu'un prenait la responsabilité, ils étaient fort empressés. — A la diète de 1593, l'opposition l'emporta, et la diète se sépara sans avoir voté les propositions royales, ce qui n'était pas arrivé depuis fort longtemps : à l'avenir, avaient dit les frères Lobkovits, le roi ne commandera et ne tranchera plus. Sur les conseils de Ferdinand de Tyrol, Rodolphe agit énergiquement, Georges prit la fuite, et, quand la diète se réunit de nouveau, elle vota tout ce qu'on voulut (oct). V. Tomek, *Tchas. tch. M.* 1853, p. 215.

ques années après, en une hostilité maladive contre les moines et les prêtres. Hors de la Bohême, la fortune revenait aux Protestants et l'étoile de Philippe II pâlissait devant celle de Henri IV. Pendant une quinzaine d'années, les Jésuites se renfermèrent dans une expectative prudente; les deux partis étaient aux aguets : aucun ne désarmait; personne ne croyait à la paix, et l'armistice était troublé par de brusques incidents, des *raids* sur le terrain ennemi,—assez semblable aux trêves des Hongrois et des Turcs, qui n'arrêtaient ni les razzias ni les coups de main, interdisaient seulement les vastes entreprises.

Avec le siècle s'ouvre une nouvelle période de guerre : cette fois, c'est l'attaque décisive. « En 1600, dit Slavata dans ses mémoires, Zdéniek Popel de Lobkovits fut nommé par Rodolphe grand chambellan du royaume tchèque. Dévoué à la véritable foi, il employa toutes ses forces à relever dans le royaume la sainte religion [1]. » Uni par d'étroites relations de famille aux ambassadeurs d'Espagne et de Rome, très pieux, il mit au service du Catholicisme des talents supérieurs et l'influence que lui valurent auprès de l'Empereur une fidélité éprouvée et une volonté inexorable. Long, très coloré, les yeux d'un bleu sombre, avec la moustache et la royale telles qu'on les portait à cette époque, il affectait les allures d'un hidalgo, et c'était en effet un passionné élevé à l'école espagnole. Instruit, parlant avec une égale facilité le tchèque, l'allemand, le latin et l'espagnol, il avait sur les autres conseillers l'avantage que donne l'idée fixe. Non pas que le fanatisme exclût chez lui la prudence, mais il repoussait toute idée de transaction sincère avec l'erreur, et pour l'écraser, il ne reculait devant rien. Les Protestants le détestaient et le redoutaient; ils le dénonçaient « comme l'ennemi de la paix », essayèrent par

1. I, p. 40. — Guillaume Slavata, 1572-1652 ; ses *Mémoires* sont une source de premier ordre pour la période de 1608 à 1619. Ils ont été publiés par J. Jiretchek, Prague 1866 et 1868, 2 vol. A côté de ces souvenirs, l'œuvre la plus importante à consulter est celle de Paul Skala, *Histoire bohême* de 1602 à 1623, en tchèque, publiée par M. Tieftrunk, 5 vol., Prague 1873.

tous les moyens de se débarrasser de lui, l'accusèrent de malversations : — sans succès. Dans tous les moments décisifs, on retrouve son influence prépondérante : il refuse de contre-signer la Lettre de Majesté arrachée à Rodolphe par les Réformés et est un des plus actifs et des plus habiles ouvriers de l'élection de Ferdinand II. Lorsqu'on lui rappelait que Mathias avait rétabli la tranquillité dans la Haute et Basse-Autriche par une politique de conciliation, il haussait les épaules : si Mathias ouvre à ses sujets le chemin de l'enfer, c'est vraiment un bel exemple à proposer à Rodolphe! On ne transige pas avec le devoir, et le premier devoir d'un souverain est de défendre la vérité : le représentant et le serviteur de Dieu doit-il trahir son maître?

A côté de lui, deux hommes menèrent à l'assaut le parti catholique, Martinits et Slavata. Jaroslas Borita de Martinits descendait d'une très ancienne et très illustre famille qui ne s'était jamais séparée de Rome. Sa fortune était médiocre et il n'avait pas grand chose à perdre et tout à gagner à une perturbation : il ne convient pas de suspecter sa sincérité, mais l'âme de l'homme est complexe : heureux celui qui possède le royaume de Dieu ; toutes les autres richesses lui seront données en surcroît! Slavata au contraire appartenait à une famille favorable à l'Unité. Sa conversion au Catholicisme est curieuse, parce qu'elle résume les mobiles variés et les subtiles influences qui expliquent la défection d'un assez grand nombre de Protestants à cette époque : l'exemple des plus riches et des plus hauts seigneurs du royaume, l'espérance d'un grand mariage, le désir de se pousser auprès du roi, un peu de mépris d'homme du monde pour les Frères, « gens simples et vulgaires », un sentiment confus de l'impuissance de l'Unité qui, incapable de rallier la majorité, n'est plus qu'un élément de division et d'affaiblissement. Les Jésuites, avec leur flair toujours en éveil, devinèrent les combats de cette conscience qui ne demandait qu'à être convaincue, apportèrent des arguments spécieux, suffisants pour enlever à l'apostasie

une apparence trop odieuse de calcul. L'opinion publique ne prit pas le change complètement et, très émue (1597), accusa Slavata d'avoir visé surtout les biens de la grande maison des Hradets dont il épousa en effet l'héritière. Slavata publia une apologie de sa conduite, puis s'éloigna, pour laisser aux rancunes le temps de se calmer. Les soupçons dont il avait été l'objet lui avaient été cruels, sans doute parce qu'ils n'étaient pas complètement calomnieux; il en garda une longue rancœur et, quand il revint dans le royaume, où la richesse de sa femme et la faveur du roi lui valurent bientôt une grande influence, il apporta dans sa conduite, avec l'obstination d'un esprit naturellement inflexible, un arrière-désir de vengeance. Il y a dans sa politique, comme dans celle de Martinits, une part d'ambition qui explique que la haine de leurs adversaires se complique d'un peu de mépris : quand on verse le sang à flots et qu'on précipite sa patrie dans un abîme de maux, il faudrait, pour obtenir, sinon le pardon, du moins l'indulgence de l'histoire, ne pas en tirer profit.

Bien que les mobiles qui guident Martinits et Slavata soient certainement plus complexes que ceux de Lobkovits, ils représentent comme lui l'avènement d'une nouvelle école; les papes avaient enfin en eux les instruments qu'ils désiraient. Pour eux, rien n'existait que l'Église; s'il était nécessaire, pour ruiner l'hérésie, de ruiner la Bohême, ils n'éprouveraient ni pitié ni remords. Les Catholiques jusqu'alors avaient été des patriotes et des nobles, qui n'entendaient faire bon marché ni de l'indépendance du pays ni de leurs propres priviléges : pour être sincère, leur dévouement à Rome admettait certaines limites. Ils étaient encore représentés en ce moment dans les conseils du roi par des modérés qui s'effrayaient de la furie de leurs collègues; Adam de Sternberg par exemple, très pieux, ne consentait pas cependant à trafiquer des libertés publiques, défendait les droits de l'État et les prérogatives du souverain. L'attitude de ces *politiques* était pour les fervents un sujet de scandale; tout ménagement leur paraissait une

lâcheté, et toute tolérance, un crime [1]. En 1609, au moment de la Lettre de Majesté, les Catholiques se divisent en deux groupes et leurs discussions sont caractéristiques : Martinits et Slavata dénient au roi le droit d'accueillir la demande de la diète : dans les questions qui intéressent l'Église, le prince ne saurait intervenir ; au pape seul appartient l'autorité. Cette intransigeance ultramontaine étonne Sternberg : il rappelle les précédents, montre qu'à toutes les époques le roi et les sujets ont réglé en toute souveraineté les rapports des diverses Confessions. Au point de vue du droit historique, sa thèse ne saurait être contestée, mais la logique est du côté de ses adversaires, l'esprit du temps aussi ; l'Église reconstituée réclame de ses serviteurs une obéissance moins réservée et une foi moins timide. L'heure des compromis et des tergiversations est passée, et les politiques sont entraînés malgré qu'ils en aient dans le tourbillon réactionnaire.

L'arrivée aux affaires de la jeune génération est signalée par une recrudescence de ferveur catholique : de nouvelles églises s'élèvent, divers couvents sont fondés ; bientôt les mesures de rigueur commencent contre les Protestants. Les documents contemporains sont pleins du récit des violences exercées par les seigneurs catholiques contre leurs serfs : ils les battent, leur introduisent de force l'hostie dans la bouche, lancent des chiens contre ceux qui refusent d'aller à l'église. Il convient sans doute de faire dans ces plaintes une large part à la légende ; les témoignages officiels ne laissent pourtant aucun doute sur la réalité de la persécution. Martinits, accordant des privilèges assez étendus à sa ville de Mountsiffaj, met pour condition qu'elle n'admettra

1. Voici la manière dont Slavata s'indigne de la faiblesse des Catholiques : « Les personnes des classes supérieures ne s'étonnaient pas de voir un catholique épouser une utraquiste ou réciproquement, et ensuite faire élever leurs enfants dans l'un ou l'autre culte, suivant leurs conventions. Ils assistaient aux baptêmes et aux enterrements les uns des autres et écoutaient les sermons qu'on y prononçait. Les politiques catholiques s'excusaient en disant que d'après la Constitution du pays, Utraquistes et Catholiques doivent vivre en bonnes relations. » (*Mémoires*, I, p. 40).

jamais d'hérétiques parmi ses habitants ; quiconque ne communiera pas au moins une fois l'an sous une seule espèce, sera chassé et ses biens confisqués : un tiers reviendra au seigneur, un autre à la ville, le reste sera remis au condamné pour son voyage [1]. — A Jindrzichov-Hradets (Neuhaus) les Catholiques étaient en majorité, ce qui s'explique sans peine par l'influence seigneuriale, mais les dissidents y vivaient en paix; les Utraquistes y avaient leur prêtre, allaient faire leurs dévotions hors de la paroisse s'il s'absentait; personne ne les en blâmait, on les enterrait même dans le cimetière consacré. Il y avait aussi dans la commune quelques Frères et ils jouissaient d'une tranquillité complète. A la fin du siècle, brusque revirement. En 1592, le burgrave du royaume, Adam de Hradets, avait demandé aux Jésuites de fonder dans sa ville un collége qui fut inauguré en 1595. Son fils, Joachim-Ulrich, sur leur instigation et d'après les conseils du recteur Blasius, s'applique à rétablir la foi catholique. C'est le devoir des princes, dit l'Instruction qu'il promulgue, de travailler à l'honneur et à la gloire de Dieu, ce qui ne peut avoir lieu sans l'unité et la conformité dans la foi; aussi rien ne lui a paru plus utile et plus désirable au début de son administration, que de mettre un frein aux divisions religieuses et à la violation des lois ecclésiastiques [2]. Suit toute une série de prescriptions : les habitants ne s'adresseront pas à des prêtres étrangers; le curé distribuera la communion sous les deux espèces à ceux qui le demanderont; il n'y a donc aucun prétexte de chercher ailleurs les secours religieux et la direction que les ministres réguliers de l'Église sont seuls autorisés à donner. Quiconque mourra sans avoir reçu les derniers sacrements et la communion d'un prêtre orthodoxe, sera enfoui hors du cimetière municipal. Le dimanche et les jours de fête, aux heures des offices, les cabarets seront fer-

1. Rybitchka, Les préludes de la Contre-Réforme en Bohême, dans les *Comptes-rendus de l'Acad. de Prague*, 1882, p. 100.

2. Orth, Esquisse d'une histoire politique et morale de Jindrzichov-Hradets (en tchèque), Jindrzichov-Hradrets, 1879; page 52-54.

més, il sera défendu de vendre et de travailler sous peine d'amende : huit jours de prison à tous ceux qui se mêleront à des cérémonies dans lesquelles on s'éloigne des rites romains. Tous les habitants seront tenus d'assister au culte catholique et de prendre part aux processions; les conseillers suivront le cortège, le cierge à la main; les bourgeois devant les maisons desquels elle passera, décoreront leurs maisons et se tiendront sur le seuil de leurs portes avec un cierge. A l'arrivée d'un nouveau curé, les magistrats se réuniront à la maison commune, l'accompagneront aux vêpres et, le lendemain, feront l'offrande. Ils veilleront à ce que les règlements soient observés. Personne ne s'établira dans la ville qu'après avoir confessé sa foi devant le doyen. Les parents n'enverront leurs enfants que dans des écoles catholiques.

Avec quelques nuances, qui dépendent du caractère des propriétaires, des faits analogues se passent alors dans presque tous les domaines catholiques. — Ces actes n'étaient pas absolument contraires aux lois du pays, ils n'atteignaient encore qu'une très faible partie de la population; ils expliquent cependant l'inquiètude et le mécontentement qui commençaient à se manifester. L'émotion devint générale quand, au mois de septembre 1602, des hérauts descendirent du château des Hratchany et publièrent à son de trompe un mandat impérial qui renouvelait contre les Frères les édits de Vladislas et de Ferdinand, interdisait leurs réunions, ordonnait aux prêtres catholiques ou utraquistes de prendre possession de leurs églises et déclarait ennemis publics tous ceux qui ne se soumettraient pas à l'ordre du roi. C'était une véritable provocation, d'autant plus que les termes du décret, vagues et ambigus, visaient avec les Frères toutes les sectes hérétiques, tous ceux qui n'étaient pas catholiques ou utraquistes orthodoxes [1].

Lorsque la diète se réunit au mois de janvier 1603, l'opposition trouva un chef dans Boudovets de Boudov qui, de-

1. L'édit est publié dans *Skala*, I, p. 30.

puis lors jusqu'au moment de sa mort, reste un des directeurs les plus écoutés du parti protestant; en lui s'incarne la cause de la Réforme, comme dans Ziérotyn en Moravie et Illeshazy en Hongrie. — Il était né en 1547. A 18 ans, ses parents, suivant un usage toujours plus répandu parmi les Frères, l'avaient envoyé compléter son éducation à l'étranger; il voyagea douze ans, visitant l'Allemagne, le Danemark, l'Angleterre, les Pays-Bas, la France et l'Italie, puis il accompagna à Constantinople l'ambassadeur impérial, y séjourna plusieurs années. Il avait appris l'arabe et le turc et il songeait à réfuter le Mahométanisme, contre lequel il publia par la suite une diatribe véhémente, l'*Anti-Alkoran* [1]. A son retour, il remplit avec distinction diverses fonctions importantes. Sa science, son éloquence, la fermeté de ses convictions et la dignité de sa vie l'avaient vite désigné à l'attention de ses coreligionnaires, Slavata l'accuse d'avoir été l'élève de Théodore de Bèze, et il est vrai qu'il avait vécu dans l'intimité du grand théologien français et que rien n'altéra jamais leur amitié. L'influence des Calvinistes est extrême à ce moment sur les Réformés autrichiens. De même que parmi les Catholiques la direction passe aux plus fanatiques, elle revient parmi les Protestants aux plus hardis. Au point de vue politique, les princes luthériens, les Saxons surtout, étaient en général fort pacifiques; les mécontents voulaient des chefs moins longanimes et plus résolus; les Électeurs palatins étaient tout prêts à prendre la haute main sur un mouvement dont ils espéraient de sérieux avantages. Et, de même que c'étaient les princes calvinistes qui acceptaient les périls d'une guerre contre Rome, ils recrutaient leurs adhérents parmi les disciples ou les amis de Calvin : Tschernembl, Illeshazy, Ziérotyn, Boudovets sont tous bien moins éloignés de Genève que de Wittenberg.

Parmi ces combattants de la dernière heure, beaucoup

1. Est-ce ignorance ou mauvaise foi? Ses adversaires l'accusaient d'avoir passé à l'Islamisme.

sont des hommes supérieurs. Aucun n'est aussi pur que Boudovets, n'attire autant les cœurs. Très pieux, — il prêchait lui-même l'Évangile à ses paysans, — sa foi n'était ni étroite ni intolérante : à ceux qui essayaient de mettre en opposition les Luthériens et les Frères, il répondait qu'ils n'étaient séparés que par des divergences secondaires, analogues, par exemple, à celles des différents ordres monastiques, et que ces différences de détail ne devaient pas empêcher l'union de tous ceux qui combattaient pour la liberté de la parole de Dieu. Cette liberté, il la réclamait pour tous, pour les paysans comme pour les seigneurs; il est avec Ziérotyn un des rares hommes du XVI^e^ siècle qui aient eu le respect de la conscience humaine. Tandis aussi que pour la plupart de leurs compagnons la tolérance religieuse n'était qu'une formule creuse sous laquelle ils dissimulaient mal leurs ambitions, pour désarmer Boudovets et Ziérotyn n'eussent demandé à la royauté que de renoncer à toute pensée de persécution. Les résolutions extrêmes inquiétaient à la fois leur raison et leur conscience : ils connaissaient trop bien la situation de la Bohême et de l'Europe pour ne pas entrevoir et redouter les conséquences possibles d'une insurrection, et, d'autre part, leurs scrupules religieux répugnaient au mélange impie de théologie et d'intrigue qui ravalait souvent la Parole de Dieu jusqu'à couvrir de mesquines cupidités. *In Deo fortitudo,* c'était la devise de Boudovets : ce soldat du Christ était prêt à donner à la cause sainte ses biens et sa vie, et une fois engagé dans la mêlée, il n'eut ni défaillance ni remords; mais il n'acceptait pas sans difficulté et sans tristesse la pensée du conflit fatal; les scrupules du croyant attiédissaient en lui l'ardeur belliqueuse du gentilhomme. Il avait beau avoir vécu longtemps au milieu des Calvinistes, il avait accepté leurs doctrines théologiques, non leur courage confiant et leur enthousiasme juvénile. Il ne croyait pas au succès et peut-être le désirait à peine, tenant plus à bien agir qu'à réussir, les yeux fixés sur la patrie future qu'il travaillait à mériter.

Ces dispositions d'esprit ont leurs avantages : seules elles expliquent l'ascendant de Boudovets et qu'il ait réussi à galvaniser son parti ; sans lui et quelques-uns de ses amis, le Protestantisme aurait peut-être été étouffé en Bohême, comme en Styrie, sans bruit, sans le dernier honneur d'une lutte suprême : et il était bon que l'indépendance tchèque ne sombrât pas au milieu de l'indifférente prostration d'un peuple épuisé. Quelle inégalité cependant, les jours de batailles, entre la passion âpre des Jésuites et cette sorte de résignation qui accepte le combat par devoir! Il fut facile de s'en apercevoir dès la diète de 1603.

Afin de ne pas sortir de la légalité, pour ne pas mêler aussi la cause de Dieu à des questions de gros sous, Boudovets obtint des Chevaliers, non sans peine, qu'ils votassent les subsides demandés par l'Empereur avant de lui présenter leurs griefs. Après seulement que l'impôt eut été accordé, il résuma dans un magnifique langage les griefs des Protestants. — Il rappela les promesses de Maximilien et celles de Rodolphe lui-même. Sous prétexte de rétablir les anciens usages, on les violait partout ; on prétendait soumettre les Évangélistes au Consistoire ; mais qui donc reconnaissait encore l'autorité de ce fantôme ? Ce n'étaient pas les Compactats qu'avait acceptés Maximilien, mais la Confession tchèque, celle dont se réclamaient tous les dissidents. C'était elle que suivaient les glorieux soldats qui avaient marché contre les Turcs à l'appel du roi et qui avaient scellé de leur sang leur fidélité au souverain. Leurs veuves, leurs enfants, leurs amis n'auraient-ils pour récompense que la persécution et l'exil ? Une telle pensée n'avait pas pu venir à l'esprit du roi. Les coupables, c'étaient les conseillers infidèles ou étrangers, qui, ignorant les usages et les lois du pays, trompaient Sa Majesté et lui avaient extorqué un mandat odieux. Quand on marche contre les Infidèles, les Chrétiens ne se séparent pas par confessions, combattent unis au nom de la Sainte-Trinité ; de même, tous les Bohêmes doivent être unis dans la défense de la liberté religieuse. Tous, nous payons l'impôt, nous sommes prêts

à exposer notre vie pour Sa Majesté; nous avons tous droit à la même protection et à la même justice [1].

Un grand frémissement courait dans l'assemblée; beaucoup d'auditeurs éclataient en sanglots; à la fin de son discours, Boudovets lui-même fondit en larmes. Une pétition très énergique, dont il avait été un des principaux rédacteurs, fut présentée à l'Empereur. Les conseillers de Rodolphe répondirent en prononçant la dissolution de la diète, et une instruction judiciaire fut ouverte contre l'orateur des Chevaliers.

Les Catholiques triomphaient. L'édit de 1602 fut maintenu, on interdit la nomination aux cures de tout prêtre qui n'accepterait pas l'autorité de l'archevêque ou du Consistoire utraquiste. Les confidents du roi discutaient des mesures plus radicales. L'évêque de Vienne, Khlesl, qui avait fait ses preuves en Autriche, le jésuite Lanoy, soumettaient au nouvel archevêque de Prague, Zbyniek Berka de Douba, des projets de restauration, fort habilement combinés : chasser les étrangers des communes catholiques; nommer dans toutes les villes des curés orthodoxes; soumettre les maîtres d'écoles à une rigoureuse surveillance, écarter les instituteurs suspects et les remplacer par des jésuites [2]. Les grands officiers, Lobkovits, Slavata, Martinits, l'archevêque de Prague et son grand vicaire, Barthold de Breitenberg, le secrétaire du roi, Paul Michna, étaient les dociles exécuteurs des ordres de la Compagnie. Les prêtres utraquistes, suspects d'être favorables à l'hérésie, étaient

1. Sur la diète de 1603, v. Paul Skala, I, p. 53-60.

2. C'étaient les seuls dont on fût sûr, et d'ailleurs sans cela « le petit troupeau catholique » ne fournirait pas assez de maîtres. Les États publièrent à la suite de l'insurrection de 1618 deux « Apologies »; la seconde, plus développée, renferme des renseignements importants sur la réaction catholique. Naturellement, il ne saurait venir à l'esprit de personne d'accepter toutes leurs déclarations, c'est du moins une pièce importante du dossier. Elle a été publiée souvent, en particulier dans les *Historische Aktenstücke über das Ständewesen in Œsterreich;* Leipzig, 1847. Le livre de Peschek, *Gesch. der Gegenreformation in Bæhmen*, écrit à un point de vue très protestant, est d'ailleurs consciencieux, bien étudié, et mérite encore d'être consulté, 2 vol. Dresde 1844. Cp. sur les plans de Khlesl et de Lanoy, Skala, p. 73 et 75.

impitoyablement frappés. L'Administrateur avait eu une fille d'un mariage régulier : il fut destitué, et les membres du Consistoire de Prague ne furent plus choisis que parmi ceux des curés de Prague dont on était sûr. Les cérémonies et les fêtes du culte protestant étaient interdites ; les pasteurs, cités devant le conseil royal sous n'importe quel prétexte, menacés et expulsés. Sur les biens ecclésiastiques et les domaines des seigneurs catholiques, les habitants étaient mis dans l'alternative d'assister à la messe ou de vendre leurs terres. A Mlada-Boleslas, un des centres les plus importants et les plus célèbres de l'Unité, l'église des Frères fut fermée et leurs biens confisqués. A Khomoutov, Most, Kroumlov, on refusait d'enterrer dans le cimetière consacré ceux qui mouraient sans sacrements. Les imprimeurs, mandés au Château, recevaient l'ordre de ne pas mettre leurs presses au service des Réformés. Dans les villes, on n'admettait aux fonctions municipales que des hommes hostiles aux idées nouvelles. « Tu sais mieux que personne, disait le pape à l'archevêque dans la bulle du 14 octobre 1604, ce qui a été fait en Bohême pour relever la foi catholique, en améliorant les mœurs du clergé, mais nous voulons aussi supprimer partout les hérésies. » L'archevêque, ainsi encouragé et excité, redoublait de zèle. Il réunissait en 1605, pour la première fois depuis deux siècles, un synode national et on y traçait tout un plan pour relever le crédit des prêtres catholiques, étendre leur instruction, accroître leur influence et effrayer les Protestants. Pour obtenir un grade universitaire, exercer les fonctions de professeur, notaire, médecin, imprimeur, libraire, il fallait un certificat de foi orthodoxe [1].

« Il y a beaucoup d'imagination dans les plaintes des Protestants, suivant lesquelles on les aurait traités avec rigueur depuis 1602. Qui donc aurait pu agir contre eux ? » dit M. Gindely, *Gesch. der bœhm. Brüder*, II, p. 343. — En fait, les écrivains catholiques ont raison. Il n'y eut pas de persécution véritable, et les faits que nous relevons sont ou sans grande importance ou exceptionnels. C'est une des causes de l'indifférence que montra la masse du peuple au moment de l'insurrection. Est-ce à dire par là que le péril n'existât pas ? — Le but des Catholiques, ils ne s'en cachaient pas, était la suppression de la liberté de conscience. « Les Luthériens et les Cal-

Bien que le résultat réel de toute cette agitation fût presque nul et qu'il soit absurde de parler de persécution, les Protestants étaient mécontents et avaient le droit de l'être. Il se formait autour d'eux une conspiration qui ne dissimulait pas ses projets : attendraient-ils pour se défendre qu'elle eût paralysé toutes leurs forces? Leurs divisions leur créaient déjà bien assez de difficultés en face d'adversaires admirablement disciplinés. Il y a par tous les pays une masse flottante, qui est la proie des ambitieux et des violents; la livreraient-ils aux Catholiques? Les nouvelles qui arrivaient du dehors augmentaient leurs angoisses : en Silésie, en Lusace, en Autriche, en Hongrie, la réaction remportait victoires sur victoires, et ses progrès n'étaient arrêtés que par les discordes de ses propres agents. En Moravie, le cardinal de Dietrichstein réduisait au silence Ziérotyn et les Protestants de la diète, et la liberté religieuse, qui récemment encore y paraissait inébranlable, n'y était plus qu'un souvenir. Comment le péril commun n'aurait-il pas rapproché les chefs de l'opposition dans les divers pays soumis aux Habsbourgs, et pouvaient-ils ne pas songer à exploiter à leur profit les circonstances favorables, les inci-

vinistes, dit Winder dans son Traité sur la suppression de l'hérésie, il faut les frapper avec l'épée, les chasser, les détruire, les brûler avec le feu, le soufre et la poix, les exterminer et les annihiler, les persécuter par tous les moyens et jusqu'à anéantissement complet..., en un mot, les poursuivre jusqu'à la mort et les extirper par toutes les tortures et les châtiments. » — « Sachez-le, dit un autre, nous tous, ici et dans le monde entier, nous avons formé une sainte ligue; notre puissance est grande, nous sommes déjà 80,000; nous n'épargnerons ni peine ni travail, ni soin ni habileté pour vous détruire, vous, votre religion, votre pays et votre peuple, tant qu'il restera un de nous. Et personne ne nous en empêchera, pas même un ange du ciel. » A quoi bon multiplier les citations? Est-il un seul catholique sincère qui conteste à l'Église le droit et le devoir de travailler, par tous les moyens, à la ruine de l'hérésie? — Les Protestants étaient donc en légitime défense, et l'inanité des tentatives de leurs ennemis ne changeait rien à la situation au point de vue du droit. — Que l'insurrection ait été opportune, qu'il n'eût pas mieux valu dédaigner des provocations encore stériles et, dans tous les cas, qu'il eût fallu laisser à la nation le temps d'apercevoir nettement le danger, c'est une autre question. Que beaucoup de chefs de la révolte surtout aient été heureux de prétextes que guettait leur ambition, c'est incontestable. Mais tout cela ne suffit pas à déplacer la responsabilité, et les agresseurs furent certainement les Jésuites. On est libre de les en louer ou de les en blâmer; il me paraît puéril de les en défendre.

dents de la guerre avec les Turcs, l'affaiblissement de la santé de Rodolphe et le déclin de son autorité, les divisions de la famille impériale?

Le mot d'ordre des rebelles qui, un peu plus tard, se soulèvent contre le roi, c'est la liberté religieuse. Belle formule, a-t-on dit souvent, mais combien vaine et fausse! Parmi tous ces révoltés, qui donc se soucie de l'Évangile et de la tolérance? — Ces accusations ne sont pas complètement justes : les chefs les plus en vue, Boudovets, Ziérotyn, ont bien réellement à cœur de mettre leurs coreligionnaires à l'abri des dangers qu'ils prévoient, et dans le gros de l'armée qu'ils entraînent, beaucoup ne se seraient jamais ralliés à l'insurrection, s'ils n'avaient été poussés à bout par des vexations, moins graves en elles-mêmes que par les tendances qu'elles révélaient.

Il n'est pas douteux d'ailleurs qu'à la question religieuse bien d'autres se mêlent et que sous les mots sonores de respect de la conscience et de liberté de la Parole de Dieu se cachent des ambitions très concrètes et des calculs tout terrestres. Il est certain aussi que, sans qu'il soit toujours possible de distinguer ce qui se mêle chez les divers combattants de sincérité et d'hypocrisie, de conviction et de calcul, le triomphe du Protestantisme eût fatalement entraîné des conséquences qui n'auraient eu aucun rapport avec la religion.

II

En premier lieu, l'établissement sur les ruines de la monarchie d'un régime oligarchique. — La lutte des nobles et des rois, interrompue depuis Ferdinand, n'avait pas cessé. Si la monarchie avait pris une revanche légitime et nécessaire de ses défaites, les nobles, intimidés, n'avaient rien abdiqué de leurs prétentions. Pas plus qu'en

1526, la question constitutionnelle n'était tranchée. Le roi avait inspiré à ses rivaux une terreur qui, pendant plus d'un demi-siècle, empêcha toute levée de boucliers, mais le temps affaiblissait peu à peu ces souvenirs et, lorsque de nouvelles tentations les sollicitèrent, les nobles voulurent encore une fois essayer leur chance. Comment s'en étonner? La stabilité politique n'est qu'une utopie, puisque la vie même des États n'est que la lutte des diverses forces sociales qui se font équilibre. Tout au plus peut-on diminuer l'acuité et le danger de ces rivalités permanentes et nécessaires en répandant les idées de tolérance et en faisant pénétrer dans les divers éléments dont se compose une nation le sentiment profond du patriotisme, c'est-à-dire de la solidarité des intérêts et des droits. Ferdinand n'avait pas eu de si hautes visées, il avait vécu au jour le jour, satisfait des résultats obtenus et s'en remettant à ses successeurs du soin de continuer et de terminer son œuvre. Une entente durable entre le souverain et les nobles, un compromis équitable qui aurait respecté les légitimes prérogatives de la diète sans dépouiller le souverain de ses attributions nécessaires, supposait plus que le talent d'un homme supérieur; il y fallait l'aide du temps, des efforts continus, un esprit réciproque de conciliation et de bonne volonté, un dévouement éclairé à la patrie, le concours des circonstances : autant dire que toutes les probabilités étaient pour que cet accord désirable ne s'établît pas. Le seul pays où un régime mixte et tempéré ait à peu près réussi à se maintenir, c'est l'Angleterre, après quelles secousses! et grâce à des conditions toutes spéciales. Dans les autres contrées, ou bien la monarchie supprima tout contrôle et aboutit au despotisme, comme en France, ou bien elle fut annihilée, comme en Pologne, et l'anarchie oligarchique sombra dans l'invasion. En Autriche et plus particulièrement dans le royaume de Bohême, à la fin du XVI^e^ siècle, quelques esprits supérieurs entrevoyaient la possibilité et la nécessité d'une réconciliation durable et sincère entre la monarchie et les seigneurs, mais ils ne faisaient pas école, et les passions religieuses, aggravant les

querelles politiques, rendaient un conflit inévitable. Maximilien et Rodolphe s'étaient contentés d'user de la puissance que leur avait léguée leur prédécesseur, sans penser à la développer : or tout pouvoir qui ne se fortifie pas, s'énerve. Le fondateur de la monarchie avait interprété la constitution à son profit plutôt qu'il ne l'avait révisée; ses successeurs n'avaient réglé aucun des points en litige ni effacé de la charte aucun des articles douteux. Les *capitulations,* équivoques et obscures, permettaient toutes les revendications féodales et semblaient avoir été rédigées de manière à entretenir les espérances les plus hardies. Les organes de gouvernement créés par Ferdinand, le Tribunal d'appel, la Chambre aulique, etc., n'avaient pas cessé d'exister, et leur action s'était peu à peu étendue: mais, comme leurs attributions n'étaient ni régulièrement déterminées ni officiellement reconnues, leur intervention constituait une sorte d'usurpation permanente et provoquait plus de rancunes qu'elle ne fortifiait vraiment l'autorité monarchique. Les grands fonctionnaires, bien qu'ils fussent en général les instruments dociles de la volonté royale, n'en étaient pas moins, par leur naissance et en partie par leur origine, les représentants de l'aristocratie, et il était naturel que celle-ci cherchât à les ramener au rôle dont ils s'étaient peu à peu écartés par faiblesse ou par ambition et à transformer de nouveau ces serviteurs du souverain en surveillants délégués auprès de lui par la diète. En somme, aucun droit n'était fixé; aucune prétention, inconstitutionnelle.

Le résultat réel du règne des Habsbourgs en Bohême avait été moins de modifier l'ordre politique que de le figer. Depuis un siècle, aucun progrès ne s'était accompli et les changements que sans cela auraient nécessairement amenés le temps et la marche des événements, avaient été absolument impossibles. Cette immobilité entraînait pour la royauté des avantages qui n'étaient pas sans contre-partie. Les diètes, dans lesquelles les villes étaient annulées, tumultueuses et flottantes, étaient d'ordinaire faciles à intimider et à conduire : mais, dès que le pouvoir faiblissait,

elles étaient à la merci de quelques chefs de parti, et un coup de tête suffisait pour plonger le pays dans les plus graves difficultés. L'influence des États en temps ordinaire était faible, mais rien n'est plus dangereux que ces souverainetés théoriques qui ne sont pas instruites et assagies par l'expérience et les responsabilités. Comme les nobles dans les périodes de calme n'exerçaient plus guère d'action sur les destinées du pays, ils s'absorbaient dans leurs rancunes particulières et leurs prétentions de caste, et leur docilité dissimulait habituellement leur soif de représailles : mais la garantie que trouvaient les souverains dans cette indifférence imprévoyante et égoïste, était fort précaire.

Stransky, qui a bien étudié la constitution tchèque à cette époque, nous dit que les Bohêmes voulaient être gouvernés par un roi, à condition que son pouvoir fût tempéré et partagé dans une certaine mesure avec l'aristocratie. Il ne faut pas de bien longues études pour voir comment les nobles entendaient ce partage. « La liberté des Ordres est très grande dans ce royaume, dit-il encore ; en effet, bien que les seigneurs [1] reconnaissent le roi comme le maître suprême, qu'ils lui doivent obéissance et fidélité et qu'ainsi chacun d'entre eux comme individu lui soit infiniment inférieur, réunis, ils représentent l'État et, de cette manière, dans la plupart des choses, partagent sa majesté et égalent sa puissance et sa splendeur [2] ». Ils en concluaient que le monarque n'était qu'un de leurs égaux. — Le malheur était qu'ils n'éprouvaient aucune sympathie pour des maîtres dont tout les séparait et qui n'avaient jamais consenti de bonne grâce à leur déléguer quelque part dans les affaires publiques. Ils sentaient leurs humiliations et comptaient s'en venger. Leur idéal n'avait pas varié depuis Vladislas : une royauté élective et nominale, des fonctionnaires désignés par les États et responsables devant eux, des diètes libres de se réunir à leur gré, ayant l'initiative et le vote de la loi

1. Le même mot signifie en tchèque les États et les Nobles, parce que seuls ils avaient quelque autorité dans la diète.
2. *Resp. Bojema*, p. 166, p. 421.

et concentrant dans leurs mains toute la direction des affaires ; dans leur long sommeil, ils avaient continué leur rêve. C'était d'ailleurs le seul moyen de mettre le Protestantisme à l'abri de toute surprise ; seulement beaucoup tenaient plus au moyen qu'à la fin, et la Confession de 1575 leur aurait été moins chère si l'établissement du régime oligarchique n'eût été indissolublement lié à la victoire de la Réforme.

Les quelques hommes dont l'idéal politique était moins étroit et moins égoïste, étaient trop en avant de leur époque et trop au-dessus de leurs contemporains : on les suivait quand ils prêchaient l'insurrection, on se détournait d'eux dès qu'ils recommandaient la modération. Ces tiraillements entre le gros du parti et les hommes que leurs talents et leurs vertus auraient désignés pour les postes suprêmes, poussaient la masse des seigneurs à chercher des guides moins timorés et ils se jetaient les yeux fermés à la suite de ceux qui flattaient le plus docilement leurs mesquines passions. Bientôt découragés, quelques-uns des politiques les plus remarquables s'enfermèrent dans une inaction mélancolique, incertains où était leur devoir ; Ziérotyn par exemple, qui avait cru possible la fondation d'un régime mixte et modéré et qui ne se décida pas à choisir entre la révolte ouverte et la servitude. Il se trouva en dernière analyse que leur bonne volonté clairvoyante ne fut guère moins funeste au pays que l'imprudent aveuglement des autres : par horreur de la révolution, ils facilitèrent le triomphe du despotisme qu'ils détestaient ; c'est presque trahir ses amis que de les précéder de trop loin.

Les divergences qui se produisaient à propos de la politique intérieure entre ce que l'on est tenté d'appeler, par une phraséologie beaucoup trop moderne, les membres du parti libéral et les intransigeants, se renouvelaient dans les questions de politique extérieure. Les premiers désiraient le maintien de la monarchie autrichienne, tandis que la plupart des autres poursuivaient avec plus ou moins de franchise le rétablissement de l'ancienne indépendance du royaume. Ici aussi, les conséquences de l'incurie de Maximilien et de

Rodolphe étaient sensibles. Ils n'avaient su développer régulièrement aucune des institutions centrales qui dataient de Ferdinand, et, comme il leur avait été impossible d'autre part de ne pas s'en servir, ils n'avaient pas créé un patriotisme autrichien mais inquiété les patriotismes particularistes et provoqué les très légitimes défiances des Tchèques, sans établir une organisation centrale assez solide pour contrebalancer les forces centrifuges. Les Bohêmes avaient assisté presque en silence à la transformation politique qui tendait à réduire le royaume au rang d'une simple province, — par timidité, par ignorance, parce que le changement était très lent, les griefs assez difficiles à formuler et que l'autonomie du royaume était toujours entière en principe; néanmoins cette sourde action d'institutions et d'agents étrangers qui rongeaient leurs prérogatives, les exaspérait. Bien que leur amour-propre fût satisfait par le séjour permanent de Rodolphe à Prague qui redevenait ainsi la capitale de l'Empire, ils n'ignoraient pas que ce n'était là qu'un hasard : le caprice d'un nouveau souverain pouvait la dépouiller bientôt de son intermittente primauté, et même à ce moment Vienne et Innsbrück la lui disputaient. La Chambre aulique de Vienne, le Conseil de guerre, la Chancellerie impériale exerçaient sur la direction générale des affaires une influence bien plus étendue que les grands dignitaires tchèques. La part la plus réelle — sinon la plus éclatante — de l'autorité était entre les mains de fonctionnaires étrangers : le centre de l'administration, même sous Rodolphe, était Vienne : on y avait constitué une sorte de régence sous la présidence d'un archiduc, et presque toutes les résolutions importantes partaient de là; le secrétaire hongrois, en résidence à Prague, finit par demander son congé, il n'avait plus rien à faire [1]. Il n'y avait plus d'armée tchèque, mais une armée impériale; la politique n'était plus nationale, mais dynastique; les ambassadeurs étaient accrédités, non auprès du roi de Bohême, mais au-

1. Fellner, *Mittheil. des Instituts für œsterr. Gesch.* 1887, p. 296.

près de l'Empereur, chef de la maison des Habsbourgs d'Autriche.

Cette sorte de diminutio capitis aurait dû, pour être acceptée, être ménagée avec beaucoup d'habileté. Les procédés employés par les Habsbourgs, sans franchise et sans probité, où se révélait, avec beaucoup de faiblesse et d'incurie, un mépris absolu des privilèges nationaux, aggravaient encore les tristesses qu'elle comportait : on subissait l'union, on ne l'acceptait pas. Sur ce point, les désirs des nobles et ceux du peuple se rencontraient. La masse de la nation supportait avec colère des impôts très lourds et qui étaient presque exclusivement employés à couvrir les frais de la guerre contre les Turcs, d'autant plus que l'invasion musulmane était dès lors assez ralentie pour que la nécessité d'une action commune fût moins évidente. Les seigneurs avaient fini par comprendre que la principale cause de leurs échecs était dans la réunion de plusieurs couronnes sur la tête de leur roi, en même temps que leur fierté nationale très vive s'indignait de l'existence anonyme à laquelle était condamné le pays.

Il n'est guère douteux par conséquent que la victoire des Protestants tchèques ne dût entraîner, outre l'établissement d'un gouvernement oligarchique, le renversement de la dynastie des Habsbourgs et la ruine de l'agglomération politique constituée par Ferdinand. De là, l'importance européenne des incidents de Bohême. Les adversaires des Habsbourgs, et en particulier les rois de France et les princes protestants d'Allemagne, — les Électeurs palatins surtout,— appuyaient les Réformés de la monarchie, parce que c'était un des moyens les plus sûrs de paralyser d'abord et plus tard de ruiner la maison d'Autriche. L'Espagne au contraire cherchait à écraser à jamais ces insurrections, convaincue que, dès que les Habsbourgs seraient maîtres chez eux, aucune puissance extérieure ne leur serait plus redoutable. C'est aujourd'hui un lieu commun historique que, dans la guerre de Trente-Ans, il ne s'agissait pas seulement de savoir si le Protestantisme subsisterait à côté du Catho-

licisme, mais si l'Empereur soumettrait à son autorité les Électeurs germaniques : vainqueur de l'Allemagne, il eût été le maître du monde. De même, dans les incidents qui précèdent la guerre, c'est-à-dire dans le conflit de Rodolphe et des Protestants bohêmes, les questions religieuses se compliquent d'intérêts politiques. Si Henri IV ou Philippe III suivent avec tant d'attention les manœuvres des seigneurs tchèques, le fanatisme catholique ou le souci de la liberté de conscience ne sont ni les seuls ni peut-être les plus importants mobiles de leur conduite.

Par une conséquence toute naturelle de la manière dont était engagée la lutte, la défaite des Protestants entraîna, en même temps que le triomphe de la monarchie absolue, la chute de l'indépendance nationale : le royaume tchèque fut dès lors indissolublement lié à la dynastie des Habsbourgs. Faut-il s'en féliciter ou le déplorer? La question est assez oiseuse, mais elle a été trop souvent débattue pour qu'il soit possible de l'écarter absolument. Les conséquences de la bataille de la Montagne-Blanche, tout le monde les connaît : d'épouvantables supplices, la ruine du pays, la pensée étouffée, la nationalité compromise, deux siècles d'agonie, c'est presque un miracle que la race tchèque n'ait pas disparu dans la tourmente, et de nos jours encore, malgré des efforts héroïques et des progrès prodigieux, que de difficultés et de souffrances! En face de ce bilan, il faut quelque courage pour conserver une certaine liberté de jugement, et on comprend la douleur que le souvenir de la Montagne maudite éveille toujours chez les Slaves.— Et cependant quel eût été le résultat de la victoire de l'oligarchie? Où le désordre féodal a-t-il conduit la Pologne? Les seigneurs praguois auraient-ils été plus sages ou plus heureux? La nationalité tchèque s'est en somme maintenue sous les Habsbourgs, ils l'ont protégée contre l'Allemagne : une dynastie palatine ou saxonne l'aurait-elle pu ou l'aurait-elle même voulu? Pour que les Bohêmes reprissent un jour leur place à l'avant-garde du monde slave et leur rôle naturel d'intermédiaires entre l'Occident et l'Orient, il fallait d'abord qu'ils ne fus-

sent pas absorbés par une autre race; ils ont survécu au despotisme, auraient-ils résisté à l'anarchie?

Qui sait, dira-t-on, si l'usage de la liberté n'eût pas peu à peu élargi l'esprit des nobles et si leur patriotisme ne se fût pas éclairé et fortifié par l'habitude de la responsabilité? — C'est possible; lorsqu'on s'engage sur le terrain des hypothèses, toutes les conclusions sont admissibles. Ce qui est certain du moins, c'est que l'oligarchie bohême mérita sa défaite. Dans la crise définitive, elle ne s'affranchit pas de ses défauts ordinaires, l'étroitesse de cœur, la légèreté imprévoyante, l'inconsistance; elle engagea le pays dans une crise redoutable, sans réfléchir aux conséquences probables de son action, sans avoir mesuré ses forces et celles de ses adversaires, sans savoir nettement ni ce qu'elle voulait ni quels moyens elle emploierait. Il n'y a de révolutions victorieuses que les révolutions légitimes, et les révolutions légitimes sont les révolutions préparées, c'est-à-dire non pas celles qui ont été précédées par les intrigues de quelques chasseurs d'aventures, mais celles qui sont appelées par la conscience obscure du peuple, parce qu'elles sont le dernier terme d'une longue évolution préalable. Que la bataille de la Montagne-Blanche ait été funeste ou heureuse, elle était fatale; les fautes des hommes et l'enchaînement des circonstances acculaient la Bohême à une rupture avec ses souverains, et elle abordait ce duel dans de telles conditions que sa victoire était impossible. La constitution politique du royaume, les relations des diverses provinces qui le composaient et des différentes classes de la société, la condition matérielle et morale du pays, tout révélait un tel état d'anémie que le premier à-coup un peu grave devait être funeste.

Les limites du royaume étaient encore fort étendues, puisqu'il comprenait toujours la Moravie, la Silésie et les Lusaces, et certaines traditions donnaient une valeur concrète apparente à cette union théorique. Les lois, par exemple, qui interdisaient aux étrangers d'acquérir des terres en Bohême, ne s'appliquaient pas aux habitants des provinces annexes; un Autrichien était un étranger à Prague, un Si-

lésien ne l'était pas. Les exemples n'étaient pas rares non plus de seigneurs qui possédaient des domaines dans diverses parties de la monarchie, avaient le droit de siéger dans plusieurs diètes et servaient ainsi de lien entre les assemblées particulières. En réalité cependant, la fusion n'avait fait aucun progrès depuis deux siècles, au contraire : les détenteurs de l'autorité, rois ou nobles, n'avaient pas réussi à créer cette communauté de sentiments, cette solidarité d'intérêts et cette sorte de ressemblance morale qui sont la condition du patriotisme et font des habitants d'un même État une famille en face de l'étranger. Les institutions communes n'avaient pas disparu : la Chambre aulique tchèque avait la haute direction des finances silésiennes et moraves, les arrêts de tous les tribunaux municipaux venaient en appel devant la Cour du château à Prague, le chancelier de Bohême était un véritable ministre d'État dont l'autorité s'étendait sur le royaume entier ; les diètes générales où se rencontraient les délégués des parlements particuliers, étaient assez fréquentes. Seulement, comme rien n'avait été fait pour développer le sentiment national, cet embryon d'organisation centraliste contribuait plutôt à entretenir le mécontentement qu'à cimenter l'union. Silésiens, Moraves et Bohêmes, tous avaient cependant les mêmes besoins, étaient menacés des mêmes dangers ; si les nobles avaient eu réellement à cœur le bonheur et l'indépendance de la patrie, s'ils avaient été franchement animés du culte de la liberté politique et religieuse, n'auraient-ils pas trouvé un moyen de dissiper des préventions injustes et de rallier dans un effort unanime tous ceux qu'inquiétaient les progrès de la réaction catholique? Quelle que fût la décision de l'avenir, que la Bohême reprît son existence indépendante ou qu'elle continuât à faire partie de la monarchie des Habsbourgs, la situation devenait tout autre dès que les divers membres de la Couronne de Saint-Venceslas formaient une masse compacte et indissoluble. L'intelligence des Seigneurs tchèques ne s'éleva pas à ces considérations ; leur horizon était borné, parce que leur âme était mesquine. Des calculs vulgaires, des

jalousies puériles les aveuglaient ; il était trop évident, non seulement qu'ils entendaient maintenir les provinces dans une tutelle humiliante, mais surtout qu'ils ne songeaient à limiter l'autonomie de leurs voisins que parce qu'ils comptaient profiter eux-mêmes des conquêtes du pouvoir central. L'union revêtait ainsi les formes d'une conquête, et comment s'étonner qu'elle soulevât une répulsion générale?

Les circonstances atténuantes ne manquent pas : on était encore en plein moyen âge, les théories féodales étaient universellement répandues, la société tout entière était fondée sur le privilège, privilèges de castes, privilèges de pays ; les Tchèques avaient pour eux les traditions et le droit, quand ils revendiquaient dans la monarchie des prérogatives particulières. — Tout cela est juste, malheureusement cela ne modifie pas le résultat final, qui était ici la division et la haine. Ceux-là seuls ont le droit de compter sur l'avenir, qui savent se dégager des erreurs et des préjugés du présent.

La tâche était difficile de rapprocher d'une façon solide et durable des pays fort éloignés, dont les souvenirs étaient différents et les aspirations opposées ; les Bohêmes furent souvent en présence d'âpres préjugés et de partis-pris haineux qui expliquent leur attitude ; — mais à eux, puisqu'ils étaient les chefs, incombait le devoir de dissiper les malentendus, de solliciter les adhésions, de créer comme une nouvelle atmosphère morale. Il y fallait, avec un grand esprit de conciliation, beaucoup de fermeté et de persévérance, et c'est ce qui leur manquait le plus ; lorsque le patriotisme est profond, il passe à l'état d'idée fixe, tous les efforts se tendent vers un même but et écartent peu à peu les obstacles : le cœur seul fait ces miracles, et, pour qu'ils soient possibles, il faut que l'idéal poursuivi soit au-dessus et en dehors de nous. L'ambition des seigneurs tchèques était trop personnelle pour admettre cette suite et cette passion. Leurs désirs de domination somnolaient souvent, et les provinces annexes prenaient de plus en plus l'habi-

tude d'une autonomie à peine interrompue de temps en temps par des tentatives d'usurpation plus irritantes que sérieuses. Les souverains, nonchalants et faibles, trouvaient dans ces rivalités une garantie de sécurité. Le royaume de Bohême n'était ainsi guère plus qu'une expression géographique, dont chaque fraction avait non seulement son administration, mais sa vie propre, sa politique, ses traditions, ses préjugés et ses haines, plus vives souvent contre les voisins que contre les ennemis.

En Moravie, les affaires étaient conduites par une quinzaine de grandes familles, très entichées de leurs prérogatives, qu'elles justifiaient en général par leur sagesse, leurs talents et la dignité de leur vie. Ferdinand lui-même, après Mühlberg, n'avait pas osé attenter à leurs privilèges, et le margraviat formait une sorte de république tributaire qui fournissait au souverain des soldats et de l'argent, mais dans l'administration de laquelle il n'intervenait que de haut [1]. Sans vouloir rompre les liens généraux qui les rattachaient à la Couronne de Saint Venceslas, les Moraves n'en réclamaient pas moins une complète liberté d'allure, les diètes provinciales réglaient seules leur politique, si bien que, malgré leur étroite parenté d'origine et de langue, l'action des Moraves et des Bohêmes fut toujours isolée et souvent contradictoire : ils furent en face de l'ennemi, au lieu des frères qu'ils auraient dû être, des alliés assez tièdes dont les tergiversations et les arrière-pensées paralysèrent l'action commune.

Du moins les Moraves étaient Slaves, et l'unité d'origine et de langue maintenait entre eux et les Tchèques une instinctive affection. Mais en Lusace, en Silésie surtout ! Il eût été naturel que les Réformés, très nombreux dans ces régions, eussent marché la main dans la main avec les

1. La situation se modifia beaucoup sous Rodolphe ; aussi les Moraves furent-ils les premiers à désirer la révolution. L'impopularité de Rodolphe et des officiers royaux accrut encore leur vieille défiance contre toute ingérence du pouvoir central et fortifia les sentiments particularistes. Sur les rapports de la Bohême et de la Moravie, v. Chloumetsky, *Ziérotyn und seine Zeit* ; Gindely, *Rodolphe* II, p. 171.

Évangélistes bohêmes ; malheureusement la peur du Catholicisme était moins forte chez eux que les haines de races. Les Tchèques n'avaient rien fait ni pour fortifier sérieusement en Silésie l'élément slave, ce qui eût été facile à cette époque, ni pour intéresser à l'union la masse de la population et vaincre son antipathie. Les Silésiens n'avaient jamais cessé de protester contre la compétence de la Cour du château, qui, disaient-ils, ne connaissait ni leurs usages ni leurs lois [1], et contre la Chancellerie tchèque qui permettait aux seigneurs bohêmes de s'ingérer directement dans leurs affaires [2]. Non seulement ils prétendaient ne relever que du roi et n'être rattachés à la Couronne que par un lien purement personnel, mais c'était au duc de Silésie seul et non pas au roi de Bohême qu'ils déclaraient devoir obéissance [3] ; leur province, disaient-ils, était un fief de l'Empire, absolument indépendant de la Couronne tchèque [4]. Ces théories soulevaient une opposition très vive à Prague. « Que les princes et les Ordres de Silésie soient une terre et un membre de l'Empire, écrivait Rodolphe en 1604, c'est ce que nous n'avons jamais entendu dire et ce que nous ne permettrons pas. » Les Silésiens ne se tenaient pas pour battus et, au dernier moment, pour acheter leur appui, les Tchèques leur don-

1. De 1548 à 1611 ce tribunal d'appel fut toujours présidé par un Bohême et ce n'est qu'à de rares exceptions que l'on appelait à y siéger des Silésiens et des Moraves.

2. Le chancelier était toujours un Tchèque et il ne prêtait serment qu'au roi et aux États de la Bohême proprement dite.

3. A ces griefs venait s'ajouter la prétention des Bohêmes d'élire seuls le roi. Grünhagen, dans son excellente histoire de Silésie, montre bien quelle antipathie profonde les Allemands ressentaient pour les Slaves. — Le danger le plus imminent n'étouffe pas les rivalités séculaires (v. par exemple Grünhagen, II, p. 136). La lutte continue, ardente, pendant tout le règne de Mathias (p. 161). La passion évidente de M. Grünhagen montre qu'ici l'entente eût été fort difficile et que tous les torts ne vinrent pas des Bohêmes. « Combien ces gens-là étaient incorrigibles dans leur myopie, s'écrie-t-il en parlant des Slaves, ils le montrèrent clairement en envoyant à leur chargé d'affaires une lettre de créance écrite en tchèque » (p. 74). Tous les Silésiens heureusement n'étaient pas des Allemands aussi fervents que les habitants de Breslau ou que M. Grünhagen ; il ne manquait pas de gens qui reconnaissaient aux Tchèques le droit de parler tchèque : avec de la prudence et de l'adresse, on aurait sans doute accru leur nombre et établi des relations plus cordiales.

4. Cp. Gindely, II, p. 275.

nèrent satisfaction sur les points les plus importants et acceptèrent presque le démembrement du royaume. Singulier patriotisme qui sacrifiait ainsi à des intérêts de caste la grandeur et l'unité du pays! Encore ce renoncement fut-il stérile. Un vote n'efface pas des animosités séculaires, au moment même où tous les Protestants du royaume marchent ensemble au combat, ils ne forment qu'une coalition et leur force est minée comme leur action ralentie par les défiances et les sourdes rivalités qui accompagnent toujours les alliances de hasard et d'occasion. Les relations sont moins étroites peut-être alors entre la Bohême et les provinces annexes qu'entre celles-ci et les autres domaines des Habsbourgs, et Ziérotyn n'hésite pas à se séparer de la Couronne plutôt que de rompre avec les Protestants de Hongrie et d'Autriche [1].

L'isolement des Bohêmes était d'autant plus périlleux que leurs forces matérielles et morales étaient plus affaiblies, et que, par suite de l'impéritie politique des nobles, l'indifférence chagrine de l'immense majorité de la nation, annihilée et dégoûtée, énervait la résistance vitale du corps social.

Le désastre des villes en 1547 avait au moins réveillé chez elles le sentiment de leur solidarité en les soumettant aux mêmes épreuves, et créé, dans une certaine mesure, un esprit *bourgeois* plus ouvert et moins étroitement borné aux murs de chacune des cités [2]. Sous Maximilien et Rodolphe, elles avaient exploité la faiblesse des souverains et leurs besoins financiers pour obtenir en échange des dons et des avances qu'elles leurs consentaient, quelques concessions importantes. L'année 1579 fut marquée ainsi par un très heureux changement dans leur condition : Rodolphe et les États autorisèrent l'impression d'un Code des Cou-

1. Goll, La lettre de Majesté des Silésiens, *Tchas. tch. M.*, t. 48.

2. Depuis lors, les progrès des villes sont marqués par des lois et des arrêts qui s'appliquent à l'ensemble des cités, et non plus par des privilèges particuliers à chaque commune; Tchélakovsky, *Privilèges des villes de Prague*, p. xxxix.

tumes de Prague, rassemblées et rédigées par maître Paul Chrétien de Koldyn, et qui fit dès lors autorité. Non seulement il protégeait les bourgeois contre l'arbitraire et les vexations en fixant avec plus de précision la procédure et le droit, mais il rendait aux communes une partie de leur autonomie. Elles retrouvaient une influence indirecte sur la nomination de leurs magistrats et une partie des attributions administratives qui avaient été soustraites à leurs Conseils leur étaient restituées; aucune dette ne pouvait être contractée sans l'avis des Anciens, représentants directs de la commune et que Stransky compare aux tribuns romains, chargés de défendre la constitution et la liberté. Peu à peu, de nouvelles ordonnances confirmèrent et étendirent ces progrès [1]. Le droit des bourgeois à n'être jugés que par leurs tribunaux fut à diverses reprises sanctionné par les diètes; les évocations, interdites; les pouvoirs des juges et des capitaines royaux, limités ; les villes recouvrèrent quelques-uns de leurs domaines, la disposition de certains de leurs revenus, le patronage de leurs églises. La commune et les habitants de Prague furent de nouveau autorisés à acquérir des biens libres et à les faire inscrire dans les Tables du Pays (1593); en 1608, le roi renonça à la confiscation des biens des condamnés.

En même temps que les villes travaillaient avec quelque succès à s'affranchir de l'oppression qui pesait sur elles, leur nombre s'accroissait; les rois accueillaient en général assez volontiers les demandes des communes seigneuriales désireuses de se soustraire à l'aurorité de leurs maîtres immédiats pour ne relever que du roi; en quarante ans, neuf villes reçoivent ainsi le titre de cités royales, ce qui rehausse naturellement le crédit de l'Ordre tout entier. La tranquil-

1. Sur l'organisation des villes à cette époque, v. Koldyn, dans le *Codex juris bohemici*, tome IV, 3e partie, 2e section (Prague 1876), p. 7-25. Koldyn, (1530-1589) avait été professeur à l'Université, puis notaire et chancelier de la ville de Prague. Ses Coutumes, acceptées en 1579 dans toutes les villes de Bohême, — sauf Louny et Litomierzitse qui ne les adoptèrent qu'en 1610, — furent étendues à la Moravie en 1697 et conservèrent leur autorité jusqu'à la promulgation du code civil autrichien (1786-1811).

lité qui règne en général dans le pays, la longue durée de la paix, — à Prague, le séjour de la cour et les sessions des diètes, — en province, les habitudes nouvelles de luxe rendent un peu d'activité au commerce. La prospérité n'est ni très grande ni très solide, mais les bourgeois jouissent d'une certaine aisance et disposent de quelques capitaux : il n'en faut pas plus pour leur valoir les bonnes grâces du roi et augmenter leur considération. Leur attitude aux diètes est moins effacée et leur situation moins précaire. Depuis 1547, ils n'y siégeaient plus que par grâce et les Constitutions de 1549 et de 1564, en réservant aux nobles seuls le pouvoir de modifier avec l'assentiment du roi le droit public, les condamnaient à une humiliante subordination. Le Code de 1579 reconnaît aux communes le droit de modifier leurs coutumes, si le souverain le permet : les points sur lesquels elles se seront mises d'accord avec lui auront force de loi [1]. Leur condition légale est désormais par conséquent analogue à ce point de vue à celle des Ordres privilégiés.

Les nobles auraient dû se réjouir de ces changements qui leur promettaient de nouveaux alliés pour la défense des libertés publiques. La catastrophe de 1547 devait prouver aux moins clairvoyants que l'affaiblissement des villes ne servait que l'absolutisme ; n'étaient-ce pas les villes qui avaient sauvé le Hussitisme, et si leurs murailles n'étaient plus assez solides pour arrêter les armées permanentes, où donc trouverait-on, sinon dans la poche des bourgeois, l'argent nécessaire pour soutenir la résistance ? — Les seigneurs étaient incorrigibles et leur stupide jalousie ne négligea rien pour arrêter le développement des cités ; leurs inqualifiables procédés expliquent et justifient largement la froideur des communes quand il fallut combattre à leurs côtés. Ces fougueux défenseurs de la liberté religieuse ne rougirent pas de compromettre la cause qu'ils servaient plutôt que de reconnaître aux bourgeois une certaine égalité de droits. En

1. Koldyn, p. 395.

1603, lorsque les États protestèrent contre le mandat de Rodolphe qui renouvelait l'édit de Vladislas relatif aux Frères et aux dissidents, les villes, directement visées par l'ordonnance, demandèrent à se joindre à la pétition : les Seigneurs et les Chevaliers, « par suite de leur haine invétérée contre les communes », refusèrent [1]. Les officiers royaux, encouragés par ce secours inattendu, poussèrent hardiment l'exécution du décret royal : au mépris des traditions et des règlements, ils ne tinrent plus aucun compte de l'opinion des habitants dans la nomination des magistrats municipaux : perfidies, menaces, violences, tous les moyens leur furent bons pour mettre l'administration dans des mains dévouées; dans certaines villes, la population était tout entière protestante, on alla chercher des étrangers, on leur conféra le droit de bourgeoisie, et, en dépit des plus vives et des plus légitimes protestations, on en fit des bourgmestres et des conseillers. Malheur au magistrat indépendant : il était brutalement révoqué, quelquefois jeté en prison, ruiné par d'énormes amendes; on le remplaçait par des gens qui ne comprenaient pas le tchèque, ne savaient ni lire ni écrire. Il est facile de comprendre dès lors pourquoi, lorsque les Utraquistes convoquent une assemblée générale au mois de mai 1618, la plupart des villes n'y sont pas représentées. Plusieurs d'entre elles se séparent ouvertement des États, déclarent « qu'elles ne veulent connaître d'autre roi, d'autre seigneur, d'autre défenseur que l'Empereur et n'ont besoin d'aucune autre protection [2] ». Qui parle ainsi? — Les bourgeois? Non certes, mais des magistrats épouvantés et qui ne représentent qu'une infime minorité. Si les Catholiques ont mis la main sur les forteresses de la Réforme, à qui la faute cependant, sinon aux seigneurs qui les ont livrées de leurs propres mains à leurs adversaires?

1. Skala, I. 70.

2. Ces faits ont été résumés dans Tchélakovsky, *Le Sous-chambellan*, p. 62-73. On en trouve le détail dans Skala, *passim*, et dans la *Seconde apologie des États bohêmes*.

Les bourgeois n'ont aucune illusion sur les sentiments que nourrissent les nobles à leur égard. Quand, en 1609, poussés à bout et grisés par le vent de révolte qui souffle à travers le pays, ils se hasardent, pour la première fois depuis un demi-siècle, à se plaindre des vexations dont on les accable, leur modération frise l'humilité; ils ne réclament pas l'autonomie dont ils jouissaient avant la bataille de Mühlberg, supplient seulement que l'on renonce aux plus criantes et aux plus odieuses pratiques. Ils avaient été prévenus par les seigneurs : sous aucun prétexte, ceux-ci ne consentiraient à étendre les privilèges des bourgeois. Les griefs rappelés par les villes furent épluchés par les Ordres privilégiés avec une partialité évidente et absolument étrange si l'on songe qu'il s'agissait avant tout de garantir la liberté religieuse de leurs compagnons d'épreuves : Sans doute, disaient-ils, il leur paraissait juste que l'on ne nommât conseillers que des personnes respectables, mais ils n'admettaient pas que l'on ne choisît que des Utraquistes et que le Sous-chambellan fût lié dans ses choix par les propositions des électeurs; ils ne voulaient pas que l'on portât atteinte à ses prérogatives. En réalité, c'était par son intermédiaire qu'ils cherchaient depuis longtemps à soumettre les villes à leur autorité, et même dans cette crise solennelle, leurs privilèges de caste leur étaient plus précieux que la victoire de leur foi.

De longues négociations furent nécessaires pour les amener à insérer dans les résolutions de la diète un article vague en vertu duquel « on ne devait pas à l'avenir imposer aux électeurs des villes royales de nouvelles et illégales obligations, mais maintenir le bon ordre et les traditions en usage sous l'administration du dernier Sous-chambellan ». Ce fut bien une autre affaire quand il s'agit des capitaines dont les Praguois sollicitaient la suppression et des juges royaux dont ils voulaient que l'on fixât les attributions. Il y eut une explosion d'indignation dans l'aristocratie : capitaines et juges se recrutaient dans son sein; les attaquer, c'était attaquer la noblesse tout entière.

Ils accusèrent « le Tiers-Ordre de vouloir s'élever au-dessus des autres », et ne démordirent pas de leur opposition. « Il appartenait à la noblesse seule, dit M. Tchélakovsky, de protéger l'indépendance municipale contre les entreprises du gouvernement et de rendre ainsi très difficile, sinon impossible, toute violation de la liberté religieuse dans les villes. Au lieu de cela, elle approuva la ruine de leur autonomie et par là encouragea les desseins des Catholiques..... Elle voulait, disait-elle, arrêter la réaction absolutiste et catholique qui, déjà victorieuse dans l'Autriche intérieure, battait en brèche la constitution tchèque. Quel allié plus sûr, plus utile, que le peuple, et avant tout la bourgeoisie! Chaque conquête de l'autonomie municipale, chaque progrès des villes était une promesse et une garantie de victoire; la chose était si évidente, que toute considération mesquine et secondaire aurait dû être écartée. Par son marchandage absurde, par sa mauvaise humeur ridicule en face des réclamations les mieux fondées, elle sema le mécontentement et la division au moment où l'on eût eu tant besoin de concorde, d'enthousiasme et de dévouement [1] ».

La faute était si énorme que quelques chefs s'avisèrent de la sottise de leurs compagnons. Pas plus que dans les relations avec les provinces voisines, quelques concessions in extremis n'auraient effacé le souvenir de discordes séculaires; d'ailleurs, même au dernier moment, en face de l'invasion, la majorité, sourde aux conseils de la sagesse, persista dans ses errements. En 1619, lorsque les bourgeois voulurent faire inscrire sur la liste des flétris et déclarer à jamais indignes d'occuper une charge publique le Sous-chambellan et le Juge aulique qui avaient lourdement abusé de leur autorité, Guillaume de Lobkovits, le représentant du parti ultra-féodal, s'indigna : le Sous-chambellan n'avait pas mérité une pareille injure, il n'avait rien fait contre le pays et les États, tout au plus seulement

1. Tchélakovsky, p. 73 et 68.

contre les bourgeois [1]. Lors de la discussion des réformes constitutionnelles, les demandes des villes, qui cependant étaient fort loin d'être excessives, déchaînèrent une tempête. « Il y avait là, parmi les Chevaliers, des fous furieux qui croyaient avoir affaire à leurs serfs ». Les villes perdirent patience, parlèrent de se retirer de la diète : puisque, non content de leur refuser de nouveaux privilèges, on leur contestait ceux qu'elles avaient toujours possédés, elles ne paieraient plus les impôts. Les Seigneurs, dont l'intelligence était un peu moins bornée que celle des Chevaliers, s'entremirent, le comte Schlick surtout qui avait décidé les bourgeois à se joindre à l'insurrection en leur promettant qu'on rétablirait les libertés supprimées en 1547. Les Chevaliers cédèrent en maugréant; mais ces querelles laissèrent dans les âmes beaucoup de défiance et d'amertume [2]. La majorité des nobles, surtout parmi les Chevaliers, resta toujours, même dans les moments les plus critiques, dominée par ses jalousies et ses rancunes, refusa, jusqu'à la dernière heure, de traiter les villes en égales. En face de ces dispositions arrogantes et malveillantes, celles-ci à leur tour ne s'engagèrent jamais franchement dans la guerre et tournèrent sans cesse les yeux vers Vienne.

De qui tenaient-elles leurs privilèges, sinon des souverains? Les communes et la royauté n'avaient-elles pas les mêmes intérêts, les mêmes adversaires? Les traditions et la raison ne leur ordonnaient-elles pas de se réunir pour s'opposer aux usurpations d'une oligarchie ombrageuse? Les insolences des nobles rappelaient trop bien aux bourgeois qu'à diverses reprises le prince seul les avait défendus : aussi beaucoup parmi eux, et non des moins courageux ou des

1. Les villes obtinrent cependant satisfaction sur ce point, grâce à l'appui des Seigneurs. Ce qui importe ici, ce n'est pas le résultat, mais les sentiments d'une grande partie de la noblesse. Skala, III, p. 76.

2. *Id.*, p. 199. Toute cette discussion, dont nous trouvons les détails dans Skala, ne laisse absolument aucun doute sur l'état des esprits. La demande la plus simple des villes exaspère les Chevaliers; jamais l'égoïsme et l'intolérance n'ont été poussés plus loin. Les débats sont conduits de part et d'autre avec une passion furibonde.

moins dévoués au Protestantisme, ne s'engageaient-ils qu'avec remords dans la voie pleine de fondrières où on les poussait avec si peu de bonne grâce. Datchitsky de Heslov, qui traduit fort exactement les tendances de la bourgeoisie contemporaine et en particulier de celle de Koutna-Hora, sa ville natale, est très nettement hostile à l'insurrection, accuse les chefs « d'avoir agi sans réfléchir aux conséquences », reproduit avec une évidente complaisance les accusations qui courent contre eux : ils se sont révoltés, non par juste colère et pour se défendre contre la violence et l'arbitraire, mais par envie, haine personnelle et orgueil [1]. Et dans tous les écrits contemporains la même note domine. A Prague, la nouvelle du soulèvement des États « provoque une grande terreur et beaucoup se cachent et s'enfuient ». A Kourzim, la consternation est universelle ; à Kolin, dont les habitants sont presque tous protestants, l'enthousiasme n'est pas moins modéré [2], et un des principaux citoyens, évangéliste convaincu, a plus de confiance dans le secrétaire du roi, Michna, bien connu cependant pour sa foi catholique, que dans les nobles protestants.

Lorsque les villes, où s'étaient maintenus avec quelques institutions libérales un certain goût pour les affaires publiques et des traditions d'indépendance, se renfermaient ainsi dans une indifférence soupçonneuse, ou, dans les cas les plus favorables, n'apportaient à la cause nationale qu'une bonne volonté toute platonique, que devait-on attendre de la masse de la population?

Les velléités de Ferdinand en faveur des paysans n'avaient produit aucune amélioration appréciable, et Maximilien et Rodolphe n'avaient ni le cœur ni l'esprit assez hauts pour prendre en mains les intérêts des serfs. La royauté hors

1. Datchitsky, *Mémoires*, I, p. 244 et 245. Les seigneurs, « après avoir rejeté le souverain droit du roi, ont été à la fois accusateurs, témoins, juges et exécuteurs. »

2. Kolin ne se rallia à la révolte que par crainte. Aussi aucune trace de dévouement et de courage ; l'abattement est général, on s'attend aux pires malheurs sans avoir même la résolution que semblerait devoir inspirer le désespoir. L'unique préoccupation est de se soustraire aux charges communes.

de cause, les seigneurs et les serfs étaient demeurés en présence sans qu'aucun pouvoir supérieur intervînt pour contenir les uns et protéger les autres. La situation, dans ses traits les plus généraux, était demeurée la même que dans le premier quart du siècle, c'est-à-dire en somme que la condition des paysans était mauvaise et leurs dispositions assez hostiles à l'ordre de choses établi.

Un assez grand nombre d'historiens seraient presque disposés à les accuser d'exigences exagérées. — N'étaient-ils pas encore infiniment mieux traités qne ceux de Pologne et de Hongrie? Les redevances n'étaient pas excessives, ni les corvées trop lourdes. L'aisance avait augmenté, et même le luxe : nous en avons la preuve dans les lois somptuaires qui interdisent aux paysans et à leurs femmes les étoffes d'or et de soie, les vêtements éclatants, les grandes bottes fines à revers. Presque pas de commune qui n'eût ses étuves; les mandats prescrivent souvent que, le samedi, le travail des journaliers finira plus tôt que de coutume pour qu'ils aient le temps d'aller au bain. L'impôt féodal est ordinairement payé en argent, et non en nature ou en travail, ce qui est une preuve de richesse. Les mandats qui règlent les rapports des maîtres et des sujets, toujours plus nombreux, rendent aux vilains une certaine autonomie, corrigent les plus désastreux effets de la loi. — Tout cela est incontestable : il n'est pas douteux que les paysans de 1700 ou de 1750 auraient accueilli avec une joie enthousiaste le retour au régime sous lequel vivaient les Tchèques du XVI^e^ siècle. Peut-être même, en un certain sens, la condition moyenne des serfs était-elle un peu meilleure en 1618 qu'en 1550. Comme il arrive assez souvent, le fait accompli avait amené un certain apaisement : les nobles consentaient plus volontiers à quelques concessions, depuis que leurs droits étaient plus solidement établis et plus universellement reconnus; l'Humanisme et les exhortations chrétiennes des Frères, l'adoucissement des mœurs, une longue période de paix et de sécurité avaient enlevé au gouvernement des patrons un peu

de son âpreté et aux revendications des laboureurs un peu de leur amertume.

Ce ne sont là pourtant que des nuances, et, — pour n'être pas indifférentes, — rien n'est changé au fond des choses. Les paysans n'ont pas été réintégrés dans leurs droits de citoyens, ils sont en dehors, au-dessous de la loi. Deux classes restent ainsi en présence, les opprimés et les oppresseurs. Comment espérer que les serfs sacrifieront leur vie pour des maîtres insolents? On leur parlera de la patrie? — Ils n'en ont plus. — De la religion? — Ils suivent celle qu'on leur impose. Jadis le peuple s'était levé contre Sigismond, parce qu'alors il combattait pour sa propre cause : maintenant, quel que soit le vainqueur, que lui importe?

En dépit de toutes les améliorations de détail, la grande iniquité subsiste et, avec elle, les abus inévitables qu'elle engendre. Le serf, en fait, est à la merci de son maître et si, ordinairement, ce maître n'est pas méchant, il est souvent tracassier, avide et brutal; dans tous les cas, il n'y a en fait aucun recours sérieux contre lui, aucune protection à espérer contre ses caprices.

M. Gindely, qui n'est pas suspect de pessimisme en ces matières, rapporte certains faits qui jettent sur les pouvoirs des seigneurs et leurs procédés une lumière éclatante. — Henri de Waldstein avait publié un ouvrage très violent contre Rodolphe et Mathias; cité en justice, il rejette la faute sur l'imprimeur; on mande celui-ci pour entendre sa déposition; Henri part en toute hâte, et, sur ses ordres, l'imprimeur est arrêté et exécuté secrètement. Le procédé parut vif : le coupable fut condamné à une amende considérable; il s'en tirait à bon compte; il ne s'en plaignit pas moins de l'injustice dont il était victime [1]. — L'histoire d'un des fils naturels de Rodolphe, le marquis Jules, est plus curieuse. Il menait à Prague une vie si scandaleuse que son père dut le reléguer dans le château de Kroumlov; il ne s'y conduisit pas mieux qu'à Prague.

1. Gindely, Rodolphe II, II, p. 343.

En 1606, le conseil municipal et le bourgmestre dénoncent ses crimes : aucune femme n'est à l'abri de ses outrages : il pénètre de force dans les maisons pour assouvir sa brutalité; on redoute une émeute. Lamentations stériles! Pendant deux ans, le marquis poursuit le cours de ses exploits. Au mois de février 1608, il distingue la fille d'un barbier et l'installe au château ; il semble bien que dès lors sa raison s'était obscurcie et qu'il était en proie à des accès de folie ; dans un moment de fureur, il blesse grièvement la jeune fille et la jette dans un étang. Sauvée par miracle, la malheureuse se réfugie chez son père ; Jules le somme de la lui livrer, et, sur son refus, il demande au conseil municipal de le condamner à mort. En attendant, il le fait jeter en prison et l'y retient plusieurs semaines dans un horrible cachot. La femme du barbier, affolée, ramène sa fille au château, et quelque temps après, celle-ci est assassinée dans des circonstances épouvantables. — Plusieurs mois se passent sans qu'aucune mesure soit prise contre Jules.

Ces folies ne prouvent rien, dit-on. — En elles-mêmes, sans doute, et personne ne soutiendra que les seigneurs tchèques avaient l'habitude de violer leurs vassales ou d'assassiner leurs sujets. Mais ne témoignent-elles pas d'une absence complète de sécurité légale? Slavata nous dit dans ses mémoires que, sous Mathias et Rodolphe, il était presque sans exemple qu'on instruisît le procès d'un noble, même accusé des crimes les plus horribles ; après la victoire de la royauté seulement, ils apprirent enfin qu'il y avait une justice pour eux. Le biographe de Pierre Vouk de Rosenberg se vante de n'avoir confirmé parmi les condamnations capitales que celles qui atteignaient les meurtriers, les incendiaires et les voleurs : tous les seigneurs n'avaient donc pas les mêmes scrupules! Et lui-même, qui n'était pas un mauvais maître, lui, le disciple des Frères bohêmes, quelle singulière indifférence ne montre-t-il pas par moments pour les droits de ses sujets [1]?

1. V. Rybitchka, *Les derniers Rosenberg. Tchas. tch. M.*, p. 196, 1881.

Les Rosenberg, dit M. Rybitchka, avaient toujours été des maîtres pleins de douceur pour leurs sujets. Pierre, en particulier, était moins leur seigneur que leur père, leur ami, leur protecteur et leur bienfaiteur [1]. — Un père un peu rude et un protecteur dont la vigilance était quelquefois en défaut, à ce qu'il me semble. — Mais, soit; quelques nobles, assez nombreux, si l'on veut, admettent qu'ils ont des devoirs vis-à-vis de leurs hommes; en est-il un seul qui reconnaisse à ceux-ci des droits vis-à-vis de son patron? Et n'est-il pas évident que cette conception sociale ne peut aboutir qu'à l'oppression, à la misère et à la haine?

Comment la plupart de ces seigneurs, ainsi habitués à ce que leurs caprices ne rencontrent aucun obstacle, n'éprouveraient-ils pas l'ivresse de la richesse et comme le vertige de l'autorité souveraine! Quelques-uns font figure de monarques : Guillaume de Rosenberg a sur ses domaines dix mille neuf cent trente-six sujets, — en Bohême seulement, et sans parler de ses terres de Silésie, d'Autriche, etc. Il a une cour, des légions de serviteurs : quand il accompagne Maximilien à Presbourg pour le sacre, il amène une escorte de deux cents cavaliers, magnifiquement équipés; la splendeur de ses festins est célèbre [2]. Pierre Vouk, son frère et son successeur, a dans son château, en même temps qu'un chapelain, un escadron de dix ou douze jeunes filles qui font office de chambellans, le servent à table et ailleurs : avec cela, dit son aîné, mal venu pourtant à affecter une sévérité excessive, aucune piété, aucun ordre, aucune administration, des dépenses infinies [3]. — De là, chez les grands, la ruine de tout esprit de soumission à la loi comme de tout instinct de justice. La moindre intervention de l'autorité royale leur semble un outrage; seule cependant, cette intervention constante réfrénerait les passions, contiendrait les appétits, apporterait au peuple ce qui lui manque par-dessus tout, la confiance et la sécurité. Tout ce faste

1. *Id.*, 1880, p. 247.
2. Rybitchka, *Tchasopis*, 1880. p. 89.
3. *Id.*, p. 107.

monte à la tête des nobles, éveille leur cupidité; enragés de plaisirs, ils sont prêts à tout pour conquérir les charges lucratives. Les bouleversements leur plaisent parce qu'on y pêche en eau trouble. Lorsqu'ils ne frémissent pas à la pensée des catastrophes que leur avidité va déchaîner sur le pays, hésiteront-ils à extorquer à leurs serfs l'argent dont ils ont besoin? Les fortunes les plus solides ne résistent pas longtemps à ce gaspillage : il faut recourir à des emprunts, les intérêts s'accumulent, la gêne du maître le rend exigeant et dur [1].

Les nobles essayent de rejeter sur le peuple tout le poids des charges publiques : pendant un quart de siècle, ils ne payent pas l'impôt [2]. Les laboureurs, enfermés dans un cercle infranchissable de règlements arbitraires, ruinés par des taxes toujours plus lourdes et mal réparties, se découragent et s'abandonnent. Les synodes des Frères se plaignent qu'un grand nombre de fidèles adoptent des métiers dangereux, ouvrent des cabarets : ils n'osent cependant pas les condamner trop rigoureusement : il faut bien vivre, les temps sont durs. Le seigneur de Trzébitse accorde une charte à ses paysans, parce qu'il a reconnu « qu'il y a chez eux un grand malêtre [3] ». Les déclarations de la diète de 1574 sont navrantes : la diète voterait-elle l'argent que lui demande Maximilien, il serait impossible de le percevoir; « les habitants sont absolument sans ressources; dans les régions montagneuses, beaucoup de sujets meurent de faim, donnent leurs enfants à des étrangers en les suppliant de les garder, pour qu'ils ne meurent pas

1. Je le répète, chaque phrase a besoin d'un correctif. Les exigences des maîtres sont relatives. Les grands seigneurs ne sont pas cruels, tant s'en faut, et ne demanderaient pas mieux que d'améliorer la situation de leurs laboureurs : mais, le plus souvent, ils n'en ont ni le loisir ni les moyens. La condition nécessaire de la générosité vis-à-vis des pauvres est la modération des besoins et l'ordre dans l'administration. Il y a à ce point de vue une analogie frappante entre la noblesse tchèque au XVI^e^ siècle et la noblesse française au XVIII^e^ siècle. Ce n'est pas par avidité que les courtisans sollicitent des pensions, mais parce que leurs dépenses sont excessives.

2. De 1567 à 1593. Gindely. *Die bœhm. Finanzverhœltnisse.*

3. *Journal de la Matitse Morave,* 1876.

aussi misérablement [1]. » Les habitants des villes apportent au lieu d'argent des coussins, de la vaisselle, des vêtements, et les municipalités sont obligées de contracter des emprunts pour acquitter les cotes des pauvres; dans les campagnes, la détresse est générale. Que ce ne soient pas là de vaines déclamations, nous le voyons par la résolution de la diète de 1593 : il faut que la misère soit bien générale pour que les nobles renoncent à leurs franchises financières.

Les chroniqueurs contemporains confirment le témoignage des actes officiels. Datchitsky de Heslov décrit les fêtes splendides célébrées à l'occasion de la réunion à Prague de divers princes étrangers : — quelques seigneurs bohêmes donnèrent des banquets dont la magnificence éclipsa celle du prince. Vanité des vanités! Et pour cela, des redevances imposées aux sujets, et pour les pauvres, souffrance et disette. — Un peu plus loin, il raconte les horribles vexations exercées dans le royaume par les armées étrangères : « Dieu a permis cela, parce qu'il a voulu punir les Tchèques de leurs péchés, de leur orgueil, de leur vanité, de leurs discordes, de leurs injustices... » Et en effet, ce luxe, ces fêtes, ces dépenses de toutes sortes « retombaient sur les pauvres gens, qui ne pouvaient obtenir justice, se lamentaient et appelaient la vengeance céleste [2] ».

Les serviteurs se plaignent de leurs maîtres, lisons-nous dans les sermons de Martin Philadelphe Zamrsky (1550-1592); ils n'ont pas toujours tort. Il n'y a rien de plus méprisé dans ce monde que ces serviteurs, on les appelle bandits, fripons, gibier de potence. Sont-ils malades, on les enferme au grenier, au chenil : tu t'es soûlé, voleur; il faut te guérir à la hongroise, avec une triple massue. Beaucoup de seigneurs accablent leurs gens de travaux, les traitent comme des chevaux, ne les laissent reposer ni les dimanches ni les fêtes ni le jour de Pâques. Demande-t-on

1. *Diètes bohêmes*, III, p. 35, 39, 41, etc.
2. *Mémoires*, I, p. 268.

une audience au maître, il répond qu'il n'a rien de commun avec les pauvres gens. Ils refusent de parler à leurs misérables sujets, mais ils ne dédaignent pas de remplir leurs granges du fruit de leurs sueurs. Que de souffrances ne supportent pas les laboureurs! Les corvées, les redevances, les dons gratuits, les levées multipliées, les péages, les octrois, les travaux de jour et de nuit. A peine, chez les Turcs, les raïas sont-ils soumis à de telles tortures! — Et les anciennes franchises : qui donc s'en inquiète? « Nos glorieux ancêtres avaient voulu acquérir une bonne renommée en laissant à leurs sujets une certaine liberté; en détruisant ces privilèges, les propriétaires actuels n'ont pas hésité à déshonorer leurs illustres pères et ils sont devenus si odieux à leurs serfs que, de quelque côté que l'on tourne ses regards, on n'aperçoit que gémissements, lamentations et complots contre la vie des propriétaires. Grâce aux seigneurs les paysans n'ont plus d'épis dans leur grange, ni de chemise sur le dos. Et quelle aide empressée les maîtres ne trouvent-ils pas dans leurs employés, notaires, administrateurs, etc.! Certes, ils ne sont pas rares les intendants qui s'enrichissent sur la peau des pauvres diables, avec des corvées illégales, des amendes injustes, les cadeaux qu'ils exigent. » — Pourquoi les nobles sont-ils si rapaces? — Parce qu'ils ont besoin d'argent pour leurs plaisirs, leurs fêtes, leurs banquets. Leurs écuries sont trop étroites pour leurs chevaux, leurs laquais se pavanent dans de somptueuses livrées; ce ne sont que jeux, orgies, distractions. Ils passent leur vie à arranger des banquets, à organiser des tournois, à embellir leurs maisons. Partout les violons, le son des tambours et des flûtes, les habits de soie, de velours, de brocart, les boissons les plus chères. — Et qui paye? — Le paysan [1].

Il faut rabattre de ces déclamations, l'antithèse a toujours été le péché mignon des moralistes, et des sermons ne sont pas des preuves. Mais est-il possible de s'inscrire en faux

1. *Sermons de Zamrsky*, publiés dans la *Revue historique tchèque*, 1886, p. 152 et 153.

contre le témoignage presque unanime des écrivains, Véleslavin, Stransky, les ambassadeurs vénitiens, etc.? Chez Stransky, nous trouvons dès le début la preuve de l'oubli complet dans lequel était tombée l'ancienne constitution libre de la Bohême. Le prince Nezamysl, dit-il, distribua les paysans aux barons et aux chevaliers et donna à chacun de ceux-ci un certain nombre de main-mortables et de colons attachés à la glèbe, afin que, dégagés de tout souci matériel, ils eussent le loisir de se consacrer tout entiers au service de l'État et du roi. — C'est la théorie de Tstibor, mais ce qui, à la fin du xv^e^ siècle, n'était encore que l'opinion des aristocrates, est désormais accepté par tous comme une vérité incontestable. Longtemps d'ailleurs, continue l'historien, les rapports des propriétaires et des serfs furent faciles et bienveillants, les uns étaient cléments et doux, les autres soumis et reconnaissants. Maintenant « la plupart des nobles et des chevaliers ont enlevé à leurs gens tout droit de plainte et font peser sur eux un régime très dur; ils les accablent de vexations arbitraires et insupportables, de redevances excessives, de charges exorbitantes, et les traitent souvent avec plus d'inhumanité que des bêtes de somme... C'est là un grand mal pour l'État [1]. » Jérémie Ghisi voit dans les paysans bohêmes de véritables esclaves que leurs maîtres ont le droit de tuer sans avoir rien à craindre de la justice. Jean Corraro, en 1574, regrette que la Bohême soit si éloignée de Venise; on y recruterait d'excellents galériens. Et ces pauvres gens sont si malheureux qu'ils accepteraient ce service comme une délivrance : ils sont toujours plus maltraités par leurs maîtres et leurs seigneurs [2].

Les textes ont besoin d'être interprétés; il est facile, à n'importe quelle époque, d'appuyer sur des documents précis

1. Paul Stransky, 1583-1637, appartenait à l'Unité et était un ardent ennemi de Ferdinand II; il avait pris part à l'insurrection : on ne saurait donc l'accuser d'hostilité systématique contre les nobles. Pendant son exil, il composa son livre : *De republica Bojema*, 1634, qui est un document extrêmement précieux. La partie plus particulièrement politique a été réimprimée dans le *Codex juris Bohemici*, IV, pars 5. — V. p. 238-239.

2. Fiedler, p. 326.

des conclusions contradictoires : pour arriver à la vérité, il ne suffit pas d'entasser les citations, il faut discuter les témoignages et les rapprocher, et encore ne saurait-on espérer qu'une conclusion très contestable et purement approximative. A côté de Jean Corraro, Jean Michele, trois ans plus tôt, constate que la Bohême est le plus beau fleuron de la couronne autrichienne et qu'elle devient chaque année plus populeuse, plus riche et plus civilisée [1]. Les inventaires que nous possédons témoignent que, si les maisons sont toujours assez pauvrement meublées, à divers points de vue certaines habitudes de luxe se généralisent [2]. Si trop de seigneurs sont exigeants et injustes, d'autres s'attristent des souffrances de leurs serfs et leur sollicitude éclairée provoque une reconnaissance affectueuse. « Je vous recommande de protéger mes sujets, écrit à son intendant Ziérotyn pendant son séjour en France; ne permettez pas qu'on leur fasse du tort [3]. » La charte par laquelle il affranchit les habitants de Brandys, nous dit son biographe, montre quelle était la noblesse de son âme et quelle haute idée il se faisait des devoirs d'un suzerain. Et il n'y avait pas qu'un Ziérotyn, dans le royaume [4]. Que conclure de ces contradictions, sinon que la condition des paysans dépendait du hasard qui les livrait à tel ou tel maître? Dès lors, quelque progrès que l'on suppose de la moralité publique — et nous savons qu'ils étaient médiocres, — qui s'étonnera que beaucoup de seigneurs aient souvent cédé à la tentation d'accroître leurs revenus, quand il ne s'agissait pour cela que d'un ordre à donner? — Dans les cas les plus favorables, le bonheur des serfs, était à la merci d'un incident, une succession, une vente? Et d'ailleurs, même si l'on veut admettre, ce que les faits ne me semblent pas confirmer complètement, que la situation des vilains s'était améliorée, il faudrait prouver qu'ils étaient

1. *Id.*, p. 274.
2. Orth, *Jindřichov-Hradets*, p. 64 et sq.
3. Cité par Chloumetsky, p. 173.
4. Cp. par exemple, dans le *Tchas. tch. M.* de 1844, le mandat si généreux et si humain de Polyxène de Lobkovits.

satisfaits de leur sort. Au moment où s'ouvrait une crise redoutable, était-il permis sans illusion de compter sur leur appui? — Sur ce point, aucun doute n'est possible. Presque toujours ils assistèrent inertes et mécontents à la bataille dont ils étaient l'enjeu, et, plus d'une fois, ils ressentirent une joie secrète de la défaite de leurs oppresseurs.

La loi, sous laquelle ils étaient courbés, ils ne s'étaient pas réconciliés avec elle. Beaucoup de serfs tentent de se dérober à l'esclavage par la fuite; pour empêcher les désertions, les diètes multiplient les règlements, essayent, en intimidant les bourgeois, de les empêcher d'accueillir les laboureurs en rupture de ban. Précautions inutiles : la plupart des ouvriers qui travaillent dans les mines de Koutna-Hora, nous dit Datchitsky, sont des serfs qui se sont enfuis de chez leurs maîtres, les uns pour échapper à leurs cruautés, les autres pour ne pas subir la punition de leurs crimes, d'autres enfin pour vivre librement et à leur guise [1]. Les nobles se plaignent, exigent qu'on leur livre leurs hommes; de là, des difficultés incessantes avec la ville. Les communes en général ne mettent pas une extrême bonne volonté à veiller à l'observation des règlements de police, ferment les yeux. Les nobles se résignent et se consolent en mettant la main sur les propriétés des déserteurs. Pour les cultiver, ils augmentent les corvées, ou cherchent un mode d'exploitation qui exige moins de main d'œuvre : les prairies s'étendent au détriment du labourage : beaucoup de champs sont transformés en viviers, et l'immense développement que prennent alors les étangs est une preuve incontestable de la désertion des campagnes.

Les émeutes fréquentes, les incendies, les crimes agraires témoignent aussi de la sourde fermentation qui agite les ouvriers agricoles. Plus de grande jacquerie, aucune de ces insurrections générales qui, dans la même période, couvrent de ruines la Hongrie ou l'Autriche. Les faits que nous connaissons, encore qu'incomplètement étudiés, sont assez

1. *Mémoires*, II, p. 79.

nombreux néanmoins pour permettre de constater une sorte d'état de guerre entre les opprimés et les oppresseurs. Au commencement du règne de Ferdinand I, peu s'en faut que la guerre des paysans n'ait son contre-coup en Bohême : la fermentation est extrême, en particulier dans les districts septentrionaux où les relations avec l'Empire sont plus fréquentes et où le comte de Schlick soumet ses manants à un régime très dur. En 1524, un mouvement éclate à Jachimov (Joachimsthal) : dirigé d'abord exclusivement contre les employés du seigneur, il prend bientôt une tournure plus menaçante; encouragés par l'éloignement des troupes que le comte avait envoyées contre les insurgés d'Ansbach, les mécontents se réunissent au mois de mai 1525 sur la place, pillent l'hôtel de ville, brûlent les chartes de la commune et marchent sur le château de Freudenstein, qui est réduit en cendres. Le comte de Schlick accourt avec trois cents mercenaires : devant l'attitude des émeutiers, il se retire sans oser les attaquer; ils étaient déjà trois mille. Le seigneur reçoit des renforts, les paysans sollicitent leur grâce et obtiennent leur pardon en livrant leurs chefs : le vainqueur se montre d'ailleurs clément. La même année, nouveaux troubles dans le sud du royaume. La situation est assez grave pour qu'il paraisse nécessaire d'en appeler à l'autorité morale de Luther, et l'on traduit en toute hâte deux des traités du Réformateur contre les paysans. Malgré tout, le calme ne se rétablit pas sans peine. En 1544, les sujets de Bohuslas de Schwamberg se soulèvent contre lui. En 1571, les habitants du village de Chamonits, exaspérés des cruautés et des exactions de leur maître, pénètrent de nuit dans son château et le mettent à mort avec ses deux jeunes enfants [1]. Ces tentatives, isolées et mal concertées, aboutissent le plus souvent à de sévères répressions, resserrent la chaîne de servitude, laissent dans les cœurs des germes de haine qui peu à peu se développent et grandissent.

1. V. Svatek, *Culturhistorische Bilder aus Bœhmen.* Vienne, 1879; p. 158-159.

Si, dans la deuxième partie du XVI^e siècle, les insurrections ouvertes deviennent plus rares, on aurait tort en effet d'en chercher la cause dans l'apaisement des passions et la réconciliation des classes : l'explication de cette accalmie, il faut la chercher dans le sentiment d'impuissance qui s'est emparé des serfs. Les colères n'en sont pas moins vives pour être dissimulées; une multitude d'incidents révèlent l'existence d'un prolétariat rural, poussé à bout et prêt à tout. Des bandes courent le pays, et les lois les plus sévères n'empêchent pas la formation de ces troupes composées de mendiants et de brigands qui répandent partout l'inquiétude et l'épouvante : les chroniques des villes sont pleines du récit des expéditions contre les rôdeurs.

Les paysans fugitifs forment une population flottante qui cause de perpétuelles terreurs à la police. En 1585, les serfs s'ameutent dans la Nouvelle-Ville de Prague contre quelques chevaliers, ceux-ci se réfugient à grand peine dans une maison et pendant l'algarade, trois personnes sont massacrées. La cause de cette émeute, ajoute le chroniqueur, c'est que les serfs étaient tenus de demander à leurs seigneurs des lettres d'affranchissement avant d'entrer au service des étrangers, ce qui leur était dur, non moins qu'aux personnes libres qui avaient besoin de serviteurs [1]. A la fin du siècle, le pays est dévasté par une série d'incendies, dont la responsabilité remonte en général aux ouvriers employés à la construction et à l'entretien des étangs : ce sont presque tous des serfs en rupture de ban. Les conspirations agraires sont fréquentes : nous en trouvons plusieurs exemples dans la biographie de ce Pierre Vouk de Rosenberg [2], que l'on nous représente comme « l'ami et le père » de ses laboureurs et qui n'était certainement pas cruel. A plusieurs reprises, sa vie est en danger, et la sévérité de la répression ne laisse aucun doute sur la réalité de ses craintes. En 1597, on tremble que l'insurrection qui désole l'Autriche ne se pro-

1. Datchitsky, I, p. 158.
2. Brzézan, *Vie de Pierre de Rosenberg*, p. 400, p. 169.

page dans le royaume : malgré les exhortations et les menaces, quelques laboureurs de Vouk sont en relations avec les rebelles : deux des chefs des mécontents sont roués, d'autres arrêtés; et l'on n'aurait pas évité une révolte sans la défaite des paysans autrichiens. Toutes les agitations extérieures ont aussitôt leur contre-coup dans le royaume : il suffit qu'une armée ennemie se réunisse près de la frontière pour qu'un vent de révolution coure à travers les campagnes et que les nobles soient pris d'épouvante [1].

Comment s'étonner dès lors que l'appel des États à l'insurrection n'ait eu qu'un très faible écho parmi le peuple? Avec un instinct très sûr, il aperçut aussitôt le véritable but des révoltés. Est-ce qu'ils songeaient à étendre les libertés politiques ou religieuses de la nation? — Nullement, mais leurs propres privilèges. La religion n'était pour la plupart d'entre eux qu'un prétexte, derrière lequel ils dérobaient mal des ambitions très matérielles. C'était vraiment pousser trop loin l'optimisme que de supposer que ces paysans méprisés, appauvris, irrités, se lèveraient pour défendre le régime qui pesait si lourdement sur eux. Loin de là, ils devinaient que la victoire des États rendrait leur propre situation plus intolérable encore et c'était vers la royauté qu'ils tendaient leurs mains suppliantes. Lorsque la guerre éclata et qu'aux tristesses ordinaires s'ajoutèrent les horribles dévastations des armées, la colère des serfs se tourna contre les nobles qui les avaient précipités dans cet abîme de maux. Ceux même qui étaient le plus sincèrement attachés au culte protestant et qui, plus tard, résistèrent le plus héroïquement à la réaction catholique, n'avaient plus assez d'espérance ni assez d'énergie pour se soulever contre l'étranger. Les seigneurs allaient donc se trouver isolés, réduits à leurs propres forces, sans appui dans le pays.

Jamais cependant l'union de tous les fils de la nation, n'eût été plus nécessaire. A aucune époque, en effet, la lutte n'avait été plus inégale et l'adversaire plus redoutable; à

1. Slavata, I, p. 180.

aucun moment, il n'eût fallu un plus grand élan d'enthousiasme et un héroïsme plus désespéré, pour compenser l'extrême inégalité des conditions du combat.

Au xv[e] siècle, lorsque Sigismond avait attaqué les Hussites, il menait derrière lui des bandes indisciplinées et inexpérimentées, et les Tchèques eurent très vite sur leurs agresseurs la supériorité de l'armement et de la tactique; les troupes qui se rassemblaient pour exterminer l'hérésie, recrutées au hasard, sans chefs, avides de butin, ne savaient ni marcher ni se battre; leur nombre même était un embarras; elles se ruinaient elles-mêmes, et les vieux remparts des villes, défendus par les milices bourgeoises, bravaient leurs bruyantes et vaines menaces. Depuis lors, une grande révolution s'était produite dans l'art de la guerre : les armées permanentes avaient remplacé les levées en masse, l'armement s'était transformé, l'artillerie perfectionnée avait pris une importance à peine soupçonnée à l'époque de Zizka. Or, par suite du hasard qui avait depuis un siècle éloigné toute guerre sérieuse des frontières du royaume et de la lente déchéance qui les avait abaissés au rôle d'instruments d'une politique dynastique, les Tchèques, après avoir été les premiers initiateurs du grand changement accompli dans la tactique, n'en avaient pas suivi les progrès. Les conséquences de cette négligence avaient été déjà visibles en 1547, et il est certain que les lenteurs et la timidité des États s'expliquent en partie par l'infériorité manifeste de leurs recrues en face des soudards italiens, espagnols ou allemands de Ferdinand et de Charles-Quint. Il arrive assez souvent que les nations qui ont eu à un moment une grande avance sur leurs voisins ou remporté d'éclatants succès, s'endorment dans une sécurité trompeuse, jusqu'au jour où elles sont réveillées de leurs rêves de gloire par une catastrophe : la Bohême n'était plus protégée que par ses souvenirs, et les observateurs attentifs ne s'y trompaient pas.

Elle est couverte par des montagnes, écrivait Giacomo Soranzo en 1563, ou entourée par la forêt hercynienne, ce

qui fait qu'on la tient pour difficile à attaquer; mais on y perce maintenant de telles trouées qu'il est très malaisé d'en garder les passages [1]. Rien n'avait été fait pour remplacer les anciennes défenses, aujourd'hui tombées : aucune forteresse nouvelle n'avait été construite, et les remparts croulants des villes ne résisteraient pas à une attaque en règle.

D'ailleurs, pour soutenir un siège, il eût fallu des troupes, et on n'en avait pas. Les rois demandaient aux États de l'argent, non des soldats. La Bohême fournissait toujours des jeunes gens hardis et avides d'aventures : ils cherchaient fortune à l'étranger, entraient dans les légions soldées et perdaient rapidement tout esprit national : à un moment donné, les défenseurs de l'indépendance nationale auraient à combattre ceux même qui, avec un peu plus de prévoyance, auraient constitué le fonds solide de leur armée. La guerre devenant une profession, la masse de la population en avait perdu l'habitude et le goût : les mœurs des mercenaires étaient telles que, même à une époque de civilisation assez peu raffinée, la plupart de ceux qui avaient quelque valeur morale ou quelque culture intellectuelle, éprouvaient une invincible répugnance à frayer avec eux, d'autant plus que les expéditions étaient lointaines, les souffrances qu'elles entraînaient cruelles, et leur but fort peu populaire. On détestait les Magyars, on était harassé de ces combats avec les Turcs, qui coûtaient tant d'hommes et d'argent. La Hongrie, écrit Datchitsky, est le cimetière de l'Europe. Aussi, quand le roi, désespérant d'arracher aux États de nouveaux subsides, leur demandait des soldats, c'était à qui ne partirait pas : d'abord, les riches bourgeois, les conseillers, les employés s'affranchissent du service militaire, puis les privilèges s'étendent de proche en proche. Ceux qui ne réussissent pas à se faire exempter, achètent des remplaçants. Cette horreur du métier des armes est générale, ne provoque aucun étonnement, on ne s'en cache pas : à

1. Fiedler, p. 204 et 205.

Rakovnik, un bourgeois raconte en plein tribunal que, désigné pour partir, « il pleurait et se cachait [1] ». Maximilien se plaint de la difficulté avec laquelle s'opèrent les levées ordonnées par la diète : beaucoup d'employés du pays et nos propres conseillers, dit-il, ont donné le mauvais exemple ; un grand nombre sont restés chez eux ; d'autres ont envoyé moins d'hommes qu'ils ne l'auraient dû, sans se soucier de l'égalité. — On ne montrera pas plus d'empressement à répondre à l'appel des chefs de l'insurrection : les hommes ne viendront pas, on n'aura pour combattants que ceux qui n'auront pu échapper à la réquisition. Et quels soldats que ces pauvres diables qui, le désespoir et la rancune au cœur, guettent l'occasion de déserter ou cherchent dans le pillage et la maraude l'oubli de leurs misères !

D'organisation militaire, pas l'ombre : les fonds votés pour l'entretien des troupes arrivent trop tard ou se perdent en route ; des officiers de hasard, sans instruction et sans conscience ; en quelques jours de marche, les bataillons s'émiettent ; les soldats, sans uniformes, armés à la diable, s'égarent sur les routes, se mutinent. Les qualités belliqueuses de la race n'ont pas disparu : que de glorieux combattants tchèques, que de morts héroïques dans les campagnes de Hongrie ! Mais elles sont annulées par le vice des institutions, ou plus exactement, par l'absence complète d'institutions. En 1564, l'ambassadeur Jean Michele remarque qu'il n'y a en Bohême ni discipline ni organisation militaire [2]. En 1594, lorsqu'on presse Pierre Vouk de Rosenberg d'accepter le commandement des troupes tchèques contre les Turcs, il refuse, et l'une des raisons qu'il allègue, c'est que les seigneurs et les chevaliers n'ont aucune expérience des choses de la guerre et n'obéissent pas aux chefs [3]. Parmi les seigneurs eux-mêmes, les goûts sont peu militaires, ce qui vient à la fois de l'influence des Frères et du sentiment que les sacrifices exigés du royaume ne lui profi-

1. *Tchas. tch. M.*, 1883, p. 438.
2. Fiedler, p. 134.
3. Brzézan, p. 154.

tent en rien. Le biographe de Rosenberg le loue de dépenser pour ses livres ou ses collections plus d'argent que les princes italiens ou allemands pour leur cour ou leurs mercenaires. Certes, nous admirons la générosité du prince et sa bibliothèque de dix mille deux cent quinze volumes qui était rare et précieuse : à certains moments cependant, les soldats sont plus utiles que les livres. La Bohême avait été invincible, tant qu'elle avait eu une armée nationale ; dans la révolte contre les Habsbourgs, on ne saurait même pas dire qu'elle fut vaincue, elle fut absente du champ de bataille ; elle crut assez faire en soldant quelques milliers de mercenaires, ne sut pas trouver d'officiers pour les encadrer et de général pour les commander.

Ces mercenaires, encore fallait-il les payer. Il est évident que, dès qu'il ne s'agissait plus d'une levée en masse, mais d'une guerre ordinaire, conduite suivant les procédés habituels, les révoltés, obligés d'improviser leur outillage, avaient un désavantage marqué, et leur situation était d'autant plus critique que leurs souverains auraient derrière eux l'Espagne, la papauté et les puissances catholiques en général. Il n'eût pas été impossible cependant de rétablir l'équilibre, — au moins dans une certaine mesure, — par des sacrifices matériels. Malheureusement, la situation financière, sans être aussi désespérée que la situation militaire, était loin d'être bonne.

La longue paix dont avait joui le royaume avait dû favoriser les progrès de la fortune publique. — Stransky, après avoir énuméré avec complaisance les revenus énormes d'un grand nombre de seigneurs et les deux, trois ou quatre mille paysans qui cultivaient leurs domaines, en conclut que les Catholiques n'auraient jamais été victorieux si, comme le devoir et même l'intérêt bien compris l'exigeaient, les Évangélistes avaient sacrifié leurs biens à la patrie et à la foi [1]. — Il n'est pas douteux qu'il n'y eût alors en Bohême un assez grand nombre de grosses fortunes. A

1. Stransky, p. 521-523.

côté des Rosenberg, les Hradets, les Lobkovits, les Schwamberg, les Kolovrat, les Kinsky, les Sternberg, les Trtchka, et des dizaines d'autres, rivalisent de faste, construisent de magnifiques châteaux, entretiennent des régiments de serviteurs. — Éclat apparent qui souvent cache mal une gêne réelle ! Tous ces nobles sont fort endettés, ils n'ont ni capitaux disponibles ni crédit.

Il semble que ce soit là le trait général de la situation. Les plaintes des moralistes et des prédicateurs, les récits des chroniqueurs, les lois somptuaires, les statistiques et les inventaires indiquent des habitudes de dépense qui ne correspondent pas au développement réel de la richesse; les progrès du luxe sont plus rapides que ceux du bien-être. Déjà la concentration de domaines immenses entre les mains de quelques propriétaires est loin d'être un symptôme favorable, et cet envahissement de la Bohême par les latifundia indique plutôt que la situation économique du pays tend à devenir moins bonne.

C'est que de nombreuses raisons empêchent la multiplication des capitaux et la formation de réserves pécuniaires : les impôts trop lourds, un régime économique détestable, une organisation sociale qui arrête l'esprit d'entreprise, — également funeste aux paysans qui perdent le goût du travail et de l'économie et aux nobles dont elle surexcite les instincts de dépense et de folle prodigalité.— Toute infraction à la loi morale se paye sur le terrain des intérêts : l'argent, acquis sans effort, n'a plus de valeur et est dissipé sans profit; partout où une société est réglée de telle sorte que la masse de la nation est exploitée par quelques privilégiés, les exploités souffrent et les exploiteurs se ruinent. Volés par leurs intendants, rongés par les emprunts, beaucoup de propriétaires en sont réduits aux expédients, ne désirent qu'une chose, se débarrasser de leurs domaines et se retirer à la ville pour y mener une vie modeste et tranquille. Au moment de la guerre, si on a tant de peine à leur faire payer leurs cotisations, c'est souvent parce qu'ils n'ont rien ; ils vivent au jour le jour, d'expédients : au moment de la ré-

volution, ils seront fort en peine de réunir les quelques milliers de florins qu'on leur demande.

Si telle est la détresse des riches, que dire des autres? — Les contributions sont écrasantes, mais surtout la mauvaise assiette de l'impôt et les abus de la répartition et de la perception obèrent le pays. Année moyenne, on perçoit un cinquantième du capital. A la fin du siècle, l'impôt atteint près d'un million de thalers, chiffre considérable pour l'époque. Depuis le règne de Vladislas, les charges ont plus que quadruplé. Même en tenant compte du progrès général, de la révolution économique amenée par la découverte de l'Amérique, de la dépréciation de la valeur de l'argent, il n'en reste pas moins que les dépenses de l'État, comme celles des individus, ont augmenté dans une proportion plus rapide que les recettes, et le pays en est épuisé. Aucune province de la monarchie, sauf la Basse-Autriche, n'est plus surchargée. Cet argent s'écoule presque tout entier hors du pays; 3 pour cent, 5 pour cent tout au plus, sont consacrés à l'administration du royaume; le reste est absorbé par les expéditions hongroises. Et ce ne sont là que les redevances payées au souverain : il faut y ajouter les frais de l'administration locale, l'entretien des églises et des prêtres dont les biens ont été presque partout confisqués, les expéditions de maréchaussée, les secours en vivres et en argent que les communes sont obligées de distribuer aux indigents, les dons gratuits aux employés des seigneurs et aux officiers royaux. Sans argent et sans cadeau, on n'obtient rien de personne; une fois de plus se vérifie l'axiome que, de toutes les administrations, les gratuites sont les plus onéreuses. Sous-chambellan, grand-maître de la cour, juge aulique, conseillers du tribunal d'appel, employés du trésor, secrétaires, tous ceux qui, à un titre quelconque, détiennent une part de l'autorité, sont sans cesse à quémander et à grapiller. Chaque fois qu'un fonctionnaire se marie ou marie l'un de ses enfants, il invite Messieurs les conseillers; ceux-ci répondent suivant une formule invariable : L'invitation est honnête et chrétienne, et chacun serait bien aise de

l'accepter; ils regrettent d'être obligés de la décliner, se font représenter par une barrique de bière, plus ou moins grosse suivant l'importance du personnage; il n'est pas jusqu'au portier de la Chambre qui n'obtienne ainsi son tonnelet [1]. Les procédés varient, mais, sous une forme ou sous une autre, les contribuables sont mis en coupe réglée. Comme les seigneurs sont chargés de percevoir l'impôt, ils exigent de leurs hommes plus que ne le comporte la proportion et retiennent à leur profit une partie des taxes ainsi levées au nom du roi.

Les statistiques du XVI[e] siècle ne méritent qu'une vague confiance : on ne saurait cependant leur refuser au moins une valeur approximative, et elles montrent clairement les résultats de ce drainage permanent de l'argent et de cette administration déplorable. Dans les premières années du règne de Ferdinand, on estime à 13,600,000 thalers les biens des nobles et des bourgeois et à 6,200,000 ceux des paysans, ce qui donne en chiffres ronds un total de 20,000,000 de thalers pour la fortune mobilière et immobilière de la Bohême, — moins Cheb et Loket qui ne font pas administrativement partie du royaume; depuis lors, les chiffres tombent à 17,000,000 en 1541, à 15,600,000 trois ans plus tard, et enfin à moins de 11,000,000 en 1563 [2]. Une certaine amélioration se produit sous Maximilien et pendant les premières années du règne de Rodolphe; mais, dès que la guerre recommence avec la Turquie, les besoins financiers du gouvernement augmentent, et aussi la misère des contribuables. — Alors finit la guerre avec les Turcs, écrit tristement Datchitsky; elle coûta aux deux parties beaucoup d'hommes et d'argent. — Sous prétexte que les ressources de la Bohême sont grandes, on lui demande plus qu'elle ne peut payer : elle plie sous le poids. Les essais multipliés pour modifier le régime des impôts révèlent la souffrance générale; à mesure que la richesse diminue, le fisc se fait ingénieux pour l'atteindre;

1. Winter, Rakovnik, *Tchas. tch. M.*, p. 84.
2. Gindely, *Die Bœhm. Finanzverhæltnisse vom J. 1526 bis zum 1618.*

à l'impôt sur le capital s'ajoutent tour à tour l'impôt sur les Juifs, l'impôt sur les moulins, l'impôt sur les maisons, la taxe sur les biens, les patentes, etc.

Si nous étudions les chiffres que nous possédons sur la population du royaume, le tableau n'est pas beaucoup plus favorable. Certains chroniqueurs nous parlent bien de trente-six mille villages et de trois millions trois cent mille propriétaires, mais l'exagération est trop manifeste pour que nous attachions la moindre importance à ces évaluations fantaisistes. Ce que nous savons des ravages des loups et autres animaux féroces, prouve qu'au moins certaines parties du pays sont alors relativement peu peuplées. A la fin du XVI^e siècle, ils rôdent en bandes autour des villages voisins de Plzen : il serait bon, écrit Maximilien au grand-maître des forêts, que l'on pourchassât les loups qui infestent les environs de Prague. Les ours non plus ne sont pas rares [1]. Les vides énormes creusés par la guerre des Hussites ne se comblent qu'avec une extrême lenteur. La population est encore très inférieure à ce qu'elle était sous Charles IV et ne dépasse certainement pas deux millions cinq cent mille habitants [2]. Les conditions hygiéniques sont mauvaises. La peste sévit presque sans interruption pendant les vingt dernières années du siècle, et les victimes se comptent par dizaines de mille. La sécurité est fort incomplète; la police, mal faite; les lois, cruelles et impuissantes à maintenir l'ordre. Le chiffre des maisons, la seule donnée précise que nous possédions, est de quatorze mille pour les villes, — quatre mille pour Prague seulement, où le séjour de la cour et les sessions des diètes entretiennent une prospérité relative : quelque grand que l'on suppose l'entassement des habitants, il est par conséquent bien difficile de croire aux deux cent mille âmes que lui prêtent quelques historiens. Dans les campagnes, après un progrès sensible sous Maximilien et pendant les premières années du règne de Rodolphe, les

1. Dvorsky, *Renseignements historiques sur la population tchèque* dans les *Mémoires archéologiques* (en tchèque), t. X, p. 671.
2. Gindely, *Gesch. des dreissigjæhrigen Krieges*, I, p. 158.

statistiques signalent de nouveau un recul rapide : les feux passent de cent trente et un mille en 1567 à cent cinquante mille en 1596, pour retomber en 1615 à cent trente-trois mille.

L'agriculture est assez florissante. Datchitsky, au moment même où il se lamente sur la misère générale, déclare que la Bohême est le grenier de l'Allemagne ; mais, si l'agriculture nourrit un peuple, l'industrie et le commerce seuls l'enrichissent, et ni le commerce ni l'industrie n'ont repris l'activité qu'ils avaient au XIVe siècle.

La Bohême avait été au moyen âge un grand centre de production et de trafic. Les guerres hussites avaient interrompu les relations avec les peuples voisins, en même temps que l'expulsion de l'ancien patriciat allemand, les querelles civiques, les invasions étrangères et l'influence des doctrines ascétiques supprimaient ou ralentissaient le mouvement industriel. Le règne de Podiébrad avait été marqué par une reprise assez accentuée, bientôt arrêtée par la rupture avec le Saint-Siège, la guerre avec la Hongrie et les désordres qui remplissent l'époque des Jagellons. Sous Ferdinand, les rapports plus étroits avec l'Empire et le rétablissement de la sécurité avaient de nouveau ramené quelque activité : malheureusement, sa bonne volonté n'était pas toujours très éclairée et les mesures qu'il édicta aboutirent souvent à des résultats opposés à ceux qu'il désirait.

La constitution politique d'un pays implique un ensemble de principes et d'idées qui régissent la vie tout entière : sans aller jusqu'à prétendre, comme certains historiens, que les seigneurs, par une sorte de jalousie instinctive contre la richesse mobilière, s'ingéniaient à entraver les échanges et à ralentir la production par des décrets restrictifs et une absurde règlementation, il était naturel que le triomphe des théories féodales se manifestât aussi dans les lois relatives à l'industrie et au commerce. C'est le moment d'ailleurs où se formule et se précise la doctrine de la protection. Les souverains, dont l'intérêt évident est de favoriser la bourgeoisie, n'ont pas en matière économique d'autre

opinion que les diètes, et le système introduit ou plus rigoureusement appliqué à cette époque dans le royaume ne diffère guère de celui qui est en vigueur dans le reste de l'Europe. Mais, pour être général, il n'en est pas moins funeste, et les effets en sont particulièrement fâcheux dans un pays cruellement éprouvé et grevé de très lourdes charges.

Les villes n'ont pas été vaincues par les seigneurs, mais elles ont été converties par eux, pour ainsi dire; leur organisation est désormais tout oligarchique et l'administration municipale s'est concentrée peu à peu dans les mains de quelques familles qui ont écarté des affaires le reste des habitants. Ce patriciat bourgeois est animé vis-à-vis des ouvriers des mêmes sentiments que les nobles vis-à-vis des paysans : les rangs se marquent plus nettement, les castes se ferment, la liberté disparaît, et avec elle l'esprit d'initiative et le goût du travail. Les corporations deviennent plus exclusives, et les faveurs et les droits sont réservés aux fils et aux veuves des anciens maîtres. Les ouvriers, suspects, sans avenir, ne pensent plus qu'à travailler le moins possible. L'habileté technique se perd.— La bière de Bohême conserve sa renommée; ajoutons-y encore les verreries, quelques draps et quelques toiles que fabriquent les districts du nord et du nord-est, — et voilà tout. Les habitudes de luxe auraient été un élément de prospérité, si la production nationale avait suffi aux demandes des consommateurs : elles deviennent une cause d'appauvrissement, parce qu'ils se fournissent exclusivement à l'étranger [1]. La gêne, créée par cette sorte de torpeur, provoque à son tour de nouvelles mesures de règlementation qui aug-

1. Véleslavin, dans sa Politique, signale cette exportation de l'argent : les sommes que l'on envoie à Venise pour acheter le jais qui s'y fabrique suffiraient à entretenir plusieurs milliers de soldats contre les Turcs, sans parler des étoffes de soie, brochées d'or et d'argent, des différentes boissons qui nous viennent des contrées lointaines et que nous payons à beaux deniers pour notre ruine. Cité par J. Jiretchek, (les habitudes des anciens Bohêmes,) *Tchas. tch. M.* 1864, p. 23. On trouve d'intéressants détails sur l'industrie et le commerce en Bohême dans Schlésinger, *Gesch. Bœhmens*, p. 530 et sq. La question est loin encore pourtant d'avoir été complètement étudiée.

mentent le malaise universel. Le dernier pas dans cette voie de tracasseries et d'abitraire est la fameuse ordonnance de Rodolphe en 1605. Elle avait été longuement préparée, puisque la diète de 1597 avait nommé une commission pour l'étudier, et les huit années qu'elle y avait consacrées n'avaient pas été perdues. — En comparaison, les règlements de Colbert les plus minutieux sont libéraux. Pour remédier à la cherté dont tout le monde se lamentait, on n'avait pas imaginé de meilleur moyen que d'établir une sorte de maximum. Les tailleurs sont soumis à un tarif général qui comprend vingt numéros; celui des cordonniers en a trente-neuf. La surveillance est confiée à des employés spéciaux, et, pour empêcher toute infraction aux ordonnances, les diverses corporations sont chargées d'une sorte d'inspection mutuelle. Les boulangers doivent tenir la main à ce que les meuniers se conforment aux décrets, et les tanneurs sont surveillés par les cordonniers. Dans quels détails entre la loi, on s'en rendra compte en sachant que les fabricants de savon étaient obligés d'acheter la matière première pendant l'été, parce qu'à cette époque elle est à meilleur marché. Personne ne peut posséder plus d'une maison ou exercer plus d'un métier. Un maître ne fabriquera qu'un nombre déterminé de pièces de drap blanc, et sera contraint de fabriquer dix pièces de drap brun pour une de blanc. Quiconque viole le règlement, est chassé de la corporation et condamné au supplice de la corbeille, c'est-à-dire enfermé dans une sorte de panier et plongé une ou plusieurs fois dans l'eau. Cette variété de pilori s'est conservée jusqu'en 1787 [1].

« Les fonctions municipales et l'industrie, dit M. Chloumetsky, sont devenues une sorte d'assurance mutuelle en faveur d'un petit nombre de familles étroitement unies entre elles. Tout ce qui n'appartient pas à ce petit groupe est suspect, et on n'ose pas approcher de cette oligarchie bourgeoise

1. Schlésinger, p. 532.

enfermée dans son fromage et qui ronge tout. » Elle finit par devenir victime de son égoïsme. « La détresse est générale : le producteur, protégé à outrance, ne trouve plus de débouchés et n'a bientôt d'autre ressource que de consommer lui-même ses produits [1]. » Les édits qui, sous prétexte d'empêcher l'usure, entravent le commerce de l'argent, les rigueurs vexatoires ou cruelles auxquelles sont soumis les Juifs, la procédure lente, obscure, variable, les lois oppressives achèvent de paralyser tout esprit d'initiative et de ruiner les villes. « Le peuple de Bohême n'a aucune industrie, écrit Ziérotyn en 1590, il n'aime que ce qui vient naturellement et sans effort. Je crois que, sans la fertilité extrême du pays, une partie de la population n'aurait qu'à mourir de faim : elle vit au jour le jour et ne s'inquiète que du présent. Les villes tchèques, à l'exception de Prague, ne sauraient être comparées aux cités allemandes. Au milieu seulement, une place ornée de constructions médiocres : voilà la seule curiosité qu'elles présentent. »

Le commerce n'est pas plus prospère que l'industrie. Les routes sont mauvaises; les communications, difficiles; les voyages, dangereux : pour aller de Prague à Brno, il faut huit jours. La poste ne sert guère qu'au souverain, et les seigneurs ou les villes n'ont d'autres moyens pour entretenir les communications que d'avoir des courriers particuliers. La police est mal faite, la justice, incertaine. Les privilèges de certaines communes, les monopoles, arrêtent tout trafic : à chaque pas, des douanes, des octrois, des péages. Les lois semblent combinées en vue de décourager les négociants. Les renseignements que nous possédons sur diverses villes prouvent sans doute ici et là une certaine activité dans les échanges, mais la plupart des affaires sont entre les mains des étrangers et en particulier des Italiens : l'italien devient la langue du commerce. Le trafic se réduit au commerce de commission.

Dans une société fondée sur le privilège et l'arbitraire,

1. *Ziérotyn und seine Zeit*, p. 296.

chacun songe moins à s'enrichir qu'à empêcher les progrès de ses voisins. Les villes veillent à ce qu'aucun commerce et aucune industrie ne s'établissent dans les villages, sans se douter qu'elles sont, en dernière analyse, les victimes de ces prérogatives si jalousement maintenues. Comme d'habitude, les préjugés et la cupidité se dissimulent sous une théorie scientifique : c'est sous prétexte de conservation sociale que les seigneurs défendent à leurs paysans de s'établir dans les villes ou aux bourgeois d'acquérir des propriétés foncières, que les bourgeois à leur tour interdisent la concurrence et enferment les ouvriers dans des règlements infranchissables; ces doctrines ont si bien pénétré les esprits qu'elles ne rencontrent plus aucun contradicteur : mais, pour être acceptées sans contestation, elles n'en sont ni moins fausses ni moins funestes. Elles entravent la formation du capital, diminuent l'influence de la classe moyenne, corrompent et affaiblissent la bourgeoisie et atteignent jusque dans ses moelles la force vitale du royaume.

III

Les hommes se calomnient toujours; à toutes les époques retentissent les mêmes lamentations sur la cherté des vivres, la misère générale, la difficulté ou l'arrêt des affaires; que l'on prenne les périodes les plus prospères, on rencontrera dans les témoignages des contemporains tous les traits nécessaires pour tracer un tableau très sombre de la situation.

Il importe de ne pas l'oublier : l'exagération serait extrême à prétendre que la Bohême, à la fin du XVI^e^ siècle, était complètement et définitivement ruinée. Quelle que pût être la décadence des villes, elles avaient conservé des restes de leur ancienne importance. Pour avoir une idée juste de la réalité, il faut songer, par exemple, à ce qu'était la Pologne à la fin

du XVIII^e siècle : la comparaison remet les choses au point, atténue les ombres, montre ce qu'il y avait encore de vigueur et de ressources accumulées dans le royaume tchèque. Le peuple était intelligent et plein de ressort; le sol, fécond; les habitudes de travail n'avaient pas disparu; les richesses, acquises par plusieurs siècles de civilisation et d'épargne, étaient encore considérables. Mais les symptômes de décadence n'en étaient pas moins frappants. Les réserves n'augmentaient plus, tendaient plutôt à s'épuiser. La prospérité s'affaissait peu à peu. La santé du pays, s'il est permis de parler ainsi, était minée par une maladie de langueur. Dans une société, où les avenues sont barrées, les instincts les plus profonds s'atrophient ou dégénèrent; comme les lois arrêtaient toute activité, les âmes s'endormaient dans une torpeur croissante ou les besoins naturels d'activité se vengeaient par des folies et des excès de tous genres. La grande industrie, le haut commerce exigent à la fois une prudence, une réflexion et une fermeté de cœur qui préparent les hommes aux difficultés et aux sacrifices de la vie publique : les peuples commerçants ont toujours été des peuples libres. Au moment où commença la révolte hussite, la Bohême avait à son actif tous les bénéfices du règne de Charles IV; au XVII^e siècle, sa fortune était chancelante. Ses adversaires étaient plus redoutables et ses moyens de défense, moins réels. La victoire eût exigé un effort héroïque et elle n'en était plus capable. Ses forces morales avaient, en effet, été bien plus gravement atteintes encore que ses forces matérielles.

Toutes les classes souffrent alors des mêmes maux, à peine modifiés par la diversité des conditions sociales,— l'égoïsme, l'indifférence à la chose publique, la grossièreté ou la corruption des mœurs, la soif des plaisirs et la dissipation. La noblesse donne le ton et son désastreux exemple entraîne le peuple entier. « Ce fut une fête continuelle, lisons-nous dans les Mémoires de Bassompierre qui nous a laissé quelques pages curieuses sur son séjour à Prague en 1604. On était perpétuellement à table ou au bal ou en traîneau ou

en une autre meilleure occupation. » Le jeu, les festins, les parades, les orgies, remplissent l'existence de la plupart des nobles : la vie n'est pour eux qu'un carnaval ; la politique, un moyen d'obtenir de grosses sinécures. Thurn ne pardonnera jamais aux Catholiques de lui avoir enlevé le poste de burgrave de Karlov-Tyn, fort lucratif. Les consciences sont au plus offrant. Depuis le secrétaire de l'Empereur jusqu'au plus humble valet, tout est à vendre. Avec de l'argent, déclare l'ambassadeur espagnol, on est sûr ici de tout obtenir [1]. Les diètes ne sont qu'une occasion de ripailles : à une séance des plus importantes, les nobles ne viennent pas, parce que le souper s'est prolongé trop longtemps et qu'ils ne sont pas encore dégrisés. L'ivrognerie est si répandue qu'elle n'offusque plus personne. Quand on accuse Pierre Vouk de Rosenberg d'être un ivrogne, il ne cherche pas à s'excuser, se borne à dire qu'il n'est pas le seul [2]. A la suite de ces banquets, des rixes éclatent, les seigneurs sautent sur leurs épées, se ruent les uns sur les autres. Les femmes ne valent pas toujours mieux. La femme de Vouk est légère, frivole, « adonnée à toutes les passions du sexe faible, disposée à écouter les conseils des personnes légères, capable de se laisser entraîner à des actes contraires à la loi divine et à ses promesses d'épouse et qui donnèrent occasion à des cancans [3] ». Elle avait été cependant élevée dans l'Unité.

Les patriciens de la bourgeoisie exploitent comme les nobles leur influence, battent monnaie avec leurs charges. Leurs concitoyens se plaignent sans cesse de leur avidité, des voyages qu'ils entreprennent aux frais des contribuables, des redevances qu'ils exigent et dont la légalité est aussi douteuse que l'emploi difficile à justifier. Les banquets surtout sont fréquents, toujours avec l'argent de la ville. A Rakovnik, les conseillers festoient ainsi régulière-

1. Ce ne sont pas des ministres, mais des marchands, dit-il en parlant des conseillers de Rodolphe II. Gindely, *Rodolphe II,* I, p. 48.
2. Rybitchka, *Tchas.* 1881, p. 194.
3. *Id.*, 1880, p. 244.

ment une fois par semaine, et le moindre prétexte provoque de nouvelles réunions; les plus ordinaires de ces prétextes sont les exécutions à mort et les mises à la torture qui prêtent à ces assemblées un ragoût spécial. Ce gaspillage obère les cités, mais plus fâcheuse que le désarroi financier est la démoralisation. A quel titre de tels chefs exigent-ils de leurs administrés le dévouement à la patrie et l'obéissance aux lois?

Les diètes se préoccupent de ce goût effréné des plaisirs et du luxe, multiplient les règlements, recommandent aux maîtres d'exercer sur leurs hommes une sévère surveillance. « Quant aux paysans, dit une résolution de 1545, qui, mariés, vivent avec des concubines et qui, comme cela arrive à beaucoup d'entre eux, ayant une femme vivante en prennent cependant une autre, » leur seigneur les fera arrêter, exposer au pilori et fouetter. D'autres ordonnances interdisent les noces, les frairies, les réunions de fileuses, à cause des désordres qui s'en suivent et de la pauvreté qu'ils entretiennent. « Et, comme les paysans achètent des habits qui ne conviennent pas à leur classe ou trop insolents, tels que des galons d'or, des chemises de baptiste brodées d'or, des plumes d'autruche, des draps de l'Inde, les seigneurs ne le permettront pas et veilleront à ce que chacun soit vêtu comme il convient à son rang. » Lettre morte! Les lois constatent la gravité du mal, ne l'enrayent pas. Pour améliorer la situation, il eût suffi, mais il eût été nécessaire, que les classes dirigeantes apprissent à leurs inférieurs, par leur propre conduite, la dignité de la vie, et qu'une constitution plus équitable réveillât le goût de l'épargne; le reste n'était que des palliatifs. Les historiens qui ont pénétré par l'étude des archives dans la connaissance intime du peuple, arrivent tous à des conclusions assez pessimistes, signalent l'ivrognerie, les querelles fréquentes, la corruption des mœurs. Les Mémoires de Datchitsky nous présentent un tableau très vivant d'une ville bohême au XVI^e^ siècle, non pas très édifiant. Les crimes sont fréquents, les liens de famille, assez relâchés. Les peines, souvent atroces, qui frap-

pent l'adultère et la débauche, appliquées d'ailleurs d'une manière fort intermittente et incertaine, n'effrayent personne. Deux faits qui ne prouvent pas une très grande délicatesse morale, sont caractéristiques : le nombre extraordinaire des mariages successifs et l'habitude des mariages d'argent. Sans cesse revient la mention : c'était son troisième ou son quatrième mari, sa troisième ou sa quatrième femme, elle était veuve pour la troisième fois. Quant aux unions disproportionnées, elles sont entrées dans les habitudes, n'étonnent plus personne : les jeunes gens qui sortent de l'Université, comptent pour se tirer du commun sur quelque veuve inflammable ; plus tard, quand ils auront hérité et seront devenus vieux, ils épouseront un tendron.

Non pas qu'il n'y eût alors en Bohême ni ouvriers habiles et probes, ni bourgeois économes et austères, ni seigneurs intègres et généreux. Les réserves que nous faisions plus haut sur les diffamations des moralistes, sont plus que jamais de mise ici. Les chroniqueurs sont friands de scandales, et, s'il était possible en pareille matière d'apporter des chiffres, on éprouverait sans doute quelque surprise. M. Rzéhak, qui a compulsé les registres du consistoire de Koutna-Hora, c'est-à-dire de la ville même de Datchitsky, ne relève, de 1515 à 1619, qu'une centaine de procès conjugaux auxquels on peut ajouter quelque soixante-dix procès relatifs à des promesses de mariage ; en supposant même, comme il est d'ailleurs très vraisemblable, que c'est un tableau fort incomplet des différends entre époux et des misères morales, le chiffre n'est pas extraordinaire pour une ville dont la population était alors assez importante et qui renfermait des éléments de désordre tout particuliers. Le peuple tchèque conservait encore sans aucun doute ces précieuses qualités de courage, de patience obstinée, de douceur et de charité que nous révèle son histoire entière ; la manière dont il supporta la persécution et y survécut est une éloquente protestation contre ceux qui seraient tentés de l'oublier. Mais ces qualités étaient incontestablement altérées et affaiblies, et elles ne se retrouvèrent intactes qu'après la

terrible tempête qui purifia l'atmosphère. Pour le moment et à la veille du combat, il ne paraît guère douteux que les empiètements de la noblesse, les incertitudes d'un gouvernement à la fois faible et persécuteur, les querelles dogmatiques et la ruine de toute organisation ecclésiastique n'eussent entraîné un certain relâchement des plus hautes facultés viriles et ne préparassent mal la nation à la tension héroïque qui seule eût rendu possible la victoire de l'insurrection. Il en était d'elle comme de ces hommes qui, énervés par un régime débilitant et déshabitués de tout effort, conservent les apparences de la vigueur, mais n'offrent à la maladie ou à la fatigue qu'une insuffisante résistance physiologique.

Il ne s'agit certes pas ici d'écrire un acte d'accusation : en histoire, les partis-pris de condamnation sont ordinairement stupides; ici, toute pensée de dénigrement deviendrait odieuse. Les malheurs des Tchèques suffiraient à leur attirer une respectueuse sympathie, quand même nous oublierions qu'avec eux a été vaincue la cause de la liberté. Mais leur défaite, il ne nous appartient pas de faire qu'elle n'ait pas eu lieu : pourquoi se refuser à en apercevoir les causes?

Quelques historiens préfèrent l'expliquer par des faits contingents, le choix malhabile des chefs, les fautes des officiers. Leur patriotisme, saignant d'une incurable blessure, s'ingénie à inventer des consolations et ils accusent de leur malheur l'injustice de la fortune. A quoi bon s'arrêter, disent-ils, à des témoignages dont la valeur est restreinte et suspecte : interrogez les faits, qui seuls sont probants. Jamais la vie intellectuelle a-t-elle été plus intense, la langue nationale plus honorée, les écoles plus prospères? Est-il permis de parler de décadence en présence de cette ardeur universelle vers l'instruction et de cette fécondité de la pensée?

En dehors même de leur sincérité évidente et de la respectueuse sympathie que méritent les nobles passions qui les animent, les raisons qu'ils apportent sont sérieuses et les faits qu'ils signalent, dignes d'être retenus.

La Réforme avait eu pour résultat d'apaiser les haines

ethnographiques et de permettre à la Bohême de sortir de l'isolement farouche où elle se renfermait depuis le supplice de Hus. Les Frères n'étaient pas seuls à envoyer leurs jeunes gens étudier à l'étranger : les Luthériens fréquentaient volontiers les cours des universités allemandes, les Catholiques, ceux des universités italiennes. L'avènement des Habsbourgs avait multiplié les relations avec les peuples étrangers; les jeunes seigneurs passaient leur enfance en Espagne ou en Italie et aucune éducation ne semblait complète sans un tour d'Europe. Ces voyages éveillaient l'intelligence, l'initiaient à des goûts plus raffinés : beaucoup en rapportaient un véritable culte pour les littératures anciennes. L'Humanisme, qui, à l'époque des Jagellons, n'était que la distraction de quelques érudits, pénètre alors les esprits et les transforme. Un Mécène, Jean l'aîné de Hodiéjov, veut prouver que, depuis Bohuslas de Lobkovits, « l'Horace tchèque », et ce Sigismond de Jeleni que louait si chaudement Érasme, les études classiques n'ont pas dégénéré en Bohême : cinquante écrivains collaborent au recueil de vers qu'il publie [1], et un grand nombre des morceaux qu'il nous offre sont remarquables par la grâce des images, le mouvement de la pensée, l'élégance du style. Médiocres poètes cependant que ces amis d'Hodiéjov : l'aisance avec laquelle ils manient le vers dissimule seule la faiblesse de leur talent; ils s'élèvent, grâce au latin, au-dessus de leur sujet et au-dessus d'eux-mêmes.

Dans toutes les classes de la société, ils comptent nombre de lecteurs, d'admirateurs et d'émules. A l'Université, les études classiques, un moment abandonnées, ont été relevées par le professeur de grec Mathieu Kollin [2], et ses successeurs, Kodicillus de Toulekhov [3] et Martin Bakhatchek.

1. *Farragines poetarum bohemicorum,* Prague, 1561.
2. Mathieu Kollin (1516-1566).
3. Pierre Kodicill de Toulekhov, 1533-1589; professeur et plusieurs fois recteur de l'Université de Prague, il s'efforça d'y améliorer les études, exigea des professeurs qu'ils fissent régulièrent leurs cours, publia un *Ordo studiorum docendi atque discendi litteras in scholis civitatum regni Bohemiæ* (1583).

Ce dernier surtout travaille avec un infatigable dévouement à la réorganisation et à l'amélioration de l'enseignement public [1]. Les écoles, nombreuses et prospères à l'époque de Charles IV, avaient beaucoup souffert dans la période des guerres hussites, d'une part, à la suite des troubles et de la misère générale, de l'autre, à cause de la décadence profonde qui avait atteint l'Université : la haute direction qu'elle avait jusqu'alors exercée sur elles, n'était plus qu'un souvenir ; les Catholiques et les Frères échappaient naturellement à sa surveillance, et les Utraquistes mêmes tenaient en assez médiocre estime les maîtres qu'elle leur envoyait un peu au hasard. Comme les étudiants y étaient rares, elle n'avait pas assez de candidats pour les postes qu'elle avait à pourvoir, et il lui arrivait de choisir pour instituteurs des chantres, des sonneurs, des ouvriers. On ne saurait en vouloir beaucoup aux parents qui préféraient pour leurs enfants d'autres professeurs. A Prague même, sous les yeux du Recteur, les écoles libres faisaient aux écoles officielles une désastreuse concurrence. Les maîtres s'indignaient, envoyaient plaintes sur plaintes au conseil municipal qui répondait que, pour ramener les élèves, ils avaient un excellent moyen, c'était de nommer des instituteurs supérieurs aux autres.

L'Université eut la sagesse d'écouter ces conseils, elle travailla courageusement à se réformer, et, vers le milieu du XVI^e^ siècle, on constate un progrès très marqué à tous les degrés de l'enseignement. La direction des écoles lui revient peu à peu, au grand profit des études, et l'amélioration se poursuit sans interruption et s'accentue jusqu'en 1620. Les registres de l'Université nous signalent à cette époque une

1. Martin Bakhatchek, 1539-1612. Sur l'université et les écoles en Bohême, v. Tomek, *Gesch. der Prager Universitæt,* p. 173-240 ; Tomek, *Mémoires sur les écoles tchèques pendant le rectorat de Bakhatchek,* dans le *Tchas. tch. M.,* 1845. C'est une étude extrêmement intéressante, mais il est bon d'y ajouter comme contre-partie les renseignements que nous fournissent les histoires communales. Très importants pour la question sont les *Documents* publiés par M. Dvorsky, *Mémoires sur les écoles tchèques de 1598 à 1616* (en tchèque), Prague, 1882.

centaine d'écoles dirigées par ses élèves, chiffre certainement considérable, surtout si l'on songe que les listes que nous possédons sont fort incomplètes et qu'il faut ajouter aux établissements officiels les écoles libres, et en particulier les écoles catholiques et celles des Frères. Les professeurs, après avoir passé par l'Université, relèvent de son autorité, reçoivent ses instructions, appliquent ses méthodes ; le respect qui s'attache à leur titre prouve que l'on comprend autour d'eux le prix de l'instruction. Beaucoup conquièrent une place très honorable dans la commune, deviennent notaires, employés municipaux, conseillers ; quelques-uns des hommes qui sont alors l'ornement de la bourgeoisie tchèque, ont débuté par l'enseignement : plus tard, quand ils dirigent les affaires de la cité, ils n'oublient pas leur premières fonctions, inspectent les écoles, encouragent les jeunes maîtres, ont à cœur de favoriser par tous les moyens la diffusion des lumières. Une rivalité féconde s'établit entre les différentes villes. Dès le XIV^e^ siècle, des associations littéraires s'étaient formées pour développer la piété et l'instruction, augmenter l'éclat du service divin, surveiller les professeurs : elles deviennent plus nombreuses, se répandent même dans les petites villes ; des associations tchèques se créent à côté des anciennes confréries latines. Les seigneurs ne sont pas moins convaincus que les bourgeois de la nécessité d'entretenir de bonnes écoles. Les méthodes pédagogiques s'améliorent : que de sens et de raison dans les instructions de Bakhatchek ! et Coménius, qui ne connaît l'influence qu'il a exercée en matière d'enseignement ? — Or, n'est-il pas évident que la clarté de ses vues et les réformes si hardies à la fois et si pratiques qu'il suggère, supposent des procédés d'enseignement déjà perfectionnés dans les écoles où il s'était formé. Stransky, qui avait été professeur et qui eut l'occasion de comparer la situation en Bohême et dans divers autres pays, croit que nulle part la jeunesse, et en particulier la jeunesse pauvre, n'avait autant de facilité pour s'instruire [1], et Balbin, qui n'est pas suspect d'une tendresse

1. « Pas une ville, pas un bourg, presque pas un village qui n'eût son école. La ville de Prague seule en avait seize ; Koutna-Hora, au moins deux

excessive pour ces siècles d'hérésie, regrette la disparition de l'organisation scolaire antérieure à 1620.

Le mouvement littéraire devait profiter de cette poussée générale vers l'instruction. Les livres se multiplient, les traductions sont nombreuses. Les polémiques religieuses ont affiné les esprits, éveillé le goût de la discussion et de la recherche; ce goût se maintient, très vif, mais commence à se détourner vers d'autres objets ; les relations de voyages abondent, les sciences sont moins négligées. L'astronomie est toujours en grand honneur à l'Université ; Rodolphe appelle à sa cour les deux plus illustres savants du siècle, Tycho-Brahé et Kepler, et ils trouvent à Prague des auxiliaires et des disciples. Thaddée-Hajek, médecin, astronome, théologien, botaniste, publie un herbier qui est longtemps célèbre et travaille à une carte scientifique de la Bohême qu'il ne peut malheureusement terminer [1]. Un botaniste, Zalouzansky, « philosophe tel que son siècle et son peuple n'en ont pas eu de semblable », entrevoit les théories de Linnée [2]. Jéssenius fait à Prague la première dissection.

L'on commence l'étude scientifique de la langue, on recueille les proverbes, on publie des dictionnaires, des grammaires, et la grammaire de Blahoslas se distingue, à côté du sentiment profond qu'elle révèle du génie de la langue, par l'érudition et une connaissance singulièrement étendue des écrivains précédents [3].

Dans les débats des diètes se forment des orateurs subtils. La grande école juridique qu'ont illustrée Tstibor et Vchehrd, se continue avec Briktsi [4] de Litchko, qui publie

et Mlada-Boleslas, de même; toutes les autres cités, une. Riches ou pauvres, tout le monde pouvait trouver les moyens de s'instruire » (p. 321).

1. Thaddée-Hajek, 1526-1600. Il fut un des rares savants de son temps qui combattirent les superstitions astrologiques, mais s'adonna à l'alchimie.

2. V. sur Zalouzansky la biographie de Palatsky, *Tch. tch. M.*, 1829, et une étude scientifique par Krejtchi (même recueil, 1848). C'est dans son livre célèbre, *Methodi herbariæ libri tres*, 1592, qu'il essaya une classification rationnelle et scientifique des plantes. Il entreprit, sans succès, de réformer l'enseignement de la médecine à l'Université de Prague. Il mourut de la peste en 1613.

3. *Grammaire tchèque*, terminée en 1571, publiée en 1857, par J. Jiretchek.

4. Briccius de Litchko, né à la fin du xv[e] siècle, † 1543. Son *Droit municipal*

le *Droit municipal de la vieille ville de Prague* (1536), et avec Koldyn qui réunit les *Droits municipaux du royaume tchèque* (1579). Nous avons déjà parlé de l'école historique, de son extraordinaire éclat et de ses deux plus remarquables représentants, Boudovets et Ziérotyn.

Nous en passons, d'assez nombreux, sinon des meilleurs, mais ces quelques traits suffisent pour expliquer la légitime fierté des historiens tchèques et leur colère contre les événements qui ont brutalement fauché cette civilisation riche de promesses. Oui, la Bohême portait encore des germes d'avenir ; oui, elle nourrissait des légions d'hommes qui unissaient à un esprit supérieur les plus rares noblesses de l'âme. — Et cependant, ici encore, serrons les choses de près, écartons quelques grands noms, nous apercevrons vite le mal intérieur qui mine toute cette apparente prospérité. Même chez les plus illustres, un Boudovets ou un Ziérotyn, la sympathie qu'ils inspirent peut-elle faire oublier les étroites limites du génie? Leur patriotisme ne les élève pas au-dessus des préoccupations confessionnelles, et leur conscience s'émeut et se trouble de l'intérêt trop vif qu'ils prennent aux destinées du royaume : « Comment se fait-il, écrit Ziérotyn, que moi qui suis un chrétien, je m'attache si étroitement à la patrie d'ici-bas [1] ? » Ils sont bienveillants et humains, mais ils ne comprennent pas d'autre gouvernement que l'oligarchie, et ni l'un ni l'autre n'a le remords de l'injustice commise contre le peuple et qu'il faudrait réparer, si on ne veut pas l'expier. Ils sont instruits et cu-

de Prague a été publié par M. Jiretchek dans le *Codex juris bohemici*, t. IV, 3e partie, 1re section. Prague, 1880. Pour l'activité de l'école juridique tchèque à cette époque, v. les autres parties de ce même tome.

1. « Les périls de la patrie me troublent, je l'avoue, plus qu'il ne conviendrait; je sais bien qu'il n'y a rien de solide ici-bas, mais je déplore les récents événements. Lorsque, tout enfant, je lisais les plaintes de Cicéron sur la ruine de la république, je les lui reprochais ; aujourd'hui, elles ne m'étonnent plus, mais ce qui m'étonne, c'est de sentir en moi, dans mon âme chrétienne, des sentiments qui, si je ne les réprimais, me conduiraient à ma perte... » Il se recommande aux prières de son pasteur, pour que « lui, qui aspire à l'éternelle patrie, il ne s'attache pas plus à cette patrie d'ici-bas qu'il ne convient d'aimer les choses terrestres. » Cité par Chloumetsky, p. 258.

rieux : ont-ils le sens de la dignité suprême des lettres, le culte désintéressé du vrai et du beau? Ils écrivent une langue excellente : qu'apportent-ils de nouveau et qu'ajoutent-ils au trésor de la pensée humaine? En réalité, de tels hommes honorent une nation, ne la sauvent pas, et leurs écrits qui marquent le point extrême de la perfection, indiquent aussi une radicale impuissance de transformation et de développement; ils sont inquiétants plus qu'admirables.

Et le mal apparaît avec une lumière plus crue si l'on s'occupe de l'homme qui a donné son nom à cette période de la littérature tchèque, — et à juste titre, — de Véleslavin. Comme Ziérotyn et Boudovets sont avant tout des hommes politiques, leur noble médiocrité choque moins et les faits chez eux remplacent la pensée. Le vide apparaît au contraire, effrayant, chez Véleslavin. « La langue tchèque, dit-il dans la préface de son dictionnaire en quatre langues (1598), est ornée, riche et abondante, aimable, élevée, souple et capable d'exprimer toutes choses en philosophie et en théologie. » Et c'est vrai. D'habiles ouvriers l'ont assouplie, ciselée, l'instrument est excellent : malheureusement, les écrivains n'ont rien à dire. La pensée s'appauvrit à mesure que la langue se perfectionne. Jamais le style n'a été plus sonore et les ouvrages plus fastidieux.

Pendant trop longtemps les querelles scolastiques ont absorbé l'attention, et les forces vives du peuple se sont usées dans des discussions sans issue; à ce moment encore, l'hypnotisme théologique absorbe les plus belles intelligences. Puis, la sécurité n'est pas assez grande, les persécutions qui atteignent précisément la partie de la nation la plus active et la mieux douée, à la longue, énervent les esprits; la grande majorité de la population végète dans l'ignorance, perdue pour la production générale. Tout cela se traduit par une sorte de lassitude extrême. L'habileté technique court les rues, mais elle souligne la banalité. Pendant tout le siècle, il ne paraît pas une seule œuvre

d'imagination qui mérite d'être citée. La poésie n'est plus qu'une carrière ; les pièces de circonstance abondent, où l'on célèbre les événements, petits ou grands, de la vie des princes, des seigneurs ou des conseillers municipaux ; mauvais métier, qui dégrade l'auteur et le nourrit mal. Même le drame, quand il n'est pas purement et simplement une traduction de l'allemand, est un dithyrambe dialogué dans lequel, avec aussi peu de goût que de pudeur, on élève aux nues les talents et les vertus de quelque haut personnage. L'imitation de l'étranger est flagrante et le talent se réduit à l'application mécanique de règles toujours plus compliquées. Jusque chez les Frères, l'inspiration populaire fait de plus en plus place aux froides et médiocres compositions des théologiens, et peu à peu s'éteint ainsi le dernier écho de la poésie nationale.

Que lisent les Bohêmes ? Des romans interminables et saugrenus, des livres de polémique religieuse, diffus, subtils, vides, et ces vers de mirliton que distillent à jet continu des dizaines de poétereaux. A ce régime, les esprits s'affadissent. On mène grand bruit de la diffusion de l'Humanisme et du développement de l'instruction : jusqu'à quel degré de profondeur pénètrent les nouvelles idées ? — Il ne semble pas que ce soit très avant. Les gémissements des contemporains sur le peu de goût des Tchèques pour les études sérieuses ne sont pas un simple lieu commun. Pour beaucoup, le culte des lettres est affaire de mode, de vanité. Les savants dont on cite les noms sont en somme rares, la plupart étrangers : provoquent-ils un véritable mouvement scientifique ? Quelle action exercent leurs recherches sur le peuple ? Ou même l'atteignent-elles ? — Il paraît bien que non.

Nous n'avons aucune raison de douter de l'exactitude des renseignements de Stransky et il est possible, en effet, que les écoles tchèques aient été à ce moment les meilleures de l'Europe : la question est de savoir ce que signifie cette supériorité relative. Il y a beaucoup d'écoles et quelques-unes sont excellentes, ce n'est pas douteux : mais la moyen-

ne? Les maîtres arrivent frais émoulus de l'Université, ils y ont passé quelques mois et leur bagage est assez mince; ils ont leur fortune à faire et, s'ils aiment leur métier, c'est surtout lorsqu'ils ont réussi à le quitter et à se créer une autre position. Leur situation est fort instable : ils changent presque aussi souvent que les curés. Est-il vraisemblable dans ces conditions, en dépit de la bonne volonté de quelques hommes et d'une certaine amélioration matérielle, que les résultats généraux soient très brillants? Il semblerait plutôt que l'instruction devient moins solide; la connaissance du latin, moins générale. Au mois de mars 1609, le procureur chargé de lire une déclaration royale, défigure d'une façon barbare la formule latine : « telle était, ajoute Skala qui nous rapporte le fait, l'érudition de presque tous les procureurs tchèques, qui paraissaient à cette époque les plus robustes atlas de toute la chose publique [1] ».

L'Université compte quelques professeurs éminents; vers la fin du siècle, certaines réformes heureuses sont introduites, — bien modestes encore et timides, et le mal est si profond! Qui oserait rappeler les jours de gloire où Prague disputait à Oxford et à Paris la direction de l'Europe chrétienne? Ces souvenirs, même après Bakhatchek, paraîtraient une cruelle ironie. Nulle part le résultat navrant des luttes confessionnelles et politiques n'apparaît avec une plus lamentable évidence. L'Université est protestante, et les rois naturellement réservent toutes leurs faveurs à ses rivaux, les Jésuites. Mais les Réformés! — Seule, elle aurait donné à leurs prêtres l'instruction qui leur manquait et, par l'action lente et continue de ses étudiants, répandu dans le pays un ensemble d'idées moyennes communes. — Ces considérations générales s'effacent devant les plus étroites préoccupations. L'Université est suspecte aux Luthériens tant qu'elle est utraquiste, et elle devient suspecte aux modérés depuis qu'elle penche vers le parti avancé. D'ailleurs, les diètes sont

1. I, p, 197. Il y avait la formule : *Ad mandatum sac. caesar. majest. proprium,* il lit : *ad mandatum sacram cæsaream majestatem proprium.*

incapables de mener à bien une réforme qui eût exigé du temps et de la suite : sur ce terrain mouvant, aucune construction solide ne saurait s'élever. Tous les projets au bout desquels on n'aperçoit pas un bénéfice immédiat et concret, sont bientôt écartés : les parlements s'agitent et ne font rien, la révolution est la seule forme de l'activité politique qu'ils connaissent. De temps en temps, quelques orateurs signalent le mal, on nomme une commission, on présente un projet, puis, les États à peine séparés, l'affaire est enterrée, et les choses reprennent leur cours.

Les biens de l'Université ne lui ont pas été rendus; ses ressources sont insuffisantes et précaires. Des prescriptions vieillies, (l'obligation du célibat par exemple), s'ajoutent à la médiocrité des revenus et à l'incertitude de la situation pour éloigner la plupart des hommes de valeur. Quelques professeurs émérites : ils font tache au milieu de médiocrités qu'ils troublent dans leurs habitudes et qui, par tous les moyens, veulent se débarrasser de leur gênant voisinage. Depuis que les relations avec l'Allemagne sont moins haineuses, la plupart de ceux que ne satisfait pas cette vie végétative vont chercher dans les universités germaniques une existence plus large et une liberté moins mesurée. Ceux qui demeurent, sont des employés, timides, anxieux, qui ne voient dans l'étude qu'une carrière ; le plus clair de leur temps se passe à administrer leurs maigres revenus, leur principal souci est de ne pas se compromettre et de gagner à bon compte leurs pauvres appointements. Une seule Faculté, — avec des examens, des cours réguliers, au moins en principe, — la Faculté de philosophie. Pas de Faculté de droit! Dans un siècle qui est tout entier rempli par les polémiques religieuses, pas de Faculté de théologie! Les étudiants ne sont guère qu'une trentaine. Les professeurs s'endorment dans une nonchalante quiétude : les cours sont faibles et rares. Le vice endémique du siècle, l'ivrognerie, n'épargne pas les maîtres. « Le contubernium mériterait plus justement d'être nommé un combibernium. » Présentations aux postes vacants, examens, anni-

versaires, excursions, autant d'occasions de beuveries; les esprits s'échauffent, les conversations s'animent, et ce ne sont pas des questions scientifiques que l'on discute si âprement. Des querelles, on passe aux coups. Les maîtres n'ont pas même toujours la prudence de cacher leur vice dans l'intérieur du collége; ils jouent le rôle d'hilotes pour l'édification de leurs élèves : ceux-ci, avec une sorte de respect pour ce qu'ils seront eux-mêmes plus tard, soutiennent leurs pas titubants, les portent quand ils ne tiennent plus debout. Le lendemain, l'esprit est trouble, le travail pénible. En hiver, souvent les étudiants attendent à la porte du cours, en grelottant, un professeur qui ne vient pas. Ce sont les naïfs, les nouveaux; au bout de quelques semaines, ils sont au courant, ne paraissent plus à la Faculté que de temps en temps. Plus d'un professeur fait une ou deux leçons pendant le trimestre, d'autres n'en font point. Les ennemis de l'Université prétendent qu'il suffit d'avoir passé deux ou trois ans dans ses colléges pour ne plus rien valoir. Les meilleurs n'échappent pas à la contagion. Dans la dernière partie de sa vie, Bakhatchek prend l'habitude de se griser : de là, de grandes querelles avec son vieil ami Trojan, qui se grisait aussi : un soir, ils se jettent l'un sur l'autre, et peu s'en faut que Trojan ne passe par la fenêtre; le pauvre Bakhatchek, à la suite de cette équipée, est traduit devant le conseil académique qui exige de lui la promesse qu'il ne se grisera pas, au moins pendant un an; il implore seulement la permission de boire un verre de vin, dans sa chambre, avec un de ses amis.

Les anecdotes les plus piquantes ne sont pas les plus probantes. Il faut toujours se garder d'abonder dans son sens : les retouches, les atténuations, les explications donnent seules une certaine approximation de la réalité. Il n'y a pas si longtemps que l'ivrognerie est devenue une marque de mauvaise compagnie, et Bakhatchek, pour aimer à boire un verre de vin, n'en était pas moins un professeur consciencieux, un érudit et un pédagogue ingénieux et sage. Parmi ses collègues, plusieurs n'étaient pas indignes de le

comprendre et de l'aider. Mais enfin, et tout en faisant aussi large que possible la part des exceptions, il serait difficile de nier la médiocrité des études supérieures et il est évident que la décadence de l'Université doit exercer une influence des plus fâcheuses sur l'état moral de la nation entière.

Ce n'est jamais sans un grand désavantage pour un pays que périclitent ces établissements d'instruction nationale dont la mission est de répandre le culte du beau et du vrai. Le sens littéraire proprement dit s'émousse. Les progrès de la langue et la fécondité des écrivains dissimulent dans une certaine mesure l'inanité de leur labeur, mais l'histoire de l'art nous permet de toucher du doigt la sécheresse et la stérilité du siècle.

Quand on pénètre dans la connaissance un peu plus intime des grands seigneurs tchèques du XVI^e^ siècle, de ceux qui dirigent les États, mènent les partis, concentrent dans leurs mains le pouvoir et la richesse et résument à un degré supérieur les qualités et les faiblesses de leur pays et de leur temps, on s'aperçoit qu'on peut les diviser en deux grandes classes, les croyants et les artistes. La Renaissance et la Réforme, voilà les deux pôles du siècle, et en Bohême comme dans le monde entier, tous les hommes instruits oscillent entre ces deux centres d'attraction ; seulement, chez les seigneurs tchèques, ces nobles passions, religieuses ou artistiques, nous apparaissent comme édulcorées : elles n'ont ni autant de furie qu'ailleurs ni autant de sérieux.

De même que les fanatiques parmi eux mêlent à leur foi trop de calcul ou un certain découragement lassé, les artistes ne sont que des curieux. Entrez dans la diète un jour où préside Boudovets, on se dirait dans un parlement anglais, à la veille de la révolution puritaine : même jargon biblique, même mélange de politique et de religion, mêmes accusations contre une monarchie qui menace la foi, la constitution et l'honneur même du pays : la ressemblance est superficielle, les mots n'ont pas le même sens, les âmes, les mêmes besoins. — Dans son château, Guillaume de

Rosenberg rappelle les princes italiens de la Renaissance, tous les chroniqueurs font la comparaison, elle le flatte, — sans doute parce qu'elle n'est pas exacte. Ces dilettanti sont assez frottés de civilisation pour avoir le prurit des jouissances esthétiques, ils favorisent les artistes, élèvent des palais somptueux, les œuvres d'art s'entassent dans leurs palais, leurs châteaux sont entourés de magnifiques jardins ; de nouvelles espèces de plantes ou d'animaux ornent leurs parcs : les paons, les perdrix, les tulipes que Bousbeck apporte de Constantinople ; les fêtes sont nombreuses et magnifiquement ordonnées. — Mais en somme tout cela, c'est du luxe, et non de l'art, et quelquefois moins du luxe qu'un puéril étalage. La plupart de ces nobles obéissent à la mode, leur goût n'est ni délicat ni sûr.

Rodolphe, à ce point de vue comme à tant d'autres, résume assez bien le caractère général de ses contemporains. De même qu'il en a les ambitions sans constance et les ardeurs sans énergie, de même qu'il est intolérant sans être croyant, il a la furie des choses de l'art, il n'en a pas l'intelligence. Ses fantaisies intellectuelles le dominent ; peinture, sculpture, mosaïque, orfèvrerie, alchimie, astrologie, que sais-je encore, toutes les formes de l'activité intellectuelle le passionnent. Ses émissaires courent le monde pour lui découvrir des pièces curieuses. A sa mort, un jésuite, archéologue distingué, Jean-César Boulenger, — mort à Cahors en 1628, — évalue à 17 millions la valeur des perles, pierres précieuses, objets d'or ou d'argent de sa collection : qu'on y ajoute celle des tableaux, statues, etc., les sommes dépensées pour la réunion de tous ces trésors, les pertes, les détournements, le gaspillage ! Le chiffre total de l'argent que consacre l'Empereur à la création de ce musée, dépasse certainement plusieurs dizaines de millions [1]. Avec une partie de cet argent, les Turcs auraient

1. Presque toutes les collections européennes se sont enrichies de quelques pièces du musée de Rodolphe. Telle était la célébrité dont il jouissait que le désir de s'en emparer décida les Suédois, au moment où la paix de Westphalie était déjà signée, à attaquer par surprise la ville de Prague pour

pu être chassés de la Hongrie, la révolte de Mathias évitée et toute l'histoire du siècle changée. — Ces prodigalités ne sont que la folie d'un ramasseur de bibelots. Ce n'est pas un musée que fonde Rodolphe, mais un capharnaüm. A côté de chefs d'œuvre incomparables, on y admire le bonnet ducal de Przémysl et ses pantoufles, deux clous de l'arche de Noé et la mâchoire d'une sirène de la mer Égée [1]. Pas plus d'ordre que de choix; les œuvres les plus diverses sont entassées au hasard. On ne pénètre dans la collection que par faveur spéciale et presque par fraude. Dans ces conditions, quel profit l'art national saurait-il tirer de tous ces modèles?

A aucune époque, il n'a été aussi médiocre, aussi peu original. Ni un peintre ni un sculpteur dont le nom mérite d'être retenu : à peine quelques miniaturistes. Les artistes ne comprennent même plus la valeur des anciennes productions. Sous prétexte de restauration, les admirables peintures de Karlov-Tyn sont mutilées. L'architecture, si brillante à l'époque précédente, marie dans des constructions bizarres et lourdes l'ornementation de la Renaissance et les grandes masses ogivales. L'art national par excellence, la musique, qui est comme l'âme même du peuple tchèque, oublie ses anciennes traditions et demande ses inspirations à l'étranger.

Le nombre des écoles, les progrès de l'imprimerie et la diffusion des doctrines humanistes ne semblent pas avoir eu plus d'effet sur l'éducation scientifique du peuple que l'appel des artistes étrangers ou la formation des musées sur les progrès du goût. Jamais la conception du monde et de la vie n'a été plus enfantine; la superstition, plus gé-

emporter en Suède les merveilleuses richesses des Hratchany. Le Musée fut pillé à diverses reprises et les derniers restes en disparurent au moment où Joseph II fit transformer l'ancien château royal en une caserne d'artillerie. On vendit aux enchères les débris retrouvés, et cette vente est restée célèbre : la Léda du Titien fut mise à l'encan sous le titre de Femme nue mordue par une oie méchante : la statue de Scopas, mutilée, fut adjugée pour moins d'un franc.

1. Svatek, *Die rudolphinische Kunstkammer in Prag,* dans les *Culturhistorische Bilder aus Bœhmen*, p. 237.

nérale. A peine un enfant est-il né, nous dit Zamrsky, que les matrones se réunissent pour chasser le démon par toutes sortes de cérémonies, versent de l'eau, de l'huile, avec force grimaces et psalmodies. — Inutiles exorcismes! Cet enfant qu'on veut arracher au démon, va être toute sa vie tourmenté et dominé par lui. Les moralistes mêmes, qui condamnent ces pratiques, sont-ils dégagés de toute terreur? Zamrsky remplit son devoir de prêtre en flétrissant ces simagrées impies : mais avec quelle complaisance il accueille les histoires les plus fantastiques, et combien sont rares les esprits assez clairvoyants pour s'affranchir réellement des folles imaginations! A peine trois ou quatre écrivains, qui taxent les alchimistes d'imposteurs et nient le pouvoir des sorciers. Toutes les chroniques énumèrent les présages, les prodiges. Devins, chiromanciens, sorciers, magiciens, conjurateurs, nécromanciens, évocateurs, que sais-je encore; à voir les longues listes des industriels qui exploitent la crédulité humaine, on se croirait dans l'ancienne Rome [1]. Dans l'Europe entière, il est vrai, une sorte de folie de superstition trouble les esprits : les grandes découvertes ont ouvert l'âme aux rêves les plus étranges, et l'ébranlement des croyances la livre désemparée à toutes les impostures; il semble pourtant qu'en Bohême le mal soit plus universel. Si l'astronomie est en faveur, c'est à cause du pouvoir occulte qu'on y rattache. L'astrologie tourne toutes les têtes. Chez les croyants, le délire se traduit par le réveil des idées millénaires. Le pressentiment d'une suprême catastrophe hante les imaginations et les tient dans une épouvante continuelle : le monde approche de sa fin. L'auteur de l'A B C D de l'épouse chrétienne date son livre de 1585, « ces derniers temps du monde ». Mon livre, dit un autre écrivain, serait utile, « si ce monde dure longtemps encore, aux personnes qui pourraient vivre après nous ». La fin du monde, son déclin, ses dernières années, à chaque pas la même idée revient. Le peuple

1. Jiretchek; *Tch. tch. M.*, 1864, p. 29-31.

chante des chansons sur ce thème, et les esprits les plus éclairés n'ont ni plus de confiance ni moins de folle terreur. Véleslavin écrit son Calendrier historique, en 1590, « le dernier siècle ». Boudovets, dans son Anti-Koran, annonce l'approche de la Douzième heure, où s'accomplira le jugement de Dieu contre les Turcs. Les présages sinistres se multiplient; un peu plus tard, apparaissent les prophètes et les prophétesses et ils remplissent de leurs lamentations les cinquante années qui suivent la défaite du Protestantisme tchèque. Grandis au milieu de ces transes, exaltés par le malheur, les émigrés seront souvent leurs dupes, même Coménius [1].

A côté de l'astrologie, l'alchimie. Ici encore, l'exemple vient d'en haut. Tout contribue à faire de Rodolphe la proie des aventuriers, la curiosité d'esprit qu'il tient de son père, le besoin d'argent, l'improbité de serviteurs qui espèrent détourner son attention des affaires publiques, le vague sentiment d'affranchissement et de prise de possession de la nature par l'homme qu'a évoqué le travail du siècle. Les Hratchany sont pendant près de quarante ans l'Eldorado de tous les prestidigitateurs, magiciens, alchimistes, chiromanciens, inventeurs de filtres merveilleux, faiseurs de pronostics: tous accourent à la curée, sans que les déceptions et les escroqueries dessillent jamais les yeux du pauvre roi. Sa vie durant, avec une foi qui est presque touchante, il poursuit le mouvement perpétuel, la pierre philosophale et l'élixir de vie. « Il est impossible de calculer tout l'argent qu'il a consumé dans ses creusets, nous dit Balbin. Le lecteur pourra en avoir quelque idée en songeant à la passion de science de ce prince et à sa munificence, au nombre de ses alchimistes qui était de deux cents et à leurs travaux : car, depuis le commencement de son règne jusqu'aux dernières années de sa vie, l'Empereur n'abandonna pas la chimie et ne renonça pas à l'espoir

1. Sur ces prophéties, v. Zoubek, *Les écrits de polémique de Coménius, Tch. tch. M.*, 1885, p. 520.

de faire de l'or. » De temps en temps la prison, l'exil ou même la mort frappent quelques-uns des escrocs, mais leur sort tragique n'effraye pas leurs émules. La contagion gagne les têtes les plus fermes, le médecin du roi, Thaddée-Hajek, son astronome, Tycho-Brahé.

Dans le pays, depuis Guillaume de Rosenberg et les plus puissants seigneurs jusqu'aux dernières couches du peuple, personne que ne hante ce rêve d'une puissance et d'une fortune subites arrachées à la nature par une heureuse conjuration. En attendant, beaucoup se ruinent à entretenir leurs magiciens. Tous les châteaux ont leurs laboratoires d'alchimie. Un Anglais, Kelley, coûte à Guillaume de Rosenberg 300,000 florins d'or. Jean de Hasenbourg, descendant d'une des plus anciennes et des plus illustres familles de Bohême, avait eu 400,000 florins d'héritage; grand protecteur des lettres et des arts, il fit construire des châteaux magnifiques; sa bibliothèque, qui était citée à côté de celle de Rosenberg et de Lobkovits, tenta comme cette dernière les Suédois et fut emportée pendant la guerre de Trente ans; plus que ses livres et ses constructions, l'alchimie le ruina. A sa mort, il laissa des dettes énormes, ses fils vécurent misérablement et la race s'éteignit avec eux. L'alchimie ne fut pas plus clémente à Rodovsky de Houstirzan, qui se consola en continuant ses recherches dans les laboratoires de Hasenbourg et de Rosenberg : du moins elles ne furent pas sans utilité, puisqu'il nous a laissé un livre de cuisine, le premier composé en langue tchèque; c'est tout ce qui surnage de l'immense fatras des manuscrits magiques, innombrables [1]. A quoi bon multiplier les exemples? C'est toute la noblesse, toute la nation qu'il faudrait appeler en témoignage. A peine, çà et là, deux ou trois protestations; la plus connue est celle de Coménius qui,

1. *La cuisine*, livre sur divers plats, moyens de les préparer utilement et avec goût, comme le gibier, la volaille, le poisson, etc., Prague 1591. — Sur l'astrologie et l'alchimie en Bohême. v. deux articles dans Svatek, ouvrage cité; Palatsky, *Les pronostics et les calendriers tchèques, en particulier au* XVI^e^ *siècle*, et Hanouch, *La littérature astrologique en Bohême au* XVI^e^ *siècle*, tous deux dans le *Tchas. tchesk. M.*, 1829 et 1862.

dans son *Labyrinthe du monde*, avertit les imprudents qui « cherchent à gagner dans les flammes l'or et la longue vie et qui les perdent l'un et l'autre dans les flammes ». Vains appels à la raison humaine qu'étouffe le tumulte de la foule.

Les procès de sorcellerie commencent, d'abord dans les villes allemandes ou voisines de la frontière, ensuite un peu partout. Quelques magistrats résistent, refusent de frapper ces prétendus coupables : puis, assez vite, le bon sens fléchit, les exécutions se multiplient. A Khomoutov, la terreur est à l'ordre du jour, et les registres municipaux signalent sans cesse de nouveaux procès. En 1579, un sorcier est brûlé, un autre, enterré vivant. L'année suivante, on s'aperçoit que le rendement des mines d'alun diminue : grand émoi, c'était le principal revenu de la commune ; il y a là quelque magie ; on arrête une vieille femme, on la met à la torture pour lui arracher le nom de ses complices ; elle meurt dans les souffrances et le bourreau brûle son cadavre. A Koutna-Hora, un jeune homme de dix-sept ans, mis à la torture, avoue qu'il a signé un pacte avec le diable : le démon le protégera jusqu'à soixante ans ; après, il lui appartiendra. Déplorable marché que le diable ne tient pas : le malheureux est décapité en 1592. Que d'autres innocents périssent ainsi au milieu des plus épouvantables souffrances. A mesure que nous approchons de la fin du siècle, on dirait que le tableau s'assombrit : la raison s'obscurcit, les instincts stupides et cruels l'emportent, la bonne volonté de quelques hommes s'épuise à vouloir remonter un courant trop fort.

Preuve caractéristique de l'anémie morale qui ronge la Bohême : au lendemain du triomphe éclatant de la nationalité slave, pendant que le courant général, les précédents, les lois, lui sont favorables, ses progrès s'arrêtent brusquement et les Allemands commencent à reprendre le terrain perdu. En 1526, les Tchèques se croient si maîtres de la situation que presque aucune objection ne s'élève contre l'installation d'une dynastie germanique. Leur imprudence aura vite son châtiment. L'élection de Ferdinand I^er^ mar-

que l'apogée de la domination slave dans le royaume : depuis lors les Allemands passent de la défensive à l'offensive, timides au début, bientôt audacieux et insolents. Ils réclament d'abord la tolérance, puis l'égalité et même la domination, finissent par ne plus vouloir permettre que l'on parle bohême en Bohême. Leurs progrès se continueront ainsi jusqu'à Joseph II, dont les violences provoquent enfin une nouvelle réaction et marquent le début de la renaissance tchèque.

Les instruments de la germanisation sont en premier lieu les souverains. Ferdinand n'apprend jamais complètement le tchèque. Maximilien le comprend et le parle, mais assez mal et par devoir; quand on veut lui plaire, on lui parle allemand. Rodolphe sait à peine le slave. Sa jeunesse se passe en Espagne. Quand il revient après huit ans d'absence, il a oublié la langue du peuple qu'il va gouverner, et malgré les réclamations intermittentes et molles de la diète, il ne se donne pas grand mal pour la rapprendre. Lors du couronnement, il faut lui traduire mot à mot l'allocution que lui adresse Guillaume de Rosenberg, il lui répond en allemand et le seigneur de Pernstein traduit sa réponse en tchèque. A sa cour, on ne parle qu'allemand ou italien. En 1584, quand les États lui demandent de leur rendre la nomination des membres du Consistoire, toutes les négociations sont conduites en allemand; en 1607, ils désignent pour présenter leurs vœux à l'Empereur le comte André Schlik, parce qu'il connaît bien l'allemand. Les charges auliques sont partagées entre des Allemands, des Italiens et des Espagnols. Parmi les quatre valets de chambre, qui sont de véritables ministres, un seul est Bohême. Médecins, chapelains, astronomes, cuisiniers, laquais, tout cet immense personnel de la cour se recrute à l'étranger, méprise le tchèque, se raille du peuple qu'il exploite [1].

1. V. Svatka, Les Habsbourgs et la langue tchèque dans la *Osviéta*, 1886, p. 669, — M. Rybitchka a prouvé que Rodolphe avait une certaine teinture du bohême. Cela même montre la gravité de la situation : les Habsbourgs ont une vague idée de la langue du pays sur lequel ils règnent depuis un siècle !

Le tchèque est toujours la langue officielle du royaume; mais, dans les affaires communes, l'allemand est seul usité. Les grands fonctionnaires impériaux sont presque exclusivement des Allemands. La Chambre aulique, le Conseil de guerre, le Tribunal d'appel expédient les affaires en allemand, et, à mesure que les rapports deviennent plus nombreux entre la Bohême et les autres provinces de la monarchie et que la compétence de l'administration centrale s'étend, le rôle de l'allemand augmente. — Il n'y a pas péril en la demeure, surtout aucun parti-pris ni dessein préconçu d'exclure le slave : les plans de germanisation ne sont pas antérieurs au XVIII[e] siècle. Mais la lente et progressive infiltration d'un idiome voisin, la main mise sur la nation par des employés étrangers, l'introduction insidieuse dans la vie privée et dans les affaires publiques de la langue allemande n'en est peut-être que plus grave par cela même : on dirait une force naturelle contre laquelle on n'essaie pas de se révolter, et l'absence de toute violence et de tout système désarme la défense.

Ce serait certes dépasser beaucoup la mesure que de parler d'un sommeil du patriotisme : au milieu de la décadence des mœurs et de l'amollissement des cœurs, l'amour de la patrie est le plus sincère des sentiments qui animent les seigneurs. Mais, par une loi fatale, les plus généreux instincts éprouvent comme un déchet dans les esprits amoindris. Chez beaucoup de nobles tchèques, le patriotisme se rapetisse à n'être plus qu'un étroit égoïsme de caste; chez presque tous, il manque de perspicacité et d'énergie. Il est plus un instinct qu'une conviction. En face d'une usurpation trop flagrante, ils se cabrent, puis, calmés par leur explosion de colère, ils oublient le danger, et, dans ces longs intervalles d'apathie, les étrangers reprennent lentement leur œuvre. En Moravie, le comte de Dietrichstein, évêque d'Olomouts, prétend prendre place dans le Tribunal du pays sans savoir le tchèque et y donner son avis en allemand [1], et le conseil municipal d'Olomouts se

1. Cp., sur la décadence du tchèque en Moravie, un article de Chemběra: le Tribunal des fiefs à Kromierzitse, dans le *Tchas. matitse moravske,* 1871.

permet d'écrire en allemand à Ziérotyn ; à Prague, l'Administrateur utraquiste consacre en allemand deux candidats à la prêtrise, et le comte de Dohna veut lire à la diète un mandat impérial en allemand. C'est aller un peu trop vite en besogne et ces insolences sont vertement relevées. Dietrichstein ne prendra séance que quand il aura appris le tchèque ; Ziérotyn déclare nettement aux bourgeois d'Olomouts que, s'ils s'avisent de lui écrire autrement qu'en slave, ils ne devront pas s'étonner de ne pas recevoir de réponse. Il ne convient pas de rougir de sa langue naturelle, ajoute-t-il ; au contraire, « nous devrions rougir si notre idiome national, qui a tant de noblesse et de grandeur, qui est si ancien et si répandu, était chassé par un autre. » Le recteur de l'Université blâme sévèrement la conduite de l'Administrateur utraquiste, et les murmures des États coupent la parole au messager de Rodolphe : que l'on parle allemand en Allemagne ; ici nous sommes en Bohême, parlons bohême. — Malgré tout, c'est un fait grave déjà que de pareilles tentatives se produisent, d'autant plus que les colères qu'elles soulèvent n'ont pas de lendemain. Lorsque les seigneurs déposent Ferdinand II, qui choisissent-ils pour le remplacer ? — Un Allemand, un Électeur, et dans la session qui suit l'entrée à Prague de Frédéric V, les États, après avoir chanté un hymne tchèque, entonnent un cantique allemand.

Ils se remettent vite de leurs alertes, se croient assez protégés par les lois que chaque code nouveau formule plus clairement : quiconque, lisons-nous dans les Droits municipaux de Koldyn, veut accuser quelqu'un devant les tribunaux du royaume, présentera sa citation et sa plainte en tchèque, et le défendeur répondra dans la même langue [1]. — Le code de Koldyn est peu à peu accepté par les diverses municipalités ; les diètes de 1609 et 1610 interdisent les coutumes de Saxe et de Magdebourg, et les villes de Louny et de Litomierzitse promettent après une longue opposition

1. Jiretchek, *Codex*, p. 43.

de prendre pour règles les coutumes de Prague [1]. Les confréries de lettrés dans les villes favorisent le développement du tchèque. — Tout cela excuse dans une certaine mesure la placidité des États, ne la justifie pas complètement. Le patriotisme, sous sa forme moderne et épurée, n'a que de bien lointains rapports avec le patriotisme des républiques antiques, il ne suppose aucune haine contre les nationalités voisines et n'est en rien contradictoire à l'instinct de solidarité qui rapproche tous les peuples; il est au contraire la condition de *l'humanisme,* puisqu'il permet à chaque nation d'atteindre son complet développement et de travailler dans le plein épanouissement de ses facultés au progrès général. On ne saurait nier cependant qu'il implique un sentiment très vif de l'individualité nationale et, sinon la défiance pour les voisins, du moins un effort permanent pour maintenir en face d'eux une existence distincte. La vie d'un peuple comme d'un individu est une réaction permanente contre les forces extérieures, et la moindre distraction entraîne très rapidement la mort. Il est évident de plus que, quand un groupe peu nombreux est en contact avec une race beaucoup plus redoutable et naturellement envahissante, une vigilance de toutes les minutes est indispensable. Or, d'une part les circonstances et un certain parallélisme dans les événements historiques qui depuis 1526 se déroulaient des deux côtés des Monts Métalliques, de l'autre, la nature même de la race slave, rebelle aux longues rancunes et accueillante aux influences étrangères, sans émousser le patriotisme des Tchèques, leur inspirent à cette époque une confiance et un abandon singulièrement dangereux. Les haines, déchaînées par les envahissements germaniques, se sont apaisées dès qu'elles se sont crues satisfaites. Les relations entre les deux races voisines sont devenues très intimes. Les Protestants s'en vont étudier dans les Universités germaniques, appellent

1. V. sur cette question un important travail de Haniel, *Essai sur l'influence du droit allemand en Moravie et en Bohême,* (en tchèque), Prague 1874, p. 80-82.

d'Allemagne leurs maîtres d'écoles et leurs pasteurs; les Jésuites se recrutent en grande partie en Allemagne et attirent dans leurs colléges des élèves allemands. Les mariages mixtes sont très fréquents, et comme les Allemands, par orgueil ou par paresse, n'apprennent pas le tchèque, chacune de ces unions affaiblit l'élément national [1].

Ziérotyn pense sans hésitation à épouser une Allemande; en réalité, il se sent moins éloigné d'une Allemande protestante que d'une catholique bohême. Les rois accueillent les nobles étrangers, leur donnent des domaines, les poussent aux postes supérieurs. C'est un signe des temps que le principal promoteur de la révolution de 1618 sache à peine le tchèque.

Sur les frontières, la limite du slave recule : dans la région des Monts Métalliques, les mines attirent en foule les ouvriers du dehors. Dans les villes où le triomphe du tchèque est récent, sa victoire est désormais contestée. « La plupart des Allemands, écrit Stransky, ont été de tout temps habitués à une vie nomade. Ils quittent facilement leur pays, et viennent, maintenant comme dans les temps anciens, s'établir parmi nous. Et certes le dommage n'est pas faible pour notre langue, car autant ils se plaisent à demeurer chez nous, autant ils tiennent pour superflu d'apprendre notre langue. » A Most, l'usage du tchèque a déjà disparu, ce qui s'explique par les fréquents mariages des filles du pays avec les Misniens, comme « par la négligence du gouvernement, qui, au mépris de la raison et de la loi, ne s'inquiète nullement de protéger et de perfectionner notre langue ». Il en est de même à Ousti, à Khomoutov. A Litomierzitse, les mesures semblaient admirablement calculées pour assurer à jamais la domination de l'élément slave : dès 1514, le bourgmestre, les conseillers et les

1. Tout le monde connaît l'incroyable facilité avec laquelle les Slaves apprennent les langues étrangères : or, dans la lutte des nationalités, plus la mémoire est rebelle à un autre idiome et plus la victoire est probable. Les Roumains ont une extrême difficulté à parler le slave : aussi suffit-il que quelques familles roumaines s'introduisent dans un village serbe par exemple, pour qu'au bout d'un demi-siècle tout le village soit roumain.

bourgeois ont décidé de n'admettre aucun allemand, — car ces émigrés, loin d'être utiles, entraînent des difficultés et des divisions. — A plusieurs reprises, ces résolutions sont renouvelées, et vraiment elles paraissent superflues; la population est tout entière tchèque, et les nouveaux venus sont rapidement assimilés; pendant tout le XVI^e siècle, tous les actes municipaux sont en tchèque et d'une langue excellente. Et voilà tout à coup, dans les dernières années du XVI^e siècle et les premières du siècle suivant, un changement profond: les Allemands augmentent, d'abord dans les faubourgs; ils ont leur église, ne se mêlent plus au reste des habitants, il faut leur interdire de se nommer « commune allemande ». — Au centre même du pays, le tchèque est menacé : le commerce est presque tout entier dans les mains des étrangers; en dépit des édits, les Allemands s'établissent à Prague, construisent des écoles et des églises, ont deux prédicateurs, s'organisent en association hargneuse et insolente. Des Slaves ne rougissent pas de faire cause commune avec eux contre leur patrie, adoptent les coutumes et les noms des étrangers, envoient leurs enfants dans leurs écoles et oublient de leur enseigner le tchèque [1]. De jeunes sots affectent de ne parler que l'allemand, refusent de répondre en tchèque, fondent des sociétés dans lesquelles il est défendu de prononcer un mot slave; dans les auberges, les bals, ils interpellent les assistants en allemand [2]. Les écoles sont envahies par des instituteurs allemands; les nobles nomment curés des Allemands qui prêchent dans leur langue à des fidèles qui ne savent que le tchèque. Dans les villes, le Sous-Chambellan remplit les conseils de ces étrangers, instruments dociles et complaisants.

1. « Les chevaliers sont beaucoup plus fiers que les seigneurs, il n'est pas facile de leur parler ni commode de les aborder, parce qu'ils s'attachent plus aux coutumes allemandes qu'aux coutumes slaves, et l'on ne trouve pas beaucoup de vrais Tchèques, parce que les Tchèques épousent des Allemandes ». Paprotsky, 1540-1617, cité par Cholts, *La Nationalité* (en tchèque), Prague, 1881, p. 259.

2. V. une lettre du secrétaire du duc de Neubourg, cité par Svatka, *Osviéta*, 1886, p. 679.

Il y a encore beaucoup de vieux ici, écrit un envoyé du duc de Neubourg, qui ne savent que le tchèque et détestent l'allemand. — La diète finit par s'émouvoir et, pour mettre un terme à ces empiètements, elle vota la loi de 1615.

Beaucoup d'habitants de ce royaume, constatent les États, favorisent l'introduction dans le pays de langues et de populations étrangères. Aussi le nombre des étrangers augmente-t-il à vue d'œil. Ils y exercent leurs industries et leurs commerces, y acquièrent de grands biens, arrivent aux fonctions publiques, pénètrent en particulier dans les conseils municipaux, introduisent leur idiome dans les tribunaux et les délibérations publiques et, sans savoir trois mots de tchèque, décident les procès des Bohêmes. A l'avenir, les étrangers, établis dans le pays, devront faire apprendre le tchèque à leurs enfants, et ceux de leurs enfants qui sauront le tchèque pourront seuls hériter de leurs propriétés foncières. Les immigrés ne recevront la grande naturalisation et le droit de bourgeoisie que s'ils savent le tchèque; même alors, ils ne pourront exercer aucune charge publique et cette interdiction s'étendra à leurs fils; les églises et les écoles où le tchèque était autrefois en usage et qui depuis dix ans ont été occupées par des Allemands, seront rendues aux Bohêmes. Quelques personnes interdisent dans leurs réunions l'emploi du tchèque, ce qui est une injure pour la nation; si elles persistent, elles seront expulsées et la même peine atteindra celles qui forment des associations sous le nom de communes allemandes et menacent ainsi l'unité du royaume.

Près de trois siècles se sont écoulés depuis le vote de ce décret, et les Allemands s'élèvent encore avec indignation contre l'intolérance de ces Tchèques qui prétendaient qu'on respectât leur langue et exigeaient quelque garantie de ceux qui leur demandaient l'hospitalité [1]. Au moment où elle fut

1. Rappelons, pour montrer le point de vue des Allemands, les paroles de M. Schlésinger, dans son histoire de Bohême, d'ailleurs bien étudiée et fort intéressante : « Mathias, esclave docile des États, dut confirmer une loi qui, dans son intolérance sans exemple, devait étouffer avec une dureté vraiment

votée, la loi de 1615 ne provoqua aucune émotion, Mathias l'approuva sans difficulté et les Allemands ne se jugèrent pas menacés. Les derniers articles ne visaient que quelques abus isolés, si intolérables que personne ne s'étonna qu'on cherchât à y mettre fin. Les articles relatifs à la grande naturalisation et à la bourgeoisie ne s'appliquaient qu'aux nouveaux venus et non aux Allemands sujets du royaume. Or, si l'on songe que les assemblées publiques ne comptaient souvent qu'une centaine de votants et que, dans les villes, la bourgeoisie était le privilège de cent à deux cents habitants, n'était-il pas naturel que l'on essayât de se protéger contre l'intrusion des étrangers : il eût suffi sans cela d'une *fournée* pour déplacer la majorité dans les communes et dans le parlement, et en réalité la loi de 1615 était moins provoquée par les inquiétudes légitimes du patriotisme menacé que par l'exclusivisme d'une caste dominante, peu désireuse de partager les privilèges et l'influence.

Aussi, après comme avant la loi de 1615, les progrès des Allemands ne cessèrent pas. Il n'y a pas de question nationale en Bohême au XVI[e] siècle, dit M. Tomek, et il a raison en ce sens que l'immense majorité de la population slave ne soupçonne pas le péril qui s'approche. Seuls quelques hommes, plus perspicaces ou plus timorés, jettent un cri d'alarme. Le culte des écrivains pour la langue tchèque et leurs efforts pour la perfectionner révèlent une arrière-pensée de méfiance inquiète; il y a dans leur enthousiasme

draconienne jusqu'au dernier son de la langue allemande dans le pays..... Ces décrets n'ont pas besoin d'explication, ils ordonnaient purement et simplement l'extermination de tout élément allemand. On espérait arrêter une fois pour toute l'immigration étrangère, et dans le royaume même, l'idiome détesté devait être interdit sous les peines les plus sévères, non seulement dans l'église et dans l'école, mais même dans la famille. » — En réalité, il n'y a pas un mot de cela dans la loi, ni même dans l'analyse qu'en donne Schlésinger. La peine de l'expulsion atteint, non pas les Allemands, mais les nationaux qui savent le tchèque et refusent de se servir de leur langue maternelle. Les Allemands ne sauraient pardonner aux Slaves qui n'apprécient pas comme il convient l'honneur d'appartenir à la Germanie; alors comme aujourd'hui, ce n'est pas d'intolérance qu'il est permis d'accuser les Tchèques, mais de bénignité et de mollesse. Les Magyars n'usent pas vis-à-vis de leurs alliés, les Allemands, des mêmes ménagements.

un peu de cet amour désespéré qu'éveille dans nos cœurs le péril d'un être chéri. Ils cherchent dans la vieille littérature tchèque les œuvres de polémique qui sont de nature à réveiller l'enthousiasme national ; ils évoquent le souvenir des fleuves de sang qui séparent les Allemands et les Slaves. Paul Jéchin réédite la chonique de Dalimil, pour montrer que « nos aïeux n'ont rien eu de plus cher après Dieu et leur âme que la patrie, sa liberté et sa langue, qu'ils ont mis toute leur énergie, tout leur courage, tous leurs efforts à la maintenir. — On ne trouverait pas dans l'histoire un seul exemple d'un peuple qui ait conquis la puissance et la gloire en laissant étouffer sa langue naturelle. N'a-t-elle pas déjà assez souffert, la langue tchèque ? — On la parlait dans les régions de Misnie, de Brunswick, de Lunebourg, de Brême, on la parlait tout le long des rives de l'Elbe, dans toutes les contrées qui touchent à la Baltique : aujourd'hui elle a disparu [1]. » Faut-il qu'elle subisse la même destinée en Bohême ? — D'autres essayent d'arracher les rois aux influences allemandes, font miroiter à leurs yeux la fortune qui les attendrait s'ils devenaient Slaves : le sentiment national ici s'élève, dépasse les frontières du royaume, embrasse tous les peuples de même origine : Mathieu de Bénéchov, en présentant sa grammaire tchèque à Maximilien, essaye d'exploiter ses ambitions polonaises, rappelle l'unité de la race illyrienne et le charme qu'exerce le tchèque sur tous ceux qui parlent un dialecte semblable.

La voix isolée de quelques publicistes prévoyants tombe sans écho. Le péril est insidieux, la foule se bouche les oreilles, s'endort dans sa trompeuse sécurité. Les termes étrangers envahissent la langue ; chez les meilleurs écrivains, chez les puristes, on est sans cesse arrêté par des tournures ou des mots allemands ; Véleslavin en est rempli. « Nos ancêtres se sont donné tant de mal pour conserver notre langue intacte et la développer, notre époque dégénérée se donne autant de peine pour l'altérer et la

1. *Chronique de Dalimil*, éditée par Hanka, 1851, p. 246.

souiller. » Il en est des langues comme des peuples : avant l'invasion violente, l'infiltration qui la prèpare.

Les Mémoires de Datchitsky ne tarissent pas en gémissements sur l'indifférence avec laquelle les Tchèques assistent à l'immigration germanique et sur leur coupable inertie. Dès 1547, il écrit : on remplissait d'Allemands l'administration et ils tourmentaient de tout leur pouvoir les véritables Tchèques. — Depuis lors, ses plaintes ne cessent pas. Après avoir rappelé la loi de 1615, il ajoute : cela ne servit de rien, car c'est un mal déjà ancien, trop longtemps négligé, incurable et irréparable, à cause de la faiblesse et de la désunion des Tchèques. Beaucoup de Bohêmes soutiennent les étrangers contre leurs compatriotes. — Il y revient dans un autre de ses ouvrages : « La Bohême nourrit maint affamé et beaucoup d'ennemis, et quelle récompense en a-t-elle ? — Aucune. Elle souffre beaucoup de mal des étrangers. O Dieu ! Protège le peuple tchèque ! Ce sont les Slaves qui ont peuplé et défriché le pays, puis, d'autres peuples, haineux, jaloux, ont voulu s'approprier cette terre qu'ils avaient dédaignée auparavant. Ils ont envahi en foule le pays, ont cherché à chasser les Tchèques pour jouir du travail d'autrui et arranger tout à leur guise. Les Bohêmes cependant regardent tranquillement, ne se soucient pas de leur patrie, beaucoup aident même leurs ennemis et courent ainsi à leur perte. » — Il écrit en grosses lettres dans son manuscrit : « Comme une chenille dans un chou, un serpent sur la poitrine, un rat dans la grange et le grenier, une chèvre dans le jardin, ainsi l'Allemand dans l'ordre tchèque vole, prend, trompe, filoute et dérobe ouvertement. Beaucoup de mauvais Tchèques se mettent à l'école des Allemands, font alliance avec eux, s'unissent et se coalisent avec ces étrangers pour leur propre détriment ». Il suffit qu'il arrive en Bohême un étranger vagabond, misérable, nu, et aussitôt il reçoit un traitement, une place, commande et s'enrichit. A-t-on jamais vu un Tchèque ainsi traité en Allemagne ? O Tchèques misérables, impies, négligents, aveugles, sourds, muets, esclaves, ce que vos pères

ont conquis glorieusement et au prix de leur sang, vous le perdez honteusement, vous vous abandonnez vous-mêmes [1].

On souriait de ces déclamations. En somme, en faisant abstraction des districts de Cheb et Loket, purement allemands, mais qui avaient une administration particulière, la proportion des Slaves était encore de dix contre un. Aussi personne ne songerait à prétendre que le danger fût immédiat : n'était-ce pas un symptôme fâcheux pourtant qu'un siècle et demi après la grande insurrection nationale et lorsque depuis lors le pouvoir avait toujours appartenu aux Slaves, de pareilles plaintes fussent possibles, et quelle condamnation pour le gouvernement oligarchique que d'avoir laissé se rouvrir une question qui aurait dû être définitivement close !

En résumé, au point de vue national comme au point de vue politique et religieux, beaucoup de temps et d'efforts avaient été perdus dans un piétinement stérile, et cette banqueroute dont tout le monde avait une vague conscience, laissait les âmes sans ressort et comme vidées. Le XVI[e] siècle est une période décisive de l'histoire moderne : les peuples prennent position et s'organisent pour les luttes imminentes : malheur à ceux qui arrivent au combat mal préparés et mal outillés. En admettant même que nous ayons été frappés outre mesure des côtés fâcheux de la situation et que nous n'ayons pas placé assez en lumière les raisons d'espérer et les germes féconds, si l'on songe au développement historique de l'Europe à la même époque, on avouera sans peine que les hommes qui gouvernaient alors la Bohême avaient été au dessous de leur tâche : ils n'avaient su ni fermer les plaies du passé ni préparer l'avenir. Un peuple est en décadence quand il ne marche pas dans la voie du

1. *Mémoires*, I, p. 73, 75, 238; t. II, p. 63, p. 64; Koutna-Hora est certainement le lieu de réunion de tous les vagabonds, le refuge des Allemands en détresse, p. 124; p. 125, il parle de la mort d'un de ses concitoyens : c'était un ancien Tchèque, il détestait les Allemands qui gouvernaient en Bohême ; etc.

progrès du même pas que les autres. Le XVI^e^ siècle est l'époque de Morus, de Camoëns, de Machiavel, d'Arioste, de Rabelais, de Cervantès! Que d'idées agitées, quelle verve féconde, et combien nous paraissent vaines et creuses à côté les discussions des Utraquistes avancés avec les Utraquistes orthodoxes, et médiocres les élèves de Véleslavin et leurs périodes arrondies! Et ce qui est vrai de la littérature, est vrai de la même vérité en religion, en politique : c'est un éternel ressassement, une suite infinie, sans qu'aucune solution intervienne ou même qu'aucun programme se dégage nettement. A mesure qu'on avance, la fatigue, le découragement et le dégoût s'emparent de tous, les cœurs s'abaissent, les âmes se dégradent. Certaines époques valent mieux que leur réputation et leurs troubles incohérents cachent des forces inconnues; au XVI^e^ siècle en Bohême, l'apparence n'est pas mauvaise, la constitution est libérale, les passions moins violentes, une certaine tolérance est entrée dans les mœurs, les écoles sont nombreuses, le goût des lettres se répand, la langue est en progrès.—Mais l'édifice est vermoulu. A la moindre secousse, il s'effondrera et engloutira sous ses ruines les imprudents qui n'en ont pas vu les lézardes. Les traditions, c'est-à-dire ce qui fait la force d'un peuple et unit les diverses parties de la nation, ne sont ici qu'une cause de divisions; les institutions, au lieu d'assurer la marche régulière des affaires, empêchent toute action du gouvernement et organisent le conflit. De la nation, il ne reste qu'une caste; de la religion, qu'une formule; de la littérature, qu'une langue.

Les politiques avisés et les patriotes ne s'y trompaient pas. Au moment d'ouvrir les hostilités, les plus clairvoyants et les plus sages s'arrêtent, une voix intérieure les avertit, le moment est mauvais pour accepter le combat. Une des raisons de l'extrême modération de Ziérotyn, c'est qu'il est convaincu que la victoire appartiendra à ses adversaires. Les résolutions extrêmes ne sauraient aboutir à rien d'heureux, écrit-il à un de ses amis « parce que le peuple est léger et inconstant, les chefs divisés par la haine et l'envie,

les pays dépeuplés ou appauvris par une longue guerre, et qu'ainsi l'issue doit être triste. »

Malheureusement, s'il était infiniment probable qu'une rupture aurait « une triste issue », on ne voit pas comment elle aurait pu être évitée. Outre que les seigneurs étaient incapables de la modération et des longues réflexions qui les auraient prémunis contre une politique de casse-cou, les intérêts des divers partis étaient trop opposés pour qu'un compromis fût vraisemblable et la situation trop instable pour se prolonger longtemps. Les forces de la royauté étaient telles qu'elle devait chercher à établir définitivement sa domination, et les nobles, si puissants qu'ils seraient fatalement tentés d'assurer leur autorité sur les ruines de la monarchie. Les Protestants étaient trop nombreux pour se contenter d'une tolérance incomplète et tatillonne, et les Catholiques, trop fervents pour pactiser avec l'impiété. Les passions nationales étaient d'ailleurs surchauffées par l'atmosphère générale de l'Europe, les nuages qui s'élevaient de tous les côtés de l'horizon s'amoncelaient sur le royaume des Habsbourgs et c'était là que devait crever l'orage. A la Bohême, comme au champion le plus éprouvé de la liberté religieuse, revenait le redoutable honneur de donner le signal de la lutte décisive qui allait ébranler le monde jusque dans ses fondements et d'où est sortie la société moderne.

LIVRE III

L'INSURRECTION

CHAPITRE PREMIER

LA LETTRE DE MAJESTÉ

La situation politique européenne au commencement du XVII^e^ siècle. Catholiques et Protestants; Souverains et Diètes. La lutte imminente; forces respectives des deux partis; causes de faiblesse. — Les Habsbourgs et Henri IV. — Rodolphe, ses relations avec l'Espagne. — La tragédie d'Autriche; les deux frères. Révolte de la Hongrie et de l'Autriche contre Rodolphe. — Ziérotyn; défection de la Moravie. — Fidélité des Tchèques; la diète de 1608. — Les États de 1609. La lettre de Majesté. Boudovets de Boudov.

Vers 1625 un exilé, chassé de Bohême par le triomphe du Catholicisme, entreprit d'écrire l'histoire de la catastrophe qui s'était abattue sur sa patrie; mais ce n'est pas du royaume de Venceslas seulement qu'il nous parle dans les quatre in-folios qu'il a consacrés aux vingt-trois premières années du XVII^e^ siècle, c'est de la France, de l'Angleterre, de la Hollande. Les contemporains ont très nettement compris ainsi quel lien étroit rattachait les événements qui s'accomplissaient alors dans les diverses parties de l'Europe, et si, à partir de 1608, la Bohême passe au premier plan dans le récit de Paul Skala, c'est que des inci-

dents de Prague et de Vienne dépend dans une large mesure à cette époque le triomphe de la réaction ou du Protestantisme dans l'Europe entière, de même que la victoire complète du Catholicisme en Autriche semble devoir du même coup livrer aux Habsbourgs la monarchie universelle.

Singulière complication des choses : Hus devenant un allié des Bourbons contre l'Autriche ; la liberté du Calice transformée en question de politique générale ; l'insurrection, commencée parce qu'on conteste aux Protestants le droit de se bâtir des églises, aboutissant aux traités de Westphalie dans lesquels les cessions de territoire ont tant de place, et si peu les stipulations confessionnelles. — Et pourtant la révolution n'avait pas autant dévié de son point de départ qu'on est disposé à le supposer à première vue : à la fin comme au début, deux conceptions du monde sont en présence ; en face des puissances qui représentent le moyen âge et la réunion de la chrétienté sous une même foi et une autorité commune, les insurgés défendent les idées modernes, l'indépendance de la pensée et l'affranchissement des nationalités. La défaite des Habsbourgs n'est en somme que le dernier acte de la dissolution du Saint-Empire romain germanique, et celle-ci était la suite nécessaire de la révolte de la conscience contre la tradition et l'Église.

L'inextricable confusion des revendications religieuses et politiques que signalent avec tant de complaisance les historiens de la guerre de Trente-Ans, ne saurait surprendre que ceux qui n'ont aucune idée de l'évolution du monde. Quelque violentes que soient les crises morales, elles ne suppriment pas plus les intérêts qu'elles ne rompent les traditions : la phraséologie des programmes seule varie. La Révolution francaise par exemple, comme le démontre avec tant de force M. Sorel, abstraite dans son principe et cosmopolite dans son action, n'a modifié ni les tendances ni les passions particulières des divers peuples qu'elle a affectés ; chacun d'eux l'a adaptée à sa propre nature. De

même la Réforme, et on en a fait aussi la remarque. Ni les classes ni les nations ne cessèrent d'être ce qu'elles étaient auparavant, parce que Luther avait paru ; leur attitude vis-à-vis de lui fut dictée par leurs souvenirs et leurs espérances, et elles continuèrent après comme avant d'être conduites par les uns et poussées par les autres.

Les seigneurs s'étaient ralliés au Protestantisme parce qu'ils y avaient deviné un moyen d'étendre leurs privilèges, et les peuples les avaient suivis parce que l'affranchissement des consciences leur paraissait, à juste titre, une garantie de l'affranchissement des nationalités.

Si les Habsbourgs, d'autre part, en dépit des dispositions de quelques-uns d'entre eux et entre autres de Maximilien II, demeurèrent fidèles à l'Église, c'est parce que leurs ambitions impliquaient le maintien du Catholicisme. Les situations furent plus fortes que les velléités personnelles. En dehors de toute question de conscience, des considérations d'un ordre général entraînèrent la décision de Ferdinand Ier et de ses successeurs. Héritiers de Charlemagne, la suzeraineté qu'ils s'arrogeaient sur les autres princes n'avait plus de raison d'être du moment où la papauté disparaissait ; pour dominer l'Allemagne, il leur fallait la connivence de la Curie ; enfin, leur action au dehors était d'autant plus efficace que leur pouvoir était plus respecté au dedans, et comment n'auraient-ils pas vu que la Réforme tendait à augmenter à leur détriment les prérogatives des États et à relâcher les liens des diverses provinces qu'ils avaient réunies sous leurs lois?

Est-ce à dire que les combattants aient eu une idée claire du but qu'ils poursuivaient et des raisons de leur choix? — En aucune façon.

Les rivalités politiques sont alors voilées par les passions fanatiques. Les princes subissent, comme les peuples, l'influence de la transformation de l'Église et de la direction nouvelle que lui a imprimée la Compagnie de Jésus. Ferdinand de Styrie est un apôtre armé pour la vérité, et la conquête du monde n'est à ses yeux qu'un moyen d'écraser

l'erreur et de mériter son salut. Mais son inconscience ne change rien à la réalité des choses et les politiques prévoyants ne s'y trompent pas. De là, l'intérêt avec lequel tous ceux qui redoutent l'établissement d'une monarchie universelle, suivent les péripéties de la politique intérieure autrichienne.

Nous sommes toujours plus ou moins la dupe des événements contemporains : depuis si longtemps l'Autriche ne menace plus l'équilibre européen que nous taxerions volontiers d'exagération les craintes qu'elle inspirait alors. Que d'argent, que de passion dépensés par Philippe II, et pourquoi? Avait-il arraché la France à Henri IV, l'Angleterre à Élisabeth, les Pays-Bas au Taciturne? Où il avait échoué, qui donc réussirait?

Et pourtant la situation était grave. Par l'étendue de leurs domaines, le nombre de leurs sujets, leurs traditions et leurs alliances, les Habsbourgs disposaient de ressources considérables : à diverses reprises pendant la guerre de Trente-Ans, ne paraît-il pas qu'une défaillance de leurs adversaires suffise pour leur permettre de toucher au but? Pour les arrêter, ce ne fut pas trop d'un Richelieu et d'un Gustave Adolphe. Leur cause et celle du Catholicisme étaient identiques : or, au commencement du XVII^e^ siècle, l'Église marchait de triomphe en triomphe. Ses succès en Autriche en particulier étaient si rapides qu'ils causaient aux contemporains une sorte de stupéfaction. Encore quelques années, et les Habsbourgs, maîtres désormais absolus de leurs états immédiats, pèseraient de tout leur poids sur l'Allemagne et essayeraient d'en reprendre la conquête.

Ces brillantes perspectives furent brusquement troublées par Henri IV. Il prit la direction du Protestantisme et, par sa politique prévoyante et hardie, écrasa dans leur germe tous les rêves de réaction catholique et de domination universelle. Les succès des Habsbourgs tenaient en grande partie à l'isolement et au découragement de leurs adversaires : Henri IV les rapprocha et leur rendit l'audace

avec la confiance. Les princes italiens et allemands se groupèrent autour de lui, et, pour la première fois depuis plus d'un quart de siècle, les Catholiques se sentirent en présence d'une résolution énergique et claire. Henri IV était trop perspicace pour que l'importance européenne du conflit ouvert dans les possessions immédiates des Habsbourgs entre le souverain et les États lui échappât, il était très bien renseigné sur ce qui s'y passait et suivait les épisodes de l'histoire tchèque avec beaucoup d'attention. En dehors même de toute intervention personnelle et directe, ses projets supposés, ses alliances, son attitude ramenaient les indécis et les timides à une conception moins pessimiste de la situation, et les préparaient à ouvrir l'oreille aux suggestions du parti de l'action.

Vers le même moment, la transformation intime que nous avons déjà signalée dans le parti protestant, s'accentuait : la direction passait des Luthériens aux Calvinistes ou aux sectes voisines du Calvinisme. Le Luthérianisme s'était peu à peu ankylosé en une orthodoxie tracassière, dont les médiocrités et les exigences avaient vite lassé les cœurs généreux et les esprits élevés. L'habitude des voyages et une éducation plus raffinée avaient éveillé dans les âmes des besoins nouveaux que les prédicateurs luthériens ne satisfaisaient plus ou même ne comprenaient pas. Les nobles, les princes, qui avaient connu des directeurs plus instruits, moins timorés, plus mêlés aux affaires du monde, se détournaient de leurs anciens guides. Le Calvinisme, moins exclusif, plus ouvert aux influences étrangères, répondait mieux à la fois aux idées cosmopolites que l'Humanisme avait répandues et aux nécesssités politiques qui commandaient l'union des Protestants en face de l'ennemi.

Cette évolution n'était pas sans danger pour l'avenir du parti réformé; elle créait une scission profonde entre les chefs et la masse des soldats qui, demeurés fidèles à leurs prédicateurs traditionnels, apprenaient d'eux à détester l'apostasie de leurs princes. Pour le moment, le ré-

sultat immédiat était, pour parler le langage moderne, de donner la haute direction à la fraction radicale. Le Calvinisme représente dans la Réforme la logique, l'audace et, dans une certaine mesure, l'aventure. Plus hardis dans leurs conclusions, plus hostiles à l'Église romaine — parce qu'ils étaient plus sûrs de posséder la vérité et plus intimement pénétrés par elle, — les disciples de Calvin étaient aussi dans la vie réelle moins prompts aux concessions. La tolérance ne leur suffisait pas, leur piété leur ordonnait de poursuivre la domination. Comme les nobles étaient très nombreux dans leurs rangs, les idées belliqueuses n'étaient pas contrebalancées parmi eux par les terreurs naturelles au peuple sur qui retombe toujours le poids de la guerre, et leurs espérances étaient surexcitées par les relations très étroites qu'ils entretenaient avec l'Europe occidentale, encore toute frémissante des derniers combats. Tandis que les Luthériens tchèques continuaient à s'inspirer des conseils de l'Électeur de Saxe, dont les tendances pacifiques étaient notoires, les seigneurs calvinistes raillaient « le vieux singe édenté » et se rapprochaient de l'Électeur palatin, fort entreprenant et même fort agité.

Il se trouvait ainsi que, dans les premières années du XVII^e^ siècle, les partis opposés étaient dominés par les intransigeants qui désiraient également une rupture, ceux-là parce que leur conscience leur interdisait de supporter plus longtemps le scandale de la liberté religieuse, ceux-ci parce que le moment leur semblait venu de sortir de la situation fausse où ils étaient acculés et d'établir sur des bases indestructibles leur domination politique et confessionnelle.

Il y avait cependant entre les deux armées une différence sensible. Dans le camp catholique, les généraux étaient entraînés par leurs troupes plus qu'ils ne les guidaient, et ne les suivaient même que d'assez loin : leurs soldats ne rêvaient que bataille immédiate, sûrs que Dieu ne manquerait pas à sa cause : les rois étaient moins pressés, parce que

leur foi était moins simple et leurs vues moins bornées. Chez les Protestants au contraire, le gros du parti se serait résigné à toutes les tracasseries plutôt que de courir les aventures.

Impuissants à conjurer la crise, les modérés des deux factions réussirent à la retarder assez longtemps. Des deux côtés d'ailleurs, on avait comme un obscur pressentiment de la gravité de l'heure et on reculait instinctivement devant une responsabilité très lourde. L'histoire moderne ne connaît guère de plus épouvantable période que la guerre de Trente-Ans : les richesses accumulées dans l'Europe centrale pendant plusieurs siècles de tranquillité relative furent détruites, la civilisation recula brusquement; deux siècles plus tard, le mal était à peine réparé. Sans prévoir nettement le mal dans son horreur, tous hésitaient devant ce saut dans les ténèbres. Aussi, à plusieurs reprises, les troupes en présence, après s'être tâtées dans des escarmouches partielles, rentrèrent dans leurs positions : la mêlée générale ne s'engagea qu'après une série de fausses attaques.

Les camps opposés, c'est un point essentiel à rappeler, étaient formés d'ailleurs de coalisés que retenait ensemble une haine commune, mais qui n'abdiquaient ni leurs passions ni leurs ambitions particulières. Leurs rivalités intestines éclataient parfois avec une telle violence qu'ils en oubliaient leur alliance, et ces discussions se prolongèrent même après le commencement des hostilités. Aucun des deux partis n'était exempt de ces misères. Si la rivalité des Luthériens et des Calvinistes fut une des principales causes des succès remportés par les Catholiques au début de la guerre de Trente-Ans, les divisions des Catholiques avaient mis auparavant ces derniers à deux doigts de leur perte.

Les deux branches de la maison de Habsbourg, malgré la solidarité générale de leurs intérêts, poursuivaient une politique distincte et séparée par des différences qui n'étaient pas de simples nuances. Obligés par leur situation à bien des ménagements, la timidité des Empereurs inspirait quel-

que mépris au fanatisme espagnol, et la fougue d'intolérance de Philippe II effrayait et choquait les Autrichiens. Les descendants de Philippe le Beau et de Jeanne la Folle se différenciaient de plus en plus, l'influence des milieux l'emportait sur celle des origines communes, et, en dépit de la similitude des conditions et des croyances, l'opposition des caractères et des tempéraments rendait l'union fort incertaine et la collaboration très peu intime. Charles-Quint ne s'était pas résigné sans crève-cœur à laisser à son frère la couronne impériale, et ses successeurs héritèrent de ses regrets et de ses rancunes. Les Habsbourgs d'Autriche, de leur côté, prétendaient avoir été lésés lors du partage de la succession de Maximilien Ier, suivaient avec une méfiance peu dissimulée les progrès de la puissance espagnole et craignaient que la restauration catholique ne profitât exclusivement à leurs cousins. Jusqu'aux papes dont l'ardeur belliqueuse était contenue par les calculs et les méfiances de la politique! Henri IV ne désespérait pas de les attirer dans une alliance contre l'Espagne, et ils ne condamnèrent pas toujours le cardinal de Richelieu, quand il se mit à la tête d'une ligue anti-catholique : ils auraient eu mauvaise grâce à blâmer trop durement les arrière-pensées des autres souverains catholiques.

Rodolphe avait passé en Espagne ces années d'adolescence où se dessine et se trempe le caractère : mélancolique, défiant, taciturne, il rappelait par plus d'un trait son aïeule Jeanne la Folle et son cousin Philippe II; comme lui, on ne le vit jamais rire. Cette ressemblance d'humeur et un dévouement commun à l'Église catholique semblaient annoncer une alliance plus étroite et plus cordiale avec la cour de Madrid que sous le règne précédent. A peine Empereur cependant, Rodolphe manifesta les mêmes susceptibilités jalouses qui avaient éloigné Maximilien de Philippe II, et elles revêtirent bientôt un caractère maladif qui les fit plus opiniâtres et funestes. Dans ses provinces héréditaires, il affichait un grand zèle orthodoxe et s'attirait même les observations du roi d'Espagne qui lui reprochait

de vouloir aller trop vite; mais il tenait surtout à montrer qu'il n'était pas un simple instrument dans la main de son parent. Sa politique était assez instable, ce qui à ses yeux devait prouver qu'elle était personnelle. Dans l'affaire de l'Électorat de Cologne qui remua si profondément l'Allemagne, faillit provoquer la guerre et causa de si vives inquiétudes au monde catholique, les Romains n'eurent guère à se vanter de son zèle; à un moment même, il parut pencher pour le candidat protestant, Gebhardt Truchsess [1]. Don Juan d'Autriche se plaignait d'avoir reçu de lui une lettre telle « que de la forge du prince d'Orange, pour fomentée qu'elle fût, n'en serait sortie meilleure [2] ». On le soupçonna en 1577 d'avoir encouragé l'équipée de son frère Mathias qui avait eu la fantaisie d'aller conquérir un trône aux Pays-Bas, et le ressentiment de Philippe II dura longtemps [3].

Les rapports de Rodolphe et de la Curie n'étaient pas non plus très cordiaux : il la ménageait, parce que ses subsides lui étaient indispensables, mais redoutait son intervention et manifestait plus d'ennui que d'enthousiasme quand on lui annonçait l'arrivée d'un nonce. Pendant la longue durée de son règne, la situation se modifia naturellement à diverses reprises, et de nombreuses tentatives de rapprochement avec Philippe II se produisirent; mais, d'une façon générale et à considérer les choses dans leur ensemble, l'accord des cours de Prague et de Madrid fut toujours plus apparent que réel. Le roi d'Espagne ne cessa pas de se méfier de Rodolphe, de ses brusques intermittences de zèle et

1. La défaite de Truchsess fut surtout l'œuvre de Guillaume de Bavière, qui ne trouva dans les cours de Prague et de Madrid à peu près aucun appui et qui eut même grand peine à entraîner la cour de Rome; les ambassadeurs bavarois se plaignent de la difficulté qu'ils ont « à remuer ces durs vieillards ». V. Bezold, qui a publié un travail extrêmement remarquable sur la politique de Rodolphe : *Kaiser Rudolf II und die heilige Liga*. Munich, 1889, p. 14.

2. *Id.*, p. 6.

3. Cp. Stieve, *die Verhandlungen über die Nachfolge K. R. II in den Jahren 1581-1602*, Munich, 1879, très important pour la politique allemande. V. aussi la grande collection, *Briefe und Akten zur Gesch. des dreissigjæhrigen Krieges*.

de tiédeur, et en même temps il espérait vaguement que les périls dans lesquels il se précipitait ouvriraient à ses propres ambitions quelque perspective favorable. L'Empereur de son côté devinait ces calculs et s'inquiétait de l'influence que s'arrogeaient les ambassadeurs de Philippe, San-Clemente ou Zuniga, et du crédit qu'ils rencontraient auprès des Catholiques. Il était ainsi dans une situation très compliquée et fort embarrassante : sa politique intérieure lui aliénait les Protestants, et il n'osait pas s'appuyer contre eux sur les puissances catholiques; sa ligne de conduite variait sans cesse : son éducation et ses instincts ne lui permettaient pas de pratiquer sincèrement la tolérance, et il paraissait cependant par instants prêt à se rapprocher des Réformés par haine et par crainte du parti espagnol. Ces oscillations, dans un pays où la majorité appartenait depuis longtemps aux hérétiques, annulaient tout l'effet des mesures les plus énergiques et n'en laissaient subsister que l'odieux.

Les tendances diverses qui tiraillaient l'esprit du roi s'incarnaient dans les conseillers qui se partageaient ou, plus exactement, se disputaient l'influence. Entre les fanatiques, dont Popel de Lobkovits, Martinits et Slavata sont les types les plus connus, et les modérés qui se groupaient autour d'Adam de Sternberg, Rodolphe inclinait vers les premiers par conviction et vers les seconds par tempérament. « Plus flegmatique et doux que colère, plus timide qu'ardent, et par dessus tout mélancolique », il détestait les Protestants, mais redoutait les complications que provoqueraient nécessairement des mesures radicales. Trop négligent pour exercer sur les affaires cette surveillance de tous les instants qui est la condition même du gouvernement, il était la proie naturelle de tous ceux qui guettaient ses accès de paresse. A côté des fanatiques, s'agitaient autour de lui des faiseurs, pour lesquels la restauration catholique était une affaire et qui se souciaient peu de mener le royaume aux abîmes, s'ils y voyaient quelque avantage personnel. Les uns s'attachaient à l'ambassadeur espagnol et lui vendaient le plus cher possible un dévoue-

ment suspect; les autres excitaient au contraire la méfiance de l'Empereur contre Philippe. Comme le but leur était en somme assez indifférent, les mesures les plus conformes à leurs prétendus desseins leur étaient suspectes, si elles étaient proposées par leurs rivaux, et les fluctuations les plus imprévues s'expliquaient par ces jalousies de cour. Barvitius, Trautson, Rumpf, Lang, Liechtenstein, Berka, tout ce ramassis d'aventuriers faméliques, cette camarilla de valets de chambre, chambellans, secrétaires particuliers, c'est là qu'il faut chercher les principaux coupables des fautes du souverain et les auteurs de la catastrophe.

D'abord ils arrêtent l'élan de la restauration catholique. Sans leurs querelles intestines, il n'est pas sûr que la Réforme n'eût pas été étouffée sans coup férir, comme cela se produisit par exemple en Styrie. En Moravie, où la liberté de conscience était cependant si ancienne, les hérétiques, assez longtemps, ne font presque pas mine de résister, et le cardinal de Dietrichstein, qui apportait dans la réalisation de ses projets autant de méthode que de hardiesse, eût peut-être ramené à l'Église cette province si longtemps séparée, s'il n'avait été sans cesse contrecarré par les rancunes et l'inertie de l'entourage impérial. A ce moment, dans cette heure de résignation apathique des Protestants, il est impossible de dire ce qu'eût obtenu une volonté persévérante. Mais les mesures les plus rigoureuses, dès qu'elles n'étaient pas maintenues et appliquées avec suite, exaspéraient les dissidents sans les affaiblir et n'aboutissaient qu'à créer la haine et le mépris de l'autorité souveraine.

Cette incertitude et cette sorte de flottement, cet évanouissement du pouvoir étaient plus sensibles encore et plus fâcheux dans les questions politiques. La monarchie était fort étendue, les communications lentes et difficiles, la position de Prague un peu excentrique, la surveillance ne s'y exerçait pas facilement sur les autres provinces. On avait installé à Vienne une sorte de second gouvernement, sous la présidence d'un archiduc, assisté des délégations des

conseils supérieurs [1]. La plupart des affaires échappaient ainsi au roi; il connaissait mal les événements, et on oubliait peu à peu ses droits. Comme il était impossible cependant que l'on n'en référât pas à la cour dans les cas les plus graves, les questions urgentes souffraient de longs retards, et les solutions étaient prises au hasard par des ministres incomplètement renseignés. Souvent, lorsque leurs ordres arrivaient, les circonstances avaient changé. Les représentants de l'autorité centrale n'étant ni surveillés ni contenus, ils abusaient de leurs pouvoirs, les uns dans un but d'avidité personnelle, les autres par excès de zèle. Ils empiétaient sur les privilèges des diètes, étendaient au préjudice des libertés provinciales la compétence de la Chancellerie aulique ou des tribunaux royaux. Par une contradiction fréquente en histoire, le pays ne se sentait pas gouverné et il était opprimé. Le mécontentement était général, plus vif dans certaines régions, la Moravie par exemple, habituée depuis longtemps à une très large autonomie et abandonnée à des ambitieux sans pudeur [2].

Henri IV avait à Prague un ambassadeur très actif, fort au courant des affaires de la Bohême, où il séjournait déjà depuis longtemps, et qui, comme presque tous les diplomates français de cette époque, mettait tout son cœur au triomphe de son maître [3]. Il voulait ruiner la maison de Habsbourg

1. Fellner, *Mittheilungen des Instituts für Œst. Geschichtsforschung*, 1887, p. 296.

2. Chloumetsky a écrit quelques chapitres excellents sur l'état de la Moravie à ce moment. Je ne saurais ici entrer dans le détail des faits, comme en général, dans ces derniers chapitres, je ne reviendrai pas longuement sur des événements trop connus. Le règne de Rodolphe et le début de la guerre de Trente-Ans ont été souvent racontés, : je voudrais seulement essayer de rectifier sur quelques points les opinions reçues et montrer comment éclata la catastrophe que les événements antérieurs avaient rendue inévitable.

3. C'est avec un vif regret que je suis obligé, pour ne pas m'écarter de mon sujet, de passer si rapidement sur l'action de la France dans les troubles autrichiens. Il y aurait là matière à un grand travail. Ancel mériterait un livre semblable à la belle biographie d'Anquez sur Bongars, et on en trouverait sans peine les éléments, entre autres dans la collection Harlay de la Bibliothèque nationale. Nous sommes à l'aurore de la grande époque de la diplomatie française et les collaborateurs de Henri IV ne sont inférieurs ni en talent ni en patriotisme aux collaborateurs de Richelieu.

en séparant les différents états réunis par Ferdinand Ier, et il avait des auxiliaires très ardents dans l'Électeur palatin et dans un petit prince de l'Empire, Christian d'Anhalt. Christian, sans scrupules, d'une grande fécondité d'invention, infatigable en intrigues, gouvernait le Haut-Palatinat, ce qui lui permettait d'entretenir des relations suivies avec les ennemis de Rodolphe. Il était fort bien renseigné par ses coreligionnaires, les calvinistes Illeshazy en Hongrie, Tschernembl en Autriche, Ziérotyn en Moravie, Boudovets et Vouk de Rosenberg en Bohême. Désignés par leurs richesses, leur influence et leur ardeur religieuse à la direction de leur parti, tous ces grands seigneurs n'accueillaient pas volontiers la pensée d'une révolte et surtout ils n'en acceptaient pas avec une égale facilité les conséquences extrêmes : Ziérotyn par exemple, le cœur le plus droit peut-être et à coup sûr l'esprit le plus remarquable de ce groupe si riche en talents et en vertus, était absolument convaincu de la nécessité de maintenir l'Autriche; tous non plus n'avaient pas les mêmes sentiments pour Rodolphe. Ces divergences apparurent dès le lendemain de la révolution et en diminuèrent le succès ; pour le moment, elles se fondaient dans une commune colère. Les ambitions étrangères, les rancunes féodales, les désirs séparatistes s'unissaient dans une même volonté d'exploiter contre le roi le mécontentement à peu près universel provoqué par son misérable gouvernement et la réaction catholique qu'il encourageait.

Une insurrection parut bientôt si probable que, parmi les parents du souverain, les cupidités s'éveillèrent; ils n'auraient peut-être pas créé le mal, mais, puisqu'il existait, la tentation était grande d'en profiter. — La vie de Rodolphe ne fut qu'une longue négociation matrimoniale. La première de ses fiancées, et celle qui occupa le plus longtemps sa fantaisie, fut la fille de Philippe II, Isabelle ; les pourparlers durèrent plus de vingt ans. La mère de Rodolphe, bonne espagnole et bonne romaine, désirait très vivement cette union; en 1582, le roi d'Espagne donna son consentement

formel, et le mariage fut fixé au mois de mai de l'année suivante. Il fut renvoyé, ajourné à diverses reprises, sans être pendant longtemps encore complètement abandonné. « C'était, suivant la remarque d'un historien pénétrant, un rêve à demi-séduisant, à demi-désagréable, dont Rodolphe ne voulait pas être réveillé, et qui, offrant à son imagination une série de combinaisons variées, le torturait, sans qu'il se résignât jamais à y renoncer tout à fait [1]. » Les prédictions menaçantes de ses astrologues, l'ennui de renoncer à une vie assez désordonnée et à des intrigues qui lui étaient chères, contribuaient à l'éloigner d'une union qu'il redoutait déjà parce qu'elle aurait resserré davantage les liens qui le rattachaient à l'Espagne. Désireux dans tous les cas d'en retirer quelque gain, il demandait comme dot le Milanais ou les Pays-Bas, tandis que Philippe II, au contraire, comptait bien obtenir quelque concession en échange de l'alliance qu'il offrait à son cousin.

Les négociations avec l'Espagne, tour à tour interrompues et reprises à propos d'Isabelle dont la jeunesse se fana au milieu de ces hésitations, n'excluaient pas d'autres projets matrimoniaux. Peu à peu cependant, les velléités de Rodolphe cessèrent d'être prises au sérieux, et tous ceux qui revendiquaient quelque droit à son riche héritage, prirent position et songèrent à exploiter son imprudence. L'obstination du roi à ne pas se marier était une lourde faute et une sorte de forfaiture envers sa maison : dans un état dont les parties étaient encore fort mal liées, le premier devoir du souverain était d'assurer la succession au trône. Mais l'impéritie de Rodolphe n'excuse pas les impatiences de ceux qui, dès qu'ils eurent conçu l'espoir d'arriver au trône, voulurent le réaliser sur le champ et ne reculèrent devant aucun prétexte ni aucune combinaison pour mettre immédiatement la main sur une propriété qui n'était pas encore vacante.

Ferdinand I[er] et Maximilien avaient eu beaucoup d'en-

1. Bezold, p. 18.

fants: la famille royale, même en laissant de côté la ligne espagnole, était donc fort nombreuse. Le frère cadet de Rodolphe, Ernest, était mort en 1594, et l'héritier légitime du roi, s'il ne se mariait pas, était son second frère, Mathias. Mathias avait eu la chance d'échapper à l'éducation espagnole, et cela lui avait créé une sorte de popularité qu'il ne méritait par aucune qualité transcendante. Tourmenté d'une ambition inquiète, il avait eu un moment la pensée de se faire proclamer roi des Pays-Bas; l'équipée avait été peu brillante et le candidat-monarque avait joué un assez sot personnage; revenu un peu honteux, il avait été réconcilié sans trop de peine avec son frère par l'impératrice douairière, et Rodolphe, dont la défiance n'excluait pas une très sincère affection pour sa famille, l'avait chargé d'importantes fonctions. Commandant des troupes impériales en Hongrie et gouverneur de l'Autriche, Mathias était en réalité le co-régent de son frère, et il administrait tout l'est de la monachie. Avec un peu de prudence et quelques ménagements, il eût sans doute conservé les bonnes grâces de Rodolphe et eût été à même d'exercer une action fort utile sur la politique générale; malheureusement, ses précédentes déconvenues ne l'avaient pas guéri du goût des aventures. L'attitude de Mathias était telle qu'elle aurait mécontenté même un souverain dont les susceptibilités eussent été moins promptes à s'éveiller que celles de Rodolphe. Les historiens, ceux en particulier qui sont le plus dévoués à la dynastie des Habsbourgs, sont en général aussi indulgents pour Mathias qu'ils sont implacables pour son aîné. Il y a là tout au moins quelque excès [1]. Membre de la maison d'Autriche, Mathias devient l'auxiliaire et le jouet des adversaires de cette maison, et ce n'est vraiment pas sa faute si les troubles qu'il provoque ne se terminent pas par le morcellement et la ruine de la monarchie; catholique ardent, il se met à la tête des hérétiques mécontents, achète leur concours par les

1. M. Gindely, par exemple, me paraît beaucoup trop sévère pour Rodolphe; en réalité, les fautes furent partagées. Cp. les très beaux articles de Tomek, La lutte de Rodolphe et de Mathias, dans le *Tchasopis tch. M.*, 1856.

plus larges promesses, et, à peine a-t-il conquis le trône grâce à eux, qu'il cherche à reprendre sa parole et trompe ses complices comme il a trompé son frère ; pour usurper le pouvoir, il ramasse les accusations des adversaires de Rodolphe contre son indolence et sa frivolité, et, victorieux, il ne montre ni plus de suite dans les idées ni plus de fermeté dans l'action ; il ne nous apparaît ainsi que comme un brouillon, prêt à tous les coups de tête pour satisfaire ses fringales de pouvoir et incapable de justifier son ambition par l'usage qu'il fait de l'autorité. Il convient de plus de ne pas oublier qu'une partie au moins des négligences et des fautes qui amènent la chute de Rodolphe retombe directement sur Mathias, puisqu'il avait depuis plusieurs années la haute main sur les affaires de la Hongrie, et, d'autre part, les dernières entreprises de Rodolphe, presque folles, trouvent leur explication, sinon leur excuse, dans le désespoir de l'Empereur, froissé dans ses plus chères affections et trahi par les hommes que la reconnaissance, à défaut de tout autre sentiment, aurait dû détourner d'une odieuse défection.

Mathias fut surtout l'instrument d'un intrigant, l'évêque de Vienne, Khlesl. De petite naissance et fort ambitieux, sans talents supérieurs, mais actif et plein d'entregent, Khlesl avait aperçu de bonne heure qu'un grand rôle reviendrait à l'homme qui se mettrait à la tête de la restauration catholique. Violent, sans avoir même l'excuse d'une foi très vive, il s'était acquis une rapide renommée par ses rigueurs contre les hérétiques autrichiens et avait reçu, en récompense de ses bruyants services, l'évêché de Viener-Neustadt. Il désirait exercer ses talents sur un plus vaste théâtre et il avait un moment brigué la faveur de Rodolphe. Repoussé de ce côté, il s'était attaché à la fortune de Mathias, en attendant l'occasion de se venger de l'Empereur qui avait eu le tort impardonnable de ne pas vouloir de lui pour ministre. Il fut la cheville ouvrière de tous les complots et n'éprouva aucun scrupule à solliciter le concours des conspirateurs hérétiques.

La santé de Rodolphe avait toujours été mauvaise. Dès 1577, la fugue de Mathias l'avait rendu « presque mélancolique », et l'on disait déjà de lui à ce moment « qu'il n'était pas fort ». Un contemporain qui le vit en 1579 lui avait trouvé si mauvaise mine qu'il en avait été effrayé. L'année suivante, il fit une grave maladie, et pendant longtemps on le crut perdu. Depuis lors, il donnait de temps à autre des signes non équivoques de fatigue mentale, passait par de brusques accès d'excitation et d'apathie, refusait les audiences; il se purgeait souvent, et, dans ces périodes de malaise, personne ne pénétrait auprès de lui que son médecin et un ou deux confidents privilégiés. Les excès de toutes sortes aggravèrent cette disposition fâcheuse, et plus encore les terreurs égoïstes surexcitées par sa mauvaise santé. Harcelé de tous les côtés par les conseillers plus ou moins désintéressés qui l'invitaient à régler la succession au trône, il en vint à se croire entouré de traîtres, et il paraît en effet probable que ses confidents les plus intimes étaient soudoyés par les candidats éventuels au trône. Ces tortures morales aboutirent, vers 1600, à de véritables accès de délire. Depuis lors, Rodolphe fut sujet à des attaques assez fréquentes de son mal, et ces alternatives de raison vacillante et de folie à demi-lucide se continuèrent jusqu'à sa mort.

Les princes de la maison d'Autriche, justement effrayés d'une complication aussi fâcheuse, cherchèrent les moyens de remédier au mal. L'entreprise était fort délicate, exigeait des ménagements infinis : la moindre précipitation, la plus légère imprudence étaient grosses de complications redoutables. Les négociations traînèrent plusieurs années, jusqu'au célèbre traité du 25 mars 1606, conclu à Vienne entre Mathias, ses frères Maximilien et Maximilien-Ernest, et son neveu, Ferdinand de Styrie. Les archiducs, en présence « de l'indisposition mentale de Rodolphe qui le rend moins capable d'exercer l'autorité », déléguaient leurs pouvoirs à Mathias pour les représenter et agir au mieux des intérêts de leur Maison. Comme le fait très justement remarquer

M. Tomek, on étend beaucoup trop les termes du traité quand on y voit une sorte de blanc-seing donné à Mathias; la conduite ultérieure des archiducs prouve qu'il n'avait pas été question de la déposition de Rodolphe, et ils ne s'y seraient pas prêtés; il s'agissait surtout d'exercer sur lui une pression morale, pour le décider à se choisir un successeur. Y réussirait-on? C'était douteux; mais, pour le moment, une révolte ouverte et l'aléa qu'elle comportait répugnaient également à la majorité des signataires du traité du 25 mars. Mathias au contraire et ses inspirateurs étaient dès lors bien résolus à abuser de la vague approbation qu'ils avaient obtenue. Depuis longtemps ils préparaient l'opinion, attisaient le mécontentement, rejetaient sur le roi seul la responsabilité de difficultés, qui, augmentées sans doute par ses négligences, tenaient à des causes générales beaucoup plus profondes.

La guerre avait recommencé en Hongrie contre les Turcs, en 1592, — d'abord assez malheureuse; mais la fortune était brusquement revenue aux armées impériales. La Transylvanie, qui, depuis Ferdinand I, était l'alliée et la vassale du Sultan, avait été occupée; la Porte, dont la décadence commençait, était si découragée que, pour la première fois, elle avait sollicité la paix; les conditions proposées lui parurent cependant trop dures, et les hostilités continuèrent (1604). Rodolphe était plein d'espoir, et les événements semblaient l'y autoriser.

Il fut grisé par ses succès et eut le tort d'entreprendre en même temps une série de projets, qui, isolément, étaient parfaitement exécutables et qui rentraient tous dans la politique et les traditions de sa Maison, mais qui, pour être menés de front, auraient exigé un homme supérieur. Il comptait ainsi, — et ce fut sans doute une des raisons qui le poussèrent à ces résolutions hardies, — fermer la bouche à ceux qui le représentaient comme indigne du trône. Quel meilleur moyen de les convaincre d'imposture que de relever l'autorité royale à l'intérieur, en même temps qu'il étendait les frontières de l'empire? Les mesures de rigueur con-

tre les dissidents redoublèrent en Autriche; en Moravie, les agents royaux contestèrent les droits de la diète et violèrent, sinon la lettre de la constitution, du moins des traditions séculaires; en Hongrie, où les Protestants, fort nombreux, jouissaient depuis longtemps d'une sécurité complète, les officiers publics commencèrent à les inquiéter, et, lorsque la diète de Presbourg se plaignit (1604), le roi répondit à ses doléances en ajoutant de sa propre autorité aux résolutions votées par les États, un article dans lequel il rappelait un mandat très sévère de l'assemblée de 1524 contre les hérétiques. Ces mesures étaient, si non absolument imprudentes, du moins très risquées; pour qu'elles réussissent, il eût fallu une vigilance toujours en éveil, une énergie que ne déconcertât aucun danger, surtout l'union étroite de tous les souverains catholiques et en particulier de tous les princes autrichiens. Aucune de ces conditions n'existait.

De toutes les provinces des Habsbourgs, la plus dure à la main était la Hongrie. Nulle part le régime féodal n'était plus lourd, la noblesse, plus avide de privilèges et plus rebelle à toutes les conditions d'un gouvernement régulier; nulle part la domination des Autrichiens ne soulevait plus de haine. La révolte y était toujours menaçante : l'autorité n'y était respectée que si elle était soutenue par une armée imposante, et précisément les bataillons impériaux, composés de soudards sans aveu et de mercenaires recrutés un peu partout, se plaignaient de ne pas être payés; les finances avaient toujours été le point faible des Habsbourgs et le règne de Rodolphe ne les avait pas améliorées. En 1604, une insurrection éclata; elle avait pour chef Étienne Bocskay, ancien général d'Étienne Bathory. Irrité d'un déni de justice des ministres impériaux, Bocskay entraîna d'abord les Haïdouques;— on désignait sous ce nom les Magyars qui, fuyant la tyrannie turque, se retiraient dans les plaines de la Theiss et y formaient une sorte de république militaire, vivant de pillage et gouvernée par des capitaines élus et des pasteurs calvinistes. — Puis, il appela à son aide les Musulmans; les

généraux autrichiens, abandonnés par une partie de leurs soldats et arrêtés dans leur marche par le manque d'argent, perdirent rapidement du terrain. L'armée de Bocskay s'augmenta de tous les mécontents ; Illeshazy s'unit à lui et, après un moment d'incertitude, une partie des nobles suivit son exemple. Bientôt, les insurgés furent maîtres de toute la Hongrie. Rodolphe demanda l'appui des Autrichiens et des Bohêmes; mais ils étaient plus disposés à faire cause commune avec les rebelles qu'à voter des subsides pour les combattre. Il ne lui restait plus qu'un moyen : négocier. Mathias entra en pourparlers avec les révoltés, et, après de longues discussions, il signa avec les Hongrois le traité de Vienne (15 mai 1606), bientôt suivi du traité de Sistva avec les Turcs (31 octobre).

Ces deux traités étaient fort onéreux : aux Magyars, on avait promis la complète égalité des diverses confessions, et l'autorité royale sortirait certainement fort amoindrie des négociations entamées avec la diète. Dans la paix de Sistva, on renonçait à tous les avantages qu'annonçaient les premiers succès. Rodolphe, dont la tendresse pour Mathias avait été fort éprouvée par les derniers incidents, le soupçonna d'avoir mal défendu ses intérêts et d'avoir fait de la popularité à ses dépens. Il ne se hâta pas de ratifier la paix : les revirements n'étaient pas rares en Transylvanie; pourquoi la victoire ne reviendrait-elle pas aussi vite qu'elle s'était éloignée?

La fortune veut être prise de force et elle ne prodigue guère ses caresses aux amoureux transis qui l'implorent de loin. Rodolphe appartenait à cette classe de politiciens imaginatifs qui s'épuisent en admirables et vaines conceptions; sa fantaisie était fort ambitieuse, « mais il ne s'émouvait que par boutades ». Après beaucoup de temps perdu et des hésitations puériles, il ratifia le traité de Vienne, mais refusa de signer l'acte de confirmation de la paix de Sistva. Les bonnes raisons ne manquaient pas : Bocskay venait de mourir, et les mécontents avaient perdu avec lui leur chef le plus dangereux; les événements, dont la Tran-

sylvanie était le théâtre, permettaient de reprendre l'offensive avec de sérieuses chances de succès, et le roi, fort irrité de l'attitude des Turcs dans cette question, les accusait, non sans quelque apparence de vérité, d'avoir violé les conditions convenues. Il n'était pas absolument décidé pourtant à recommencer la guerre, pensait peut-être plutôt, en inquiétant la Porte, à en obtenir quelques concessions de détail et à la détourner d'une intervention trop directe dans les affaires de Transylvanie et de Hongrie. Il est très difficile de juger la conduite d'un homme sans cesse sous le coup d'accès de folie; de plus, les archives de Rodolphe ont été détruites et nous n'avons d'autres renseignements que ceux que nous fournissent ses adversaires : or, leur sincérité est contestable et ils étaient dans tous les cas assez mal instruits des intentions du roi. Il semble cependant ressortir des documents, d'une part, que le parti auquel il s'arrêta n'était pas aussi déraisonnable qu'on se plaît à le prétendre d'ordinaire, et aussi qu'il avait conservé au moins la direction générale du gouvernement : on retrouve en effet sans trop de peine dans ses résolutions à cette époque, à travers de très nombreuses fluctuations de détail, les deux idées maîtresses qui avaient toujours dominé sa conduite, l'horreur de l'hérésie et un vague sentiment de ses devoirs de souverain. Laisser échapper les provinces qu'il avait tenues un moment dans sa main et dont la possession devait mettre à jamais l'Autriche à l'abri des invasions musulmanes, lui semblait une insupportable déchéance, et il voyait dans la conquête de la Hongrie méridionale la condition indispensable de l'affermissement de son pouvoir à l'intérieur; il espérait en même temps racheter ainsi aux yeux de la postérité les scandales de sa vie privée et retrouver le calme de sa conscience en bien méritant de l'Église chrétienne. Son ambition avait un côté fanatique, et, comme il y mêlait une idée de rédemption, il voulait tout mener par lui-même. Les résultats de cette intervention personnelle n'étaient pas toujours très heureux. Il ne se décidait souvent qu'après de longues réflexions, et, dans ces journées de luttes inté-

rieures, ne signait même pas les pièces qu'on lui présentait : de là, d'extraordinaires lenteurs et les progrès du mécontentement général.

Les Hongrois avaient mis comme condition à leur soumission la paix avec les Turcs, et le traité de Vienne n'avait aucune valeur tant que celui de Sistva n'était pas ratifié. Par un raisonnement analogue à celui de Rodolphe, ils voulaient que la Turquie fût forte pour que leur souverain respectât leurs libertés. L'ambition de Mathias s'entendit facilement avec leur mauvaise humeur. Au mois de novembre 1607, éclata une nouvelle révolte des Haïdouques. Elle n'était pas très redoutable, et, dès le mois de janvier, le commissaire impérial signait avec eux une trêve qui présageait un arrangement. Mais le prétexte parut bon à Mathias, d'autant plus que l'accord signé avec les archiducs le 25 mars 1606 donnait à sa prise d'armes une apparence de légalité.

Il importe de le constater dès le début, la masse de la population ne prit aucune part au mouvement; l'ensemble de la noblesse même se montra assez tiède, les diètes dans lesquelles l'insurrection fut résolue, étaient fort peu nombreuses; le mouvement n'eut rien de national et de spontané, rien qui rappelle, par exemple, le commencement des guerres hussites ou la révolution d'Angleterre. La révolte se préparait sans doute depuis longtemps et les événements antérieurs la rendaient inévitable : les causes immédiates de la rupture cependant furent, non pas l'indignation universelle, mais l'ambition hâtive de Mathias et le calcul de quelques chefs protestants qui jugèrent le moment favorable pour assurer le triomphe de leurs idées politiques et religieuses. Leur alliance avec Mathias n'était que la coalition temporaire d'intérêts et de passions opposés, et ils n'avaient pour lui pas plus d'affection que pour son frère. Ils étaient persuadés en général que leur foi serait menacée tant que les Habsbourgs conserveraient quelque autorité, et ils voulaient ou renverser la dynastie ou du moins « rogner les ongles » à leur souverain et lui interdire

à jamais « d'affecter la tyrannie. » Quelques-uns d'entre eux poursuivaient sincèrement une réconciliation fondée sur des concessions réciproques, mais la plupart n'avaient d'autre idéal que l'anarchie féodale, telle qu'elle s'était établie en Pologne, et il était inévitable, comme les événements le prouvèrent, que les plus violents prissent la haute direction des événements.

A la diète de Presbourg (commencement de 1608), les magnats hongrois et autrichiens signèrent avec Mathias une confédération dans laquelle ils s'engagèrent à maintenir contre tous la paix de Sistva. Les proclamations de Mathias ne trompèrent personne; c'était une révolution, et, de fait, il saisit aussitôt le gouvernement, conclut un traité avec le pacha de Bude et leva des troupes. Rodolphe avait le choix entre deux partis : ou bien ratifier sans délai le traité de Sistva et supprimer ainsi tout prétexte d'insurrection, ou réunir rapidement des forces et écraser la révolte : dans les deux cas, le succès était possible et même probable. Les princes de la maison de Habsbourg et les souverains catholiques avaient été étonnés plus que satisfaits de la levée de boucliers de Mathias, les rebelles n'avaient pas entraîné sans quelque peine la majorité des États autrichiens ou magyars, et une défaite leur eût enlevé la plupart de leurs partisans; enfin la « tragédie d'Autriche », bien qu'elle fût prévue depuis longtemps et, dans une certaine mesure, organisée par quelques meneurs du parti protestant européen, le surprenait encore en voie d'organisation. Les négociations entre Henri IV et Christian d'Anhalt étaient très actives, en particulier depuis 1606, et ils jetaient les bases de l'Union Évangélique, dont le but, plus ou moins dissimulé, était de détruire ce qui subsistait encore de l'autorité impériale en Allemagne. Mais il n'était pas aisé de mettre en mouvement l'énorme machine de guerre conçue par Henri IV : les Réformés étaient divisés entre eux; quelques-uns, et non des moindres, étaient étroitement unis à Rodolphe; l'intervention étrangère, qui ne sauva pas les insurgés en 1619, ne les eût pas mieux servis en 1608. — Le danger réel était moins

la force des adversaires de l'Empereur que sa propre faiblesse; ses finances étaient ruinées, il s'était aliéné toutes les sympathies, et, si on ne soutenait pas ses ennemis, on ne s'armait pas contre eux; les puissances catholiques n'intervinrent pas, et les provinces, encore soumises, s'enfermèrent dans une sorte de neutralité. En somme, l'issue était incertaine et une résolution virile de Rodolphe eût mis en grand péril ses ennemis. Ceux-ci ne se le dissimulaient pas: ils essayèrent de désarmer le roi par des protestations et envoyèrent Khlesl à Prague; les négociations traînèrent; tous les retards nuisaient à Rodolphe, dont l'armée, mal payée, se désorganisait; pendant ce temps, les rebelles terminaient leurs préparatifs, ralliaient peu à peu les indécis et étendaient leurs relations au dehors. Lorsque, au mois de mars 1608, Rodolphe ratifia la paix avec les Turcs, cette concession trop tardive ne produisit plus aucun effet, et Mathias, jetant le masque, appela à la révolte les Moraves et les Tchèques.

Nulle part le gouvernement de Rodolphe n'était plus détesté qu'en Moravie, parce que nulle part la politique autoritaire et catholique n'avait été pratiquée avec plus d'audace et de suite; l'honneur ou la responsabilité en revient surtout à l'évêque d'Olomouts, François de Dietrichstein. Fils d'Adam de Dietrichstein, qui avait joui pendant toute sa vie de la faveur particulière de ses princes et qui représentait Maximilien auprès de la cour de Madrid, François avait passé sa jeunesse en Espagne; sa mère, espagnole, était une très ardente catholique. Clément VIII, dans un voyage en Moravie, alors qu'il n'était encore que cardinal, avait été frappé des qualités de l'enfant; charmé de sa grâce, il l'avait emmené à Rome et nommé, tout jeune encore, cardinal et évêque d'Olomouts. François revint à vingt-neuf ans dans un pays qu'il ne connaissait plus et dont il ne savait pas la langue, tout bouillant d'enthousiasme et bien résolu à justifier par ses services la faveur pontificale. Doué de facultés supérieures, joignant au zèle et au courage d'un apôtre l'activité et la largeur de vues d'un homme

d'état, il était un des plus remarquables types de l'école politico-religieuse fondée par les Jésuites. Grâce à lui, l'Église romaine se releva rapidement en Moravie. Les procédés employés furent d'ailleurs les mêmes qu'en Autriche ou dans les autres provinces de la monarchie : les seigneurs, dont les privilèges étaient garantis par des conventions formelles ou dont la résistance eût été trop périlleuse, ne furent pas directement menacés, on se contenta d'arrêter leurs empiétements; sur les domaines ecclésiastiques ou les biens de la Couronne, dans les villes royales, le culte catholique fut rétabli; les Protestants, exclus des fonctions publiques, écartés des corporations, quelquefois même obligés d'assister au service romain ou de quitter leurs maisons; une censure rigoureuse empêcha la propagation des livres hérétiques; les Jésuites furent favorisés et de nouveaux ordres appelés, les Capucins surtout, qui se préoccupèrent de catéchiser le menu peuple; le clergé fut soumis à une discipline sévère, il reprit confiance et retrouva le respect. Çà et là, la restauration souleva des protestations; l'évêque alors n'hésitait pas à recourir à la force, et la ville d'Opava qui, pendant plusieurs années, avait bravé les ordres de la Chancellerie, subit une véritable exécution militaire; plusieurs mois durant, elle fut rançonnée par une garnison impériale; sa prospérité disparut, mais les Protestants se soumirent.

Ni François de Dietrichstein ni Martinits, Slavata et les ministres qui exécutèrent plus tard les ordres de Ferdinand II, n'étaient en principe les adversaires de l'ancienne constitution nationale; mais cette constitution opposait des obstacles presque insurmontables au triomphe de l'Église : dès lors, ils ne devaient éprouver et ils n'éprouvèrent aucun scrupule à la renverser. Peu à peu, pour écarter les dissidents, les officiers royaux avaient violé les prérogatives de la diète morave, nommé directement aux grandes charges, sans s'occuper des coutumes qui en réservaient la disposition aux États; ceux-ci se plaignirent, on ne les écouta pas. Les droits du Tribunal Suprême de Moravie

n'étaient pas mieux respectés : des procès de tendance furent intentés à quelques-uns des chefs de l'opposition aristocratique, et ils furent cités à Prague, devant des tribunaux dont l'impartialité était suspecte et la compétence au moins fort contestable. La Chancellerie bohême étendit ses attributions au détriment des administrations locales. La cour et l'évêque, dès que leur but fut visible et que leurs premiers succès eurent prouvé leur force, rencontrèrent des intruments empressés dans tous ceux qui avaient plus d'ambition que de patriotisme; la perspective de fortunes inespérées apaisait bien des scrupules et déterminait d'assez nombreuses conversions; les Protestants, isolés et découragés, courbaient la tête sous l'orage et abandonnaient la partie : — c'est le vice des constitutions oligarchiques que le salut de tous est à la merci de quelques défaillances, et celles-ci sont d'autant plus fréquentes que les chefs sont trop clairement désignés à la vengeance des vainqueurs; comme l'enjeu est considérable, on ne le risque que sur l'espérance d'énormes avantages : aussi les calculateurs prudents et courageux y sont-ils toujours plus rares que les joueurs téméraires et les casse-cou. Les officiers royaux étaient de plus servis par les circonstances : les Moraves étaient tenus en bride par l'armée impériale qui était presque toujours à portée de la frontière, et, comme l'invasion turque était menaçante, il était presque impossible aux États de refuser le vote des subsides.

Cette province que la monarchie prétendait reconquérir, elle ne savait pas l'administrer. Les complices de l'évêque n'étaient pas tous d'honnêtes gens : quelques-uns, des plus en vue, furent convaincus de malversation, et le scandale rejaillit sur le pouvoir. Les affaires, attirées à Prague, y étaient oubliées, les nominations étaient ajournées indéfiniment; la négligence alla si loin que pendant plusieurs années les tribunaux ne purent pas siéger. La guerre avec la Porte imposait au pays des charges sous lesquelles il succombait; les troupes, qui le traversaient sans cesse, le traitaient en place conquise. Et à ce prix, il n'était même

pas à l'abri de l'invasion. A plusieurs reprises, les Turcs avaient insulté les frontières; il fut épouvantablement ravagé par les Haïdouques et les Hongrois : sur un grand espace de terrain, les villages furent brûlés, les moissons détruites, les arbres arrachés ; une horrible famine désola la province, puis la peste s'abattit sur cette population épuisée et la décima. « Aucune région n'était plus heureuse que la Moravie, il y a quelques années, écrivait tristement un contemporain, aucune n'est plus malheureuse aujourd'hui ». Tant que la paix n'était pas conclue avec le Sultan, tant surtout que les difficultés avec la Hongrie n'étaient pas aplanies, elle était sans cesse sous le coup de nouvelles alertes, s'épuisait en armements. Ses appels à la cour de Prague ne recevaient aucune réponse : que les États s'arrangent, finissait-on par leur répondre, l'Empereur ne peut rien pour eux. — Vraiment il n'était pas nécessaire de défendre avec tant d'âpreté les droits de la Couronne pour en faire un tel usage. En présence de cette abdication, il n'y avait plus ni Protestants ni Catholiques, mais un peuple désespéré qui appelait un sauveur ; le chef que tout le monde désignait, attendait, implorait, c'était Ziérotyn.

L'histoire, qui s'incline avec un respect profond devant les vertus de Ziérotyn, éprouve cependant quelque embarras à porter sur lui un jugement. Son rôle a-t-il été utile ou funeste? — A deux reprises, son action sur les événements a été décisive et il a tenu dans ses mains l'avenir du royaume : en 1608, il a jeté les Moraves dans les bras de Mathias et par là assuré son triomphe ; au lendemain de la défenestration de Prague, il a quelque temps retenu ses compatriotes dans la soumission, ralenti l'insurrection et enlevé aux Tchèques l'occasion de remporter des succès dont la portée eût été incalculable. Sa droiture est hors de cause, mais sa clairvoyance égala-t-elle toujours sa probité? — Les griefs des Moraves contre Rodolphe étaient des plus légitimes, mais l'on ne voit pas bien l'avantage qu'ils avaient à le remplacer par son frère, qui n'était ni plus habile ni plus laborieux ou plus tolérant; la révolte des Tchèques, en 1618, était une

folie, mais dès qu'elle était commise, le devoir n'était-il pas de les soutenir, et le salut du pays n'exigeait-il pas l'union de tous les Protestants? La sagesse suprême, — et les sages du monde le comprennent trop rarement, — consiste, à certaines heures, à suivre les passionnés et les imprudents.

Il manqua précisément à Ziérotyn ce grain d'audace et ce soupçon de folie qui seuls marquent les hommes réellement supérieurs et faits pour le gouvernement. Perspicace et non sans finesse dans le détail des choses, il fait trop volontiers abstraction des hommes qui l'entourent et des passions qui les agitent; c'est un philosophe égaré dans la politique et un saint perdu dans le siècle. Il a, comme presque tous les Frères, les yeux fixés hors du monde et une certaine disposition à se consoler de défaites qui ne sauraient atteindre le seul bien essentiel, la vie éternelle. Il aime sa patrie d'un amour profond, mais craintif, — plus chrétien que citoyen; il combat pour la liberté religieuse, avec un vague désir de ne pas remporter une victoire trop complète : Kheltchitsky n'a-t-il pas enseigné qu'une persécution modérée est salutaire à la foi? — Il lutte contre les Habsbourgs, sans vouloir ni les renverser ni trop affaiblir leur autorité. Fort en avant de ses contemporains, il a des scrupules qu'ils ne connaissent et ne comprennent pas; il ne poursuit pas le triomphe d'une confession particulière, mais l'établissement d'un régime de tolérance; l'idéal à ses yeux eût été la séparation complète des questions religieuses et politiques et il soutenait, comme ses pasteurs, que le chrétien meurt pour sa croyance, ne frappe pas pour elle : aussi n'eût-il jamais pris part à la révolte, si Rodolphe n'eût menacé les privilèges de la diète en même temps que ceux des Réformés. Partisan d'un gouvernement pondéré où les pouvoirs du souverain eussent fait équilibre aux prérogatives des États, il pensait que l'autonomie de la Moravie n'était pas inconciliable avec l'existence d'une monarchie autrichienne [1], et

1. Le nom de Ziérotyn évoque presque nécessairement celui de Palatsky : c'est la même honnêteté de cœur, la même droiture de raison, la même tolérance politique, parfois un peu candide, le même patriotisme tchèque

il ne partageait ni les rancunes des Tchèques qui voulaient écarter la dynastie des Habsbourgs, ni les désirs des Autrichiens ou des Hongrois qui demandaient une indépendance presque complète et n'admettaient qu'une union purement personnelle.

Beau rêve de conciliation et de concorde, qui n'avait qu'un tort, celui d'être irréalisable. Il y a une contradiction irréductible et essentielle entre les termes d'Église catholique et de tolérance,—et que l'on ne voie pas dans cette affirmation une accusation; après plusieurs siècles de défaites, elle s'est inclinée devant la force, sans d'ailleurs abandonner aucun de ses droits; mais supposer qu'au XVI^e^ siècle, lancée à fond dans une voie de conquêtes, elle renoncerait à la domination du monde et partagerait avec l'erreur la conduite des âmes, l'utopie était manifeste. Elle voulait, elle devait reprendre le terrain perdu, et pour y arriver, elle ferait litière de tout ce qui lui barrait la route, hommes et choses! Certes entre Ziérotyn et Mathias de Thurn, aucune comparaison n'est possible, et cependant c'était Mathias qui avait raison contre Ziérotyn quand il soutenait que toute tentative pour réconcilier Ferdinand de Styrie et les Protestants, était impossible et absurde.

La vie a été dure pour Ziérotyn : apercevoir le but, seul, sans réussir à convaincre ceux même à côté desquels on combat, signaler l'abîme où va s'engloutir la patrie et ne recueillir pour fruit de son dévouement que des rebuffades et des soupçons, assister à la ruine de son parti, à la dispersion de son Église, à la destruction des libertés publiques, et enfin, mourir en exil! Quelle destinée fut plus amère! Une douleur suprême du moins lui a été épargnée, il n'a jamais eu ni regret ni doute. Il n'avait jamais obéi qu'à sa conscience, et elle ne l'a jamais trahi. Quand, tout jeune,

uni à un dévouement profond à la dynastie et à l'Autriche; c'est aussi la même foi. — Heureusement les circonstances ne sont plus les mêmes, et cependant qui sait si, avec un peu moins de loyalisme et plus d'imprudence, le grand patriote bohême contemporain n'eût pas lui aussi mieux servi sa cause?

il était parti pour combattre dans l'armée de Henri IV, il avait vite pressenti le futur renégat et s'était détourné avec tristesse du roi-politique ; les admirables qualités de ce génie fait de prudence, de bonne humeur et de souplesse, lui étaient antipathiques ; il n'admettait pas que l'on biaisât avec la vérité ou que l'on discutât avec le devoir. Héritier de plusieurs générations d'austère vertu et de piété, élève d'un prêtre de l'Unité et plus tard formé à l'école de Théodore de Bèze, c'était avant tout un croyant, je dirais presque un sectaire, si ce mot n'impliquait une certaine dose de violence et d'âpreté. Il avait beaucoup voyagé, était en relations intimes avec la plupart des seigneurs étrangers, au courant de toutes les intrigues, mais son âme était d'un métal si pur qu'elle sortait de la fournaise sans avoir été mordue par la flamme. Très riche, vivant en grand seigneur, il croyait de son devoir d'accomplir sans omission les tâches que lui imposait sa naissance et de rendre témoignage à Dieu par toutes ses actions : aussi apportait-il dans la politique une application grave et triste, une prudence attentive et volontiers pessimiste, une conscience droite et un peu courte, une bonne volonté rigide et étroite. — Après tout, la vertu n'est jamais une complète duperie. Il est infiniment probable que la finesse la plus éveillée et la plus souple eût tout au plus retardé, et non détourné la catastrophe : ce qui importait peut-être le plus, c'était de ménager aux générations futures de nobles souvenirs où se réchauffât leur patriotisme. De Ziérotyn et de Ferdinand II, quel a été en définitive le vainqueur ?

La naissance de Ziérotyn, l'étendue de ses domaines, ses illustres et nombreuses amitiés l'avaient désigné de très bonne heure à l'attention des chefs du parti protestant. Son éloquence, sa connaissance profonde du droit et des traditions nationales, son intrépide modération, le respect qu'il inspirait à tous, l'avaient bientôt investi d'une véritable dictature morale. Aussi, quand s'ouvrit la campagne catholique, les premiers coups furent pour lui. Il fut impliqué dans un absurde procès de haute trahison : on n'osa

pas le condamner; mais, pendant plusieurs années, il fut contraint à d'humiliantes démarches, menacé dans sa fortune et son honneur. Chassé sous un prétexte frivole du Tribunal Suprême, il se retira dans ses terres; navré par la lâcheté de ses coreligionnaires, frappé au cœur par des épreuves domestiques répétées, il assista assez longtemps inactif aux progrès des ennemis de sa foi : peut-être se complaisait-il dans son impuissance; il n'était ni ambitieux ni vaniteux, remerciait le Seigneur qui lui épargnait le cruel devoir de se mettre à la tête d'une insurrection. Ses amis lui firent honte de ce repos trop facilement accepté; la voix du peuple, criant dans la détresse, lui parut la voix de Dieu : il se retrouva. « Nous sommes tous unis par un joug commun de servitude, écrivait-il à Tschernembl (9 décembre 1607), c'est une chaîne commune qui nous conduit tous en prison; le mal est trop grand pour que les secours ordinaires suffisent, Dieu seul nous donnera les moyens de nous sauver; ce salut est proche : quand les choses humaines paraissent aller le plus mal, l'aide de Dieu ne manque pas. Les ennemis dans leur méchanceté ont perdu toute honte, on nous met la corde au cou... La maladie est aiguë, il faut une médecine violente; un Moïse est nécessaire pour conduire les Israélites hors d'Égypte, car le cœur des Pharaons est sourd. Le bras de Dieu n'a jamais manqué : Abraham a chassé les Assyriens, Gédéon les Moabites, Cyrus a rendu leur liberté aux Juifs, et quelles n'ont pas été les victoires des glorieux Macchabées! Maintenant, aucun moyen terme : toutes les prières, les négociations, les ambassades n'ont servi de rien, il ne nous reste qu'à vaincre ou à périr [1]. »

Les seigneurs moraves ne répondirent pas sur le champ à l'appel de Ziérotyn; mais l'inaction de Rodolphe, les progrès de Mathias, la défection d'une partie des Catholiques qui passèrent à l'insurrection avec un de leurs principaux chefs, Charles de Liechtenstein, triomphèrent de leurs scrupules ou de leurs craintes. L'armée impériale, commandée

1. Cité par Chloumetsky, p. 398.

par Tilly, se replia devant les forces supérieures des rebelles, les seigneurs remplacèrent par Charles de Liechtenstein le gouverneur légal, et la diète d'Évantchitse, après s'être engagée à défendre contre tous les franchises de la province, s'unit avec les États autrichiens et hongrois et Mathias pour « toute chose juste et convenable » (19 avril 1608). Rodolphe ne régnait plus que sur la Silésie et sur la Bohême, mais les mécontents y étaient nombreux et les accointances des principaux seigneurs tchèques avec Anhalt et Illeshazy étaient connues de tous. L'Empereur entama des négociations, offrit à son frère de lui céder la Hongrie et l'Autriche ; celui-ci répondit en convoquant les États tchèques à Tchaslav (mai). Il comptait sur la venue de quelques-uns des principaux chefs hérétiques, et l'issue de cette diète, réunie malgré l'interdiction du souverain légitime, et qui se tiendrait sous la pression de l'armée austro-hongroise, n'était guère douteuse. Ziérotyn, dont l'autorité était grande en Bohême, pressait très vivement ses amis : « Dieu vous donne le courage, leur écrivait-il, et réveille l'ancien esprit bohême étouffé par l'orgueil et la luxure ! Rappelez-vous vos souffrances, suivez l'exemple de vos ancêtres, pour qu'on ne dise pas de vous ce que Tibère dit des Romains : ces gens-là sont nés pour l'esclavage [1]. »

Au grand désappointement de Mathias, la plupart des amis qu'il attendait ne vinrent pas ; quelques seigneurs seulement arrivèrent, lentement, en rechignant, si rares que leurs votes n'auraient eu aucune signification. Au contraire, la diète convoquée à Prague par Rodolphe était fort nombreuse, et, en dépit des intrigues de Mathias et des appels désespérés de Ziérotyn, elle refusa de se séparer de Rodolphe.

La surprise fut universelle et elle dure encore. Les Tchèques, on se le rappelle, n'avaient aucune raison spéciale de tendresse pour Rodolphe et depuis plusieurs années les ambassadeurs étrangers signalaient l'irritation croissante des

1. *Id.*, p. 454.

nobles, les manœuvres de leurs chefs, les conciliabules où ils agitaient le projet de renverser Rodolphe ou même de chasser du trône les Habsbourgs. Henri IV, l'Électeur palatin, Christian d'Anhalt connaissaient ces desseins et les encourageaient.

L'hostilité des Protestants tchèques avait été contenue jusqu'alors par l'absence d'un chef reconnu de tous. Boudovets était un simple chevalier, sans grande fortune, et la majorité luthérienne, toujours hostile aux Frères, n'acceptait pas sa direction. Pierre Vouk de Rosenberg, fort riche, représentant de la première famille du pays, appartenait aussi à l'Unité, et, s'il n'était pas absolument le fantoche aventureux et mystique que nous dépeignent les historiens, il n'était pas de taille à jouer les premiers rôles [1]: sa santé, plus que compromise, eût suffi à paralyser son action. Mathias de Thurn était trop nouvellement établi dans le royaume pour que sa juvénile ambition eût beaucoup de consistance et d'autorité.

Cette pénurie d'hommes contribua sans doute encore, au dernier moment, à retenir les États dans une certaine irrésolution qui, en dernier lieu, servit le souverain légitime. Mais leur inaction eut des causes plus profondes.— L'insurrection leur était suspecte à bien des points de vue. Les réclamations autonomistes et presque séparatistes de la Moravie les froissaient dans leur patriostisme. Lorsque les nobles répondaient aux Hongrois « qu'ils ne se laissaient épouvanter par personne, que la crainte ne les déterminait pas à agir [2] », et qu'ils

1. M. Gindély dit que Vouk était « vain, frivole, avide d'une fausse gloriole, usé d'esprit et de corps, épuisé et radoteur » (p. 454). M. Rybitchka, dans le *Tchasopis tch. M.* 1880-81, en a appelé de ce jugement un peu sommaire. Depuis sa conversion à l'Unité, Vouk s'était fort amendé, il menait une vie presque ascétique, lisait assidument la parole de Dieu, communiait; il avait toujours un crâne sur sa table et avait fondé une sorte de confrérie dont les membres portaient au cou une petite tête de mort. Il y avait malgré tout dans sa piété quelque chose d'excessif et de détraqué. Il avait personnellement à se plaindre de la conduite de Rodolphe et surtout de ses ministres; — le premier chambellan, Philippe Lang, fort influent, était un vulgaire fripon, et à côté de lui, Jérôme Makovsky et Gaspard Routchky ne valaient pas mieux. — La colère, l'esprit de secte, l'espoir de jouer un rôle, jetèrent Vouk dans les bras d'Anhalt, dont le secrétaire, Hock, acquit un grand ascendant sur cet esprit fantasque et mobile.

2. Chloumetsky, p. 439.

étaient plus habitués à donner des exemples qu'à en recevoir, leur orgueil s'inspirait d'un sentiment très respectable et très légitime, la volonté de maintenir l'unité du royaume et de ne pas laisser rompre les liens qui unissaient dans un seul État tous les fils d'une même race. Et que leur proposait-on en récompense du sacrifice qu'on réclamait d'eux? La substitution d'un Habsbourg à un autre Habsbourg. — Si du moins on eût déchiré le pacte fatal conclu avec Ferdinand Ier! Le plan d'Henri IV et d'Anhalt était de briser en plusieurs tronçons la monarchie des Habsbourgs, et les principaux seigneurs tchèques s'y étaient ralliés. Bien moins loyaux, bien plus hardis que Ziérotyn, ils ne voulaient de révolution que radicale et la solution bâtarde qu'on leur proposait ne leur souriait pas. L'ambassadeur français Bongars mettait en garde contre Mathias les Protestants d'Allemagne, et sa haine était clairvoyante. Un jour qu'il avait besoin d'un subside extraordinaire, Mathias confirmait leurs privilèges, et ce n'était pas un serment punique ou français, ajoutait-il, mais un serment germain et bohême (non fide gallica, non punica, sed germanica et bohemica); à l'user, il se trouva que la foi germaine ne valait pas mieux que la foi française; ceux qui l'avaient porté au trône s'aperçurent vite qu'ils n'avaient rien gagné au change. Les Bohêmes crurent plus sage de faire l'économie d'une révolution inutile : ils restèrent fidèles à leur souverain, en essayant de tirer parti de ses embarras pour corriger les abus qui s'étaient introduits dans le gouvernement et obtenir la reconnaissance de leurs libertés politiques et religieuses. Toutes les tentations échouèrent devant leur volonté fermement arrêtée.

Mathias avait espéré entraîner les Tchèques, il n'avait pas la prétention de les soumettre par la force; des négociations s'ouvrirent à Doubets entre les États bohêmes et les députés moraves et autrichiens. La paix de Liben laissa à Mathias la Hongrie, l'Autriche et la Moravie; à son frère, la Bohême et la Silésie. Une clause assez obscure déclarait Mathias héritier élu du royaume de Bohême (juin 1608).

« Comme l'Empereur et son frère, le roi de Hongrie,

écrivait Villeroy en 1611, sont en leur courage aussi mal satisfaits l'un de l'autre que jamais, chacun butera à faire trébucher son compagnon tout à fait [1]. »— Ces paroles résument les dernières années du règne de Rodolphe. Mathias, moins encore par ambition que par une sorte de remords, ne jouissait pas tranquillement des fruits de sa révolte tant qu'il n'avait pas arraché à son frère ses dernières provinces; la crise dernière avait eu d'autre part un terrible retentissement sur la santé physique et morale de Rodolphe; il était en proie à de violents accès de fureur, et, dans cette intelligence obscurcie, il ne surnageait qu'un souvenir, son ancienne foi catholique, et une passion, la vengeance. Incapable désormais de suivre une idée ou de préparer un plan, il acceptait les plus dangereux expédients; et il s'aliéna rapidement par les plus folles extravagances ses rares partisans.

Le conflit, toujours ouvert entre les frères, était fort avantageux aux nobles, qui n'avaient en quelque sorte qu'à mettre aux enchères leur soumission. Avant de quitter la Bohême, les Autrichiens, les Moraves et les Hongrois avaient conclu entre eux la ligue de Chtierbohol, par laquelle ils s'étaient engagés à se prêter un appui mutuel, même contre le roi. En face de leur attitude, leur nouveau souverain n'avait eu qu'à s'incliner : en Hongrie, en Autriche, en Moravie, non seulement les pratiques nouvellement introduites sous le règne de Rodolphe étaient formellement condamnées, mais la monarchie renonçait à toutes les conquêtes lentement accomplies depuis Ferdinand Ier; les institutions centrales étaient annihilées et l'autonomie absolue des provinces, garantie; le droit d'insurrection proclamé en cas de violation de la constitution; — initiative et autorité suprême des diètes en matière législative, pouvoir exécutif confié aux délégués des États, indépendance absolue des tribunaux, sur tous les points débattus, la royauté cédait; elle n'était plus qu'un rouage inutile, maintenu par

1. Anquez, Bongars, p. 147.

une sorte de pudeur et dont la disparition n'était qu'une question de temps. Malheureusement quelques puissantes et vieilles familles bénéficiaient seules du changement; le peuple assistait indifférent à un changement qui ne l'atteignait pas : le servage serait toujours aussi lourd, la volonté des maîtres aussi arbitraire, les bourgeois aussi méprisés; quelques réformes démocratiques, quelques améliorations de détail eussent garanti les vainqueurs contre toute revanche, en assurant à l'aristocratie le concours de la masse de la population : ils n'en eurent pas l'idée.

En Bohême, Rodolphe avait payé fort cher la fidélité des États : tous les tribunaux d'exception seront abolis et le Tribunal Suprême rétabli dans toute son autorité, le roi ne lèvera de troupes qu'avec le consentement des États, les grands fonctionnaires seront inamovibles et nommés sur la proposition du Grand-Conseil et du Tribunal du Pays, les procès de lèse-majesté seront interdits, les confiscations arbitraires supprimées, les libertés du pays respectées [1]. On s'acheminait vers la constitution de Vladislas, qui était toujours l'idéal des seigneurs. Sur tous ces points, la diète avait été unanime, et les Catholiques ne s'étaient pas séparés des Protestants. La revanche de 1547 était complète.

Les États, dont le triomphe en politique avait été si facile, furent moins heureux en matière religieuse. Ici, Mathias et Rodolphe avaient derrière eux, à l'intérieur, un parti, peu nombreux, mais déterminé, et au dehors, l'Espagne, Rome, la Bavière, etc., leur constituaient une sorte de réserve. Cette réserve sans doute n'était guère que nominale : le parti catholique européen était encore divisé, fort mal armé pour une guerre décisive, et, très inquiet des manœuvres de Henri IV, il cherchait surtout à éviter un engagement à fond; mais enfin il ne lui était pas possible de se dérober à ses destinées, et cette grande masse menaçante produisait au moins un effet moral. Les Habsbourgs se

1. Paul Skala, I, p. 102-103; Slavata, I, p. 164-165.

ménageaient d'ailleurs une chance de revanche contre les nobles en maintenant la lutte ouverte au moins sur un point, et la victoire de l'oligarchie n'était pas seulement boiteuse, elle était fragile, tant qu'elle n'était pas sanctionnée par la tolérance religieuse. Il eût suffi de quelques années de liberté complète pour que le Catholicisme disparût complètement du royaume autrichien; les souverains le sentaient et voulaient l'éviter à tout prix : en effet, quelle influence auraient-ils dès lors conservée sur leurs sujets, ou même quel prétexte de réaction? Chez Mathias et Rodolphe enfin, princes assez médiocres et faibles, il était nécessaire que les inquiétudes de la conscience vinssent au secours de la volonté débile; ils étaient entourés de conseillers bigots, qui auraient déchaîné les plus épouvantables catastrophes plutôt que de risquer le salut de leur âme, et ils partageaient au moins dans une certaine mesure leurs terreurs. Mathias était sincère en partie en déclarant aux Moraves qu'il préférait renoncer à la couronne plutôt que de signer l'article qui proclamait la liberté du culte évangélique; en Autriche, il ne céda que devant une insurrection formelle; Khlesl, Dietrichstein l'excitaient au refus, et ils n'étaient pas encore les plus inflexibles. L'archiduc Léopold de Styrie fermait obstinément les yeux à l'évidence, flétrissait toute pensée de compromis aux dépens de l'Église : Mon âme est triste jusqu'à la mort, écrivait-il à son frère Ferdinand, et il le suppliait d'accourir pour agir sur le roi. « Je donnerais ma vie et mon sang plutôt que de laisser signer en ma présence cette fatale et mauvaise ratification. » Au moment d'accorder leurs demandes aux Autrichiens, Mathias, dont la foi personnelle était plus tiède, mais que sa lâcheté morale livrait sans défense à toutes les suggestions, était gagné par cette fièvre ambiante, torturé par d'effroyables crises de remords, passait les nuits dans les larmes ; il n'obtint l'autorisation de son confesseur qu'après une lutte de deux jours. Lorsque le monarque et ses ministres voulurent faire leurs Pâques, Khlesl refusa l'absolution à ceux qui avaient conseillé au roi de céder et qui, en acceptant la liberté religieuse, s'étaient

eux-mêmes retranchés de l'Église. Mathias fut obligé d'écrire au pape pour implorer son absolution; les conseillers, coupables de modérantisme, durent confesser leur erreur, déclarer qu'ils tenaient leur promesse pour nulle et qu'à la première occasion ils répareraient le mal dont ils étaient coupables.

En Bohême, de même, les seuls vœux de la diète que Rodolphe eût écartés en 1608, étaient ceux qui visaient la liberté religieuse, et à peine Mathias avait-il évacué le royaume que les vexations contre les Protestants recommençaient. L'imprudence était singulière : les ennemis de Rodolphe ne se tenaient pas pour battus, et Christian d'Anhalt espérait bien une revanche de son récent échec; les nouvelles qui arrivaient de Moravie, d'Autriche et de Hongrie, encourageaient les mécontents tchèques; ils entendaient bien n'être pas dupes de leur loyalisme et que leur fidélité ne serait pas plus mal lotie que la rébellion de leurs voisins. Aussi, quand, au mois de janvier 1609, l'Empereur convoqua la diète où devaient être réglés les points en litige, les seigneurs arrivèrent avec l'intention bien arrêtée de ne pas se séparer sans avoir obtenu satisfaction complète.

Fâcheuse conséquence d'une mauvaise réputation : on ne prend pas en génétral très au sérieux les griefs des nobles tchèques et la plupart des historiens n'y voient guère qu'un prétexte sous lequel perce le désir des oligarques d'établir leur domination et d'opprimer les Catholiques. Les convictions les plus farouches sont de nos jours plus ou moins corrodées par l'esprit du siècle, et les vainqueurs de la Montagne-Blanche, un peu embarrassés de leur sanglante victoire, ne seraient pas fâchés de démontrer que la responsabilité des événements revient aux hérétiques. Malheureusement pour eux, cette assertion ne soutient pas l'examen, et il est certain que les réclamations des seigneurs en matière religieuse étaient très légitimes et leur mécontentement des plus fondés [1].

1. Les plaintes des États ont été résumées dans les *Apologies*, que nous avons déjà citées. Les principaux faits sont réunis dans Peschek, *Gesch. der*

Que quelques-unes des violences dont les Protestants accusaient leurs adversaires soient douteuses ou même purement imaginaires, personne ne le conteste; que d'autres n'aient qu'une médiocre importance et s'expliquent par les passions de quelques individus plutôt qu'elles ne sont la preuve d'un plan général de persécution, soit encore; il ressort même de l'étude des faits que les nobles jouissaient sur leurs domaines d'une indépendance à peu près absolue et que les ordonnances de Rodolphe étaient le plus souvent annulées par la décadence du pouvoir royal. — Il n'en reste pas moins vrai que chaque jour révélait plus clairement l'existence d'une faction qui organisait la réaction et qui, au premier moment propice, ne reculerait pas devant les mesures les plus radicales. Déjà les Catholiques avaient écarté leurs adversaires des fonctions publiques les plus importantes; disposant ainsi de l'autorité souveraine, ils s'étaient attaqués d'abord à ceux des hérétiques que les lois et les engagements royaux ne protégeaient pas expressément. Dans les villes, le Sous-Chambellan, Totchnik de Krzimits, et le Juge aulique, Prekl de Preklsdorf, avaient réussi, par une audacieuse interprétation des coutumes, à écarter des conseils municipaux tous ceux qu'ils soupçonnaient d'être picards, frères ou calvinistes, c'est-à-dire, en réalité, tous ceux dont ils n'étaient pas sûrs [1]; dans la plupart des cités royales, où les Catholiques n'étaient cependant qu'une infime minorité, l'administration était dès lors passée à des papistes ou à des Utraquistes ultra-modérés. L'exemple des pays voisins montrait assez où tendaient ces manœuvres:

Gegenreformation in Bœhmen, 1849. Cp. aussi l'*Historia persecutionum ecclesiae bohemicae*, dont l'auteur est un membre de l'Unité.

1. « Lorsque les principaux papistes du royaume, c'est-à-dire Zbyniek Berka, l'archevêque de Prague, l'évêque de Vienne Melchior Khlesl, le grand chancelier Lobkovits, Jaroslas Borzita de Martinits, le vice-chancelier Henri Dominatchek, le secrétaire Jean Mentsl, d'accord avec les Jésuites, leurs directeurs, ne purent rien faire, selon leur volonté et leurs intentions, contre les Ordres privilégiés, ni par mandat impérial, ni par le tribunal suprême, ni par la condamnation personnelle de quelques-uns d'entre eux devant le roi, ils tournèrent leur haine et leur perfide hostilité contre le Tiers-Ordre, ... et contre d'autres personnes qui se trouvaient sous la domination des ecclésiastiques ou des laïques de la religion romaine. » (Skala, I, p. 70.)

c'est ainsi qu'on avait agi en Autriche, ainsi que Ferdinand procédait en Styrie, ainsi que les Jésuites reconquirent la Pologne; lorsque la noblesse serait isolée, on la réduirait sans peine par un mélange de séduction et de violence. La prévoyance la plus élémentaire commandait aux seigneurs d'enrayer le mal pendant qu'il en était encore temps, si même leur conscience ne leur faisait pas un devoir de protéger leurs concitoyens contre une odieuse persécution.

Il n'est pas juste non plus d'accuser les Évangélistes d'avoir comploté à ce moment la ruine du parti catholique; ils la prévoyaient sans doute et s'en réjouissaient, — ce qu'on ne saurait leur reprocher, — mais ils ne songeaient ni à la précipiter ni à la provoquer par des moyens violents. Ce qu'ils réclamaient, c'était bien uniquement la liberté religieuse; une longue et cruelle expérience les avait enfin éclairés : « La foi est un don de Dieu et il ne convient pas aux princes de s'immiscer dans les questions de croyance. » Dans ces paroles qu'ils adressaient à Rodolphe, se résume leur programme. Un esprit tout différent de celui de 1575 anime les États de 1609; on y devine l'influence prépondérante de l'Unité; au contact des Frères, les Luthériens se sont peu à peu affranchis de leurs préjugés et ils s'élèvent à l'idée de la tolérance [1]. De là, l'intérêt subit des événements : les hérétiques tchèques se retrouvent au dernier jour ce qu'ils ont été au début, les défenseurs des droits de la conscience, et leur cause se confond avec celle de la civilisation et du progrès.

Les vœux de la diète, tels qu'ils furent proposés à Rodolphe et qu'ils furent sanctionnés, après de longues négociations et avec quelques modifications insignifiantes, par la lettre de Majesté de 1609, sont très nets.

La confession de 1575 sera inscrite dans les Tables du Pays, c'est-à-dire reconnue légalement; la tolérance de fait, dont jouissent les seigneurs depuis Maximilien, cessera donc

1. Il ne saurait être question ici que d'une tendance générale; il ne manque pas d'individus qui protestent contre la direction des Frères et qui conservent intact l'ancien esprit de violence et d'exclusion.

d'être temporaire et révocable, sera garantie par la constitution et deviendra définitive. Catholiques ou protestants, tous les sujets du royaume, qu'ils communient sous une seule ou sous deux espèces, seront également protégés par la loi, jouiront des mêmes prérogatives, et aucun des deux partis ne chargera sa conscience de violences ou de menaces. Les nobles et les villes royales pourront librement, sans obstacles et sans difficultés, construire des églises et des écoles sur leurs territoires; aucun seigneur, laïque ou ecclésiastique, n'imposera par violence ou par ruse sa croyance à ses sujets, et les paysans qui n'auront pas dans leur paroisse l'église de leur choix, assisteront librement au service divin dans les églises voisines. — Ainsi, liberté de culte pour les nobles et les villes royales, liberté de conscience pour tous, sans restriction, sans réserve. — Le traité conclu entre les Protestants et les Catholiques, et qui est la confirmation et le complément des Lettres de Majesté, est conçu dans le même esprit de modération : les deux partis sont soumis aux mêmes obligations, les précautions les plus sages sont prises en vue d'empêcher de nouveaux conflits; on s'étonne, dans cette capitulation imposée par une révolte victorieuse à une faction hautaine et détestée, de ne découvrir aucune trace de rancune, aucune velléité de représailles [1].

La modération des Réformés n'était cependant pas de l'imprudence, et ils demandaient comme garantie qu'on leur livrât le Consistoire et l'Université. Les membres du Consistoire seraient désignés par les États : il consacrerait et nommerait les pasteurs, veillerait au maintien de la discipline et de la pureté de la foi. L'Université serait sous la dépendance de la Diète, représentée par un certain nombre de Défenseurs qui assureraient le respect des conventions et protégeraient contre toute surprise la religion évangélique. Non seulement le roi abdiquait ainsi toute autorité sur l'Église et sur l'école, mais les Défenseurs constituaient

1. Le traité a été imprimé dans l'édition de Jiretchek des *Mémoires de Slavata*, I. 392.

à côté de lui une sorte de Comité de surveillance et comme une représentation permanente et légale de l'insurrection. A qui la faute cependant si ces mesures étaient nécessaires, sinon aux ministres imprudents qui, à ce moment même, repoussaient la paix qu'on leur offrait et persistaient dans leurs projets de guerre civile?

Les demandes des États à propos du Consistoire et de l'Université étaient légitimes. — La suppression de l'ancien Consistoire utraquiste était le corollaire de la déclaration de 1567, en vertu de laquelle les Compactats avaient cessé d'être une loi du royaume. D'Utraquistes, dans le sens exact et ancien du mot, il n'y en avait plus, et puisque la cour, par une insolente fiction, affectait de voir dans le « Consistoire d'en bas » le représentant de la majorité des dissidents, tous ceux qui demandaient à la Réforme autre chose que la communion sous les deux espèces, avaient le droit et le devoir de déchirer les voiles, de sortir d'une équivoque périlleuse, d'arracher à leurs adversaires l'instrument qui prêtait à leurs plus téméraires entreprises une apparence de légalité. Mais la suppression de l'ancien Consistoire ne leur suffisait pas; une Église, pas plus qu'une société, ne vit sans autorité et sans cadres déterminés; jusqu'alors le nombre des sectes, la diversité et plus encore l'incertaine mobilité des croyances, l'absence de discipline avaient donné barre contre les Luthériens; il était nécessaire que cet ordre de choses ne se prolongeât pas plus longtemps. Grâce à l'Université reconstituée, ils auraient un clergé sérieux, instruit et dont l'enseignement uniforme triompherait peu à peu de l'extrême confusion dogmatique et morale dont souffrait le pays; le nouveau Consistoire, jouissant de la confiance universelle et protégé par les Défenseurs, relèverait la discipline, arrêterait les usurpations des seigneurs et, sous leur tutelle respectée, les prêtres recouvreraient, en même temps que la dignité de la vie, la vénération des fidèles. Les Évangélistes n'allaient pas dans leurs demandes au delà de ce qu'exigeait la situation; en essayant de s'organiser, ils suivaient l'exemple que les Jésuites eux-mêmes

leur avaient donné, et comme, d'autre part, ils ne contestaient pas aux Catholiques la liberté de se gouverner et de s'administrer à leur guise, qu'ils n'affichaient pas la prétention de courber tous les dissidents sous un même Credo et se proposaient seulement d'écarter des abus évidents ou de mettre fin à une intolérable anarchie, on ne voit pas en vertu de quels principes on condamnerait leur conduite, à moins d'invoquer le droit divin de l'Église catholique. Le seul tort des seigneurs tchèques avait été d'apercevoir si tardivement la vérité, et même alors trop de gens parmi eux ne s'engageaient pas sans arrière-pensée dans la voie libérale et féconde où les poussaient les Frères.

Les États s'étaient réunis dans les derniers jours de janvier 1609; le 21 juillet seulement, Boudovets, qui avait été le véritable leader de l'assemblée et dont la fermeté, l'éloquence, la sagesse avaient été admirables, put leur annoncer que le roi avait remis à ses Défenseurs la Lettre de Majesté [1]. Il convenait, ajouta-t-il, « avant de lire le décret et avant toute chose, de s'incliner devant la face de Dieu et de le remercier d'avoir bien voulu entendre leurs prières et bénir leur dessein. Pour prouver sa reconnaissance, il entonna le psaume : *Mon âme, bénis l'Éternel;* après le chant, tous s'agenouillèrent et prièrent [2] ». La joie pieuse et grave qui s'était manifestée à Prague à la première nouvelle des concessions impériales, se communiqua rapidement à tout le royaume; les Protestants tchèques avaient enfin conquis leur Grande-Charte. Les Ultra-Catholiques étaient dans la consternation. Les Jésuites avaient ordonné des prières de quarante heures pour supplier le Seigneur de protéger la foi chrétienne contre le funeste projet des hérétiques et de les exterminer; un de leurs prédicateurs les plus populaires, le père André, constatait en chaire « les progrès et la force croissante du venin de l'erreur [3]. » Pendant six mois, ils avaient lutté avec une énergie désespérée

1. Elle avait été signée le 9 et fut remise aux Défenseurs le 12.
2. Slavata, I. p. 246.
3. Skala, I. p. 246.

pour détourner le roi de toute faiblesse, et, jusqu'au dernier moment, ils avaient cru au succès; rien ne justifie mieux la conduite des Réformés que l'acharnement des chefs de la faction romaine.

L'archevêque de Prague et les Jésuites avaient auprès du roi des serviteurs dévoués, Martinits, Slavata, Zdéniek de Lobkovits surtout, « qui avait fait de la chancellerie une sacristie [1] ». Toutes les raisons politiques glissaient sur ces hommes qui opposaient aux considérations mondaines l'inflexibilité de leurs convictions.— Rodolphe avait conservé au milieu de ses égarements une foi profonde, et les arguments que lui donnaient les plus ardents de ses ministres n'étaient pas sans valeur.

La force des États, lui disaient-ils, n'égalait pas leur insolence, et c'était vrai. — Le peuple accueillit avec joie la Lettre de Majesté, mais il ne désirait pas la guerre, plus avide de repos que de liberté. Dans les villes, bien qu'elles eussent été les principales victimes de l'arbitraire royal, la Couronne possédait une très grande influence, et leurs magistrats maintinrent longtemps les habitants dans une sorte de neutralité; en cas d'insurrection, les bourgeois n'auraient suivi les seigneurs qu'avec une extrême répugnance; au moment décisif, on répandit le bruit que les Défenseurs refusaient d'accepter un compromis qui émanait de la cour: aussitôt une vive émotion se manifesta à Prague, et, du jour au lendemain, les Directeurs devinrent fort impopulaires. — L'union des Luthériens et des Picards était-elle aussi bien solide et résisterait-elle à de longues délibérations et à des intrigues bien conduites? En dehors même des dissidences religieuses, les États étaient divisés en groupes très divers. La majorité ne songeait pas à se séparer de Rodolphe, mais, parmi les chefs les plus importants, les uns voulaient appeler au trône Mathias; d'autres, en communion plus intime avec Christian d'Anhalt et l'Union Évangélique, pensaient à élire un prince étranger.

1. Skala, p. 206.

Leur candidat avait été longtemps l'Électeur de Saxe; le séjour à Prague de ce prince, goinfre et ivrogne, les avait refroidis : mais, à son défaut, les concurrents ne manqueraient pas. Ces rivalités, n'était-il pas possible de les faire tourner au triomphe du Catholicisme? On commençait à apercevoir dans les diètes l'action des causes qui aboutirent en Pologne au *liberum veto* et aux confédérations : si tous les nobles votaient, la voix d'un pauvre chevalier ne pesait pas autant que celle du seigneur qui jetait dans la balance ses immenses richesses et ses milliers de sujets; les votes devaient ainsi être précédés de véritables négociations, souvent fort difficiles : avec un peu d'habileté et de suite, n'arrêterait-on pas cette machine compliquée?

Pendant plusieurs mois, les fanatiques du conseil réussirent à tenir en échec la majorité des États; ils prétendaient l'amener à se contenter d'une déclaration purement verbale, comptaient sur une réédition de 1575. Une guerre ouverte, si la diète s'y décidait, ne les effrayait pas outre mesure. L'ambassadeur d'Espagne, Zuniga, lorsqu'il s'unissait à Lobkovits contre les modérés, faisait sans doute miroiter aux yeux de Rodolphe l'éventualité d'une alliance effective de l'Espagne; en Allemagne, le parti catholique s'agitait et des préparatifs militaires se poursuivaient plus ou moins ouvertement dans les états voisins. Prague était envahie par des troupes d'aventuriers turbulents et suspects, et l'archiduc Léopold guettait une revanche du récent échec qu'il avait subi à Passau. Les milices tumultueuses et indisciplinées des seigneurs tchèques ne barreraient pas la route aux bandes wallones et espagnoles, et la conquête de la Bohême serait le commencement d'une guerre d'extermination contre l'hérésie. Que le plan ne fût pas purement chimérique, on le vit bien quelque dix ans plus tard.

Lobkovits et ses amis étaient résolus à jouer leur va-tout. Ils s'accrochaient au roi, le ramenaient en arrière chaque fois qu'il faisait mine de céder, rouvraient les questions déjà vidées, revenaient sur les promesses accordées. Les Protestants avaient déjà prouvé que leur résolution était

définitive, ils avaient recouru à des mesures révolutionnaires, se réunissant à Prague et tenant leurs assemblées en dépit des ordres de l'Empereur, envoyant des ambassadeurs aux puissances étrangères, ordonnant des levées de troupes et constituant un gouvernement insurrectionnel : les Ultras n'en montraient aucune émotion. Ils provoquaient à dessein leurs adversaires, les poussaient à bout de partipris, comme lorsque, sous les yeux des États stupéfaits plus encore qu'indignés, ils renouvelaient le décret aux termes duquel tous les membres des conseils de Prague, tous les chefs de corporations et les professeurs de l'Université étaient tenus de suivre la procession du Saint-Sacrement [1].

Au dernier moment, des conseils plus modérés prévalurent. Ce fut probablement un malheur pour la Bohême, et, puisque aussi bien un conflit sanglant était inévitable, les pronostics eussent été plus favorables pour les révoltés en 1609 qu'en 1618. Les conditions de la politique européenne leur étaient propices et Henri IV, qui préparait depuis si longtemps son plan de campagne contre les Habsbourgs, n'eût pas assisté à la défaite des Tchèques avec la même indifférence que les ministres du jeune roi Louis XIII. La rivalité de l'Empereur et de Mathias pouvait facilement être exploitée par les rebelles. Enfin, il y avait souveraine imprudence pour les Catholiques à jouer une partie décisive avec un chef tel que Rodolphe. Tous ceux dont le fanatisme n'aveuglait pas la raison jugèrent qu'il valait mieux laisser passer l'orage et se réserver pour une meilleure occasion.

Les Catholiques d'ailleurs n'étaient pas tous dominés par les mêmes passions que Martinits ou Slavata, et beaucoup, plus dévots à la patrie qu'à l'Église, éprouvaient un serrement de cœur à la pensée des maux que déchaînerait une guerre civile. Vouk de Rosenberg écrivait à un de ses parents catholiques : « nous sommes tous chrétiens et tous

1. Skala, p. 220.

baptisés au nom de la Très-Sainte-Trinité, nous avons reçu de Dieu des dons différents : aucun de nous ne possède la vérité parfaite, cette vérité nous ne la connaîtrons qu'au ciel. Mais nous sommes tous Tchèques; nous sommes le sang les uns des autres; nous avons un seul Dieu, un seul roi, une seule loi. Supportons-nous les uns les autres pour ne pas avoir à supporter des peuples étrangers et lointains qui ne nous supporteraient pas plus les uns que les autres, mais feraient peser sur tous une lourde tyrannie et peut-être nous chasseraient du pays [1] ». Quelques semaines plus tard, Boudovets dénonçait les complots de quelques criminels, « qui, ne désirant pas le bien du royaume et de ses nobles et fidèles sujets, ne pensent qu'à introduire des forces étrangères, dans l'espérance d'opprimer avec leur appui les habitants, de s'enrichir eux et leurs séides et de s'élever en dignité au-dessus des autres [2] ». Ces avertissements et ces appels furent entendus : la majorité catholique abandonna ses chefs, accepta les conditions des Évangélistes et la main qu'ils lui tendaient.

Trahis par leurs soldats, les Romains intransigeants aperçurent bientôt des signes de tiédeur chez les ambassadeurs étrangers; après l'élan irréfléchi des premiers jours, ceux-ci avaient jugé plus froidement la situation, et, mieux instruits de l'état général de l'Europe, ils regardaient comme dangereux de s'engager à fond. Enfin, toute espérance de diviser la diète ou de lasser ses efforts avait disparu, du moment ou la majorité s'était ralliée sans arrière-pensée à Boudovets. Les débats avaient traîné tant que la direction des négociations avait appartenu aux Luthériens qui voulaient à la fois réduire le roi à merci et duper les Frères. Tout changea le jour où l'obstination de la cour, en exaspérant les plus modérés, convainquit tous les dissidents qu'en face d'adversaires irréconciliables le succès exigeait des combattants sans préventions comme sans

1. Skala, p. 170.
2. *Id.*, p. 209.

peur. La majorité se groupa tout entière autour de son membre le plus éminent, et depuis lors l'autorité de Boudovets resta absolument prépondérante, jusqu'au moment où eurent été définitivement réglées les questions d'organisation qui se rattachaient à la Lettre de Majesté. Après avoir fait proclamer la liberté de l'Église tchèque, il lui donna une discipline et une constitution.

On ne se rend bien compte des services qu'il rendit qu'en se figurant le tableau de la diète et de la ville pendant le cours de cette année tragique. On était en pleine crise révolutionnaire; aucune autorité régulière, les lois suspendues. La ville regorgeait de soldats, — et quels soldats! — les uns, venus à la suite des nobles ou soudoyés par les États, les autres, secrètement enrôlés par la cour. A chaque instant, des rixes; les lansquenets déchargeaient leurs fusils sur les statues des églises, les Espagnols et les Wallons se groupaient autour de la Ramée et n'attendaient qu'un signal de Léopold pour se ruer sur la ville. Les bruits les plus sinistres; les nouvelles les plus fantaisistes, accueillies par les imaginations affolées. Les séances de la diète troublées par des dénonciations, des rumeurs, des alarmes: à plusieurs reprises, les membres des États quittent la salle de délibération, courent aux armes et se rangent en bataille sur la place de l'Hôtel-de-Ville; presque tous les jours, des visites domiciliaires; l'on racontait que le couvent des Jésuites était rempli de soldats, que des pétards étaient préparés, les maisons des Protestants sauteraient et engloutiraient sous leurs ruines leurs chefs les plus redoutés. Les chaires retentissaient d'invectives et de déclamations furibondes; le Consistoire utraquiste perdait ses derniers fidèles, des prêtres transformaient les cérémonies du culte, d'autres défilaient devant l'assemblée, déplorant les malheurs du temps, accusant leurs rivaux, se mettant sous la protection de la loi. Le mélange, ou, plus exactement la confusion de sentiments contraires et de passions acharnées, propre aux révolutions, les instincts les plus vils se dissimulant sous les paroles sonores, les plus nobles pensées traduites en

crimes odieux. Les Jésuites. hués, arrogants et lâches. Et, au fond de ce tumulte, le sourd grondement de la foule, effarée de cette suspension de l'autorité régulière, flairant le butin et le sang, se demandant si l'heure de sa domination n'est pas venue et s'essayant déjà au pillage et au meurtre.

Boudovets apaisa les passions, contint la populace, arrêta le désordre et conserva à la révolution une modération relative en lui gardant un caractère uniquement religieux. La diète était fort nombreuse, houleuse ; ses membres, souvent peu éclairés et médiocres, apportaient dans l'assemblée les colères obscures qui agitaient la foule ; ils en avaient la violence et la mobilité, prêts à mourir pour la foi et sujets à des paniques insensées, s'effondrant en prières et scandalisant la ville par leurs orgies, éclatant en sanglots à la pensée du triomphe de la vérité et capables des plus honteuses défaillances. Dans les couloirs, les intrigues, les marchandages, les rivalités éclatant en scènes furieuses, les ambitions impatientes. — Sa prudence évita les pièges, sa sagesse déconcerta les haines, sa probité dompta les intérêts rivaux, sa fermeté arrêta les défections. Lorsque, le 31 mars, les États refusèrent d'obéir au décret royal qui ordonnait la dissolution des États, il s'adressa à tous ceux qui avaient à cœur « leur salut, le bien du royaume, l'union et la concorde de tous ses habitants, à tous ceux qui n'avaient pas perdu le souvenir de leurs ancêtres, de leur zèle, de leur fermeté, de leur fidélité dans les choses de la foi [1] ». Amour du sol natal, tolérance, foi, toute l'âme de Boudovets était là, et ce grand patriote, qui était encore un plus grand chrétien, réussit à conjurer un moment les puissances funestes qui préparaient l'effondrement du Protestantisme et du royaume tchèque. Les Réformés lui durent leur dernier et leur plus pur triomphe. Suivant la parole d'un grand historien, cette fois l'amour fut plus fort que la haine, et les supplications désespérées de Martinits, de Lobkovits et de Slavata n'empêchèrent pas la capitulation de Rodolphe.

1. Skala, p. 159.

Les derniers mois de 1609 furent remplis par l'organisation de la nouvelle Église tchèque dont la Lettre de Majesté avait sanctionné l'existence. Ici encore, l'action de Boudovets fut grande et excellente [1] ; des difficultés étaient bientôt survenues entre les théologiens luthériens et ceux de l'Unité, sa dignité et son calme arrêtèrent les querelles. Le nouveau Consistoire se composa de six prêtres utraquistes, de trois Frères et de trois membres de l'Université. Étroitement unis, les Luthériens et les Frères conservaient leurs usages particuliers, leurs rites, leur credo, jouissaient d'une complète liberté pour l'instruction et l'ordination de leurs prêtres. L'équité de ces décisions contribua plus à l'apaisement que de longues conférences : chacun gardait ses croyances, mais les préjugés s'effaçaient; les alliés, rapprochés par calcul, apprenaient à se connaître et à s'estimer. Les Frères, d'abord très raides et un peu hargneux, rassurés désormais, répondaient aux concessions par d'autres concessions, abandonnaient celles de leurs coutumes qui scandalisaient le reste du peuple. D'importantes mesures étaient annoncées pour rendre à l'Université sa prospérité, relever son influence sur les écoles inférieures, améliorer les études, accroître le nombre des étudiants.

D'autres soucis malheureusement détournèrent bientôt les Défenseurs de leurs travaux pacifiques. « Les Évangélistes, écrit Paul Skala, ayant ainsi terminé heureusement leurs affaires et assuré la religion, l'espérance et la conviction de tous étaient que personne ne se hasarderait si facilement à attaquer les conventions solennellement conclues entre les Catholiques et les Protestants et confirmées par

1. Comment se fait-il que Boudovets n'ait pas encore tenté un historien tchèque et qu'on ne lui ait pas élevé un monument analogue à celui que Chloumetsky a dressé à Ziérotyn ? — Tant que les documents n'auront pas été complètement publiés, il est impossible de porter sur lui un jugement général; dans cette année de 1609, il semble s'être élevé non seulement au-dessus des autres, mais au-dessus de lui-même. Sa conduite antérieure et postérieure prête le flanc à diverses critiques. C'était probablement un esprit moins remarquable que Ziérotyn, et l'intelligence chez lui était inférieure au cœur, mais jamais les admirables qualités de l'Unité n'ont brillé d'un éclat plus serein.

le roi et n'oserait ainsi violer la constitution et insulter le royaume. Il se trouva cependant des gens qui troublèrent terriblement l'espoir des États, et, au premier rang, ceux dont nous avons fait mention plus d'une fois, les dignes instruments des Jésuites [1]. » — Les Catholiques, en effet, ne se résignaient pas plus à la tolérance que Rodolphe ne se consolait de ses pertes. L'année n'était pas écoulée que l'horizon se chargeait de nouveaux nuages, et la Bohême était précipitée dans une série de troubles qui aboutirent cette fois à une catastrophe irréparable.

1. *Id.*, p. 254.

CHAPITRE II

LA DÉFÉNESTRATION DE PRAGUE

Léopold et les mercenaires de Passau. — Chute de Rodolphe. — Le règne de Mathias; la royauté et les Seigneurs; les quatre vœux des États. — La réaction catholique continue. — Élection de Ferdinand II. — Inquiétude et irritation du parti protestant; ses intentions et ses chefs. — La diète de 1618. Le coup d'État; la défénestration.

Les derniers événements avaient porté le coup suprême à la raison de Rodolphe. Ce pauvre roi que tourmentaient depuis des années des terreurs obscures et qui se barricadait dans son palais, fuyant les cérémonies publiques, refusant les audiences, avait vu à diverses reprises sa chambre envahie par des bandes armées ; lui, que les moindres déboires plongeaient dans une consternation stupide ou précipitaient dans des accès de fureur, il n'était plus maître du seul royaume qui eût échappé à l'ambition de son frère. Plusieurs fois, dans cette crise, il avait été repris par sa maladie et, de chaque nouvel accès, son intelligence sortait moins lucide et sa volonté plus chancelante. Les renseignements incomplets que nous possédons sur cette période ne nous permettent pas de dire avec certitude à quels moments, depuis le jour où avait éclaté la révolte jusqu'à sa mort, il reprit la direction consciente de ses actes et quelle responsabilité revient à sa raison ou quelle excuse mérite sa folie. Pendant ses heures de démence, il courait à travers le château; la nuit, tout nu, une épée à la main, on l'entendait pousser des rugissements, entrer en rage parce que son ventre était passé derrière lui et avait été remplacé par son dos; puis, il cherchait une distraction dans l'ivresse : l'abus des boissons acheva vite d'user

cet organisme détraqué et le livra désemparé à tous les caprices d'une imagination fantasque.

Dans ces ténèbres, un souvenir surnageait et une haine : il ne renonçait pas au pouvoir qu'on lui avait arraché et gardait au cœur une rancune inexpiable contre les auteurs de sa ruine. Avant tout, Mathias; mais il n'en voulait guère moins aux Protestants tchèques, un peu par dévotion, surtout parce qu'en restreignant son autorité, ils lui avaient enlevé les moyens de prendre sa revanche et d'arracher à son frère ses royaumes perdus. Comme la réflexion chez lui était à peu près entièrement annihilée, il était à la merci de ses instincts passionnés; il désirait plus le malheur de ses ennemis que le succès de sa propre cause, et il eût sacrifié sans hésiter les intérêts généraux de la religion au plaisir d'écraser ses ennemis. Dans ces dispositions, il était une proie indiquée pour les pires aventuriers.

Parmi les hommes qui, jusqu'au dernier jour, l'avaient supplié de ne pas signer la Lettre de Majesté, le plus obstiné et le plus violent était l'archiduc Léopold. Fort jeune encore, Léopold apportait à la défense de l'Église romaine un zèle fort intempérant et une fougue brouillonne. Nommé évêque de Passau et de Strasbourg avant d'avoir reçu l'ordination, il n'avait aucune vocation ecclésiastique et son ambition remuante ne s'effrayait pas de scandales qui le condamneraient à rester dans le monde. Il avait été élevé comme son frère, Ferdinand de Styrie, dans les idées d'une étroite piété; mais, tandis que le fanatisme de son aîné était, dans une certaine mesure, contenu par la prudence que lui imposait sa situation, le cadet, éloigné du trône par sa naissance, fomentait les discordes et troublait les événements, par calcul non moins que par conviction et par tempérament. Il se croyait les aptitudes d'un chef d'état parce qu'il était mécontent de sa position subordonnée, et il se jugeait à la hauteur des plus vastes entreprises parce qu'il n'en apercevait pas les périls. Seuls, un prince en délire et des ministres, qui ne manquaient ni de sens ni d'expérience,

mais qu'aveuglaient leurs haines, pouvaient prêter l'oreille à cet agité et devenir ses complices.

Son plan était des plus simples. L'Allemagne était tout entière pleine de rumeurs belliqueuses, partout Catholiques et Protestants étaient en armes, près de fondre les uns sur les autres à propos de la succession de Clèves et de Juliers, et, sans l'assassinat de Henri IV, la guerre de Trente-Ans aurait peut-être commencé dès lors. Léopold comptait, grâce à l'émotion et au tumulte universels, réunir sans bruit une armée, pénétrer à l'improviste en Bohême, révoquer la Lettre de Majesté et rétablir l'autorité royale; fort de ses premiers succès, il chasserait Mathias et, en récompense de ses services, Rodolphe le désignerait pour successeur.

Les plans les plus extraordinaires réussissent quelquefois, et peu s'en fallut que l'outrecuidance de Léopold ne fût justifiée par le succès. En dépit des renseignements qu'ils recevaient de divers côtés et des avis de Vouk de Rosenberg qui, de sa forteresse de Trzébon, leur signalait la formation d'une armée à Passau et en prédisait la véritable destination, les États tchèques s'endormirent dans une trompeuse sécurité. Quand Léopold, à la tête de douze mille mercenaires, franchit la frontière (janvier 1611), aucune mesure de défense n'avait été prise; la levée en masse fut ordonnée trop tard, les milices se réunissaient avec une extrême lenteur, les quelques centaines de recrues que l'on avait sous la main, sans discipline, sans officiers, sans habitude de la guerre, presque sans armes, n'auraient pas tenu une heure devant une armée éprouvée. Les chefs se défiaient de leurs troupes: il y avait dans leurs rangs beaucoup de mécontents qui se disperseraient au premier coup de feu ou peut-être passeraient à l'ennemi. Quelques actes isolés d'héroïsme ne rendirent pas le sentiment de ses devoirs à un peuple dont le courage et le patriotisme s'étaient énervés depuis trop longtemps. Boudiéjovitse, Tabor ouvrirent leurs portes à la première sommation. Peu à peu, le nombre des partisans de l'Archi-

duc augmentait. Ceux des seigneurs catholiques qui avaient protesté d'abord contre un coup de main aussi inconsidéré que perfide, déconcertés par les nouvelles qui arrivaient du sud du royaume, se renfermaient dans l'expectative, et leur apathie n'était guère moins funeste que la trahison ouverte des Berka, des Martinits et des Slavata. Après une escarmouche malheureuse, la partie de la ville de Prague située sur la rive gauche de la Vltava, fut enlevée par les bandes de Léopold, et une capitulation criminelle leur livra le château royal. Les principaux chefs de la noblesse étaient absents ou prisonniers, et la direction de la diète était tombée à des intrigants déconsidérés. L'Archiduc, dont l'arrogance croissait avec le succès, avait quitté l'habit ecclésiastique et pris officiellement le commandement de l'armée d'invasion. Les conjurés avaient jeté le masque, réclamaient l'abolition de la Lettre de Majesté et complotaient le meurtre des principaux seigneurs protestants.

Au dernier moment, lorsque tout dépendait de la rapidité de l'exécution, Rodolphe retomba dans ses hésitations habituelles; le crime qu'il avait approuvé, le courage lui manquait pour l'exécuter. Il menaçait la Vieille-Ville d'un bombardement, mais en négoçiant avec les États. Dès lors tout espoir de succès était perdu. Les puissances catholiques, que les meneurs n'avaient ni consultées ni prévenues, refusaient leurs secours et ne cachaient pas leur désapprobation. Quelques milliers de bandits ne contiennent pas longtemps une population de plusieurs millions d'hommes. Les dévastations des mercenaires et leurs insolences avaient exaspéré les habitants; Prague était en pleine révolution; le peuple, soupçonnant les moines d'être les secrets auxiliaires de Léopold, se ruait sur les églises, brisait les images, envahissait les couvents, insultait ou massacrait les religieux; la campagne était parcourue par des bandes de gueux qui assassinaient les soldats isolés, arrêtaient les courriers, interceptaient les convois. Redoutables alliés pour les nobles que ces paysans aux abois qui ne ménageaient pas plus leurs maîtres que les étrangers! Les routes étaient

si peu sûres que personne n'osait plus se risquer hors de la ville, les crimes agraires se multipliaient, et une jacquerie semblait imminente. Léopold jugea sa situation fort aventurée au milieu de ce pays en insurrection, et, le 11 mars, ses troupes évacuèrent la Petite-Ville de Prague et commencèrent leur retraite à travers la Bohême méridionale, harcelées par les troupes des États. Les vainqueurs ne pardonnèrent pas à Rodolphe sa perfidie : il avait perdu ses derniers partisans et tout le monde désormais appelait Mathias.

Le coup de main de Léopold avait soulevé dans l'Allemagne entière une extrême émotion ; l'anxiété avait été vive surtout dans les provinces autrichiennes et hongroises dont le sort était directement en jeu. Aussi, de tous côtés, répondit-on sans délai au cri de désespoir poussé par les Tchèques, et Mathias rassembla rapidement une armée pour chasser les envahisseurs de Prague. Quand il arriva, la ville était déjà sauvée, mais l'annonce de ses préparatifs et de son approche avait hâté la retraite des mercenaires. La reconnaissance, l'espoir de trouver en lui un maître plus sensé, le besoin d'un protecteur qui contînt l'anarchie menaçante, triomphèrent facilement des derniers scrupules de quelques membres de la diète. Personne ne défendit Rodolphe, les Protestants étaient exaspérés et les Catholiques furent facilement convaincus par l'ambassadeur d'Espagne : ils abandonnèrent à sa destinée le maître qui les compromettait sans utilité, ne voulant pas s'aliéner par une sotte résistance le souverain du lendemain. L'Empereur se cramponna au pouvoir, résista jusqu'à la dernière heure : même après avoir signé son abdication (avril 1611), l'obsession d'une revanche hantait son délire, et les plus étranges projets germèrent dans son esprit. Mais la mort l'avait déjà marqué ; il souffrait depuis longtemps d'une hydropisie, la gangrène se déclara ; le 20 janvier 1612, il succomba et on l'enterra sans pompe, dans le mausolée où reposaient déjà Ferdinand I^er^ et Maximilien II ; depuis lors, aucun roi de Bohême n'a été enterré à Prague.

« Si un prince âgé et qui depuis si longtemps possédait, non sans quelque dignité, les titres d'Empereur et de Roi, nous dit Skala, n'eut ni funérailles publiques ni pompe éclatante, comme son père ou son grand-père, la cause en fut surtout que, dans l'Empire comme dans ses états héréditaires, il montra trop d'indulgence pour les Évangélistes et que, malgré le pape et les Jésuites, il osa leur accorder cette célèbre Lettre de Majesté, digne d'une louange éternelle, qui leur assurait la liberté religieuse. Mais, du moins, il repose avec assez d'honneur et de respect dans le souvenir constant et l'éternelle fidélité de tous les cœurs pieux, et son âme a été reçue dans la maison et dans la gloire de son Rédempteur [1]. »

Avec quelle singulière rapidité se forment les légendes! L'opinion de Skala, en effet, n'est pas isolée; dans le récit de la plupart des écrivains protestants, Rodolphe devient le défenseur et presque le martyr de la liberté de conscience : les malheurs et les souffrances du pauvre insensé étouffent le souvenir de ses fautes; l'attachement qu'il a toujours montré pour Prague et la faiblesse qui, en dernière analyse, a paralysé tous les efforts du parti réactionnaire sous son règne, rejettent dans l'ombre le souvenir des velléités de persécution. Toutes les incertitudes, toutes les transes se sont effacées devant l'enthousiasme provoqué par la Lettre de Majesté. Puis surviennent les jours terribles, la guerre civile, la honte et l'invasion, la restauration catholique impitoyable, et les regrets se tournent, toujours plus vifs, vers les années de calme relatif et de bonheur mitigé. Déjà pendant les discussions tumultueuses de 1609, la diète avait montré une véritable faiblesse de cœur pour ce prince auquel elle était attachée par les services qu'elle lui avait rendus et la fidélité qu'elle lui avait gardée; au moment où les passions étaient déchaînées, elles s'arrêtaient au pied du trône, les diatribes respectaient le souverain, et lorsque Boudovets séparait le prince des fanatiques qui le compromet-

1. I, p. 331.

taient et rejetait sur eux la pleine responsabilité de son obstination, sa réserve était sincère autant que politique. Jusqu'à l'expédition de Léopold que l'imagination populaire expliquait à la gloire du roi! Il voulait, en laissant son héritage au jeune Archiduc, écarter du trône l'ennemi de la Bohême, Ferdinand; l'ingratitude des Tchèques l'avait frappé au cœur : « Prague, ingrate Prague, murmurait-il dans sa fièvre, je t'ai faite glorieuse, et maintenant tu me chasses, moi, ton bienfaiteur; que la vengeance céleste s'abatte sur toi et que ma malédiction retombe sur toi et sur tout le royaume ». Des témoins avaient entendu ces paroles, et le chroniqueur de l'exil, courbé sous cette malédiction prophétique, rapporte tristement leur récit.

L'histoire, qui sourit de la légende, doit se garder cependant d'accepter avec complaisance toutes les accusations dont Rodolphe a été l'objet : jamais le maniaque bizarre et lubrique que nous dépeignent certains chroniqueurs ne se fût maintenu aussi longtemps sur le trône au milieu d'une situation aussi compliquée et en face de tant d'ambitions acharnées. Après une première période qui n'avait pas été sans honneur et quelquefois sans éclat, Rodolphe donna plus d'une preuve, même dans la deuxième partie de son règne et en dépit des accès de démence qui l'assaillaient, d'une intelligence plus suivie et d'une volonté plus réelle qu'on n'est souvent disposé à l'admettre. Parmi les fautes qu'il commit, quelques-unes étaient presque inévitables, et beaucoup ont leur origine dans la juste colère que lui inspira l'odieuse défection de son frère. Son grand malheur fut d'être dominé par des ambitions irréalisables, et il fut la victime d'une contradiction incurable de son esprit et de son tempérament. Sa pensée inconstante trahissait l'union ou, plus justement, la lutte des deux races auxquelles il se rattachait et des deux périodes historiques auxquelles il appartenait. Les traditions espagnoles et allemandes se disputaient son âme. Catholique ardent, il avait hérité cependant de Maximilien, en même temps que beaucoup de nonchalance physique et morale, une certaine douceur natu-

relle qui répugnait aux moyens extrêmes sans lesquels la suppression de l'hérésie était impossible. Les idées politiques et religieuses dans lesquelles il avait grandi lui interdisaient toute réconciliation sincère avec une révolution qui aboutissait dans l'ordre matériel à la ruine de l'autorité monarchique et dans l'ordre des croyances à une rupture complète avec Rome; mais son fanatisme de tête s'effarait devant les mesures de rigueur; il n'avait pas la cruauté de ses opinions. Par ce dualisme des idées et des instincts s'expliquent ses brusques revirements, ses sévérités intermittentes, ses concessions aussitôt reprises, et aussi ses fatigues et ses tristesses abandonnées. Avec les convictions et les projets de Ferdinand II, il avait la tolérance résignée et indifférente de Maximilien. Sa démence, une des plus tragiques de l'histoire, ne nous paraît plus ainsi seulement comme une fatalité héréditaire, mais comme une sorte d'abdication de l'âme accablée par de trop lourdes obligations et tiraillée par des devoirs contradictoires. Cette folie fut peut-être ce qu'il y eut de meilleur en lui, et, seule dans tous les cas, elle nous permet de comprendre la légende qui vante la bonté de son âme et la largeur de ses vues.

Nul n'a mieux plaidé la cause de Rodolphe auprès de la postérité que son rival et son successeur; il se chargea de prouver aux plus prévenus que les difficultés dont on s'était armé contre le roi précédent, ce n'était pas celui-ci qui les avait créées, et, dans tous les cas, nul moins que Mathias n'avait le droit d'accuser quelqu'un de faiblesse et d'incurie.

L'enthousiasme avec lequel le nouveau souverain avait été accueilli en Bohême ne survécut pas même au sacre : les partis étaient en présence, aussi acharnés; ni les Catholiques n'oubliaient leurs projets, ni les Protestants, leurs griefs et leurs espérances. Les nobles parlaient en maîtres : à qui l'usurpateur devait-il sa couronne? A quel titre marchanderait-il sa reconnaissance, et, si la fantaisie lui venait d'écarter leurs pétitions, sur quoi s'appuierait-il? Hongrois,

Autrichiens, Moraves, Bohêmes, Silésiens, tous visaient le même but, substituer à la monarchie une république oligarchique, et Mathias n'était pas homme à trouver en lui-même les forces qu'il cherchait vainement au dehors.

Au moment où il fut couronné roi de Bohême, il avait cinquante-quatre ans, c'est-à-dire qu'il était arrivé à l'âge où, chez la plupart des hommes, les facultés d'action décroissent sensiblement, et chez lui elles n'avaient jamais été très remarquables. Ce prince que l'ambition précipita dans tant de tragiques aventures et dont la vie fut si accidentée, était en réalité un indifférent et un timide, et, dans les dernières années, les émotions plus encore qu'une grave maladie avaient épuisé sa force et émoussé son activité. Un de ses principaux griefs contre Rodolphe avait été l'opposition que celui-ci avait toujours faite à son mariage; une fois débarrassé de son frère et malgré les objurgations de Khlesl qui essayait d'attirer son attention sur des soins plus urgents, il s'occupa surtout de s'arranger une vie facile et agréable. Il épousa, avant la fin de 1611, sa cousine Anne, de sens rassis et d'esprit borné : ils eurent une cour brillante, donnèrent des fêtes; Anne aimait les festins prolongés, Mathias, la musique et la conversation; tous deux partageaient le goût de leur prédécesseur pour les œuvres d'art, et, dans la succession de Rodolphe, ses admirables collections n'étaient pas ce qu'ils prisaient le moins. Quant aux affaires, ils les ajournaient, et le bien public leur était certainement plus indifférent qu'à celui qu'ils avaient détrôné.

Il est vrai que la tâche des souverains était ingrate. Autour d'eux, des factions déchaînées, les seigneurs à l'affût de la première occasion pour arracher au roi ses dernières et maigres prérogatives; et quelles ressources! Plus d'armée, une administration encore rudimentaire et en désarroi, les domaines engagés; pour revenus, les subsides que votaient les diètes avec une prudente parcimonie. Mathias avait été élu Empereur d'Allemagne : dernière ironie de la fortune qui ne l'accablait de ses faveurs que pour lui en montrer l'inanité; l'Empire était partagé en deux camps ennemis, et au-

cune des deux factions ne se souciait beaucoup de Mathias.

La principale différence entre Mathias et son frère, c'est que, tandis que celui-ci s'isolait dans une sorte de captivité, l'autre avait du goût pour la représentation et mettait assez habilement en œuvre dans des négociations individuelles le charme de séduction que lui avait légué Maximilien et le respect que la royauté inspirait encore après de si nombreuses défaites. Il n'était d'ailleurs que le docile interprète de la volonté de Khlesl, pour lequel on créa le poste de directeur du Conseil privé et qui, sous ce titre modeste, exerça tous les droits d'un premier ministre.

La politique de l'évêque ne fut pas très heureuse. Dans l'Empire, il rêva de prendre un rôle de médiateur, sans rien céder cependant des intérêts catholiques. L'anarchie était complète et les princes protestants formaient un véritable état dans l'état : il voulut rapprocher les adversaires et arracher les Électeurs à leurs combinaisons en les ralliant autour de leur chef suprême pour une guerre générale contre les Turcs. L'idée était séduisante, mais elle n'était ni neuve ni réalisable. Les affidés de l'Électeur palatin ne parurent pas plus aux diètes que par le passé ; les princes catholiques venaient quelquefois aux rendez-vous que leur donnait l'Empereur et même votaient des subsides ; cette condescendance satisfaisait leur conscience sans leur coûter cher, parce que les impôts votés n'étaient pas payés. L'activité de Khlesl eut cependant un résultat, non celui qu'il attendait : l'Espagne et ses alliés jugèrent ses menées suspectes, l'accusèrent, ou peu s'en faut, de trahison et d'apostasie. Le discrédit habituel de l'autorité impériale grandit encore, si c'est possible. Les princes levaient des troupes, commençaient les hostilités, signaient la paix, sans consulter Mathias ou même le prévenir. L'échec était si criant, l'incapacité de Khlesl si évidente, que, près du roi, on commença à désirer et à comploter la chute du premier ministre ; autour de l'archiduc Maximilien se groupait une fraction extrême qui méditait contre l'évêque, et, s'il le fallait, contre son maître, une révolution analogue à celle qui les avait portés au pou-

voir. Elle avait son candidat, Ferdinand de Styrie, et dès 1614, ouvrait avec la cour d'Espagne les négociations qui se terminèrent par l'élection de Ferdinand à l'Empire et par la croisade contre les Protestants.

Si Khlesl avait essayé de la conciliation en Allemagne, c'était moins par conviction que par impossibilité d'agir autrement. Dans les provinces héréditaires il avait adopté un système plus franc et plus hardi et il s'était mis immédiatement à l'œuvre pour relever l'autorité royale : les événements se chargèrent de démontrer que les Tchèques n'avaient eu que trop raison quand ils avaient soupçonné Mathias d'être plus hostile encore à leurs désirs que son frère. Et comment en aurait-il été autrement? Il y avait là des traditions trop anciennes et des nécessités de situation trop fortes.

Quant à Khlesl, c'était pour lui une question d'honneur plus encore que de conscience, la seule justification possible de sa conduite antérieure. Seulement, l'entreprise était scabreuse : il n'avait plus seulement en effet, en face de lui, les diètes des diverses provinces, affaiblies et intimidées par leur isolement, mais deux ligues étroitement unies. D'une part, la confédération des Autrichiens, des Hongrois et des Moraves subsistait toujours, et de l'autre, au moment où les Bohêmes avaient obtenu la Lettre de Majesté en 1609, ils avaient conclu avec les Silésiens une alliance par laquelle ils s'engageaient à se soutenir mutuellement contre quiconque violerait leurs privilèges. Les deux ligues tendaient à se rapprocher, l'idée de la confédération autrichienne renaissant ainsi sous une forme féodale. La royauté qui n'avait pas su contenir les revendications des diètes isolées, ferait assez mauvaise figure devant une coalition permanente qui opposerait à ses moindres velléités d'usurpation une infranchissable barrière. Si l'union des diverses provinces se cimentait sous la direction des États, la disparition du Catholicisme en Autriche n'était plus qu'une question d'années, et, comme la dynastie des Habsbourgs était trop engagée pour qu'une réconcilia-

tion sincère survînt entre elle et les Réformés, elle partagerait le sort du Catholicisme.

Le premier devoir de Khlesl était donc d'empêcher cette coalition des forces ennemies et il n'est que juste de reconnaître qu'il y travailla consciencieusement. De tous les adversaires du ministre, les Bohêmes étaient les plus acharnés. Mathias n'avait jamais compté dans le pays beaucoup de partisans et on ne l'avait accepté pour roi que sous le coup d'une inéluctable fatalité; depuis longtemps les adversaires des Habsbourgs, fort nombreux parmi les nobles, s'y démenaient beaucoup, et l'exaltation des dernières luttes ne s'y était pas apaisée, parce que les Catholiques y étaient, sinon plus redoutables, du moins plus provoquants qu'ailleurs. Au moment de son élection, Mathias avait promis de respecter toutes les libertés du royaume, y compris la Lettre de Majesté; mais les Bohêmes lui avaient présenté de plus quatre demandes nouvelles : ils auraient le droit de tenir, quand il leur paraîtrait convenable, des assemblées provinciales; ils pourraient lever des soldats sans autorisation préalable; Mathias confirmerait le traité qui, depuis 1609, les liait aux Silésiens et approuverait la convention qu'ils avaient l'intention de signer avec les Magyars et les Autrichiens; un peu plus tard, ils lui demandèrent encore de ratifier et de renouveler les traités anciennement en vigueur entre la Bohême et les princes voisins, en particulier l'Électeur de Saxe. — Quelle que fût la fringale d'ambition de Mathias, et bien que Rodolphe ne fût pas encore absolument isolé, il refusa d'acheter à ce prix la couronne, et on ne saurait s'en étonner. La suppression des assemblées provinciales avait peut-être été le succès le plus réel de Ferdinand I^er^, et depuis lors les souverains, encore qu'ils eussent traversé bien des heures pénibles, n'avaient jamais consenti à en approuver le rétablissement régulier; ces réunions provinciales, où l'opposition se serait organisée, aurait préparé ses programmes et ses moyens d'action, auraient enlevé à la royauté ses dernières armes de défense contre les diètes. D'autre part, en accordant

aux États l'autorisation de lever des troupes, la monarchie sanctionnait le droit d'insurrection, en même temps qu'elle achevait de déléguer entre leurs mains le pouvoir exécutif. Enfin la confédération des diverses provinces engageait à jamais l'avenir et supprimait jusqu'à l'espérance d'une restauration monarchique. Dans ces conditions, la dernière exigence des Tchèques qui allait, sous une forme déguisée, à faire des princes voisins, et en particulier des Saxons, les garants de leurs libertés et permettait aux mécontents de solliciter l'intervention étrangère contre leur roi, était presque une superfétation. A quoi bon des secours extérieurs contre une monarchie nominale et réduite à un tel état d'abaissement que l'idée ne lui viendrait même pas d'engager une lutte sans espoir!

Khlesl cette fois leurra la diète de vagues promesses, et la discussion à fond fut renvoyée à la session suivante. Il pensait lui aussi que le temps est galant homme et, en effet, quand la question se rouvrit, il était en meilleure posture. Mathias n'était plus un candidat, mais un souverain, et toute mesure radicale prenait un air révolutionnaire et effarait les timides; puis, Rodolphe était mort, et les divers princes de la maison de Habsbourg avaient reconnu officiellement Mathias comme leur chef; Khlesl, qui avait joué les États et s'en vantait, s'exagéra sa victoire et en abusa.

Aucun changement appréciable ne fut introduit dans le personnel administratif, et les principales charges furent, comme auparavant, occupées presque exclusivement par les personnages les plus compromis dans les derniers incidents et les plus impopulaires. Un seul Protestant, le comte de Thurn, pénétra dans le Conseil privé, mais ses fonctions de grand burgrave de Karlov-Tyn n'étaient qu'une grasse sinécure; Lobkovits et Martinits conservèrent leurs postes, et Slavata reçut de l'avancement. Le même esprit animait le gouvernement qu'avant le changement de règne; si les chartes solennelles n'étaient pas ouvertement violées et si le premier ministre s'attachait, autant que possible, à respecter la lettre de la loi, il suffisait de quelque prévoyance pour

discerner le but où il tendait en louvoyant. Deux mesures surtout furent significatives : par la première, il ordonna que les membres du Tribunal Suprême recevraient le titre de conseillers royaux; simple changement de nom contre lequel il était difficile de s'insurger; sans doute même, plus d'un des juges fut secrètement flatté dans son orgueil, et sa complaisance pour le monarque s'en accrut. — Si l'on va au fond des choses cependant, on distingue dans ce décret inoffensif le dessein poursuivi jadis par Ferdinand Ier et négligé par ses successeurs, de transformer en agents du souverain les officiers du pays, gardiens de la Constitution et mandataires des États. Ferdinand II et ses successeurs n'auront qu'à continuer dans la voie que Khlesl leur marquait ainsi, pour transformer en province d'une monarchie absolue le royaume dont l'autonomie était malgré tout jusqu'à cette époque si nettement définie.

La seconde mesure fut plus hardie. En 1612, Mathias quitta Prague et s'établit à Vienne. Les Bohêmes furent très irrités du tranfert à Vienne des archives et des administrations; il ne s'agissait donc pas d'un simple déplacement princier, mais d'un changement de capitale. Comme le Grand Chancelier devait toujours suivre le roi, il s'installa à Vienne, et la Bohême, qui depuis plus d'un quart de siècle avait été la résidence du gouvernement central, ne fut plus qu'un royaume vassal dont les destinées relevèrent de ministres étrangers et malveillants. Une fois qu'il se fut ainsi soustrait à la surveillance immédiate des seigneurs tchèques, le *Granvelle autrichien* poussa de l'avant : toutes les défaillances et toutes les distractions des Tchèques lui étaient bonnes; il essayait de rendre au roi le droit de nommer de sa pleine autorité les membres du Conseil suprême, limitait la compétence de la Haute-Cour et introduisait timidement le principe de l'appel au roi; le pacte d'alliance des Bohêmes et des Moraves n'était pas officiellement confirmé malgré les engagements formels de Mathias, et lorsque, sur les instances des Moraves, la Cour le sanctionnait enfin, on s'apercevait que plusieurs des

principaux articles avaient été modifiés et que le texte primitif avait été altéré, de manière à lui donner un caractère provisoire et révocable. Le traité des Tchèques et des Silésiens était ratifié; mais, sur les quatre autres vœux présentés par la diète, aucune solution n'intervenait; Mathias avait renvoyé sa réponse à la prochaine diète, et cette diète, les Tchèques la réclamaient toujours, et elle n'était jamais convoquée : malgré la pénurie extrême du trésor, Khlesl renonçait aux subsides des États plutôt que de s'exposer à leurs doléances.

La politique de Khlesl, plus active en Bohême qu'en Allemagne, et plus heureuse en apparence, devait fatalement entraîner un conflit. Les plus modérés perdaient patience, et de sombres pressentiments assiégeaient les moins pessimistes. Ziérotyn prévoyait de nouveaux combats et exhortait ses amis à la fermeté; pour lui, disait-il, il était résolu à mourir plutôt que de vivre dans une patrie asservie [1]. Dieu appesantit sa main sur nous, écrivait-il encore, peut-être le remède sortira-t-il de l'excès du mal. — Mais ces accès de fermeté étaient rares; il n'avait plus sa confiance des années précédentes, écœuré par cette mauvaise foi tenace, découragé par cette obstination qui annulait chacune des victoires des Protestants. Quand Duplessis-Mornay, toujours sur la brèche, lui demandait son appui, il lui répondait mélancoliquement : « Nous sommes presque dans la même situation que sous Rodolphe, aussi nous ne saurions vous être d'aucun secours, parce qu'il faut que nous nous protégions nous-mêmes [2] ».

Comme si ce n'était pas assez des discordes intestines, on était à la veille d'une guerre avec la Porte. « Nous sommes même menacés des dangers d'une guerre, continuait Ziérotyn, une guerre que nous redoutons si fort que l'entêtement du dernier Empereur à la continuer doit être considéré comme la véritable cause de sa chute. Le roi la veut,

1. Chloumetsky, p. 773.
2. *Id.*, p. 796.

pour relever son crédit, et les ministres, stimulés par leurs intérêts particuliers, l'y poussent. » Khlesl et Liechtenstein, à ce moment fort dans les bonnes grâces de Mathias, avaient eu l'idée en effet de reprendre la grande conception de Rodolphe ; ils comptaient enlever la Transylvanie aux Turcs grâce aux subsides de l'Espagne, du Pape et des Électeurs ; la gloire d'étendre les frontières de l'Empire les séduisait, mais surtout l'occasion de former une armée qui, moins redoutable encore aux ennemis du dehors qu'à ceux du dedans, calmerait tous les mécontents. Il est toujours aisé d'inventer de vastes projets, et l'imagination ne constitue pas les hommes d'État, mais bien la réflexion ; les alliés sur lesquels comptaient les ministres de Mathias rechignèrent : le plan était mal venu, et l'auteur n'était pas en odeur de sainteté.

Khlesl se buta, et, repoussé au dehors, il pensa à obtenir des États les fonds qui lui étaient nécessaires ; il était piquant qu'ils payassent les soldats levés contre eux. Les prétextes sous lesquels on avait ajourné jusqu'alors la réunion de la diète tchèque, s'usaient d'ailleurs à la longue, et l'échéance, trop retardée, devenait menaçante. On convoqua donc une assemblée bohême pour le mois de janvier 1614 ; mais, comme la peste sévissait à Prague, elle dut se réunir à Boudiéjovitse. La population y était catholique et les seigneurs, isolés, seraient moins insolents. Ils délibérèrent sur la conduite à tenir : Boudiéjovitse leur semblait une sorte de souricière ; quand on les y tiendrait, on les réduirait à merci et on les forcerait à reconnaître comme héritier de la Couronne l'Archiduc Léopold, le héros de l'équipée de 1611. Ils se risquèrent pourtant : ils n'oseront pas, pensaient-ils du roi et de son ministre ; mais leurs terreurs les avaient aigris, et la maladresse de Mathias les poussa à bout. Il avait amené avec lui le général Buquoy que la rumeur publique désignait comme le chef de la croisade contre les hérétiques : les Jésuites de Boudiéjovitse donnèrent en l'honneur du général des fêtes, des représentations dramatiques, où on exposait avec une clarté louable, mais im-

prudente, ce qu'on attendait de lui. Aussi, lorsque le roi pria les Tchèques de voter des subsides pour la guerre contre les Turcs, ils refusèrent net : on n'aurait pas un denier tant que leurs vœux n'auraient pas reçu satisfaction. Ils se départirent un peu cependant de leur rigueur, accordèrent quelque argent, sur la promesse de Mathias qu'il convoquerait pour le commencement de l'année suivante une diète générale où seraient représentées les diverses parties de la monarchie et où serait enfin tranchée la question des quatre vœux. — Dans quel sens ? Aucun doute n'était possible, à voir les dispositions des États. Ils constituaient un comité de défense qui siégerait à Prague et, en cas de besoin, lèverait une armée. L'avertissement était formel. Deux des principaux chefs de l'oligarchie, Colonna de Fels et Mathias de Thurn, remirent à l'Empereur une sorte de memorandum qui était presque une déclaration de guerre et dont les protestations de loyalisme dissimulaient mal l'arrogance : il avait bien tort, lui disaient-ils, de se donner tant de peine pour la Transylvanie, elle était beaucoup trop éloignée pour être longtemps conservée, et tout était compromis dès qu'on s'éloignait « de la chère mère » le Danube ; mieux valait rester en repos que de réunir des troupes, l'expédition des mercenaires de Passau n'était pas oubliée, et toute algarade coûterait facilement à Mathias sa triple couronne.

Même après tant d'échecs, l'erreur serait grande de supposer que la royauté n'eût d'autre ressource que de contresigner sans débat les clauses d'un traité onéreux. Un pouvoir n'est vaincu sans espoir de revanche que lorsqu'un autre s'est substitué à lui et qu'une constitution nouvelle offre aux habitants des garanties suffisantes de sécurité et de prospérité ; or, les nobles, un peu parce qu'ils n'étaient pas sûrs du lendemain et que le combat dans lequel ils étaient engagés absorbait leur attention, beaucoup parce qu'ils songeaient plus à leurs intérêts particuliers qu'au bien public et avaient moins l'intelligence que la passion du gouvernement, n'avaient pas organisé leur victoire ; ils avaient annihilé la royauté, mais ne l'avaient pas

remplacée, et la république oligarchique, qu'ils espéraient avoir fondée, n'était que le triomphe de l'anarchie. De là, l'instabilité de leurs succès. Avec quelle facilité Ferdinand Ier, arrivant au trône dans des conditions qui n'étaient pas sans analogie avec le moment actuel, avait mis la monarchie hors de pages et avait établi son autorité sur des bases si solides que, malgré la médiocrité des princes, elle s'était défendue depuis lors comme d'elle-même!

Une restauration semblable n'était pas impossible : seulement elle exigeait des qualités égales, sinon supérieures, à celles qui avaient illustré Ferdinand; essayée par des mains malhabiles, elle était condamnée à un échec humiliant, et, en poussant à bout les seigneurs, elle devait hâter la catastrophe. Khlesl et ses auxiliaires, dont l'imagination était vive et les talents médiocres, ne surent que provoquer leurs adversaires, tandis que leur mollesse et leur impéritie affaiblissaient et discréditaient le pouvoir. Rien ne fut entrepris pour ramener l'ordre et relever la prospérité gravement atteinte par d'aussi longues perturbations. Pour détacher des nobles les bourgeois très justement irrités de leur attitude dans les dernières diètes, un peu d'esprit de justice et quelques concessions en matière religieuse auraient suffi; mais Khlesl était inflexible sur ce point, et l'idée de la tolérance était à ses yeux un insupportable scandale. Il eût été assez aisé d'obtenir l'appui des paysans contre leurs maîtres; Hannewald, un des confidents de Rodolphe, avait déjà proposé à la royauté de reprendre son rôle naturel de protectrice des opprimés et des pauvres; Liechtenstein recommandait très vivement cette alliance avec le petit peuple; les seigneurs n'étaient pas très rassurés, un appel à l'insurrection eût été vite entendu parmi les serfs : malheureusement le plan dépassait de beaucoup la médiocrité de Mathias. Les deux partis en présence, oligarchique et royaliste, rivalisèrent jusqu'au bout d'inintelligence pour les intérêts supérieurs de la patrie, d'étroitesse d'esprit et de cœur.

Les suites de la sotte outrecuidance et des maladresses

des ministres furent bientôt visibles. — Depuis la mort de Rodolphe, la situation générale s'était encore aggravée. Pas d'argent : les chevaux mouraient de faim dans les écuries du palais, les harnais et les selles étaient raccommodés avec des cordes comme chez les paysans, les pages étaient plus déchirés que les enfants d'ouvriers ; on prenait à crédit les provisions du Château, et les cuisiniers se disputaient au marché pour avoir le persil qu'on leur refusait. Pour obtenir un crédit de mille écus, de longues négociations étaient nécessaires ; on payait 30 à 40 o/o d'intérêt ; les créances sur la couronne étaient vendues avec 90 o/o de perte. Les ambassadeurs ne partaient pas faute d'argent, et les officiers royaux ne recevaient pas leurs salaires ; personne ne voulait plus accepter de fonctions publiques, et ceux qui restaient en charges n'expédiaient pas les affaires ou rattrapaient leurs traitements par des concussions et des vols. Personne n'administrait ni ne surveillait les domaines, et les membres de la Chambre aulique passaient leur temps à se promener ou à banqueter. Aucune direction : les Chancelleries envoyaient dans les provinces des ordres contradictoires. Le Conseil royal était plein d'intrigues. Deux partis se disputaient l'oreille de l'Empereur. Khlesl, qui répugnait aux solutions violentes et désirait par dessus tout ne pas tomber du pouvoir, était dénoncé comme un traître par tous ceux qui convoitaient sa succession. Une faction, toujours plus bruyante, se groupait auprès du prince de Liechtenstein ; très remuant, fort ambitieux, sa défection au moment opportun avait grandement contribué au succès de Mathias ; il s'exagérait encore ses services et en réclamait le prix. Les Ultra-Catholiques le soutenaient, par haine de Khlesl, et déjà leurs menées, dépassant le ministre, visaient directement le roi ; étroitement unis à l'ambassadeur espagnol, ils poussaient au trône Ferdinand de Styrie, pressaient Mathias d'assurer son élection. L'évêque de Vienne, fort mal avec l'Archiduc, traînait les choses en longueur, et ses conseils de tergiversation étaient fort bien venus auprès du maître,

peu pressé d'abdiquer la moindre parcelle d'un pouvoir si péniblement conquis. On alla jusqu'à imaginer une grossesse d'Anne : les cadeaux de baptême étaient déjà arrivés quand la ruse fut éventée. La rivalité de Khlesl et de Liechtenstein, soutenu par le représentant de Philippe III, Zuniga, était de notoriété publique, et les Réformés comptaient bien en tirer quelque avantange.

Khlesl avait à défaut de fermeté un certain entêtement; il suivait son idée de croisade, et, pour éviter la diète générale de Prague, où, d'après les promesses de l'Empereur, la discussion s'engagerait avant tout sur les quatre vœux des Tchèques, il convoqua à Linz une assemblée à laquelle assistèrent les délégués, plus ou moins régulièrement désignés, des diverses provinces de la monarchie. C'était une sorte de parlement autrichien, ou, plus exactement, d'assemblée des notables. Depuis les essais assez malheureux de Ferdinand, ces grandes réunions communes étaient presque tombées en désuétude; mais, en dépit de toutes les répugnances particulières, le temps accomplissait son œuvre, des liens d'intérêt ou de sympathie se créaient entre les divers États des Habsbourgs. Sous quelle forme se ferait l'union? Serait-ce une monarchie absolue ou une confédération de républiques oligarchiques? En principe du moins, elle ne soulevait plus une résistance aussi générale; et même les Bohêmes, chez lesquels les tendances séparatistes étaient toujours ardentes, n'opposèrent aucune objection théorique à ces délibérations en commun (août 1614).

Khlesl se mouvait à l'aise dans ces intrigues de couloir, et il eût fait un excellent tacticien parlementaire. Les questions furent très finement posées. Il présenta aux États des documents qui mettaient hors de toute contestation la perfidie du prince de Transylvanie et justifiaient une intervention autrichienne. Il comptait sur l'appui des Autrichiens proprement dits, sur l'intervention des archiducs et de Zuniga, présents aux délibérations. Isolés, éloignés de leur pays, les délégués seraient plus malléables; les chefs de l'opposition étaient absents. L'évêque espérait enlever un vote

de principe : l'assemblée, une fois ainsi engagée, ne refuserait pas des subsides que le temps, disait-on, ne permettait pas de demander aux diverses diètes. Celles-ci se plaindraient sans doute, mais il serait bien tard ; elles accepteraient de mauvaise grâce le fait accompli, et les soucis de la campagne contre les Musulmans ne leur laisseraient pas la tranquillité d'esprit nécessaire pour ergoter sur la légalité constitutionnelle du procédé.

Khlesl avait calculé sans ses hôtes. Le leader de l'opposition modérée, Ziérotyn, avait percé à jour ses desseins, et les délégués moraves étaient partis avec des instructions très précises. A toutes les propositions, ils répondirent que leurs pouvoirs étaient limités ; ils n'étaient venus que pour écouter et recueillir des renseignements, mais il leur était interdit de prendre aucun engagement et la diète seule avait l'autorité nécessaire pour accorder des subsides. Les délégués des autres provinces imitèrent cette réserve ; le parlement que l'évêque avait rêvé n'était plus qu'une réunion sans mandat. Les députés, en réservant expressément leur vote, ne refusaient pas d'ailleurs de faire connaître au ministre leurs sentiments, et il se trouva que ces sentiments étaient aussi opposés que possible à ceux où il espérait les voir. Les Magyars, dont il avait essayé de réveiller le patriotisme, excusèrent le prince de Transylvanie et la Porte ; ils ne voulaient de la guerre à aucun prix, précisément parce qu'on s'efforçait de les y engager malgré eux ; les autres étaient aussi ancrés dans leur humeur conciliante. L'assemblée se dispersa sans résultat, et Khlesl fut désormais acculé à la nécessité de convoquer cette diète générale de Prague qui lui causait de si mortelles inquiétudes (juin 1615).

Elle fut l'occasion pour l'évêque d'une revanche inespérée. Jamais, remarque très justement un historien, une meilleure occasion n'aurait pu s'offrir à l'oligarchie pour compléter et organiser sa victoire : les provinces étaient en pleine possession de leur autonomie politique et nationale ; aucune institution centrale dont l'intervention fût gênante ;

l'administration, en général entre les mains de patriotes éprouvés; aucune force militaire étrangère; comme séjour de la diète, Prague, « hors de laquelle il n'y a pas de salut [1] ». — Jamais une constituante n'a eu devant elle un terrain d'action moins embarrassé. Et que fit-elle? — Rien. Les moins clairvoyants eurent alors le sentiment de la fragilité de ce parti protestant, qui avait le pouvoir en mains et n'en savait pas user. Dès ce moment, Ziérotyn s'enferma dans une réserve absolue, s'écarta de la vie publique; ses derniers espoirs s'étaient dissipés : il s'était tourné tour à tour vers le roi et vers les nobles, et des deux côtés, il n'avait vu que haine et impuissance.

Le but principal de la diète était de rattacher par une étroite confédération les diverses provinces qui relevaient de Mathias et d'unir dans une ligue de défense les Protestants autrichiens, hongrois et bohêmes; son seul effet fut de mettre à nu les préjugés et les rivalités. Les Hongrois ne parurent pas à la diète; les Autrichiens furent froissés par l'attitude des Tchèques,— dont la responsabilité revient peut-être en partie à la cour, qui joua habilement de la hauteur des uns et de la susceptibilité des autres. Dans les provinces mêmes du royaume de Saint-Venceslas, l'entente ne fut ni plus aisée ni plus cordiale : Moraves, Silésiens et Bohêmes se renvoyaient les reproches, s'accusaient d'usurpation, de tyrannie, de trahison. On arriva à grand'peine à élaborer un projet d'alliance défensive, fort incomplet et qui ne fut jamais qu'une ébauche.

Khlesl, à Prague comme à Linz, mena fort adroitement les négociations. Les Catholiques modérés suivaient docilement sa direction; les Protestants n'étaient pas très unis : le ministre envenima les querelles, aigrit les blessures d'amour-propre. La lettre de Majesté avait surtout servi aux Frères, qui avaient triomphé avec quelque éclat; ils avaient ouvert des églises à Prague, recruté d'assez nombreux prosélytes; les Luthériens s'en offensaient. Parmi les nobles,

1. Chloumetsky, p. 853.

tous n'étaient pas convaincus de l'impossibilité d'une entente sincère avec les Habsbourgs ; le sentiment monarchique, si vivant encore de nos jours dans les populations bohêmes après tant de cruelles déceptions, le dévouement à la dynastie, véritable lien d'un état si hétérogène, avaient dès lors poussé dans les âmes de profondes racines ; satisfaits de ce qu'ils possédaient déjà, beaucoup ne demandaient pas mieux que de faciliter une réconciliation sincère par quelque condescendance ; la majorité se sépara de ses chefs sur la question des diètes provinciales, et ils quittèrent l'assemblée ; après leur départ, les États votèrent des subsides considérables.

La déroute du parti protestant, bien que l'honneur en revînt en grande partie à l'évêque de Vienne, le servit moins que ses rivaux d'influence. C'était une fatalité de la situation que les modérés n'y avaient aucune place. La question de la succession de Mathias était toujours agitée. Il n'avait pas d'enfant, vieillissait rapidement : qu'arriverait-il s'il mourait avant d'avoir désigné son héritier ? Il était fort à craindre que les États n'écartassent la famille des Habsbourgs. Ferdinand I^er^ avait bien amené la diète à reconnaître le principe de l'hérédité de la couronne ; mais, depuis 1547, les temps étaient changés : Mathias tenait son pouvoir d'une véritable élection, et il s'était engagé à ne pas faire couronner son successeur de son vivant. Si même on admettait que les seigneurs reculeraient devant une mesure aussi radicale que la déchéance des Habsbourgs, comment useraient-ils de leur pouvoir pendant l'intérim, et quels dangers ne courrait pas la religion catholique !

Le candidat naturel à la succession de Mathias était Ferdinand de Styrie. Les frères du roi, Maximilien et Albert, n'étaient pas beaucoup moins âgés que lui, et ils n'avaient pas d'enfants ; il était inutile de remplacer un mourant par des malades, et urgent d'éviter des crises trop rapprochées [1].

1. Les négociations relatives à la succession de Mathias ont été magistralement exposées par M. Gindély, dans le premier chapitre de son *Histoire de Trente Ans,* Prague, 1869. Quelques réserves que comportent certaines

L'archiduc Maximilien prit chaudement en main la cause de Ferdinand et obtint la renonciation d'Albert. Les embarras surgirent du côté où on les prévoyait le moins. La branche espagnole ne voulut pas laisser prescrire ses vieilles revendications et Philippe III crut le moment venu de réunir sur sa tête tous les domaines des Habsbourgs. Il descendait d'une fille de Maximilien II, Anne, et ses droits étaient supérieurs, disait-il, à ceux de Ferdinand, dont le père était le troisième fils de Ferdinand Ier. Les arguments de Philippe III étaient sans aucune valeur ; — les constitutions et les coutumes des royaumes qu'il songeait à annexer à l'Espagne ne permettent aucun doute sur ce point ; — l'idée de soumettre à un même prince la Hongrie et l'Espagne, l'Amérique et la Bohême, l'Italie et l'Autriche était absurde, et le succès du plan de Philippe était impossible ; son ambition n'en était pas moins fort intempestive, et ce n'était pas trop de l'union de tous les Catholiques pour enlever la nomination de Ferdinand. Pendant plusieurs années, ces rivalités entravèrent toute action énergique. Les Protestants s'en réjouissaient, et Khlesl et Mathias ne s'en lamentaient pas outre mesure.

La cour de Madrid ouvrit cependant les yeux à l'évidence. L'ambassadeur de Philippe à Prague, Zuniga, l'avertissait des conséquences déplorables de son attitude. Ferdinand de son côté, peu versé dans le droit constitutionnel tchèque et hongrois et dont la volonté était assez flottante, toutes les fois qu'il ne s'agissait pas d'affaires religieuses, ne demandait pas mieux que d'acheter même assez cher la renonciation de son concurrent. Son principal conseiller, Eggenberg, à la discrétion de l'Espagne, signa le traité secret du 31 janvier 1617 : par cette convention, aussi inutile qu'onéreuse, Philippe renonçait à ses droits imaginaires et recevait en échange l'Alsace ; de plus, Ferdinand,

parties de cette œuvre, elle reste un des monuments de l'historiographie contemporaine, et, en particulier, tout ce qui est relatif aux relations des Habsbourgs et des puissances étrangères est traité avec un luxe de renseignements et une précision qui ne laissent place qu'à l'admiration.

une fois élu Empereur, disposerait en sa faveur de tous les fiefs vacants en Italie. Cet accord enlevait du moins à Khlesl tout prétexte pour de nouveaux retards. Dès 1616, il avait donné sa parole à Maximilien et avait promis sur son salut éternel que Ferdinand serait roi de Bohême avant la Noël. Noël se passa, les semaines et les mois s'écoulaient et aucun effet ne suivait ces engagements. Maximilien, exaspéré, lui déclarait « qu'il aurait à se repentir » de tous ces retards; il eut même l'idée d'un coup d'État, songeait à le faire enlever ou emprisonner; le cardinal, — Khlesl avait reçu le chapeau en 1616, — n'en avait cure. Après le traité de janvier 1617, Zuniga joignit ses instances à celles de Maximilien, et le cardinal promit de nouveau de hâter la solution désirée. Les événements cette fois le forcèrent à tenir sa parole. Mathias tomba gravement malade, et l'on craignit pour sa vie. Les Catholiques redoublèrent alors leurs instances, et le cardinal, un peu inquiet de la responsabilité qu'il encourait, se résigna. On expédia sans perdre une heure les lettres-patentes qui convoquaient une diète pour le 5 juin 1617, et lorsque l'Empereur entra en convalescence, il était trop tard pour revenir en arrière.

Les États accepteraient-ils le candidat qu'on leur proposait? — A première vue, rien n'était moins vraisemblable. Les seigneurs arrivaient fort mal disposés. Mathias violait ouvertement ses serments, en leur demandant de reconnaître son successeur, et le choix du prétendant n'était pas de nature à calmer leur ressentiment.

Ferdinand était né à Gratz en 1578; il avait donc alors environ quarante ans. C'était un petit homme, bedonnant. avec un gros nez, les yeux faibles, les cheveux rares, d'un blond roux. Il portait les cheveux et la barbiche à l'espagnole, ce qui ne détruisait pas l'expression générale de la physionomie, qui était celle d'un bon homme, sans grand esprit. Il avait en lui toutes les qualités d'un excellent curé de village, enjoué, bienveillant, avec une conscience courte, beaucoup de timidité et de scrupules. Ce souverain, dont le règne est un des plus sanglants de l'histoire, n'avait pas

ombre de fiel; ce prince, qui éleva un moment sa maison à un degré de puissance que n'ont jamais depuis retrouvé les Habsbourgs, n'avait pas d'ambition; cet Empereur, qui faillit réussir là où avait échoué Charles-Quint, n'avait ni l'intelligence ni le goût de la grande politique. Ce qui fit sa force et ce qui explique son succès, c'est qu'en lui un parti arrivait au pouvoir, qui depuis longtemps attendait son heure et réunissait ses moyens d'action; Ferdinand fut entre ses mains un merveilleux instrument, convaincu jusqu'à l'enthousiasme et au martyre, docile jusqu'à la barbarie. Son père, Charles, sa mère, Marie, — fille de l'Électeur de Bavière, Henri V, — très pieux, un peu faibles, se consolaient de leurs déboires en préparant en lui le vengeur de la foi. Les jésuites étaient les amis de la maison, les conseillers des mauvais jours, ils formèrent à loisir l'âme du futur Empereur. — « Le salut éternel de vos enfants et leur bonheur dans ce monde, avait dit à Marie l'ambassadeur impérial Khevenhiller, dépend de l'éducation qu'on leur donnera; ne les confiez qu'à des gens qui soient catholiques également au dedans et au dehors. » Les premiers précepteurs du jeune archiduc furent choisis avec un soin scrupuleux; puis on l'envoya à Ingolstadt, « le boulevard de la religion ». Il y eut des maîtres admirables, qui unissaient à de hautes vertus et à des talents supérieurs des convictions sans merci : Grégoire de Valence, « le zélé et savant défenseur de l'infaillibilité pontificale », Gretser, que l'on avait surnommé le marteau des hérétiques et qui résumait sa pensée et celle de la Compagnie tout entière dans une phrase célèbre : « Quand nous parlons de l'Église, c'est le pape que nous voulons dire. » Les seigneurs de l'Autriche intérieure s'effrayaient du chef qu'on leur façonnait, les autres membres de la famille des Habsbourgs hochaient la tête : cette éducation monastique était-elle bien celle qui convenait à un prince? Marie s'obstinait; Ferdinand demeura cinq ans à Ingolstadt, soumis à cette action continue et irrésistible, et quand il revint, en 1595, il était ce qu'il resta toute sa vie.

D'une instruction médiocre, ne connaissant pas les peuples qu'il allait gouverner, il n'avait qu'une idée claire, ne pas risquer le salut de son âme. On raconte que, dans un pélerinage à Lorette, il avait fait le vœu de mourir plutôt que de laisser humilier l'Église ; il n'oublia jamais son serment; il disait plus tard qu'il préférait être un roi ruiné que damné. Sa préoccupation constante était de ne pas mécontenter sa conscience, mais il y a conscience et conscience, la sienne n'était pas celle d'un souverain, mais d'un sacristain. Tous les jours, il consacrait deux ou trois heures à la prière ou à de pieuses méditations; il commençait sa journée par une longue oraison, puis assistait à deux messes, retournait à l'église dans l'après-midi, consacrait un temps déterminé à un examen intérieur, et priait longuement avant de s'endormir ; les dimanches et les fêtes, il entendait deux sermons, et le samedi, s'il s'était attardé à la chasse, il crevait quelques chevaux pour ne pas manquer le culte de Marie. Sa piété était toute matérielle ; on dirait un élève timide qui craint toujours d'avoir oublié quelque leçon et mérité les étrivières. D'un tempérament calme, vertueux sans combat, il menait une vie monotone et paisible au milieu de ses enfants, très doux, attaché à ses serviteurs et leur pardonnant volontiers leurs fautes; il aimait à ne voir autour de lui que des visages satisfaits; généreux, la main ouverte, et même percée. Aucun prince contemporain n'a été plus prodigue : les confiscations qu'il prononça, bien employées, auraient couvert les frais de la guerre, et si son armée eût été bien payée, il eût peut-être forcé la victoire; elles furent gaspillées. Par devoir, il essayait de s'acquitter honnêtement de son métier de roi, seulement la tâche était au-dessus de son intelligence bornée; il aurait voulu que ses sujets fussent heureux et s'y efforçait, sans esprit de suite malheureusement ni perspicacité. Il était fort assidu aux affaires, sans s'y plaire. Ses seules passions étaient la musique et la chasse; au milieu des crises les plus graves, il chassait deux jours par semaine. Il permettait à ses ministres de l'aborder à tous les

instants et de le troubler même dans son divertissement favori, mais il ne décidait rien par lui-même, laissait le gouvernement à ses conseillers, à la fois par timidité, par scrupule et par paresse.

Il y a quelque exagération à dire que ses confesseurs régnaient sous son nom : la vérité est qu'il ne prenait aucune résolution grave sans s'enquérir auprès d'eux si elle n'impliquait pas un péché. Villery qui fut son directeur de 1597 à 1619, plus tard Becain et Lamormaini étaient des gens discrets, très pénétrés des règles de la Société et qui ne sortaient pas volontiers de leur rôle; Lamormaini nous raconte qu'il menaça une fois l'Empereur de lui refuser l'absolution, s'il tardait plus longtemps « pour des raisons humaines » de prendre une mesure qu'il sollicitait; c'était un expédient extrême auquel ils ne recouraient guère; ils préféraient même céder sur les points secondaires pour éviter un conflit, ils étaient si sûrs de sa soumission qu'ils ne la violentaient pas.

Vis-à-vis de l'hérésie, la doctrine des Jésuites n'avait jamais varié; le temps leur semblait venu de la proclamer plus hautement : « Un chef catholique ne peut sans péché laisser les hérétiques impunis; on pèche plus par la douceur que par la violence. La liberté religieuse est contraire à la volonté divine, et la tolérance est la cause de tout le le mal ». Dans ces quelques phrases se résumait l'enseignement qu'ils avaient inculqué à Ferdinand pendant son séjour à Ingolstadt : il est l'élu du ciel, désigné pour ramener la paix sur la terre par l'extermination des rebelles et des impies. Tous les jours de sa vie, ses confesseurs lui ressassent les mêmes antiennes, lui prêchent son devoir et lui montrent l'enfer ouvert s'il hésite. Nous possédons des extraits d'une sorte de manuel du directeur d'un souverain qui nous montrent à quelle école il avait été dressé : « Le prince a-t-il tenu la main, puisque les souverains sont les protecteurs constitués par Dieu de la sainte foi et de l'Église, à ce qu'on rende son droit à l'Église, et à ce que les sujets s'acquittent du respect dû au clergé, aux curés, et

aux Ordres supérieurs? — N'a-t-il pas entravé l'action du Saint-Office contre les hérétiques et les apostats? N'a-t-il pas négligé l'exécution de ses sentences et de lui prêter l'appui réclamé? — Comme le but de la vie est le salut éternel, le prince a le devoir d'obliger ses sujets aux bonnes mœurs qui leur méritent la béatitude céleste et d'ordonner les choses nécessaires au salut. » L'idéal de ce régime, c'était un absolutisme patriarcal. Le souverain, délégué de Dieu, écoutait les vœux de ses sujets, mais sa volonté était omnipotente; les libertés des États n'étaient que la suite déplorable des divisions religieuses. « Dans les pays où dominent plusieurs croyances, répondait-il en 1609 aux Styriens, ne règnent ni la confiance mutuelle ni la faveur du maître du ciel, mais une défiance toujours croissante entasse les ruines et toute la prospérité politique est compromise. » — « Les vassaux et les sujets, disait-il ailleurs, doivent avoir la religion que professe le maître. » [1] Dès lors quel prétexte de divisions et à quoi bon les constitutions?

En retour de son obéissance sans discussion à la volonté divine, Dieu était en quelque sorte obligé de le couvrir de sa main tutélaire. Presque pusillanime par tempérament, il devait à sa foi une inébranlable confiance et un courage qui, par moments, toucha à l'héroïsme. Sa devise était : *Legitime certantibus corona,* la couronne à ceux qui combattent pour le droit. Les succès de ses premières années l'avaient ancré dans ses opinions. Sans opposition sérieuse, sans effusion de sang, il avait rétabli le Catholicisme dans ces provinces de l'Autriche intérieure depuis si longtemps gangrenées par l'hérésie; ce fut un « signe » pour lui, et un encouragement. — Lobkovits et Slavata allaient enfin avoir un chef selon leur cœur.

Les Protestants connaissaient son caractère, son éducation, son programme, son passé. Par quelle aberration ou quelle lâcheté l'acceptèrent-ils pour roi? — L'élection fut très bien préparée; les Catholiques employèrent fort habile-

1. Cité par Peschek, *Gesch. der Gegenreformation in Bœhmen*, p. 260-261.

ment les promesses et les menaces. — On avait assisté à tant de revirements, la cour s'était relevée de tant de défaites; parmi les dissidents, quelques-uns, pris de peur, ne parurent pas à la diète, d'autres n'osèrent pas voter suivant leur conscience. Ils s'entendaient mal; déjà, à la diète de 1615, les Réformés s'étaient séparés en deux groupes. Nous ne connaissons pas les causes qui avaient amené cette scission; mais, à en juger par le nom des principaux chefs, il semble que beaucoup de Luthériens se défiaient du parti radical et irréconciliable, qui se recrutait surtout parmi les Frères, penchaient vers la modération, poursuivaient un compromis avec les Habsbourgs. Les considérations juridiques étaient fort puissantes sur eux, et les Catholiques plaidèrent avec succès le point de droit : les États, disaient-ils, acceptaient le prince, ne l'élisaient pas; l'exemple de l'élection de Mathias était isolé et sans valeur. Quelques-uns furent convaincus, beaucoup affectèrent de l'être, enchantés du prétexte pour couvrir leur reculade. Les hauts fonctionnaires étaient presque tous ralliés à Ferdinand, et leur avis pesait d'un grand poids dans le camp des seigneurs, qui d'ordinaire entraînaient l'assemblée; les villes furent ramenées sans beaucoup de peine. Quand on passa au vote, quelques voix isolées seulement revendiquèrent pour les États le droit d'élection et l'archiduc de Styrie fut proclamé roi de Bohême à la presque unanimité.

« Dieu soit loué, disait Ferdinand à Slavata, que tout cela ait pu être accompli sans offenser la Majesté divine ». — Slavata haussa les épaules : la Lettre de Majesté avait été confirmée, la liberté religieuse existait toujours. — Ferdinand ne s'était pas résigné sans trouble et sans remords à cette concession. — Mais c'était la condition *sine quâ non* de son sacre et, s'il refusait, son élection à l'Empire devenait impossible. Quatre jésuites, appelés en consultation, déclarèrent que Ferdinand n'aurait pas pu, sans danger pour son salut, accorder la Lettre de Majesté, mais il ne péchait pas mortellement en acceptant le fait accompli; d'ailleurs que vaut une promesse arrachée par la contrainte?

Le nouveau roi se mit à l'œuvre sans tarder; il voulait faire pénitence de la faute involontaire qui pesait sur sa conscience. Les Protestants avaient fait un beau rêve en 1609; ils en furent tirés brutalement. On les a accusés d'avoir provoqué leurs adversaires et de n'avoir pas su donner l'exemple de la tolérance : il n'est pas douteux qu'ils triomphèrent quelquefois avec un peu d'ostentation. Si l'on étudie d'un peu près cependant les plaintes des Catholiques, on s'aperçoit vite qu'ils avaient l'épiderme très délicat, et que les prétendues provocations des Réformés n'étaient le plus souvent que le simple exercice de leurs droits : « Si les nôtres ont péché une fois, dit l'historien de l'Unité, les autres ont péché dix fois ».

Sous l'action des Jésuites, l'œuvre de restauration n'avait jamais été interrompue, tout au plus ralentie par instants. De fait, les principales clauses du traité de 1609 n'avaient pas été sérieusement appliquées. Les seigneurs catholiques, en dépit de leurs engagements, forçaient leurs serfs à assister à la messe et à communier. La Lettre de Majesté reconnaissait aux habitants des domaines de la Couronne le droit de se construire des églises évangéliques : Mathias remit la haute surveillance de ses biens à l'archevêque de Prague, Lohélius, qui écarta peu à peu les pasteurs hérétiques et les remplaça par des prêtres romains ou des Utraquistes sûrs; quelques paysans refusèrent de renoncer à leur foi, ils furent forcés de vendre leurs terres ou brutalement expulsés et portèrent dans tout le royaume leur légitime colère. Les bourgeois n'étaient pas plus ménagés, et lorsque les Défenseurs se plaignaient, Mathias répondait qu'il entendait ne pas avoir moins d'autorité sur ses domaines que les seigneurs sur les leurs.

L'irritation était déjà extrême dans le pays, quand l'élection de Ferdinand vint encore surexciter l'ardeur des Ultras. On raconte que, pendant la cérémonie du sacre, la femme du Grand-Chancelier se tourna vers ceux qui l'accompagnaient et leur dit que le moment était venu de savoir si les Catholiques règneraient sur les Protestants ou les Pro-

testants sur les Catholiques [1]. — Tout le monde se sentait à la veille de l'heure décisive, les Réformés anxieux, les Catholiques enthousiastes. Quand le nouveau roi se rendit en Moravie, les jésuites d'Olomouts dressèrent pour le recevoir un magnifique arc de triomphe. On y voyait les armes d'Autriche, et, d'un côté, le lion bohême, de l'autre, l'aigle morave enchaînés; au-dessous, un lièvre dormant les yeux ouverts avec l'inscription : c'est mon habitude. « Raillerie pour les États qui s'étaient laissé enchaîner et tromper par des serments qui ne venaient que de la bouche, tandis que les sincères appartenaient au pape [2]. »

Presque au lendemain de l'élection de Ferdinand, le Conseil royal avait cité devant lui quelques-uns des membres les plus connus de l'opposition et les avait vertement réprimandés. Un peu plus tard, le comte Mathias de Thurn, le vrai directeur de la faction révolutionnaire, était gravement atteint dans ses intérêts par un avancement ironique qui le privait d'une agréable sinécure. L'avertissement était clair : le souverain était résolu à marcher de l'avant; tant pis pour ceux qui se mettaient au-travers de sa route.

Et aussitôt, toutes les voix et toutes les forces catholiques donnèrent. Les Évangélistes furent accablés de calomnies et d'injures, leurs prêtres dénoncés, leurs livres saisis et interdits; la Lettre de Majesté fut décriée comme un traité infâme et sans valeur. On enlevait aux Protestants leurs chapelles et leurs cimetières; s'ils se réunissaient entre eux, ils étaient accusés de conspiration, menacés, emprisonnés, et ne recouvraient la liberté qu'au prix d'une apostasie. On les écartait des fonctions publiques, et toutes les faveurs étaient réservées aux renégats; on achetait des conversions. Les revenus des pasteurs étaient confisqués. On traitait de bâtards les enfants dont les parents avaient été mariés par les prêtres luthériens. Des orphelins, d'autres enfants mêmes dont les parents vivaient encore, furent enlevés, enfer-

1. Skala, II, p. 35.
2. *Histoire des Persécutions*, ch. 42.

més dans les colléges des jésuites, leur conscience violentée. Les serfs étaient forcés d'assister aux cérémonies catholiques et de déclarer qu'ils ne demandaient pas mieux que de revenir à la foi romaine; ceux qui résistaient, étaient chassés ou emprisonnés. Les prêtres exaltaient par tous les moyens le zèle de leurs fidèles, condamnaient les habitudes de tolérance qui avaient peu à peu passé dans les mœurs, refusaient l'absolution à ceux de leurs paroissiens qui assistaient aux baptêmes, aux mariages ou aux enterrements hérétiques, n'autorisaient les unions mixtes que par exception et dans des cas déterminés avec beaucoup de prudence. Un jésuite prêchait à Prague qu'il valait mieux avoir dans sa maison le diable plutôt qu'une femme luthérienne : car on exorcise les démons, mais non les Luthériens.

Ces griefs, relevés sur la longue liste de ceux qu'énumère l'*Apologie des États* [1], sont en général très réels. A la même époque, les Silésiens, qui n'avaient aucun sentiment de haine particulière pour les Habsbourgs et que leur éloignement protégeait dans une certaine mesure, ne relèvent pas moins de deux cents trente-trois points sur lesquels on a violé contre eux la Lettre de Majesté. La réponse des Catholiques à l'*Apologie* ressemble fort à un aveu. Ils détournent le débat, reprochent aux Réformés quelques actes de violence,— presque tous d'ailleurs postérieurs à l'insurrection, — refusent la discussion, s'enferment dans des affirmations générales: — les plaintes des rebelles ne sont que des prétextes; nulle part la liberté n'était malheureusement aussi grande qu'en Bohême sous le règne de Mathias, et chacun croyait ce qu'il lui plaisait; sa Majesté n'a-t-elle pas permis que dans Prague, sa capitale, sous ses yeux, on construisît deux magnifiques églises où les Protestants célébraient leurs cérémonies impies? Les Picards n'en ont-ils pas inauguré une autre? Plusieurs autres églises n'ont-elles pas été ouvertes dans diverses villes royales? Que l'on parcoure la liste des signataires de l'*Apologie;* il y a là des assesseurs du Tribunal

1. L'*Apologie*, édit. Schubert; v. en particulier p. 42, 45, etc.

suprême, des officiers de la maison royale, des conseillers des communes. Singuliers proscrits que ces fonctionnaires!

— La réponse est spécieuse. Slavata, qui écrit ses *Mémoires* pour réfuter les accusations lancées contre lui par Thurn et les exilés, revient à plusieurs reprises sur les privilèges dont jouissaient les dissidents : « En somme, dit-il, les États du royaume et des provinces annexes n'avaient aucune raison de réclamer une plus grande liberté au point de vue politique et religieux que celle dont ils jouissaient sous l'heureux gouvernement de l'illustre maison d'Autriche [1] ». Ailleurs, il se défend contre les *calomnies* dont il a été l'objet ainsi que Martinits, et prétend qu'il ne nourrissait aucune arrière-pensée contre la constitution. — En réalité, c'est jouer sur les mots. Lorsqu'il s'était agi d'accepter la Lettre de Majesté, Slavata et ses amis l'avaient combattue pour deux raisons principales, parce que leur conscience n'admettait pas que la décision des questions religieuses appartînt aux assemblées politiques, « et parce qu'elle confirmait et approuvait l'existence d'une autre religion que la religion catholique [2] ». Leur conviction s'était-elle modifiée depuis lors? Qui donc oserait le soutenir. Lorsque Ferdinand avait confirmé la charte de 1609, Slavata et les hommes qui se qualifiaient eux-mêmes de *Catholiques ardents,* avaient eu le plus grand soin de déclarer que, pour eux, ils ne s'en souciaient nullement. « Il convient de savoir, dit Slavata en parlant de lui-même et de Martinits, que ces deux comtes étaient convaincus que les seigneurs ont le devoir, devant Dieu et devant leur conscience, d'amener et de tenir leurs sujets à tout ce qui est favorable au salut de leur âme ou utile à leur corps; ils rendront compte à Dieu de leur gouvernement. Pour éviter une lourde responsabilité devant l'Éternel, ils doivent donc contribuer et travailler, autant qu'il est en eux, à tout ce qui est utile au progrès et à l'expansion de la foi catholique, dans la ferme conviction qu'ils obtien-

1. *Mémoires,* II, p. 252.
2. *Id.*, I, p. 381, 391.

dront par elle le salut éternel. Ils reconnaissent de même que, dans tous les actes et les délibérations, ils n'ont rien négligé de leurs devoirs et de leurs charges [1]. » L'aveu est suffisant. Par quel dernier reste de pudeur ou par quel calcul ont-ils nié plus tard leurs actes et leurs pensées? Il est difficile de le démêler, mais c'est rendre à leur mémoire un détestable service que d'accepter leurs explications au pied de la lettre. Leur conduite ultérieure n'a en effet d'autre excuse qu'une conviction implacable, et quelle flétrissure ne mériteraient pas les hommes qui ont si furieusement exploité la victoire, s'ils n'avaient pas eu au moins assez de courage pour la désirer et assez de foi pour la préparer!

Ce qui est vrai dans leurs réponses et ce qu'il faut en retenir, c'est que leur zèle ne paraissait pas encore près de recevoir sa récompense : la liberté religieuse n'avait reçu aucune sérieuse atteinte, et les Protestants, couverts par des privilèges précis, maîtres d'une énorme majorité et confiants dans leurs récents succès, n'étaient pas aisément intimidés. Mais les Catholiques minaient le terrain, contestaient en principe les prérogatives des dissidents et les rognaient en fait. Jusqu'à quel moment les Réformés devaient-ils attendre? Quel degré d'oppression excuse la Révolte? L'argument qu'on leur oppose est un sophisme depuis longtemps démodé. En réalité, et bien que leurs pertes matérielles fussent absolument insignifiantes, ils étaient désormais en état de légitime défense, et ils n'avaient, dans les mesures qu'ils prendraient, à tenir compte que de leurs propres intérêts. Que les rancunes personnelles et les intrigues égoïstes aient eu cependant une part considérable, — peut-être prépondérante, — dans la révolte, les faits le démontrent; les ambitions individuelles pourtant n'auraient pas entraîné la majorité, si celle-ci n'eût été en présence d'une véritable conspiration contre la religion du pays.

Comment en douter? — A côté de Slavata, que d'autres

1. *Id.*, II, p. 138.

révélaient les complots de la cour! Michna, secrétaire de la Chancellerie tchèque et un des principaux agents du parti réactionnaire, annonçait qu'on ferait bientôt le procès des Défenseurs : laissez seulement Ferdinand prendre le gouvernement; avec une garnison permanente à Prague, il ne se passera pas un an que les bourgeois ne se convertissent de bonne ou de mauvaise grâce; les Habsbourgs ont leur conviction faite, ils ne toléreront dans leurs pays d'autre religion que le Catholicisme. — Le capitaine du château royal de Miélnik : une fois le Roi sur le trône, tous devront accepter la même foi, et saint Pierre aura beaucoup d'imitateurs. — Mais son serment? — Bah! il avait aussi juré aux Styriens. — Un bourgeois de Kroumlov se réfugiait à Prague, parce qu'il était persécuté dans sa commune à cause de ses opinions : vous auriez aussi bien fait de ne pas déménager, lui déclare un jésuite, car dans peu de temps on ne souffrira à Prague que la religion romaine. — Le maître de la monnaie disait que Thurn, Schlick, Guillaume de Lobkovits et la barbe de bouc (Boudovets) n'emporteraient pas de la ville leurs têtes de pavots [1].

Pour le moment, le principal effort de la réaction catholique se portait sur les villes. Le Sous-Chambellan, Totchnik, ne gardait plus aucune mesure; ceux des magistrats municipaux qui hasardaient quelque protestation, étaient bruta-

1. Tous ces faits ont été réunis par Gindély, I, p. 238-39. — Les véritables causes de la révolte furent politiques, dit M. Tomek. Les États tchèques voulaient annuler la royauté et attirer à eux tout le pouvoir. Ils cherchaient leur revanche de la diète de 1615. — *Histoire de l'Autriche dans les temps modernes* (en tchèque), Prague 1887, p. 174. — Que ces raisons d'ambition aient joué un très grand rôle, nous l'avons dit et nous le montrerons encore; il est difficile de prendre très au sérieux les convictions de Thurn et de beaucoup de ses auxiliaires; mais cela ne modifie en rien la question. Il fallait ou se révolter ou se soumettre à Rome. Sans l'insurrection, le Protestantisme tchèque, — un peu plus lentement, — aurait disparu comme avait disparu le Protestantisme styrien. M. Tomek s'en consolerait sans peine, et nous autres, pour qui toutes ces divergences scolastiques sont fort indifférentes, nous comprenons très bien ses raisons. La prospérité du pays n'eût pas été arrêtée pour des siècles, son indépendance supprimée, sa nationalité menacée. La révolution fut un épouvantable malheur; seulement la responsabilité en retombe au moins autant sur Ferdinand et les ministres qui la rendirent nécessaire que sur les seigneurs qui en prirent l'initiative.

lement rappelés à l'ordre : le primat de la Nouvelle-Ville de Prague et celui de Zatets avaient demandé, lors de la diète de 1617, que Ferdinand confirmât la Lettre de Majesté; ils furent destitués et remplacés par des Catholiques. — A Litomierzitse, Totchnik exigeait que l'on conférât le droit de bourgeoisie à deux de ses affidés les plus décriés : les conseillers refusèrent; il les accabla de reproches et d'injures, en fit arrêter trois, et les tint prisonniers tant que les autres n'eurent pas cédé. Puis, à la première vacance, un des deux nouveaux bourgeois fut bombardé conseiller, bien qu'il n'eût pas obtenu une seule voix et ne remplît pas les conditions légales. — Des procédés analogues furent employés dans la plupart des villes. Bientôt ce fut un concert de récriminations. Les habitants de la Mala-Strana se plaignent, en 1618, que les capitaines royaux les traitent comme des serfs : les Catholiques obtiennent avec la plus grande facilité ou même reçoivent d'office le droit de cité que les Utraquistes sollicitent en vain; le Sous-Chambellan éloigne du vote les électeurs les plus influents en leur imposant des conditions inaccoutumées, ne tient aucun compte de leurs choix et nomme conseillers « des gens simples qui ne connaissent ni le droit ni les usages ni la langue tchèques, qui ne savent ni lire ni écrire ». — Grâce à cette pression éhontée, dans presque toutes les villes l'autorité passa entre les mains des complices de la cour : quand les Défenseurs convoquèrent, en 1618, une assemblée générale, pour protester contre les vexations dont ils étaient l'objet, la plupart des cités s'abstinrent; quelques-unes même, terrifiées, se séparèrent nettement des États, déclarèrent qu'elles ne reconnaissaient que l'Empereur pour roi, maître et défenseur, et qu'elles n'en voulaient pas d'autre. Après que la révolte eut commencé, elles conservèrent longtemps une neutralité expectante, qu'expliquent à la fois la défiance que leur inspiraient les nobles et la crainte qu'elles avaient du Sous-Chambellan.

Aucune ville n'avait été aussi durement traitée que la capitale. Un décret du 3 novembre 1617 avait si bien étendu

les pouvoirs des juges royaux qu'il supprimait presque les franchises communales : ils présideraient toutes les assemblées populaires, examineraient et approuveraient les comptes, le conseil municipal ne se réunirait qu'avec leur assentiment, aucune question ne serait soulevée qu'avec leur approbation. — Dans quel sens s'exercerait leur action? La suite de l'ordonnance enlevait tous les doutes. Ils veilleraient à ce que toutes les fondations pieuses fussent employées conformément au vœu des donateurs, c'est-à-dire, comme presque toutes ces fondations étaient antérieures à la Réforme, qu'elles devaient faire retour au Catholicisme. C'était une sorte « d'édit de restitution », la première application à la Bohême de la politique que Ferdinand essaya quelques années plus tard d'imposer à l'Allemagne entière. L'émotion créée par l'édit du 3 novembre n'était pas calmée qu'un nouvel arrêt interdisait la publication de tout écrit contraire à la religion ou hostile au gouvernement; défense de rien imprimer sans l'autorisation préalable du Chancelier.

Ces mesures comblaient les vœux du parti révolutionnaire : la défection des modérés l'avait fort affaibli; la cour se chargeait de lui ramener les timides et les indécis. Son chef le plus remuant était alors le comte Mathias de Thurn. Issu d'une très illustre et ancienne race, le comte Mathias était à peine un bohême : sa famille, originaire d'Italie, n'était inscrite que depuis fort peu de temps sur la liste de la noblesse tchèque; lui-même avait passé presque toute sa jeunesse en Carinthie, et il ne parla jamais bien le slave. A un moment où tout dépendait des diètes et où les diètes dépendaient de l'éloquence, c'était une grave infériorité pour un chef de parti que de savoir à peine la langue de ceux qu'il prétendait conduire; et quelle meilleure preuve de la décadence générale du pays tout entier que la patrie de Podiébrad et de Zizka en fût réduite à livrer ses destinées à un demi-étranger! Thurn n'ignorait pas seulement la langue de la Bohême, mais ses besoins, ses faiblesses, ses désirs, son génie, et son patriotisme poin-

tilleux n'avait pas les délicatesses et les timidités d'un Boudovets ou les clairvoyantes inquiétudes d'un Ziérotyn. Défenseur impatient de la liberté religieuse, il n'avait ni l'âme très pieuse ni le cœur très haut : à ce point de vue, il était le meilleur chef qui convînt à une révolte oligarchique où les intérêts matériels se confondaient trop étroitement avec les passions sincères et quelquefois les étouffaient. Sa foi, comme sa patrie, il avait assez de hardiesse pour risquer sa vie pour elles, mais il ne les chérissait pas de cette tendresse pleine de sollicitude qui redoute les hasards et tremble devant les pensées extrêmes. Pas très riche et fort ambitieux, très avide de bruit et ne croyant pas payer trop cher la renommée par de grandes responsabilités, à une époque où les caractères étaient médiocres, la hardiesse avec laquelle il se mettait en avant, sans le rendre populaire, lui avait valu une grande notoriété, et dans un pays où les qualités et les vertus militaires étaient lamentablement déchues, le souvenir de quelques campagnes de Hongrie et sa facilité à accepter le commandement l'avaient promu général. Malheureusement l'événement prouva qu'il était aussi médiocre stratégiste que politique aventureux, et l'histoire ne saurait qu'être sévère pour l'homme qui, après avoir brigué une si lourde tâche, y fut si tristement inférieur.

A côté de Thurn, que l'on désignait déjà comme le chef militaire de la révolution, la direction politique, à défaut de Boudovets, qui ne joua dans les événements qu'un rôle un peu effacé, devait revenir à Guillaume de Roupa. Parlant et écrivant plusieurs langues avec une rare perfection, il était tout désigné pour la conduite des négociations avec les peuples voisins. Les fonctions qu'il avait remplies auparavant avec une certaine distinction lui avaient permis d'acquérir de sérieuses connaissances administratives. D'ailleurs, pas plus que Thurn, ce n'était un homme remarquable, et, s'il ne reculait pas devant un acte dangereux, son courage n'était pas à l'abri de soudaines défaillances : on l'avait vu en 1617, lorsque, après avoir soutenu la thèse de l'élection du roi, il n'avait pas osé refuser sa voix à Ferdinand.

Depuis plusieurs années, Thurn, Roupa, Boudovets et leurs complices préparaient une insurrection, et étaient en relations avec les Protestants étrangers. En 1612, Thurn disait à un agent saxon que les États, toujours trompés et menacés, n'attendaient que d'être mordus pour se débarrasser d'un maître détesté. Un envoyé de l'Électeur de Saxe écrivait que l'idée d'élire roi Jacques Ier faisait son chemin; le roi d'Angleterre, qui avait repris assez maladroitement le rôle de Henri IV à la tête du parti protestant, ne convoitait pas cependant la couronne de Bohême, mais patronnait chaudement alors la candidature de l'Électeur palatin. Les représentants des puissances catholiques étaient au courant de ces menées, et Zuniga prévenait la cour de Madrid que les Tchèques et les Hongrois songeaient à se séparer de la maison d'Autriche. Roupa était en commerce d'amitié avec l'Électeur palatin, Frédéric V. La nomination de Ferdinand avait détruit les derniers scrupules des meneurs, et l'attitude des ministres leur avait préparé de nombreux adhérents. Ils n'attendaient plus qu'un prétexte retentissant : dans l'état du pays et au milieu des passions surchauffées, ils étaient sûrs de ne pas languir longtemps.

Un des points les plus controversés de la Lettre de Majesté était la situation des dissidents sur les domaines ecclésiastiques. La charte de 1609 reconnaissait aux nobles et aux habitants des villes royales le droit de se construire des temples; le traité signé entre les Protestants et les Catholiques, qui formait comme une annexe de la Lettre de Majesté et qui, inséré dans les Tables du pays, avait force de loi, avait stipulé le même droit pour les habitants des domaines royaux; dans les négociations préalables, les Évangélistes avaient ajouté qu'ils entendaient aussi sous le nom de domaines royaux les biens ecclésiastiques, qui, suivant les usages du pays, étaient considérés comme relevant directement de la Couronne [1]. L'intention des Protestants n'était pas douteuse

1. Gindély, I, p. 69.

et leur droit n'est plus guère contesté [1]; il est évident cependant qu'ils avaient commis une lourde faute en ne pas insérant dans le traité une clause plus précise.

A un moment où l'on cherchait à relever le Catholicisme dans tout le royaume, comment l'archevêque aurait-il assisté indifférent au triomphe de l'hérésie sur ses biens immédiats? Le conflit s'engagea à propos de deux petits bourgs allemands, situés près de la frontière du pays, Broumov (Braunau) et Hrob (Klostergrab). Broumov, qui dépendait d'un couvent de Bénédictins, était depuis longtemps en lutte avec son abbé, Wolfgang Selender, un des plus fougueux champions de la Curie. Après le triomphe des Protestants, la commune appela un pasteur évangélique et lui livra l'église de la ville; la violation des droits du patron était flagrante, et lorsque les habitants, sur les plaintes de l'abbé, furent obligés de lui restituer l'église, les Défenseurs n'intervinrent pas; les dissidents commencèrent alors à se construire un temple, et malgré les nouvelles protestations de Selender, beaucoup moins fondées cette fois, ils l'inaugurèrent en 1612. L'abbé leur interdit d'y célébrer le service divin et obtint un édit formel du Conseil; les habitants n'en tinrent aucun compte, et les Défenseurs prirent en main leur cause. L'affaire traîna en longueur; plusieurs fois de nouveaux mandats royaux ordonnèrent la fermeture de l'église, ils ne furent pas exécutés. En 1617, Mathias, qui se rendait à Vienne, appela devant lui à Pardoubitse une délégation des habitants, leur reprocha sévèrement leur dé-

1. Tomek affirme cependant que les Protestants étaient absolument dans leur tort, mais il ne discute pas la question. Le fait d'ailleurs n'a qu'une importance secondaire. La démolition de l'église de Hrob (Klostergrab) fut la goutte d'eau qui fait déborder le vase; la mesure était comble. Et, en équité, les Évangélistes n'avaient-ils pas le devoir de protéger leurs coreligionnaires? Ce n'était pas seulement pour les habitants des domaines ecclésiastiques qu'ils auraient dû demander le droit de se bâtir des temples, mais pour tous les paysans, et ils l'auraient fait probablement, si leur naïveté ne s'en fût remise à la tolérance des Catholiques. (V. Gindély, p. 70.) L'opinion de M. Gindély est d'autant plus importante qu'il ne saurait être suspect de partialité pour l'insurrection et qu'il avait d'abord soutenu une opinion opposée.

sobéissance et les menaça de toutes ses rigueurs s'ils persistaient; il les somma de remettre la clé de l'église à l'abbé et de présenter aux Gouverneurs l'attestation qu'ils auraient reçue. Les habitants n'obéirent pas plus qu'auparavant et lorsque apparut dans leurs murs une commission royale, ils coururent aux armes et une émeute éclata; les commissaires royaux repartirent en laissant les choses en l'état (mars 1618). Huit des principaux bourgeois furent mandés à Prague et jetés en prison : la commune ne céda pas.

Cet épisode avait produit une assez vive impression dans le pays : — les événements de Hrob eurent un tout autre retentissement, non seulement en Bohême, mais en Europe. La petite ville de Hrob, sur la frontière de Saxe, avait aussi voulu avoir son église : l'archevêque la fit fermer (1614), bien que ses droits sur la ville ne fussent pas incontestés; il ne se borna pas d'ailleurs à interdire aux Protestants de célébrer leur culte : par une violation flagrante de la loi, il leur interdit de se rendre aux églises voisines et punit les récalcitrants; son employé, Ponzon, ne ménageait ni les menaces ni les mauvais traitements pour ramener ses administrés à la religion romaine; pour ne laisser aucun doute sur ses intentions, l'archevêque ordonna enfin de démolir l'église protestante; en trois jours elle fut rasée (11-13 décembre 1617). La provocation était formelle, un cri de colère courut dans le pays et l'émotion se propagea dans toute l'Allemagne.

Les Défenseurs, usant du privilège que leur conférait la Lettre de Majesté, convoquèrent à Prague une assemblée protestante (mars 1618); Thurn énuméra les griefs des Évangélistes, et la réunion envoya une pétition à l'Empereur pour lui demander justice; en même temps, elle sollicita l'intervention des autres provinces de la Couronne; elle revenait ainsi à la confédération qui avait si malheureusement échoué en 1615; puis elle s'ajourna au mois de mai, pour entendre la réponse du souverain. — Mathias accueillit fort mal l'adresse des hérétiques, et, non content de leur refuser toute satisfaction, il leur interdit sévèrement

toute nouvelle réunion et menaça du poids de sa colère ceux qui n'obéiraient pas à ses ordres.

Avant de partir pour Vienne, l'Empereur avait constitué à Prague un conseil de gouvernement dans lequel siégeaient les chefs les plus détestés de la réaction catholique, et parmi eux, Martinits et Slavata; le parti réformé, très froissé de la lettre de Mathias, accusa ceux-ci, avec plus ou moins de bonne foi, de l'avoir rédigée, et leur impopularité s'en accrut. Bien que la chose paraisse invraisemblable, il est démontré aujourd'hui que la lettre avait bien été écrite à Vienne et qu'elle était l'œuvre de Khlesl. La cour avait été quelque peu enivrée par ses récents succès. Un groupe très puissant n'y redoutait pas un conflit; le premier ministre, cédant à l'entraînement général ou peut-être dans l'espérance de se concilier les bonnes grâces de Ferdinand, s'était prononcé cette fois pour les résolutions violentes : « Le renard fait place au lion », disait-il. Cette fermeté cependant ne se soutint pas longtemps. Les Défenseurs manifestèrent l'intention bien arrêtée de ne pas renoncer à la réunion convoquée pour le mois de mai : à mesure que leur opposition s'accentuait, Khlesl revenait en arrière, et, s'il ne cédait pas encore sur le fond du débat, son langage était beaucoup moins catégorique et les exhortations se substituaient aux menaces. Il était trop tard, et ce retour en arrière augmenta l'audace des Protestants.

Ils étaient fort irrités d'ailleurs à ce moment des tentatives de la cour pour séparer d'eux les bourgeois et faire revivre l'ancien Utraquisme. Il ne manquait pas à Prague, parmi les laïques ou les prêtres, de gens qui ne s'étaient ralliés que malgré eux à la confession évangélique et qui regrettaient l'ancienne religion nationale et ses pompeuses cérémonies; le secrétaire de la Chancellerie royale, Michna, réunit quelques-uns des mécontents et les décida à signer une pétition à l'Empereur, où ils demandaient la restauration des rites utraquistes. Un des complices, le curé de Saint-Nicolas, organisa une procession solennelle, et les conseillers qui y avaient pris part, reçurent les félicitations

du Sous-Chambellan. Le mouvement eût pu devenir dangereux : les chefs révolutionnaires ne lui laissèrent pas le temps de se propager.

Les meneurs se réunirent à Prague le 18 mai et rédigèrent une sorte de proclamation qu'ils adressèrent aux curés de la ville et qui fut lue en chaire le dimanche suivant dans toutes les églises. — Le 21 mai, s'ouvrit l'assemblée protestante : en dépit des menaces et des efforts des gouverneurs, elle était plus nombreuse que la précédente; six villes y étaient représentées. Après des prières et des cantiques, on entendit la lecture d'une lettre du roi, conçue en termes très modérés, mais qui contestait la légalité de la réunion. Dans la séance du lendemain, les nobles décidèrent de se rendre auprès des gouverneurs pour leur apporter leur réponse. — Était-ce prudent? On parlait de complots, la garnison avait été renforcée; si on fermait les portes du château derrière les seigneurs et qu'on les retînt prisonniers! — On demanda aux gouverneurs la permission de paraître en armes. — Comment! s'écria le Grand Burgrave, on suppose que nous voulons arrêter notre cher beau-frère (Thurn) ; que le ciel nous en préserve. — Et il accorda sans difficulté l'autorisation qu'on lui demandait.

Thurn et ses amis étaient dès lors résolus à l'insurrection ; le moment leur paraissait enfin venu de mettre à exécution les plans qu'ils nourrissaient depuis longtemps et de renverser en Bohême la dynastie des Habsbourgs ; pour cela, il fallait forcer la main aux États et fermer la route à toute tentative de réconciliation. Le 22 mai, dans un conciliabule tenu au palais d'Albert Smirzitsky, Venceslas de Roupa, Colonna de Fels et Thurn résolurent de mettre à mort leurs ennemis les plus détestés, entre autres, Martinits et Slavata. Le lendemain, le comte André Schlick prenait à part les envoyés de Slan. « Les jésuites, leur disait-il, veulent supprimer la Lettre de Majesté : avec l'aide de Dieu, nous ne le leur permettrons pas ; vous verrez et vous entendrez aujourd'hui des choses terribles, telles que ni vous ni vos ancêtres n'en avez jamais vues et entendues de pareilles et qui ne plairont pas

aux Catholiques ; les États veulent que la Lettre de Majesté soit maintenue entière, et ils traiteront comme ils le méritent ceux qui essayent de la détruire. Les Silésiens sont prêts, si besoin est, à nous défendre ». Quelques autres personnes avaient été mises dans la confidence du complot, Boudovets l'approuvait. Les projets des conspirateurs avaient transpiré ; la ville était pleine de rumeurs ; les Juifs et les Catholiques fermaient leurs boutiques, la foule se pressait dans les rues, prête à une émeute et n'attendant qu'un signal pour se ruer sur les couvents et les maisons des Jésuites.

Le 23 mai 1618, vers les neuf heures, les seigneurs protestants traversèrent la ville pour se rendre au Château ; ils étaient tous armés, la plupart accompagnés par des serviteurs. On leur ouvrit sans difficulté les portes des Hratchany et ils se réunirent d'abord dans la salle de la diète, pour y entendre la lecture de la protestation qui devait être remise aux gouverneurs ; elle était très courte, rappelait en quelques lignes que les injustices auxquelles ils avaient été exposés avaient été la seule cause de leur réunion précédente ; on avait noirci leurs intentions auprès du roi, on les accusait de conspiration ; on avait voulu interdire leurs assemblées et on cherchait à les intimider en s'en prenant à quelques-uns d'entre eux : c'était fort inutile ; ils étaient tous unis, et qui en attaquait un seul, les attaquait tous ; ils étaient prêts à sacrifier leurs biens et leurs vies plutôt que de subir de pareilles injustices ; l'adresse visait ensuite directement les gouverneurs : avaient-ils conseillé et approuvé les lettres royales, qui menaçaient les seigneurs réformés de la colère du souverain, s'ils persistaient à défendre leurs droits ?

Les esprits étaient déjà fort excités, quand apparurent quelques bourgeois de la Vieille-Ville de Prague. Dans la Nouvelle-Ville, les Protestants, malgré l'opposition de quelques conseillers, avaient facilement enlevé la majorité, et la commune s'était prononcée pour les Seigneurs ; mais dans la Vieille-Cité, la fermeté du bourgmestre et la tiédeur des magistrats avaient déjoué les plans des meneurs ; désespé-

rant d'emporter le vote, ceux-ci avaient quitté la salle du conseil et étaient accourus au Château, où ils racontèrent que les conseillers retenaient en prison ceux qui voulaient défendre la liberté religieuse. Ce fut sous le coup de l'émotion provoquée par ces rumeurs que les seigneurs pénétrèrent dans la salle où les attendaient les gouverneurs [1].

Le château de Prague n'avait pas alors le très grand développement que lui ont donné les constructions du XVII^e^ et du XVIII^e^ siècle. Commencé par Charles IV sur les plans du Louvre, il avait été beaucoup embelli par Vladislas sous le règne duquel fut bâtie la chambre des États, qui, aujourd'hui encore, fait l'admiration de tous les voyageurs et est un des plus remarquables monuments de l'art de la Renaissance en Bohême. A côté de cette salle, diverses petites pièces servaient de bureaux, et, au-dessous de ces dernières, se trouvait une chambre, de moyenne grandeur, éclairée par trois fenêtres; c'était la chambre du conseil des gouverneurs. Les Hratchany, sur la rive gauche de la Vltava, s'élèvent sur une colline assez escarpée qui domine la ville, et les fenêtres de la chambre du conseil, d'où l'on jouit d'un merveilleux panorama, donnent sur un fossé très profond.

Des dix gouverneurs, quatre seulement étaient venus, le grand burgrave, Adam de Sternberg, le burgrave de Karlov-Tyn, Jaroslas de Martinits, le grand-juge, Guillaume de Slavata, et le grand-prieur de l'Ordre de Malte, Diépold de Lobkovits. Ils avaient tous été mystérieusement avertis des projets de Thurn, et la plupart d'entre eux avaient jugé prudent de se mettre à l'abri; le secrétaire royal, Michna, le véritable chef de la conspiration catholique, sans illusion sur les sentiments qu'il inspirait, s'était enfui; Martinits et Slavata n'avaient pas cru devoir tenir compte des avis qu'ils avaient reçus.

Après avoir entendu la lecture du memorandum des seigneurs, les gouverneurs demandèrent qu'on leur en confiât

1. Skala, II, p. 125. — Sur la défenestration, cp. Skala, p. 126-134; et Slavata, I, p. 81-94 et II, 100-114.

le texte pour qu'il leur fût possible de l'examiner plus à loisir; les Protestants consentirent, mais en insistant pour obtenir une réponse précise et immédiate. Le grand burgrave se retrancha derrière le secret professionnel : jamais on n'avait exigé d'un ministre du roi qu'il révélât ce qui se passait dans le conseil, et il n'était pas non plus d'usage de répondre sur le champ à une pétition. — C'est possible, répondit Thurn, mais peu importe; nous voulons savoir qui est responsable de la lettre du Roi, et nous ne bougerons pas d'ici avant d'avoir obtenu satisfaction. — Nous ne sortirons pas, non, non, crièrent ses compagnons, en levant la main pour prendre Dieu à témoin de leur résolution. Le grand burgrave demanda au moins que l'on allât quérir le grand-maître du royaume, Adam de Waldstein, sans lequel il leur était impossible de prendre une décision. — A quoi bon, s'écria Guillaume l'aîné de Lobkovits; il est malade, je l'ai vu hier et il m'a assuré qu'il n'était pour rien dans la lettre. Les véritables coupables, les voilà, Slavata et Martinits, — et comme celui-ci essayait de se défendre : oui, continua Guillaume, ne s'est-il pas toujours opposé à la Lettre de Majesté? Comment maintenant ne chercherait-il pas à la détruire?

Divers seigneurs intervinrent alors dans la querelle, jetant à la face des deux gouverneurs les violences dont l'opinion les accusait contre leurs sujets; ils voulurent rectifier les faits : Silence, silence, leur criait-on; tu n'es pas ce que tu prétends, nous savons ce que tu vaux et ce que tu as fait. André Schlick, « avec des larmes dans la voix, comme un fidèle et zélé défenseur de la religion », présenta une sorte de résumé des faits, rappela que Thurn, par une violation inouïe des privilèges du royaume, avait été dépossédé de la charge de burgrave de Karlov-Tyn : — Voilà pourtant votre œuvre, vauriens, valets de Jésuites, avec vos secrétaires et vos flatteurs : vous nous prenez pour de vieilles femmes; nous ne nous laisserons pas mener par le nez, nous sommes vos égaux. Tant que les anciens seigneurs, sages et honnêtes, ont gouverné le royaume, les choses

allaient bien, mais depuis que ces jésuites du diable se sont glissés dans les premières places, tout va sans dessus dessous.

Tout le monde criait à la fois : Vous désirez pour nous le royaume du ciel, mais nous n'envions pas votre enfer, disait un chevalier. — Quel est mon crime, demandait Thurn, pour être cité à comparaître devant le Tribunal du roi? On commence par moi, et puis on passera à d'autres. — Les esprits étaient arrivés au degré d'exaltation nécessaire : Thurn, Fels et Lobkovits crurent le moment opportun pour obtenir de leurs amis la sentence qu'ils désiraient : pensez-vous, s'écria Fels d'une voix tonnante, que les deux accusés doivent être considérés comme les ennemis du bien public et punis comme tels? — Un grand silence se fit; au moment d'accomplir le crime, beaucoup reculèrent; ils songèrent sans doute à la guerre inévitable qui suivrait l'attentat, et plus d'un peut-être eut à cette heure décisive la vision des malheurs qu'il allait déchaîner sur le pays. Quelques instants plus tard, le grand burgrave, profitant du calme momentané et espérant apaiser complètement les mécontents, déclara que ni lui ni ses collègues n'étaient responsables de la lettre dans laquelle le roi avait interdit la réunion de l'assemblée protestante. On ne le crut pas, bien qu'il eût dit la vérité; sa dénégation produisit cependant quelque impression et il sembla un moment que le danger était conjuré.

Thurn ne voulait pas qu'on lui arrachât ses victimes et il avait pris ses précautions. A la suite des négociations de 1609, Rodolphe avait accordé une amnistie pleine et entière pour tous les actes qui avaient précédé l'octroi de la Lettre de Majesté, et elle avait été contresignée par les hauts dignitaires catholiques, à l'exception de Martinits et de Slavata qui s'y étaient obstinément refusés. Si jamais la Lettre de Majesté devait être violée, avait alors déclaré Boudovets, les États auraient le droit de supposer que ces deux seigneurs sont les coupables et rien ne les empêcherait de se défendre, à la vie, à la mort. — Paul de Rzitchan rappela les

paroles de Boudovets, et ajouta : Comme en réalité les États sont convaincus que les deux seigneurs ici-présents doivent être considérés comme les violateurs de la Lettre de Majesté, ils les déclarent leurs ennemis et les ennemis de la république. Est-ce votre avis? demanda-t-il à ceux qui l'entouraient. — Oui, oui, répondit-on de tous côtés. Quel dommage que nous n'ayons pas aussi le *Long*, ajoutèrent quelques-uns; ils parlaient du Chancelier, qui était à Vienne avec Mathias.

Le sort était jeté; le grand burgrave et le grand prieur essayèrent de s'interposer, supplièrent les nobles de ne pas souiller leurs mains de sang, d'avoir pitié d'eux-mêmes et du royaume. Slavata et Martinits s'attachaient à eux, leur demandaient de ne pas les abandonner, Martinits était le gendre de Sternberg qui, assez populaire, essayait de l'arracher à ses ennemis : on enleva de force Sternberg ainsi que Diepold de Lobkovits et on les entraîna hors de la salle.

Maintenant, ces deux brigands-là qui restent, il faut les jeter en prison, dit quelqu'un qui voulait peut-être les sauver. — Par la fenêtre, par la fenêtre, crièrent les autres. Guillaume de Lobkovits se glissa derrière Martinits et lui saisit les mains, pendant que Thurn prenait Slavata, et ils cherchèrent à les entraîner vers la fenêtre. Ils se défendaient, résistaient de leur mieux. Au moins un confesseur, suppliait Martinits. — Attends un peu que nous t'amenions tes vauriens de jésuites! lui répliqua-t-on. — Recommande ton âme à Dieu, disaient les autres. — Quelques nobles le tenaient à bras le corps : il était enveloppé de son manteau, l'épée au côté, la tête nue, on le jeta dans le fossé; c'était un saut de 28 toises. En tombant, on l'entendit crier : Jésus, Marie! — « Nobles seigneurs, voilà l'autre, » dit Thurn en leur passant Slavata. Slavata s'accrocha à la fenêtre; on le frappa avec la poignée d'une épée, il lâcha prise et roula dans l'abîme.

Le secrétaire, Philippe Fabricius, qui avait assisté en tremblant à cette terrible scène, s'approcha alors du comte Schlick et implora sa protection. On voulut se venger sur

lui de Michna qu'on n'avait pas pu atteindre et on l'envoya rejoindre ses maîtres. Il arriva de fort méchante humeur, et, se tournant vers Martinits : Qu'ai-je donc fait à ces Messieurs pour qu'ils me jettent ainsi par la fenêtre? — Monsieur Fabrice, lui répondit Martinits, le moment est mal choisi pour discuter la question ou pour attendre la réponse des Protestants. Vous êtes le moins maltraité, levons-nous et tachons de porter secours à Slavata. — Par un hasard qui tenait du miracle, Martinits et le secrétaire n'avaient reçu dans leur chute que d'assez légères contusions; la situation de Slavata était plus grave. En tombant, il s'était blessé assez grièvement au rebord d'une fenêtre, puis avait roulé jusqu'au fond du fossé; il y gisait à demi évanoui, en grand danger d'être étouffé par le sang qui lui coulait par la bouche et par son manteau dont il ne parvenait pas à se débarrasser. Martinits se laissa glisser auprès de lui, lui fit respirer des sels, le ranima et l'exhorta à implorer la miséricorde de Dieu. Quelques seigneurs, en se penchant pour voir dans quel état se trouvaient les malheureux suppliciés, furent fort étonnés de voir qu'ils ne paraissaient pas en trop mauvaise posture. Ils appelèrent leurs serviteurs et leur ordonnèrent de tirer sur les gouverneurs. Plusieurs coups partirent, en effet, des fenêtres et des remparts, mais ne les atteignirent pas. Les domestiques du château accoururent en toute hâte, quelques amis se joignirent à eux et réussirent à les mettre à l'abri. Fabricius quitta aussitôt Prague et accourut à Vienne où il apporta des nouvelles détaillées de l'insurrection; il fut anobli et créé seigneur de la Haute-Chute; Martinits se sauva en Bavière; Slavata, qui avait trouvé asile dans le palais de la femme du Chancelier, Polixène de Lobkovits, fut gardé dans une demi-captivité et réussit enfin à quitter la Bohême l'année suivante.

Les Catholiques attribuèrent à un miracle le salut des gouverneurs; une femme raconta qu'elle avait vu la Vierge Marie, revêtue d'un vêtement couleur de ciel, prendre Martinits et Slavata dans les plis de son manteau et les dé-

poser doucement à terre. Les Protestants donnèrent une explication plus naturelle : les condamnés étaient tombés sur un tas de débris; depuis plusieurs années, disent-ils, on jetait dans le fossé les papiers de la chancellerie, et la chute des gouverneurs fut amortie par le monceau de fumier qui s'était entassé là. Slavata nie absolument le fait, ce qui n'est pas une preuve décisive, car sa mémoire est évidemment sujette à d'assez graves défaillances, et, dans le cas particulier, il avait certainement le droit d'être quelque peu troublé. D'ailleurs, peu importe : tous les fumiers du monde, remarque Skala lui-même, n'eussent servi de rien sans la volonté divine, car il arrive souvent que dans une simple chute un homme, en tombant de sa hauteur, se casse la jambe ou se brise la tête [1].

Parmi les seigneurs et dans l'ensemble du parti protestant, plus d'un fut ému de ce présage : Dieu passait-il dans le camp des Catholiques? La majorité du pays n'éprouva à la nouvelle du crime du 23 mai que terreur et indignation. Certes ils ne méritaient aucune sympathie, ces sectaires qui, au mépris des lois et de la Constitution, n'avaient pas cessé de poursuivre de leur haine les dissidents et dont le fanatisme impitoyable ne reculait pas devant une guerre civile et la ruine de la patrie pour assurer le triomphe de l'Église. Profondément imbus des doctrines intransigeantes répandues par les Jésuites, ils n'avaient jamais sincèrement accepté le principe de la liberté religieuse, et l'égalité des confessions, telle qu'elle ressortait de la Lettre de Majesté, leur inspirait une superstitieuse horreur. Traîtres à leur pays, indignes des hautes charges qu'ils occupaient, pour rétablir la domination de l'Église romaine, tous les moyens leur étaient bons, et aucune mesure ne leur semblait ni périlleuse ni cruelle.

Mais quels que fussent leurs espoirs, les violences dont ils venaient d'être victimes n'en étaient pas moins criminelles. Les conjurés avaient beau invoquer pour leur défense les

1. Skala, p. 134.

traditions du royaume et des villes de Prague, les souvenirs des Romains et d'autres peuples glorieux qui précipitaient aussi du haut des rochers les ennemis du bien public, ou l'exemple de Jézabel, lapidée par les Juifs, leur conduite n'en était pas moins odieuse. Toutes les règles du droit écrit ou de l'équité avaient été odieusement foulées aux pieds ; les gouverneurs étaient frappés pour un acte dont ils n'étaient pas coupables, ils avaient été condamnés sans débat contradictoire ; toutes les garanties protectrices de la défense avaient été violées contre eux, et leurs accusateurs, à la fois juges et parties, avaient été non pas, comme ils le prétendirent plus tard, les exécuteurs d'un jugement, mais de vulgaires assassins. Froidement prémédité et lâchement accompli, ce meurtre inaugurait la révolution de la façon la plus lamentable et semblait vouloir justifier d'avance la cruauté avec laquelle elle fut réprimée trois ou quatre ans plus tard [1].

1. Il n'existe plus aujourd'hui le moindre doute sur la préméditation. Après l'échec de l'insurrection, les chefs protestants essayèrent de représenter l'attentat comme une sorte de rixe et de dégager leur responsabilité. — Leurs allégations intéressées n'ont aucune valeur et sont absolument démenties par les faits ; toute la scène est préparée, et les meneurs la conduisent du commencement à la fin. Ils ne sont pas le moins du monde emportés par un mouvement de colère, et il est plus faux encore qu'ils aient eu la main forcée par leurs compagnons ; il ressort, au contraire, de l'étude attentive des incidents de cette dramatique matinée qu'ils n'entraînèrent pas la foule des comparses sans quelque difficulté ; les dissidents détestaient les gouverneurs, mais en général ils ne désiraient pas une insurrection et répugnaient aux mesures extrêmes.

La défense de Slavata dans ses Mémoires contre les imputations de Thurn est très habile, et il me paraît évident qu'aucun tribunal ne l'aurait condamné. Il n'y a là rien de contradictoire avec ce que l'on connaît de son fanatisme ; il s'appliquait à ne pas violer ouvertement les lois, convaincu que leur interprétation rigoureuse suffirait à préparer la restauration catholique. Ses ennemis en étaient donc réduits à lui intenter un procès de tendance, et son exécution fut une mesure de salut public, c'est-à-dire un crime.

CONCLUSION

Les responsabilités. — L'Europe en 1618 : le parti protestant en Allemagne et dans les états des Habsbourgs. — L'armée tchèque. — Les finances. Divisions politiques et religieuses. Fatigue universelle. Les paysans. — Bataille de la Montagne-Blanche (8 novembre 1620); soumission de la Bohême. — La domination des Habsbourgs.

Le 23 mai, dit Skala, fut le commencement et l'origine de tous les malheurs et de toutes les tristesses qui suivirent. — Thurn avait atteint son but; les États avaient brûlé leurs vaisseaux. Le jour de la défenestration, ils constituèrent un gouvernement provisoire composé de trente directeurs, ordonnèrent la levée d'une armée dont Thurn fut nommé général, envoyèrent des ambassadeurs aux princes allemands pour solliciter leurs secours, et aux diètes des autres provinces autrichiennes pour obtenir leur appui. L'archevêque, les jésuites et l'abbé de Brzevnov furent exilés, et tous ceux qui ne se soumettraient pas au nouveau gouvernement, déclarés ennemis publics.

Le coup d'État de Thurn et de ses complices n'était pas seulement un crime, mais encore une insigne maladresse et une détestable imprudence. Il était la dernière conséquence du déplorable régime qui livrait à une poignée de meneurs les destinées du pays, et la triste punition de l'équivoque qui, depuis de si longues années, couvrait du nom de liberté religieuse les ambitions oligarchiques des seigneurs. En face des projets de Ferdinand, le rôle des Protestants était tracé; leur devoir était de s'enfermer dans la constitution et d'y enfermer le roi. Les provocations de leurs adversaires leur avaient créé une admirable situation; ils la compromirent en prenant brusquement l'offensive, en même temps que leur tentative d'assassinat détourna la pitié sur les hommes qui la méritaient le moins.

Que notre juste sévérité pour les hommes qui déchaînèrent hâtivement la révolte ne nous entraîne pas cependant jusqu'à oublier les faits qui l'avaient précédée. A chacun ses responsabilités. Poursuivie avec diverses interruptions sous Rodolphe et Mathias, la réaction avait trouvé enfin dans Ferdinand de Styrie un souverain selon son cœur; ses forces étaient prêtes, et elle comptait bien ne pas laisser échapper l'heure; avec plus de prudence et de perspicacité, les dissidents auraient gagné quelques années, mais non conjuré la crise. Les Jésuites voulaient réduire la Bohême au même sort que la Styrie: c'était la condition nécessaire de la croisade qu'ils pensaient ensuite ouvrir en Allemagne.

Les Protestants tchèques se trouvaient placés entre la révolution ou l'apostasie. Quand on cherche à faire le départ des culpabilités, cette considération domine tout le débat, et la solution à laquelle on arrive sur les points de détail devient presque indifférente : l'archevêque avait-il pour lui la lettre des traités quand il ordonnait de raser l'église de Hrob? Les griefs des hérétiques étaient-ils tous sérieux? — Peu importe. — En admettant que Slavata eût réfuté absolument l'apologie des États, — *concesso, non dato,* comme il dit lui-même, — acceptait-il la liberté de conscience et l'égalité de l'erreur et de la vérité? — Personne n'oserait l'affirmer, et lui-même ne le prétend pas. Tout accord était donc impossible. On se heurtait à un de ces conflits de conscience qui n'ont d'autre issue que la guerre. Il n'est même pas juste de parler ici de révolte; les Habsbourgs avaient délié leurs sujets de leur serment de fidélité en violant les conditions du contrat passé avec la nation. La seule question pour les dissidents était de mettre de leur côté les meilleures chances de succès, et leur intérêt eût été grand à attendre que le plan de leurs ennemis se fût développé plus ouvertement.

Les Catholiques avaient conscience de l'irréconciliable opposition de leurs volontés et des désirs des Réformés; aussi prévoyaient-ils une explosion, et même la désiraient-ils parce

que les circonstances leur paraissaient favorables. Mais, dans leur camp comme dans celui des hérétiques, les incertains et les timides ne manquaient pas : Mathias, Khlesl surtout, eurent quelque effroi devant la perspective d'émotions et de travaux qui s'ouvrait devant eux ; les ministres espagnols accueillirent avec une appréhension évidente l'ouverture d'une crise dont ils prévoyaient la durée et les redoutables complications. Ces scrupules et ces lâchetés disparurent bientôt, emportés par la poussée furieuse des fanatiques. On raconte que, devant Prague, à la veille de la bataille décisive où fut tranché le sort de la Bohême, les principaux chefs de l'armée impériale, réunis en conseil, délibéraient sur les résolutions qu'il convenait de prendre; quelques-uns des chefs s'opposaient à une attaque immédiate, et leurs objections troublaient les plus fermes courages, lorsqu'apparut tout à coup au milieu de l'assemblée un carme, Dominique de Jésus-Marie; il avait apporté au duc Maximilien de Bavière une épée bénie par le pape et il accompagnait l'expédition en qualité de chapelain général; il reprocha aux généraux leurs lâches inquiétudes, les invita à se reposer avec plus de confiance sur le bras de Dieu qui ne trahit pas ses fidèles; pendant ce temps, des jésuites et d'autres moines parcouraient les rangs des troupes, les enivraient d'une pieuse ardeur : les cieux s'étaient ouverts, disaient-ils, et l'on avait vu la Vierge Marie elle-même lancer l'anathème sur les hérétiques. — L'intervention de Dominique au milieu de ces stratégistes timorés traduit d'une façon pittoresque la situation générale à cette époque. Depuis trois quarts de siècle, une Compagnie, répandue sur le monde entier et animée d'une conviction furibonde, prêchait la lutte contre l'hérésie; elle avait pénétré de sa flamme les soldats et les chefs, et, maintenant, elle leur donnait le signal du combat sacré. Maximilien de Bavière, pressé de prendre part aux négociations ouvertes avec les Tchèques, refusa longtemps : sa conscience lui interdisait de se mêler à des pourparlers qui supposaient la possibilité d'une transaction avec les dissidents ; il n'accepta que sur la promesse formelle que dans

aucun cas l'Église n'aurait à souffrir quelque dommage. Nous possédons un mémoire adressé par Ferdinand à la cour de Madrid : il faut profiter de l'insurrection, disait-il, comme d'une occasion excellente pour affranchir l'Empereur de l'esclavage dans lequel il était tenu jusqu'alors, écraser toute résistance par la force des armes, et rétablir en Bohême l'autorité du prince si gravement compromise par les concessions précédentes.

Le conflit était donc inexpiable, et les seigneurs tchèques étaient dans la logique de la situation en écoutant avec une extrême froideur les propositions de négociation qui leur vinrent de Vienne. Après la mort de Mathias (1619), ils ne voulurent pas reconnaître comme roi Ferdinand, et quelques mois plus tard, l'Électeur palatin, Frédéric V, fut élu roi de Bohême. Malheureusement, les insurgés n'eurent pas une vue assez claire de l'importance décisive de la lutte qu'ils engageaient, ou plutôt, victimes de fautes séculaires et d'une politique désastreuse, après avoir ouvert le combat avec une criminelle imprévoyance, ils montrèrent à le soutenir aussi peu d'habileté que de dévouement et d'énergie. Depuis un siècle et demi, leurs efforts continus avaient tendu à l'organisation d'une oligarchie exclusive et étroite, et leur succès même les avait isolés du reste de la nation, en même temps qu'il avait desséché leur cœur et obscurci leur conscience ; le jour de la punition était arrivé : à l'heure du combat, ils restèrent seuls, sans alliés, et ils n'apportèrent eux-mêmes à la défense de la patrie que des préoccupations étroites et des vues mesquines.

L'égoïsme n'abaisse pas seulement les âmes, il altère l'intelligence ; les chefs protestants s'étaient habitués, pendant les longues querelles précédentes, à confondre la politique avec l'intrigue. Au moment des résolutions suprêmes, personne parmi eux n'eut l'autorité suffisante pour imprimer au mouvement l'unité indispensable, et aucun n'avait songé à s'enquérir des chances qu'offrait à leur tentative la situation de l'Europe à ce moment. Avec quel relief apparaissent leur ignorance et leur légèreté, si l'on réfléchit aux

lents et patients efforts de Henri IV et de Richelieu, quand ils songèrent à attaquer la maison d'Autriche! Il était bien évident que les Habsbourgs ne renonceraient pas à la Bohême sans un effort désespéré, et la question de savoir si la majorité dans le Corps électoral allemand passerait des Catholiques aux Protestants était assez grave pour que l'Europe entière n'assistât pas indifférente aux événements de Prague. Thurn et ses amis avaient-ils sondé le terrain, avaient-ils prévu les conséquences de leur acte et l'accueil que recevrait au dehors la révolution?

Un simple regard jeté autour d'eux les aurait avertis que l'heure était mal choisie et convaincus des périls dans lesquels leur coup de tête lançait leur patrie. En France, la politique de Henri IV avait été complètement renversée par ses médiocres successeurs, et la neutralité des ministres de Louis XIII fut, après quelques oscillations, nettement bienveillante à Ferdinand; leur médiation s'exerça exclusivement en faveur des Habsbourgs : les ambassadeurs français décidèrent l'Union Évangélique à signer avec la Ligue catholique le traité d'Ulm, et cette défection de l'Union permit au duc de Bavière, Maximilien, de conduire en Bohême l'armée qui écrasa la révolte. — Jacques Ier d'Angleterre se flattait d'avoir remplacé Henri IV à la tête du parti protestant européen, et il n'aurait eu pour cela qu'à reprendre les traditions d'Élisabeth. Les Tchèques tablaient sur son appui : l'opinion publique anglaise se prononçait passionnément pour eux, et le roi n'abandonnerait pas son gendre et sa fille. — Mais on ne fait pas de la politique avec des suppositions et des vraisemblances. Avaient-ils le droit d'ignorer, ces chefs dont l'infatuation assumait de si lourdes responsabilités, la médiocrité de Jacques Ier et ses pensées de derrière la tête? Très féru des idées absolutistes, le roi d'Angleterre fut froissé de l'insolence des hommes qui osaient mettre en question l'autorité souveraine d'un monarque, plus que touché des dangers que l'écrasement des Tchèques créait au Protestantisme; une guerre l'eût forcé à solliciter les subsides de son Parlement, et comment

aurait-il songé sérieusement à rompre avec l'Espagne, alors qu'il négociait le mariage de son fils avec une infante? Il voulut justifier le titre de *Pacificus* dont il se parait, et tous ses secours se bornèrent aux pieuses exhortations dont il inonda les Tchèques.

L'attitude de la France et de l'Angleterre déterminèrent la conduite de plus d'un État secondaire. — Le duc de Savoie, après avoir envoyé quelques secours aux révoltés et brigué même un moment la couronne, revint en arrière dès qu'il s'aperçut que Louis XIII ne le soutiendrait pas, et offrit son alliance à Ferdinand. Les Hollandais fournirent quelques subsides; mais la lutte ardente des Arminiens et des Gomaristes, où les rivalités politiques se compliquaient de passions religieuses, paralysait leurs forces; et d'ailleurs, du moment que la France n'attaquait pas l'Espagne, la prudence la plus élémentaire leur ordonnait de réserver leurs ressources pour leur propre sûreté. — Dans le Nord, le Danemark était tout entier à ses démêlés avec la Hanse; le roi de Suède, Gustave-Adolphe, gardait rancune aux Réformés allemands de la froideur avec laquelle ils avaient accueilli ses avances, lorsqu'il avait, quelque temps auparavant, manifesté le désir d'être reçu dans l'Union Evangélique, et il s'absorbait dans ses préparatifs de guerre contre la Pologne. Les Turcs enfin étaient précisément en train de renouveler leur traité de paix avec l'Empereur.

La situation de l'Allemagne n'était pas plus encourageante. Il semblait qu'un vent d'erreur et de folie soufflât sur les Protestants. En dépit des progrès incessants de l'Église catholique, ils ne parvenaient pas à comprendre les devoirs que leur imposait le salut de leur foi et continuaient à s'hypnotiser dans leurs querelles confessionnelles. Quelques politiques s'inquiétaient des progrès de la réaction : si Ferdinand était vainqueur, n'essayerait-il pas d'enlever aux Luthériens les domaines qu'ils avaient sécularisés? — Bah! Le péril était lointain et vague, on préféra l'oublier : les villes refusèrent absolument de se mêler à une affaire qui, prétendaient-elles, ne concernait que les princes; les rivalités de

castes se réveillèrent, plus vivaces que jamais ; peu s'en fallut qu'elles n'aboutissent à une guerre entre les nobles et les communes. L'Électeur Georges de Saxe aurait peut-être rallié et entraîné le parti tout entier, mais il penchait vers les Habsbourgs, fort peu épris d'ailleurs de guerre et de révolution. Luthérien, il avait les Tchèques en suspicion et suivait avec méfiance les progrès des Frères et la propagande calviniste ; les Bohêmes, d'autre part, cherchaient une revanche de 1547, et ces souvenirs ne lui plaisaient guère : son aïeul, Maurice de Saxe, devait son Électorat à la bataille de Mühlberg ; faudrait-il le restituer à ses cousins, les ducs de Weimar? Son prédicateur, Hoë, l'entretenait dans ses dispositions ; il haïssait moins les Catholiques que les membres de l'Unité, et il brûlait de se venger des Tchèques, qui l'avaient fort mal accueilli. L'élection de Frédéric acheva d'exaspérer le duc Georges de Saxe. Il n'avait pas voulu de la couronne que la majorité de la diète lui aurait conférée d'acclamation, mais il ne pardonna pas au Palatin de l'avoir acceptée et s'unit contre lui à Ferdinand. — Parmi les membres mêmes de l'Union Évangélique beaucoup furent désagréablement surpris par la fortune de Frédéric, l'accusèrent de les entraîner dans des complications redoutables, ne lui fournirent aucun secours. Tandis ainsi que le monde catholique tout entier prenait parti pour Ferdinand, que le Pape, l'Espagne, la Ligue catholique, le duc de Bavière, la Toscane, la Pologne lui envoyaient de l'argent ou des hommes, que la diplomatie française le soutenait et que dans le camp protestant même il rencontrait d'actives sympathies, les insurgés restèrent réduits à leurs seules forces, sans autre secours que quelques subsides hollandais ou quelques insignifiantes souscriptions venues d'Angleterre, avec un seul allié que leur procura le hasard, incertain d'ailleurs et inconstant, le prince de Transylvanie, Bethlen Gabor.

Si du moins la révolte avait gagné toutes les provinces autrichiennes ! Ferdinand pouvait être chassé de ses États avant que les renforts du dehors eussent le temps d'arriver. Les aurait-il reconquis ensuite ? — Ce n'est pas impossi-

ble ; peut-être pourtant ces premiers succès auraient-ils valu aux révoltés quelques alliances ou jeté le désarroi parmi les Impériaux. Malheureusement ici aussi tout avait été remis au hasard ; les meneurs avaient compté sur la nécessité de la situation et la communauté des croyances pour leur amener des renforts : ils combattaient pour la cause de tous, on ne les laisserait pas isolés ; tous ceux que menaçait Ferdinand viendraient se ranger sous leurs drapeaux.

Il y avait dans cette conception beaucoup d'enfantillage ; les situations ne vont pas avec cette simplicité, la logique ne gouverne pas le monde, mais la passion, les intérêts, les préjugés, et, pour ne l'avoir pas compris, les auteurs de la défenestration furent fort empêchés au lendemain de leur triomphe. Si, dans la plupart des provinces, l'immense majorité de la population n'avait certainement pour Ferdinand qu'une très médiocre affection, presque partout la faction catholique était ardente, accrue par de récentes adhésions, et maîtresse des principales fonctions; elle se fortifiait de tous ceux qu'épouvantait une rupture ou qui reculaient devant une violation trop flagrante des lois constitutionnelles, de ceux que rattachait à la dynastie un loyalisme déjà ancien, et enfin de tous ceux dont l'intelligence n'était pas complètement aveuglée par la passion et qui entrevoyaient les conséquences trop probables de l'insurrection. A cela s'ajoutaient les méfiances locales et les compétitions, qui s'étaient manifestées avec un si fâcheux éclat à la diète de 1615. Comme il n'y avait pas de patriotisme autrichien, il n'y eut aucune action commune, et, dans le royaume même, les diverses provinces se divisèrent. Les Silésiens conclurent une alliance avec les Tchèques, mais il fallut la payer très cher, par l'abandon de presque tous les liens qui rattachaient la Silésie à la couronne, — et pour quel résultat? — Enlevée par surprise, elle fut ratifiée d'assez mauvaise grâce par la majorité de la population ; les Silésiens envoyèrent pourtant quelques milliers d'hommes, mais après avoir ainsi, en quelque sorte, dégagé leur parole, ils ne songèrent plus qu'à eux-mêmes et n'apportèrent à la

guerre qu'une ardeur des plus molles : quel contraste entre le nonchaloir indifférent avec lequel ils repoussent l'attaque de l'Électeur Georges de Saxe et l'enthousiasme fiévreux avec lequel ils avaient combattu Podiébrad, quand il s'était agi pour eux d'écarter la domination d'un Slave!

Et l'exemple des Silésiens ne fut pas même suivi. Les Moraves, contenus par Ziérotyn, ne se joignirent pas aux Tchèques, et leur neutralité décida de l'attitude des Autrichiens. Aussi, avant la fin de l'été de 1619, les armées impériales sont maîtresses de la campagne, et, dès ce moment, la Bohême était perdue si l'intervention de Bethlen Gabor n'eût forcé Buquoy de courir au secours de Vienne. — Les Protestants profitèrent du répit que leur accordait la fortune; Ziérotyn ne réussit pas à empêcher plus longtemps les Moraves de se révolter contre Ferdinand, les Autrichiens suivirent, et, dans la grande diète qui s'ouvrit à Prague au mois d'août (1619), toutes les provinces de la Couronne prirent part à l'élection du roi, en même temps qu'une alliance perpétuelle fut conclue entre les Tchèques et les Autrichiens; les Hongrois adhérèrent à la confédération. Mais une année avait été perdue, — irréparable; l'élection de Ferdinand à l'Empire était désormais certaine, ses forces organisées, ses partisans réconfortés, ses alliés avertis. Les traités du mois d'août d'ailleurs, s'ils montraient dans une certaine mesure la naissance d'un sentiment de solidarité autrichienne et quelque désir mutuel de ne pas rompre des liens qui existaient déjà depuis un siècle, révélaient plus clairement encore les résistances particularistes et les méfiances réciproques; ils laissaient en réalité à chacun, avec le soin de défendre ses intérêts propres, le droit de ne faire à la cause commune que le minimum de sacrifices qui lui conviendrait; ce qu'ils organisaient, ce n'était pas un état fédéral qui, tout en réservant à chaque province son autonomie, aurait été soumis à une direction commune, mais une confédération d'états indépendants, et l'alliance souffrit de tous les maux ordinaires aux coalitions, les lenteurs, les tiraillements et l'incohérence.

Dans le conciliabule où fut résolue la mort de Martinits et de Slavata, une discussion s'engagea entre Thurn et ses complices sur la manière dont on les frapperait; on s'arrêta à la défenestration, parce qu'un incident semblable avait marqué les débuts de la guerre hussite. Plus d'une fois, les souvenirs de la révolution du xv^e^ siècle hantèrent ainsi les esprits des insurgés, et les triomphes de Zizka enflèrent ses indignes continuateurs d'une funeste outrecuidance : les périls dont avaient triomphé leurs ancêtres étaient autrement graves, songeaient-ils, puisqu'alors l'Allemagne entière était unie contre eux et que l'Église n'avait pas été affaiblie par le schisme qui lui avait arraché depuis la moitié de l'Europe. — Seulement, ces calculs trahissaient une complète inintelligence de la situation et des changements qui s'étaient produits depuis le xv^e^ siècle. D'abord, et par cela même qu'elle était plus gravement menacée, l'Église apportait à la répression de l'hérésie une passion plus tenace et une politique plus habile. Puis, surtout, les Tchèques étaient les victimes du dangereux mirage qu'ont connu presque tous les peuples qui ont, à certains moments, remporté d'éclatants triomphes; par un aveuglement analogue à celui qui a conduit la Prusse à Iéna après Frédéric II, ou la France à Sedan après Napoléon I^er^, ils avaient assisté sans s'en émouvoir à la substitution des armées mercenaires aux milices improvisées. La Bohême en était toujours au système des levées en masse, c'est-à-dire qu'elle n'avait ni soldats, ni cadres, ni chefs. Les premiers généraux qu'elle opposa aux troupes impériales, Fels, Boubna, Kaplirz de Soulevits, Thurn lui-même, n'avaient aucune instruction militaire théorique ou pratique; ils ne surent ni user de l'avantage que leur assurait au début le désarroi de l'ennemi, ni nourrir leurs hommes, ni les former et obtenir leur confiance; quant aux soldats, recrutés dans la classe la plus ignorante et la plus misérable, ils n'avaient ni solidité ni bonne volonté. Comme tout esprit militaire avait disparu, ceux qui auraient dû partir au premier rang se retranchèrent derrière leurs privilèges, et les nobles se crurent quittes

envers la patrie en envoyant au régiment quelques-uns de leurs serfs; les bourgeois, amollis par une longue paix, imitèrent les seigneurs, et ceux qui ne parvinrent pas à se soustraire au service militaire, se regardèrent, non sans raison, comme des victimes de l'injustice, et apportèrent dans l'armée des rancunes toujours prêtes à la révolte. Plus dangereux à leurs officiers qu'aux ennemis, ils se battirent quelquefois avec courage, mais en général lâchèrent pied devant des adversaires mieux armés et mieux disciplinés. Comme toutes les troupes improvisées, ils étaient sujets à de brusques paniques, supportaient mal la fatigue et les privations, se débandaient au bout de quelques jours de marche. Après chacune de ses expéditions, l'armée revenait diminuée des deux tiers de ses effectifs et complètement détruite, sans avoir soutenu de combats sanglants; il ne s'agissait pas seulement de renforts à lui envoyer, mais d'une création nouvelle, qui chaque fois présentait de plus lourdes difficultés.

Les Tchèques essayèrent d'entretenir, à leur tour, des armées mercenaires, et, pour suppléer à l'impéritie de leurs généraux, appelèrent des officiers étrangers. — D'autres embarras surgirent alors. Au contact des milices, les vertus militaires des mercenaires se corrompirent, et ils leur communiquèrent quelque chose de leurs exigences et de leur férocité. Les rébellions devinrent plus fréquentes; à plusieurs reprises, dans les circonstances les plus critiques, les troupes se révoltèrent, abandonnèrent leurs drapeaux, et l'armée n'échappa souvent à un désastre que grâce aux temporisations extrêmes des Impériaux. Les chefs s'entendaient mal, se rejetaient réciproquement la responsabilité de fautes dont ils étaient tous également coupables. Les nationaux étaient jaloux des étrangers, parce que Frédéric V leur témoignait une préférence manifeste : s'ils avaient chassé les Habsbourgs, était-ce pour que les premières charges fussent occupées par les Allemands? Ils les soupçonnaient de connivence avec l'Empereur. Anhalt, Hohenlohe, furent ainsi successivement accusés de trahison, et il n'est guère douteux

que leur conduite dans diverses circonstances est au moins singulièrement louche. La culpabilité de Mansfeld n'est plus guère contestée : l'Électeur de Bavière acheta fort cher son inaction, et pendant que le général de Frédéric campait tranquillement à Plzen, les Catholiques marchèrent sur Prague. Mansfeld a protesté de son innocence, et il reprit en effet les armes contre Ferdinand, — mais parce que les promesses qu'il avait reçues n'avaient pas été tenues, et alors que son intervention tardive ne pouvait rien changer aux événements.

Le nouveau roi, l'Électeur Palatin, Frédéric V, n'avait ni l'autorité et l'expérience, ni l'activité et l'énergie nécessaires pour remédier à cet état de choses.

La Diète l'avait choisi parce qu'elle espérait avoir en lui un instrument docile de ses volontés, et il accepta, en effet, sans discussion les capitulations électorales qu'elle lui imposa et qui réduisaient à peu près à rien son pouvoir. Il se souciait moins de la réalité que de l'apparence de la souveraineté; sa vanité se repaissait de représentations et de cérémonies. Mais un roi de théâtre n'est aussi qu'un chef de parade. Aimable, jeune, bienveillant, courageux de ce courage banal qui s'expose aux hasards d'une bataille ou affronte même les ennuis d'une campagne, son ardeur n'avait pas de souffle ni sa vaillance de durée. Ignorant des hommes et des choses de Bohême, convaincu que, dans l'hypothèse la plus défavorable, ses domaines héréditaires ne seraient pas menacés, il courait l'aventure avec le sang-froid inattentif d'un joueur qui ne risque que la fortune d'un autre et il n'y apportait que le degré de sérieux qui convient à une entreprise où ne sont engagés ni l'honneur ni la vie. Assez intelligent pour voir le mal et quelquefois indiquer le remède, il se consolait de ne pas être écouté, et sa bonne volonté sceptique s'émoussait vite aux tiédeurs qui l'entouraient.

La principale cause du mécontentement de l'armée, de ses émeutes, de ses échecs, c'était l'irrégularité de la solde. Des soldats qui se battent pour l'indépendance nationale, font crédit à la patrie, mais des mercenaires! Ils ne rece-

vaient ni argent ni vivres. La maraude achevait de ruiner l'armée; par les hivers rigoureux de ces régions, ils étaient vêtus de haillons. Les généraux et le gouvernement se renvoyaient la responsabilité de ces souffrances. Les Directeurs accusaient les officiers de ne pas distribuer les sommes qu'ils recevaient, et les officiers leur reprochaient de manquer à leurs engagements. Le pis est que les uns et les autres avaient raison. Les généraux, saisissant avidement l'occasion de bénéfices faciles autant qu'odieux, retenaient au passage une partie de l'argent, dressaient des états de présence notoirement faux; les gouverneurs envoyaient, très tard et à grand peine, la dixième partie de ce qui eût été nécessaire.

Dès le premier jour, ils avaient été aux abois; rien n'a plus contribué à la défaite des Bohêmes que leur détresse financière. La guerre était déjà une question d'argent non moins que de soldats, et du moment où il devint évident qu'ils ne pourraient pas entretenir leur armée, leur défaite fut certaine. Comment expliquer cependant qu'un royaume aussi riche et dont la prospérité était encore très réelle, malgré les graves atteintes déjà subies par la fortune publique, ait été si rapidement désemparé? Les embarras financiers commencèrent avant même que les hostilités fussent ouvertes. — D'abord, les Catholiques se renfermèrent dans une expectative malveillante, ne payèrent pas les contributions, et non seulement les Catholiques, mais les indécis, les prudents. Puis, l'administration était encore toute primitive, la révolution plongea le pays dans une sorte de chaos, et les Insurgés furent parfaitement incapables de remplacer le gouvernement qu'ils avaient renversé. Ils n'en virent même pas la nécessité.

Les Directeurs continuèrent à gérer les affaires en commun, et un temps assez long s'écoula avant qu'ils sentissent le besoin de nommer un président. Lorsqu'ils y songèrent, ce fut exclusivement pour faciliter les relations avec les puissances étrangères, et Roupa, qu'ils choisirent, ne paraît pas avoir eu voix prépondérante dans les questions intérieu-

res. Depuis longtemps, l'oligarchie n'avait pour programme que l'anarchie, et son ambition était d'échapper à toute autorité; elle réalisait son rêve dans ce conseil où siégeaient les seigneurs les plus distingués par leur naissance ou leur fortune : aussi s'occupaient-ils moins d'administrer que de protéger leurs amis contre toute administration. A un degré divers, tous les nobles avaient le même idéal. Sans aucune idée des nécessités de gouvernement, le triomphe des États ne signifiait pour eux que la faculté de vivre à leur guise sur leurs domaines, en secouant toutes les lois qui leur déplaisaient. Or, de tout temps, l'impôt a été une des plus désagréables atteintes à la liberté individuelle : il parut aux Seigneurs qu'une des premières conquêtes de la révolution devait consister dans leur affranchissement financier. Tout au plus, votèrent-ils des subsides dans les diètes, mais cet effort épuisa leur zèle, et ils s'ingénièrent ensuite à ne pas payer les sommes qu'ils avaient promises. Les villes, de leur côté, alléguèrent leur misère, vraie ou fausse, et les Directeurs furent aussitôt obligés de recourir aux ressources extraordinaires, confiscations, amendes, emprunts forcés, altération des monnaies.

Ils s'agitaient pour secouer l'indolence générale, lançaient proclamations sur proclamations. Quelques-unes ont fort grand air : ils rappelaient que tous « étaient tenus par Dieu, par leur conscience, par leur devoir, par le vote unanime des États et de la Constitution, de défendre les institutions, les droits et les libertés de la patrie, comme il convient à de fidèles Tchèques ». Malheureusement, depuis de longues années, pour la majorité des nobles, Dieu n'était qu'un instrument, la Constitution, un prétexte, et la patrie, un mot. Non pas qu'ils manquassent de courage, beaucoup donnèrent noblement leur vie à la Bohême, mais ils étaient incapables de lui sacrifier leurs rancunes, leurs plaisirs ou leur paresse. Leur excuse, leur condamnation aussi, c'est qu'ils ne comprenaient pas qu'il s'agissait d'une question de vie ou de mort; ils étaient blasés sur les querelles avec les rois et se consolaient d'avance d'une défaite dont ils ne

prévoyaient pas la portée. Beaucoup n'avaient suivi les meneurs que par crainte ou dans un entraînement irréfléchi. Les meilleurs se croyaient en règle avec leur conscience parce qu'ils s'exposaient loyalement à tous les risques du conflit; la plupart poussaient l'indifférence jusqu'à ne pas assister aux plus importantes réunions de la diète.

Les choses suivaient paisiblement leur cours ordinaire, les vieilles querelles reprenaient. Divisions politiques, haines religieuses. Le traité de 1609 n'avait pas réconcilié les Luthériens et les Frères, les premiers, toujours intolérants, les seconds, susceptibles et pointilleux. Les Luthériens reprochaient aigrement aux Frères d'avoir occupé l'église de Bethléem : ils regardaient comme une provocation et une profanation l'usurpation par les Calvinistes du sanctuaire d'où était sortie la Réforme hussite. A chaque instant éclataient des incidents pénibles; les polémiques incessantes entretenaient une agitation malsaine. « De prétendus sages, écrit Skala, turbulents et sots, se servaient de leurs écrits comme de leviers pour attaquer et détruire l'Unité évangélique. Leur but? — Uniquement ne pas être forcés de vivre dans le bon ordre et la discipline. Leur désir? — Exercer un pouvoir absolu suivant les vues de leur orgueil et de leur ambition. » Quelques chrétiens, plus fervents et mieux avisés, intervenaient, cherchaient à apaiser les querelles, mais ne triomphaient pas facilement des passions et des préjugés de la foule. L'idée de tolérance avait encore à peine effleuré les esprits, les querelles les plus futiles s'envenimaient. Les haines étaient si invétérées qu'elles survécurent même à la proscription et à toutes les souffrances de l'exil, troublèrent de leurs échos discordants les douleurs de l'émigration. « Notre union n'est pas dans les choses, mais dans les mots, disait Skala; elle n'atteindra pas sans peine l'âge de puberté; là où les confessions sont diverses, les cœurs ne sont pas liés dans un seul faisceau. » L'élection de Frédéric V exaspéra la mauvaise humeur des Luthériens. L'Électeur palatin était calviniste, et il ne fut pas toujours très prudent. Il livra à ses prêtres la cathédrale

de Prague, qui fut dépouillée de ses images et de ses ornements sacrés : cela scandalisa toute la population de la ville ; beaucoup, comme Hoë de Hœneck, sentirent leur cœur se briser en songeant que « tant de nobles pays allaient s'engloutir dans la gueule du Calvinisme ». La pensée de plus d'un se reporta vers Ferdinand : l'allié de Georges de Saxe, l'Empereur, ne serait sans doute pas impitoyable pour les Luthériens, et ils se consolaient des menues vexations qu'ils auraient à supporter par l'espoir d'être enfin délivrés de ces maudits Picards, qui niaient la présence réelle et qui, si longtemps proscrits, étaient devenus les maîtres du pays.

Les nobles détestaient dans les Frères leurs principes politiques et leur vague odeur de démocratie, non moins que leurs dogmes. C'est qu'ils entendaient bien profiter seuls de la Révolution : ils n'avaient pas pris les armes pour affranchir la nation bohême, mais pour affermir et étendre leurs prérogatives. C'était un crève-cœur pour eux déjà que d'être obligés d'admettre à leurs débats les représentants de la bourgeoisie, et ils ne s'y résignaient qu'à condition qu'elle n'abusât pas de la situation pour réclamer quelque faveur. Leurs intentions étaient si bien connues et ils avaient si maladroitement favorisé les empiètements des officiers royaux dans les villes, qu'au début ils rencontrèrent de ce côté une extrême froideur : les bourgeois qui assistent aux premières réunions protestantes, sont visiblement préoccupés des dangers qu'ils courent, s'efforcent de ne pas assumer de trop lourdes responsabilités, s'effrayent devant les résolutions radicales. Même après la défenestration, les bourgeois ne se joignirent à l'insurrection que fort lentement, après avoir reçu du comte Schlick la promesse formelle qu'on les rétablirait dans les privilèges dont ils jouissaient sous Venceslas et Sigismond et dont les avait dépouillés Ferdinand I^er^. Il ne lui fut pas facile de tenir sa parole : à un moment, devant la malveillance de la majorité, les communes déclarèrent qu'elles ne payeraient pas les subsides demandés, se retireraient de l'insurrection. Cette menace produisit son

effet; mais, dès la session suivante, les nobles revinrent sur leurs engagements et, dans la charte que recurent les villes, passèrent sous silence quelques-uns des principaux privilèges qu'ils leur avaient reconnus. Dans ces conditions, comment compter sur le dévouement des bourgeois et leur empressement à se soumettre aux lourdes charges de la guerre?

Ils n'avaient, d'ailleurs, guère moins que la noblesse subi la désastreuse influence du régime social. Peu de foi, beaucoup de lassitude, les rivalités traditionnelles, la cupidité, la mollesse, la lâcheté, l'étroitesse d'esprit, la Curie des villes ressemble fort par là à celle des Seigneurs. Au moment des grands périls, ceux-ci s'enfoncent gravement dans des questions d'étiquette; celles-là ne se mettent pas même d'accord contre les nobles; les représentants de Koutna-Hora revendiquent leur droit de préséance contre Plzen, la lutte déjà séculaire passionne toutes les cités, la Curie est scindée en deux camps, tout autre souci est oublié. — Au-dessous des bourgeois, la foule anonyme, toujours prête à l'émeute, parce qu'elle est protégée par l'obscurité; mais combien des émeutiers courront-ils aux armes quand l'ennemi approchera? — Après tout, ils ont moins à perdre que les patriciens, la ville n'est plus leur chose; pourquoi les pauvres se feraient-ils tuer quand les patrons reculent?

Pour secouer la torpeur générale, il eût fallu, — et peut-être cela eût-il suffi, — une grande parole et un grand exemple. — Où étaient le Zizka et le prêtre Jean qui animeraient leurs soldats d'un saint enthousiasme? Ce qui vient d'en haut, aujourd'hui, ce sont des exemples de démoralisation et d'égoïsme. Ils sont contagieux. Les milices municipales ne sont plus que des gardes de parade; comme les seigneurs, les cités regimbent contre l'impôt, le payent le plus tard possible, sans autre désir que de rejeter sur autrui le poids de la guerre. Ce qui se passe à Kollin est caractéristique. Presque tout entière protestante, elle ne se rallie à l'insurrection qu'à contre-cœur : les finances sont en mauvais état, les dettes très lourdes, les bourgeois, ruinés par

les mauvaises récoltes et la concurrence des Juifs ; sur deux cents familles bourgeoises, il y en a déjà trente-deux de juives. Ils ont plus de confiance dans les ministres du roi, — même catholiques, — que dans les seigneurs rebelles. Ils suivent les Insurgés par peur, et, tout le temps, se repentent de cette révolte qu'on leur a imposée, marchandent les contributions. Les âmes sont mûres pour la servitude, s'inclinent devant le malheur, dans une prostration qui se pare du nom de résignation. Pas même de fanatisme : quand la cloche sonne pour la prière, personne ne s'en occupe, le tapage et les querelles continuent dans les auberges. Le capitaine du château, catholique, insulte et raille les bourgeois, interrompt le service divin par le son de ses trompettes ; ses soldats répètent sans cesse que le moment de la punition approche : bientôt on coupera les têtes des Utraquistes ; personne ne relève ces bravades ; pas de colère, une consternation universelle. Quelque temps après arrive l'armée des États : désagréable visite. Pour occuper leurs loisirs, les soldats maltraitent les habitants, pillent les boutiques des Juifs, saccagent la synagogue, se répandent dans les villages environnants, maraudent, brûlent les maisons. Les magistrats se plaignent aux officiers : ceux-ci craignent de mécontenter leurs hommes, et d'ailleurs, des bourgeois ! Nouvelles plaintes, plus aigres. — Les griefs des habitants sont légitimes, mais ont-ils rempli tout leur devoir ? Veillent-ils à ce que ces soldats ne manquent de rien ? Comment ne comprennent-ils pas que ces troupes combattent pour leur cause et que la défaite de cette armée les livrera à des oppresseurs impitoyables ? En réalité, les mercenaires de Frédéric V n'inspirent guère moins de terreur que ceux de Ferdinand : quand on apprend leur approche, quelques centaines de miliciens se rassemblent en désordre pour garder les portes. Au milieu de toutes ces alertes, une seule pensée surnage : la paix, la paix à tout prix [1]. — A Kourzim, à Koutna-Hora, partout, le tableau est le même.

1. Histoire de la ville de Kollin, par Vavra (en tchèque), 1888.

Les mémoires de Datchitsky de Heslov traduisent avec une douloureuse sincérité cet effondrement moral de la bourgeoisie. Protestant, il est nettement défavorable à Thurn et à ses amis : ils ont agi « sans réfléchir aux conséquences ». Il répète avec une évidente complaisance les bruits qui courent sur leur compte : on les accuse de s'être révoltés, non par un juste sentiment de colère, mais par envie, haine et orgueil; il blâme sans restriction cette journée de la Défenestration, où, « ayant rejeté le droit souverain du monarque, ils s'étaient institués accusateurs, témoins, juges et exécuteurs... Dans la ville de Prague, il s'ensuivit une grande terreur, et beaucoup se cachèrent et s'enfuirent [1] ». — C'est là le trait général de l'opinion publique, l'épouvante, la conviction que l'on roule à l'abîme, et l'impuissance à se ressaisir. Tous les ressorts sont détendus. L'obsession des souffrances prochaines hante les esprits; et personne ne songe que, mourir pour mourir, mieux vaut succomber les armes à la main, en tenant tête à l'ennemi. Parmi ces apeurés, combien cependant, au lendemain du désastre, se réveilleront des héros, accepteront, pour ne pas trahir leur foi, la misère, l'exil, les supplices et la mort! Il y avait encore en Bohème des Chrétiens; il n'y avait plus de citoyens et de soldats.

Aucun chef à qui se rattacher. Tout va à la dérive; les paroles de Datchitsky nous donnent la sensation de ce désarroi : « Les Protestants cherchaient, négociaient, s'agitaient çà et là, imploraient protection, appui et alliance. Personne ne savait avec qui il se trouverait ou quelle fin prendraient les choses. Beaucoup hésitaient, ne savaient que faire, à qui se rallier [2]. » La guerre, des deux côtés, n'est qu'une série de dévastations et de cruautés. « Il y avait de grands pillages dans les maisons et sur les routes : des deux partis, chacun prenait ce qu'il pouvait. Aucune apparence de tranquillité. Les tribunaux étaient suspendus et personne

1. *Mémoires*, I, p. 245.
2. *Id.* p. 246.

n'obtenait justice [1]. » Un cri d'angoisse s'élève de tous les coins du pays, toujours plus poignant, et en même temps une clameur de malédiction contre les nobles. « Quand les seigneurs se disputent et se battent, tendez le cou, pauvres sujets ». — Certes le moment était mal choisi pour les récriminations, et les villes auraient dû se rappeler, comme les Silésiens, que, « quand la maison du voisin brûle, c'est de sa propre maison qu'il s'agit. » Mais les véritables coupables de cet état d'esprit, où les chercher sinon parmi les nobles qui avaient avili et corrompu les Communes et qui, au moment même où ils exigeaient d'elles de lourds sacrifices, ne savaient ni les protéger ni les gouverner ni les convaincre!

Jusqu'à Prague qui était gagnée par la contagion. La noble et fière cité qui avait si souvent protégé de ses murailles comme d'un bouclier sacré la liberté religieuse et l'indépendance nationale, qu'était-elle devenue? Les épisodes navrants s'y succèdent. Jadis le péril exaltait les courages, et l'émeute héroïque y tournait ses fureurs contre l'ennemi. — Maintenant les terreurs paniques, les lâchetés en quête d'un abri, les convulsions d'une foule énervée et affolée qui accueille les bruits les plus invraisemblables, et, dominant tous les esprits, une seule idée précise, misérable: donner le moins possible de ses biens et de son sang. — L'armée protestante recule en désordre devant les forces supérieures des Bavarois; elle manque de vivres. Du pain! Du pain! Frédéric en réclame de tous les côtés; la disette est si grande au camp que le roi même n'a rien pour manger. Il implore les Praguois. Ceux-ci s'excusent : leurs provisions s'épuisent; depuis quelque temps le prix des vivres augmente; ils pourraient bientôt souffrir de la disette. — D'avance, leur parti est pris, la défaite ne les surprendra pas; à quoi bon lutter? — « C'est un secret et juste jugement de Dieu qui leur a suscité tant et de si puissants ennemis! » — Leur terreur s'accroît de l'arrivée de milliers de paysans,

1. P. 250.

qui se sauvent devant l'invasion, emportant leurs pauvres richesses, encombrant de leurs bestiaux les places et les rues ; plus tard, de la désertion qui éclaircit les rangs des seigneurs. Beaucoup organisent déjà leur fuite, envoient en avant leurs femmes, leurs enfants, leurs trésors. La cité est pleine de rumeurs, on vit dans l'épouvante de prétendus complots préparés par les Catholiques ; à la nouvelle, fausse d'ailleurs, que le juge royal de la Nouvelle-Ville a été vu au château, l'épouvante est universelle. On se défend avec un luxe minutieux de précautions contre des périls imaginaires : deux fois par semaine, des visites domiciliaires ; on voit dans chaque étranger un espion, dans chaque catholique, un traître, et on ne songe pas à organiser les milices ou à se préparer à un siège. Les portes de la ville sont gardées par quelques pauvres diables qui, de temps en temps, déposent leur arme contre le mur pour aller se réchauffer à l'auberge. A la première sommation, Prague capitulera.

Des seigneurs légers, bornés, ambitieux, une bourgeoisie sans conviction et sans courage, voilà tout ce qui restait de la Bohême, puisque le servage avait supprimé le peuple. En 1609 cependant, grâce à l'influence des Frères bohêmes et de Boudovets, les États avaient paru s'apercevoir que ces serfs avaient une âme et que leur conscience avait droit au respect : à défaut de l'égalité sur la terre, on leur reconnaissait l'égalité devant Dieu [1]. — Mais que signifiait une formule, que la grande majorité de la diète aurait d'ailleurs repoussée sans doute si elle en eût nettement aperçu toutes les conséquences lointaines ? De fait, la loi était si contraire aux traditions qu'elle ne fut jamais sérieusement appliquée ; comme par le passé, le paysan dut suivre la religion de son maître. Il s'y résigna sans effort, parce que, le plus souvent, le seigneur et le serf adoraient le même Dieu ; mais comment se serait-il passionné pour une cause qui était si peu la sienne ? On a conservé une sorte de complainte présentée

1. La Lettre de Majesté proclame la liberté de conscience des paysans, et l'intention des seigneurs était de leur reconnaître le droit de se construire des églises.

par les habitants des campagnes à Frédéric V, lors de son entrée à Prague; l'auteur n'est pas suspect de Catholicisme, et cela même rend plus émouvant l'esprit de tristesse, d'inquiétude et de sourde rancune qui circule dans la pétition : « Quel que soit celui qui a commencé cette affaire, disent les paysans, il ne trouvera pas grâce devant Dieu. Ce malheur, il faut que nous le supportions, que nous le souffrions toute notre vie, et non pas nous seuls, mais nos enfants, nos femmes et ceux qui ne sont pas encore nés. O Boudovets, par toi nous sommes dans cette infortune; nous nous plaignons justement de toi; tu t'es détourné de nous pour obtenir de la gloire par nos souffrances, tu as élevé trop haut tes pensées, l'ambition t'a aveuglé [1] ». — Les serfs ont la conscience très claire qu'ils n'ont rien à gagner à l'insurrection. Pourquoi se battraient-ils? — Pour la liberté? — Elle n'est que le privilège des maîtres. Pour la patrie? — En ont-ils une? Et d'ailleurs l'invasion allemande se dissimule, n'apparaît que comme la légitime reprise de possession du royaume par un souverain qu'a dépouillé une révolte déloyale. Pour la foi? — Le fanatisme s'est usé, et la foule des paysans ne croit pas au danger; la persécution n'a été ni assez profonde ni assez générale pour les tirer de leur torpeur.

Que tentent les nobles pour les rallier? — Rien. Dans les derniers mois, un étranger, Tschernembl, qui avait entraîné dans la guerre la Haute-Autriche et qui était peut-être la meilleure tête politique de l'insurrection, appelé dans le conseil suprême, auquel les Tchèques s'étaient décidés — beaucoup trop tard — à confier la direction des affaires militaires, proposa un certain nombre de mesures révolutionnaires, entre autres l'affranchissement des serfs. Quel eût été l'effet de cette réparation *in-extremis?* — Peut-être nul. Il était bien tard désormais. Pas plus que l'héroïsme, la confiance ne s'improvise. Dans tous les cas, les nobles

1. Le rôle de Boudovets avait été en somme assez effacé en 1618, mais les noms n'arrivent que tard à la connaissance de la masse; dans l'imagination des paysans, il représente la noblesse entière.

se chargèrent de justifier l'attitude de leurs hommes, en repoussant la proposition de Tschernembl.

Aussi, dans la lutte contre Ferdinand II, les bandes rurales qui avaient fait la force des Taborites et leurs victoires, sont absentes. Par moments, quand les souffrances sont trop cruelles et que les armées dépassent la mesure de leurs forfaits ordinaires, la foule, sous un coup de folie, voit rouge, se soulève, au hasard, sans but, sans chef, enveloppant dans ses représailles les Protestants et les Catholiques. Ces émeutes fortuites, loin d'apporter quelque appui à la révolution, sont souvent une diversion précieuse pour l'Empereur. Dans l'été de 1619, les habitants du cercle de Zatets, horriblement foulés par les mercenaires de Mansfeld, courent aux armes contre leurs bourreaux : beaucoup de soldats sont massacrés et les paysans n'épargnent même pas leurs enfants et leurs femmes. Le mouvement se propage et menace bientôt de se tourner contre les nobles ; pour les apaiser, il faut que ceux-ci leur promettent une amnistie complète et s'engagent à protéger leurs serfs contre la vengeance des généraux.

Des scènes analogues se produisent, au milieu de septembre, dans la région de Tabor, encore à la suite des pilleries de Mansfeld ; depuis lors, les incidents de même nature se multiplient et s'aggravent. Le pays était absolument épuisé, les armées rivalisaient de rapines et de cruautés ; de cet enfer de misères, un cri de révolte éclate : quatre mille paysans se lèvent dans les districts de Tabor et de Béchyn, arborent le drapeau blanc et commencent la guerre sociale. Ils avaient pour chefs quelques gentilshommes campagnards, ruinés comme eux. Bientôt ils ont une organisation militaire, quelques canons. L'affaire parut assez grave pour mériter l'attention de Ferdinand. A plusieurs reprises déjà, les ministres des Habsbourgs leur avaient signalé l'avantage que tirerait la royauté d'une alliance étroite avec le peuple. Dès le début de l'insurrection, un conseiller du roi disait que le moyen le plus sûr d'étouffer dans son germe la révolution était « d'affranchir les serfs et

de délivrer les paysans de la tyrannie de leurs maîtres; cette réforme déciderait les opprimés à mettre au service de l'Empereur leurs biens et leurs vies, et leur aide arrêterait et paralyserait les auteurs de la rébellion ». — Ferdinand envoya aux paysans insurgés un commissaire royal qui leur offrit en son nom la liberté et sa haute protection. Les États, pour combattre l'effet de ces déclarations, entrèrent en négociation avec les serfs insurgés, refusèrent cependant de promettre l'abolition du servage : la question était trop délicate pour être tranchée pendant la guerre. L'aristocratie tchèque devait mourir dans l'impénitence finale. Cette raideur n'était pas de nature à calmer les colères, et la série des émeutes rurales se poursuit, autour de Prague, — à la suite des dévastations des soldats, — sur la frontière morave, — parce que les seigneurs imposent des corvées excessives. Pourquoi vous êtes vous révoltés, leur demande l'officier envoyé contre eux? — *A cause des oppressions*. Quelques jours avant la Montagne-Blanche, sept mille paysans des environs de Zatets pillent les châteaux, massacrent les nobles, menacent les villes voisines d'une exécution si elles ne se joignent pas à eux.

Dans ces conditions, ce qui est extraordinaire, ce n'est certes pas que l'insurrection ait été vaincue, c'est que la résistance se soit prolongée si longtemps. Lorsque la bataille décisive s'engagea, à quelque distance de Prague, sur le plateau de la Montagne-Blanche (8 novembre 1620), elle était perdue d'avance. Elle fut d'ailleurs comme le triste résumé des fautes précédentes : commandement sans prévoyance et sans énergie, armée sans discipline, chefs divisés, souverain incapable, courage médiocre ou lâche abandon. Quelques hommes sauvèrent l'honneur, et leur héroïsme désespéré parut même un moment devoir arracher à la fortune un dernier sourire, mais Maximilien de Bavière et Tilly reprirent rapidement l'avantage. En quelques heures, tout était consommé ; le roi n'avait pas eu le temps d'arriver que l'armée fuyait de toutes parts, dispersée, anéantie. La bataille qui livrait aux Catholiques la Bohême et qui faillit leur livrer

le monde, coûta aux Impériaux deux cent cinquante hommes.

Une défaite se répare, quand l'armée est solide et la nation saine; dans un organisme affaibli et malade, la moindre blessure entraîne la dissolution et la mort. La Bohême s'affaissa; il sembla que beaucoup fussent presque satisfaits d'une catastrophe qui les déchargeait de devoirs trop lourds pour leurs faibles épaules. Frédéric se sauva, justifiant par cette désertion toutes les accusations dont on l'avait poursuivi. — Nous accompagnons un moment le roi, dirent les seigneurs aux bourgeois qui regardaient tristement le long défilé du cortège; ils ne revinrent pas. Leur trahison trouva partout des imitateurs et des complices, ce fut un sauve-qui-peut universel. Prague reçut les troupes impériales, sans condition; les autres cités suivirent; leur vaillance alla jusqu'à attendre, pour ouvrir leurs portes, que les soldats de Ferdinand II se montrassent dans leurs environs. Tabor fut pris au mois de novembre 1621; Trzébogn (Wittingau), le 2 mai 1622; c'était la seule place qui ne fût pas encore au pouvoir des Catholiques. Les autres provinces, abandonnées par la Bohême et l'abandonnant à leur tour, n'avaient pas fait une plus longue résistance, — ni plus glorieuse. La Moravie était occupée par les soldats de Ferdinand, la Silésie par ceux de son allié, Georges de Saxe. L'insurrection avait vécu : l'absolutisme et l'intolérance, maîtres du terrain, n'avaient plus qu'à exploiter leur victoire. Alors véritablement, écrit l'historien des persécutions, commença pour les églises tchèques la très amère misère.

Datchitsky de Heslov interrompt sa chronique après la bataille de la Montagne-Blanche, pour adresser à Dieu une ardente supplication : « O tout-puissant Seigneur éternel, aie pitié de nous après la juste punition qui nous a frappés! Au nom de ton Fils bien-aimé, notre Sauveur, ô Dieu, ne nous juge pas avec ta justice! Nous nous inclinons devant ta loi, nous nous courbons humblement sous ta main, nous n'avons de refuge qu'en ta miséricorde. Nous invoquons près de toi ton Fils Bien-aimé, ne nous repousse pas, n'écarte pas ta face de ton troupeau misérable! Calme

ces tempêtes humaines, reçois-nous dans ta grâce, prends-nous sous ta protection, pour que nous puissions t'honorer en paix et louer ton nom. Fils de Dieu, notre Rédempteur, interviens pour nous; qu'il nous soit donné de t'apercevoir, toi et ta volonté sainte! Amen. Amen. Amen. Ne garde pas ta colère contre nous! »

Hélas! les cieux étaient d'airain. — Pendant près de deux siècles, il n'arrivera plus de Bohême que des lamentations, et, sur le calvaire qu'elle commence à gravir, plusieurs fois elle butera sous le poids de ses douleurs et restera gisante, inanimée et comme morte.

* * *

Ferdinand II fut impitoyable, et les Habsbourgs, après lui, firent peser un joug écrasant sur le pays qu'ils avaient à leurs pieds; ils n'oublièrent jamais « la grande révolte », défiants, hostiles à ce peuple dont ils ne comprenaient pas la langue et vis-à-vis duquel ils avaient l'obscur remords de ne pas remplir leur devoir de souverain.

Malgré tout cependant, il reste permis de se demander si la défaite de la Bila-Hora, — Montagne-Blanche, Montagne-Maudite, — ne fut pas un bien. La noblesse avait donné des preuves trop flagrantes et trop multiples de sa légèreté, de son ignorance, de son absence totale d'esprit politique, pour qu'il soit légitime de parler de sa conversion possible, et l'on ne saurait envisager sans effroi l'hypothèse de sa victoire. Ce qu'eût été l'avenir de la Bohême sous le gouvernement des États, l'exemple de la Pologne le montre trop clairement. Un servage toujours plus lourd, une bourgeoisie ruinée et méprisée, une aristocratie brutale, besogneuse et vénale, l'affaiblissement des caractères et la torpeur des esprits, l'anarchie érigée en constitution, la guerre civile sanctionnée et organisée par la loi, le pays ouvert aux intrigues étrangères, le progrès des influences allemandes, et, comme conclu-

sion fatale, l'invasion et la conquête, tel fut le bilan du règne des magnats polonais, et les seigneurs tchèques n'auraient été ni mieux inspirés ni plus heureux.

La victoire des Habsbourgs, malgré les épouvantables cruautés qui signalèrent leur triomphe, l'indifférence et l'inertie de la plupart des souverains et l'hostilité systématique des autres, eut du moins ce résultat heureux de donner au pays un calme relatif, de réunir, sous la domination d'un seul maître, les diverses parties du royaume et de le protéger contre l'invasion étrangère. Les Slaves de Moravie et de Bohême, soumis à des destinées pareilles, traversèrent les mêmes crises et leur évolution historique fut semblable : quand ils se réveillèrent de leur léthargie séculaire, leur état d'âme était assez semblable pour qu'ils reprissent ensemble, et presque du même pas, leur vie politique interrompue. D'autre part, et bien que cela fasse au premier abord l'effet d'un paradoxe, l'Autriche, par suite à la fois de sa fidélité obstinée au Catholicisme et des intérêts particuliers de son ambition, ne fut jamais une puissance réellement germanique. Le gouvernement des Empereurs, loin de préparer la fusion de la Bohême avec l'Empire, la protégea contre l'Allemagne, et cela au moment même où le sommeil de l'instinct national et l'épuisement l'auraient livrée sans défense à toutes les tentatives de l'ennemi héréditaire. Le peuple slave de Moravie et de Bohême a conservé un attachement passionné pour la famille des Habsbourgs; il réunit dans son âme deux sentiments, qui paraissent volontiers contradictoires à un observateur superficiel, un patriotisme tchèque très ardent et un loyalisme très sincère et très profond. Son instinct ne le trompe pas et sa double foi est plus éclairée que la raison des savants et des sages. Si les Habsbourgs n'ont aucun droit à la reconnaissance du pays, puisqu'ils ne se sont jamais souciés des intérêts et de l'avenir de la race qui leur avait confié ses destinées, il n'en est pas moins vrai que leur monarchie a été l'abri tutélaire, grâce auquel les Slaves du royaume ont prolongé leur malheureuse et difficile existence, jusqu'au jour de la Renaissance contemporaine.

Les Habsbourgs donnèrent aux Tchèques ce dont ils avaient à ce moment le besoin le plus pressant, le repos, prirent la charge de leur existence qu'ils ne pouvaient plus porter. La Bohême, à la veille de la Montagne-Blanche, était horriblement lasse. Depuis deux siècles, elle avait passé par les plus étranges vicissitudes, traversé les crises les plus diverses, connu les enivrements de la victoire, les angoisses de la défaite, les fièvres de luttes ininterrompues et dans lesquelles se jouait chaque fois sa fortune. Il semblait qu'elle fût prise d'un immense dégoût de la vie. Les succès les plus prodigieux avaient abouti à une lamentable banqueroute, les tentatives les plus hardies l'avaient laissée indécise et découragée. Elle ne savait plus même ce qu'elle devait vouloir. La première, elle avait proclamé les droits de la conscience humaine, brisé l'unité catholique, donné le signal d'une des plus fécondes révolutions de l'histoire. Et maintenant, au milieu des ruines accumulées, déchirée par les factions, sans boussole dans la tourmente des doctrines, elle se demandait si elle devait se réjouir de son œuvre, si c'était bien un progrès que cette liberté qui n'avait rien su édifier et qui jonchait le sol de débris et les âmes de tristesses et de remords. — Par un vigoureux effort, elle avait rompu les liens ténus par lequels les Allemands l'avaient enchaînée et repris sa place au premier rang des nations slaves. Elle sentait cependant que cette indépendance nationale, si vaillamment reconquise et si jalousement conservée, il était nécessaire d'en abdiquer une partie pour se conformer aux lois historiques générales qui exigeaient la formation de nouveaux organismes politiques : redoutable sacrifice, contre lequel se soulevaient les plus nobles sentiments et les instincts les plus intimes, et dont une obscure conscience ne lui permettait pas cependant de nier la fatalité. — Elle avait proclamé la liberté dans le monde comme dans l'Église, brisé pour un moment les chaînes féodales, suscité quelques-unes des sectes les plus hardies qui aient prêché l'affranchissement social. Et le dernier résultat de ce grand effort démocratique était la constitution d'un régime oligarchique où quelques centai-

nes de familles, victorieuses à la fois du peuple et du roi, concentraient entre leurs mains maladroites une autorité qu'elles ne savaient même pas mettre à l'abri des revanches de l'absolutisme. Entre les rois persécuteurs et les nobles avides, le peuple ne choisissait pas. Les mots avaient perdu leur sens : comme la liberté religieuse, la liberté politique avait perdu ses croyants. Il arrive un moment où les peuples, comme les individus, après une carrière trop remplie, ne sentent plus dans leur cœur, épuisé de désirs, la force de continuer la vie, c'est-à-dire de poursuivre la lutte, et accueillent sans effroi la paix du tombeau.

Au moment de terminer ce lugubre récit, si obscur dans ses péripéties, si lamentable dans ses conclusions, l'historien est envahi lui-même par cette amertume de la vie qui s'était emparée du peuple bohême tont entier. Quel martyrologe que l'histoire ! que d'espoirs trompés, de rêves déçus ! A quoi bon tant d'efforts et de sang ? Que de temps avant que les idées, conçues dans l'épouvante et enfantées dans les larmes, grandissent, exercent une utile influence, pour devenir bientôt à leur tour un obstacle au progrès et une barrière à l'avenir ! Et surtout quelle cruauté dans les lois de l'impénétrable justice qui frappe d'une main impitoyable tous ceux dont l'audace ose rompre avec le passé et frayer à l'humanité des voies nouvelles ! C'est toujours la jalouse Némésis qui gouverne le monde et qui condamne la Bohême de Hus à des siècles de despotisme et d'anéantissement, comme elle condamne l'Italie de la Renaissance à la domination des Barbares, l'Allemagne de Luther à la guerre de Trente-Ans, la France de la Révolution aux secousses de l'anarchie et à la honte de l'invasion.

Mais non, et ce désespoir est lâche et faux. N'est-ce donc rien que d'avoir pensé, que d'avoir combattu, que d'avoir contribué au progrès universel ? N'est-ce donc rien que d'avoir enrichi le monde d'une idée, écarté les fantômes, diminué les ténèbres ? Rien, que d'avoir inspiré l'enthousiasme et l'amour ? Rien, d'avoir rayonné par la sympathie et le génie ? De toutes les vanités humaines, a dit un grand

écrivain contemporain, la gloire est peut-être la moins vaine. En dernière analyse, le dévouement aux idées générales est encore la plus sûre garantie contre les surprises du hasard. Un passé illustre est la meilleure caution d'un grand avenir. Une nation qui a dans ses annales un grand service rendu à l'humanité survit au tombeau. Les vainqueurs de la Bohême lui arrachèrent ses institutions, son indépendance, presque jusqu'à sa langue et à son nom; ils ne purent lui ravir son histoire, et c'est cette histoire qui, deux siècles plus tard, l'a refaite et relevée.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER. — FERDINAND Ier.

CHAPITRE PREMIER

Établissement de la dynastie autrichienne en Bohême.

Pages.

Les Habsbourgs. — Premières relations avec la Bohême. — Maximilien Ier et les mariages autrichiens. — Les partis en Bohême en 1526; élection de Ferdinand Ier. — Son caractère, sa politique : le roi et les diètes; les assemblées provinciales et les villes; chute de Pachek et de Lev. — Proclamation de l'hérédité de la couronne. — L'armée et les finances; la Chambre royale. — Premier essai d'une administration centrale autrichienne 1

CHAPITRE II

La défaite des villes.

Hus et Luther. — La Réforme allemande en Bohême. — Mathias l'hermite et les premiers disciples de Luther. Cahéra. La tactique des Protestants tchèques. — Coup d'État de 1524. — Transformation de l'Utraquisme. Orthodoxes et Progressistes. Attitude de Ferdinand. Mystopol. — L'Unité : ses progrès. Premiers rapports avec Luther. Loukach. — Les Protestants de l'Empire et les Tchèques. — La ligue de Smalkalde. Union des villes et confédération de Prague. — Bataille de Mühlberg. — Attitude des seigneurs; ruine des privilèges municipaux 59

CHAPITRE III

Ferdinand et l'hérésie.

La fin du règne. — Politique religieuse. — Persécution des Frères; captivité d'Augusta. — L'Unité en dehors du royaume; ses progrès

Pages.

arrêtés en Bohême. — Les Utraquistes; nouvelle tentative de réconciliation avec Rome. — Progrès de la Réforme et conversion des Tchèques au Protestantisme. — Ferdinand et le Concile de Trente. Le pape autorise la Communion sous les deux espèces. Décadence du Hussitisme officiel. — Premier réveil du Catholicisme : l'archevêque Prous de Mohelnitse. Les Jésuites à Prague. — Mort de Ferdinand (1564) et grands résultats de son règne 133

LIVRE II. — LES DÉBUTS DE LA RÉACTION CATHOLIQUE

CHAPITRE PREMIER

La diète de 1575.

Maximilien II : son enfance, son caractère et sa politique. Espérances et désillusions des Réformés. — Les partis religieux vers 1570. — Développement de l'Unité; luttes intérieures, incertitudes dogmatiques. Augusta et Blahoslas. — Les Luthériens. — Premiers efforts de restauration catholique : l'archevêque Antonin Prous de Mohelnitse. — La diète de 1575 : la Confession tchèque. Victoire incomplète et stérile des Protestants. 209

CHAPITRE II

Les préludes de la crise.

Rodolphe II. — La Bohême dans les dernières années du XVI^e siècle. — I. Le Consistoire utraquiste. — Les Frères; leur activité littéraire : les cantiques; la Bible de Kralitse; Catéchismes et Confessions. Écoles. Rapprochement toujours plus marqué avec les Calvinistes. Influence morale et causes de faiblesse. — Les Luthériens : immense supériorité numérique, anarchie morale. — La réaction catholique; les Jésuites. Premières mesures contre l'hérésie. Diètes de 1585 et de 1603. Venceslas de Boudov. — II. La Constitution : le roi et les diètes. Les paysans et les seigneurs. — Situation matérielle : les finances. — III. Les mœurs publiques. — La littérature. — L'indépendance nationale et l'immigration étrangère. — La guerre civile imminente. 291

Pages.

LIVRE III. — L'INSURRECTION

CHAPITRE PREMIER

La Lettre de Majesté

La situation politique européenne au commencement du XVI[e] siècle. Catholiques et Protestants; Souverains et Diètes. La lutte imminente, forces respectives des deux partis, causes de faiblesse. — Les Habsbourgs et Henri IV. — Rodolphe, ses relations avec l'Espagne. — La tragédie d'Autriche; les deux Frères. Révolte de la Hongrie et de l'Autriche contre Rodolphe. — Ziérotyn; défection de la Moravie. — Fidélité des Tchèques; la diète de 1608. — Les États de 1609. La Lettre de Majesté. Boudovets de Boudov 427

CHAPITRE II

La défenestration de Prague.

Léopold et les mercenaires de Passau. — Chute de Rodolphe. — Le règne de Mathias; la royauté et les Seigneurs; les quatre vœux des États. — La réaction catholique continue. — Élection de Ferdinand II. — Inquiétude et irritation du parti protestant; ses intentions et ses chefs. — Les États en 1618. Le coup d'État, la défenestration 479

Conclusion

Les responsabilités. — L'Europe en 1618. Le parti protestant en Allemagne et dans les États des Habsbourgs. — L'armée tchèque. — Les finances. Divisions politiques et religieuses. Fatigue universelle. Les paysans. — Bataille de la Montagne-Blanche (8 novembre 1620). Soumission de la Bohême. — La domination des Habsbourgs 531

Le Puy-en-Velay. — Imprimerie Marchessou fils.

Date Due

2 weeks			

Stechert Hafner, Inc.
31 East 10TH Street
New York 3

DB209 .D39 v.2
Fin de l'independance Boheme ...
Princeton Theological Seminary-Speer Library
1 1012 00000 5464